UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DES TRAVAILLEURS INVITÉS AUX ACTEURS POLITIQUES: UNE ANALYSE DU POSITIONNEMENT POLITIQUE DE LA DIASPORA DE LA TURQUIE EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR

SARE NALBANTOĞLU ASLANKILIÇ

AOÛT 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La rédaction de cette thèse de doctorat a été un voyage long et exigeant, marqué par des défis et des découvertes. Alors que ce chemin se termine, il est important de reconnaître et de célébrer les personnes qui ont joué des rôles clés dans cette aventure.

Un grand merci à Frédérick Guillaume Dufour, mon directeur de recherche, pour son soutien incroyable tout au long de ce parcours. Je suis profondément reconnaissante que nos chemins se soient croisés. Je le remercie pour l'accès généreux à sa bibliothèque, ses conseils précieux et ses critiques constructives, qui ont été cruciaux pour enrichir et affiner cette recherche. Sans son soutien, ce travail n'aurait pas été ce qu'il est aujourd'hui.

Un énorme merci à mon conjoint, Mustafa, pour avoir accepté de m'accompagner dans un pays lointain afin que je puisse poursuivre mes études de doctorat. Son soutien indéfectible et sa compagnie tout au long des heures de travail ardues et des moments difficiles se sont avérés inestimables pour me donner un sentiment de stabilité. Ses encouragements ont été une source de réconfort et d'inspiration, transformant chaque défi en un triomphe partagé. Je suis profondément reconnaissante d'avoir pu partager cette aventure et ce succès avec lui.

Enfin, un immense merci à ma sœur Büşra, ma mère Seniha et ma grand-mère Münire. Leur soutien indéfectible, leurs encouragements constants et leur inspiration ont été des sources de motivation inestimables tout au long de ce parcours académique. Leur présence continue a apporté une énergie et une détermination précieuses, rendant l'achèvement de ce voyage possible.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS..... ii

LISTE DES TABLEAUX.....v

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES..... vi

RÉSUMÉ.....viii

ABSTRACT..... ix

INTRODUCTION..... 1

CHAPITRE 1: CADRE THÉORIQUE, HYPOTHÈSES ET MÉTHODOLOGIE.....21

1.1 De la conception du populisme à la définition de la diaspora et à l'analyse des mouvements sociaux.....37

1.2 Le cadre méthodologique..... 45

CHAPITRE 2: LE SYSTÈME DES PARTIS POLITIQUES ET LA POLITIQUE RÉCENTE EN TURQUIE ET EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE.....65

2.1 Le système des partis politiques en Turquie.....66

2.2 La politique récente en Turquie.....68

2.3 La diaspora et la stratégie de mobilisation des diasporas.....82

2.4 Le système des partis politiques en République fédérale d'Allemagne..... 87

2.5 La politique récente en République fédérale d'Allemagne..... 88

CHAPITRE 3: LE DÉVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS DE LA NATIONALITÉ ET DE LA CITOYENNETÉ EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE..... 95

3.1 Le processus de développement du système de citoyenneté avant 1913.....95

3.2 L'entrée en vigueur de la loi sur la citoyenneté et la nationalité de 1913 (Reichs- und Staatsangehörigkeitsgesetz, RuStAG)..... 101

3.3 La continuité de la loi de 1913 : les guerres mondiales et l'ordre nouvellement établi... 107

3.4 Les travailleurs invités et les limites de la loi sur la citoyenneté: renforcement de la nationalité mono-ethnique..... 111

3.5 L'émergence d'un nouveau discours sur l'ethnicité et la nationalité.....117

3.6 La réunification de l'Allemagne et les attaques racistes contre les immigrants.....119

3.7 Les critiques du régime mono-ethnique et de la loi sur la nationalité.....123

3.8 La modification de la loi sur la citoyenneté et la transition vers un régime anti-ethnique.....126

3.9 Les politiques d'Angela Merkel pendant ses mandats de chancelière.....130

3.10 Conclusion.....139

CHAPITRE 4: LE POSITIONNEMENT DE LA DIASPORA DE LA TURQUIE FACE AUX ATTENTATS RACISTES ET LES DISCUSSIONS SUR LE RACISME DANS LA VIE QUOTIDIENNE.....142

4.1 L'attentat de Mölln.....143

4.2 L'attentat de Solingen.....152

4.3 L'attentat de Hanau.....163

4.4 Les meurtres en série du NSU et son procès.....176

4.5 Lettres de menaces signées « NSU 2.0 ».....187

4.6 La démission de Mesut Özil de l'équipe nationale allemande.....192

4.7 Les attaques islamophobes.....198

4.8 Les œuvres culturelles sur le thème des attentats racistes.....202

CHAPITRE 5: LE POSITIONNEMENT DE LA DIASPORA DE LA TURQUIE DANS LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE.....213

5.1 Le système des partis politiques en Allemagne : trajectoire historique et montée de l'extrême droite.....214

5.2 Les élections fédérales allemandes de 2013.....233

5.3 Les élections fédérales allemandes de 2017.....243

5.4 Les élections fédérales allemandes de 2021.....263

CONCLUSION.....278

BIBLIOGRAPHIE.....307

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 – Élection présidentielle, 2014.....34

Tableau 1.2 – Élection parlementaire, juin 2015.....34

Tableau 1.3 — Référendum, 2017.....34

Tableau 1.4 — Élection parlementaire, juin 2018.....35

Tableau 1.5 — Élection présidentielle, juin 2018.....35

Tableau 2.1 — Taux de croissance du produit intérieur brut en Turquie, 1985-2018 (%) (croissance annuelle).....71

Tableau 5.1 — Répartition en pourcentage des votes par parti parmi les électeurs ayant une expérience migratoire de la Turquie, ou dont les familles en ont une, lors de l'élection de 2017.....261

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ADD	Allianz Deutscher Demokraten
AfD	Alternative für Deutschland
AGİF	Almanya Göçmen İşçiler Federasyonu
AKP	Adalet ve Kalkınma Partisi
ANAP	Anavatan Partisi
ATİB	Avrupa Türk-İslam Kültür Dernekleri Birliği
ATİF	Almanya Türkiyeli İşçiler Federasyonu
BIG	Bündnis für Innovation und Gerechtigkeit
CDU	Christlich Demokratische Union Deutschlands
CHP	Cumhuriyet Halk Partisi
DİDF	Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu
DİTİB	Diyanet İşleri Türk-İslam Birliği
DOMiD	Dokumentationszentrum und Museum über die Migration in Deutschland
DRP	Deutsche Reichspartei
DP	Demokrat Parti
DVU	Deutsche Volksunion
GDP	Gesamtdeutsche Partei
HDP	Halkların Demokratik Partisi
IGMG	Islamische Gemeinschaft Millî Görüş / İslam Toplumu Milli Görüş
KON-MED	Konföderation der Gemeinschaften Kurdistans in Deutschland e.V.
MGK	Milli Güvenlik Konseyi
NPD	Nationaldemokratische Partei Deutschlands

NSU	Nationalsozialistische Untergrund
PDS	Partei des Demokratischen Sozialismus
PEGIDA	Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes
RDA	République démocratique allemande
RFA	République fédérale d'Allemagne
RP	Refah Partisi
SED	Sozialistische Einheitspartei Deutschlands
SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands
TBB	Berlin-Brandenburg Türkiye Toplumu
TGB	Türkische Gemeinde zu Berlin e.V.
TGD	Türkische Gemeinde in Deutschland
UETD	Union of European Turkish Democrats / Avrupalı Türk Demokratlar Birliği
UID	Union of International Democrats / Uluslararası Demokratlar Birliği
YTB	Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı
ZMD	Zentralrat der Muslime in Deutschland e.V.

RÉSUMÉ

Cette thèse examine le positionnement et les stratégies d'engagement politique de la diaspora de la Turquie en République fédérale d'Allemagne (RFA) entre 2010 et 2022. Elle analyse l'impact des attentats racistes, des changements dans les politiques de nationalité et de citoyenneté et de la montée de l'extrême droite. Le cadre historique de la recherche retrace l'évolution des politiques de nationalité et de citoyenneté depuis la loi sur la citoyenneté de 1913 jusqu'à la réforme de 1999, et met en lumière la manière dont ces changements ont façonné l'intégration et l'identité de la diaspora. Les réformes successives ont influencé non seulement l'intégration de la diaspora de la Turquie dans la société allemande, mais aussi la manière dont cette communauté est perçue dans ce contexte.

Les attentats racistes ont exposé les lacunes des réponses institutionnelles, intensifiant le sentiment d'insécurité au sein de la diaspora. En réponse à cette violence, la communauté a amplifié ses efforts de mobilisation, mettant en lumière les insuffisances des politiques antiracistes et l'importance des initiatives communautaires et culturelles dans la préservation de la mémoire et la promotion de la justice sociale. Cette situation s'est traduite par un soutien croissant des électeurs de la diaspora aux partis politiques favorables à l'intégration et à la double nationalité, principalement de gauche et de centre-gauche. Ce soutien s'est accompagné d'une augmentation notable de la participation électorale.

Depuis leur arrivée en RFA, les membres de la diaspora se sont impliqués dans diverses instances politiques, avec une augmentation notable de leur représentation au *Bundestag*, notamment depuis 2013. La montée de l'extrême droite, illustrée par l'*Alternative für Deutschland* (AfD), et l'émergence de tensions diplomatiques entre la RFA et la Turquie, notamment lors des élections de 2017 et 2021, ont permis de renforcer la mobilisation de la diaspora contre les tendances populistes. En outre, les initiatives de la Turquie sous l'*Adalet ve Kalkınma Partisi* (AKP), telles que l'*Union of International Democrats* (UID) et la *Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı* (YTB), ont également joué un rôle central dans la mobilisation des ressortissants à l'étranger. Les élections récentes ont démontré une diversification des préférences politiques au sein de la diaspora, avec une augmentation du nombre de représentants au *Bundestag*. Malgré l'émergence des partis tels que *Bündnis für Innovation und Gerechtigkeit* (BIG) et *Allianz Deutscher Demokraten* (ADD), c'est l'engagement croissant de la diaspora qui témoigne du véritable dynamisme, illustrant ainsi son influence grandissante sur le paysage politique allemand. En 2021, la diaspora a atteint une représentation notable avec l'élection de dix-neuf députés, dont certains occupaient pour la première fois un poste de haut niveau. Ce phénomène témoigne de l'influence croissante de la diaspora sur le paysage politique allemand. Les résultats de cette recherche soulignent les défis complexes auxquels est confrontée la diaspora de la Turquie, reflétant une adaptation persistante aux dynamiques politiques locales et transnationales.

Mots clés: diaspora de la Turquie, République fédérale d'Allemagne, racisme, élections, nationalité, citoyenneté, populisme, extrême droite.

ABSTRACT

This thesis examines the positioning and political engagement strategies of Turkey's diaspora in the Federal Republic of Germany (FRG) between 2010 and 2022. It analyzes the impact of racist attacks, changes in nationality and citizenship policies, and the rise of the far right. The historical framework of the research delineates the evolution of nationality and citizenship policies from the Nationality Act of 1913 to the 1999 reform, emphasising the manner in which these transformations have influenced the integration and identity of the diaspora. Successive reforms have influenced not only the integration of Turkey's diaspora into German society, but also how this community is perceived in this context.

The occurrence of racist attacks has exposed the deficiencies of institutional responses, thereby intensifying feelings of insecurity within the diaspora. In response to this violence, the community has escalated its mobilisation efforts, emphasising the deficiencies of anti-racist policies and underscoring the significance of community and cultural initiatives in preserving memory and promoting social justice. This situation has resulted in growing support among diaspora voters for political parties that favour integration and dual citizenship, mainly those on the left and centre-left. This support has been accompanied by a notable increase in voter turnout.

Since arriving in the FRG, members of the diaspora have become involved in various political bodies, with a notable increase in their representation in the *Bundestag*, particularly since 2013. The rise of the far right, exemplified by the *Alternative für Deutschland* (AfD), and the emergence of diplomatic tensions between the FRG and Turkey, particularly during the 2017 and 2021 elections, have strengthened the diaspora's mobilisation against populist tendencies. Furthermore, Turkey's initiatives under the *Adalet ve Kalkınma Partisi* (AKP), including the *Union of International Democrats* (UID) and *Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı* (YTB), have also played a pivotal role in mobilising citizens residing abroad. Recent elections have demonstrated a diversification of political preferences within the diaspora, as evidenced by an increase in the number of representatives in the *Bundestag*. Notwithstanding the emergence of parties such as *Bündnis für Innovation und Gerechtigkeit* (BIG) and *Allianz Deutscher Demokraten* (ADD), it is the growing engagement of the diaspora that demonstrates its true dynamism, illustrating its growing influence on the German political landscape. In 2021, the diaspora achieved notable representation with the election of nineteen members of parliament, some of whom held high-level positions for the first time. This phenomenon is indicative of the growing influence of the diaspora on the political landscape of Germany. The results of this research highlight the complex challenges facing Turkey's diaspora, reflecting a persistent adaptation to local and transnational political dynamics.

Keywords: Turkey's diaspora, Federal Republic of Germany, racism, elections, nationality, citizenship, populism, far right.

DES TRAVAILLEURS INVITÉS AUX ACTEURS POLITIQUES: UNE ANALYSE DU POSITIONNEMENT POLITIQUE DE LA DIASPORA DE LA TURQUIE EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

INTRODUCTION

La Seconde Guerre mondiale a profondément bouleversé l'Europe, entraînant une demande accrue de main-d'œuvre pour la reconstruction économique des pays d'Europe occidentale. Dans ce contexte, la Turquie est devenue un partenaire clé, fournissant une main-d'œuvre jeune, active et excédentaire pour répondre aux besoins de nombreux pays européens. Dès les années 1960, des accords bilatéraux ont été mis en place pour encadrer les migrations de travailleurs entre la Turquie et des pays comme la République fédérale d'Allemagne (RFA), la France et les Pays-Bas, marquant le début de la migration dite des « travailleurs invités » (Castles, 2006; Castles et Miller, 1998).

Au départ, les autorités des pays d'accueil prévoyaient que cette main-d'œuvre étrangère serait temporaire et que les travailleurs retourneraient dans leur pays d'origine une fois que les conditions économiques se seraient stabilisées. Cette anticipation était fondée sur des accords à court terme qui leur accordaient des droits limités et leur offraient des possibilités minimales de regroupement familial et sur des politiques de rotation qui visaient à minimiser l'intégration permanente des travailleurs étrangers (Castles, 2006). Au fil des années, il est devenu clair que la migration ne suivait pas le schéma prévu et la vision de la migration temporaire a évolué vers une réalité de résidence permanente. Les travailleurs étrangers, au lieu de retourner dans leur pays d'origine, ont commencé à s'établir de manière permanente dans leur pays d'accueil. Ces prévisions temporaires ont été perturbées par des événements économiques et politiques majeurs. La crise pétrolière de 1973 a marqué un tournant. Elle a entraîné une récession économique qui a modifié la perception et la gestion de la migration de travail (Castles et Miller, 1998).

Dans le cas spécifique de la RFA, le nombre de travailleurs de la Turquie a considérablement augmenté, atteignant plus de 2,6 millions en 1973, avant que la RFA ne suspende les nouveaux

recrutements en raison de la crise économique (Castles et Miller, 1998). Cette suspension a eu des effets disparates: bien que de nombreux travailleurs européens soient retournés dans leurs pays d'origine, les travailleurs de la Turquie, confrontés à des restrictions de voyage plus strictes et à une incertitude accrue, sont restés en RFA. Ce maintien prolongé a facilité leur établissement durable et a conduit à une augmentation des demandes de résidence permanente et de regroupement familial (Chapin, 1996, Triadafilopoulos et Schönwälder, 2006). Parallèlement, la politique de rotation, qui visait initialement à limiter la présence des travailleurs étrangers sans les obliger à retourner dans leur pays d'origine, a été progressivement abandonnée et les réformes législatives des années 1970 et 1980 ont facilité l'intégration des travailleurs et de leurs familles dans les pays d'accueil. Ces réformes ont notamment inclus l'extension des permis de travail, la réduction des restrictions au regroupement familial, et une reconnaissance accrue des droits des travailleurs étrangers (Triadafilopoulos et Schönwälder, 2006).

Actuellement, la diaspora de la Turquie[1] en RFA est estimée à environ 2,9 millions de personnes, représentant environ 3,4 % de la population totale du pays (Statistisches Bundesamt-DESTATIS, 2020). Elle représente ainsi le plus grand groupe de personnes issues de l'immigration en RFA. Cette communauté est caractérisée par une grande diversité ethnique, religieuse, idéologique, linguistique et culturelle, résultant de différentes vagues migratoires: la migration de travail des années 1960-1970, les demandes d'asile politique dans les années 1980 après les coups d'État en Turquie, les migrations récentes de main-d'œuvre qualifiée depuis le milieu des années 2010 et les demandes d'asile politique après le coup d'État en 2016. Par conséquent, la diaspora de la Turquie en RFA est un groupe hétérogène, influençant de manière significative les politiques migratoires, les relations bilatérales entre la Turquie et la RFA. Depuis son émergence dans les années 1960, cette diaspora a non seulement enrichi la vie socio-économique de la RFA, mais elle a également joué un rôle actif dans les sphères politiques et dans la construction d'une société multiculturelle en RFA. Elle est devenue un sujet d'intérêt dans la politique intérieure des deux pays, affectant l'identité nationale allemande tout en occupant une place dans les politiques de la

[1] Dans le cadre de cette recherche, la communauté étudiée est appelée « la diaspora de la Turquie », car parmi les membres de la diaspora, il y a ceux qui s'auto-identifient turcs ainsi que ceux qui ne s'auto-identifient pas turcs. Par conséquent, pour éviter toute connotation ethnique lors de leur appellation, cette diaspora est nommée avec le nom du pays en commun d'où proviennent ses membres et/ou leurs familles.

Turquie. Par conséquent, la diaspora de la Turquie influence de manière significative tant les dynamiques politiques internes des deux pays que leurs relations bilatérales.

Les débats politiques en RFA concernant l'immigration ont évolué au fil des décennies. Jusqu'à la fin des années 1980, trois positions principales prédominaient: l'exclusion, l'assimilation, et le multiculturalisme (Castles et Miller, 1998). L'extrême droite et une partie de la CDU (en français: l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne, en allemand: *Christlich Demokratische Union Deutschlands*) soutenaient une politique d'exclusion, tandis que certains membres de la droite du SPD (en français: Parti social-démocrate d'Allemagne, en allemand: *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*) et de la CDU prônaient l'assimilation. Les Verts (en allemand: *Die Grünen*) et une fraction du SPD favorisaient un modèle multiculturel. La réunification de la RFA et de la RDA en 1990 a intensifié ces débats, avec un accent croissant sur la gestion de l'immigration. La CDU, en particulier, a contesté les réformes proposées par le SPD et les Verts, notamment celles relatives à la double nationalité et aux changements de citoyenneté fondés sur le *jus sanguinis* au *jus soli*, affirmant que celles-ci menaçaient l'identité nationale allemande et de la culture dominante ou de référence (*Leitkultur*) (Pautz, 2005). Ces débats ont catalysé des tensions et ont alimenté une montée de l'extrême droite, illustrée par des attaques racistes violentes contre des membres de la diaspora de la Turquie dans les années 1990 (Kaya, 2013).

La réaction de la diaspora à ces attaques a été marquée par des manifestations antiracistes et un soutien croissant pour les partis de gauche, notamment le SPD, qui a défendu des politiques plus favorables à l'intégration et à la double citoyenneté. Les membres de la diaspora se sont engagés de manière significative dans la politique allemande, notamment à travers leur participation croissante aux élections. Bien que jusqu'à la fin des années 1990, leur représentation électorale ait été marginale, des efforts organisés ont permis d'augmenter leur visibilité politique. Les syndicats affiliés au SPD ont joué un rôle important dans cette mobilisation (Aktürk, 2010).

Le nombre de représentants de la diaspora au *Bundestag* a augmenté de manière significative au cours des dernières décennies. En 2021, dix-neuf membres de la diaspora ont été élus, reflétant une diversité croissante au sein des partis politiques allemands, avec une majorité issue des partis

de centre-gauche (Krumm, 2018). Ce progrès a également été marqué par la première nomination d'un membre de la diaspora comme ministre et l'élection d'un autre comme vice-président du *Bundestag*. De plus, certains membres de la diaspora ont fondé de nouveaux partis politiques, comme BIG Partei (*Bündnis für Innovation und Gerechtigkeit*, en français: Alliance pour l'innovation et la justice) et ADD (*Allianz Deutscher Demokraten*, en français: l'Alliance des démocrates allemands). La représentation de la diaspora dans la politique allemande croît à chaque élection, avec une diversité accrue dans les postes gouvernementaux occupés par ses membres. Cette tendance renforce leur influence politique, faisant d'eux des électeurs et candidats de plus en plus importants pour les partis politiques.

L'engagement croissant de la diaspora dans les partis politiques, leur représentation au *Bundestag*, et leur participation à la création de nouveaux partis démontrent l'importance de cette communauté dans le façonnement de la politique allemande contemporaine. Le changement des politiques d'immigration et de citoyenneté en RFA, ainsi que la montée concomitante de la diversité dans les institutions politiques, illustrent la transformation des dynamiques nationales en réponse aux réalités migratoires et multiculturelles. Parallèlement, cette influence dans la politique allemande se reflète également dans les dynamiques politiques en Turquie, où la diaspora joue un rôle dans la formulation des politiques et dans les relations bilatérales entre les deux pays. Cette interconnexion entre les politiques allemande et turque met en lumière l'impact croissant de la diaspora sur les deux scènes politiques.

Depuis l'émergence de la diaspora de la Turquie dans les années 1960, la relation entre la Turquie et ses citoyens vivant à l'étranger est devenue une question cruciale pour les deux pays, avec une attention croissante à la fois en Turquie et en RFA. Initialement, les politiques turques vis-à-vis de la diaspora se concentraient sur les aspects économiques, tels que les transferts de fonds. Cependant, à partir des années 1980, la Turquie a élargi ses politiques pour inclure la préservation des identités ethnoculturelles et le soutien des associations et mosquées. La loi de 1982 a marqué un tournant en permettant la double citoyenneté et en institutionnalisant les responsabilités de l'État envers ses citoyens de l'étranger (Akgönül, 2017; Aydın, 2014; Kaya, 2024; Ünver, 2013).

Les années 1990 ont vu un renforcement de l'encouragement à l'intégration des membres de la diaspora en RFA pour acquérir la citoyenneté allemande, à apprendre l'allemand et à participer à la vie politique. En plus, deux institutions ont été créées sous l'autorité du Premier ministère pour soutenir les citoyens de la Turquie vivant à l'étranger: le Comité consultatif pour les citoyens turcs vivant à l'étranger (en turc: *Yurtdışında Yaşayan Türk Vatandaşları Danışma Kurulu*) et le Haut comité pour les citoyens turcs vivant à l'étranger (en turc: *Yurtdışında Yaşayan Türk Vatandaşları Yüksek Komitesi*). Ces institutions ont mis en lumière deux principales revendications: une meilleure représentation des membres de la diaspora et un espace associatif plus organisé (Adar, 2019; Aydın, 2014).

Le véritable tournant est survenu avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002, marquant le début d'une politique plus proactive envers la diaspora, alignée avec une tendance mondiale où les États cherchent à engager activement leurs diasporas (Adamson, 2019). L'AKP a introduit de nouvelles initiatives pour renforcer les liens avec les membres de la diaspora, notamment en créant les institutions comme l'Union européenne des démocrates turcs (UID, en turc: *Avrupalı Türk Demokratlar Birliği*, désormais connue sous le nom d'*Uluslararası Demokratlar Birliği*, en français: l'Union des démocrates internationale) en 2004 et la Présidence des turcs à l'étranger et des communautés apparentées (en turc: *Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı*, YTB) en 2010. L'UID a été chargée de coordonner et soutenir les activités de lobbying des organisations de la diaspora en Europe et d'améliorer l'intégration socio-politique des membres de la diaspora, tandis que la YTB s'occupe de l'autonomisation des jeunes, du renforcement de la société civile et de l'intégration des membres de la diaspora tout en préservant leur patrimoine culturel (Aydın, 2014; 2016; Adamson, 2019; UID, 2018; YTB, 2019; 2021; 2022; 2023).

Parallèlement, la DİTİB (*Diyanet İşleri Türk-İslam Birliği*, en français: l'Union turco-islamique pour les affaires religieuses) a vu ses capacités renforcées, avec une augmentation du nombre d'imams envoyés en RFA pour soutenir les mosquées affiliées. Cependant, cette politique a été controversée, notamment après la tentative de coup d'État de 2016, ce qui a conduit à des

critiques sur l'implication politique des imams et leur formation (Diyanet İşleri Başkanlığı, 2016; Deutsche Welle, 2017; 2023).

Les rassemblements organisés par Erdoğan en RFA, souvent coordonnés par l'UID, ont joué un rôle clé dans cette politique, cherchant à mobiliser la diaspora pour soutenir les objectifs de l'AKP et influencer la politique allemande. Ces événements ont suscité des débats et des controverses, notamment en raison des critiques d'Erdoğan à l'égard de l'intégration et de la politique allemande (Deutsche Welle, 2008; 2011). En 2012, l'extension du droit de vote aux citoyens de la Turquie vivant à l'étranger de voter depuis l'étranger a marqué un tournant significatif (Adar, 2019; Aydın, 2014; Burgess, 2020; Resmi gazete, 2012). Cette extension a considérablement augmenté la participation des électeurs de la diaspora aux élections en Turquie, avec un soutien particulièrement fort pour l'AKP et son leader Recep Tayyip Erdoğan (YSK, 2015, 2017, 2018, 2023). La diaspora a donc eu un impact significatif sur les élections en Turquie, montrant un soutien plus élevé pour l'AKP par rapport aux électeurs en Turquie et une participation accrue aux scrutins. Ce soutien envers l'AKP est souvent attribué à plusieurs facteurs: l'appréciation des politiques et de l'image projetée par l'AKP, un sentiment de fierté nationale sous Erdoğan, et la crainte de perdre les acquis socio-politiques sous un autre gouvernement (Abadan-Unat et al., 2014; Adar, 2019; Aydın, 2014; Bolinger, 2015).

Cependant, cette dynamique de soutien à l'AKP lors des élections en Turquie contraste avec les comportements politiques observés de la diaspora en RFA. Alors que la diaspora soutient majoritairement l'AKP de manière plus marquée que la moyenne des électeurs en Turquie, elle montre une forte préférence pour les partis de centre-gauche et de gauche en RFA. Cette divergence met en évidence un contraste significatif: d'une part, en tant que minorité marginalisée en RFA, la diaspora se trouve en position défensive face aux politiques discriminatoires et aux discours populistes de partis comme l'*Alternative für Deutschland* (AfD) et d'autres mouvements de droite radicale. D'autre part, en Turquie, elle est courtisée et valorisée par le nationalisme transfrontalier promu par le gouvernement d'Erdoğan, qui cherche à renforcer

les liens avec ses citoyens à l'étranger en utilisant des politiques nationalistes et en accentuant un sentiment d'unité nationale.

Ce double positionnement crée une dynamique complexe pour la diaspora, qui oscille entre la marginalisation en RFA et la valorisation par le nationalisme turc. Bien que notre recherche ne se concentre pas directement sur ce double positionnement, il est crucial de le reconnaître pour comprendre pleinement le comportement politique de la diaspora. Cette recherche se concentre sur les modes de positionnement et d'action de la diaspora de la Turquie au sein du paysage politique de la RFA. Elle analyse la manière dont cette communauté interagit avec les dynamiques politiques allemandes et met en lumière l'incidence de ces dynamiques sur ses stratégies d'engagement et de mobilisation. En tenant compte des défis propres à la société allemande ainsi que des influences exercées par les politiques turques, elle vise à éclairer les processus par lesquels la diaspora contribue à façonner, tout en étant façonnée par, le contexte politique contemporain en RFA.

Deux questions principales structurent notre recherche. La première question générale est la suivante: Quels contextes sociopolitiques, dynamiques étatiques et institutionnelles caractérisent la diaspora de la Turquie en RFA et comment influencent-ils les formes d'engagement et les stratégies de mobilisation de la diaspora? Cette question vise à analyser le cadre dans lequel les membres de la diaspora s'engagent politiquement en RFA, en tenant compte des facteurs sociaux, politiques et institutionnels qui façonnent leur activité et leurs stratégies de mobilisation.

La deuxième question spécifique est: Comment la diaspora de la Turquie en RFA se positionne-t-elle face à la montée de l'extrême droite allemande et quel répertoire d'actions utilise-t-elle pour influencer la politique allemande entre le début de 2010 et la fin de 2022? Cette question examine la réponse de la diaspora face à la montée de l'extrême droite en RFA et les stratégies mises en œuvre pour faire face à ce phénomène, ainsi que l'engagement politique de la diaspora durant cette période.

Pour répondre à ces questions, nous mobilisons un cadre conceptuel et théorique élaboré qui nous permet d'explorer en profondeur les dynamiques actuelles du populisme, du nationalisme et de la diaspora. Nous analysons le populisme à travers la conceptualisation de Jan-Werner Müller, qui le présente comme une menace potentielle pour les systèmes démocratiques en raison de son impact perturbateur sur les processus démocratiques établis (Müller, 2016). Par ailleurs, nous examinons la relation entre le populisme et le nationalisme en nous appuyant sur l'approche interconnectée de Rogers Brubaker, qui met en lumière les interactions complexes et les effets réciproques entre ces phénomènes politiques (Brubaker, 2020). Pour approfondir la compréhension des mécanismes d'inclusion et d'exclusion liés au nationalisme et au populisme, nous intégrons le concept de « clôture sociale » développé par F. Guillaume Dufour, qui illustre comment les frontières sociales et politiques sont construites et maintenues (Dufour, 2019).

Nous intégrons également les perspectives de Rogers Brubaker et de Martin Sökefeld sur la diaspora. Brubaker définit la diaspora comme une « catégorie de pratique » englobant divers aspects de la dispersion et de l'orientation vers la patrie (Brubaker, 2005), tandis que Sökefeld analyse la formation de la diaspora à travers les processus de mobilisation sociale (Sökefeld, 2006). Enfin, nous mobilisons les théories des mouvements sociaux de McAdam, Tarrow et Tilly pour analyser les processus de mobilisation au sein de la diaspora, en examinant les opportunités politiques, les structures et pratiques de mobilisation, ainsi que le processus de cadrage (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001; McAdam et al., 1996; Tarrow, 2005). Cette approche permet de situer la diaspora de la Turquie en RFA dans le contexte plus large des dynamiques politiques du populisme et du nationalisme, tout en fournissant un cadre pour comprendre les interactions complexes et les effets croisés de ces phénomènes dans le paysage politique allemand.

Jan-Werner Müller associe le populisme aux théories démocratiques en créant un type idéal. Dans son ouvrage *What Is Populism?* (2016), il critique les approches fondées sur des traits communs des mouvements populistes ou sur les caractéristiques socio-économiques et psychologiques de leurs partisans. Le populisme est défini par des caractéristiques telles que la critique des élites, l'anti-pluralisme et l'exclusion où seul le populiste représente le « peuple ». Ce phénomène entraîne une polarisation entre « nous » et « les autres », avec les populistes se présentant comme

les seuls représentants légitimes d'un « peuple homogène » en opposition aux « élites corrompues ». Cette dynamique légitime leur pouvoir, souvent en dénigrant l'opposition et en affirmant une légitimité exclusive. Le populisme est vu comme une perturbation du processus démocratique, mettant en danger la démocratie en transformant les systèmes politiques pour servir ses propres intérêts et en adoptant des caractéristiques telles que l'usurpation de l'État, la corruption de masse et la suppression de la société civile (Müller, 2016).

Pour analyser la relation entre le populisme et le nationalisme, nous nous appuyons sur l'analyse de Rogers Brubaker, qui les considère comme « analytiquement distincts mais pas analytiquement indépendants » (Brubaker, 2020: 45). Il critique les approches unidimensionnelles, comme celle de De Cleen et Stavrakakis, qui traitent le nationalisme et le populisme séparément. Brubaker propose une vision bidimensionnelle où les oppositions verticales (populisme) et horizontales (nationalisme) sont entrelacées, sans réduire l'un à l'autre (Brubaker, 2020).

Pour approfondir la compréhension du nationalisme, nous utilisons le concept de « clôture sociale » développé par F. Guillaume Dufour dans son livre *La sociologie du nationalisme: Relations, cognition, comparaisons et processus* (2019). La « clôture sociale » désigne l'appartenance à un groupe, résultant d'une démarche sociale visant à définir les frontières entre les membres et les exclus. Ce concept éclaire les dynamiques d'inclusion et d'exclusion au sein du nationalisme et du populisme, en soulignant le rôle central de l'État-national dans la perpétuation de ces frontières. Dufour note que ces clôtures sociales sont reproduites par des actions et des routines, l'État-national jouant un rôle clé dans leur activation (Dufour, 2019).

La recherche sur la diaspora ne se limite plus à la simple classification des diasporas mais se penche sur leur formation, dynamique et processus de mobilisation sociale et politique (Brubaker, 2005; Dufoix, 2008; Sökefeld, 2006; Vertovec, 1997). Nous utilisons des conceptualisations qui considèrent la diaspora comme une entité sociale dynamique plutôt que fixe. Brubaker définit la diaspora comme « une catégorie de pratique » comprenant trois éléments clés: la dispersion spatiale, l'orientation continue vers la patrie et la protection des frontières du groupe (Brubaker,

2005). Cette définition permet de saisir à la fois les formes traditionnelles et modernes de la diaspora.

En outre, Brubaker considère la diaspora comme une « position » et une « revendication » plutôt que comme une entité statique, soulignant l'importance de la mobilisation dans la construction de l'identité collective. Martin Sökefeld complète cette perspective en définissant la diaspora comme des « communautés transnationales imaginées » et en mettant l'accent sur la mobilisation sociale et politique au sein des diasporas (Sökefeld, 2006). Il s'appuie sur les théories des mouvements sociaux pour expliquer la formation de la diaspora, en examinant les structures d'opportunité, les pratiques de mobilisation et les cadres idéologiques (Sökefeld, 2006). Ces éléments sont essentiels pour comprendre comment les diasporas se forment, se maintiennent et agissent dans un espace transnational.

Cette recherche intègre la théorie des mouvements sociaux pour comprendre le mouvement social au sein de la diaspora et le mouvement d'extrême droite en RFA. McAdam, Tarrow et Tilly offrent une synthèse clé de cette théorie en identifiant trois éléments essentiels pour l'émergence et le succès des mouvements sociaux: (1) les opportunités politiques, (2) les structures et les pratiques de mobilisation, et (3) le processus de cadrage (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001; McAdam et al., 1996; Tarrow, 2005). Les opportunités politiques se réfèrent aux conditions structurelles favorables à l'émergence des mouvements sociaux (Tarrow, 1996). Les structures et pratiques de mobilisation incluent les outils formels et informels nécessaires pour l'action collective, comme les organisations, les réseaux, et le capital social. Le processus de cadrage, enfin, implique des récits et des efforts stratégiques pour créer une compréhension partagée et motiver l'action collective (McAdam et al., 1996). La combinaison de ces éléments est cruciale pour le succès des mouvements sociaux.

En considérant ces questions de recherche ainsi que le cadre conceptuel et théorique, nous proposons les trois hypothèses suivantes:

(1) La diaspora de la Turquie en RFA se trouve au cœur des dynamiques de populisme de droite, tant à l'échelle locale qu'internationale. Cette dynamique est façonnée par l'interaction entre les défis politiques locaux en RFA et les influences externes, notamment celles exercées par Recep Tayyip Erdoğan et l'AKP. La montée de l'extrême droite en RFA a intensifié le mécontentement au sein de la diaspora. Face à des tensions croissantes et à des attaques racistes, les membres de la diaspora ont mobilisé leurs efforts pour contrer cette dynamique en appelant à voter contre les partis d'extrême droite et en orientant leur soutien vers des partis de gauche, de centre-gauche et de centre-droit tels que le SPD, l'Alliance 90/Les Verts, le Parti de gauche et la CDU. Ce positionnement politique reflète leur quête de protection et de représentation dans un environnement politique hostile. En parallèle de ce positionnement politique, les membres de la diaspora ont également pris diverses initiatives pour défendre leurs droits et exprimer leur vécu face aux attaques racistes et aux discriminations. Ils ont organisé des journées de commémoration, des marches de protestation, créé des initiatives contre le racisme, et produit des œuvres d'art. Bien que l'interventionnisme d'Erdoğan et de l'AKP, notamment à travers l'organisation d'événements, la création de réseaux et l'utilisation d'institutions affiliées, influence les choix politiques des membres de la diaspora, cet aspect demeure secondaire par rapport à l'impact direct des réalités politiques locales en RFA. Cette interaction complexe révèle comment les dynamiques de populisme de droite en RFA et les stratégies interventionnistes de la Turquie interagissent pour influencer les comportements et les attitudes politiques de la diaspora.

(2) La diaspora de la Turquie en RFA ne constitue pas une entité homogène, mais est au contraire marquée par une diversité interne significative. Cette diversité se manifeste à travers des clivages ethniques, religieux, sectaires, idéologiques, culturels et linguistiques, ainsi que par des différences liées aux vagues et aux motifs d'immigration. Les groupes au sein de la diaspora, tels que les turcs, les kurdes, les alévis, et les sunnites, possèdent des expériences et des priorités politiques distinctes, influencées par leurs origines et les raisons de leur migration. Par exemple, les kurdes, ayant souvent fui des conflits régionaux, peuvent avoir des préoccupations politiques différentes de celles des turcs d'Anatolie, souvent arrivés pour des raisons économiques. Ces divisions internes ne sont pas systématiquement actives, mais peuvent être mobilisées en réponse à des contextes politiques ou sociaux spécifiques, tant en RFA qu'en Turquie. Cette hétérogénéité

se reflète dans les opinions politiques variées au sein de la diaspora, générant parfois des tensions et des conflits internes. Les membres ayant immigré pour des raisons économiques peuvent avoir des priorités politiques différentes de ceux qui ont quitté la Turquie en raison de crises politiques. De plus, les membres arrivés à différentes périodes, que ce soit durant les années 1960 comme travailleurs invités ou plus récemment pour des raisons politiques ou économiques, ont des expériences et priorités distinctes. Ces clivages ethniques, religieux, idéologiques, culturels, linguistiques et temporels créent une mosaïque complexe au sein de la diaspora. Cette diversité peut entraîner des tensions internes, surtout lorsque des événements politiques en RFA ou en Turquie exacerbent les divisions préexistantes. En conséquence, les membres de la diaspora peuvent afficher des attitudes politiques divergentes, influençant ainsi leur engagement dans la politique allemande et leur interaction avec le paysage politique local. Cette complexité interne est cruciale pour comprendre les dynamiques politiques des membres de la diaspora et son impact sur la politique en RFA, car elle montre comment des facteurs multiples et parfois contradictoires façonnent les comportements et les attitudes des membres de la communauté.

(3) La diaspora de la Turquie en RFA se construit à travers des divers processus de mobilisation sociale et politique, influencés par sa complexité et sa diversité interne. Cette communauté diversifiée se regroupe pour atteindre des objectifs collectifs et engage diverses formes d'action collective. Ces actions sont rendues possibles grâce à plusieurs facteurs clés. Les conditions favorables à cette mobilisation incluent un environnement politique propice en RFA qui permet l'expression des opinions politiques, la croissance d'associations et d'institutions en lien avec la Turquie, et une forte mise en avant des idées qui renforcent le sentiment d'appartenance des membres à la diaspora, à la « patrie » et à un passé commun. Ces éléments favorisent la mobilisation collective de la diaspora et sont étroitement liés aux structures d'opportunité, aux pratiques de mobilisation et aux cadres idéologiques typiques des mouvements sociaux non diasporiques. Cependant, la diaspora de la Turquie se distingue des mouvements sociaux traditionnels par la création d'une structure plus complexe. Cette complexité résulte de l'interaction entre le contexte national et international, la dynamique propre aux membres de la diaspora, et les spécificités contextuelles qui influencent leur mobilisation. En d'autres termes, les membres de la diaspora se mobilisent à travers un ensemble de mécanismes qui intègrent non

seulement des opportunités politiques et des structures organisationnelles, mais aussi des influences idéologiques et contextuelles spécifiques à leur situation diasporique. Cette dynamique unique engendre des formes de mobilisation et d'engagement qui sont à la fois ancrées dans le contexte local de la RFA et influencées par les réalités politiques et sociales de la Turquie. Par conséquent, la compréhension de ces mécanismes et de leur interaction est cruciale pour appréhender la manière dont la diaspora s'organise et influence les sphères politique et sociale en RFA, tout en maintenant des liens forts avec son contexte d'origine.

Pour vérifier ces hypothèses, nous détaillons maintenant le cadre méthodologique employé dans cette recherche.

L'analyse historique comparative, une méthode bien établie dans les sciences sociales, a été initialement développée par des pionniers comme Adam Smith, Max Weber et Karl Marx. Après une période de stagnation, elle a connu un regain d'intérêt dans les années 1960, avec une expansion notable dans les décennies suivantes grâce aux contributions de chercheurs comme Charles Tilly. Depuis les années 1990, elle est devenue une approche centrale pour étudier divers phénomènes, du développement économique à l'émergence de régimes politiques (Mahoney et Rueschemeyer, 2003a; Lange, 2012). Cette méthode permet de fournir des explications historiquement informées en comparant des ensembles de cas similaires ou des séquences d'événements, tant à l'échelle de plusieurs pays qu'à celle d'un seul pays (Mahoney et Rueschemeyer, 2003a; Lange, 2012).

Lange identifie quatre éléments clés de l'analyse historique comparative: (1) la méthode comparative, qui permet de comprendre les questions de recherche en identifiant les preuves pertinentes pour les cas étudiés; (2) les méthodes intra-cas, qui examinent les déterminants causaux spécifiques à travers les processus temporels; (3) l'éclairage des sciences sociales, qui ajoute diverses perspectives à l'analyse; et (4) l'accent sur les unités d'analyse sociales agrégées, permettant une vue d'ensemble et des comparaisons significatives entre différents cas (Lange, 2012: 3-5).

Mahoney et Rueschemeyer, ainsi que Mahoney et Thelen, soulignent trois caractéristiques clés de l'analyse historique comparative: (1) une orientation macroscopique vers l'analyse causale, explorant les grandes configurations de causalité; (2) une attention particulière aux processus dans le temps, reconnaissant les événements historiques comme des processus en évolution; et (3) une comparaison systématique et contextualisée de cas, visant à clarifier pourquoi des cas similaires peuvent produire des résultats différents en examinant les mécanismes de causalité sous-jacents et les conditions contextuelles (Mahoney et Rueschemeyer, 2003a: 6; 10; Thelen et Mahoney, 2015: 3-28).

Dans le cadre de l'analyse historique comparative, trois stratégies d'analyse causale prédominent: les stratégies nominales, ordinales et intra-cas. Les stratégies nominales et ordinales se concentrent sur les comparaisons entre grandes unités agrégées, tandis que la stratégie intra-cas se penche sur des comparaisons détaillées au sein de cas spécifiques, utilisant diverses techniques de mesure (Mahoney, 2003: 337-339). Les méthodes intra-cas sont particulièrement importantes pour analyser les phénomènes sociaux en détaillant la dynamique temporelle et les interactions entre les cas. Elles permettent d'examiner en profondeur les séquences causales et les processus non linéaires, révélant comment des facteurs initiaux peuvent produire des effets durables au fil du temps, même après la cessation de la cause (Lange, 2012: 70-86).

Lange distingue les méthodes primaires, qui fournissent des données brutes, des méthodes secondaires, qui synthétisent ces données pour des analyses approfondies. Bien que les méthodes secondaires soient plus souvent utilisées, Lange souligne l'importance des méthodes primaires, comme la narration historique et la comparaison interne, qui sont souvent sous-représentées mais essentielles pour une compréhension complète des cas individuels (Lange, 2012: 42-43; 70-86). Les méthodes secondaires se divisent en trois catégories: la narration causale, qui explore et reconstruit les processus de causalité; le traçage du processus, qui examine les mécanismes causaux spécifiques entre causes et résultats; et l'appariement des modèles, qui teste des théories (Lange, 2012: 42-43; 67-68; 68; 119; 4; 69). Mahoney et Rueschemeyer, contrairement à Lange, n'utilisent pas cette distinction entre méthodes primaires et secondaires. Ils identifient trois sous-types d'analyse intra-cas, ce qui correspond aux méthodes secondaires décrites par Lange:

l'appariement des modèles, le traçage du processus, et la narration causale (Mahoney, 2003: 360-361).

Le traçage du processus, au cœur de notre recherche, est une méthode clé pour établir des liens de causalité entre les cas en construisant des séquences. Il peut être utilisé de manière inductive pour développer des cadres théoriques ou de manière déductive pour tester des hypothèses (Falleti et Mahoney, 2015: 229-236). Cette méthode vise à identifier les mécanismes causaux expliquant les relations entre causes et résultats, en se basant sur trois étapes fondamentales: la collecte de données sur un cas particulier, l'analyse de ces données pour comprendre les mécanismes sous-jacents, et la présentation des résultats sous forme de récit (Lange, 2012: 49-50). Pour être efficace, cette méthode nécessite une connaissance approfondie non seulement du cas étudié mais aussi du contexte plus large dans lequel il s'inscrit.

Notre recherche utilise la méthode de traçage du processus (en anglais: *process tracing*) pour analyser les dynamiques institutionnelles entourant le développement des institutions de la nationalité et de la citoyenneté en RFA. Cette méthode permet de tracer les projets de lois, les luttes mémorielles, et les enjeux politiques et géopolitiques qui ont façonné et continuent de façonner les régimes d'ethnicité en RFA. Nous analysons comment les institutions construisent le nationalisme et la citoyenneté en étudiant leur développement, les relations de pouvoir politique au sein de ces institutions, et les configurations de clôtures sociales basées sur la nationalité et la citoyenneté. Cette approche s'inspire des méthodes employées par Rogers Brubaker dans son étude de la citoyenneté et de la nationalité en France et en Allemagne (Brubaker, 1992) et par Şener Aktürk dans son analyse des régimes d'ethnicité et de nationalité en Allemagne, en Russie, et en Turquie (Aktürk, 2012).

Dans son ouvrage, en utilisant une approche historique comparative, Brubaker analyse comment les définitions de la citoyenneté en France et en Allemagne ont été influencées par leurs traditions respectives de nationalité et comment ces définitions ont façonné les institutions et les politiques d'immigration. Brubaker se concentre sur la façon dont la citoyenneté est instituée, les lois régissant l'appartenance à l'État, et les pratiques d'acquisition de la citoyenneté dans ces deux

pays (Brubaker, 1992: 1-34). Il démontre que la citoyenneté en France, façonnée par la Révolution française, est caractérisée par un modèle inclusif et assimilationniste, reposant sur le principe du *jus soli*, qui accorde la citoyenneté aux enfants nés sur le sol français (Brubaker, 1992: 16; 111). Cette approche favorise l'intégration des immigrants en les incluant dans une communauté politique unifiée, basée sur des idéaux universels et laïques (Brubaker, 1992: 49).

En revanche, en Allemagne, Brubaker décrit un modèle de citoyenneté fondé sur le principe du *jus sanguinis*, qui accorde la citoyenneté en fonction de l'origine ethnique, indépendamment du lieu de résidence (Brubaker, 1992: 35-74). Cette approche ethnoculturelle, qui a évolué à travers des institutions comme le droit prussien et la monarchie absolue, privilégie l'identité culturelle et linguistique comme critères de citoyenneté (Brubaker, 1992: 64-72). Les politiques allemandes ont ainsi tendu à exclure les immigrants non-allemands, même ceux résidant depuis longtemps dans le pays, et à privilégier les allemands ethniques vivant à l'étranger (Brubaker, 1992: 114-119).

Brubaker illustre que les différences entre les deux approches se manifestent dans les politiques de naturalisation et les taux d'intégration des immigrants. En France, le *jus soli* et les politiques assimilationnistes ont conduit à des taux de naturalisation beaucoup plus élevés, facilitant l'intégration des immigrants et de leurs descendants (Brubaker, 1992: 138-164). En Allemagne, la stricte application du *jus sanguinis* et les critères ethnoculturels ont conduit à une naturalisation plus restrictive et une plus grande différenciation entre les citoyens et les non-citoyens (Brubaker, 1992: 75-77). Ces politiques distinctes reflètent des visions contrastées de la citoyenneté et de l'inclusion sociale, influençant profondément les relations entre les États et leurs populations diversifiées (Brubaker, 1992: 75-84).

Aktürk, dans son ouvrage, analyse en profondeur la transformation des régimes de nationalité et d'ethnicité en Turquie, en Allemagne et en Russie. Il utilise le traçage du processus à travers une analyse comparative et historique de ces cas pour retracer les transformations des régimes d'ethnicité sur de longues périodes. Il propose une typologie des régimes d'ethnicité basée sur deux dimensions principales: « l'appartenance » et « l'expression ». À partir de ces dimensions,

Aktürk identifie trois types idéaux-typiques de régimes: « mono-ethnique », « multi-ethnique » et « anti-ethnique ». Cette typologie est appliquée à des cas spécifiques pour illustrer les dynamiques de continuité et de changement dans les politiques étatiques concernant l'ethnicité (Aktürk, 2012: 3-44).

Aktürk examine les régimes à travers des études de cas distinctes. Pour les régimes mono-ethniques, il prend l'Allemagne avant 1999, caractérisée par une politique de ségrégation ethnique où les institutions maintenaient la nation selon une catégorie ethnique unique. En ce qui concerne les régimes anti-ethniques, il utilise la Turquie avant 2004, où l'assimilation des identités ethniques était favorisée, décourageant l'expression publique des comportements ethniques. Enfin, pour les régimes multi-ethniques, Aktürk se penche sur l'URSS et la Russie avant 1997, où la diversité ethnique était reconnue et renforcée par des privilèges institutionnels (Aktürk, 2012: 28-44).

Dans son analyse, Aktürk souligne que le changement dans les régimes d'ethnicité dépend de trois conditions essentielles: l'émergence d'un nouveau discours sur l'ethnicité et la nation, la présence de contre-élites représentant les électeurs ethniquement marginalisées, et l'ascension d'un pouvoir politique avec une majorité hégémonique. Ces conditions sont nécessaires pour que les politiques étatiques sur l'ethnicité évoluent. Les tentatives de changement échouent lorsque ces conditions ne sont pas pleinement réunies ou mobilisées. Ces échecs montrent comment les forces politiques en place, cherchant à maintenir les régimes existants, peuvent bloquer les réformes. Malgré la difficulté et la rareté des changements, lorsque toutes les conditions sont présentes, il devient possible de transformer les régimes ethniques et leurs politiques (Aktürk, 2012: 28-44).

À la fin des années 1990 et au milieu des années 2000, les trois pays étudiés par Aktürk ont connu des transformations importantes: l'Allemagne est passée d'un régime mono-ethnique à un régime anti-ethnique, tandis que la Turquie et la Russie ont évolué respectivement d'un régime anti-ethnique à un régime multi-ethnique et d'un régime multi-ethnique à un régime anti-ethnique. Ces changements ont donné naissance à des régimes hybrides qui combinent des

éléments des régimes précédents, reflétant les défis et les résistances rencontrés lors des transitions (Aktürk, 2012: 28-44).

En complément du traçage de processus, cette recherche utilise l'analyse de contenu pour examiner les matériaux écrits, oraux et visuels provenant de journaux, revues, sites web, réseaux sociaux et chaînes YouTube, spécifiquement basés en RFA ou gérés par des journalistes résidant en RFA. Couvrant la période de début 2010 à fin 2022, le corpus de recherche inclut des contenus en turc, anglais et allemand, et se compose de textes d'actualité, de commentaires, et de dossiers thématiques, sélectionnés à partir de diverses sources en utilisant des mots-clés spécifiques tels que Mölln, Hanau, NSU, populisme, CDU, SPD, et d'autres. Seuls les contenus les plus pertinents, non redondants, et diversifiés ont été inclus dans l'analyse. Cette recherche analyse un total de deux cent soixante-dix-huit textes écrits, vingt-huit vidéos et sept épisodes de balado. Les principales sources incluent des sites comme Artı49, COSMO Türkçe, Perspektif et Yeni Hayat. Les critères de sélection des sites ont inclus leur engagement actif dans la production de contenu, leur gestion par des membres de la diaspora, et la diversité des points de vue politiques.

Cette analyse de contenu vise à révéler les mécanismes entre les régimes d'ethnicité et les dynamiques institutionnelles, en fournissant une compréhension approfondie des discours publics et médiatiques. En identifiant les motifs thématiques et en saisissant la dimension symbolique des matériaux, elle permet de déceler non seulement les thèmes dominants, mais aussi les significations plus subtiles et leurs relations avec d'autres enjeux sociaux. Il enrichit ainsi l'analyse institutionnelle et dévoile les comportements politiques des membres de la diaspora ainsi que les mécanismes causaux entre les régimes d'ethnicité et les dynamiques institutionnelles.

Pour offrir une vue d'ensemble claire de notre recherche, la thèse est structurée en cinq chapitres distincts, chacun abordant un aspect spécifique du sujet étudié. Le premier chapitre établit un cadre solide pour notre recherche en clarifiant les concepts de populisme, de nationalisme et de diaspora. Nous y présentons le cadre conceptuel et théorique qui guide notre analyse, en définissant les termes clés et en expliquant leur pertinence pour notre analyse. Le chapitre détaille

également les hypothèses que nous avons formulées et la méthodologie choisie pour mener notre recherche. Cette présentation vise à offrir une vue d'ensemble claire des éléments structurant notre approche et à justifier les choix méthodologiques que nous avons faits pour la collecte et l'interprétation des données.

Le deuxième chapitre de revue de littérature met en place un cadre analytique pour comprendre les dynamiques politiques entourant la diaspora de la Turquie en RFA. Ce chapitre est divisé en trois axes principaux: les deux premiers sous-chapitres analysent le paysage politique en Turquie, les acteurs politiques clés et les politiques de la Turquie vis-à-vis de sa diaspora, en mettant en lumière l'interventionnisme croissant de l'AKP et ses interventions auprès de la diaspora. Le troisième sous-chapitre explore le concept de diaspora, en clarifiant les rôles et les dynamiques entre les acteurs et les objets politiques, et en examinant diverses approches théoriques pour comprendre la politique de la diaspora. Enfin, les deux derniers sous-chapitres fournissent un aperçu détaillé du système politique allemand, y compris les principaux partis politiques et les tendances qui influencent le paysage politique en RFA, afin de contextualiser le rôle et les interactions de la diaspora de la Turquie avec les institutions allemandes.

Le troisième chapitre examine le développement historique des institutions liées au nationalisme et à la citoyenneté en RFA - en Allemagne (avant 1948) -, en s'appuyant sur les ouvrages de Rogers Brubaker, *Citizenship and Nationhood in France and Germany,* de Şener Aktürk, *Regimes of Ethnicity and Nationhood in Germany, Russia, and Turkey*, et d'Eli Nathans, *The Politics of Citizenship in Germany: Ethnicity, Utility and Nationalism*. Il se concentre sur le changement des régimes d'ethnicité et de citoyenneté en RFA. En retraçant les politiques ethniques, les législations pertinentes, et les luttes des groupes ethniques, le chapitre analyse le changement du système de citoyenneté, la loi de 1913, les impacts des guerres mondiales, la division et la réunification allemande, ainsi que les changements récents tels que la politique envers les travailleurs invités, le changement de la loi sur la citoyenneté, les réfugiés syriens, et les politiques d'Angela Merkel. Le chapitre illustre comment ces changements ont façonné les relations entre la diaspora de la Turquie et les institutions allemandes.

Le quatrième chapitre analyse les attentats racistes, les menaces et les attaques islamophobes visant la diaspora de la Turquie en RFA, en examinant les incidents les plus significatifs et médiatisés. Le chapitre commence par les attentats de Mölln et de Solingen dans les années 1990, et suit avec l'attentat de Hanau en 2020, ainsi que les meurtres en série perpétrés par le NSU (*Nationalsozialistische Untergrund*, en français: Parti national-socialiste souterrain) dans les années 2000 et leur procès de 2013 à 2018. Il aborde également trois questions clés pour la période post-2018: les lettres de menace signées « NSU 2.0 », la démission de Mesut Özil de l'équipe nationale allemande en raison de ses expériences de racisme, et les attaques islamophobes récentes et les rapports sur ces attaques. Le chapitre se termine par une analyse des œuvres culturelles qui traitent de ces violences racistes et islamophobes.

Le cinquième chapitre analyse la réaction de la diaspora de la Turquie face à la montée de l'extrême droite dans la politique allemande. L'émergence de l'AfD et la croissance des mouvements populistes de droite ont conduit à une intensification du mécontentement parmi les membres de la diaspora, les poussant à chercher des alternatives politiques. Ce soutien se manifeste principalement par un renforcement de l'appui à des partis comme l'Alliance 90/les Verts et le SPD, tout en observant une augmentation du soutien envers la CDU. Nous analysons les tendances et les changements de soutien à travers les trois dernières élections fédérales soit 2013, 2017 et 2021, et la manière dont cette diversification reflète une réponse au changement du paysage politique allemand.

CHAPITRE 1: CADRE THÉORIQUE, HYPOTHÈSES ET MÉTHODOLOGIE

Les migrations d'après-guerre vers les pays d'Europe occidentale, depuis les années 1950 ont été au cœur de la reconstruction économique de ces pays. Le développement économique de ces pays a créé une demande de capitaux à grande échelle pour les travailleurs migrants. Le Royaume-Uni, la France, la Suisse et la Belgique ont été parmi les initiateurs de ce processus, tandis que la RFA, les Pays-Bas et l'Autriche ont été parmi ceux qui l'ont poursuivi (Castles, 2006). Le processus d'entrée des travailleurs migrants dans le pays a été appelé la migration des « travailleurs invités » et des mesures ont été prises par le biais du « système des travailleurs invités » pour créer une main-d'œuvre sur le marché du travail. Au cours de ce processus de migration, des directives politiques ont été préparées pour établir les immigrants en tant que travailleurs dans les pays d'Europe occidentale pour une période limitée, en leur accordant des droits limités et en leur offrant des possibilités minimales de regroupement familial pour faciliter leur retour dans leur pays d'origine (Castles, 2006). Ainsi, les immigrants venant d'autres pays européens et non européens ont poursuivi la croissance économique et la restructuration de l'après-guerre en Europe occidentale. Ce processus s'est poursuivi avec l'intensification des investissements et l'expansion de la production jusqu'au début des années 1970, lorsque les pays d'Europe occidentale ont été frappés par la récession qui a accompagné la crise pétrolière de 1973 (Castles et Miller, 1998). Au cours de cette période, les pays d'Europe occidentale ont supposé que les travailleurs migrants seraient temporaires et que, grâce au plan de rotation de l'État, les immigrants retourneraient dans leurs pays lorsque les conditions économiques s'amélioreraient en Europe occidentale. Toutefois, à la fin des années 1970, les pays ont réalisé que cette migration temporaire s'était transformée en installation permanente et que des regroupements familiaux avaient eu lieu, entraînant la formation de nouvelles populations ethniquement différentes dans le pays.

Parmi les pays d'Europe occidentale, la RFA a été citée comme un excellent exemple pour comprendre la migration et le système des « travailleurs invités (en allemand: *Gastarbeiter*) », car

elle « a mis en place un appareil de recrutement gouvernemental hautement organisé »[2] (Castles et Miller, 1998: 70). Étant donné que cette recherche est basée sur la diaspora de la Turquie en RFA, il est important d'examiner le « système des travailleurs invités » du pays. La base de ce système est le statut d'étranger qui, comme dans d'autres pays d'Europe occidentale, distingue le travailleur du citoyen du pays et constitue la base juridique des principes de temporalité susmentionnés (Castles et Miller, 1998). Après la Seconde Guerre mondiale, la défaite et la division de l'Allemagne ont conduit la RFA à accueillir une population de plus de neuf millions d'habitants due aux exilés et aux réfugiés de la République démocratique allemande (RDA). La vitalité de l'économie ouest-allemande a permis aux réfugiés de s'intégrer dans l'industrie (Triadafilopoulos et Schönwälder, 2006). En l'espace de dix ans, la production a triplé et le chômage a été réduit à des niveaux presque inexistants. À la suite de ces développements, les employeurs et le gouvernement fédéral ont demandé à embaucher de la main-d'œuvre étrangère pour poursuivre cette croissance, et le premier accord bilatéral a été signé avec l'Italie en 1955 par l'Office fédéral du travail (en allemand: *Bundesanstalt für Arbeit*) (Triadafilopoulos et Schönwälder, 2006). Par la suite, de nouveaux accords bilatéraux ont été signés en 1960 avec la Grèce et l'Espagne, en 1961 avec la Turquie, puis avec le Maroc en 1963. Ces accords étaient motivés par des raisons telles que la poursuite de la croissance économique et l'arrêt du flux de réfugiés avec la construction du mur de Berlin. En 1964, la RFA a signé des accords avec le Portugal, en 1965 avec la Tunisie et en 1968 avec la Yougoslavie. En conséquence, le nombre de travailleurs étrangers en RFA est passé de 167 000 entre 1955 et 1959 à 549 000 entre juillet 1959 et septembre 1961, et a dépassé le million en 1964 (Schönwälder, 2004; Castles et Miller, 1998; Rist, 1979).

Alors que le nombre de travailleurs étrangers atteignait 2,6 millions en 1973, la RFA a suspendu les nouveaux recrutements en novembre en raison de la crise pétrolière de la même année (Castles et Miller, 1998). Cette situation a augmenté le taux de retour des travailleurs étrangers de pays européens tels que l'Espagne, l'Italie et la Grèce dans leur pays d'origine. Lorsque les travailleurs de ces pays ont le droit de circuler librement au sein de la Communauté européenne,

[2] Les citations provenant de sources rédigées dans des langues autres que le français ont été traduites avec soin par l'auteure vers le français, dans le respect du sens et de l'intégrité du texte original.

sans être soumis à aucune restriction, cela a également mis en évidence la prépondérance apparente en nombre de la communauté de la Turquie parmi toutes les communautés de travailleurs étrangers en RFA. Les taux de retour des immigrants en provenance de Turquie sont restés faibles, et ont même augmenté au cours de cette période en raison des restrictions de voyage imposées aux travailleurs étrangers venant de l'extérieur de l'Europe (Chapin, 1996). La rotation souhaitée, qui consiste à éviter la résidence permanente pour les travailleurs étrangers, a largement eu lieu pour les personnes venant d'Europe. Toutefois, comme les mandats des travailleurs étrangers sont déterminés par des accords fondés sur les intérêts de la RFA, les travailleurs en provenance de la Turquie n'ont pas quitté le pays de peur de perdre leur permis de travail et de séjour (Chapin, 1996). Par conséquent, la rotation étant restée faible, plus leur séjour était long, et plus ils souhaitaient vivre en permanence en RFA. La raison la plus importante est que, pendant la période de recrutement, la RFA a abandonné la pratique de la rotation forcée, permettant aux travailleurs de passer d'un séjour temporaire à une résidence permanente (Triadafilopoulos, 2012; Triadafilopoulos et Schönwälder, 2006).

Le phénomène des travailleurs étrangers, devenu permanent lors de la récession économique du milieu des années 70, n'est pas apparu soudainement pour la RFA. Pendant la période où la RFA a commencé à recruter un grand nombre de travailleurs étrangers et, plus tard, lorsque ces travailleurs ont demandé le regroupement familial, les autorités étaient conscientes du caractère permanent des travailleurs étrangers et du fait que leurs conjoints et leurs enfants mineurs s'installeraient également de manière permanente en RFA. Depuis l'instauration du régime démocratique libéral en RFA par la Constitution de 1949 après la Seconde Guerre mondiale, qui soutenait les droits humains et l'État de droit, aucune rotation n'a été imposée aux travailleurs étrangers dans les accords bilatéraux (Triadafilopoulos, 2012; Triadafilopoulos et Schönwälder, 2006). Afin de préserver cette identité nouvellement créée et de s'orienter vers un avenir européen réformé, loin de son passé déchiré par la guerre, la politique des travailleurs invités a été organisée non seulement à des fins économiques, mais aussi à des fins politiques. C'est pourquoi la mise en œuvre de la rotation forcée a été évitée, car les décisions politiques concernant les travailleurs étaient conçues pour ne pas nuire à la nouvelle identité, et le déplacement forcé des travailleurs aurait entraîné une grande responsabilité susceptible de nuire à

cette identité (Triadafilopoulos et Schönwälder, 2006). L'abandon de la politique de rotation a conduit au séjour permanent des travailleurs invités, ainsi qu'à l'augmentation de la durée de leur séjour. Jusqu'en 2001, bien que les partis allemands de centre-droit aient officiellement déclaré que la RFA n'était « pas un pays d'immigration », les autorités ont permis un débat sur le statut des travailleurs, la création d'une population immigrée permanente et la transformation de la RFA en une société multiculturelle (Chapin, 1996; Triadafilopoulos, 2012; Triadafilopoulos et Schönwälder, 2006).

Après la crise pétrolière de 1973, en raison des incertitudes liées à la recherche d'un emploi en Turquie et au retour en RFA, les taux de regroupement familial pour les travailleurs ne souhaitant pas retourner en Turquie ont augmenté. En conséquence, une modification légale a été apportée en 1971. Cette modification a conduit à l'extension des permis de travail, à une réduction de la dépendance à l'égard du marché du travail pour la résidence des travailleurs et à la suppression des restrictions au regroupement familial. En raison de ces changements, le nombre des travailleurs en provenance de la Turquie a dépassé le million, ce qui en fait le plus grand groupe de travailleurs originaires d'un seul pays parmi tous les groupes de travailleurs (Triadafilopoulos et Schönwälder, 2006; Chapin, 1996). La première formation de la diaspora de la Turquie en RFA a commencé avec la migration des travailleurs invités. Bien que la motivation économique ait été le principal facteur de cette première phase d'immigration, après le coup d'État militaire en Turquie en 1980, certains ont migré en tant que demandeurs d'asile (en allemand: *Asylanten*) et se sont installés en RFA en raison de l'environnement politique en Turquie résultant de l'instabilité politique et de la répression de l'État (Adamson, 2019). En 1979, 18 000 demandes d'asile ont été formulées depuis la Turquie. Après le coup d'État militaire de 1980, ce nombre est passé à 58 000. Au total, environ 270 000 personnes ont demandé l'asile politique de 1979 à 1994, ce qui correspond à environ 13% de la population de la Turquie qui a migré vers la RFA au cours de cette période (Chapin, 1996). La migration la plus récente de la Turquie vers la RFA a pris la forme d'une migration de main-d'œuvre qualifiée depuis le milieu des années 2010. À cette fin, la demande croissante d'asile après le coup d'État en Turquie en 2016 est également prise en compte.

Actuellement, la diaspora de la Turquie en RFA compte environ 2,9 millions de personnes, ce qui représente 3,4% de la population du pays. Environ 52,2% d'entre eux sont nés et ont grandi en RFA (Statistisches Bundesamt-DESTATIS, 2020). Cette diaspora ne peut être considérée comme une population homogène en raison de l'hétérogénéité ethnique, religieuse, sectaire, idéologique, culturelle et linguistique de la Turquie qui persiste parmi les personnes qui se sont installées en RFA à différentes époques et pour différentes raisons. Par conséquent, cette diaspora est composée d'individus issus de différents groupes ethniques, religions et/ou sectes[3]. Environ deux tiers des membres de la diaspora sont turcs et le deuxième groupe le plus important de la diaspora est celui des kurdes (Ashkenasi, 1990 cité dans Chapin, 1996). Les kurdes, l'un des groupes les plus touchés par l'environnement politique en Turquie depuis les années 80, ont demandé l'asile en RFA et se sont intégrés à la diaspora de la Turquie. En plus, selon les déclarations de l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF), la majorité des personnes qui ont demandé l'asile en RFA depuis la Turquie jusqu'en 2015 appartenaient au groupe ethnqiue kurde (Deutsche Welle, 2019). Cependant, depuis lors, les demandes d'asile d'autres groupes ethniques non kurdes ont également commencé pour des raisons politiques. La principale raison de l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile en RFA est la tentative de coup d'État en Turquie à l'été 2016. En conséquence, de nombreux groupes affectés par la situation ont demandé l'asile en RFA. Par conséquent, la RFA a connu une augmentation significative du nombre de demandes d'asile en provenance de Turquie. En 2019, la Turquie s'est classée troisième dans le nombre de demandes d'asile après la Syrie et l'Irak, avec 10 784 demandes, soit une augmentation de 6% par rapport à 2018 (BAMF, 2020c).

L'émergence de la diaspora de la Turquie à partir des années 1960 est devenue une question politique importante tant pour la Turquie que pour la RFA. Cette diaspora est devenue un sujet d'intérêt dans la politique intérieure des deux pays et dans leurs relations politiques. Bien qu'il existe des différences ethniques, religieuses, idéologiques, linguistiques et culturelles entre les membres de la diaspora, ceux-ci souhaitent jouer un rôle à chaque étape de la politique qui affecte leur vie, et nombre d'entre eux l'ont déjà fait. Ces rôles prennent diverses formes, allant

[3] Il existe quatre écoles ou sectes religieuses sunnites dans l'islam: Hanafi, Shafi, Maliki et Hanbeli. Si la majorité des musulmans de Turquie appartiennent à la secte Hanafi, la seconde secte la plus répandue est la secte Shafi.

de l'organisation de conférences, d'événements commémoratifs et de manifestations sur de nombreux sujets au sein d'associations, au partage de leurs réflexions avec d'autres membres de la diaspora par le biais de journaux, de revues, d'émissions de radio et de télévision, en passant par la participation à des partis politiques en RFA et/ou la propagande en RFA concernant les partis politiques lors des élections en Turquie. Ainsi, la diaspora affecte à la fois l'identité nationale de la RFA et occupe une place importante dans la politique de la Turquie.

Selon Castles et Miller (1998), l'attitude politique à l'égard des immigrants en RFA était divisée en trois positions principales jusqu'à la fin des années 80: les partisans de la politique d'exclusion, les partisans de la politique d'assimilation/d'intégration et les partisans du modèle multiculturel. La première position était soutenue par l'extrême droite et une grande partie de la CDU (en français: l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne, en allemand: *Christlich Demokratische Union Deutschlands*), au pouvoir entre 1949 et 1966 et entre 1982 et 1998. La seconde était soutenue par la droite du SPD (en français: Parti social-démocrate d'Allemagne, en allemand: *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*) et par certaines sections de la CDU. La dernière était soutenue par les Verts (en allemand: *Die Grünen*) et une partie du SPD. Suite à la réunification de la RFA et de la RDA après la chute du mur de Berlin, en 1990, la question du contrôle de l'immigration est devenue une politique fondamentale des partis de centre-droit, qui sont restés au pouvoir jusqu'en 1998 (Castles et Miller, 1998). Lorsque le SPD et les Verts sont arrivés au pouvoir en 1998, les lois sur l'immigration proposées ont déclenché un débat sur la définition de l'identité nationale allemande et de la culture dominante ou de référence (*Leitkultur*) (Pautz, 2005).

L'émergence des questions de réforme de la citoyenneté, telles que la double nationalité et les changements de citoyenneté fondés sur le *jus sanguinis* au *jus soli*[4], a montré que l'affirmation selon laquelle la RFA n'est pas un pays d'immigration n'est plus valable (Triadafilopoulos, 2012). Les mesures prises en matière de *jus soli* démontrent le changement des fondements

[4] De 1913 à janvier 2000, la loi allemande sur la citoyenneté était fondée sur le principe du *jus sanguinis* d'origine ou de sang; le *jus soli* est l'acquisition de la citoyenneté par la naissance dans le pays (Klopp, 2002). Selon Brubaker, « le *jus soli* définit le citoyen en tant que communauté territoriale, le *jus sanguinis* en tant que communauté de descendance » (Brubaker, 1992: 122-123).

institutionnels sur lesquels repose la nation allemande, qui se poursuit depuis 1913, et l'inclusion de communautés qui ont été légalement soumises à la discrimination étrangère pendant des générations. En raison d'opinions divergentes dans l'arène politique concernant la réforme du régime de la citoyenneté allemande (Brubaker, 1992), la réforme que le SPD et les Verts voulaient mettre en œuvre a été empêchée par la CDU en 2000. La CDU a affirmé que la réforme « mettait en danger 'l'identité culturelle allemande' » en éliminant le concept de *Volk* (peuple) (Pautz, 2005: 40). Par la suite, elle a lancé le *Leitkulturdebatte*, un débat sur l'identité nationale allemande et la culture dominante de l'Allemagne. La question de la diversité culturelle et de l'exclusion de la culture est alors devenue le fondement du discours néo-raciste de la Nouvelle Droite (Pautz, 2005). L'identité allemande, qui reposait auparavant sur le principe du *jus sanguinis*, est désormais façonnée par la culture. De nouvelles frontières entre les immigrants et les citoyens ont commencé à être définies. L'identité et la conscience nationales allemandes ont été fortement orientées vers l'intégration dans une « 'identité européenne' formée par les Lumières et la modernité » (Pautz, 2005: 41).

L'extrême droite, qui s'est renforcée avec la réunification en 1990, a gagné davantage de soutien avec les débats sur la *Leitkultur*, et les immigrants ont été de plus en plus considérés comme une menace. Les meurtres de migrants membres de la diaspora de la Turquie lors d'attaques racistes à Mölln en 1992 et à Solingen en 1993 montrent que la violence raciste à l'encontre des immigrants a augmenté et qu'elle a été façonnée par des motivations politiques (Kaya, 2013; Castles et Miller, 1998). Cela a entraîné une réaction au sein de la diaspora contre les attaques racistes et les politiques anti-citoyenneté et anti-citoyenneté double, ce qui a donné lieu à des manifestations antiracistes dans tout le pays (Kaya, 2013; Castles et Miller, 1998). Il n'est donc pas surprenant que les membres votants de la diaspora de la Turquie ayant le droit de vote soutiennent les partis de gauche. Les initiatives que le SPD a voulu prendre et les difficultés que la CDU a créées concernant la double citoyenneté, ainsi que la montée de l'extrême droite, ont accru la popularité du SPD et des partis de centre-gauche auprès de ces membres. Des études sur les électeurs montrent que les membres de la diaspora de la Turquie qui votent en RFA

soutiennent davantage le SPD que ceux qui n'ont pas de passé migratoire récent et que les autres immigrants du pays (Wüst, 2004; Krumm, 2018).

Bien qu'il y ait eu des divergences d'opinion au sein de la diaspora et que le soutien à d'autres partis ait augmenté au fil du temps, il est évident que le SPD occupe toujours une position importante pour la diaspora (Hoffman, Makovsky et Werz, 2020). En outre, lors des élections en RFA, bien que les électeurs n'aient représenté que 0,01% des membres de la diaspora de la Turquie jusqu'à la fin des années 1990, le désir de participer à la politique allemande a commencé dans les années 1970 par le biais de syndicats affiliés au SPD et à la Confédération allemande des syndicats (en allemand: *Le Deutscher Gewerkschaftsbund*, DGB), et s'est poursuivi par le biais de forums politiques non parlementaires, grâce auxquels ils pouvaient voter sans être citoyen de la RFA (Aktürk, 2010).

Bien que seul un tiers des membres de la diaspora ait actuellement le droit de vote, la proportion de représentants de la diaspora au *Bundestag* (en français: le parlement) augmente progressivement. En 2013, le nombre de représentants a doublé pour atteindre un total de onze, avec cinq représentants du SPD, trois de l'Alliance 90/Les Verts, deux du Parti de gauche (en allemand: *Die Linke*) et un de la CDU. En 2017, ce nombre est passé à quatorze, tous les représentants appartenant à des partis de centre-gauche: six du SPD, cinq de l'Alliance 90/Les Verts et trois du Parti de gauche (Krumm, 2018). En 2021, dix-neuf candidats de la diaspora ont été élus membres du *Bundestag* dans différentes régions: dix du SPD, cinq des Verts, trois du Parti de gauche et un de la CDU. Un nouveau succès est venu s'ajouter à l'élection de nombreux membres de la diaspora de la Turquie au *Bundestag*. Dans le nouveau gouvernement de coalition, un membre de la diaspora a été nommé ministre pour la première fois, ainsi que trois secrétaires d'État parlementaires. En outre, un membre de la diaspora a été élu pour la première fois vice-président du *Bundestag*.

Outre l'élection des partis politiques existants, certains membres de la diaspora ont formé de nouveaux partis tels que BIG Partei (*Bündnis für Innovation und Gerechtigkeit*, en français: Alliance pour l'innovation et la justice), ADD (*Allianz Deutscher Demokraten*, en français:

l'Alliance des démocrates allemands) et ont participé aux élections du fédérales et régionales. La représentation de la diaspora dans la politique allemande augmente à chaque élection et les postes occupés par les représentants dans les nouveaux gouvernements sont de plus en plus diversifiés. Par conséquent, l'influence des membres de la diaspora augmente dans la politique allemande et ils sont reconnus par de nombreux partis politiques comme des électeurs importants, des électeurs potentiels et/ou des candidats parlementaires.

En ce qui concerne l'aspect transnational de la diaspora de la Turquie, il est important d'examiner la relation entre l'État et la diaspora, ainsi que la politique de la Turquie à l'égard de la diaspora. La Turquie a cherché à établir un lien entre sa diaspora et le pays d'une manière qui peut être exprimée par le concept de « gouvernementalité transnationale » (Ferguson et Gupta, 2002; Collyer, 2006; Gamlen, 2006), comme le font de nombreux pays. Elle a institutionnalisé les liens entre le pays et la diaspora en créant des politiques relatives à la diaspora, en la contrôlant et en activant l'identité nationale. Dans les premières années où la diaspora a commencé à se former en RFA, l'accent a été mis sur la dimension économique de la migration et sur les transferts de fonds des travailleurs migrants vers la Turquie et le dépôt d'épargne auprès d'achats en Turquie. Depuis les années 1980, de nouvelles politiques ont été mises en œuvre pour protéger les identités ethnoculturelles et maintenir les liens avec la Turquie. En 1982, une nouvelle loi sur la citoyenneté a autorisé la double citoyenneté pour les membres de la diaspora et, pour la première fois, le maintien des liens avec le pays et les responsabilités des autorités à cet égard ont obtenu un statut constitutionnel (Akgönül, 2017; Aydın, 2014; Kaya, 2024; Ünver, 2013). Par la suite, la priorité a été donnée au soutien des associations et des mosquées et à l'interaction active avec les consulats. L'Union turco-islamique pour les affaires religieuses (DİTİB, en allemand: *Türkisch-Islamische Union der Anstalt für Religion e.V.*; en turc: *Diyanet İşleri Türk-İslam Birliği*) a été créé en 1984 sous l'autorité de la Présidence des affaires religieuses (*Diyanet İşleri Başkanlığı*). En 1985, plus d'un millier d'associations de mosquées étaient affiliées à cette seule institution (Aydın, 2014; Kastoryano, 2002; Ünver, 2013).

Dans les années 1990, les membres de la diaspora ont été encouragés à acquérir la citoyenneté allemande, à apprendre l'allemand et à participer à la vie politique en RFA (Aydın, 2014). Depuis

les années 1990, deux institutions ont été créées sous l'autorité du Premier ministère pour soutenir les citoyens de la Turquie vivant à l'étranger: le Comité consultatif pour les citoyens turcs vivant à l'étranger (en turc: *Yurtdışında Yaşayan Türk Vatandaşları Danışma Kurulu*) et le Haut comité pour les citoyens turcs vivant à l'étranger (en turc: *Yurtdışında Yaşayan Türk Vatandaşları Yüksek Komitesi*). Ces institutions composées des membres de la diaspora opèrent dans le domaine de la diaspora pour rechercher et suivre les problèmes rencontrés par les membres de la diaspora (Aksel, 2013; Østergaard-Nielsen, 2003). Au cours des réunions entre les membres de la diaspora et les politiciens en Turquie, deux revendications ont émergé dans ces institutions: (1) représenter mieux et plus complètement les membres de la diaspora en Turquie, afin de répondre à leurs besoins sociaux, culturels et politiques en RFA; (2) créer un espace associatif plus organisé pour répondre à ce qui a été expliqué dans la première revendication (Adar, 2019).

Les mesures prises depuis les années 1980 ont constitué des étapes importantes pour les relations de la Turquie avec la diaspora. Toutefois, le véritable changement dans les relations avec la diaspora a commencé à se manifester à la fin des années 2000 et au début des années 2010. En 2002, un changement dans ces relations est apparu avec l'arrivée de l'AKP (en turc: *Adalet ve Kalkınma Partisi*, en français: Parti de la justice et du développement) au pouvoir. Une nouvelle ère, plus proactive, s'est ouverte dans les politiques liées à la diaspora. Ces innovations comprennent la définition des communautés de la Turquie vivant à l'étranger comme une « diaspora » et l'octroi d'une importance significative à la politique de la diaspora dans les affaires étrangères. Ces politiques de la diaspora, qui prétendent défendre les intérêts de la diaspora contre la discrimination et l'islamophobie en Europe et assumer un rôle protecteur, contribuent à façonner l'image que l'AKP souhaite créer (Aydın, 2014). Cela a également donné à l'AKP un avantage concurrentiel par rapport aux autres partis d'opposition.

Trois développements importants dans la politique de la diaspora ont conduit à la création d'institutions publiques dotées de nouveaux mécanismes de coordination, à des changements dans le discours politique et à des changements dans la participation des membres de la diaspora aux élections en Turquie. Le premier développement est la création de la Présidence des turcs à

l'étranger et des communautés apparentées (en turc: *Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı*, YTB). En Turquie, une institution publique distincte a été créée sous les auspices du Premier ministère pour la première fois afin d'encourager les membres de la diaspora et les communautés concernées à participer aux sociétés dans lesquelles ils vivent sans perdre leur patrimoine culturel (Aydın, 2014; 2016; Adamson, 2019; Kaya, 2024). Cette institution a commencé à jouer un rôle dans les relations politiques entre la Turquie et la RFA, ainsi qu'entre la diaspora et la Turquie. Comme le souligne le président de l'AKP, Recep Tayyip Erdoğan, elle a pour tâche importante « d'intégrer les membres de la diaspora dans le pays où ils vivent sans perdre leur propre culture » (YTB, 2019).

Le deuxième développement concerne l'interprétation officielle du terme « diaspora turque » formulée en 2011 par Ahmet Davutoğlu qui a occupé le poste de ministre des affaires étrangères de 2009 à 2014 et de Premier ministre entre 2014 et 2016: « Indépendamment de la religion et de la secte, chaque individu qui a émigré des terres anatoliennes fait partie de notre diaspora. » (Türkiye Cumhuriyeti Dışişleri Bakanlığı, 2011). En 2012, Davutoğlu a réexpliqué le terme « diaspora turque »:

> (…) le terme diaspora. Nous devons reconnaître l'étendue la plus large de notre diaspora, et pas seulement une diaspora qui englobe uniquement nos citoyens, je veux dire, pas seulement ceux qui sont citoyens turcs et ont émigré comme les bosniaques, les albanais, les pakistanais, les somaliens, les palestiniens (...) Nous devons reconnaître leurs populations à l'étranger, comme faisant partie de notre diaspora, même si elles n'ont passé qu'une heure avec nous (Davutoğlu, 2012).

Bien que l'esprit « pan-ottoman » dans lequel cette définition est formulée soit controversé, c'était la première fois que le concept de diaspora était officiellement reconnu.

Le troisième développement est la création d'une fondation et d'une union par l'AKP. En 2007, la Fondation Yunus Emre a été créée (Kaya, 2024). Cette fondation a établi cinquante-cinq centres culturels Yunus Emre dans trente-neuf pays différents entre 2007 et 2019. Son objectif est de mettre en valeur le patrimoine culturel de la Turquie et de fournir des informations et des services sur la langue et la culture du pays. Deuxièmement, l'Union européenne des démocrates turcs

(UID, en turc: *Avrupalı Türk Demokratlar Birliği*, désormais connue sous le nom d'*Uluslararası Demokratlar Birliği*, en français: l'Union des démocrates internationale) a été créée en 2004 (Kaya, 2024). L'AKP a employé diverses stratégies pour soutenir et renforcer les organisations, principalement l'UID en Europe, en particulier en RFA.

Ces trois développements font partie des objectifs politiques de l'AKP. L'AKP présente l'image qu'il entend donner de sa politique étrangère à travers des relations permanentes et institutionnalisées avec ces institutions, et crée un réseau de patronage avec des contacts de plus en plus étroits entre le parti politique, les institutions de l'État et les organisations. En même temps, il veille à la création d'un lobby pro-gouvernemental en Europe, en particulier en RFA (Østergaard-Nielsen, 2003), et à ce que les changements de législation concernant la participation des membres de la diaspora aux élections en Turquie soient récompensés en termes de participation politique.

Le changement le plus important apporté par l'AKP concernant les élections a été le droit des citoyens de la Turquie résidant hors de Turquie de voter depuis l'étranger (Adar, 2019; Aydın, 2014; Burgess, 2020). L'AKP a mis en œuvre ce changement en anticipant l'impact des futurs votes sur le parti et le désir de maintenir des liens avec les citoyens vivant à l'étranger. En 1987, les citoyens vivant à l'étranger se sont vu accorder le droit de vote pour la première fois grâce à des amendements à la loi sur les listes électorales (Resmi gazete, 1987). Toutefois, ils devaient se rendre aux frontières du pays pour voter, car les citoyens n'étaient autorisés à voter qu'aux portes des frontières. Suite aux modifications apportées à la loi électorale actuelle en 2008 et aux mesures prises en 2012, tous les citoyens de la Turquie âgés de plus de 18 ans ont le droit de voter dans leur pays de résidence, lors des élections générales, des élections présidentielles et des référendums (Abadan-Unat et al., 2014; Resmi gazete, 2008). Avec l'élargissement des droits de vote, la base juridique de la participation politique des membres de la diaspora en Turquie a été préparée.

Les électeurs basés à l'étranger ont participé pour la première fois aux élections présidentielles de 2014 (Kaya, 2024). Depuis, ils ont voté lors de nombreuses élections parlementaires (7 juin 2015;

1er novembre 2015, 24 juin 2018 et 14 mai 2023), d'un référendum (16 avril 2017) et d'une élection présidentielle (24 juin 2018) (Adar, 2019). À chaque fois, le taux de participation aux élections a régulièrement augmenté (YSK, 2015, 2017, 2018). Le nombre d'électeurs inscrits à l'étranger est passé de 2,8 millions à un total de 3 millions depuis 2014, la moitié d'entre eux résidant en RFA (YSK, 2014). Le taux de participation des résidents de la RFA est passé de 18,93% lors de l'élection présidentielle de 2014 à 45,7% lors des élections parlementaires et présidentielles de 2018 (Adar, 2019), et à 48% lors des élections parlementaires de 2023 (YSK, 2023).

Lors de chaque élection, l'AKP et Erdoğan ont tous deux obtenu un pourcentage de voix plus élevé en RFA qu'en Turquie. En fait, le pourcentage est plus élevé que le pourcentage global à l'étranger. Lors de la première élection après la modification de la loi électorale, l'élection présidentielle de 2014, Erdoğan a obtenu 51,65% des voix dans toute la Turquie alors qu'il a obtenu 68,63% des voix en RFA (Abadan-Unat et al., 2014) (Tableau 1.1). Lors de l'élection de juin 2015, le taux de participation est passé de 18,93% à 33,40%. L'AKP a obtenu 52,90% des voix, tandis que le HDP (en français: Parti démocratique des peuples, en turc: *Halkların Demokratik Partisi*) est arrivé en deuxième position avec 17,20% des voix et en troisième position. Le CHP (en français: Parti républicain du peuple, en turc: *Cumhuriyet Halk Partisi*) a suivi l'AKP avec 15,70% des voix (YSK, 2015). En Turquie, le taux de vote général se répartit entre l'AKP (40,66%), le CHP (25,13%) et le HDP (12,96%) (Tableau 1.2).

Une situation similaire a été observée lors des élections de novembre 2015. L'AKP, avec le pourcentage de voix le plus élevé (59,10%), a conservé sa première place et a maintenu une différence excédentaire de 10% par rapport au taux de vote général en Turquie (YSK, 2015). Lors du référendum d'avril 2017, avec un taux de participation de 45,84%, 63,07% des voix ont soutenu l'amendement constitutionnel. La différence, qui est d'environ 12% supérieure à celle de la Turquie, montre clairement les attitudes politiques des citoyens vivant en RFA (YSK, 2017) (Tableau 1.3). Lors des élections législatives et présidentielles de 2018, avec un taux de participation de 45,7%, l'AKP s'est classé premier avec 56,30% des voix; le CHP a suivi avec 15,28% et le HDP avec 14,02% des voix (Tableau 1.4); Erdoğan, 64,78%; İnce (CHP), 21,88%;

Demirtaş (HDP) a reçu 9,98% des voix (Tableau 1.5). En ce qui concerne la Turquie, l'AKP, a obtenu environ 14% de voix en plus (42,28%), tandis qu'Erdoğan a obtenu environ 12% de voix en plus (52,38%). Le HDP et Demirtaş ont obtenu environ 2% de voix en plus (% 11.53-HDP et % 8.32-Demirtaş), tandis que le CHP a obtenu environ 7% de voix en moins (22,80%) et İnce a obtenu environ 9% de voix en moins (30,79%) (YSK, 2018).

Tableau 1.1 — Élection présidentielle, 2014

	RFA	**Turquie**
R. T. Erdoğan	68.63%	51.65%

Source: Abadan-Unat et al., 2014

Tableau 1.2 — Élection parlementaire, juin 2015

	RFA	**Turquie**
AKP	52.90%	40,66%
HDP	17.20%	12,96%
CHP	15.70%	25,13%

Source: YSK, 2015

Tableau 1.3 — Référendum, 2017

	RFA	**Turquie**
Proportion de ceux qui ont soutenu l'amendement constitutionnel	63.07%	51.18%

Source: YSK, 2017

Tableau 1.4 — Élection parlementaire, juin 2018

	RFA	Turquie
AKP	56.30%	42.28%
CHP	15.28%	22.80%
HDP	14.02%	11.53%

Source: YSK, 2018

Tableau 1.5 — Élection présidentielle, juin 2018

	RFA	Turquie
Erdoğan (AKP)	64,78%	52.38%
İnce (CHP)	21,88%	30.79%
Demirtaş (HDP)	9,98%	8.32%

Source: YSK, 2018

En général, l'AKP et Erdoğan ont toujours été au premier plan en RFA. Le deuxième parti le plus populaire en RFA était soit le CHP, le principal parti d'opposition en Turquie, soit le HDP, le principal parti qui défend les droits des kurdes en Turquie. L'augmentation rapide de la participation électorale en RFA, le soutien plus important à l'AKP par rapport à la Turquie et les parts de voix élevées obtenues par le HDP ont joué un rôle dans les changements significatifs du paysage politique de la Turquie. Ces changements ont donc attiré l'attention des électeurs et de tous les partis politiques en Turquie. Le succès de l'AKP peut être attribué à plusieurs facteurs. Il s'agit notamment de la mobilisation des électeurs de la diaspora par le biais de l'organisation et de la gestion de campagnes sous la direction de l'UID pendant les périodes électorales, et de l'accueil des rassemblements de campagne d'Erdoğan en RFA[5].

[5] Il n'a pas toujours été possible pour l'AKP de faire campagne en RFA pendant la période électorale. En 2017, lorsque les autorités allemandes ont refusé la demande de l'AKP, cela a provoqué des tensions entre la Turquie et la

En même temps, bien que le vote en faveur de l'AKP et d'Erdoğan soit considéré comme « un signe de 'loyauté envers la Turquie' - et donc, d'une intégration ratée - et d'un manque d'engagement envers les valeurs et les normes démocratiques » dans le débat public en RFA, dans l'étude d'Adar, ce soutien de masse est basé sur trois raisons différentes (Adar, 2019: 6): (1) l'appréciation de l'image que l'AKP et Erdoğan veulent créer, les changements dans le statut socio-économique de la Turquie et les améliorations perçues de la qualité des institutions publiques de la Turquie en RFA; (2) un fort sentiment de fierté résultant de la perception d'une « Turquie forte » sous la direction du président Erdoğan; (3) la crainte de perdre les acquis sociaux et politiques obtenus avec l'AKP en cas d'arrivée au pouvoir d'un autre parti. Outre les voix obtenues par l'AKP, la différence de choix des électeurs entre le CHP et surtout le HDP repose sur l'histoire migratoire des membres de la diaspora et sur l'hétérogénéité de cette dernière. Le taux de vote élevé du HDP en RFA par rapport à la Turquie est lié à l'immigration importante des kurdes en RFA en raison de l'environnement politique après 1980. Il a été soutenu par l'établissement d'un bureau du HDP à Berlin, la capitale de la RFA, et par ses efforts pour soutenir et organiser un agenda pro-kurde au niveau de l'Union européenne et pour coordonner les campagnes (Bolinger, 2015).

Un phénomène remarquable a attiré notre attention: alors que la majorité de la diaspora de la Turquie a soutenu l'AKP lors des élections en Turquie, elle a exprimé son soutien aux partis de centre-gauche et de gauche lors des élections en RFA. La diaspora de la Turquie joue un rôle crucial dans le paysage politique tant en Turquie qu'en RFA. Cette recherche se concentre spécifiquement sur le rôle de cette diaspora en RFA, en explorant les dynamiques politiques et les comportements électoraux dans ce contexte particulier.

Dans ce contexte, notre recherche vise à répondre à deux questions principales afin de mieux comprendre l'impact et la dynamique de la diaspora de la Turquie. Premièrement, notre question générale est la suivante: Quels contextes sociopolitiques, dynamiques étatiques et institutionnelles caractérisent la diaspora de la Turquie en RFA et comment influencent-ils les

RFA. Lors des élections fédérales de septembre 2017 en RFA, Erdoğan a appelé les électeurs de la diaspora à ne pas voter pour les partis tels que la CDU, le SPD ou les Verts, qu'il a désignés comme des « ennemis de la Turquie » (Krumm, 2018).

formes d'engagement et les stratégies de mobilisation de la diaspora? Cette question vise à mettre en lumière le cadre dans lequel les membres de la diaspora de la Turquie s'engagent dans des activités politiques en RFA, en tenant compte des différents facteurs sociaux, politiques et institutionnels qui façonnent leur activité politique et leurs formes de mobilisation.

Deuxièmement, notre question spécifique est la suivante: Comment la diaspora de la Turquie en RFA se positionne-t-elle face à la montée de l'extrême droite allemande et quel répertoire d'actions utilise-t-elle pour influencer la politique allemande entre le début de 2010 et la fin de 2022? Cette question porte sur la réponse de la diaspora de la Turquie à la montée de l'extrême droite en RFA et sur les stratégies qu'elle emploie pour faire face à ce phénomène, ainsi que sur son engagement politique en RFA au cours de cette période. En analysant ces deux questions, nous visons à mieux comprendre le rôle et l'impact de la diaspora de la Turquie dans la politique allemande contemporaine.

1.1 De la conception du populisme à la définition de la diaspora et à l'analyse des mouvements sociaux

Ce sous-chapitre présente notre cadre conceptuel et théorique qui guide notre analyse sur le populisme, le nationalisme et la diaspora. Nous débutons en explorant la conceptualisation du populisme de Jan-Werner Müller, qui le relie aux théories démocratiques en le définissant comme une menace inhérente à la démocratie en raison de son potentiel perturbateur sur les processus démocratiques (Müller, 2016). Par la suite, nous explorons la relation entre le populisme et le nationalisme à travers l'analyse de Rogers Brubaker, qui propose une approche interconnectée de ces deux phénomènes politiques. Brubaker considère le nationalisme et le populisme comme des concepts analytiquement distincts mais étroitement liés, soulignant leur chevauchement et leurs interactions mutuelles dans la pratique politique (Brubaker, 2020). Nous examinons également le concept de « clôture sociale », tel que défini par F. Guillaume Dufour, pour mieux comprendre les mécanismes d'inclusion et d'exclusion sociale liés au populisme et au nationalisme (Dufour, 2019). Enfin, nous mobilisons le cadre théorique de Rogers Brubaker et Martin Sökefeld pour définir le concept de diaspora. Brubaker le définit comme « une catégorie de pratique »

(Brubaker, 2005), tandis que Sökefeld analyse la formation de la diaspora comme un processus de mobilisation sociale, s'inspirant des théories des mouvements sociaux de McAdam, Tarrow et Tilly (Sökefeld, 2006). En combinant ces cadres théoriques diversifiés, notre cadre conceptuel et théorique nous permettra de mieux comprendre comment la diaspora de la Turquie en RFA s'inscrit dans les contextes politiques plus larges du populisme, du nationalisme et des mouvements sociaux.

Jan-Werner Müller associe le concept de *populisme* aux théories de la démocratie en créant un type idéal. Il définit le populisme et critique les approches qui partent des points communs des mouvements politiques populistes ou des profils socio-économiques ou des tendances psychologiques de leurs partisans. Dans son ouvrage *What Is Populism?* (2016), Müller décrit les caractéristiques typiques des leaders populistes: une attitude critique à l'égard des élites, une attitude anti-pluraliste, une attitude d'exclusion où seul le populiste représente le « peuple », une expression claire de la distinction entre « nous » et les « autres » en termes de conflit et de la polarisation, et l'utilisation de slogans qui établissant des liens directs avec le « peuple » (Müller, 2016). Müller oppose « l'élite corrompue et moralement inférieure » au « peuple moralement pur et pleinement uni », et les populistes se présentent comme les seuls représentants légitimes de la véritable volonté de ce « peuple homogène ». Cette attitude d'exclusion est la formule générale utilisée à la fois au pouvoir et pendant la lutte pour le pouvoir, en affirmant que l'opposition ou les opposants ne sont pas moraux ou légitimes, qu'ils n'appartiennent pas « vraiment au peuple » et que personne n'a la légitimité de s'opposer à eux. Le populiste explique au citoyen qu'il est le leader « talentueux » qui peut lutter contre ces « boucs émissaires » hostiles, et qu'il est le seul à pouvoir représenter le « peuple » (Müller, 2016: 101-103). En d'autres termes, les populistes qui prétendent être avec le « peuple » légitiment et approfondissent la séparation du groupe d'avec les « autres ».

La théorie de Müller crée une différence dans la littérature en défendant l'idée que le populisme « perturbe le processus démocratique » et représente, par nature, « le [véritable] danger pour la démocratie » (Müller, 2016: 57, 103). Ce danger survient lorsque les populistes accèdent au pouvoir, et selon Müller, l'idée de « démocratie illibérale » « légitime » l'environnement créé par

le régime des partis populistes, leur permettant de rester « démocratiques ». Müller rejette donc les prétentions démocratiques du discours de la « démocratie illibérale ». Il affirme que ce populisme met en danger la démocratie parce qu'il est intrinsèquement antidémocratique et qu'il constitue une forme de politique identitaire d'exclusion. Les partis populistes augmentent progressivement le danger pour la démocratie, même s'ils arrivent au pouvoir à l'issue d'élections libres et équitables, en raison de leurs efforts pour transformer tous les systèmes politiques en fonction de leurs propres intérêts. Les leaders populistes au pouvoir peuvent créer leurs propres institutions, dominer et travailler au sein des institutions existantes, et afficher des attitudes qui favorisent le contact direct avec le « peuple » et la représentation directe. Müller énumère les trois caractéristiques fondamentales du pouvoir populiste: « l'usurpation de l'appareil d'État »; « la corruption de masse et le clientélisme »; et « les efforts systématiques pour supprimer la société civile » (Müller, 2016). Les partis populistes continuent de se présenter comme des victimes lorsqu'ils arrivent au pouvoir, en utilisant différentes caractéristiques pour légitimer leur position en la présentant comme une « crise » ou une « menace existentielle ».

Pour mieux examiner les partis populistes de droite, cette recherche utilise le concept de nationalisme et sa relation avec le populisme. Dans la littérature, le nationalisme est généralement associé aux forces populistes, en particulier au populisme de droite et aux partis populistes de droite. Pour la définition du nationalisme et la relation entre deux phénomènes, il est prévu de procéder, dans un premier temps, à la lumière de l'analyse de Rogers Brubaker des concepts de populisme et de nationalisme. Au lieu de traiter le nationalisme et le populisme comme deux concepts indépendants, Brubaker les analyse comme « analytiquement distincts mais pas analytiquement indépendants » et comme « des domaines de phénomènes qui se chevauchent et s'impliquent mutuellement mais ne se chevauchent pas complètement » (Brubaker, 2020: 45). Sur la base de son analyse, Brubaker critique l'analyse de De Cleen et Stavrakakis sur le positionnement unidimensionnel du nationalisme sur l'axe horizontal et du populisme sur l'axe vertical, indépendamment l'un de l'autre. Selon l'analyse de De Cleen et Stavrakakis, le nationalisme construit le « peuple » comme ceux qui appartiennent à la « nation » et ceux qui n'y appartiennent pas, à travers la dualité interne/externe. Le populisme, quant à lui, positionne le « peuple » comme « opprimé » et « outsider » face aux élites à travers l'opposition haut/bas (De

Cleen et Stavrakakis, 2017). Dans sa conceptualisation, Brubaker traite le populisme comme un espace bidimensionnel dans lequel « les oppositions verticales et horizontales sont constitutivement entrelacées » (Brubaker, 2020: 58) et démontre la relation entre les deux sans confondre ou réduire un phénomène à l'autre.

Pour la définition du nationalisme et sa relation avec d'autres phénomènes, nous procédons à l'examen du concept de « clôture sociale », tel qu'il est utilisé par F. Guillaume Dufour dans son livre *La sociologie du nationalisme: Relations, cognition, comparaisons et processus*. Ce concept de « clôture sociale » est utilisé pour expliquer l'opposition et l'inclusion fondées sur le populisme et le nationalisme. Suivant la tradition wébérienne, Dufour définit la « clôture sociale » comme l'appartenance à un groupe, c'est-à-dire comme « le résultat d'une activité sociale qui vise intentionnellement à marquer ce qui appartient à un groupe et ce qui en est exclu » (Dufour, 2019: 29). Ces clôtures sociales, qui peuvent être dépassées, sont reproduites « à travers un ensemble d'actions, souvent sous la forme de routines » (Dufour, 2019: 141). Ainsi, Dufour examine les institutions et les processus sociohistoriques de la citoyenneté, de la nationalité et de la formation de l'État-national pour donner un sens aux cadres sociaux dans lesquels ces clôtures sociales sont négociées, produites, reproduites, imposées et transformées. Dans ces processus, Dufour soutient que le nationalisme étant défini à la fois « comme un *principe politique* et un *ensemble de pratiques* » (Dufour, 2019: 27), l'État-national est l'institution officielle qui joue le rôle le plus important dans la perpétuation de ces clôtures sociales. Il ajoute que ces clôtures sociales sont activées par de nombreux marqueurs et mécanismes.

Étant donné que cette recherche examine les positions prises par la diaspora par rapport aux forces populistes, il existe une conceptualisation de la diaspora qui comprend la dynamique intra-diasporique. Bien que la recherche sur la diaspora dans la littérature se soit d'abord concentrée sur la classification des diasporas et leurs caractéristiques, elle a maintenant dépassé ces efforts pour se concentrer sur comment et pourquoi les diasporas émergent, se forment, se réforment ou disparaissent (Brubaker, 2005; Dufoix, 2008; Sökefeld, 2006; Vertovec, 1997). Dans cette recherche, nous utilisons des conceptualisations qui ne traitent pas les diasporas

comme des entités sociales fixes pour nous concentrer sur la formation de la diaspora, sa dynamique et ses interactions au sein de la diaspora, ainsi que sur les processus de mobilisation sociale et politique. Pour définir la diaspora et pour comprendre les tensions et les ambivalences constitutives centrales impliquées dans les débats entourant sa définition, nous nous référerons à l'article de Rogers Brubaker, *The 'diaspora' diaspora* (2005).

Brubaker analyse la diaspora comme « une catégorie de pratique » et se concentre analytiquement sur trois éléments fondamentaux: la « dispersion spatiale », « l'orientation continue vers la 'patrie' » et la « protection des frontières ou le maintien des limites du groupe dans le temps ». Brubaker identifie la « dispersion » et « l'orientation continue vers la 'patrie' » comme les caractéristiques essentielles de la diaspora. Il souligne l'importance de maintenir une frontière claire et distincte entre la ou les sociétés d'accueil et la diaspora par le biais d'un processus qu'il appelle la « protection des frontières ». Le dernier concept renvoie à la capacité de « désigner une diaspora comme une 'communauté' distincte, unie par une solidarité active et distinctive, ainsi que par des relations sociales relativement denses qui transcendent les frontières des États et relient les membres de la diaspora en une seule 'communauté transnationale' » (Brubaker, 2005: 6). Cette définition en trois parties est suffisamment large pour englober à la fois les archétypes et les manifestations plus récentes de la diaspora, tout en conservant sa valeur analytique.

Par ailleurs, Brubaker traite la diaspora « comme un idiome, une position et une revendication, plutôt que comme une entité limitée » (Brubaker, 2005: 12). Dans le cadre de cette recherche, la diaspora est également considérée comme une communauté de pratique dont l'identité collective n'est pas naturelle ou donnée, mais construite par la mobilisation. Cela donne un sens à la dynamique au sein de la diaspora et aux divers processus de mobilisation sociale et politique résultant de l'hétérogénéité de la diaspora. Il est donc important d'inclure l'article de Martin Sökefeld intitulé *Mobilizing in Transnational Space: A Social Movement Approach to the Formation of Diaspora* (2006) dans la recherche.

Sökefeld définit la diaspora comme des « communautés transnationales imaginées » qui « réunissent des segments de population vivant dans des lieux territoriaux distincts » (Sökefeld, 2006). Dans les imaginations communautaires, il attire l'attention sur les processus de mobilisation sociale et politique des diasporas et sur les processus politiques et identitaires en cours dans la formation des groupes de la diaspora (Sökefeld, 2006). Sökefeld définit la diaspora en mettant l'accent sur sa « forme sociale », l'une des trois catégories de signification dans lesquelles Steven Vertovec (1997) divise la diaspora en « forme sociale », « type de conscience » et « mode de production culturelle ». Dans sa conceptualisation, Sökefeld se concentre sur la mobilisation de l'identité collective, la capacité à agir autour des identités diasporiques et la formation des diasporas.

Sökefeld analyse la formation de la diaspora comme l'objectif des processus de mobilisation sociale. Il prend comme point de départ les dimensions centrales de la théorie des mouvements sociaux, en particulier la conceptualisation de McAdam, Tarrow et Tilly. Il identifie les trois éléments sous-jacents de la conceptualisation des mouvements sociaux qui identifient et élaborent les mécanismes qui peuvent jouer un rôle dans la mobilisation de la diaspora. Il associe ensuite ces éléments à la formation de la diaspora. Ces éléments comprennent (1) les structures d'opportunité, (2) les structures et les pratiques de mobilisation, et (3) les cadres idéologiques (Sökefeld, 2006).

En ce qui concerne la formation de la diaspora, le premier aspect à prendre en compte est celui des structures d'opportunité. Ces structures se réfèrent à un ensemble d'opportunités auxquelles les acteurs sont confrontés dans des contextes nationaux et internationaux, qui façonnent leur « choix » dans la poursuite d'objectifs collectifs. Ces structures peuvent prendre la forme de moyens de communication améliorés et d'un environnement juridique et politique permissif. Deuxièmement, les structures et les pratiques de mobilisation sont les institutions ou les pratiques communes d'action collective que les membres de la diaspora utilisent pour obtenir des ressources, échanger des informations, coordonner l'action collective et créer et maintenir un discours communautaire. Elles peuvent prendre la forme d'associations de quartier, de manifestations et d'événements de collecte de fonds. Troisièmement, les cadres idéologiques sont

les diverses idées qui constituent l'imaginaire de la diaspora et garantissent l'appartenance des membres au groupe et/ou à la « patrie ». Le fait de mettre l'accent sur l'histoire, l'identité et la « patrie » communes dans les processus d'encadrement stimule l'imagination collective de la diaspora.

Outre les conceptualisations de la diaspora et du populisme, cette recherche inclut la conceptualisation des mouvements sociaux afin de donner un sens à la fois au mouvement social au sein de la diaspora, qui n'est pas un mouvement social ordinaire, et au mouvement d'extrême droite en RFA. Dans leurs travaux, McAdam, Tarrow et Tilly ont contribué à l'élaboration d'une synthèse de la théorie des mouvements sociaux émergeant d'un processus politique complexe. Ils visent à expliquer les facteurs affectant l'émergence et les conséquences des mouvements sociaux, en incluant essentiellement les trois éléments mentionnés ci-dessus dans la conceptualisation de Sökefeld: (1) les opportunités politiques, (2) les structures et les pratiques de mobilisation et (3) le processus de cadrage (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001; McAdam et al., 1996; Tarrow, 2005). Ce sont les trois éléments nécessaires à l'apparition ou au succès des mouvements sociaux. Il est peu probable que les mouvements sociaux se produisent ou réussissent sans un ou plusieurs de ces trois éléments.

Les structures d'opportunité politique font référence aux conditions structurelles, y compris institutionnelles, qui permettent la montée des mouvements sociaux. Ces structures sont cruciales pour l'émergence des mouvements sociaux, car elles facilitent l'articulation, la mobilisation et l'organisation des conflits et créent un environnement politique qui permet l'émergence d'un mouvement collectif (Tarrow, 1996). Les structures et les pratiques de mobilisation font référence aux outils de mobilisation formels et informels qui forment l'action collective, tels que les groupes de niveau intermédiaire, les organisations, les réseaux informels, les finances, le capital social, le leadership, les réseaux et les institutions. Outre les opportunités politiques et les structures de mobilisation, le troisième facteur du potentiel structurel d'action est le processus d'encadrement, qui implique des récits de mobilisation. Ces processus sont décrits comme « les efforts stratégiques conscients de groupes de personnes pour façonner une compréhension commune du monde et d'eux-mêmes qui légitime et motive l'action collective » (McAdam et al.,

1996). La combinaison de ces trois facteurs rend possible l'émergence et la poursuite d'une action collective.

Sur la base des questions de recherche visant à comprendre le rôle et l'impact de la diaspora de la Turquie dans la politique allemande contemporaine, et de l'examen exhaustif de la littérature sur le sujet, ainsi que de l'établissement de notre cadre conceptuel et théorique, cette recherche est menée afin de mettre à l'épreuve les hypothèses suivantes:

(1) Cette dynamique résulte de l'interaction entre les défis politiques en RFA et l'influence de Recep Tayyip Erdoğan et de l'AKP. La montée de l'extrême droite en RFA a exacerbé le mécontentement de la diaspora, poussant ses membres à soutenir des partis de gauche et de centre-droit pour contrer les partis d'extrême droite. En réponse aux tensions racistes et aux discriminations, ils ont organisé des commémorations, des manifestations, et des initiatives contre le racisme. Bien que l'influence d'Erdoğan et de l'AKP, par le biais d'événements et de réseaux, soit présente, elle est secondaire par rapport à l'impact direct des réalités politiques locales en RFA. Cette situation illustre l'interaction entre le populisme de droite en RFA et les stratégies interventionnistes de la Turquie sur les attitudes politiques de la diaspora.

(2) Les membres de la diaspora ne forment pas une entité homogène; ils forment plutôt un ensemble aux frontières poreuses divisées par des clivages liés à l'appartenance ethnique, la religion, la secte, l'immigration à des époques différentes et pour des raisons différentes. Ces clivages ne sont pas toujours activés simultanément, mais peuvent être mobilisés dans des contextes différents. Cette hétérogénéité se reflète dans les idées politiques et provoque également des tensions politiques au sein de la diaspora.

(3) La diaspora est façonnée par une multitude de processus de mobilisation sociale et politique, qui émergent de la dynamique et de l'hétérogénéité inhérentes à la diaspora elle-même. La communauté s'unit dans la poursuite d'objectifs communs et s'engage dans une action collective par le biais d'une série de stratégies. Celles-ci comprennent l'existence d'un environnement politique approprié pour l'expression d'opinions politiques en RFA, l'émergence d'associations

et d'institutions liées à la Turquie et l'accent mis sur les idées qui constituent et soutiennent le sentiment d'appartenance des membres à la diaspora, à la « patrie » et à un passé commun. Ces moyens énumérés sont associés aux structures d'opportunité, aux structures et pratiques de mobilisation et aux cadres idéologiques d'un mouvement social non diasporique. En revanche, ils se distinguent des autres mouvements sociaux en ce qu'ils établissent une structure plus complexe, intégrant les contextes national et international, la dynamique des membres de la diaspora et le contexte lui-même.

1.2 Le cadre méthodologique

L'analyse historique comparative est une tradition de longue date dans les sciences sociales (Lange, 2012: 3; Mahoney et Rueschemeyer, 2003a: 3). Connue à l'origine sous le nom de sociologie historique comparative, cette méthode a été renommée « analyse historique comparative » par Mahoney et Rueschemeyer (2003b) pour mieux refléter sa nature de plus en plus multidisciplinaire (Lange, 2012: 3). Les pionniers des sciences sociales tels qu'Adam Smith, Alexis de Tocqueville, Max Weber, Karl Marx et Marc Bloch ont tous adopté cette méthode de recherche et ont été parmi ses premiers défenseurs, jouant un rôle central dans son développement initial (Mahoney et Rueschemeyer, 2003a: 3; Lange, 2012: 23).

Après le décès de Weber en 1920, la priorité accordée à d'autres méthodes d'analyse dans la recherche a entraîné une période de stagnation de l'analyse historique comparative, la méthode d'analyse qui avait défini les classiques des sciences sociales modernes. Cette période de stagnation a cédé la place à un renouveau de l'analyse historique comparative dans les années 1960, avec l'émergence de la deuxième génération de cette analyse. Cette période a été marquée par les travaux pionniers de Karl Polanyi, Reinhard Bendix, Shmuel Eisenstadt et Barrington Moore, et s'est pleinement développée dans les années 1970 et 1980 grâce aux contributions de chercheurs tels que Charles Tilly, Immanuel Wallerstein, Theda Skocpol, Perry Anderson et Michael Mann. Depuis les années 1990, ce renouveau de l'analyse historique comparative s'est poursuivi et cette approche, développée par la deuxième génération, est devenue de plus en plus prédominante et influente dans les sciences sociales. Aujourd'hui, l'analyse historique

comparative demeure une tradition de recherche centrale dans les sciences sociales, continuant à inspirer de nouvelles études et découvertes (Mahoney et Rueschemeyer, 2003a: 3-7; Lange, 2012: 23; 28).

Depuis les années 1990, l'analyse historique comparative a été appliquée à une large gamme de sujets, incluant « le développement économique et la politique industrielle, les relations raciales et ethniques et les identités nationales, le genre et les droits des femmes, l'émergence de régimes nationaux démocratiques et autoritaires et les causes et conséquences des révolutions dans des contextes historiques et dans le tiers-monde moderne (Mahoney et Rueschemeyer, 2003a: 4) ». Bien que ces études couvrent une diversité de thèmes, elles partagent toutes l'objectif commun « de fournir des explications historiquement informées pour des phénomènes d'importance substantielle à grande échelle » (Mahoney et Rueschemeyer, 2003a: 4). En tant qu'objets de recherche, ces études sélectionnent « des ensembles spécifiques de cas qui présentent suffisamment de similitudes pour permettre une comparaison significative entre eux » (Mahoney et Rueschemeyer, 2003a: 8). Parmi ces cas, les comparaisons entre pays sont fréquentes, mais certaines études se concentrent sur un seul pays. Chacune de ces études portant sur un seul pays examine différentes séquences d'événements qui peuvent être comparées sur le plan causal ou temporel.

Lange identifie quatre éléments principaux caractérisant l'analyse historique comparative (Lange, 2012: 3). Selon lui, la méthode comparative constitue le premier de ces éléments, utilisée pour une meilleure compréhension des questions de recherche en identifiant les preuves pertinentes pour la compréhension d'un cas ou d'un ensemble de cas (Lange, 2012: 4). Ensuite, les méthodes intra-cas représentent le deuxième composant méthodologique, offrant une perspective indépendante sur les questions de recherche et éclairant les déterminants causaux spécifiques d'un phénomène à travers l'analyse des processus dans le temps, ce qui constitue l'aspect historique de l'analyse historique comparative (Lange, 2012: 4). Le troisième élément concerne l'éclairage des sciences sociales, visant à enrichir les analyses historiques comparatives en utilisant diverses méthodes pour obtenir une compréhension approfondie des phénomènes étudiés. Enfin, l'analyse historique comparative se concentre sur des unités d'analyse sociales

agrégées, permettant une vue d'ensemble et une comparaison significative entre différents cas (Lange, 2012: 3-5).

Mahoney et Rueschemeyer ainsi que Mahoney et Thelen mettent en lumière trois caractéristiques distinctives de l'analyse historique comparative, en soulignant que bien qu'elle ne soit pas unifiée par une théorie ou une méthode unique, elle se distingue par: (1) son orientation macroscopique vers l'analyse causale, (2) son accent sur les processus dans le temps, et (3) son utilisation de la comparaison systématique et contextualisée des cas (Mahoney et Rueschemeyer, 2003a: 6; 10; Thelen et Mahoney, 2015: 3-28). Tout d'abord, l'analyse historique comparative est principalement axée sur l'explication des configurations causales produisant des résultats majeurs d'intérêt, nécessitant une recherche macro-configurationnelle qui examine les facteurs de causalité à grande échelle (Thelen et Mahoney, 2015: 11). Cette approche configurationnelle explore comment divers événements et processus se combinent de manière cohérente pour influencer ces grandes configurations (Thelen et Mahoney, 2015: 5-12). Deuxièmement, les chercheurs accordent une attention particulière à l'analyse des séquences historiques et considèrent sérieusement le déroulement temporel des processus. Cette perspective dynamique reconnaît que les événements historiques sont des processus en évolution plutôt que des événements statiques, intégrant la structure temporelle des événements dans leurs explications (Thelen et Mahoney, 2015: 12; 20-27). Troisièmement, l'analyse historique comparative se distingue par l'engagement dans des comparaisons systématiques et contextualisées de cas similaires et contrastés. Cette méthode permet de clarifier les résultats observés à des moments et dans des contextes spécifiques en examinant rigoureusement les mécanismes de causalité qui sous-tendent ces résultats disparates (Thelen et Mahoney, 2015: 12). L'objectif est de fournir des explications détaillées sur pourquoi des cas similaires peuvent produire des résultats différents, en mettant l'accent sur les mécanismes sous-jacents et les conditions contextuelles. Par conséquent, en « concentrant [leur analyse] sur des questions pratiques » et en « utilisant des justifications basées sur des mécanismes », les chercheurs peuvent discerner pourquoi des cas analogues à de nombreux égards produisent des résultats disparates (Thelen et Mahoney, 2015: 12-19).

Dans la recherche historique comparative, trois principales stratégies d'analyse causale sont couramment employées: les stratégies nominales, ordinales et intra-cas. Ces stratégies se distinguent principalement par leur niveau de mesure et d'agrégation. Les stratégies nominales et ordinales impliquent des comparaisons entre des unités très agrégées, chacune utilisant ses propres techniques de mesure. En revanche, la stratégie intra-cas se concentre sur les comparaisons au sein de cas spécifiques, en utilisant un éventail de techniques de mesure, y compris celles employées dans d'autres types d'analyses (Mahoney, 2003: 337-339). Dans le cadre de cette recherche, qui s'inscrit dans une approche intra-cas mobilisant la méthode de traçage du processus (en anglais: *process tracing*), la discussion qui suit porte sur les choix méthodologiques associés à cette démarche.

Les méthodes intra-cas constituent l'approche prédominante de l'analyse historique comparative, offrant une grande diversité de formes et la capacité d'explorer une multitude de sujets. Elles fournissent des insights précieux sur les facteurs qui influencent des phénomènes sociaux spécifiques, incluant la dynamique temporelle et les interconnexions entre les cas. En plus d'examiner les processus historiques, ces méthodes scrutent également les processus temporels, les séquences et les transformations des cas au fil du temps. Elles analysent l'effet causal des relations entre les cas, en étudiant comment ces relations influencent les caractéristiques et les processus du cas étudié. Les méthodes intra-cas sont particulièrement utiles pour explorer les séquences causales et les processus asymétriques, mettant en lumière les dynamiques causales non linéaires et qui ne produisent pas nécessairement des effets linéaires sur le résultat final. De plus, elles permettent d'étudier les processus causaux asymétriques dans le temps, illustrant comment un facteur initial peut conduire à un résultat durable même après la cessation de la cause (Lange, 2012: 70-86).

Lange distingue entre les méthodes primaires et secondaires intra-cas, qui comprennent divers sous-types, et observe que les analyses historiques comparatives font usage simultanément des deux méthodes. Les méthodes primaires fournissent des données pour une analyse globale, tandis que les méthodes secondaires intègrent et synthétisent les données disparates issues des méthodes primaires afin de parvenir à des conclusions. Les méthodes secondaires permettent non seulement

de déterminer les facteurs causaux d'un phénomène spécifique de manière approfondie, mais aussi d'examiner minutieusement les données pour identifier les caractéristiques et les processus causaux des cas individuels, offrant ainsi une compréhension approfondie des caractéristiques et des déterminants du phénomène, et présentant des résultats exhaustifs (Lange, 2012: 42-43; 70-86).

Lange remarque que les analyses historiques comparatives se concentrent principalement sur les méthodes secondaires, tandis que les méthodes primaires n'ont pas bénéficié d'un examen approfondi. Par conséquent, les preuves sont souvent issues de sources secondaires sans recourir à ces méthodes primaires, ce qui conduit à une sous-représentation de celles-ci dans l'analyse historique comparative, malgré leur rôle crucial dans la collecte des données. Il observe que bien que les méthodes primaires n'aient pas reçu autant d'attention que les méthodes secondaires dans les analyses intra-cas, elles demeurent essentielles à toute analyse de ce type car elles fournissent les fondements nécessaires à toute étude approfondie des cas individuels (Lange, 2012: 55).

Les méthodes primaires englobent diverses approches telles que la narration historique, la comparaison interne, l'analyse de réseau, le système d'information géographique, les méthodes ethnographiques, les méthodes linguistiques et les méthodes archéologiques. La narration historique est largement utilisée, tout comme la comparaison interne qui permet d'analyser un cas dans le temps ou de contraster ses composantes (Lange, 2012: 70-86). Les méthodes secondaires sont classées en trois catégories, chacune utilisant des techniques similaires mais visant différents types d'informations. La première, la narration causale, « explore les facteurs déterminants des phénomènes sociaux » et « reconstruit les processus de causalité pour mettre en évidence ces déterminants » (Lange, 2012: 42-43; 67-68). La deuxième, le traçage du processus, « examine les mécanismes causaux qui relient des éléments spécifiques comme les causes et les résultats potentiels d'un processus causal, plutôt que des processus généraux impliquant de multiples facteurs » (Lange, 2012: 68; 119). La troisième catégorie, l'appariement des modèles, est utilisée pour « tester des théories » et ne nécessite pas nécessairement l'exploration des processus causaux (Lange, 2012: 4; 69).

Contrairement à Lange, Mahoney et Rueschemeyer ne catégorisent pas l'analyse intra-cas en termes de méthodes primaires et secondaires. Ils identifient plutôt trois sous-types distincts d'analyse intra-cas, ce qui correspond aux méthodes secondaires décrites par Lange: (1) l'appariement des modèles, où « l'analyste évalue les relations entre les cas à la lumière de plusieurs hypothèses intra-cas »; (2) le traçage du processus, « une technique visant à identifier les mécanismes de causalité reliant une variable explicative présumée à un résultat »; et (3) la narration causale, qui « combine l'analyse intra-cas et inter-cas en examinant les cas selon des séquences détaillées de processus et d'événements conduisant à des résultats » (Mahoney, 2003: 360-361). Étant donné que le traçage du processus constitue une méthode intra-cas mobilisée dans cette recherche, nous en examinons à présent les principes et les modalités d'application de manière approfondie.

Le traçage du processus est « un outil central utilisé par les chercheurs en analyse historique comparative pour établir des liens de causalité entre les événements lors de la construction de séquences » (Falleti et Mahoney, 2015: 234). En « partant d'une relation préétablie, il identifie les mécanismes potentiels de causalité qui relient ces événements initiaux aux résultats ultérieurs au niveau des cas individuels (Bennett, 2008; Hall, 2006; Mahoney, 2012) » et « détermine si les facteurs covariants sont réellement liés de manière causale » (Thelen et Mahoney, 2015: 18; Lange, 2012: 48). À des fins analytiques, il existe deux modes: inductif et déductif. Le traçage du processus inductif est « fréquemment utilisé pour développer des cadres théoriques, [en particulier pour formuler des arguments historico-séquentiels], en identifiant les événements clés et en spécifiant des hypothèses sur la manière dont ces événements sont interconnectés pour créer des séquences et des processus » (Falleti et Mahoney, 2015: 229). Dans le traçage du processus déductif, les chercheurs « déduisent des propositions à partir de prémisses plus fondamentales et testent les processus de traçage, de manière implicite ou explicite » (Falleti et Mahoney, 2015: 229). Les tests de traçage de processus, comme les tests de cerceau et de pistolet fumant, servent à corroborer la véracité d'une hypothèse en examinant la présence ou l'absence d'événements spécifiques dans un cas donné (Bennett, 2008; Collier, Brady et Seawright, 2010; Mahoney,

2010; McKeown, 1999, cité dans Falleti et Mahoney, 2015: 231) et à en tirer des conclusions (Falleti et Mahoney, 2015: 229-236).

Selon Lange, le traçage du processus se concentre « sur la découverte des mécanismes causaux expliquant une relation particulière entre une cause et un résultat » (Lange, 2012: 50), à travers trois processus fondamentaux: « la collecte de données pour un cas particulier, l'analyse des données pour explorer les mécanismes sous-jacents à cette relation, et la présentation de l'analyse à travers un récit » (Lange, 2012: 49). Bien que le traçage du processus présente des similitudes avec la narration causale, une méthode secondaire intra-cas, il s'en distingue par son approche plus ciblée: « il se concentre sur les mécanismes qui relient des éléments spécifiques dans une séquence causale. En outre, alors que la narration causale est axée sur l'explication idéographique, le traçage du processus explore généralement des mécanismes qui sont généraux dans un ensemble plus large de cas » (Lange, 2012: 69). Par conséquent, l'identification des mécanismes causaux nécessite une compréhension approfondie du cas et du processus spécifique analysé. Les chercheurs utilisant le traçage du processus doivent donc posséder une connaissance approfondie non seulement du cas étudié, mais aussi du contexte plus large dans lequel il s'inscrit.

Notre recherche utilise la méthode de traçage du processus (en anglais: *process tracing*) pour analyser les dynamiques institutionnelles entourant le développement des institutions de la nationalité et de la citoyenneté en RFA. Cette approche nous permet de tracer les projets de lois, les luttes mémorielles, ainsi que les enjeux politiques et géopolitiques qui ont non seulement façonné mais continuent de façonner le changement des régimes d'ethnicité[6] en RFA. En d'autres termes, le traçage du processus nous permet d'analyser comment les institutions construisent le nationalisme et la citoyenneté en RFA, en examinant le processus de développement de ces institutions, les relations de pouvoir politique en leur sein, ainsi que les différentes configurations de clôtures sociales basées sur les marqueurs de nationalité et de citoyenneté, et leur changement dans le temps. Cette démarche reprend les méthodes employées notamment par Brubaker dans

[6] Şener Aktürk utilise le terme « régimes d'ethnicité », qu'il a emprunté à Gosta Esping-Andersen, pour décrire les politiques et les institutions étatiques liées à l'ethnicité (Aktürk, 2012).

son ouvrage sur la citoyenneté et la nationalité en France et en Allemagne (Brubaker, 1992), ainsi que par Şener Aktürk dans son ouvrage sur les régimes d'ethnicité et de nationalité en Allemagne, en Russie et en Turquie (Aktürk, 2012).

Dans son livre, Brubaker utilise une approche historique comparative pour élucider la manière dont des définitions disparates de la citoyenneté ont été modelées par les traditions de la nationalité en France et en Allemagne. Il se concentre principalement sur l'établissement d'institutions de citoyenneté, de lois sur la citoyenneté et de pratiques d'acquisition de la citoyenneté dans ces deux pays. Brubaker souligne la genèse historique de l'identité nationale dans ces contextes, ainsi que l'inclusion ou l'exclusion des minorités ethniques et culturelles dans la vie politique française et allemande (Brubaker, 1992: 1-34).

Son analyse du changement de la citoyenneté en tant qu'institution juridique régissant l'appartenance à l'État démontre une corrélation étroite entre l'émergence de l'institution de la citoyenneté et la formation de l'État moderne et de son système étatique. Brubaker examine la dualité de l'institution de la citoyenneté, à la fois inclusive et exclusive. Il postule que la citoyenneté fonctionne comme un mécanisme de « clôture sociale », établissant une démarcation conceptuelle, juridique et idéologique entre les citoyens et les non-citoyens. Les institutions de l'État ont pour fonction de créer et de garantir cet instrument de clôture. Il est donc essentiel d'examiner les opportunités ou les obstacles institutionnels et culturels que l'institution de la citoyenneté crée pour la participation des étrangers en tant que citoyens au système politique du pays de résidence (Brubaker, 1992: 1-34).

Dans son analyse des cas français et allemand, Brubaker montre que les conflits internes qui ont marqué la formation des États modernes sont largement imputables aux définitions spécifiques de la citoyenneté qui ont été mises en place. Il souligne la fonction centrale de la citoyenneté dans la formation de clôtures sociales distinctes dans les deux contextes. Ces frontières sont renforcées par des idiomes culturels qui reflètent les conflits sociaux et les intérêts divergents des acteurs impliqués (Brubaker, 1992: 1-34).

La tradition française de la nationalité et de la citoyenneté est largement fondée sur l'État et l'assimilationnisme, tandis que la version allemande est principalement basée sur le *Volk* (en français: peuple), l'ethnoculturalisme et le différentialisme. La conception républicaine française de la citoyenneté repose sur la notion de communauté nationale conçue comme unitaire, universaliste et laïque. En revanche, le concept allemand de la nation repose sur des principes pré-politiques, basés sur une communauté culturelle, linguistique et raciale indivisible (Brubaker, 1992: 35-72).

Dès sa création, le droit français de la nationalité a revêtu un caractère national, avec une intégration étroite de l'appartenance à la nation française et à l'État français. En revanche, le droit allemand de la nationalité s'est développé indépendamment de toute référence à une nationalité ethnoculturelle allemande au cours de la première moitié du XIX^{e} siècle, notamment en Prusse et dans d'autres États allemands. À cette époque, le sentiment national a précédé l'émergence de l'État-nation en Allemagne et n'était pas lié à une conception abstraite de la citoyenneté. Plutôt, le concept de nation allemande était initialement pré-politique et conçu comme une communauté organique définie par des liens culturels, linguistiques ou raciaux, formant ainsi la *Volksgemeinschaft* (en français: la communauté du peuple) (Brubaker, 1992: 35-72).

Dans le cas français, la Révolution française et ses conséquences, en réaction à la monarchie absolue et à la société hiérarchique, ont marqué le début de de la nation moderne et la création de la première citoyenneté nationale. Le concept de citoyenneté nationale, façonné par la Révolution française, peut être analysé à travers quatre aspects principaux: bourgeois, démocratique, national et renforcement de l'État. Brubaker explique que:

> En tant que révolution bourgeoise, elle a créé un statut général de membre basé sur l'égalité devant la loi. En tant que révolution démocratique, elle a ravivé la conception classique de la citoyenneté politique active, mais l'a transformée d'un statut spécial en ce qui était, en principe, mais pas encore en pratique, un statut général. En tant que révolution nationale, elle a accentué les frontières et les antagonismes entre les membres des différents États-nations. Et en tant que révolution de renforcement de l'État, elle a « immédiatisé » et codifié l'appartenance

> à l'État. La citoyenneté nationale telle que nous la connaissons porte la marque de tous ces développements (Brubaker, 1992: 49).

La pratique consistant à surmonter le particularisme des privilèges et à intégrer la population dans la culture politique établie par la Révolution a favorisé l'adoption du *jus soli*, un principe juridique de citoyenneté. Ce principe accorde la citoyenneté aux enfants nés sur le sol français de parents qui n'ont pas la nationalité française. « L'idiome culturel » centré sur l'État et l'assimilationnisme, a défini la citoyenneté et l'appartenance à la nation française. Cela a conduit à la promotion de l'inclusion des non-citoyens (Brubaker, 1992: 16; 111).

Dans son analyse comparative de la France et de l'Allemagne, Brubaker identifie une trajectoire distincte de la citoyenneté et de la nationalité en Allemagne, caractérisée par une fragmentation historique avant l'unification sous Bismarck en 1870, facilitée par la puissance militaire prussienne. Contrairement à la France, où les concepts de citoyenneté, de nationalité et d'État moderne ont connu une évolution unifiée pendant la Révolution française, l'Allemagne a connu un développement plus fragmenté de la construction de l'État, du nationalisme et de la démocratie, en l'absence d'un événement aussi décisif que la Révolution française. Avant l'unification allemande, la notion de nationalité ethnique unifiée était confrontée à l'existence de nombreux États allemands, chacun doté d'un cadre juridique distinct et de diverses formes de citoyenneté (Brubaker, 1992: 50-72).

L'analyse de Brubaker porte sur la période comprise entre le XVIII^{e} et le XIX^{e} siècle, avec un accent particulier sur l'évolution du droit prussien et la conceptualisation de l'État. Brubaker montre comment ces développements ont été façonnés par l'expansion de la bureaucratie de l'État prussien et de son armée, ainsi que par les politiques visant à réguler les mouvements des migrants pauvres, en particulier les paysans allemands récemment émancipés et les migrants slaves, par des mesures telles que les déportations et les restrictions d'entrée (Brubaker, 1992: 64-72). En Prusse, « les fondements de la citoyenneté ont été établis par la monarchie absolue et à travers les *Stände* » (Brubaker, 1992: 61). La délimitation des frontières entre les groupes minoritaires en Allemagne et la nation allemande est un phénomène sans précédent en France.

Dans les années 1840, la pratique juridico-administrative prussienne avait largement fusionné les notions de sujet et de citoyen. Cependant, afin d'éviter de conférer des droits de citoyenneté aux pauvres itinérants, la pratique cherche à éliminer le domicile seul comme motif de naturalisation (Brubaker, 1992: 35-74).

La nation allemande existait donc avant la formation de l'État moderne, jetant les bases d'une identité nationale allemande distincte. En ce qui concerne les questions de citoyenneté et de naturalisation, l'Allemagne a, au fil du temps, de plus en plus adhéré au principe du *jus sanguinis*, selon lequel la citoyenneté est déterminée par la descendance allemande, que les individus résident ou non dans les limites de l'Empire allemand. Brubaker affirme que cette orientation vers l'exclusivité ethnique a été une caractéristique dominante de la législation et de la politique allemandes en matière de citoyenneté depuis la fin du XIX^{e} siècle, reflétant un consensus populaire relativement incontesté (Brubaker, 1992: 35-74).

Brubaker identifie en particulier les considérations nationalistes qui ont été utilisées pour justifier cette politique, notamment la perception qu'il était peu probable que les minorités non allemandes, telles que les Polonais catholiques, s'assimilent à l'Allemagne. Cette approche a également eu un impact sur l'élaboration de la législation relative à la citoyenneté, comme en témoigne la loi de 1913 qui réglemente l'acquisition de la citoyenneté par les allemands nés à l'étranger et les émigrés allemands d'outre-mer. L'objectif de cette loi était de préserver l'identité nationale allemande tout en réglementant l'immigration et la naturalisation. Cet objectif a été atteint en accordant des droits différenciés en fonction de l'origine ethnique et nationale (Brubaker, 1992: 114-119).

Brubaker explore comment les définitions nationales de la citoyenneté influencent les politiques d'immigration et d'intégration en France et en Allemagne. Ces deux pays ont adopté des approches distinctes de la citoyenneté, ce qui s'est traduit par des modèles d'incorporation civique très différents pour les migrants et leurs descendants (Brubaker, 1992: 75-84).

En Allemagne, les critères de naturalisation sont stricts et principalement basés sur le *jus sanguinis,* qui réserve la citoyenneté aux enfants de citoyens allemands. Cette approche exclut souvent les immigrants non-allemands de longue date, même dans les cas où ils résident en Allemagne depuis plusieurs générations. La loi sur la citoyenneté de 1913 a favorisé les allemands ethniques vivant à l'étranger (*Auslandsdeutsche*), tout en excluant d'autres groupes, illustrant ainsi une approche ethnoculturelle sélective de la nationalisation (Brubaker, 1992: 114-137).

En revanche, la France adopte des politiques de naturalisation beaucoup plus inclusives et assimilationnistes. Les lois basées sur le *jus soli* accordent automatiquement la citoyenneté aux enfants nés sur le territoire français. Cette approche vise à faciliter l'intégration rapide des immigrants dans la société française, en vue de reconnaître la citoyenneté comme un outil d'inclusion sociale et d'adhésion nationale (Brubaker, 1992: 138-164).

Cet écart important entre les deux pays peut être attribué à des perspectives contrastées sur la citoyenneté. En France, la citoyenneté est considérée comme un moyen de favoriser l'inclusion sociale et politique, alors qu'en Allemagne, elle est plus étroitement associée à des critères d'identité ethnoculturelle. Les taux de naturalisation en France sont ainsi plus de dix fois supérieurs à ceux de l'Allemagne, une différence encore plus marquée pour les descendants d'immigrants de deuxième et troisième générations (Brubaker 1992: 75-77).

Dans son livre, Aktürk présente une analyse comparative de la transformation des régimes de nationalité et d'ethnicité en Turquie, en Allemagne et en Russie. Aktürk affirme que pour élucider les dynamiques de continuité et de changement dans les politiques étatiques à l'égard de l'ethnicité[7], il est impératif d'examiner les régimes d'ethnicité qui régulent les relations entre la nationalité et l'ethnicité au niveau institutionnel. En conceptualisant ces régimes à travers les

[7] Aktürk suit la définition de Weber de l'ethnicité: « la croyance subjective en une descendance commune » (Weber, cité dans Aktürk, 2012: 9). Il élargit cette définition pour inclure les identités linguistiques (Slovaques, etc.) et religieuses (Juifs, Druzes, etc.) qui fondent les croyances en la descendance commune sur des motifs différents.

dimensions de « l'appartenance[8] » et de « l'expression[9] », il propose une catégorisation en trois types de régimes idéaux-typiques: « mono-ethnique », « multi-ethnique » et « anti-ethnique ». Par la suite, Aktürk applique cette typologie de manière empirique à trois cas significatifs. Malgré d'importantes différences géographiques, religieuses et politiques, ces cas sont étudiés ensemble dans le livre en raison de leurs similitudes frappantes en termes de permanence et de dynamique de changement dans les régimes ethniques. Aktürk utilise le traçage du processus à travers une analyse comparative et historique de ces cas pour retracer les transformations des régimes ethniques sur de longues périodes (Aktürk, 2012: 3-44). Sa méthode d'analyse, qui combine la comparaison et l'étude détaillée de chaque cas individuellement, est une contribution significative au domaine.

Dans le premier cas des trois régimes ethniques, les régimes mono-ethniques, Aktürk utilise l'exemple de l'Allemagne avant l'adoption de la nouvelle loi sur la citoyenneté en 1999. Dans cet exemple, l'approche de la diversité ethnique était fondée sur la ségrégation, avec des institutions conçues pour maintenir la nation selon une catégorie ethnique unique, excluant ainsi les groupes ethniques non majoritaires. Pour le deuxième cas, les régimes anti-ethniques, Aktürk prend comme exemple la Turquie avant 2004. Dans ce contexte, l'approche de la diversité ethnique était basée sur l'assimilation, visant à intégrer progressivement différentes identités ethniques dans l'identité nationale. Bien que des individus de diverses origines ethniques soient acceptés comme citoyens, l'expression légale, institutionnelle et publique de comportements ethniques spécifiques était activement découragée voire empêchée. Enfin, pour le troisième cas, les régimes multi-ethniques, Aktürk utilise l'exemple de l'URSS et de la Fédération de Russie avant 1997. Dans ce cas, l'approche de la diversité ethnique reposait sur la consociation, où les différences ethniques étaient reconnues et même renforcées par l'extension de certains privilèges par les

[8] Aktürk définit la dimension d'appartenance comme suit: « "L'axe d'appartenance" des régimes ethniques peut être saisi par la politique de citoyenneté et d'immigration et par le statut de minorité ethnique: 1) La citoyenneté est-elle limitée à une seule catégorie ethnique? 2) Y a-t-il une immigration à priorité ethnique? 3) Existe-t-il des "minorités ethniques" officiellement codifiées, révélatrices donc de l'existence et du statut titulaire d'une "majorité ethnique"? » (Aktürk, 2012: 10).

[9] Aktürk définit la dimension d'expression comme suit: « "L'axe d'expression" des régimes ethniques est une constellation de quatre institutions et politiques: 1) la reconnaissance de plus d'une ethnicité dans la constitution, le recensement et les principaux documents officiels; 2) fédéralisme ethnique; 3) plusieurs langues officielles; et 4) la discrimination positive fondée sur l'ethnie. » (Aktürk, 2012: 10).

institutions étatiques, comme des autorisations spécifiques ou des encouragements institutionnels (Aktürk, 2012: 28-44).

Dans cette typologie, chaque type de régime gouverne la diversité ethnique au sein du pays à travers des politiques étatiques distinctes. Ces politiques en matière d'ethnicité de l'État, ainsi que celles d'autres acteurs institutionnels tels que la bureaucratie, l'armée, la justice et l'enseignement supérieur, se reproduisent de manière cohérente et s'enracinent dans la société afin d'inculquer un certain sens de la nationalité à tous les citoyens. La continuité des politiques ethniques de l'État dépend de la présence ou de l'absence de trois conditions spécifiques. Lors de la transition d'un type de régime à un autre, ces trois conditions nécessaires et suffisantes doivent être remplies pour que les politiques étatiques sur l'ethnicité changent: (1) l'émergence d'un « nouveau discours » sur l'ethnicité et la nation qui s'infiltre dans les débats publics et résonne auprès de la population, (2) la présence de « contre-élites » représentant les électeurs ethniquement marginalisés qui cherchent à modifier les politiques étatiques sur l'ethnicité et (3) l'ascension d'un pouvoir politique ayant une « majorité hégémonique » au gouvernement, appuyée par ces élites (Aktürk, 2012: 28). La mobilisation ou l'absence de ces trois conditions détermine soit le changement institutionnel, soit la persistance des institutions existantes.

Tout au long de son analyse, grâce à son approche méthodique de traçage du processus et à son examen minutieux de chaque cas, Aktürk identifie les mêmes conditions clés de changement de régime d'ethnicité dans les trois cas étudiés, malgré les différences significatives entre ces pays. Dans chaque étude de cas, il observe que les tentatives de changement des régimes d'ethnicité échouent lorsque l'une ou plusieurs des trois conditions nécessaires au processus de changement ne sont pas présentes ou ne sont pas mobilisées. Ces échecs démontrent que les partis au pouvoir ou dans l'opposition, qui cherchent à préserver les régimes d'ethnicité existants, font obstacle à ceux qui cherchent à les transformer. En raison de la résilience institutionnelle des régimes, le changement est difficile et rare, mais lorsque toutes les conditions requises sont réunies, il devient possible de modifier le type de régime ainsi que les politiques et institutions étatiques

associées, fournissant ainsi une plateforme pour la mise en œuvre des nouvelles politiques du régime (Aktürk, 2012: 28-44).

À la fin des années 1990 et au milieu des années 2000, les trois pays étudiés par Aktürk ont connu simultanément des transformations marquées dans leurs structures politiques internes. En Allemagne, ce changement s'est matérialisé par la transition d'un régime mono-ethnique à un régime anti-ethnique en Allemagne, tandis qu'en Turquie et en Russie, il s'est agi de passer respectivement d'un régime anti-ethnique à un régime multi-ethnique et d'un régime multi-ethnique à un régime anti-ethnique. En Allemagne, ces changements ont été rendus possibles par l'amendement de la loi sur la citoyenneté en 1999, favorisé par la montée en puissance de la rhétorique anti-ethnique au sein du gouvernement de coalition formé par le SPD et les Verts. Cette nouvelle orientation politique a joué un rôle prédominant dans la libéralisation de la loi sur la citoyenneté, en particulier dans le contexte des politiques d'immigration et de citoyenneté (Aktürk, 2012: 28-44).

En Turquie, les revendications croissantes en faveur des droits ethniques et linguistiques ont conduit, en 2004, à une transition d'un régime anti-ethnique vers un régime multi-ethnique. Ce changement a été rendu possible par la majorité hégémonique de l'AKP, qui a adopté un discours islamiste multiculturel mettant en avant l'ethnicité et la diversité ethnique. Cette nouvelle orientation politique a permis la reconnaissance et l'utilisation publique des droits linguistiques de certains groupes auparavant non reconnus. En URSS et en Russie post-soviétique, sous la présidence de Boris Yeltsin, un pouvoir hégémonique s'est combiné avec un nouveau discours national territorial non ethnique, aboutissant à des réformes en 1997 visant à supprimer les mentions ethniques des passeports internes. Ce changement a marqué une transition d'un régime multi-ethnique à un régime anti-ethnique (Aktürk, 2012: 28-44).

Dans chaque cas, certaines caractéristiques du régime précédent ont persisté dans le nouveau type de régime, donnant naissance à des régimes hybrides. Aktürk souligne que ces transitions ont été extrêmement difficiles à provoquer, marquées par « des luttes prolongées, des revers significatifs et de multiples échecs, démontrant ainsi la résilience des régimes d'ethnicité plutôt que leur

flexibilité » (Aktürk, 2012: 43). Par conséquent, aujourd'hui, l'Allemagne présente un régime hybride combinant des aspects des régimes mono-ethnique et anti-ethnique, tandis que la Russie et la Turquie affichent des régimes hybrides mêlant des éléments des régimes anti-ethnique et multi-ethnique (Aktürk, 2012: 28-44).

Cette recherche s'appuie principalement sur les ouvrages de Brubaker et d'Aktürk pour analyser le rôle du développement des institutions dans la formation du nationalisme et de la citoyenneté en RFA et leur impact sur la conception des régimes ethniques. En traçant les projets de lois, les luttes mémorielles, ainsi que les enjeux politiques et géopolitiques à différentes périodes historiques, cette recherche explore le changement des régimes d'ethnicité en RFA au fil du temps en réponse aux changements institutionnels. Cette analyse vise à dévoiler les mécanismes causaux entre les régimes d'ethnicité et les dynamiques institutionnelles, en mettant en lumière comment ces régimes influencent les comportements politiques des membres de la diaspora.

En complément du traçage de processus, cette recherche utilise la méthode d'analyse de contenu pour examiner les contenus des journaux, des revues et des plateformes en ligne des journalistes. Cette méthode considère les matériaux écrits, oraux ou visuels, fixes ou enregistrés, comme des objets de recherche, permettant ainsi « l'identification de motifs thématiques » en vue d'appréhender la dimension symbolique de ces matériaux (Neuendorf et Kumar, 2015). L'analyse de contenu permet de saisir non seulement les thèmes et les idées principales exprimés dans les matériaux étudiés, mais aussi les dimensions plus subtiles telles que le sens latent, le contexte et les relations avec d'autres enjeux sociaux. Cela nous permet d'obtenir une compréhension approfondie des discours publics et médiatiques sur les questions liées aux régimes d'ethnicité, enrichissant ainsi l'analyse basée sur le traçage du processus qui se concentre sur les dynamiques institutionnelles et politiques.

Notre recherche analyse les contenus des sites Web, des archives numériques, des réseaux sociaux et des chaînes YouTube de journaux et de revues basés en RFA, ainsi que des journalistes résidant en RFA, qui ont partagé du contenu sur diverses questions politiques touchant la RFA. Le corpus de recherche, aligné sur les questions de recherche, comprend des contenus écrits,

oraux et visuels en turc, anglais et allemand, couvrant la période de début 2010 à fin 2022. Le contenu est sélectionné en incluant un ou plusieurs mots-clés spécifiques dans son titre ou son contenu. Le processus a commencé avec quelques mots-clés, et au fur et à mesure que le contenu était identifié et examiné, d'autres mots-clés ont été recherchés. Une liste de ces mots-clés est fournie ci-dessous à titre de référence.

Les mots-clés principaux utilisés dans notre recherche incluent: Mölln, Solingen, Hanau, NSU (*Nationalsozialistische Untergrund*, en français: Parti national-socialiste souterrain), l'élection, l'élection fédérale, l'urne, le populisme, le populiste, CDU, SPD, les Vertes, Merkel, AfD, PEGIDA, l'extrême droite, BIG Partei (*Bündnis für Innovation und Gerechtigkeit*, en français: Alliance pour l'innovation et la justice), ADD (*Allianz Deutscher Demokraten*, en français: l'Alliance des démocrates allemands), la double nationalité, le vote, le droit de vote, la diaspora, le racisme, la violence, la discrimination, l'agression, l'islamophobie, AKP, YTB (*Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı*, en français: la Présidence des turcs à l'étranger et des communautés apparentées), DİTİB (*Diyanet İşleri Türk-İslam Birliği*, en français: l'Union turco-islamique pour les affaires religieuses), UID (*Uluslararası Demokratlar Birliği*, en français: l'Union internationale des démocrates), UETD (ancien nom d'UID avant 2018), Fatih Akın, Mesut Özil, Cem Özdemir, Mevlüde Genç, Ferhat Unvar, İbrahim Arslan, Seda Başay Yıldız.

Notre corpus de recherche comprend une diversité de sources telles que des contenus d'actualité, des commentaires et des dossiers thématiques contenant des mots-clés pertinents. Ces contenus ont été partagés sur douze sites web: dix journaux ou plateformes de nouvelles, une revue, un balado/une chaîne de vidéo. Lors de la sélection de ces sites, nous avons pris en compte trois critères principaux: (1) engagement actif dans la production de contenu, (2) gestion par des individus, des groupes ou des organisations qui sont devenus membres de la diaspora à différents moments et pour diverses raisons, et (3) représentation d'une diversité de points de vue politique.

Pour déterminer la quantité de contenu à inclure dans notre corpus à partir de chaque site web, nous avons considéré la proportion du contenu total partagé sur chaque plateforme, ainsi que la

quantité de contenu sélectionné à partir d'autres sources. Chaque site a été scruté attentivement pour trouver du contenu pertinent à l'aide des mots-clés spécifiés dans notre recherche. Tous les contenus identifiés ont été examinés rigoureusement. Nous avons ensuite sélectionné ceux qui étaient les plus pertinents, non redondants, diversifiés en termes de contenu et contributifs à notre recherche. Ainsi, bien que nous ayons analysé un nombre important de contenus, seuls ceux répondant aux critères établis ont été inclus dans notre recherche.

Au total, notre recherche a porté sur l'analyse de deux cent soixante-dix-huit textes écrits, vingt-huit vidéos et sept épisodes de balado. Les noms des sites web, accompagnés d'une brève description de chacun, ainsi que le nombre de contenu inclus dans notre recherche à partir de ces sites web, sont détaillés ci-dessous:

1. Artı49 (en français: Plus49): Artı49, qui a commencé ses activités en 2015, se spécialise dans la création de contenu en turc relatif à la RFA et au contexte européen plus large. Notre recherche comprend trente-huit éléments de contenu, chacun d'entre eux faisant environ une page.

2. Avrupa Postası (en français: Poste d'Europe): Depuis sa création en 2012, Avrupa Postası diffuse des nouvelles en langue turque par voie numérique. En outre, depuis 2018, la publication produit une édition imprimée mensuelle en turc et en allemand. Notre recherche porte sur vingt-deux articles, d'une longueur allant d'une demi-page à une page entière.

3. Bold Medya (en français: Médias audacieux): Ce site de nouvelles, similaire au site Turkish Minute, est géré par l'Association internationale des journalistes, une organisation journalistique dont le siège se trouve en RFA. Notre recherche comprend cinq contenus d'environ une page.

4. COSMO Türkçe (en français: COSMO turc): La « Köln Radyosu (en français: Radio Cologne) » a commencé à émettre en 1964 dans le cadre de l'institution de télévision et

de radio de la RFA (WDR). Il s'agissait de la première émission en langue turque dans le pays. L'objectif est de générer un contenu quotidien en turc pour les membres de la diaspora. Suite au processus de numérisation, le programme a été renommé « COSMO Türkçe » en 2022 et son contenu a commencé à être publié sous forme de balado. COSMO Türkçe, qui dispose également d'un compte Facebook, diffuse du contenu vidéo. La recherche a porté sur un total de trente-quatre éléments de contenu, dont sept épisodes de balado d'une durée approximative d'une heure et vingt-sept vidéos d'une durée comprise entre deux et quinze minutes.

5. Merhaba (en français: Bonjour): Ce journal local, présent dans le sud de la RFA depuis 1990 et publié deux fois par mois, a mis à disposition sur son site web, via des archives numériques, les numéros publiés après 2007. La recherche porte sur un total de quinze articles, d'environ une page chacun, tirés de ces numéros.

6. Muhabirce (en français: Selon le journaliste): Bien que ce site ait commencé à produire du contenu numérique en 2008, il s'est engagé dans la diffusion active de nouvelles en allemand et en turc depuis 2013. Notre recherche comprend vingt-sept contenus partagés environ d'une page.

7. Le compte YouTube du site Özgürüz (en français: Nous sommes libres): Cette plateforme a été soutenue par CORRECTIV en RFA, une organisation de recherche à but non lucratif, et a été fondée en 2017 par le journaliste Can Dündar, qui réside en RFA depuis 2016. En raison de l'imposition de restrictions de diffusion en Turquie, le contenu en question est diffusé via le propre site web de la plateforme et son compte YouTube. La recherche porte sur une vidéo d'une durée de dix-sept minutes.

8. Perspektif (en français: Perspective): Cette revue, qui est basée en RFA, est publiée en turc depuis 1995. Son contenu traite de questions relatives à l'islam et aux musulmans en Europe, offrant un aperçu de l'agenda européen. Perspective publie une série mensuelle de revues sur une variété de questions thématiques, à la fois sous forme imprimée et en

ligne. Outre les dossiers thématiques, le site web publie également du contenu lié à l'agenda. Notre recherche porte sur quatre-vingt-un contenus partagés d'environ deux ou trois pages.

9. Yeni Hayat (en français: Nouvelle vie): Ce journal est engagé dans la production de nouvelles en turc et en allemand dans les médias imprimés et numériques depuis 2009. Notre recherche comprend une cinquantaine d'articles, d'environ une page chacun.

10. Yeni Özgür Politika (en français: Nouvelle politique libre): Ce journal produit des nouvelles en turc, allemand, kurmandji et zazaki depuis 2011. Notre recherche comprend seize contenus d'environ une page.

11. taz.gazete (en français: Journal de taz): En 2017, ce site a commencé à produire du contenu au sein du quotidien allemand « taz » en RFA et a été soutenu par la Fondation de taz Panter. Il visait à soutenir la liberté d'expression et la diversité des journalistes vivant à la fois dans la diaspora et en Turquie (taz.gazete, 2017). Entre 2017 et 2020, il a activement partagé du contenu en turc et ses traductions allemandes. Notre recherche comprend huit contenus d'une à deux pages.

12. Turkish Minute (en français: Minute turque): Ce site est géré par l'Association internationale des journalistes, une organisation de journalisme établie en RFA, et le contenu est partagé en anglais en raison de la situation de pression en Turquie et pour atteindre plus de personnes (Turkish Minute, 2016). Les journalistes qui ont quitté la Turquie après la tentative du coup d'État de 2016 et qui vivent actuellement dans d'autres pays écrivent sans partager leur nom en raison de la situation dans laquelle ils se trouvent. Notre recherche comprend seize contenus d'environ une page.

CHAPITRE 2: LE SYSTÈME DES PARTIS POLITIQUES ET LA POLITIQUE RÉCENTE EN TURQUIE ET EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Dans le dernier chapitre, nous avons établi les fondements de notre recherche. Nous y avons décrit le cadre conceptuel et théorique qui soutient notre analyse du populisme, du nationalisme et de la diaspora. Nous avons également détaillé les hypothèses formulées et la méthodologie employée pour cette recherche. Cette présentation visait à clarifier les éléments structurant notre approche, à expliciter les hypothèses sous-jacentes à notre analyse, et à décrire les méthodes utilisées pour la collecte et l'interprétation des données.

Ce chapitre constitue une revue de littérature visant à établir un cadre analytique pour comprendre le contexte et les dynamiques politiques dans lequel évolue la diaspora de la Turquie en RFA. Il se divise en trois axes principaux. Les deux premiers sous-chapitres offrent une analyse approfondie du système des partis politiques et de l'évolution politique récente en Turquie. Ils examinent les principaux acteurs politiques, les tendances actuelles, ainsi que la politique de la Turquie vis-à-vis de sa diaspora. Il est important de mentionner qu'au cours de cette période, Erdoğan adopte une posture de plus en plus interventionniste et intensifie ses efforts pour influencer la diaspora. L'interventionnisme de l'AKP se manifeste par une implication accrue dans les affaires de la diaspora, y compris une prise de position active sur des questions telles que les attaques de l'extrême droite et les élections en RFA. Cette dynamique se traduit par l'organisation d'événements, la création de réseaux, et l'utilisation de diverses institutions, organisations et partis politiques établis par des individus ayant des liens étroits avec le parti.

Le troisième sous-chapitre aborde le concept de *diaspora*, en clarifiant la distinction entre être acteur et être objet dans la littérature sur la *politique de la diaspora*. Différentes approches théoriques et cadres conceptuels sont explorés pour étudier la politique de la diaspora, mettant en lumière les diverses perspectives et les questions clés émergentes de cette littérature. Ce sous-chapitre offre ainsi un cadre théorique pour comprendre le rôle et l'impact des diasporas dans les affaires politiques des pays de résidence et d'origine. Enfin, les deux derniers

sous-chapitres analysent le système des partis politiques et l'évolution politique récente en RFA. Ils offrent un aperçu des principaux partis politiques, de leur idéologie et des tendances politiques influençant le paysage politique en RFA. Ces sous-chapitres permettent de contextualiser le rôle et l'interaction de la diaspora de la Turquie avec les institutions politiques et la société allemande.

2.1 Le système des partis politiques en Turquie

Depuis sa création en 1923, la Turquie a connu plusieurs périodes dans son système de partis politiques, notamment le monopartisme, le bipartisme et le multipartisme, ainsi que des périodes d'incertitude après des coups d'État. Le régime de parti unique du CHP (en français: Parti républicain du peuple, en turc: *Cumhuriyet Halk Partisi*) s'est maintenu jusqu'à la transition vers la période de multipartisme, qui a commencé au milieu des années 1940 et a produit des résultats en 1946. Dans ses discours prononcés vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, le président de l'époque İsmet İnönü a insisté sur la démocratisation du régime politique et sur la nécessité de créer un parti d'opposition et de créer un environnement compétitif pour les élections de 1946, en raison de la politique et de l'environnement internationaux (Yılmaz, 1997). Pour répondre à cette demande, quatre députés (Celal Bayar, Refik Koraltan, Fuat Köprülü et Adnan Menderes), qui faisaient partie du CHP, ont fondé le DP (en français: Parti démocrate, en turc: *Demokrat Parti*) en 1946 (Öztürk, 2019). La transition vers un régime multipartite est considérée comme un changement de régime piloté par l'État pour de nombreuses raisons: (1) il y avait la demande du gouvernement au pouvoir de créer le Parti démocrate, (2) il est notable que d'anciens membres du parti au pouvoir composent la direction du nouveau parti d'opposition, (3) le programme du nouveau parti était similaire à celui du parti au pouvoir, ce qui a soulevé des questions quant à la réelle diversification des options politiques, (4) d'autres acteurs non étatiques jouant un rôle déterminant dans la création du nouveau parti etaient absents, (5) le gouvernement a tenté d'intégrer la Turquie à l'Occident dans le contexte politique de l'après-guerre (Yılmaz, 1997).

Bien que le Parti démocrate n'ait pas remporté les élections organisées l'année de sa fondation, il est arrivé au pouvoir lors des élections suivantes, en 1950, mettant fin à la période de régime à parti unique avec 55,2% des voix (YSK, 1950). Le parti est resté au pouvoir jusqu'à ce qu'il soit

renversé par le coup d'État de 1960 et interdit par la suite. Au cours de cette nouvelle période, qui a débuté avec le coup d'État, les partis politiques et le système politique du pays sont en proie à l'incertitude et à l'instabilité jusqu'en 1980. Au cours de ces vingt années, le pays a connu vingt changements de gouvernement, y compris l'intervention militaire dans le gouvernement avec le mémorandum en 1971 et un autre coup d'État en 1980. Selon Özbudun, cette période a « conduit à une fragmentation du système des partis ou à la prolifération des partis politiques » en Turquie (Özbudun, 2013: 1). Cette période « peut être caractérisée comme un système multipartite qui présente certaines caractéristiques d'un système 'extrême' ou 'polarisé', tel que décrit par Giovanni Sartori » (Özbudun, 2013: 1; Sartori, 1976).

Le régime militaire qui a pris le pouvoir après le coup d'État de 1980, le Conseil de sécurité nationale (en turc: *Milli Güvenlik Konseyi*, MGK), a rédigé une nouvelle constitution en 1982, a interdit les partis politiques qui existaient avant le coup d'État et n'a pas autorisé l'élection d'un nouveau parti avant 1983. Cette période de gouvernement militaire a permis au Parti de la mère patrie (en turc: *Anavatan Partisi*, ANAP), fondé par Turgut Özal en 1983, de participer aux élections avec les deux autres partis politiques. Ce parti a été élu avec 45,1% des voix lors des élections de 1983, qui ont introduit un nouveau seuil électoral national de 10% (YSK, 1983). Ayant obtenu un pourcentage élevé de voix lors des deux élections suivantes, le Parti de la mère patrie est resté au pouvoir en tant que parti unique sans interruption jusqu'en 1991. Entre 1996 et 2002, il a participé à plusieurs gouvernements de coalition (Özbudun, 2013). La montée du Parti du bien-être (en turc: *Refah Partisi*, RP), issu du mouvement islamo-conservateur (la Vision nationale, en turc: *Milli Görüş Hareketi*) a été créé après le coup d'État de 1980 et a contribué à la polarisation du système de partis. Cette période de gouvernements de coalition polarisés a conduit à la démission du Parti du bien-être lors du coup d'État dit postmoderne de 1997 et à l'interdiction ultérieure du parti en 1998 (Özbudun, 2013; Öztürk, 2019).

Tout au long de ce processus politique, une tendance reste manifeste: les partis de centre-droit bénéficient d'un soutien régulier et significatif de la part des électeurs lors de chaque élection. Qu'ils soient connus sous des noms variés ou qu'ils adoptent des positions politiques allant du conservatisme au libéralisme, ces partis ont toujours obtenu une proportion significative des voix

exprimées (Özbudun, 2013; Tuncer, 2002). Ce phénomène met en lumière l'importance cruciale des partis de centre-droit dans le système politique du pays, soulignant leur rôle déterminant dans la structuration et la dynamique des forces politiques. En conséquence, la réussite des partis de centre-droit est perçue comme un élément clé du système de partis du pays.

2.2 La politique récente en Turquie

Depuis 2002, l'un des régimes populistes[10] actuels, l'AKP (en turc: *Adalet ve Kalkınma Partisi*, en français: Parti de la justice et du développement), et depuis 2003, son fondateur, Recep Tayyip Erdoğan, sont au pouvoir dans l'environnement politique récent de la Turquie. Bien que l'AKP soit un nouveau parti fondé en 2001, il a rapidement gagné en popularité et a remporté les élections législatives de 2002 avec 34,3% des voix (YSK, 2002), formant un gouvernement à parti unique pour la première fois depuis 1991. Les dirigeants de ce parti sont issus du mouvement islamo-conservateur connu sous le nom de la Vision nationale (en turc: *Milli Görüş Hareketi*). Ce mouvement a été fondé à la fin des années 1960 pour amener les groupes culturellement et politiquement marginalisés par les kémalistes au centre du système (Insel, 2017) et l'AKP est considéré comme le parti le plus récent et le plus performant de ce mouvement (Kastoryano, 2016). Cependant, Erdoğan et d'autres membres du parti n'étaient pas satisfaits du cadre historique de ce mouvement et de la stratégie adoptée par les différents partis politiques qui en sont issus. Pour se distinguer des autres partis du mouvement, comme le Parti du bien-être avec lequel ils ont travaillé, ils ont souligné que ces partis sont réactionnaires et ont « enlevé la chemise de la Vision nationale » (Milliyet, 2003). Ils présentent l'AKP comme un parti réformiste, qui se concentre sur des questions telles que la démocratie et les droits humains (Balci, 2021).

Après sa victoire électorale en 2002, l'AKP a progressivement augmenté sa part de l'électorat à chaque scrutin ultérieur. Lors de l'élection législative de 2007, le parti a obtenu 46,6% des voix et

[10] Les définitions académiques actuelles du populisme tendent à souligner la coexistence de trois éléments: (1) un antagonisme (présumé) entre le peuple et les élites; (2) l'imagination positive du peuple en tant qu'unité aux intérêts homogènes et légitimes et (3) la caractérisation négative des élites comme égocentriques, arrogantes, immorales et corrompues (Rucht, 2018: 68).

a accédé au pouvoir pour la deuxième fois (YSK, 2007). Cette victoire a marqué une accélération dans le renforcement et la consolidation du pouvoir de l'AKP au sein du gouvernement, phénomène qui s'est intensifié avec la victoire obtenue lors des élections de 2011, où le parti a recueilli 49,8% des voix (YSK, 2011). Ainsi, l'AKP a été le seul parti depuis 1950 à occuper le poste de parti au pouvoir de manière consécutive lors de trois élections législatives (Balci, 2017; 2021).

Au cours de ses premières années au pouvoir, Erdoğan a annoncé qu'il adapterait l'islam au progrès par le bias d'un « conservatisme démocratique », synthétisant deux sources majeures et plus anciennes fondées sur l'imaginaire politique et social de la Turquie: l'islam politique turc et le nationalisme (Insel, 2018). Il a également annoncé qu'il combinera le néolibéralisme économique avec des valeurs socioculturelles turco-musulmanes conservatrices. Sa stratégie de communication est axée sur un horizon démocratique afin de préserver et de renforcer son image de « démocrate conservateur ». Il insiste sur le fait que tout se fait par les urnes, les votes et le parlement. Cependant, après avoir remporté les élections générales pour la troisième fois en 2011, le parti s'est appuyé sur sa forte légitimité électorale pour déployer un pouvoir autoritaire. Il a modifié la constitution pour concentrer le pouvoir entre ses mains tout en instrumentalisant les élections pour consolider sa propre autorité. À partir de 2011, il a stratégiquement continué à utiliser les réformes politiques pour affaiblir les institutions politiques de l'opposition, commençant ainsi à établir un régime populiste autoritaire appelé « Erdoğanisme » centré autour de la personnalité d'Erdoğan (Balci, 2017; Insel, 2020; Yılmaz et Bashirov, 2018).

Les raisons du succès de l'AKP lors des trois premières élections sont multiples. La plus importante est l'impression de réussite créée par les politiques néolibérales sur le processus de gouvernement et l'augmentation de la confiance dans le parti qui s'en est suivie. La présence de l'islam politique en Turquie, qui n'avait pas atteint 20% du total des voix avant les années 2000, a augmenté sa présence électorale avec l'AKP (Balci, 2021; BSB, 2015). Il est important de prendre en compte les conditions économiques qui ont influencé cette montée soudaine. La Turquie a connu une grave crise économique et politique en novembre 2000 et février 2001, entraînant un déclin économique de près de 6% (BSB, 2015). Lors des élections générales de

2002, les souvenirs de la crise économique de 2001 étaient encore frais et le mécontentement à l'égard des mesures économiques prises avec les suggestions du Fonds monétaire international (FMI), à savoir un programme anti-inflation basé sur les taux de change, persistait dans de larges segments de la société. Les trois partenaires de la coalition gouvernementale, qui ont discipliné l'économie avant l'AKP avec leurs politiques de stabilité et d'ajustement structurel, n'ont pas été en mesure de recevoir un large soutien de la part de ceux qui ont souffert des conséquences de cette crise. Les institutions et les partis politiques existants n'inspiraient pas confiance et, dans ces circonstances, un parti nouvellement créé qui n'avait joué aucun rôle dans les développements économiques précédents pouvait facilement attirer la population mécontente. Ainsi, l'AKP a pu obtenir les votes de segments hétérogènes de la population, économiquement défavorisés et menacés, tels que les agriculteurs, les travailleurs du secteur privé et les chômeurs (Massicard, 2022).

Le néolibéralisme en Turquie a commencé à l'époque de Turgut Özal, qui est arrivé au pouvoir après le coup d'État de 1980. Après une brève période de rupture due à la crise de 2001, il est devenu la situation actuelle avec la mise en œuvre de nombreuses lois et réglementations néolibérales par l'AKP (Arpac et Bird 2009). La victoire électorale de l'AKP a marqué la fin de la période douloureuse des politiques néolibérales et la transition vers la période de reprise économique. C'est ainsi qu'entre 2002 et 2007, avec les entrées d'externalisation les plus élevées de l'histoire du pays, l'AKP a réduit l'inflation et les déficits publics et a réalisé une croissance économique rapide accompagnée de gains d'emplois remarquables (ISSAT, 2006; BSB, 2007, 2008; Karagöl, 2013). Malgré un début de ralentissement économique lors de la crise économique mondiale de 2008-2009, le taux de croissance a de nouveau augmenté en 2010 (Tableau 2.1) et a été soutenu par la réduction des déficits publics et la maîtrise de l'inflation. Ce recul causé par la crise a été surmonté grâce aux flux d'externalisation, qui ont repris en 2010-2011, mais des signes de stagnation économique sont réapparus en 2012 et au-delà. Au milieu de l'année 2013, une mesure a été prise pour démontrer que la croissance externe touchait à sa fin: la Réserve fédérale des États-Unis (en anglais: *Federal Reserve System*, FED), qui est la Banque centrale des États-Unis, a annoncé son intention de mettre progressivement fin à la politique monétaire souple qu'elle avait mise en œuvre pour faire face à la crise financière

mondiale, et d'augmenter les taux d'intérêt à partir de 2015 (Yeldan, 2015). Depuis la mi-2013, l'ascension de l'AKP dans le domaine de l'économie s'est transformée en déclin en raison de l'évolution de l'économie de la Turquie. Le taux de chômage élevé et le déficit des comptes courants, qui ont persisté pendant la récession alors que la croissance économique se poursuivait, sont devenus plus visibles lorsque l'économie a commencé à décliner. Toutefois, sous le règne de l'AKP, lorsque la stabilité économique a été rétablie, Erdoğan a réussi à manipuler la crainte du public d'un retour à l'inflation et à la crise pour affirmer que les politiques néolibérales de l'AKP étaient la seule alternative possible pour la Turquie.

Tableau 2.1 — Taux de croissance du produit intérieur brut en Turquie, 1985-2018 (%) (croissance annuelle)

Périodes	Taux de croissance du produit intérieur brut (moyenne annuelle, %)
1985-1990	5,43
1991-1995	3,32
1996-2000	4,10
2001	-5,96
2002-2007	7,13
2008	0,8
2009	-4,70
2010-2011	9,80
2012	4,79
2013	8,49
2014-2018	4,94

Source: Banque mondiale, Indicateurs de la Banque mondiale, croissance annuelle (%).

Bien que l'impact économique de la baisse du taux de croissance, sur lequel l'AKP avait basé ses politiques depuis la mi-2013, se soit fait sentir lors des élections locales de mai 2014 et des élections générales de juin 2015, on peut dire que l'AKP bénéficie toujours d'un certain soutien

de la part de l'électorat. Ce soutien est basé sur la rhétorique et les pratiques populistes employées par l'AKP. L'un des éléments déterminants de ce soutien est la distribution directe d'avantages matériels aux couches défavorisées de la société, dans une perspective clientéliste (Müller, 2016), car en tant que leader populiste, Erdoğan se devait d'améliorer matériellement la vie de ce public pour consolider et/ou maintenir les bases de son pouvoir. Dans le secteur de la construction, tout en menant à bien de grands projets de construction tels que le troisième pont, le troisième aéroport et le canal d'Istanbul, Erdoğan a utilisé ces projets comme un outil pour créer l'image d'un gouvernement efficace et travailleur (Gülhan, 2011). Il a commencé à intervenir directement dans le secteur du logement et sur les marchés fonciers, notamment en privatisant les terrains publics et en contrôlant les sources de revenus et de profits. Erdoğan a progressivement gagné un groupe d'électeurs dont le nombre a augmenté avec la part de voix, ce qui lui a donné la confiance nécessaire pour s'assurer de son propre pouvoir en 2011. Au sein de ce groupe hétérogène, on trouve des groupes défavorisés sur le plan socio-économique qui bénéficient de programmes d'aide sociale sous forme de « dons » pour maintenir la popularité du parti, et des classes moyennes conservatrices, dont le statut socio-économique s'est récemment amélioré, que l'on trouve dans de nombreuses régions de Turquie et qui ont l'image d'un citoyen idéal, musulman, pieux, patriote et turc du pays.

Une autre rhétorique et pratique populistes utilisée par l'AKP est qu'Erdoğan a commencé à diviser la société en deux groupes: « le peuple pur » contre « l'élite corrompue » (Massicard, 2022; Mudde et Kaltwasser, 2018) et à se présenter comme « l'homme de la nation » (Massicard, 2022; Müller, 2017: 47). Le « peuple » est considéré comme le « cœur du pays » par Paul Taggart (Mudde et Kaltwasser, 2018: 34) et est perçu comme une communauté homogène et moralement supérieure. Erdoğan a défini le « peuple » en combinant différents éléments tels que la religion, l'ethnicité et le conservatisme. Afin de diriger le « peuple », Erdoğan adopte trois attitudes: (1) la position anti-élitiste en tant que vision du monde politique créée à partir de la représentation du peuple moralement pur, (2) l'attitude anti-pluraliste affirmant que l'opposition ou les opposants ne sont pas moraux et légitimes et cherchant à les détruire ou tentant de le faire en politique, et

(3) l'attitude anti-istambuloite à l'égard de l'élite urbaine d'Istanbul qui a un niveau socio-économique élevé (Insel, 2018; Massicard, 2022).

En outre, Erdoğan s'attache à faire la distinction entre amis et ennemis, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Turquie. Il fait des distinctions dans tous ses discours, en mettant l'accent sur la religion, l'ethnicité et le conservatisme. Bien que les ennemis intérieurs varient en fonction de la situation, des circonstances, de l'époque et du contexte, ils reposent généralement sur trois fractures: la séparation ethnique (turcs/kurdes), la séparation confessionnelle (sunnites/alévis) et la séparation culturelle (conservateurs/modernistes) (Insel, 2018). Erdoğan a utilisé ces fractures pour former son propre discours. Il a défendu l'unité de la nation contre les revendications des kurdes et l'unité de la communauté religieuse (oumma) contre les demandes des alévis de séparer leur lieu de culte de la mosquée. En ce qui concerne le conservatisme, Erdoğan sous-estime les critiques à l'égard de ses discours pleins de références religieuses et de ses politiques publiques qui accordent une importance significative à l'islam sunnite (Insel, 2018).

Erdoğan a également provoqué des fractures similaires en politique étrangère avec son image de dirigeant opprimé, stigmatisé et discriminé. Il a cherché à accroître sa popularité à l'échelle régionale et mondiale en défendant les groupes opprimés pour des raisons religieuses et économiques au sein d'un ordre international injuste. Il l'a fait non seulement pour ceux qui étaient attachés au pays par la citoyenneté ou l'héritage, mais aussi d'une manière plus inclusive, avec des discours et des politiques où des éléments tels que l'islam politique, le conservatisme et le nationalisme étaient à l'avant-plan.

Avec tous ces discours et pratiques, en 2014, un changement important s'est produit avec l'émergence de l'Erdoğanisme[11], comme l'explique Ahmet Insel (Insel, 2020). Le régime présidentiel de facto a commencé avec la première élection présidentielle directe du pays en

[11] L'Erdoğanisme est le régime politique personnel qui a émergé avec la personnalité et le style d'Erdoğan et caractérisé par le conservatisme, le nationalisme turc, l'islamisme et le néo-patrimonialisme (Insel, 2020). C'est un pouvoir politique façonné par la dose croissante d'autoritarisme chaque année dans la seconde moitié du règne d'Erdoğan depuis 2007 (Insel, 2020). Le nom officiel de ce nouveau régime est le « système de gouvernement présidentiel ».

2014, lors de laquelle le président a remporté 51,79% des voix (YSK, 2014). Il est devenu officiel en 2018, quatre ans plus tard, avec le début du « système de gouvernement présidentiel » lors de la cérémonie de prestation de serment organisée après l'amendement constitutionnel[12] (Başer et Öztürk, 2017; Esen et Gumuscu, 2017a; Insel, 2020). Dans cette situation, il est évident que ceux qui ont suffisamment de pouvoir apporteront des changements à la constitution, et ces nouvelles constitutions serviront sans aucun doute le projet populiste « d'occupation de l'État » (Müller, 2017: 66).

Tout au long de ce processus, Erdoğan n'a pas quitté le jeu démocratique, car il pensait pouvoir tout faire à chaque fois que son nom ou celui de son parti sortait des urnes et remportait les élections. Suivant la logique que le gagnant remporte tout (Müller, 2017), il a tenté d'apporter des changements majeurs pour le pays. Comme l'affirment Levitsky et Ziblatt, « chaque initiative semble mineure, aucune ne semble véritablement menaçante » (Levitsky et Ziblatt, 2019: 107). Au départ, les tentatives d'Erdoğan ne semblaient pas menaçantes, mais depuis la seconde moitié de son règne, cela est devenu de plus en plus clair. Comme d'autres acteurs populistes, il a perturbé le processus démocratique, érodé progressivement l'environnement démocratique et transformé le pays en un État illibéral (Müller, 2017). Lorsque cette situation est critiquée en tant que « démocratie illibérale », elle donne l'impression d'être « démocratique » en rendant l'acteur populiste et ses actions « légitimes ». Par conséquent, Müller affirme que même s'ils arrivent au pouvoir à la suite des élections libres et équitables, ils devraient être qualifiés « d'antidémocratiques » en raison de leurs efforts pour transformer tous les systèmes politiques en fonction de leurs propres intérêts (Müller, 2017). Pour cette raison, la situation créée par Erdoğan n'est pas seulement illibérale, mais aussi antidémocratique.

[12] Pour une analyse approfondie des développements politiques en Turquie après 2017, consultez les ouvrages suivants: (1) Başer, B., & Öztürk, A. E. (dir.). (2017). *Authoritarian politics in Turkey: Elections, resistance and the AKP*. I.B. Tauris. Cet ouvrage explore la manière dont le référendum constitutionnel d'avril 2017, qui a établi un système présidentiel exécutif, a permis à l'AKP de renforcer son autorité à travers des mesures autoritaires; (2) Esen, B., & Gumuscu, S. (2017a). A small yes for presidentialism: The Turkish constitutional referendum of April 2017. *South European Society and Politics*, *22*(3), 303–326**.** Cet article examine en détail les amendements constitutionnels proposés, la stratégie des principaux acteurs politiques et les implications de la transition vers un régime présidentiel sur l'évolution future de la politique turque.

Peu après son arrivée au pouvoir, Erdoğan a entrepris de nombreuses initiatives pour projeter l'image qu'il avait construite à l'international. L'accession de l'AKP au pouvoir en 2002 a marqué le début d'une nouvelle ère pour la politique de la diaspora de la Turquie, caractérisée par une approche proactive et une transformation des pratiques symboliques, institutionnelles et de citoyenneté, en accord avec la tendance mondiale des États à s'engager activement leurs diasporas (Adamson, 2019; Akgönül, 2017).

La stratégie globale de la diaspora de l'AKP est renforcée par un discours populiste et nationaliste, qui a permis de mobiliser une large base électorale au niveau national. Cette stratégie est soutenue par une politique économique néolibérale globaliste et une vision des relations internationales visant à accroître le rôle hégémonique de la Turquie dans les affaires régionales et mondiales. Les politiques d'engagement avec la diaspora reposent sur une planification centralisée et des simplifications étatiques, avec pour objectif principal de promouvoir le lobbying politique (Østergaard-Nielsen, 2003).

Dans ce cadre, l'encouragement d'un discours positif, la création de nouvelles institutions étatiques à l'étranger, le renforcement des organisations pro-gouvernementales, ainsi que l'extension des droits et devoirs de citoyenneté au-delà des frontières de la Turquie — notamment à travers le vote extraterritorial — occupent une place prépondérante. L'approbation de la citoyenneté active, comprenant l'acquisition de la citoyenneté formelle dans les pays de résidence et l'exercice des droits et devoirs de citoyenneté dans les deux pays, illustre cette stratégie globale (Akgönül, 2017; Aydın, 2014; Burgess, 2020; Østergaard-Nielsen, 2003).

Depuis 2002, les plans d'action à l'étranger ont été organisés de manière plus systématique, impliquant l'ensemble des institutions de la Turquie. L'un des premiers signes concrets de cette nouvelle politique proactive est le rapport de la commission d'enquête parlementaire préparé en 2003. Les députés ont examiné les problèmes rencontrés par la diaspora et, sur la base des données recueillies, ont proposé des mesures pour y remédier. Ce rapport détaille les défis et les solutions dans divers domaines tels que l'éducation, le droit de vote, les attaques racistes et la retraite, en adressant des recommandations spécifiques à chaque institution en Turquie (TBMM,

2003). À la suite de ce rapport, d'autres initiatives ont été mises en œuvre pour renforcer cette politique.

L'un des aspects les plus significatifs de la politique de la diaspora est la création de nouvelles institutions publiques et organisations dotées de mécanismes de coordination améliorés. Sous l'administration Erdoğan, une organisation clé a été fondée en 2004 et basée en RFA: l'Union européenne des démocrates turcs (UID, en turc: *Avrupalı Türk Demokratlar Birliği*, désormais connue sous le nom d'*Uluslararası Demokratlar Birliği*, en français: l'Union des démocrates internationale). L'UID met en œuvre diverses stratégies pour soutenir, renforcer, développer, coordonner et administrer les activités de lobbying des organisations de la société civile de la diaspora en Europe, avec une présence importante en RFA et dix branches dans d'autres pays européens. Cette initiative a favorisé un rapprochement entre de nombreuses organisations.

Parmi les objectifs principaux de l'UID figurent l'amélioration de l'intégration sociale et politique des membres de la diaspora dans leurs pays de résidence, l'accroissement de leur influence en Europe et la mobilisation de la diaspora en faveur des intérêts nationaux de la Turquie, notamment pour soutenir des décisions favorables à la Turquie, comme l'adhésion de la Turquie à l'UE. En outre, l'UID poursuit d'autres objectifs, tels que la lutte contre le racisme et l'islamophobie, la reconnaissance de l'islam comme religion officielle, le soutien aux jeunes de la diaspora dans les domaines de la langue, de la culture et de l'éducation, ainsi que la promotion de la double citoyenneté et du droit de vote local pour les membres de la diaspora (UID, 2018).

Sous l'administration Erdoğan, une nouvelle institution publique a été créée en 2010: la Présidence des turcs à l'étranger et des communautés apparentées (YTB, en turc: *Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı*). La YTB a pour mission principale de favoriser l'intégration des membres de la diaspora de la Turquie dans leurs sociétés d'accueil tout en préservant leur patrimoine culturel (YTB, 2019). La création de la YTB représente une avancée importante dans la politique de la diaspora de la Turquie. Cette institution vise à standardiser la gestion des affaires des émigrants et de leurs descendants, un domaine précédemment traité de manière ad hoc en fonction des contextes locaux et des demandes spécifiques. Placée sous la tutelle du

Premier ministre, la YTB joue un rôle de coordination centralisée, surveillant de près les problématiques rencontrées par les membres de la diaspora. Elle remplace ainsi les dispositifs antérieurs, améliorant la coopération institutionnelle, la mémoire organisationnelle et la durabilité des services (TBMM, 2010).

Les activités de la YTB en RFA se concentrent principalement sur deux axes: l'autonomisation des jeunes et le renforcement de la société civile. Dans le domaine de l'autonomisation des jeunes, l'organisation met en œuvre plusieurs programmes significatifs. Ceux-ci incluent des bourses destinées aux étudiants de premier et de deuxième cycle en RFA, des initiatives permettant aux jeunes de découvrir différentes villes de la Turquie pour mieux comprendre sa culture, ainsi que des programmes visant à leur offrir une expérience professionnelle au sein d'institutions publiques, d'entreprises et des organisations en Turquie. En outre, la YTB propose des cours de turc pour favoriser l'apprentissage de la langue (YTB, 2023; 2022; 2021).

Concernant le renforcement de la société civile, la YTB a lancé des ateliers spécifiques pour soutenir les leaders des organisations des membres de la diaspora et faciliter leur intégration dans la vie économique et politique allemande. Ces ateliers offrent aux organisations de la société civile des opportunités pour participer à des formations sur le développement des capacités et les stratégies de renforcement, ainsi que pour accéder à des financements pour leurs projets. Parmi les animateurs de ces ateliers figurent des représentants d'autres organisations telles que l'UID et l'ATİB (*Avrupa Türk İslam Kültür Dernekleri Birliği*, en français: Union des associations culturelles turco-islamiques en Europe) (YTB, 2023; 2022; 2021).

De plus, dans le but de promouvoir la citoyenneté active, la YTB a lancé trois projets visant à renforcer la connaissance des droits légaux des membres de la diaspora, à lutter contre la discrimination et à encourager leur participation électorale. Le programme international de justice a pour objectif de former des juristes issus de la diaspora afin qu'ils puissent mieux comprendre et défendre les droits légaux des membres de la diaspora en RFA. En réponse à la montée des sentiments islamophobes dans le pays, la YTB a également mis en place le projet de lutte contre la discrimination. Ce projet fournit aux leaders musulmans de la diaspora les outils nécessaires

pour combattre la discrimination et inclut la publication de rapports documentant les diverses formes de discrimination rencontrées par les membres de la diaspora. Enfin, la campagne d'information électorale vise à sensibiliser les membres de la diaspora à leurs droits de vote, tant en Turquie qu'en RFA. Pour ce faire, elle utilise divers supports de communication, notamment des brochures, des affiches, des annonces locales et sur les réseaux sociaux, et organise des réunions régulières avec les leaders des organisations de la diaspora (YTB, 2023; 2022; 2021).

En plus des initiatives menées par l'UID et la YTB, Erdoğan a renforcé les capacités de la DİTİB (*Diyanet İşleri Türk-İslam Birliği*, en français: l'Union turco-islamique pour les affaires religieuses), qui opère déjà en RFA sous l'autorité de la Présidence des affaires religieuses (*Diyanet İşleri Başkanlığı*). Conformément à un accord de longue date entre les deux gouvernements, des imams sont envoyés en RFA en rotation pour exercer dans les mosquées affiliées à la DİTİB. La Présidence des affaires religieuses, disposant du plus grand nombre de membres de son personnel à l'étranger en RFA, a prolongé la durée de leur séjour de quatre à cinq ans et a considérablement augmenté leur nombre. Environ mille imams affectés par la Turquie sont ainsi employés dans les mosquées affiliées à la DİTİB et leurs salaires sont pris en charge par la Présidence des affaires religieuses (Diyanet İşleri Başkanlığı, 2016; Kastoryano, 2002; Öztürk, 2019).

Suite à la tentative de coup d'État en Turquie en 2016, plusieurs imams ont été renvoyés en raison de soupçons de liens avec le coup d'État (Deutsche Welle, 2017). Depuis 2017, le recrutement d'imams de la Turquie en RFA est devenu un sujet controversé. Des politiciens allemands ont accusé certains imams d'espionner leurs communautés ou d'exploiter leur position pour soutenir l'AKP en Turquie. De plus, des préoccupations ont été soulevées quant au manque de connaissance de la langue et de la culture allemandes de ces imams formés à l'étranger. En 2023, une décision a été prise concernant la formation des imams. Il a été convenu, dans le cadre d'une initiative de formation conjointe, que la DİTİB, en tant qu'association enregistrée selon les lois allemandes, serait responsable de la formation annuelle de cent imams en RFA. Ces imams formés remplaceront les imams déjà en poste (DİTİB, 2023; Deutsche Welle, 2023). Malgré cette décision, le rôle de la DİTİB et de ses mosquées au sein de la diaspora demeure crucial. Les

activités telles que l'encouragement à la participation électorale, l'organisation de cérémonies commémoratives pour les attaques racistes, et la participation à divers événements sont détaillées dans les sections suivantes.

L'autre aspect significatif de la politique de la diaspora est le lobbying politique, dont l'objectif est de rassembler les membres de la diaspora. Ce lobbying comprend diverses pratiques telles que la participation à des événements, leur organisation, ainsi que la nomination de candidats et le vote lors des élections locales, nationales et européennes. Depuis 2010, les membres de la diaspora en RFA ont créé deux partis politiques: BIG Partei (*Bündnis für Innovation und Gerechtigkeit*, en français: Alliance pour l'innovation et la justice) et ADD (*Allianz Deutscher Demokraten*, en français: l'Alliance des démocrates allemands). Ces partis ont concouru aux élections locales et nationales dans pour obtenir des sièges et renforcer leur influence politique.

Parallèlement à ces initiatives, diverses institutions et organisations mentionnées précédemment jouent également un rôle important dans le lobbying par des moyens distincts. Elles encouragent la participation politique des électeurs de la diaspora, organisent des événements et commémorent les attaques racistes. En outre, elles maintiennent le contact avec les membres de la diaspora sur des questions importantes, émettent des déclarations publiques, et facilitent des rencontres entre les membres de la diaspora et les bureaucrates de la Turquie, que ce soit lors de divers événements ou par l'intermédiaire d'organisations de la société civile.

La politique d'Erdoğan en Turquie, caractérisée par une séparation entre amis et ennemis, a également influencé sa politique extérieure. Au cours de son long mandat, la liste des ennemis a évolué. Initialement, au début de son ascension au pouvoir et jusqu'au début des années 2010, cette liste comprenait principalement l'élite républicaine et la bureaucratie civilo-militaire. Cependant, de nouveaux ennemis ont émergé après le mouvement de Gezi Park en 2013 et surtout après la tentative de coup d'État de juillet 2016. La perception des ennemis de l'agenda politique de l'AKP s'est alors élargie pour inclure les participants au mouvement de Gezi Park, et

depuis 2016, le groupe Gülen, accusé d'avoir orchestré le coup d'État[13] (Balci, 2021; Esen et Gumuscu, 2017b; Massicard, 2022; Yavuz et Balci, 2018). Cette intensification de l'exclusion et de la marginalisation a eu des répercussions significatives sur les discours et les actions dirigés contre certains membres de la diaspora, ainsi que sur les différents aspects de la politique de la diaspora. Dans ce contexte, les interventions d'Erdoğan en RFA ont atteint un niveau critique entre 2017 et 2018, générant des préoccupations importantes concernant la souveraineté nationale allemande et les tensions diplomatiques entre les deux pays.

Les rassemblements organisés par Erdoğan en RFA ont constitué un autre volet crucial de la nouvelle politique de la Turquie vis-à-vis sa diaspora. Le premier de ces événements a eu lieu en 2008, lorsque l'UID a orchestré un rassemblement dans le stade de Cologne qui a attiré quelque vingt mille membres de la diaspora pour écouter Erdoğan. Dans son discours, Erdoğan a non seulement critiqué la réticence de la RFA à soutenir l'adhésion de la Turquie à l'UE, mais il a aussi mis en avant les succès de son parti. Il a exhorté les membres de la diaspora à redoubler d'efforts pour leur intégration en RFA, en apprenant l'allemand tout en préservant leur culture, leur religion et leur langue d'origine, et en tirant parti des institutions éducatives locales. En outre, Erdoğan a dénoncé le manque de diligence de l'État allemand dans l'enquête sur les attaques du NSU et a présenté les mesures mises en place par son propre gouvernement pour enquêter sur les actes de xénophobie dirigés contre les membres de la diaspora (Deutsche Welle, 2014). La popularité croissante de ces rassemblements a suscité des controverses. En effet, les propos selon lesquels « l'assimilation est un crime contre l'humanité » tenus dans son discours à Cologne, conjugués à la rareté et à la grandeur des discours publics depuis la chute du mur de

[13] Pour une analyse plus approfondie de ce sujet, veuillez vous référer aux publications suivantes: (1) Yavuz, M. H., & Balci, B. (dir.). (2018). *Turkey's July 15th coup: What happened and why*. University of Utah Press. Cet ouvrage collectif examine, dans une perspective multidimensionnelle, le développement historique du mouvement Gülen, son implantation institutionnelle au sein de l'appareil d'État turc, son alliance stratégique avec l'AKP et son rôle éventuel dans le contexte de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. (2) Balci, B. (2021). Islam et politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fethullah Gülen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdoğan. *Revue internationale de politique comparée*, *28*(1-2), 135-156. Cet article examine l'évolution de l'alliance entre Fethullah Gülen et Recep Tayyip Erdoğan, en mettant en lumière leurs divergences politiques et sociales qui ont conduit à la rupture en 2013, suivie de l'exil des partisans de Gülen et de leur tentative de se réorganiser à l'étranger.

Berlin, ont suscité des débats intenses autour des événements organisés par Erdoğan (Deutsche Welle, 2008).

Les rassemblements organisés par l'UID se sont poursuivis au fil des années. En 2011, un rassemblement à Düsseldorf a attiré environ dix mille membres de la diaspora. À cette occasion, Erdoğan a réitéré ses appels à Angela Merkel pour qu'elle abandonne son opposition à l'adhésion de la Turquie à l'UE, tout en saluant les réussites de l'AKP dans le domaine de la diaspora, notamment la mise en place du programme de la Carte bleue[14]. En outre, il a exhorté les membres de la diaspora à renforcer leur intégration en RFA:

> Je veux que vous appreniez l'allemand, que vos enfants apprennent l'allemand, qu'ils étudient, qu'ils fassent leur maîtrise. Je veux que vous deveniez médecins, professeurs et politiciens en Allemagne. Intégrez-vous dans la société allemande, mais ne vous assimilez pas. Personne n'a le droit de nous priver de notre culture et de notre identité (Der Spiegel, 2011).

Ces événements se sont poursuivis dans d'autres villes allemandes au fil des années. Cependant, à partir de 2017, les discours d'Erdoğan ont suscité de vives controverses, entraînant l'annulation de certains rassemblements prévus avant les élections fédérales allemandes de 2017.

Erdoğan a organisé davantage de rassemblements en RFA que dans tout autre pays européen, ce phénomène pouvant être attribué à trois raisons principales qui expliquent la concentration de cette politique de la diaspora en RFA. Premièrement, la RFA abrite la plus grande diaspora de la Turquie, ce qui constitue un réservoir électoral majeur. Cette vaste communauté n'a pas seulement le potentiel d'influencer la scène politique allemande, mais elle peut également participer aux élections en Turquie, ce qui est crucial pour les objectifs politiques d'Erdoğan. Deuxièmement, les membres de la diaspora en RFA sont traditionnellement actifs en politique depuis les premières années de leur installation dans le pays. Cet engagement politique soutenu renforce l'importance stratégique de la RFA pour les initiatives politiques de la Turquie.

[14] Dans les pays où la double nationalité n'était pas autorisée, le programme de la carte bleue a permis aux membres de la diaspora de conserver la plupart des droits accordés par la citoyenneté de la Turquie (à l'exception du droit de vote) et a également facilité leur enregistrement et leur suivi, même après avoir renoncé à la citoyenneté.

Troisièmement, il existe une conviction selon laquelle cette vaste communauté en RFA peut servir les intérêts d'Erdoğan aussi bien sur le plan politique en RFA qu'en Turquie. Par conséquent, de nombreuses politiques mises en œuvre par Erdoğan sont particulièrement centrées sur la RFA. Ainsi, la concentration des efforts politiques d'Erdoğan en RFA reflète non seulement la taille et l'engagement de la diaspora dans ce pays, mais aussi l'importance stratégique perçue de cette communauté pour les objectifs politiques en RFA et en Turquie.

2.3 La *diaspora* et la stratégie de mobilisation des *diasporas*

De la seconde moitié du XX^{e} siècle jusqu'au milieu des années 1980, le concept de *diaspora* a commencé à être utilisé sans définition, généralement pour les juifs, les africains, les palestiniens et les chinois. Ce concept a été utilisé sous deux formes distinctes et indépendantes en tant que « concept spécialisé décrivant les réseaux commerciaux africains » et en tant que « nom pour certaines populations vivant en dehors d'un territoire de référence » (Dufoix, 2008: 19). À partir du milieu des années 80, des recherches sur le contenu et la conceptualisation du concept de *diaspora* ont commencé à émerger. Ces études peuvent être divisées en trois catégories selon le type de définition du concept de *diaspora*: définitions ouvertes, catégoriques et oxymoriques (Dufoix, 2008).

Premièrement, dans les études où la diaspora est définie ouvertement, en mettant l'accent sur les motivations non traumatiques à l'origine de la création de la diaspora, il a été suggéré que la définition devrait couvrir diverses communautés de la diaspora et être suffisamment large pour traiter ces communautés dans une perspective comparative (Armstrong, 1976; Sheffer, 1986; Dufoix, 2008). John Armstrong, qui a préparé l'un des premiers exemples de ces études, a divisé la diaspora en deux groupes principaux: les *mobilisés* et les *prolétariens*. Il a également divisé la *diaspora mobilisée* en deux sous-groupes: *diaspora archétypale* et *situationnelle*. Armstrong a mis l'accent sur les « mécanismes de maintien des limites » qui assurent la protection et la permanence des identités uniques de la diaspora dans les sociétés d'accueil (Armstrong, 1976). Ces mécanismes sont devenus un critère largement utilisé dans les définitions de la diaspora dans les études ultérieures (Brubaker, 2005; Safran, 1991; Tölölyan, 1996; Cohen, 1997). Gabriel

Sheffer a proposé une approche basée sur une perspective détaillée et comparative, en ajoutant d'autres critères, dont celui du « maintien des liens avec le pays d'origine » (Sheffer, 1986): les individus appartenant à la diaspora maintiennent leurs relations et leur solidarité avec leur pays d'origine et les autres membres de la diaspora vivant dans d'autres pays; et ils établissent des réseaux internationaux qui peuvent influencer les relations entre les États et/ou les acteurs internationaux aux niveaux culturel, économique et politique (Sheffer, 1986).

Deuxièmement, dans les études où la diaspora est définie de manière catégorique, les critères qui créent la diaspora sont clairement déterminés (Dufoix, 2008). Parmi ces études, l'étude la plus connue dans la littérature est celle de William Safran. Le point de départ de son ouvrage intitulé *Diasporas in Modern societies: Myths of Homeland and Return* (1991), dans lequel il énumère six critères pour la diaspora, est lié à l'expérience juive et aux facteurs traumatiques de la formation de la diaspora. Cela se reflète également dans les critères de la diaspora:

> (1) la dispersion d'un "centre" d'origine dans deux ou plusieurs régions étrangères; (2) la préservation d'une mémoire collective, d'une vision ou d'un mythe de la patrie; (3) la conviction qu'ils ne sont pas pleinement acceptés dans leur société d'accueil et qu'ils ne le seront peut-être jamais, ce qui les amène à se sentir partiellement aliénés et isolés; (4) l'idéalisation de la patrie de leurs ancêtres et l'idée d'y retourner lorsque les conditions seront plus favorables; (5) la conviction qu'ils devraient s'engager collectivement à protéger ou à restaurer leur pays d'origine et à en assurer la sécurité et la prospérité; (6) la forte conscience ethnique basée sur la croyance en une histoire et un destin communs (Safran, 1991: 83-84).

Ces six critères ont ensuite été repris dans les références de nombreuses analyses sur la diaspora. L'un de ces ouvrages est *Global Diasporas* (1997) de Robin Cohen. Cohen a légèrement modifié les critères de Safran et a élargi la définition de la diaspora en ajoutant trois critères supplémentaires:

> (1) l'expansion d'un pays à la recherche d'un emploi, la poursuite d'un commerce ou de nouvelles ambitions coloniales, (2) un sentiment d'empathie et de solidarité avec les membres co-ethniques dans d'autres pays de résidence, et (3) la possibilité d'une

> vie créative distincte et enrichissante dans les pays d'accueil avec une tolérance pour le pluralisme (Cohen 1997: 26).

Selon ces caractéristiques communes, basées sur l'histoire de la migration et la position dans la société d'accueil, l'auteur a divisé les diasporas en plusieurs types: *diasporas de victimes/réfugiés* (juifs, africains, arméniens et palestiniens), *diasporas impériales/coloniales* (britanniques, français, espagnols et portugais), *diasporas de travail/services* (indiens), *diasporas commerciales* (chinois) et *diasporas culturelles/hybrides* (antillais).

Troisièmement, les études définissant la diaspora de manière oxymorique sont basées sur l'émergence de la pensée postmoderne, contrairement aux deux définitions précédentes, et mettent l'accent sur le maintien et la préservation des frontières et de l'identité. Ces études se fondent sur l'identité paradoxale, la décentralisation, la fluidité et l'hybridité (Dufoix, 2008). Cette définition de la diaspora a été grandement influencée par les travaux de Stuart Hall, James Clifford et Paul Gilroy (Dufoix, 2008). Hall décrit l'expérience de la diaspora comme une « hybridité » et une « reconnaissance d'une hétérogénéité et d'une diversité nécessaires », plutôt que comme « la patrie sacrée vers laquelle ils doivent retourner » (Hall, 1990). Gilroy met l'accent sur la circulation, le mouvement et les rencontres entre différents endroits plutôt que sur l'origine ou la destination de la diaspora (Gilroy, 1993, 1994). Clifford critique l'accent mis sur l'orientation nationale et la notion de retour, de loyauté et de concentration sur les frontières de la diaspora, qui sont fondamentales dans les modèles de Safran et d'autres penseurs (Clifford, 1994). Selon Clifford, « les connexions latérales décentralisées peuvent être aussi importantes que celles formées autour d'une téléologie de l'origine ou du retour » (Clifford, 1994: 306). L'accent fondamental mis sur cette vision postmoderne a créé un fossé entre les formes modernes de diaspora fondées sur les diasporas juive et noire (Dufoix, 2008). Elle met en évidence « l'érosion des frontières » qui est devenue une caractéristique de la littérature sur le transnationalisme (Brubaker 2005: 6).

L'inclusion récente du concept de *diaspora* en tant qu'objet de recherche dans diverses études a ouvert la voie à une exploration approfondie de la forme de politique connue sous le nom de

politique de la diaspora. Ce concept de *politique de la diaspora* englobe non seulement la politique dans le pays d'origine des diasporas, mais également celle qui se déroule dans leur pays de résidence, dans un contexte géopolitique plus large qui inclut les intérêts d'organisations internationales ou d'États tiers, ainsi que les dynamiques politiques internes au sein de la diaspora elle-même (Adamson, 2016: 293). La recherche sur la *politique de la diaspora* peut être divisée en deux catégories (Adamson, 2019): la première catégorie considère les diasporas comme des acteurs actifs dans la politique de leur pays d'origine, tandis que la deuxième catégorie traite des diasporas en tant qu'objet des politiques migratoires organisées par leur pays d'origine.

La première catégorie de recherche se concentre sur le regroupement des membres de la diaspora avec des entités nationales et non nationales de diverses manières afin d'influencer, de transformer et/ou de remodeler la structure de leur pays d'origine. Les membres de la diaspora peuvent s'impliquer de différentes manières. L'objectif de ces initiatives est de soutenir le développement économique en envoyant les fonds gagnés par les membres de la diaspora dans leurs pays d'origine (Brinkerhoff, 2008; Kapur, 2010; Levitt, 1998; Tsourapas, 2015, 2018), de protester contre les événements dans leur pays d'origine, de s'engager dans la politique de leur pays d'origine, de créer un lobby pour plaider en faveur de changements dans leur pays d'origine (Hägel et Peretz, 2005; Saideman, 2001; Adamson et Demetriou, 2007), de se mobiliser en faveur de réformes politiques et de suivre les changements (Adamson, 2013; Kaldor, 2013; Van Hear et Cohen, 2017).

La deuxième catégorie de recherche se concentre sur les États qui établissent des relations avec leur diaspora ou la gouvernent et traitent les membres de la diaspora comme des « objets » dans leurs politiques d'engagement et leurs institutions établies pour la diaspora. En d'autres termes, cette catégorie ne considère pas les diasporas comme des acteurs autonomes vivant et opérant dans d'autres pays, indépendamment des intérêts et des politiques de leurs pays d'origine. Le façonnement de l'environnement politique de la diaspora implique l'organisation des « politiques de gestion de la diaspora » des États (Délano et Gamlen, 2014; Gamlen, 2008; Levitt et de la Dehesa, 2003). Il s'agit notamment de réglementer la double nationalité des membres de la diaspora, de leur accorder le droit de vote pour qu'ils participent à la vie politique de leur pays

d'origine et/ou d'utiliser les membres de la diaspora pour défendre les intérêts de leur pays d'origine dans leur pays de résidence (Collyer, 2013, 2014; Bauböck, 2005; Fitzgerald, 2006; Lafleur, 2011), de gérer les membres de la diaspora avec des organisations internationales et/ou de s'assurer qu'ils maintiennent leurs liens culturels (Gamlen et al., 2013; Hollifield, 2012; Waterbury, 2010b). Ces politiques d'État réglementent la construction de la diaspora et sa participation ultérieure dans le pays d'origine, avec des objectifs et des intentions variables selon le pays où se trouvent les diasporas et les intérêts politiques des gouvernements. Les positions des États sur cette question changent constamment en fonction des caractéristiques de la diaspora, des raisons de la migration des membres de la diaspora, des politiques intérieures et étrangères du gouvernement du pays d'origine, des lois sur la citoyenneté, de la capacité de l'État à préparer des infrastructures et de nombreux autres facteurs. En outre, les positions des États ne sont pas indépendantes d'autres facteurs tels que les pays où se trouvent les diasporas, leur vie dans ces pays, leur statut juridique, les relations entre les pays où vivent les diasporas et leur pays d'origine, les activités des institutions et organisations internationales et régionales (Délano, 2011; Waterbury, 2010a).

Notre analyse de *la politique de la diaspora* se concentre spécifiquement sur le contexte du pays d'origine, qui entretient des relations avec les membres de la diaspora et qui développent des politiques et des institutions spécifiques pour s'engager avec les membres de la diaspora et les influencer. Nous examinons également comment les membres de la diaspora participent à la vie politique de leur pays de résidence tout en étant influencés par les événements, les politiques et les tensions politiques dans leur pays d'origine. Cette approche permet de comprendre comment les membres de la diaspora naviguent entre les politiques et les tensions politiques de leur pays d'origine et de leur pays de résidence. En intégrant les dimensions transnationales de l'identité et de la politique, notre cadre conceptuel et théorique vise à mettre en lumière les dynamiques complexes qui façonnent l'engagement politique des membres de la diaspora dans leur pays de résidence.

2.4 Le système des partis politiques en République fédérale d'Allemagne

Dans la littérature, le système de partis politiques qui a débuté après la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1949 et s'est poursuivi jusqu'à la réunification de la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la République démocratique allemande (RDA) en 1990 est discuté séparément pour l'Ouest et l'Est du pays. Il convient de noter que la RDA avait un système multipartite en 1945. Cependant, en 1946, l'Union des républiques socialistes soviétiques a créé le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) en forçant le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) à s'unir au Parti communiste d'Allemagne (KPD) et les dernières élections libres ont eu lieu la même année (Abedi, 2017). Lorsque les élections compétitives ont été suspendues jusqu'en 1990, tous les partis existants (CDU, LDPD, NDPD, DBD) se sont opposés aux élections, mais l'environnement multipartite n'a pas conduit à des élections compétitives (Abedi, 2017). Au cours de la même période, selon la distinction d'Abedi, la RFA a traversé trois périodes différentes dans son système de partis politiques:

> (1) une période de formation multipartite a duré jusqu'en 1961, caractérisée par une concurrence bipolaire déséquilibrée dans laquelle la gauche était nettement plus faible; (2) de 1961 à 1983, une période de deux partis et demi a consisté en une concurrence triangulaire stable dans laquelle le Parti libéral-démocrate (FDP) a joué un rôle crucial de faiseur de rois dans la formation des coalitions; et (3) de 1983 à 1990, le paysage politique a été façonnée par le multipartisme bipolaire, la déconcentration des partis (en particulier à gauche) et des schémas de formation de coalition plus complexes (Abedi, 2017; Hornsteiner et Saalfeld, 2014).

Après la réunification de la RFA et la RDA en 1990, la question de l'intégration économique, politique et sociale des anciens États de l'Allemagne de l'Est est devenue une préoccupation majeure, de même que l'impact de cette réunification sur la politique allemande (Dennis et Kolinsky, 2004). Les recherches sur le comportement électoral en Allemagne ont également commencé à examiner les habitudes de vote dans l'ex-Allemagne de l'Ouest et l'ex-Allemagne de l'Est. Compte tenu de l'impact de la réunification sur le système de partis dans le pays, l'évolution ultérieure indique que le système de partis fédéral a connu deux périodes distinctes (Abedi, 2017). La première période est considérée comme le prolongement de la précédente, et

au cours de cette période, qui s'est poursuivie jusqu'en 2005, le système de partis politiques était considéré comme un système multipartite bipolaire équilibré, dans lequel la bipolarité est devenue évidente au fil du temps. Cette période a été façonnée pour assurer l'unité politique et économique et la continuité institutionnelle de la RFA (Lang et al., 2017).

La deuxième période correspond à la période qui a suivi les élections fédérales de 2005, lorsque la dirigeante de la CDU, Angela Merkel, est devenue chancelière. Au cours de cette période, le soutien aux deux partis qui ont dominé la formation du gouvernement fédéral, la CDU/CSU (le parti sœur de la CDU en Bavière) et le SPD, a fortement diminué (Abedi, 2017; Hornsteiner et Saalfeld, 2014). Dans le même temps, le changement inattendu du comportement des électeurs lors des élections de 1998 et 2005 a mis en évidence une rupture dans le système des partis politiques (Abedi, 2017). La RFA a été témoin de la montée et de la persistance des partis de l'ex-RDA (Lang et al., 2017). L'un d'entre eux est le Parti du socialisme démocratique (PDS) de la RDA, qui a fusionné avec les gauchistes de la RFA et s'est transformé au parti Die Linke (La Gauche) en 2007. Ce parti continue de renforcer sa position dans l'ex-RDA (Abedi, 2017).

2.5 La politique récente en République fédérale d'Allemagne

Après les élections de 2009, la CDU/CSU est arrivée au pouvoir en formant un gouvernement de coalition avec le FDP. Toutefois, les deux *Volksparteien*[15], en particulier le SPD, ont perdu beaucoup de voix (Dalton et Jou, 2010). Ces résultats reflètent un soutien accru au FDP, aux Verts et à Die Linke (La Gauche) par rapport aux élections précédentes, en réponse aux problèmes économiques du pays. La « crise des réfugiés », qui s'est ajoutée à la situation économique au cours de l'été 2015, et les politiques d'Angela Merkel à l'égard des réfugiés ont joué un rôle important dans l'évolution de la politique allemande. La succession des deux crises a créé un environnement propice à la consolidation des partis et mouvements populistes d'extrême droite

[15] « Le modèle allemand du 'Volkspartei' (parti du peuple) a été un hybride à la fois de parti bureaucratique de masse et de parti attrape-tout [en anglais: *catch-all party*]. Il a adopté les éléments du parti attrape-tout, mais a continué à chercher à augmenter le nombre de ses membres comme les partis de masse bureaucratiques traditionnels. » (Grabow, 2000 cité dans Saalfeld, 2002)

tels que le PEGIDA et l'AfD en RFA, ainsi que pendant et en dehors de la période électorale dans d'autres pays européens (Kriesi et Pappas, 2015; Inglehart et Norris, 2017; Lees, 2018).

Si l'on considère le mouvement social historiquement et principalement, le PEGIDA (en allemand: *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes*, en français: Les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident) est devenu l'exemple le plus récent des mouvements d'extrême droite anti-islam et anti-immigration en Europe occidentale. En RFA, le mouvement PEGIDA a commencé en octobre 2014, environ un an avant que les effets de la « crise des réfugiés » ne deviennent apparents. Le mouvement a obtenu un soutien important de la société en peu de temps, en particulier à Dresde, la capitale de la Saxe, une région de l'est du pays. Dostal (2015) a résumé la propagation du mouvement en quatre étapes:

> (1) une page Facebook a été créée le 11 octobre 2014; (2) la première manifestation contre 'l'islamisation' a eu lieu à Dresde le 20 octobre avec 350 participants; (3) le nombre de participants à la manifestation de Dresde a continué à augmenter semaine après semaine, atteignant jusqu'à 25 000 participants le 12 janvier 2015; (4) depuis le début du mois de décembre 2014, des manifestations de type PEGIDA ont commencé à avoir lieu dans toute la RFA, cependant le nombre de participants était généralement faible [dans les autres villes] (Dostal, 2015).

Le mouvement, qui était généralement basé à Dresde, a connu une augmentation significative du nombre de participants en décembre 2014 et janvier 2015. Des rassemblements réunissant 20 000 sympathisants ont eu lieu chaque semaine à Dresde. À la fin de l'année 2015, lorsque les effets de la « crise des réfugiés » se sont intensifiés, la participation à ce mouvement a augmenté de manière significative, atteignant son deuxième pic avec le plus grand nombre de participants. Selon Dostal, les participants à ce mouvement « prétendaient défendre la culture et les traditions allemandes dominantes contre une élite libérale et un établissement politique aliéné de son propre peuple » (Dostal, 2015: 524).

Si l'on considère le paysage des partis politiques en RFA, le parti populiste d'extrême droite, *Alternative für Deutschland* (AfD, en français: Alternative pour l'Allemagne), a été fondé en 2013 sur la base d'une opposition à la monnaie unique européenne, en capitalisant sur la crise

économique et financière européenne. Par la suite, le parti a commencé à gagner en popularité à l'été 2015 en s'opposant à la politique migratoire de Merkel (Colliot-Thélène, 2018). Avec la radicalisation du parti, l'AfD a remporté 12,6% du total des voix lors des élections fédérales de 2017 et, en tant que troisième parti, a pu entrer au *Bundestag* (Schwörer, 2018). Il convient de noter que les régions de l'ex-RDA représentaient une part importante de ce pourcentage, puisque l'AfD y a obtenu 22% des voix. Ce parti, qui accroît sa popularité avec une rhétorique populiste et mobilise les électeurs, partage des traits communs avec d'autres partis populistes de droite: il « attaque et même compromet les éléments fondamentaux des sociétés démocratiques, tels que la séparation des pouvoirs, la protection des minorités ou l'État de droit » (Fitzi et al., 2018: 1).

Selon l'analyse de Fitzi, le populisme s'est développé pendant les périodes de crise de la représentation politique. Il affirme que le succès de l'AfD aux élections est dû aux « démocraties parlementaires qui connaissent d'importantes crises de légitimité » en RFA, ainsi que dans d'autres pays européens (Fitzi, 2018: 52). De plus, l'utilisation du terme *Volksgemeinschaft* (en français: la communauté du peuple) dans la terminologie de l'AfD suggère que le parti prétend représenter le « vrai peuple (*das wahre Volk*) », comme le soulignent d'autres partis populistes (Colliot-Thélène, 2018). L'AfD démontre son désir de préserver une Allemagne reconnaissable pour les générations futures dans son programme, en déclarant: « Nous voulons laisser à nos descendants un pays qui sera toujours reconnaissable comme notre Allemagne » (Patton, 2020: 78). En outre, dans son slogan électoral de 2017, le parti a appelé à « traquer le gouvernement, Mme Merkel, et à reconquérir notre pays et notre peuple » (Vela, 2017). Parallèlement, afin de renforcer sa position politique, l'AfD a inclus dans son manifeste des déclarations sur la démocratie et les valeurs fondamentales: « Nous voulons réformer l'Allemagne et revenir aux racines et aux principes qui ont été fondamentaux pour son redressement économique et les décennies suivantes de progrès économique et social » (AfD, 2017). l'AfD a également déclaré que « seuls les citoyens de la République fédérale d'Allemagne peuvent mettre fin à cette situation illégitime » (AfD, 2017).

Il est important de noter qu'une part importante des voix de l'AfD et du soutien au PEGIDA provient de la région de l'ex-RDA. Selon Abedi, la raison de ce soutien accru est l'effet indirect

et progressif de la réunification de la RFA et de la RDA (Abedi, 2017). Outre la transformation économique de l'ex-RDA après la réunification, l'histoire limitée de la région avec les immigrants et son attachement à l'identité nationale (Weisskircher, 2020) constituent des facteurs importants pour expliquer le soutien au parti et aux mouvements populistes d'extrême droite. Les crises ont mis en évidence les différences entre l'est et l'ouest du pays et l'extrême droite a tiré parti de cette situation. Par conséquent, l'extrême droite a été en mesure d'obtenir un soutien important en peu de temps.

Avec la montée de l'extrême droite, l'accent a été mis sur la représentation du « vrai peuple », le retour aux origines et la préservation des valeurs. Cette opposition aux immigrants, à l'islam et aux autres cultures s'est précisée à la suite de la réunification. Elle se fonde sur les débats sur l'identité nationale allemande et la culture de référence (*Leitkultur*) qui ont débuté dans les années 1990, sur les attaques racistes qui ont suivi, sur la réaction anti-citoyenneté et anti-citoyenneté double, et sur l'empêchement des changements apportés à la loi sur la citoyenneté en 2000. La constitution actuelle de la citoyenneté allemande repose sur la définition de la citoyenneté allemande ethnique, qui reflète et reproduit une conception ethnoculturelle nationale centrée sur le *Volk* (en français: peuple) plutôt que sur l'État (Brubaker, 1992; Fulbrook, 1999). Cela définit et renforce juridiquement la distinction entre « Nous » et « Eux » et établit de nouvelles frontières ethniques racialisées par le biais de la culture.

Étant donné que la question de la citoyenneté revêt une importance significative pour l'extrême droite, qui agit contre les politiques libérales en matière de citoyenneté, et qu'elle est soutenue par de nombreuses personnes en raison de cette position, il est essentiel de se pencher sur la manière dont la compréhension de la citoyenneté est façonnée dans la recherche. Depuis la fin des années 1980, on assiste à une résurgence et à une prolifération de la recherche sur le concept de *citoyenneté* dans les sciences sociales. Cette transformation a impliqué une remise en question du concept de « citoyenneté moderne » accepté depuis les années 1950.

La *citoyenneté* a été conceptualisée dans les années 1950 par Thomas H. Marshall comme une société homogène dans laquelle tout le monde a les mêmes droits et la même citoyenneté, avec un

ensemble de droits et de devoirs contributifs (Marshall, 1950). Selon cette définition, les individus liés par le lien de citoyenneté au sein de l'État-nation sont membres d'une nation homogène dont les besoins et les exigences sont égaux. Fondée sur l'idée que « tous sont égaux devant la loi », cette définition souligne donc l'importance de l'égalité des droits pour tous. Toutefois, cette conception, qui met l'accent sur le concept d'égalité dans le discours, donne souvent la priorité aux droits et à l'égalité de ceux qui détiennent le pouvoir au sein de la structure sociale. En même temps, la « citoyenneté moderne » est basée sur une société homogène, mais dans la pratique, les divers besoins des individus résultant de leurs différentes identités ont été ignorés.

Depuis la fin des années 1980, le concept de « citoyenneté alternative » a émergé, critiquant la « citoyenneté moderne » décrite par Marshall. Les groupes qui n'ont pas pu devenir des « citoyens modernes » dans le monde entier ont commencé à formuler de nouvelles demandes de droits de citoyenneté afin de créer une autre compréhension de la citoyenneté (Isin, 2000; Holston et Appadurai, 1999). Dans ces nouvelles recherches, la citoyenneté n'est pas considérée comme un statut assorti de droits et d'obligations définis, mais plutôt comme un processus dans lequel les luttes pour de nouveaux types de droits ou l'expansion des droits existants déterminent les limites fondamentales (Isin, 2000; Isin et Turner, 2002; Holston et Appadurai, 1999; Isin et Wood, 1999). Ces études se concentrent sur l'évolution rapide des identités et remettent en question l'identité du citoyen, ainsi que le statut de divers groupes tels que les chômeurs, les handicapés, les personnes âgées ou les travailleurs migrants dans la définition de la citoyenneté de Marshall, déterminée par des droits et des devoirs contributifs liés à des questions telles que l'emploi, la fiscalité, le service militaire et la parentalité. Ces études ont attiré l'attention sur le lien profond entre l'identité et la citoyenneté, sur l'émergence de l'identité comme base des luttes sociales et sur la montée des luttes sociales déclenchées par les revendications identitaires de divers groupes. En d'autres termes, il s'agit d'une nouvelle approche de la « citoyenneté alternative » dans laquelle divers groupes revendiquent des droits basés sur leurs besoins et leur identité et luttent pour ces nouveaux types de droits spécifiques aux groupes. En outre, il est souligné que dans les sociétés démocratiques et les institutions politiques efficaces, la citoyenneté est essentielle pour

promouvoir les valeurs démocratiques et l'harmonie entre la citoyenneté et les droits humains est indispensable (Isin et Turner, 2002).

En ce qui concerne le lien entre le parti et le mouvement populistes d'extrême droite en RFA, des études récentes ont commencé à examiner la relation entre l'AfD et le PEGIDA. Ces études se concentrent sur la manière dont le mouvement social façonne le parti politique. Par exemple, Schwörer note dans son travail que l'AfD « n'est pas un parti créé par des mouvements sociaux de base » et « a été fondé sur un réseau bien organisé d'économistes libéraux de marché et d'initiatives professionnelles conservatrices de droite » (Schwörer, 2018: 42). Dans une autre étude, Weisskircher et Berntzen (2018) examinent les différents aspects de la relation entre le PEGIDA et l'AfD. Les auteurs soulignent que la mobilisation extraparlementaire de l'extrême droite est affaiblie lorsque les partis d'extrême droite se renforcent. Ce principe ne s'applique pas au PEGIDA. Même si l'AfD entre au *Bundestag* avec 12,6% des voix aux élections, les rassemblements de PEGIDA se poursuivront.

Il est important de se concentrer sur l'interaction entre les politiques électorales et les politiques de protestation, car les partisans de l'extrême droite expriment souvent leurs griefs en votant aux élections plutôt qu'en manifestant dans les rues. Les récentes contributions significatives aux études établissant une relation entre les partis politiques et les mouvements sociaux se sont concentrées sur l'arène électorale, les partis politiques, leurs interactions avec les mouvements sociaux et les politiques de protestation (Goldstone, 2003; McAdam et Tarrow, 2010; McAdam, Tarrow et Tilly, 2001). Dans la littérature générale, le terme de *mouvement social* est défini comme une forme politique dans laquelle des groupes socialement mobilisés s'engagent dans une interaction de protestation soutenue avec les détenteurs du pouvoir pour faire valoir des revendications collectives à base populaire sans rébellion armée en dehors des institutions établies (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001). McAdam, Tarrow et Tilly ont analysé le lien entre la politique institutionnalisée et les mouvements sociaux, considérant ces derniers comme une forme de contestation résultant de mécanismes et de processus spécifiques (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001). Dans cette étude, qui s'appuie sur l'approche classique des processus politiques, les auteurs ont identifié les mécanismes (trois grands types de mécanismes de base: dispositionnels,

environnementaux et relationnels) et les processus qui interviennent dans la politique contentieuse (en anglais: *contentious politics*). Les auteurs ont examiné les facteurs contribuant à l'émergence de l'action contestataire, ses conséquences et les processus relationnels contestataires entre les deux, dans le contexte de la politique contentieuse. Ils affirment que les mouvements sociaux et d'autres groupes opèrent dans une structure d'opportunités politiques (en anglais: *political opportunity structure*) et un contexte culturel particuliers, et que lorsqu'ils agissent, d'autres acteurs politiques et institutions réagissent. En conséquence, le contexte peut changer, entraînant des changements dans la manière dont les mouvements sociaux réagissent.

La structure des opportunités politiques (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001; Arzheimer et Carter 2006; Mudde 2007) à une époque et dans un pays donnés peut déterminer de manière significative l'émergence et l'influence de l'extrême droite. Tarrow (2011) définit le terme de *structure d'opportunités politiques* comme des « dimensions cohérentes – mais pas nécessairement formelles ou permanentes – de l'environnement politique ou des changements dans cet environnement qui incitent à l'action collective en affectant les attentes de succès ou d'échec » (Tarrow, 2011: 163). Tarrow affirme que les citoyens perçoivent des opportunités de faire valoir leurs droits lorsque l'accès institutionnel est disponible, que des divisions apparaissent au sein des élites, que les alliés deviennent accessibles et que la capacité répressive de l'État diminue. L'approche de la structure des opportunités politiques soutient essentiellement que les institutions politiques ouvertes facilitent la mobilisation et mobilisent les institutions politiques fermées. Alors que les opportunités d'accès ouvert facilitent la mobilisation politique et l'inclusion des acteurs non étatiques dans le processus politique, les opportunités implicites les éloignent du processus et augmentent le coût de l'action collective (Tarrow 2011; McAdam, Tarrow et Tilly, 2001).

CHAPITRE 3: LE DÉVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS DE LA NATIONALITÉ ET DE LA CITOYENNETÉ EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Dans le dernier chapitre, nous avons établi un cadre analytique pour comprendre les dynamiques politiques de la diaspora de la Turquie en RFA. Nous avons examiné le paysage politique en Turquie, clarifié les notions d'acteur et d'objet dans la politique de la diaspora, exploré différentes approches théoriques pour étudier cette dynamique, et enfin, analysé le système politique allemand pour contextualiser le rôle et l'interaction de la diaspora de la Turquie avec les institutions et la société allemandes.

Ce chapitre s'appuie sur les ouvrages de Rogers Brubaker, *Citizenship and Nationhood in France and Germany,* de Şener Aktürk, *Regimes of Ethnicity and Nationhood in Germany, Russia, and Turkey*, et d'Eli Nathans, *The Politics of Citizenship in Germany: Ethnicity, Utility and Nationalism* afin de révéler comment le développement des institutions qui construisent le nationalisme et la citoyenneté en République fédérale d'Allemagne (RFA) - en Allemagne (avant 1948) - a conçu les régimes d'ethnicité. La formation des politiques ethniques en RFA, les projets de loi, la lutte des individus ayant des griefs ethniques et le changement des politiques ethniques sont tracés dans ce chapitre. Ce traçage s'articule autour des thèmes principaux suivants: le processus de développement du système de citoyenneté en Allemagne avant 1913, la loi sur la citoyenneté devenue officielle en 1913, la continuité de cette loi pendant les guerres, la division et la réunification du pays, les travailleurs invités qui deviennent des étrangers résidents de longue durée, la formation d'un nouveau discours sur l'ethnicité et la nationalité, la transition du régime mono-ethnique au régime anti-ethnique, le changement de la loi sur la citoyenneté, la migration des réfugiés syriens vers la RFA et la politique d'Angela Merkel pendant ses mandats de chancelière.

3.1 Le processus de développement du système de citoyenneté avant 1913

Jusqu'en 1871, le territoire de l'Allemagne actuelle se composait d'un ensemble de petits royaumes, principautés et duchés politiquement fragmentés. Étant donné qu'un certain sentiment

national s'est développé avant la création de l'État-nation allemand en 1871, l'idée d'une nation apolitique et aux fondements ethnoculturels a été initialement conçue. Rogers Brubaker (1992) déclare que la tradition allemande de la nation a été façonnée par deux mouvements à l'époque révolutionnaire: le mouvement romantique et le mouvement de réforme prussien. Il ajoute que les deux mouvements ont émergé dans l'ombre de l'invasion française de l'Allemagne, mais ont compris la relation entre la nation et l'État en des termes complètement différents. Le mouvement romantique, bien qu'il ne soit pas fondamentalement lié au nationalisme, a soutenu la consolidation et la repolitisation de la compréhension ethnoculturelle de la nation, avec des schémas de pensée, des évaluations, des termes esthétiques et socio-historiques appartenant souvent à un imaginaire nationaliste.

Dans ce mouvement ethnoculturel, l'idée dominante était que les nations correspondent à un *Volksgeist* (l'esprit national) distinctif et que l'État est une expression ultime et parfaite de ce *Volksgeist*. Le mouvement de réforme prussien avait une conception de la nation comme la création délibérée et artificielle de l'État. Craignant l'effondrement de la Prusse, le mouvement visait à nationaliser l'État prussien par le haut, à revitaliser l'État et à créer une nation prussienne. Avec ces mouvements a émergé la dualité entre les hypothèses ethno-nationales et étatiques-nationales qui ont influencé la politique de citoyenneté allemande et la loi sur la citoyenneté allemande. Cette auto-compréhension ethno-nationale, dans laquelle la nation était comprise comme une communauté ethnoculturelle, a commencé à prévaloir en Allemagne au début du XIX^{e} siècle et a joué un rôle déterminant dans la construction de l'État-nation allemand. Ainsi, le concept de nation allemande s'est façonné avant et indépendamment de l'État, essentiellement comme une représentation ethnoculturelle (Brubaker, 1992: 1-17).

Dans son analyse du lien étroit entre le développement du système de citoyenneté nationale et le développement de l'État et du système étatique moderne, Brubaker affirme que la construction de l'État, le nationalisme et la démocratie en Allemagne se sont développés indépendamment les uns des autres. La raison en est l'absence d'un « événement marquant dans l'histoire de la citoyenneté [allemande] » et d'un « moment de cristallisation comme la Révolution française » (Brubaker, 1992: 50). Le développement séparé de ces processus a entraîné l'utilisation de

concepts différents: « Staatsangehörigkeit » pour l'appartenance formelle à l'État, « Staatsbürgerschaft » pour la citoyenneté participative, et « Nationalität » et « Volkszugehörigkeit » pour l'appartenance ethnoculturelle à la nation. Brubaker associe le caractère restrictif de la citoyenneté allemande à la *Staatsangehörigkeit* présupposant et exprimant la *Volkszugehörigkeit* (Brubaker, 1992: 51). Le lien entre les deux signifie que l'appartenance à un État présuppose l'appartenance à une communauté ethnoculturelle. Dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle et la première moitié du XIX[e] siècle, des codifications formelles de l'appartenance à l'État « Staatsangehörigkeit[16] » ont été développées en Prusse et dans d'autres États allemands pour déterminer le statut des habitants de ces États. L'une des premières d'entre elles, la loi prussienne de 1842, ne définissait pas le statut de citoyen allemand, bien qu'elle ait servi de modèle pour les autres lois sur la citoyenneté qui suivirent. Le fait que chaque État allemand ait élaboré sa propre loi sur la citoyenneté individuelle démontre la nature précoce, prénationale et prédémocratique de la citoyenneté en Allemagne (Brubaker, 1992: 50-52).

Dans son analyse du lien entre le développement de l'institution de la citoyenneté et du système étatique moderne en Allemagne, Brubaker souligne que les fondements de la citoyenneté en Prusse ont été établis par le monarque absolu et par l'intermédiaire des *Stände*. L'institution de la citoyenneté a émergé progressivement, non pas à la suite d'une cristallisation soudaine par un événement important, mais par la *Verstaatlichung* (nationalisation) et à travers la généralisation des *Stände*. Brubaker déclare que l'*Allgemeines Landrecht für die Preußischen Staaten* (ALR) (loi foncière générale pour les États prussiens) a indirectement conduit à la codification juridique de la citoyenneté en 1842, car elle a jeté les bases de la définition juridique de l'appartenance à l'État. L'ALR, est un document de code juridique de l'État prussien, adopté en 1794, qui a nationalisé le système juridique en faisant de l'État son point de référence central et omniprésent. L'État prussien a limité l'autonomie des *Stände* en étendant les arrangements territoriaux pour correspondre à ceux de l'État. L'ALR a franchi les premières étapes majeures, bien que limitées, vers l'égalité juridique. Elle a défini un statut plus général et inclusif par opposition au statut spécial des nobles et des paysans, et a transformé les *Stände* en sociétés établies, définies et

[16] Le terme de « Staatsangehörigkeit » a d'abord été utilisé dans des accords bilatéraux pour réglementer et coordonner les pratiques d'expulsion.

réglementées par l'État. En plus, elle a défini l'adhésion du *Bürgerstand* à l'échelle de l'État. Dans cette définition, elle a utilisé le langage de l'appartenance et s'est adressée aux membres de l'État (*Mitglieder des Staates*). Les étrangers résidents étaient inclus dans les membres de l'État, car l'ALR ne distinguait pas la résidence (*Einwohner*) de l'appartenance (*Mitglieder*). Par conséquent, cette appartenance étatique n'était pas une appartenance limitée et exclusive (Brubaker, 1992: 57-61).

Brubaker ajoute deux étapes supplémentaires au développement de la citoyenneté: l'émergence d'une région d'égalité juridique et la reconstruction de l'appartenance. La première étape s'est développée en Prusse non pas d'un coup, mais au coup par coup. La législation de réforme prussienne du début du XIX^{e} siècle a supprimé la plupart des privilèges et obligations des *Stände* dans le domaine économique. L'ouverture économique créée par la législation économique libérale de l'ère de la réforme a transformé les *Stände* de sa structure autonome en structures à l'échelle de l'État, créées et réglementées par l'État. Bien que la noblesse et la haute bourgeoisie d'État soient soumises à la juridiction de tribunaux d'État spéciaux, les privilèges des tribunaux des *Stände* et d'autres privilèges ont persisté. Cette première étape a défini l'appartenance générale et inclusive pour l'ensemble de l'État. Aux dépens des inégalités *ständisch* et régionales, les frontières internes entre les personnes et les régions ont été abolies. Tous les individus sont ainsi devenus des acteurs libres et égaux dans la sphère économique, créant un espace unitaire et homogène. Pour la relation de la première étape à la citoyenneté, Brubaker déclare qu'elle jette les bases de la citoyenneté moderne en tant que statut général et inclusif, et que le domaine de l'égalité juridique est territorialement délimité à l'intérieur, mais pas personnellement circonscrit à l'extérieur (Brubaker, 1992: 61-63).

Pour le développement de la citoyenneté, la deuxième étape est la reconstruction de l'appartenance comme principe organisateur et la suspension de l'appartenance comme principe organisateur de la vie sociale. Le système d'appartenance a été réorganisé de sorte que les appartenances régionales, médiatisées, exclusives et particulières des *Stände* ont été remplacées par une appartenance inclusive, générale et immédiate de l'État. Elle a nécessité la destruction des *Stände*, fermées de l'intérieur, et la construction d'une citoyenneté fermée à l'extérieur.

L'égalité personnelle établie entre les citoyens de l'État assurait le lien entre la citoyenneté et l'appartenance. Dans ce nouveau système, alors que le statut d'appartenance continue d'être un moyen de fermeture sociale, comme dans l'appartenance aux *Stände*, la délimitation externe de la citoyenneté est apparue. La loi prussienne de 1842 donnait alors à ses membres la liberté de mouvement au sein de l'État et protégeait l'État contre l'immigration des pauvres étrangers. La mobilité croissante des pauvres, dans le contexte d'un système étatique de plus en plus intégré, a conduit les États à chercher à coordonner et à rationaliser leurs pratiques d'expulsion des migrants pauvres et à codifier l'appartenance à l'État (Brubaker, 1992: 61-69).

À l'époque où l'appartenance à l'État n'était pas encore légalisée, de nombreux accords conclus au début du XIX^{e} siècle décidaient quels membres seraient expulsés et acceptés par les États en tant que membres de l'État (*Staatsangehörige*), et dans la dynamique de ces relations interétatiques, la citoyenneté est apparue comme un statut d'appartenance délimité de l'extérieur. Ces lois et coutumes d'admission à la citoyenneté donnaient la priorité à la préservation du statut socio-économique des communautés locales afin de protéger les caisses de pauvreté communautaires et d'assurer l'intégration des nouveaux arrivants. Ils se sont concentrés sur des questions telles que la capacité économique du citoyen potentiel ou du résident permanent potentiel pour lui-même et sa famille, s'il avait de bonnes mœurs, qui étaient ses parrains locaux, à quelle religion il pratiquait et les besoins économiques de cette période jouaient un rôle plus important dans la prise de décisions d'admission. Différents niveaux d'appartenance, avec des critères d'admission plus variables et plus flexibles, ont assuré l'introduction d'une structure standard pour les citoyens potentiels et les résidents permanents potentiels. En même temps, l'idée d'une fermeture efficace contre la mobilité interétatique croissante des migrants pauvres exigeait une séparation systématique et stricte entre l'appartenance et la résidence et nécessitait une définition de l'appartenance en tant que statut externe exclusif (Brubaker, 1992: 64-72; Nathans, 2004: 17-36).

Lors du développement de l'État moderne, au XIX^{e} siècle, les communautés et les propriétaires fonciers de la plupart des régions d'Allemagne ont transféré le contrôle de qui avait le droit de s'installer sur leurs terres aux administrations centrales des différents États allemands. Avec le

transfert du pouvoir des gouvernements locaux aux gouvernements centraux, ces derniers visaient l'uniformité et la cohérence dans la préparation et la mise en œuvre des règles d'admission à la citoyenneté, et se concentraient sur les besoins et les objectifs de l'État dans son ensemble. Ces objectifs, qui sont assez différents des besoins et des objectifs locaux, étaient économiquement fondés dans tous les États allemands, en particulier en Prusse, jusqu'aux années 1870, et ces critères économiques ont été déterminants dans les décisions d'admission à la citoyenneté. De plus, la crédibilité politique et les qualités morales du citoyen potentiel et du résident permanent potentiel sont devenues des critères importants de naturalisation en raison des crises politiques dans les États allemands (Nathans, 2004: 59-75).

Au même siècle, en 1842, la loi sur l'acquisition et la perte du statut de sujets prussiens (la « Untertanengesetz ») parut en Prusse. Avec cette loi sur la citoyenneté, deux autres lois ont été promulguées sur la liberté de circulation au sein de l'État prussien et sur l'obligation des communes d'accepter les immigrants intra-étatiques. Ces lois sur la migration interne obligeaient l'État à définir le sujet et l'étranger et à codifier une appartenance à l'État indépendante de la résidence, afin que l'État ait exclu les étrangers pauvres et contrôle le flux d'immigrants étrangers. Dans la nouvelle définition créée par la loi de Prusse, une clarté juridique a été apportée quant à savoir qui est un citoyen prussien, et l'acquisition du statut prussien a été limitée à la descendance, la légitimation, le mariage ou la naturalisation, et totalement indépendante de la résidence. Cette loi visait à exclure les immigrants indésirables et à accepter les immigrants qui profiteront économiquement à l'État par le biais des communautés locales. De plus, comme l'allégeance à la Prusse était limitée, les sujets prussiens étaient empêchés de devenir sujets d'un autre État. Cet obstacle menaçait les droits traditionnels de la noblesse qui possédait des terres dans plus d'un État allemand, car la loi était basée sur les intérêts du gouvernement central et l'intérêt public. Seuls les nobles terriens qui n'acceptaient pas de devenir des sujets prussiens pouvaient perdre leurs pouvoirs administratifs ou autres, tels que le droit de vote aux élections aux parlements des États de Prusse et le droit d'exercer les pouvoirs locaux de police et de justice. Par la suite, la loi a déclaré que les communautés conserveraient un certain contrôle sur l'admission des étrangers à la citoyenneté, cependant, comme dans la rédaction de la loi, le contrôle et la discrétion du gouvernement central sur l'accès à la citoyenneté ont prévalu dans la

mise en œuvre de la loi. De cette manière, l'État a cessé d'être une simple organisation régionale et est devenu un organisme doté d'un pouvoir discrétionnaire illimité qui définissait les politiques de citoyenneté et d'appartenance. Cette loi prussienne, jusqu'à la fondation de l'Empire allemand en 1871, a rendu les articles protégeant les droits locaux presque sans importance et a aidé à se concentrer sur les besoins, les objectifs et les intérêts de l'État dans son ensemble. Avec cette loi, la citoyenneté a également été établie en tant que statut formellement défini et attribué et en tant qu'institution juridique réglementant l'appartenance à l'État. Étant intérieurement inclusive et extérieurement exclusive, la citoyenneté servait d'une part de facteur unificateur de certains droits et obligations communs et, d'autre part, d'instrument et d'objet de clôture. En 1871, l'Allemagne est devenue un État-national sous l'impulsion de Bismarck. Son statut et sa loi sur la citoyenneté nationale ont vu le jour. Puis, jusqu'en 1914, le *Reich* avait établi de nouvelles institutions pour l'unification des États allemands et la création d'un État-national consolidé. Bien que l'ancienne tension entre les composantes étatiques-nationales et ethno-nationales dans la tradition de la nation allemande ait persisté, les traditions conflictuelles des États allemands et de la nation allemande étaient considérablement décentralisées (Brubaker, 1992: 64-72; Nathans, 2004: 55-75).

3.2 L'entrée en vigueur de la loi sur la citoyenneté et la nationalité de 1913 (*Reichs- und Staatsangehörigkeitsgesetz*, RuStAG)

Avant 1913, la loi allemande sur la citoyenneté se situait entre deux modèles: « un modèle plus ancien de la citoyenneté en tant que communauté territoriale, et un modèle plus récent de la citoyenneté en tant que communauté de descendance, le premier étant le produit de l'État territorial absolutiste, le second de l'État national émergent » (Brubaker, 1992: 115). L'acquisition de la citoyenneté était basée sur la communauté de descendance, tandis que la perte de la citoyenneté était basée sur la communauté régionale. Alors que la résidence prolongée sur le territoire n'a pas garanti l'acquisition de la citoyenneté, l'absence prolongée du territoire a entraîné la perte de la citoyenneté (Brubaker, 1992: 115). Cela a changé avec la loi de 1913, et la définition rigide et cohérente de la citoyenneté en tant que communauté de descendance est devenue claire (Brubaker, 1992: 115). Avec la réforme de la loi sur la citoyenneté sous le règne

de Wilhelm, l'empereur allemand et le roi de Prusse, la distinction de longue date entre la nation et l'État (*Volk* et *Staat*) s'est poursuivie en droit. Le concept de citoyenneté, nationalisé par la réforme de Wilhelm, a été séparé de la résidence et du cadre territorial et régional de l'État et a défini le principe constitutif de la citoyenneté avec le cadre ethnoculturel et généalogique de la nation. La citoyenneté était essentiellement définie sur la base d'une descendance légalement constituée par l'attribution de la citoyenneté aux descendants de citoyens allemands (Brubaker, 1992: 115-119).

Cette nouvelle loi visait à préserver et à renforcer le *Deutschtum* (germanité), une catégorie mise en valeur par la perspective ethnoculturelle. La politique ethno-nationale envers les allemands ethniques en dehors du *Reich* et envers les minorités nationales au sein du *Reich* a contribué à la refonte du droit de la citoyenneté et à la détermination du statut de citoyenneté des émigrants et immigrants. Brubaker soutient que la réforme du droit de la citoyenneté peut être comprise en deux dimensions. Dans l'une de ces dimensions, les émigrants allemands vivant à l'étranger depuis plus de dix ans (*Auslandsdeutsche*) perdaient leur nationalité allemande, et avec cette réforme, la perte de la nationalité a été attribuée à deux nouveaux motifs: être citoyen d'un autre État et ne remplissant pas ses obligations militaires. Ainsi, la citoyenneté allemande est devenue plus accessible aux émigrants allemands et à leurs descendants vivant en permanence à l'étranger avec la facilité de la réacquérir, de la conserver indéfiniment et de la transmettre aux générations futures. Dans l'autre dimension, les immigrés résidents pendant une longue période de façon permanente dans les frontières du *Reich* et leurs descendants nés et élevés là-bas ont été empêchés d'accéder à la citoyenneté allemande. Le gouvernement et la majorité du *Reichstag* ont fermement rejeté les amendements qui accorderaient la citoyenneté aux personnes nées et élevées en Allemagne, car ils considéraient comme inacceptables des éléments de *jus soli*. Alors que la loi sur la citoyenneté fondée sur la communauté de descendance visait une nouvelle ouverture envers les émigrants allemands ethnoculturels, elle entraînait une restriction et une fermeture marquées contre les immigrants non allemands. En raison de la compréhension ethnoculturelle et différentialiste de la nation en Allemagne, les allemands ethniques ont été accueillis en tant que citoyens, tandis qu'un certain nombre d'obstacles ont été mis en place pour empêcher les immigrants non allemands de devenir citoyens. Alors qu'il s'agissait de compléter le soutien

ethnopolitique aux « camarades » ethnoculturels (*Volksgenossen*) en dehors du *Reich*, en protégeant le *Deutschtum* (germanité) à l'étranger, la préoccupation ethnopolitique concernant les étrangers ethnoculturels (*Volksfremde*) au sein du *Reich* cherchait à protéger le *Deutschtum* (germanité) à l'intérieur (Brubaker, 1992: 115-128).

La demande de révision de la loi sur la citoyenneté et de rendre la citoyenneté plus accessible aux émigrants allemands vivant à l'étranger (*Auslandsdeutsche*) et à leurs descendants découle « d'un nationalisme ethnoculturel focalisé et cohérent » (Brubaker, 1992: 115). Sous le large soutien que cette demande a reçu, il existe une « auto-compréhension nationale dans laquelle les motifs ethno-nationaux et étatiques-nationaux étaient maladroitement combinés » (Brubaker, 1992: 166), et « une fierté nationale omniprésente dans laquelle les motifs étatistes[17] et ethnoculturels[18] étaient mélangés » (Brubaker, 1992: 115). Le gouvernement fédéral, les États individuels et tous les partis politiques considéraient la naturalisation des allemands ethnoculturels comme souhaitable. Avec une distinction simple et stricte entre les allemands ethnoculturels et les autres, ils ont suivi une politique consistant à accorder presque automatiquement la citoyenneté aux allemands ethnoculturels sans preuve de crimes graves ou de trahison (Nathans, 2004: 201-216).

Lors de l'élaboration de la loi de 1913, le principe du *jus soli*, qui est la forme territoriale de citoyenneté, n'a pas été rejetée car il n'y a pas eu de discussion concernant la proposition d'un amendement pour la transition du système fondé sur le principe du *jus sanguinis* au *jus soli*. La raison en est l'ancienne tradition juridique basée sur le principe du *jus sanguinis*. Depuis le début du XIX^{e} siècle, en commençant dans les différents États allemands, en passant par la loi sur la citoyenneté commune établie dans la Confédération de l'Allemagne du Nord en 1870 et se

[17] L'argument étatiste soulignait les liens étroits d'*Auslandsdeutsche* avec le *Reich* et « s'est concentré sur les émigrants actuels et futurs, qui seraient autorisés à conserver leur citoyenneté (en supposant qu'ils satisfassent aux obligations militaires et n'acquièrent aucune autre citoyenneté) ou à acquérir à nouveau la citoyenneté s'ils l'avaient perdue en vertu de la loi en vigueur après dix ans de résidence à l'étranger » (Brubaker, 1992: 118).

[18] L'argument ethnoculturel soulignait la préservation de la souveraineté allemande à l'étranger (*Erhaltung des Deutschtums im Ausland*) et « s'est concentré sur le cercle plus large des personnes visées par la loi – les descendants, quelle que soit la génération, d'anciens citoyens. Ces descendants étaient éligibles à la naturalisation même s'ils continuaient à résider à l'étranger, même s'ils ne descendaient que du côté maternel, et même s'ils possédaient une nationalité étrangère. Ces personnes, il est vrai, ne se sont pas vu accorder un droit inconditionnel à la naturalisation, et le gouvernement a indiqué que les demandes de naturalisation en vertu de cette disposition par des personnes possédant une nationalité étrangère seraient examinées de près » (Brubaker, 1992: 118).

poursuivant dans l'Empire allemand en 1871, toutes les lois sur la citoyenneté adoptées et l'attribution de la citoyenneté étaient fondées uniquement sur la descendance, le principe du *jus sanguinis*. Brubaker déclare qu'au cours de ces années, la perspective étatique-nationale était dominante, ce qui considérait le *jus soli* conditionnel comme acceptable alors que le *jus soli* inconditionnel était inacceptable (Brubaker, 1992: 124). À cette époque, dans les années 1870, il y avait indifférence à incorporer des éléments du principe du *jus soli*, car la population étrangère était très faible et aucune immigration de l'extérieur du *Reich* n'était prévue. Par conséquent, il n'y a pas eu de discussion sur la question de savoir si la citoyenneté fondée sur le *jus sanguinis* devait être complétée par des éléments de *jus soli* (Brubaker, 1992: 122-125).

Dans le dernier quart du XIX^{e} siècle, le déclin de l'émigration a été suivi d'une augmentation soudaine de l'immigration et, en 1913, la situation démographique de l'Allemagne était différente de ce qu'elle était dans les années 1870. L'émergence du groupe d'immigrants de deuxième génération nés et élevés dans le *Reich* a suscité des propositions de juristes et de partis politiques pour l'incorporation légale d'éléments de *jus soli*. Cependant, le gouvernement et la majorité du *Reichstag*, à l'unanimité et accordant de l'importance au type d'engagement, ont catégoriquement rejeté toutes les propositions pouvant conduire au *jus soli* d'un point de vue ethno-national qui juge inacceptable tant le *jus soli* conditionnel que le *jus soli* inconditionnel. La décision de préserver le *jus sanguinis* pur a donné un nouveau sens à ce principe juridique et l'a transformé d'un principe accepté en une tradition normative consciente des faits (Brubaker, 1992: 119-125).

L'atmosphère d'indifférence à l'égard du *jus soli* en 1870 a cédé la place à une atmosphère d'opposition en 1913, dans laquelle le gouvernement et la majorité du *Reichstag* considéraient le *jus soli* comme intrinsèquement répréhensible. Brubaker affirme que le rejet véhément de tout élément de *jus soli* lors de la formulation de la loi de 1913 peut être compris dans un double contexte: (1) la *Polenpolitik*[19] prussienne-allemande et la lutte de nationalité dans l'Est prussien et (2) le menace de la migration des slaves et juifs (Brubaker, 1992: 134). La *Polenpolitik*

[19] La *Polenpolitik* prussienne-allemande englobe une politique à l'égard des polonais qui commence par des tentatives de gagner leur loyauté politique et de les assimiler à la culture allemande, et qui s'étend au traitement différencié des allemands ethniques et des polonais ethniques afin de renforcer la germanité dans les régions frontalières de l'est du *Reich*.

prussienne-allemande a été façonnée par un mélange d'hypothèses étatiques-nationales et ethno-nationales. La préoccupation étatiste était de garantir la loyauté politique des polonais envers l'État prussien (et plus tard allemand), tandis que la préoccupation ethno-démographique concernait le nationalisme visant à germaniser les *Reichspolen* et finalement à germaniser le *Reich* en colonisant ses terres orientales. On est passé d'une préoccupation étatique à une préoccupation ethno-démographique (Brubaker, 1992: 128-132).

Sous le règne de Bismarck, qui était chancelier de l'Empire allemand, des traces de ce changement ont été observées dans son orientation au sein de l'empire, et il voulait préserver la domination nord-allemande-protestante-prussienne à l'intérieur des frontières de l'empire. *Kulturkampf*, la campagne anti-catholique de Bismarck dans les années 1870 contre la composition ethno-nationale intérieure du *Reich*, et en particulier à l'est de la Prusse, avait une dimension anti-polonaise cruciale (Brubaker, 1992: 128-132; Kastoryano, 2002; Nathans, 2004: 111-137). Eli Nathans a noté qu'en raison des votes des polonais pour d'autres partis politiques contre le gouvernement actuel, Bismarck l'avait amené à conclure qu'ils n'avaient pas d'esprit allemand, et il était préoccupé par leur potentiel à gagner trop de pouvoir et d'influence culturelle en Allemagne (Nathans, 2004: 112). Cela s'est également reflété dans le nombre de naturalisations des polonais à cette époque, nettement inférieur à celui de la décennie précédente. Pour accroître la loyauté des polonais envers l'État prussien et le *Reich* allemand, Bismarck a pris des mesures visant à affaiblir le nationalisme polonais, telles que le placement des écoles sous la supervision de l'État contre le clergé et la noblesse polonais, faisant de l'allemand la langue d'enseignement obligatoire, l'expulsion massive des non-citoyens de Prusse et ces mesures étaient une composante importante des dynamiques de construction nationale (Brubaker, 1992: 128-132). Cependant, la *Polenpolitik* prussienne-allemande a échoué dans ses tentatives de gagner la loyauté politique des polonais et de les assimiler à la culture allemande. Ces tentatives ont poussé les polonais prussiens à renforcer leurs sentiments nationaux, à se radicaliser et à s'éloigner profondément de l'État (Brubaker, 1992: 128-132; Nathans, 2004: 111-137).

L'idée de la possibilité d'assimilation a émergé pour Bismarck du succès de l'établissement de l'Allemagne en tant qu'État-nation en 1871. Avec des politiques officielles qui encourageaient et

imposaient l'assimilation, Bismarck avait pour objectif d'inclure un grand nombre d'allemands non ethniques dans le nouvel État et d'en faire des citoyens allemands à part entière. Cependant, réalisant que ces politiques d'assimilation et ces efforts de germanisation n'étaient pas possibles, l'approche de Bismarck envers les allemands non ethniques se durcit et, dans les années 1880, Bismarck a commencé à mettre en œuvre des politiques d'exclusion et à utiliser des tactiques combatives. L'un d'eux est la tentative de contrôler l'accès à la citoyenneté et donc les votes allant aux autres partis lors des élections, afin de diriger les élections dans la direction souhaitée (Nathans, 2004: 77-107).

Après des tentatives infructueuses, afin de ne pas accroître le nationalisme polonais, une nouvelle phase de la *Polenpolitik* prussienne-allemande, dans laquelle la tendance ethno-démographique était au premier plan, a été apparue. Les allemands ethniques et les polonais ethniques ont été traités différemment dans les zones frontalières afin de renforcer la germanité. Cette tendance était évidente dans les déportations massives des polonais entre 1885 et 1888 et dans « la loi sur l'établissement » de 1886, qui engageait des fonds publics pour acheter des propriétés polonaises et installer des allemands ethniques sur le territoire dans les districts frontaliers de l'Est. Ces étapes ont cependant échoué en raison de la propre division des biens des polonais et de la migration interne des zones agricoles de l'est vers les zones industrielles de l'ouest de l'Allemagne, qui ont attiré plus d'allemands que de polonais. L'échec de la politique de la nationalité ethnoculturelle dans l'est de la Prusse conduit à exiger des mesures plus sévères. Cependant, après la chute de Bismarck en 1890, des polonais ethniques de Russie et d'Autriche ont été acceptés afin de combler la pénurie de main-d'œuvre, qui s'est intensifiée dans l'agriculture avec le passage de la culture extensive à la culture intensive dans l'est de la Prusse. Afin d'empêcher le déclin du *Deutschtum* dans la région, l'installation permanente des polonais a été tentée d'être empêchée en limitant leur immigration aux régions agricoles, aux périodes de récolte et au célibat. Cette migration saisonnière conditionnée était un compromis qui satisfaisait largement des intérêts économiques fondés sur une main-d'œuvre bon marché et abondante et des préoccupations ethno-politiques nationalistes. Bien que les travailleurs saisonniers polonais aient apporté une contribution précieuse à l'économie, il n'y avait pas de besoin ou de désir

économique ou démographique pour leur naturalisation car la population totale augmentait rapidement à cette époque (Brubaker, 1992: 131-134; Nathans, 2004: 123-137).

Au XX^{e} siècle, certains de tous les travailleurs étrangers en Prusse et seulement environ un tiers de tous les travailleurs étrangers en Allemagne étaient polonais, et la plupart étaient des travailleurs agricoles saisonniers. Cependant, l'idée d'une immigration agricole des polonais vers la Prusse et, plus généralement, d'une immigration massive des slaves et juifs de l'Est, a dominé les discussions. À partir des années 1880, l'augmentation de l'immigration juive en provenance de Russie a conduit à la montée de l'antisémitisme à l'époque de Bismarck et a entraîné des mesures politiques pour restreindre l'immigration juive en Prusse. Dans l'Allemagne impériale, la discussion sur l'immigration en relation avec la question de la nationalité et la pratique de la naturalisation privilégiée sur le plan ethnique étaient les hypothèses clés qui ont façonné le débat sur le droit de la citoyenneté (Brubaker, 1992: 132-137; Nathans, 2004: 118-137). Les hypothèses ethno-nationales sur la protection de l'Allemagne contre l'afflux de polonais et de juifs de l'Est ont provoqué une opposition au *jus soli* au niveau du *Reich*. Brubaker décrit la question qui sous-tend la révision de la loi sur la citoyenneté, et en particulier les débats sur le *jus soli* et la politique de naturalisation est « cette dure lutte des nationalités [qui est] ce bras de fer entre nationalismes mobilisés et opposés » (Brubaker, 1992: 132). L'auto-compréhension ethnoculturelle et discriminatoire a été fortement renforcée pendant la période de Wilhelm et la politique de citoyenneté a été façonnée pour empêcher l'installation permanente et la naturalisation d'immigrants ethno-nationalement indésirables (Brubaker, 1992: 132-137).

3.3 La continuité de la loi de 1913: les guerres mondiales et l'ordre nouvellement établi

La loi sur la citoyenneté de 1913, créée à l'époque wilhelmienne et fondée sur le principe du *jus sanguinis* et sur l'auto-compréhension ethnoculturelle de la nation, a conservé sa continuité à travers les deux guerres mondiales, la division et la réunification du pays. Les débats étatiques-nationaux et ethno-nationaux à l'époque de Wilhelm sont une partie importante du contexte historique du nationalisme de Weimar et de la montée du nazisme. Nathans note que la définition des allemands ethniques dans la loi sur la citoyenneté de 1913 correspondait aux

objectifs du Troisième *Reich* (Nathans, 2004: 217). Dans le but de créer un État racial pur à l'époque nazie, la loi raciste sur la citoyenneté, fondée sur la « Volksgemeinschaft (communauté du peuple) », les ancêtres communs et l'exclusion des juifs et d'autres « fremdvölkisch (membres d'une race étrangère) », est dans la continuité de la loi de 1913 (Brubaker, 1992: 166). Cependant, avec sa nouveauté radicale, la citoyenneté à l'époque nazie diffère en degré et en nature de la politique de Wilhelm parce que Hitler a joué un rôle décisif dans la formulation des politiques d'exclusion raciale en rupture avec les politiques antérieures, et la politique de citoyenneté a été radicalement transformée, excluant une série d'ennemis raciaux et politiques et produisant une restructuration ethno-raciale radicale (Brubaker, 1992: 165-168, Nathans, 2004: 217-234).

Bien que la loi sur la citoyenneté de Wilhelm, dans son aspect ethnoculturel, ait tenté d'empêcher les polonais et les juifs de devenir citoyens par naturalisation, elle n'a pas tenté de priver les citoyens polonais et juifs du *Reich* de leur citoyenneté. Cependant, dans la loi sur la citoyenneté de l'époque nazie, seuls les allemands et leurs descendants étaient reconnus comme membres loyaux de l'État et citoyens à part entière dotés de droits politiques. Avec la loi de 1933 sur la révocation de la naturalisation et le refus de la nationalité allemande[20], la naturalisation des personnes indésirables pour l'État a été annulée; la naturalisation de tous les non-aryens a été arrêtée; la naturalisation des juives était interdite; les citoyens allemands sans origine ethnique allemande ont été décrits comme nuisibles à l'État et au *Volk*; les juifs vivant à l'intérieur des frontières allemandes ont été décrits comme déloyaux et culturellement une menace; les juifs ont été exclus de la pleine citoyenneté et placés, avec d'autres indésirables, du statut de membre officiel de l'État au statut d'étranger (Brubaker, 1992: 165-168; Nathans, 2004: 217-234; Göktürk et al., 2007: 155). Entre 1933 et 1940, plus d'un millier de citoyens ont été privés de leur citoyenneté chaque année, et cette définition extrême de la citoyenneté, cette hiérarchie raciale et ces nouvelles catégories de citoyenneté ont participé à la logique génocidaire du régime (Nathans, 2004: 219).

[20] *Gesetz über den Widerruf von Einbürgerungen und die Aberkennung der deutschen Staatsangehörigkeit*

Après l'effondrement du Troisième *Reich* en 1945 et le discrédit de l'idéologie *völkisch* (ethnonational), les lois sur la citoyenneté et les droits humains sont devenues un sujet de préoccupation, et l'Allemagne a cherché à se réinventer et à se reconstruire en tant que nation. Dans la période d'après-guerre, la reconstruction de la citoyenneté a renforcé et re-légitimé l'auto-compréhension ethnoculturelle de la nation et le nationalisme mono-ethnique (Aktürk, 2012: 3-44; Brubaker, 1992: 168-171). Brubaker déclare que l'auto-compréhension nationale de cette période, qui est devenue une « nation sans État », a une importante dimension ethno-culturelle et historico-régionale et est influencée par trois circonstances spécifiques à la période: « (1) l'effondrement total de l'État, (2) l'expulsion massive des allemands ethnique d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique et (3) la division imposée de l'Allemagne » (Brubaker, 1992: 168). Les fondateurs et les autorités de la RFA nouvellement établie en tant qu'État provisoire ont reflété dans la constitution le but de s'éloigner des crimes nazis et des objectif nazis liés à la société racialement stratifiée (Nathans, 2004: 235; Brubaker, 1992: 169). En réagissant à la discrimination passée de l'Allemagne, la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (*Grundgesetz der Bundesrepublik Deutschland*) de 1949 commençait par l'article « la dignité humaine est inviolable », puis proclamait que « toutes les personnes sont égales devant la loi » et que « nul ne doit être favorisé ou défavorisé sur la base du sexe, de la filiation, de la race, de la langue, de la patrie et de l'origine, de la foi ou des opinions religieuses ou politiques » (Göktürk et al., 2007: 156; Nathans, 2004: 235; Brubaker, 1992: 169). En proclamant que priver quiconque de sa citoyenneté est interdit, la constitution accordait également la re-citoyenneté aux citoyens allemands et à leurs enfants, qui avaient été privés de la citoyenneté par le régime nazi (Göktürk et al., 2007: 156; Nathans, 2004: 235; Brubaker, 1992: 169).

Cette nouvelle constitution, refusant de reconnaître la légitimité de la division de l'Allemagne d'après-guerre, écrit un engagement à la réalisation de son réunification et maintient une seule citoyenneté allemande pour tous les citoyens allemands, y compris les allemands « dont la participation avait été rendue impossible » (Brubaker, 1992: 169, Nathans, 2004: 235). L'utilisation de cette nouvelle loi, qui prévoit la réunification de l'Allemagne, la définition de la citoyenneté de l'Allemagne unie d'avant-guerre a institutionnalisé l'auto-compréhension

nationale ethnoculturelle (Aktürk, 2012: 3-44; Brubaker, 1992: 168-171; Green, 2000: 109). La constitution considérait toute personne devenue citoyenne allemande en 1937 comme un citoyen. Bien qu'il y ait eu une citoyenneté est-allemande distincte en République démocratique allemande (RDA) de 1967 à 1990, il n'y a jamais eu de citoyenneté ouest-allemande distincte. L'insistance de la RFA sur la citoyenneté unique a commencé à sembler anormale, car les États séparés ont été consolidés par la reconnaissance mutuelle en 1972, mais à l'automne 1989 et au printemps 1990, l'inclusivité ethnique de la loi allemande sur la citoyenneté a pris un nouveau sens. Étant donné que les citoyens de la RDA ont le droit constitutionnel d'entrer, de résider et de travailler en RFA, cette « citoyenneté commune a ouvert la voie au rétablissement d'un État commun » (Brubaker, 1992: 77-84).

La loi wilhelmienne sur la citoyenneté de 1913 et son pur système de *jus sanguinis* sont restés en vigueur et, en raison des circonstances de l'époque, une nouvelle catégorie a été ajoutée aux règles de citoyenneté en plus des citoyens allemands: les réfugiés et expulsés allemands ethniques. Les membres de cette catégorie, bien que définis par une désignation différente, avaient les mêmes droits et obligations que les citoyens allemands (Brubaker, 1992: 168-171). À cette époque, il n'y avait pas de clause supplémentaire concernant le statut des immigrés non allemands, car les non-allemands n'étaient pas susceptibles d'émigrer dans le pays. En plus, depuis le milieu des années 1950, la loi a été restrictive et excluante envers les immigrants non allemands arrivant en tant que travailleurs. Cependant, lorsque plus d'un million d'allemands ethniques sont arrivés d'Europe de l'Est et d'Union soviétique en 1988-1991 avec la libéralisation des politiques d'émigration et de voyage dans ces régions, la loi était remarquablement large et inclusive. Avec le traitement très différent des immigrants non allemands et des immigrants allemands ethniques, à partir de 1988, il est devenu plus évident que la loi sur la citoyenneté était basée sur un pur système de *jus sanguinis* et une auto-compréhension nationale ethnoculturelle en tant que communauté de descendance (Brubaker, 1992: 168-171).

3.4 Les travailleurs invités et les limites de la loi sur la citoyenneté: renforcement de la nationalité mono-ethnique

Les premiers gouvernements de la RFA nouvellement formée après la Seconde Guerre mondiale étaient les gouvernements de CDU/CSU sous la chancellerie de Konrad Adenauer jusqu'en 1966. Ce gouvernement représentait des électeurs conservateurs, y compris des allemands ethniques d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique, dont les vues sur la cohésion ethnique étaient conformes à la loi sur la citoyenneté de 1913. Par conséquent, la CDU/CSU ne peut pas être considérée comme une contre-élite car elle ne représente pas l'électorat ethniquement privé de leurs droits en raison du régime mono-ethnique et cherchant un changement des politiques étatiques sur l'ethnicité. Mais à partir de 1955, des accords de recrutement de travailleurs étrangers invités ont été signés avec l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la Turquie, le Maroc, le Portugal, la Tunisie, la Yougoslavie[21] pour répondre à la main-d'œuvre nécessaire afin de reconstruire son économie et relancer la croissance économique, et le gouvernement de CDU/CSU a rencontré un afflux de population ethniquement non allemande en RFA. Le statut politique des travailleurs étrangers invités, qui étaient considérés comme temporaires et censés retourner dans leur pays d'origine, n'avait pas une place centrale dans la politique allemande à cette époque. Dans l'après-guerre, le sentiment de culpabilité causé par le national-socialisme, le remords collectif pour tout ce qui s'est passé, la pénitence et le deuil des morts ont créé une « communauté du destin (*Schicksalsgemeinschaft*) », comme nouvelle composante de l'identité allemande. Cependant, ce partenariat a entraîné des exclusions ethniques et alors que les allemands ethniques étaient inclus dans la communauté, les groupes d'immigrants venus en tant que travailleurs invités n'étaient pas considérés comme les dénominateurs de la communauté. Cette situation s'est également retrouvée dans la loi sur la citoyenneté. Le nombre d'immigrants non allemands arrivés en RFA en tant que travailleurs invités (*Gastarbeiter*) à la fin des années 1950 en raison de pénuries de main-d'œuvre sectorielle a augmenté à partir du début des années 1970 et la majorité de ces immigrants s'est transformée en une importante population installée, dont beaucoup sont nés en RFA. L'exclusivité de la loi sur la citoyenneté émerge ici et se voit

[21] Les accords signés avec tous les pays sauf la Yougoslavie (1968) ont été conclus sous les gouvernements de CDU/CSU.

dans le fait que la grande majorité des immigrants non allemands n'ont pas de statut permanent. Cette double approche de la loi sur la citoyenneté a mis l'accent sur la permanence des allemands ethniques et la fugacité des immigrants non allemands (Aktürk, 2012: 28-32, 48-53; Kastoryano, 2002).

On pensait que la période de la coalition de SPD-FDP (1969-1982) prendrait des mesures pour modifier le statut juridique des immigrants non allemands dans la loi sur la citoyenneté et pour éloigner le régime ethnique du statu quo mono-ethnique. La raison en était le lien organique du SPD avec les travailleurs étrangers par le biais de la Confédération allemande des syndicats (*Le Deutscher Gewerkschaftsbund*, DGB). Le seul parti avec lequel les travailleurs ont interagi de manière continue tout au long des années 1960 et 1970 était le SPD. Comme les travailleurs étaient très actifs dans les syndicats, ils ont organisé leurs revendications politiques dans les syndicats, puis ces revendications ont été transmises au SPD par les canaux de communication entre eux. Bien que les travailleurs syndiqués ne puissent pas voter aux élections locales et générales, ils ont montré leur pouvoir politique par le biais des élections du Conseil des travailleurs (*Betriebsrat*), où ils pouvaient voter, et ont exercé des pressions par le biais des syndicats. Le lien établi avec le SPD a fourni l'environnement et les opportunités nécessaires à la production d'un nouveau discours sur l'ethnicité et la nationalité, et ce fut une opportunité qui a permis au SPD d'émerger comme une contre-élite avec le nouveau discours. Par conséquent, le parti était en faveur de la naturalisation, reconnaissant le potentiel des travailleurs étrangers à devenir ses propres électeurs. Bien que le gouvernement de coalition soit une contre-élite qui a établi des liens étroits avec l'électorat avec des griefs ethniques, et au cours de ses trois premières années au pouvoir, qu'il ait atteint un pouvoir hégémonique à la fois à la chambre basse du parlement (*Bundestag*) et à la chambre haute du parlement (*Bundesrat*), il ne pouvait apporter aucun changement au régime d'ethnicité car il n'avait pas développé un nouveau discours sur l'ethnicité et l'identité nationale pour initier et légitimer le changement de la loi sur la citoyenneté et les règles de naturalisation. En outre, le fait que la CDU/CSU ait détenu la majorité au *Bundesrat* pendant une grande partie du mandat du gouvernement de coalition a limité la capacité

du gouvernement à adopter des lois et a constitué un obstacle majeur à la modification de la loi sur la citoyenneté (Aktürk, 2012: 28-32, 53-58).

Depuis les années 1970, la loi sur la citoyenneté et les politiques de naturalisation sont devenues le point focal du conflit dans l'arène politique allemande (Nathans, 2004: 265-269). Le moratoire qui a mis fin au recrutement de travailleurs étrangers en 1973 (*Anwerbestopp*) s'est concentré uniquement sur l'admission des travailleurs étrangers, et leur statut et celui de leurs familles n'ont pas été abordés (Triadafilopoulos, 2012: 120-157). Ce moratoire a montré que les travailleurs et leurs familles vivant actuellement dans le pays ne quitteraient pas le pays, et le statut à long terme des travailleurs et de leurs familles est devenu un point important de l'ordre du jour, car leur permanence concerne également l'identité démocratique de la RFA en tant que *Rechtsstaat*[22] et son rôle de leader dans le projet d'intégration européenne (Aktürk, 2012: 48-53; Göktürk et al., 2007: 21-63; Triadafilopoulos, 2012: 120-157). Par la suite, une double politique a commencé à être menée pour assurer l'intégration temporaire des travailleurs et de leurs familles en RFA, et en même temps, plus principalement, pour encourager leur retour dans leur pays d'origine. La politique d'intégration montre qu'il existe un consensus pour apporter quelques changements limités au régime d'ethnicité, et l'incitation au retour montre la difficulté à accepter que les travailleurs et leurs familles soient permanents. Cependant, ces politiques ont accéléré la migration des membres de la famille des travailleurs étrangers vers la RFA pour les rejoindre (Triadafilopoulos, 2012: 121-125; Triadafilopoulos et Schönwälder, 2006; Aktürk, 2012: 53-58).

Dans tous ces débats sur la loi sur l'immigration et la citoyenneté, deux formules différentes pour le statut des étrangers ont été élaborées à la fin des années 1970. La première de ces formules représentait la perspective dominante et hégémonique qui réitérait la nationalité mono-ethnique, renforçant le statu quo, y compris la loi sur la citoyenneté de 1913. Malgré la diversité évidente de la population, la Commission de la Fédération et des États (*Bund-Länder-Kommission*) n'a pas accepté l'installation permanente d'immigrants non allemands et a affirmé en 1977 la définition mono-ethnique de la nationalité allemande en déclarant que « l'Allemagne n'est pas un pays d'immigration (*Deutschland ist kein Einwanderungsland*) » (Aktürk, 2012: 63-66; Brubaker,

[22] Il s'agit de priver effectivement les immigrants de leurs droits en RFA.

1992: 174-176; Joppke, 1999: 62-99; Kastoryano, 2002; Nathans, 2004: 245-247). Cette affirmation est apparue pour la première fois dans les Directives fédérales sur la naturalisation de 1977, un document de politique stratégique, et a été utilisée conjointement avec le principe selon lequel la RFA ne veut pas augmenter le nombre de ses citoyens par la naturalisation (Brubaker, 1992: 174-176; Triadafilopoulos, 2012: 121-125). Il a même complété la compréhension historique d'exclusion ethnoculturelle de la nationalité allemande en continuant à soutenir la politique gouvernementale jusqu'aux élections de 1998. Ce discours, qui est l'une des représentations de l'auto-compréhension de la nation ethnoculturelle, s'est reflété dans la politique de citoyenneté. Pendant deux décennies, les militants de l'immigration ont dû lutter pour changer cette expression, car elle a longtemps été utilisée dans les débats sur la loi sur la citoyenneté comme un outil pour défendre le statu quo du régime mono-ethnique, le consolider et contrecarrer les tentatives de changement (Aktürk, 2012: 59-66; Joppke, 1999: 62-99; Brubaker, 1992: 174-176).

La deuxième formule représentait la perspective alternative émergente. Le mémorandum Kühn de 1979 a été préparé par le premier ministre des affaires étrangères, Heinz Kühn, contre les directives de 1977 et avec des recommandations sur la réglementation du statut des immigrants[23] dans le pays, déclarant que le pays connaissait un processus migratoire irréversible. Dans le mémorandum, il recommandait au gouvernement de lancer un programme complet de naturalisation et d'intégration des travailleurs migrants résidents et de leurs familles dans la société allemande par le biais de programmes éducatifs et culturels (Kühn, 1979; Göktürk et al., 2007: 247-249; Aktürk, 2012: 59-63; Räthzel, 1991; Triadafilopoulos, 2012: 120-157; Nathans, 2004: 255). Ce mémorandum a permis d'expliquer en détail, pour la première fois, au niveau gouvernemental, l'idée d'exiger un changement du régime de citoyenneté, avec des conseils et des recommandations. Cependant, les recommandations de Kühn n'ont pas été mises en œuvre, car elles ne contenaient pas d'élément idéologique de redéfinition du concept de nationalité et le gouvernement a adhéré au discours mono-ethnique de la nationalité (Aktürk, 2012: 59-63).

[23] Il a défié la rhétorique dominante des travailleurs invités en utilisant l'expression « immigrants » (Göktürk et al., 2007: 247-249).

Le gouvernement de SPD-FDP a adopté une attitude plus positive envers les immigrants et les demandeurs d'asile, mais le gouvernement et la CDU/CSU en opposition ont insisté pour ne pas transformer la RFA en pays d'immigration et ne pas naturaliser les étrangers. La loi, fondée sur le système pur du *jus sanguinis*, continuait de déterminer leur statut de citoyen, bien que la population d'immigrants non allemands dans le pays ait fortement augmenté. Des politiques de citoyenneté ont été mises en œuvre dans lesquelles les immigrants allemands ethniques jouissaient d'un statut de citoyenneté privilégié, tandis que les immigrants non allemands et leurs descendants pouvaient acquérir la citoyenneté dans des conditions très restrictives. Pendant le gouvernement de coalition de SPD-FDP, comme ils n'ont pas changé le régime ethnique, ils ont pris de nouvelles dispositions institutionnelles afin d'obtenir des gains pour les travailleurs étrangers qui constituent l'électorat potentiel. En 1978, une nouvelle loi sur les étrangers a été adoptée. Bien que cette loi n'ait pas entraîné d'augmentation notable des taux de naturalisation, elle s'est traduite par une augmentation du nombre de permis de séjour permanent (*Unbefristete Aufenthaltserlaubnis*) et une transition vers un droit de séjour plus sûr (*Aufenthaltsberechtigung*) pour les résidents de longue durée (Aktürk, 2012: 63-70; Brubaker, 1992: 174-178).

Le gouvernement de coalition de CDU/CSU-FDP (1982-1998), arrivé au pouvoir sous Helmut Kohl en 1982, a de nouveau mis fin à l'attente de tout changement dans la loi sur la citoyenneté et les procédures de naturalisation. La CDU/CSU avait depuis longtemps adopté une « approche défensive de l'immigration et de la diversité culturelle », rejetant le statut de la RFA en tant que pays d'immigration (Green, 2013: 52), et durant cette période, Kohl a également poursuivi cette approche et adopté une « approche radicale » envers les demandeurs d'asile et les réfugiés (Mushaben, 2017b: 521). Au début des années 1980, comme l'a noté Karen Schönwalder, les politiques d'immigration en RFA sont « racialisées », ce qui signifie que certains groupes sont considérés comme « culturellement non assimilables ». Ces groupes, qui comprennent des réfugiés et des demandeurs d'asile non européens, en particulier des travailleurs venant de la Turquie et leurs familles, sont séparés et exclus par la culture (Schönwalder, 1996). En fait, les travailleurs et leurs familles, en particulier de la Turquie, étaient considérés comme des boucs émissaires pour les problèmes socio-économiques de la RFA (Boswell et Hough, 2008: 337). Pour cette raison, en expliquant l'agenda de la nouvelle coalition (*Regierungserklärung*), Helmut

Kohl a déclaré que l'un des trois plus principaux objectifs de son gouvernement est de réduire de moitié le nombre d'étrangers dans le pays (Triadafilopoulos, 2012: 128-131). Adhérant aux directives de 1977, il a préparé des politiques pour renforcer le statu quo du régime mono-ethnique. La plus importante de ces politiques créées par le gouvernement pour atteindre son objectif a été la loi promulguée en 1983, parallèlement à l'un des articles des directives, pour soutenir le retour des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine (*Gesetz zur Förderung der Rückkehrbereitschaft von Ausländern*). À condition qu'ils retournent dans leur pays, acceptent de quitter définitivement la RFA et de ne pas revenir en RFA, chaque travailleur étranger et sa famille qui quitteraient le pays avaient droit à une prestation monétaire de 10 500 marks allemands comme le remboursement de leurs cotisations à divers programmes de sécurité sociale, tels que retraite et chômage (Aktürk, 2012: 81-83; Nathans, 2004: 235-264; Triadafilopoulos, 2012: 128-131).

En même temps, pendant cette période, les droits au regroupement familial, c'est-à-dire le droit des travailleurs étrangers de faire venir des membres de leur famille en RFA pour les rejoindre, ont été restreints (Nathans, 2004: 244). Alors que la CDU pensait que de cette façon, le « problème des étrangers » (*Ausländerfrage*) serait résolu dans une large mesure, le besoin de travailleurs migrants dans les secteurs en expansion de l'industrie a contribué à ne pas réduire le nombre d'immigrants (Aktürk, 2012: 81-83; Räthzel, 1991). Seuls 300 000 (7%) des travailleurs étrangers de l'époque ont accepté de quitter le pays en recevant cette aide, et le gouvernement a interprété cela comme un succès (Herbert, 2003: 255 cité dans Aktürk, 2012: 82). Les efforts du gouvernement pour consolider le statu quo du régime mono-ethnique ont reçu le soutien des universitaires. Un groupe de professeurs conservateurs de diverses universités a publié le « Manifeste de Heidelberg ». Ce manifeste exprimait une réaction contre tout amendement à la loi sur la citoyenneté et contre la naturalisation et le droit des allemands non ethniques à la citoyenneté (Göktürk et al., 2007: 111-113). Schönwalder voit les années autour de 1980 comme un « tournant dans l'expression ouverte d'attitudes xénophobes et racistes », et que cela est dû à de nouvelles tendances, telles que le thème de « l'Überfremdung[24] », qui a été réintroduit dans le

[24] C'est un « vieux schéma nationaliste et raciste de la fin du XIX^e^ siècle, largement tabou après 1945 » (Schönwalder, 1996: 166).

débat politique et public, et la racialisation où l'accent est mis sur le fait que certains groupes d'immigrants et de réfugiés resteront à jamais distincts et impossibles à intégrer (Schönwalder, 1996: 166-167). Au cours de cette période, il y avait deux raisons pour lesquelles les membres de la diaspora de la Turquie ont été mis en avant dans la formulation des politiques du gouvernement et le soutien reçu pour les politiques. L'une de ces raisons était que parmi la population de travailleurs étrangers dans le pays, la Turquie, avec la Yougoslavie, constituait les deux plus grands nombres de ressortissants de pays non membres de l'Union européenne (UE). L'autre est la différence religieuse de la communauté et l'importance croissante accordée à l'islam dans le pays (Aktürk, 2012: 78-79).

3.5 L'émergence d'un nouveau discours sur l'ethnicité et la nationalité

Alors que les efforts de consolidation mono-ethnique se poursuivaient, l'opposition assistait à la germination de nouvelles idées sur l'ethnicité et la nationalité. L'une d'elles était la lutte des immigrants pour leurs droits civils et politiques. Aktürk affirme que les immigrants et en particulier la diaspora de la Turquie ont joué un rôle important alors que des changements étaient en cours dans la loi sur la citoyenneté. Environ un an avant l'arrivée au pouvoir de la coalition de CDU/CSU-FDP, certains membres de la diaspora de la Turquie ont formé un groupe appelé « Groupe d'initiative pour l'égalité des droits et l'intégration (*Initiativkreis Gleichberechtigung und Integration*-IGI) » à Berlin et ont préparé et distribué le rapport « Points de vue des étrangers sur les politiques relatives aux étrangers » en allemand et en turc. Ce rapport de 1981 souligne que les membres de la diaspora sont exclus des décisions politiques prises à leur sujet et que l'égalité des droits juridiques et politiques est une condition préalable à l'intégration, et formule des revendications sur des questions telles que le statut juridique, le droit de vote aux élections locales et la double nationalité. En plus, ce rapport exigeait que les membres de la diaspora soient des discutants, et pas seulement des objets de la discussion dans les débats sur les politiques relatives aux étrangers. Ainsi, cela a marqué le début d'une nouvelle ère dans l'activisme pour les droits civils et politiques des membres de la diaspora (Aktürk, 2012: 83-85).

La deuxième étape dans la formation d'un nouveau discours sur l'ethnicité et la nationalité en RFA est venue du Parti vert nouvellement formé. En opposition aux politiques de la coalition de CDU/CSU-FDP, le nouveau parti émergeant, le Parti vert, s'est fermement séparé du discours dominant. En 1984, au *Bundestag*, le chef du parti, Joschka Fischer, a déclaré que l'héritage de la dictature nazie se retrouvait dans la loi sur les étrangers, que les immigrants dans le pays étaient traités d'une manière qui rappelle le régime d'apartheid en Afrique du Sud, que la RFA est un pays d'immigration et qu'une société multiculturelle devrait être établie. Dans son nouveau discours sur la migration, l'ethnicité et la nationalité, il a souligné l'importance de la diversité ethnique, linguistique et culturelle comme base du pluralisme démocratique. Avec ce discours, pour la première fois, la possibilité d'un changement radical a commencé à prendre forme. L'émergence de ce nouveau discours a rendu intenable le statu quo mono-ethnique avec les mêmes arguments. Alors que la CDU/CSU adoptait une position défensive, le FDP et le SPD ont commencé à reconsidérer leurs positions. Lorsque le FDP a formé un gouvernement de coalition avec la CDU/CSU, contrairement à sa position réformiste dans ses périodes précédentes et suivantes, il n'était pas dans une position proactive pour le changement et s'est contenté d'opposer son veto aux mesures trop restrictives que la CDU/CSU pourrait vouloir prendre concernant les immigrants (Aktürk, 2012: 85-87).

La troisième étape vers la germination de nouvelles idées sur l'ethnicité et la nationalité dans l'opposition est que le Parti vert reflète son soutien au droit des immigrants de voter et de se présenter aux élections au sein de son propre parti. Étant donné que ses membres n'avaient pas besoin de la citoyenneté allemande, depuis sa fondation, le Parti vert a été un pionnier en permettant aux immigrants d'occuper divers postes politiques importants aux niveaux local et fédéral, à la fois en tant que membres et en tant qu'administrateurs. Cette situation représente à la fois une continuité et une rupture avec le SPD. Elle est considérée comme une continuation partielle du lien organique que les travailleurs étrangers avaient avec le SPD à travers leurs syndicats dans les années 1960 et 1970. Cependant, le fait que les immigrants occupent divers postes plus nombreux au sein du parti des Verts, entré au *Bundestag* en 1983, est perçu comme une rupture (Aktürk, 2012: 87-90).

En plus de ces trois étapes, la répétition d'un nouveau discours sur l'ethnicité et la nationalité s'est poursuivie avec le travail d'organisations fondées par des membres de la diaspora de la Turquie, qui ont activement revendiqué toutes sortes de droits de citoyenneté depuis 1981. En 1986, les travailleurs migrants organisés sous la Confédération allemande des syndicats (*Le Deutscher Gewerkschaftsbund*, DGB) ont adopté un projet de loi déclarant la RFA en tant que pays d'immigration. La pression de l'opposition croissante des immigrants à l'extérieur du parlement avec la Confédération allemande des syndicats a provoqué le changement au sein du SPD. Concernant le rôle des immigrants dans le processus de changement, Aktürk conclut que « le nouveau discours sur la citoyenneté, sans lequel la réforme n'aurait pas pu réussir, a été fait par et à travers les efforts des immigrants, au premier rang desquels les immigrants de Turquie qui constituaient le groupe le plus important » (Aktürk, 2012: 113). De plus en plus, le SPD en est venu à accepter que la RFA soit un pays d'immigration. Au sein du SPD qui est en opposition et en crise de leadership, un nouveau discours sur l'ethnicité et la nationalité a été formulé, ouvert à la naturalisation de nombreux étrangers résidents de longue durée. Tous ces nouveaux discours sur l'ethnicité et la nationalité, dont les fondements ont été posés dans les années 1980, se sont développés et diffusés tout au long des années 1990 et ont occupé une place centrale dans le contexte multiple de la période (Aktürk, 2012: 90-92).

3.6 La réunification de l'Allemagne et les attaques racistes contre les immigrants

L'extrême droite, renforcée par la réunification de l'Allemagne en 1990, a gagné en soutien avec les débats sur la culture de référence (*Leitkultur*) et a toujours mis l'accent sur la représentation des « vraies personnes », le retour aux origines et la préservation des valeurs. Cette opposition aux immigrants, à l'islam et aux autres cultures s'est accentuée et les immigrants ont été de plus en plus perçus comme une menace. Suite à la réunification de l'Allemagne, les débats sur l'identité nationale allemande et la culture de référence (*Leitkultur*) dans les années 1990 ont renforcé la citoyenneté ethnique allemande dans la constitution actuelle de l'Allemagne et l'auto-compréhension nationale ethnoculturelle centrée sur le *Volk* (Brubaker, 1992; Fulbrook, 1999). Ils ont créé de nouvelles frontières ethniques racialisées à travers la culture, renforçant la distinction entre « Nous » et « Eux » définis par la loi. Au cours de cette période, la perception

ethno-culturelle de l'identité nationale allemande a été renforcée et les attentes d'un changement de la loi sur la citoyenneté ont été réduites.

Au début des années 1990, en plus des politiques restrictives de la CDU/CSU à l'égard des étrangers, les politiciens syndicaux et les médias ont présenté les étrangers comme des criminels et des abuseurs d'avantages sociaux et ont souligné que l'Allemagne ne serait pas en mesure de faire face à cette situation. Ce discours a joué un rôle dans l'augmentation soudaine et massive des préoccupations du public concernant la politique d'asile et d'immigration dans les sondages d'opinion réalisés en 1991 et 1992 (Triadafilopoulos, 2012: 138). Il y a eu une augmentation rapide de la violence raciste et des attaques xénophobes contre les immigrants. Parmi ces attaques racistes à motivation politique, Rostock (août 1992), Mölln (novembre 1992), Solingen (mai 1993) étaient les plus importants, et les attaques meurtrières à Mölln et Solingen visaient des membres de la diaspora de la Turquie (Castles et Miller, 1998; Göktürk et al., 2007: 105-148; Kastoryano, 2002; Kaya, 2013). F. Guillaume Dufour attribue la cause de ces attaques à l'émergence problématique de l'identité en RDA et son expression souvent violente avec la montée de l'extrême droite (Dufour, 2001: 61).

Les événements qui ont suivi la chute du mur de Berlin et la réunification ont eu une importance décisive dans la détermination de l'identité des allemands de l'Est. À l'automne 1989, comme leur objectif est passé de la réforme de la RDA à la réunification, les allemands de l'Est ont utilisé le slogan, « Wir sind ein Volk! », dans les manifestations qui ont eu lieu juste avant la chute du mur et ce slogan a rencontré « Wir auch! » qui est la réponse des allemands de l'Ouest (Mushaben, 1993). Outre l'espoir d'unité, ces discours expriment également deux identités allemandes différentes, l'asymétrie des relations entre les deux Allemagne et la perception de l'identité est-allemande comme un obstacle à l'objectif « d'unité interne (*innere Einheit*) » (Cooke, 2005: 1-26). En effet, la réunification n'a pas réussi à parvenir à une citoyenneté unifiée entre les résidents de l'Allemagne de l'Ouest (« Wessis » Occidentaux) et l'Allemagne de l'Est (« Ossis » Orientaux), qui partagent des frontières communes, une langue commune, une monnaie commune, une appartenance ethnique commune, et cette situation, qui est devenue de

plus en plus évident dans les années suivantes, s'est également reflétée dans les recherches (Mushaben, 2010).

À la fois dans son livre « Where the World Ended: Re-Unification and Identity in the German Borderland » et dans son article « The Spirit of Capitalism and the Boundaries of Citizenship in Post-Wall Germany », Daphne Berdahl se concentre sur la relation entre la citoyenneté, l'appartenance nationale, la consommation de masse et le capitalisme dans les transformations vécues lors de la transition de l'Allemagne de l'Est du socialisme d'État à une économie de marché de consommation. Dans son travail de terrain à Leipzig, en Allemagne de l'Est, en 1990-92, elle explique que l'incorporation de l'Allemagne de l'Est radicalement désindustrialisée dans l'appartenance nationale ouest-allemande basée sur la démocratie de consommation a restructuré les espaces symboliques de la citoyenneté, créé de nouvelles frontières d'appartenance et déterminé qui était à l'intérieur et qui était exclu. Elle soutient que le développement économique en Allemagne de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale est devenu un élément important dans le développement de l'identité nationale ouest-allemande et que la relation entre la consommation de masse et l'appartenance nationale, qui est importante dans le contexte allemand, a été confirmée par la chute du mur de Berlin. Alors que la réunification détruisait l'appartenance et les pratiques basées sur l'opposition de l'Allemagne de l'Est à l'Allemagne de l'Ouest, l'appartenance nationale basée sur la consommation de l'Allemagne de l'Ouest a commencé à redéfinir l'appartenance et les pratiques de l'Allemagne de l'Est et a continué à définir la fracture entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est. Les pratiques de l'Allemagne de l'Ouest en Allemagne de l'Est et l'imposition de la mémoire officielle de l'Allemagne de l'Ouest aux allemands de l'Est ont contribué au récit d'appartenance nationale de l'Allemagne de l'Ouest fondé sur le capitalisme, la démocratie, le bien-être et la consommation, qui a structuré l'effondrement du système socialiste. Ces pratiques visaient notamment à accorder des prêts à la consommation de l'Allemagne de l'Ouest à l'Allemagne de l'Est, à projeter des images est-allemandes sur les médias ouest-allemands (la « frénésie de consommation (*Konsumrausch*) » des « allemands de l'Est (*Ossis*) », à diffuser des informations sur la réunification dans la sphère publique de l'Allemagne de l'Est, à enseigner aux allemands de l'Est

les pratiques de consommation, la finance, la gestion de l'argent, les règles et les valeurs de l'économie de marché de consommation (Berdahl, 1999; Berdahl, 2005).

Alors que la citoyenneté et l'État-nation devenaient liés aux droits des consommateurs et aux *rites* de consommation, dans la transition rapide d'un système industrialisé basé sur la production à un système défini par la consommation, la formation du citoyen-sujet par la consommation (citoyens-consommateurs) a amené les allemands de l'Est à connaître de nombreux changements dans leur identité et leur appartenance. La construction et la réorganisation axées sur la consommation en Allemagne de l'Est ont conduit à l'émergence et au maintien de nouvelles frontières d'appartenance, de nouvelles formes d'identité et d'une frontière culturelle entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne. Dans cette identité nationale, qui comprend la croissance économique, la consommation et la prospérité, les principes de l'économie de marché de consommation ont déterminé qui est inclus et qui est exclu en tant que gagnants et perdants de la transition (*Wendegewinner* et *Wendeverlierer*). La consommation, prenant de nouvelles significations et de nouveaux rôles dans la construction de la différence, reflétait et formait les frontières de l'appartenance nationale. Parmi les exclus figuraient les chômeurs, les sous-employés, les sans-abri, les pauvres, qui manquaient de ressources pour consommer et ne pouvaient subvenir à leurs besoins grâce à la consommation. Bien qu'ils jouissent de droits sociaux, politiques et civils officiels, ils étaient exclus de l'identité nationale ouest-allemande basée sur la démocratie de consommation de masse. Il en est résulté que l'identité des allemands de l'Est a été largement façonnée « par l'expérience du chômage, de la désillusion et du ressentiment de l'hégémonie de l'Allemagne de l'Ouest dans l'ex-RDA » (Berdahl, 2005: 244). Dans cette période, avec la réunification, des critiques du nouvel ordre et des formes d'opposition conscientes ou implicites ont également émergé. Avec les pratiques culturelles nouvellement ritualisées, ils sont devenus des partenaires dans les négociations et les transformations identitaires des allemands de l'Est, et la métaphore du « mur dans l'esprit », devenue populaire après la chute du mur de Berlin, faisait référence à la montée du racisme et de l'exclusion, et à l'invention d'un nouveau mur identitaire et culturel remplaçant l'ancien mur (Berdahl, 1999; Berdahl, 2005; Göktürk et al., 2007: 105-148).

Les attaques racistes contre les immigrants ont entraîné une réaction au sein de la diaspora de la Turquie contre ces attaques racistes, les politiques anti-citoyenneté et anti-double nationalité, et à l'organisation de manifestations antiracistes à travers le pays (Kaya, 2013; Castles et Miller, 1998). En raison de l'indifférence du gouvernement aux attaques xénophobes contre les immigrants et aux politiques restrictives contre les étrangers, la ministre des affaires étrangères du FDP, Liselotte Funcke, a démissionné en juin 1991 en signe de protestation, citant la montée de la xénophobie comme un « signal alarmant » avec lequel il fallait compter (Frankfurter Allgemeine Zeitung, 1991 cité dans Triadafilopoulos, 2012: 136-139). Cependant, la CDU/CSU au pouvoir a attribué ces attaques au nombre croissant d'immigrants et de réfugiés en RFA et a suggéré de réduire le nombre d'immigrants et de réfugiés dans le pays comme solution pour empêcher la poursuite de cette violence (Aktürk, 2012: 96). Le gouvernement a utilisé ces attaques pour justifier l'abrogation de l'article 116 de la constitution allemande en mai 1993, qui accorde de nombreux droits aux demandeurs d'asile. Jürgen Habermas, dans son article de *Die Zeit*, a critiqué cette décision parce que les principaux partis étaient complices d'une grande partie de leur électorat plein de ressentiment, et a commenté cette décision comme suit:

> le fait que les incendies criminels de Rostock et les meurtres de Mölln aient été suivis d'étapes accélérées vers des restrictions sévères du droit d'asile politique, stigmatisant ainsi les étrangers comme la source de la haine des étrangers, signalait une grave dégradation de la démocratie et normes républicaines: l'Allemagne vit une tentative de transformer son autodéfinition politique vers un nationalisme ethnique renouvelé (Habermas, 1992 cité dans Schönwalder, 1996).

La CDU/CSU au pouvoir a continué à maintenir le statu quo mono-ethnique et pour justifier cette position, elle a même souligné que la RFA n'aurait pas été en mesure de s'unifier si une modification de la loi sur la citoyenneté avait eu lieu. Pour cette raison, les attaques meurtrières n'ont pas entraîné de modification de la loi sur la citoyenneté (Aktürk, 2012: 96).

3.7 Les critiques du régime mono-ethnique et de la loi sur la nationalité

En 1994, le Conseil pour la migration (*Rat für Migration*) composé principalement d'universitaires, de chercheurs, d'experts et d'intellectuels de gauche libérale a émergé en faveur

d'une modification de la loi sur la citoyenneté. En publiant des documents prouvant que l'Allemagne est un pays d'immigration depuis très longtemps, il a plaidé pour réglementer les principes de naturalisation et faciliter l'octroi de la citoyenneté aux immigrants. Les publications des organisations telles que *Friedrich Ebert Stiftung*, *Heinrich Böll Stiftung*, *Friedrich Neumann Stiftung* et les sources du ministère des affaires étrangères, poste confié au FDP, ont suivi les publications de *Rat für Migration*. Pour remodeler la relation entre l'ethnicité, la citoyenneté et la nationalité, toutes ces organisations ont contribué à accélérer le changement de discours qui était déjà en construction, puis à construire le discours qui justifierait le changement de la loi sur la citoyenneté (Aktürk, 2012: 97-99).

À l'époque où de nouveaux discours sur l'ethnicité et la nationalité ont émergé et commencé à gagner en légitimité, les conservateurs opposés ont répondu aux critiques du régime mono-ethnique et de la loi sur la citoyenneté, prétendument menacés par la diversité ethnique et la possibilité d'une reconnaissance régionale de la loi sur la citoyenneté, avec la conceptualisation de la culture de référence (*Leitkultur*). Certains conservateurs bien connus ont fait valoir que ce nouveau concept était déterminé par la langue et la culture allemandes et guidait les jugements de valeur des larges masses de la communauté politique. Pendant que ce débat se déroulait, le concept de *Leitkultur* a été critiqué par beaucoup, y compris les libéraux, les sociaux-démocrates, les écologistes et les gauchistes, comme un concept raciste (*volkisch*) de nationalité. Au lieu de ce concept, ils ont opéré un renouveau idéologique en construisant un autre concept: *Verfassungspatriotismus* (patriotisme constitutionnel) (Aktürk, 2012: 97-99).

Le patriotisme constitutionnel a émergé comme un consensus contre le nazisme, son nationalisme excessif et le soviétique, et représente une version forte du sens civique de l'identité collective nationale allemande (Fulbrook, 1999; Müller, 2007). Il « désigne l'idée que l'attachement politique doit se centrer sur les normes, les valeurs et, plus indirectement, les procédures d'une constitution démocratique libérale » (Müller, 2007: 1). Le patriotisme constitutionnel est un concept développé par l'éminent intellectuel de gauche allemand, Jürgen Habermas, empruntant à Dolf Sternberger et identifié avec Habermas (Dufour, 2001: 55). Depuis les années 1960, la perspective de Habermas est « en accord avec la conception procédurale et radicale de la

démocratie » (Dufour, 2001: 67). Habermas a poursuivi cette perspective dans les débats sur l'identité nationale allemande, la réunification allemande et l'intégration européenne accélérée par la réunification (Dufour, 2001: 59).

Alors que des conflits sur l'identité collective couvaient en Allemagne de l'Ouest dans les années 1980, Habermas a commencé à défendre son patriotisme constitutionnel, interférant avec le débat méthodologique et politique des historiens, *Historikerstreit* (Querelle des historiens) de 1986, sur la manière d'aborder l'ère nazie. Au cours de cette période, dans l'environnement politique en Allemagne de l'Ouest, qui a été façonné par la visite de Kohl en Israël en janvier 1984, l'incident du cimetière de Bitburg en 1985 et par la suite, l'annonce du projet de construction du musée de l'histoire allemande, Habermas a critiqué la commémoration et l'évaluation passives des mémoires collectives dans la compréhension de l'identité collective des défenseurs du patriotisme traditionnel. Provoqué par les thèses avancées par les historiens conservateurs, notamment Hillgruber, Nolte et Stürmer, Habermas a développé sa théorie du patriotisme constitutionnel et a souligné la nécessité d'une approche critique de l'histoire concernant la mémoire de l'ère nazie dans l'identité collective allemande (Dufour, 2001: 38-68; Maier, 1988). Défendant la république, la loi fondamentale de la république et une identité collective positive fondée sur elles, Habermas définit la république comme suit: « les citoyens d'une république s'identifient avec l'esprit et avec les principes de leur constitution, parce qu'ils ont appris, à partir du contexte historique de leur pays, à considérer cette constitution comme une conquête » (Habermas, 1997 cité dans Dufour, 2001: 55).

Dans l'arène politique bifurquée, pour inclure les valeurs prônées par le patriotisme constitutionnel, les partisans de *Leitkultur* ont ensuite commencé à soutenir qu'un patriotisme moderne prônant la constitution, convenait mieux qu'un nationalisme ethno-culturel à une société démocratique. Ces débats ont continué d'avoir une influence sur la formation de l'identité nationale allemande et ont laissé de nouveaux héritages discursifs dont les futurs réformateurs bénéficieraient.

3.8 La modification de la loi sur la citoyenneté et la transition vers un régime anti-ethnique

Dans tout ce contexte, un bloc de contre-élite doté d'un nouveau discours sur l'ethnicité et la nationalité s'est formé avec des membres du Parti vert et quelques membres du SPD, et aux élections générales de 1998, la coalition de SPD-Verts est arrivée au pouvoir sous Schröder, obtenant la majorité au parlement. Entre 1998 et 2005, un gouvernement de gauche a dominé le *Bundestag* d'après-guerre pour la première fois, et l'occasion s'est présentée de modifier la loi sur la citoyenneté. Les deux côtés de ce gouvernement étaient contre le statu quo de la loi sur la citoyenneté et voulaient modifier cette loi pour permettre la citoyenneté par naissance et la double citoyenneté. En plus, la majorité de deux des trois partis d'opposition, le FDP et le Parti du socialisme démocratique (PDS), ont soutenu la nouvelle rhétorique du gouvernement. Ainsi, le gouvernement de SPD-Verts a formé la majorité hégémonique nécessaire pour réviser et amender la loi restrictive sur la citoyenneté, et des mesures ont été prises pour libéraliser cette loi. Cependant, les points de vue des deux partis sur la nationalité différaient et le SPD avait tendance à être plus assimilationniste, tandis que les Verts avaient des tendances multiculturelles et assimilationnistes (Aktürk, 2012: 99-104; Triadafilopoulos, 2012: 120-157).

Le premier projet de loi sur la citoyenneté que le gouvernement de SPD-Verts a préparé en 1998 reflétait un compromis entre les tendances assimilationnistes et multiculturelles. La citoyenneté serait accordée, selon le principe du *jus soli*, aux enfants nés en RFA de parents qui ne sont pas citoyens de la RFA et les enfants pourraient conserver la citoyenneté de leurs parents et devenir double-citoyens. Le gouvernement pensait que ces innovations faciliteraient la naturalisation de millions d'immigrants installés, leur permettraient de participer à la vie politique et contribueraient ainsi à restaurer l'image d'identité démocratique de la RFA et à l'aligner sur ses partenaires de l'UE. Le gouvernement était convaincu que ce projet de loi deviendrait loi rapidement et ne s'attendait pas à ce qu'il suscite de l'opposition. Avant les élections parlementaires (*Land*) de l'État de Hesse de 1999, la CDU/CSU avait mené une campagne de pétition contre le projet de loi sur l'immigration et la citoyenneté prévu par le gouvernement. La mobilisation massive de la campagne de pétition de la CDU/CSU a recueilli cinq millions de

signatures dans tout le pays contre la clause de double nationalité pour les citoyens naturalisés. Avec la victoire de la CDU/CSU aux élections de Hesse, le gouvernement de SPD-Verts a perdu la majorité au *Bundesrat*, la chambre haute du parlement, et le gouvernement a cherché un compromis avec le FDP pour obtenir les voix nécessaires pour faire adopter le projet de loi par le *Bundestag*. Les différentes tendances des deux parties dans le premier projet de loi sont devenues plus évidentes après cette perte et le nouveau projet de loi sur la citoyenneté a dû être façonné strictement autour de l'idée d'assimilation (Aktürk, 2012: 99-104; Triadafilopoulos, 2012: 120-157).

Ce nouveau projet de loi renonçait à la double nationalité et adoptait la formule *Optionsmodell*, et les enfants nés en RFA de parents qui résidaient légalement dans le pays depuis huit ans pourraient acquérir la nationalité allemande et conserver la nationalité allemande s'ils renonçaient à leur autre nationalité entre les âges du 18-23. Ce nouveau projet de loi sur la citoyenneté a été approuvé par le *Bundestag* le 7 mai 1999, avec 365 voix pour, 182 contre et 39 abstentions, et est devenu loi le 1er janvier 2000. L'amendement à la loi allemande sur la nationalité a marqué un tournant dans la reconnaissance du statut de la RFA en tant que pays d'immigration et de diversité. Cette loi reconnaissait la nationalité fondée sur la résidence territoriale sous certaines conditions et signifiait que les enfants nés de parents non-citoyens en RFA deviendraient citoyens allemands dès leur naissance. Cette innovation permet, s'ils remplissent les conditions, à tous les résidents de longue durée de l'État de bénéficier de tous les droits sociaux, économiques et politiques dont bénéficient les citoyens allemands (Göktürk et al., 2007: 149-191; Nathans, 2004: 235-264; Aktürk, 2012: 99-104). Nathans déclare qu'avec ce changement, la RFA s'est éloignée des méthodes utilisées par les régimes précédents pour façonner la RFA en une société nationale ethniquement homogène, et l'idée qu'il est possible pour des non allemands de rester fidèles à la RFA a commencé à prévaloir (Nathans, 2004: 269). Nathans ajoute que le désir d'intégration de la RFA à la communauté européenne, à savoir le projet d'intégration européenne, a eu une influence sur la nouvelle loi sur la citoyenneté et a remodelé le sens du sentiment national allemand (Nathans, 2004: 268). La préservation de la RFA de son identité démocratique

(*Rechtsstaat*), son identification aux institutions républicaines et ses espoirs d'intégration à l'UE sont l'un des piliers les plus importants du changement de la loi sur la citoyenneté.

Juste après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, à l'automne 2000, une nouvelle commission nationale a été convoquée pour légitimer et approfondir la transition du régime mono-ethnique au régime anti-ethnique et au nouveau concept de nationalité, et cette commission a fait une nouvelle définition de la nation soulignant que la RFA est un pays d'immigration. Le gouvernement a créé cette commission interpartis, présidée par Rita Süssmuth de la CDU, comprenant des représentants des partis politiques, des représentants d'associations nationales et des experts, pour examiner les options politiques et économiques pour la loi sur l'immigration (Aktürk, 2012: 107-108; Triadafilopoulos, 2012: 153). Aktürk interprète que même si le parti de Süssmuth n'a pas participé à la formation de la commission, permettre à Süssmuth de présider la commission était « d'assurer la participation de la CDU à l'hégémonie assimilationniste nouvellement constituée et comme un geste envers le principal parti d'opposition » (Aktürk, 2012: 107). La Commission Süssmuth a préparé un rapport avec le sous-titre « *Zuwanderung gestalten, Integration fördern* (façonner l'immigration, promouvoir l'intégration) » afin d'établir et de consolider la légitimité de la nouvelle définition de la nationalité allemande. Dans ce rapport publié, une nouvelle stratégie nationale, dans laquelle l'immigration est nécessaire, a été déterminée comme solution à la crise du déficit démographique en RFA, qui a d'importantes conséquences socio-économiques pour le pays. Ainsi, de nouvelles politiques ont été légitimées par les axes de la démographie, de l'économie, de la migration et de l'intégration (Aktürk, 2012: 108).

Aktürk exprime le soutien parlementaire à la loi sur la citoyenneté et l'innovation dans les politiques d'adhésion comme un indicateur « d'une majorité hégémonique [rassemblée] autour de l'idée d'étendre la citoyenneté aux immigrants désireux de s'assimiler » (Aktürk, 2012: 32). Ainsi, avec le changement de régime d'ethnicité en RFA, il y a eu une transition d'une compréhension de nationalité mono-ethnique basé sur la ségrégation à une compréhension de nationalité anti-ethnique basée sur l'assimilation, et ce nouveau concept de nationalité anti-ethnique a été formalisé avec la loi sur la citoyenneté préparée avec une motivation

assimilationniste, qui interdisait la double nationalité (Aktürk, 2012: 100-112, Triadafilopoulos, 2012: 151-152). La compréhension assimilationniste de la nationalité anti-ethnique en est venue à être représentée par une majorité hégémonique, et presque tous les membres du SPD et du FDP, de nombreux membres des Verts, en particulier sa direction, et certains membres de la CDU a fait cette majorité hégémonique. Cette nouvelle compréhension de nationalité a été critiquée par les membres des partis Vert et Gauche qui soutenaient la perspective multi-ethnique, et par les membres de la CSU et de la CDU, qui soutenaient le régime mono-ethnique. Les critiques de la CDU/CSU ont de plus en plus conduit certains membres du parti à faire campagne contre la double nationalité (Aktürk, 2012: 100, 108; Joppke, 1999).

Avec l'arrivée au pouvoir du SPD et des Verts, la modification de la loi sur la citoyenneté a suscité un débat sur la définition de l'identité nationale allemande et de la culture dominante ou de référence (*Leitkultur*), l'intégration et l'appartenance culturelle (Pautz, 2005). Peu de temps après que la Commission Süssmuth soit devenue opérationnelle, Friedrich Merz, le chef parlementaire de la CDU/CSU au *Bundestag*, a annoncé que la campagne électorale de son parti aborderait les questions liées à l'immigration et à l'intégration, et que la politique d'intégration serait façonnée autour de *Leitkultur*. En plus, il a soutenu plus tard que la RFA avait une « culture de référence (*Leitkultur*) » démocratique libérale basée sur la constitution allemande et que les immigrants devraient adopter et s'adapter à cette culture. Alors que cette demande était justifiée par des politiciens conservateurs, elle a été condamnée par des politiciens de gauche pour avoir prétendument proposé la « germanisation » forcée des immigrants. La signification et les caractéristiques de *Leitkultur* dans ces discussions n'étaient pas claires et ont changé au fil du temps (Pautz, 2005). Pautz soutient que « le débat sur *Leitkultur* visait à reconstruire l'autorité de l'État national en traçant de nouvelles frontières entre nationaux et immigrants » et que « l'obsolète *ius sanguinis* ne devait plus être utilisée pour définir qui faisait partie du corps national; plutôt, ce que j'appelle *ius cultus* devait marquer cette limite » (Pautz, 2005: 41).

Dans l'effet de la nouvelle loi sur la naturalisation des immigrants, puisque le consensus hégémonique est basé sur l'assimilation et que légalement les immigrants sont censés s'assimiler dans une dimension culturelle en plus de renoncer à leur citoyenneté, il y a eu une réticence et

une impossibilité pour les immigrants de renoncer à leur citoyenneté. Les membres de la diaspora de la Turquie se sont sentis obligés de rejeter leur héritage culturel, religieux, ethnique et linguistique. En réponse à la réforme de la citoyenneté, *Türkische Gemeinde in Deutschland* (la communauté turque en Allemagne) a commencé à faire pression pour un changement de la loi sur la citoyenneté qui rendrait impossible la perte de la citoyenneté en Turquie. Si la perte de la citoyenneté était impossible, la loi allemande sur la nationalité leur permettait de conserver leur nationalité actuelle et de détenir la double nationalité. Cependant, la majorité hégémonique, qui a une conception assimilationniste anti-ethnique de la nationalité, s'est opposée à l'amendement de la loi, car le permis à accorder à la double nationalité était le facteur le plus important qui augmentera le nombre de naturalisations. Ce compromis assimilationniste s'est poursuivi lorsque la nouvelle loi sur l'immigration et l'intégration (*Zuwanderungsgesetz*) a été adoptée en 2004. Réconciliant le gouvernement de SPD-Verts et la CDU/CSU, cette loi a facilité le séjour permanent des immigrants hautement qualifiés en RFA et a également entraîné des cours d'intégration obligatoires pour les immigrants (Aktürk, 2012: 106-107).

3.9 Les politiques d'Angela Merkel pendant ses mandats de chancelière

Le consensus hégémonique basé sur l'assimilation s'est poursuivi sous le gouvernement de coalition de SPD-CDU/CSU arrivé au pouvoir en 2005 sous la chancellerie d'Angela Merkel. Ce gouvernement, resté au pouvoir jusqu'en 2009, a encore approfondi les pratiques assimilationnistes. L'un des meilleurs exemples en est la nouvelle loi de 2007 qui a modifié des réglementations relatives au regroupement familial des étrangers résidents de longue durée pour s'adapter à la nouvelle législation de l'UE. Cette loi stipulait que les conjoints des étrangers résidents dans le cadre du regroupement familial devaient justifier de leurs compétences en allemand pour pouvoir s'installer en RFA. Étant donné que cette exigence concernait les citoyens non européens, elle a commencé à mettre en œuvre une méthode d'assimilation pour restreindre considérablement ceux venant de l'extérieur de l'UE (Aktürk, 2012: 108-109). Ce changement a provoqué de nombreux débats parmi les organisations d'immigrants, les organisations non-gouvernementales et l'opposition politique du parti Vert au Parlement, avec des critiques sur les restrictions au droit de séjour des immigrants, les sanctions financières imposées aux

immigrants qui ne suivent pas les cours d'intégration obligatoires et la difficulté des dispositions relatives au regroupement familial (Block, 2012: 197-308).

Au cours du premier mandat de Merkel en tant que chancelière, malgré la résistance au sein de la CDU/CSU, elle a pris plusieurs mesures en matière d'immigration et d'intégration, en tenant compte de l'écart démographique croissant de la RFA et de ses conséquences possibles pour l'économie nationale. L'une d'elles était la création de deux organes consultatifs en 2006 dans le but d'impliquer les immigrants vivant en RFA, leurs associations et d'autres groupes sociaux dans un dialogue structuré avec le gouvernement: Le Sommet national de l'intégration (*Integrationsgipfel*) et la Conférence allemande sur l'islam (*Deutsche Islam Konferenz*). Par la suite, en 2007, lors du deuxième Sommet national de l'intégration (*Integrationsgipfel*), pour l'intégration des immigrants, la chancelière a présenté un Plan national d'intégration (*Nationale Integrationsplan*) visant à favoriser le dialogue local, étatique et national dans le pays, et a déclaré la mise en œuvre de ce plan « une tâche centrale pour toute la société ». Dans le Sommet, il a été convenu qu'avec ce plan, tous les participants prendront des mesures pour améliorer l'intégration des immigrants dans des domaines tels que l'éducation, le marché du travail et l'acquisition de la langue allemande (Mushaben, 2017a: 250-290; Musch, 2012). Ainsi, le Plan national d'intégration (*Nationale Integrationsplan*) fournit aux autorités locales et étatiques un cadre fédéral pour contrôler les programmes d'intégration des immigrants.

La chancelière Merkel, qui a présidé des coalitions entre 2005 et 2021, a entamé son deuxième mandat de chancelière avec le gouvernement de coalition de CDU/CSU-FDP arrivé au pouvoir en 2009. La stabilité du statu quo anti-ethnique, basé sur l'assimilation, s'est également poursuivie sous ce gouvernement. Étant donné que la CDU/CSU contrôlait ses membres qui prônaient un régime mono-ethnique, aucun effort n'a été fait pour modifier la loi sur la citoyenneté dans un sens mono-ethnique. Aux élections fédérales de 2013, la CDU/CSU a remporté environ 42% de tous les votes qui était son meilleur résultat depuis 1990 (Bundeswahlleiter, 2013). Sous la chancellerie de Merkel, un gouvernement de coalition de CDU/CSU-SPD a été formé. Sous ce

gouvernement, Merkel a été confrontée à l'un de ses plus grands défis politiques: l'immigration de réfugiés, qui a commencé à arriver en Europe après la guerre en Syrie qui a débuté en 2011.

La politique des réfugiés de Merkel a deux dimensions. La première d'entre elles est la politique suivie par Merkel dans le pays, qui est identifiée au discours « Wir schaffen das! (Nous pouvons le faire!) ». Dans cette approche, Merkel a estimé que la RFA avait la capacité d'accueillir un grand nombre de réfugiés et a ouvert les frontières du pays aux réfugiés syriens pendant un certain temps. La deuxième dimension est les efforts de Merkel pour amener les États membres de l'UE à rechercher des solutions pour les réfugiés et à mobiliser ses homologues. Puis, avec la signature de l'accord entre l'UE et la Turquie, dans lequel Merkel a joué un rôle de premier plan dans les négociations, la politique des réfugiés de Merkel a changé de direction.

Dans sa position sur la question des réfugiés, Merkel semble mettre en avant trois facteurs dans ses déclarations: la responsabilité humanitaire, le désir de mobiliser d'autres pays de l'UE et la quête d'intégrer les réfugiés sur le marché du travail d'une manière qui profitera à l'économie du pays (Die Bundesregierung, 2015a, 2015b, 2015c, 2015d, 2015e, 2015f). Au cours de l'été 2015, afin de parvenir à une division du travail plus proportionnelle dans l'UE, Merkel a agi en tant que partisan majeur du renforcement de la solidarité entre les États membres, de l'adoption de quotas pour la répartition équitable des réfugiés et de la réalisation d'un système de relocalisation et de réinstallation. Elle a également souligné que la RFA était prête à « toujours disposée à apporter sa contribution » **(**Die Bundesregierung, 2015a; Die Bundeskanzlerin, 2015a**)**. Pendant tout ce processus, la RFA est devenue le pays qui a accepté plus de réfugiés que les autres pays de l'UE, et l'attitude accueillante de Merkel envers les réfugiés a séparé la RFA des pratiques des pays voisins. Annonçant que son pays accepterait 800 000 réfugiés syriens, Merkel a suspendu unilatéralement les règles de l'accord de Dublin le 25 août 2015, en solidarité avec les pays frontaliers comme l'Italie et la Grèce, qui subissent une pression migratoire (Deutsche Welle, 2015). La suspension des règles de l'accord de Dublin a permis aux réfugiés qui étaient arrivés en RFA via d'autres États membres de l'UE et n'avaient pas demandé l'asile dans leur premier État d'arrivée dans l'UE d'entrer en RFA et de soumettre leur demande d'asile en RFA. Avec cette décision prise par Merkel, la RFA est devenue la première destination des réfugiés syriens.

Quelques jours plus tard, Merkel a prononcé son célèbre discours « Wir schaffen das! (Nous pouvons le faire!) », dans lequel elle a invité le public à accueillir chaleureusement les réfugiés, déclarant que la RFA, en tant que pays puissant, peut également y parvenir (Die Bundesregierung, 2015b). Cette rhétorique est devenue le slogan de la politique des réfugiés de Merkel. En même temps, avec cette politique, Merkel visait à donner l'exemple aux autres États membres et à les mobiliser pour participer à la relocalisation (Die Bundesregierung, 2015c).

Après que Merkel ait commencé à mettre en œuvre la politique d'accueil des réfugiés, elle a renouvelé son appel à partager les responsabilités entre les États membres de l'UE et à poursuivre ensemble une politique commune. Depuis le tout début, juin 2015, elle appelait au renforcement de la solidarité et de la coopération entre les États membres de l'UE. Merkel a réitéré cet accent sur la solidarité dans tous ses discours, que ce soit au Parlement européen ou au *Bundestag*, lors de ses rencontres avec les États membres de l'UE. En réponse à l'appel à la solidarité de Merkel, le premier paquet de mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration pour la relocalisation de 40 000 demandeurs d'asile depuis l'Italie et la Grèce vers d'autres États membres a été adopté le 26 juin par la Commission européenne avec l'acceptation des États membres de l'UE (Conseil de l'Union européenne, 2015a, 2015b). Le 22 septembre, un deuxième paquet de mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration a été adopté par le Conseil de l'Union européenne sur proposition de la Commission européenne. Dans les décisions adoptées, il est prévu qu'un total de 120 000 réfugiés seront répartis proportionnellement entre les États membres sur la base de données telles que la population et le produit intérieur brut, et qu'en raison d'être le pays avec la plus grande population et économie de l'union, la RFA sera le pays qui acceptera le plus grand nombre de réfugiés (Journal officiel de l'Union européenne, 2015). Alors que le système de quotas répondait à la demande de Merkel de partage des responsabilités, la RFA était le plus favorable parmi les États membres, et acceptait plus de réfugiés que tout autre pays de l'UE. L'attitude accueillante de Merkel envers les réfugiés et l'initiative de Merkel, offrant des suggestions et essayant de mettre en œuvre ces suggestions tout au long de ce processus, ont séparé la RFA des pratiques des pays voisins. Merkel a été parmi les premiers dirigeants européens à appeler à une plus grande solidarité envers les réfugiés et les demandeurs d'asile et à impliquer l'UE dans ses efforts pour gérer cette migration (Helms, Van Esch et

Crawford 2019: 359). Cependant, fin octobre 2015, l'UE était loin d'établir une solidarité entre ses États membres et de gérer des politiques migratoires communes à l'échelle de l'UE car la proposition de partager les réfugiés entre les États membres n'a pas été acceptée par certains États membres.

Merkel a pris des mesures pour surmonter le manque d'infrastructures dans le pays concernant l'hébergement et l'accès aux services sociaux des réfugiés dans le pays. Cependant, en 2015, dans l'arène politique allemande, l'augmentation du nombre de réfugiés dans le pays et les politiques de Merkel envers les réfugiés, ont créé un environnement propice à la consolidation de PEGIDA[25], le mouvement d'extrême droite anti-islamique et anti-immigration, et de l'AfD, le parti populiste d'extrême droite (Kriesi et Pappas, 2015; Inglehart et Norris, 2017; Lees, 2018). La participation au mouvement PEGIDA, qui a débuté en octobre 2014, a connu une augmentation significative fin 2015 à mesure que le nombre de réfugiés dans le pays augmentait, atteignant son deuxième pic avec le plus de participants. L'AfD a commencé à gagner en popularité à l'été 2015 en s'opposant à la politique d'immigration de Merkel (Colliot-Thélène, 2018). Le reflet négatif de la politique des réfugiés dans la politique intérieure et l'échec des efforts pour mener une politique commune au niveau de l'UE par le biais de quotas ont conduit Merkel à changer les politiques qu'elle suivait. Comme le souligne Funk, la politique et la pratique récentes de la RFA en matière de réfugiés servent un double objectif: premièrement, intégrer les personnes autorisées à rester et ouvrir la voie à leur intégration au marché du travail et deuxièmement, réduire le nombre de réfugiés entrant ou séjournant en RFA (Funk, 2016: 292).

Pour ce dernier objectif, Merkel, après l'échec de ses efforts au niveau de l'UE, s'est tournée vers la Turquie, qu'elle a décrite comme un pays qui « joue un rôle clé », « fait des choses extraordinaires pour les réfugiés », « notre voisin immédiat » et « est la porte d'entrée pour la

[25] *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes*, en français: Les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident

migration irrégulière »[26]. Par conséquent, comme le reflet de la politique étrangère de la politique de Merkel en matière de réfugiés, empêcher davantage de réfugiés de venir en Europe était une priorité de son programme, elle a maintenu un dialogue bilatéral avec la Turquie, qui est le principal pays de transit pour les mouvements migratoires d'origine syrienne vers les pays de l'UE. Bien que Merkel ne soit pas à la tête d'une institution de l'UE, c'est-à-dire la représentante officielle de l'UE, elle a joué un rôle important pour parvenir à un consensus entre la Turquie et l'UE dans le domaine de la migration. À partir d'octobre 2015, lorsque l'afflux de réfugiés a atteint son apogée, jusqu'au Sommet Turquie-UE qui s'est tenu à Bruxelles le 18 mars 2016, elle a effectué des visites en Turquie en plus de trois sommets pour rencontrer le président de la Turquie Recep Tayyip Erdoğan jusqu'au dernier sommet de 2016. Elle était également au premier plan dans les négociations de l'UE avec Erdoğan pendant la préparation de l'accord UE-Turquie sur les réfugiés. Par conséquent, alors que la Turquie et l'UE étaient officiellement parties à l'accord, le processus progressait principalement entre la Turquie et la RFA en arrière-plan (Janning et Möller, 2016).

La Turquie a mis en place une politique de la « porte ouverte » pour la Syrie, son voisin frontalier, depuis les premiers mois de la guerre, et en raison de la proximité géographique de la Turquie avec les États membres de l'UE, la « route égéenne » entre la Turquie et la Grèce est devenue l'une des voies des réfugiés venant en Turquie pour arriver à l'UE. Pour les États membres de l'UE, comme Merkel l'a mentionné, la Turquie était d'une importance capitale pour empêcher les réfugiés d'arriver à l'UE de cette voie. Un accord officiel appelé « l'accord UE-Turquie sur les réfugiés » a été signé entre l'UE et la Turquie le 18 mars 2016, dans le but de sécuriser et de protéger les côtes européennes, de réduire le nombre de réfugiés entrant dans l'UE via la Grèce et de gérer la migration irrégulière et des réfugiés (Conseil de l'Union européenne, 2016). Cet accord contient certains engagements pour les deux parties: le littoral de la Turquie

[26] Version originale du discours de Merkel: « Die Türkei spielt eine Schlüsselrolle. Sie ist unser unmittelbarer Nachbar und ein Ausgangspunkt für irreguläre Migration. Die Türkei leistet Außergewöhnliches für mehr als zwei Millionen Flüchtlinge aus Syrien. Sie braucht aber verstärkt unsere Unterstützung – bei der Versorgung und Unterbringung von Flüchtlingen, bei der Grenzsicherung, beim Kampf gegen Schlepper. Der migrationspolitische Dialog, den die Europäische Kommission mit der Türkei begonnen hat, ist gerade deshalb von so großer Bedeutung. Deutschland wird diese Anstrengungen der Kommission bilateral unterstützen. » (Die Bundeskanzlerin, 2015b)

sera surveillé pour empêcher les transits irréguliers vers la Grèce ou les îles grecques, la Turquie acceptera d'accueillir tous les migrants et demandeurs d'asile qui atteignent les îles grecques de la mer Égée en dehors du cadre légal, et l'UE acceptera de réinstaller un réfugié en Turquie dans un État membre de l'UE, avec un maximum de 72 000 pour chaque réfugié que la Turquie reçoit de Grèce. En contrepartie de cet accord, l'UE fournira un total de six milliards d'euros d'aide financière par le biais de la « Facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie » d'ici la fin de 2018 afin de répondre aux besoins des réfugiés dans le pays dans les domaines de la santé, de l'éducation, des infrastructures, de l'aide en espèces et de la nourriture. En même temps, il était prévu d'accélérer l'exemption de visa afin que les citoyens de la Turquie puissent se rendre dans l'UE sans visa et d'accélérer le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE avec la réouverture d'un certain nombre de chapitres (Conseil de l'Union européenne, 2016).

Cependant, cet accord entre l'UE et la Turquie a été critiqué à de nombreux égards. Dans l'une d'eux, la clause de l'accord sur le renvoi d'un réfugié syrien et l'accueil d'un autre réfugié syrien a été critiquée pour avoir permis aux gouvernements membres de l'UE de se soustraire aux obligations internationaux en matière de protection des réfugiés. Dans une autre critique, l'accord a été accusé d'avoir amené certaines de ses dispositions à violer les valeurs de l'UE. L'accord a également été critiqué pour avoir laissé une question aussi importante à la direction d'un seul pays (Rygiel, Baban et Ilcan 2016). Après cet accord, une autre loi sur l'intégration des réfugiés a été ajoutée aux politiques et pratiques en matière de réfugiés suivies par Merkel: la loi sur l'intégration (*Integrationsgesetz: Fördern und Fordern*) qui a été adoptée en août 2016. Grâce à cette loi, les réfugiés qui présentent un potentiel d'intégration et sont susceptibles de rester en RFA de manière permanente ont eu un accès plus facile et plus rapide aux cours d'intégration et aux opportunités d'emploi. Cependant, les réfugiés seraient confrontés à une réduction de leurs prestations s'ils refusaient de suivre des cours d'intégration ou d'accepter des opportunités d'emploi, c'est-à-dire s'ils refusaient de coopérer avec l'État pour s'intégrer (Die Bundesregierung, 2016).

Après la signature de l'accord entre l'UE et la Turquie, il y a également eu un changement significatif dans le nombre des réfugiés syriens arrivant en RFA. Lorsque l'on regarde les

statistiques après 2014 comparativement, on constate que les immigrants de Syrie qui sont venus en RFA en 2014 (64 952 immigrants, 4,4% du total) ont considérablement augmenté par rapport à 2013 (18 789 immigrants, 245,7% d'augmentation). Cette hausse est due à la forte augmentation du nombre de demandeurs d'asile et de personnes cherchant une protection depuis la Syrie (BAMF, 2015). En 2015, le plus grand groupe d'immigrants arrivés en RFA provenait pour la première fois de Syrie, avec 326 900 personnes, et les syriens étaient également le groupe avec le plus grand nombre de demandes d'asile (BAMF, 2016). En revanche, l'immigration en provenance de Syrie a nettement ralenti en 2016 après avoir culminé en 2015 (155 412), et cette baisse s'est poursuivie en 2017 (de 155 412 en 2016 à 50 551 en 2017, 67,5% de baisse) (BAMF, 2019). Alors que la Syrie figurait dans le classement des pays comptant le plus grand nombre d'immigrants depuis 2014 et occupait le sixième rang de cette liste en 2017 (correspondant à 3,3% de la migration totale), elle ne figurait pas dans les dix premiers pays de cette liste en 2018, car les immigrants de Syrie représentaient 1,9% de la migration totale en 2018. De même, on observe une diminution de 9,8% des demandes d'asile par rapport à 2017 (48 974 demandes), et les demandes des réfugiés syriens en 2018 correspondent à 27,3% de l'ensemble des demandes (44 167 demandes) (BAMF, 2020b).

Avec les élections du *Bundestag* de 2017, la coalition de CDU/CSU-SPD s'est poursuivie sous la chancellerie de Merkel. Cependant, le résultat de ces élections a eu un impact significatif sur l'environnement politique allemand, car pour la première fois depuis 1948, un parti d'extrême droite a obtenu suffisamment de voix pour entrer au *Bundestag*. Lors de cette élection, les deux partis au gouvernement ont perdu des voix importantes, tandis que le parti populiste d'extrême droite AfD a franchi le seuil des 5 % (obtenant environ 13 % de toutes les voix) et a remporté 94 sièges et est entré au *Bundestag*. L'AfD, qui est entré pour la première fois au Parlement, n'était pas voulu par les autres partis comme partenaire de la coalition et a été exclu du gouvernement. Cependant, l'AfD a poussé Merkel à bloquer les pourparlers pour former un gouvernement de coalition et a mis le gouvernement dans les limbes pendant quatre mois. La RFA a été l'un des derniers pays européens à assister à la montée d'un parti populiste de droite qui a pu obtenir des sièges parlementaires au niveau national et étatique (Pautz, 2020).

La création de l'AfD en 2013 a reflété les développements sur le continent européen et était basée sur l'opposition à l'adoption de l'euro par la RFA après la crise économique et financière européenne de 2008. En réponse à la politique d'accueil des réfugiés de Merkel et à l'augmentation du nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile arrivant en RFA au second semestre 2015, le parti s'est tourné vers une plate-forme anti-immigrants et nationaliste (Colliot-Thélène, 2018). Au fur et à mesure que le parti devenait de plus en plus radical, il reflétait dans sa terminologie sa prétention à représenter les « vraies personnes (*das wahre Volk*) » contre les élites culturelles et politiques et les politiques qui reconnaissent la diversité culturelle avec la formule « Volksgemeinschaft (en français: la communauté du peuple) » (Colliot-Thélène, 2018). Il a utilisé l'expression « Traquez le gouvernement, Mme Merkel, et récupérez notre pays et notre peuple » comme slogan électoral (Vela, 2017). Dans son manifeste, il a inclus des déclarations sur la démocratie et les valeurs fondamentales telles que « revenir aux racines et aux principes qui ont été fondamentaux » et « mettre fin à la situation illégitime » pour « la reprise économique et le progrès économique et social » de la RFA (AfD, 2017). Ainsi, la volonté de renforcer sa position politique, d'accroître sa popularité avec sa rhétorique populiste et de mobiliser les électeurs a amené l'AfD à entrer au *Bundestag* en tant que troisième parti (Schwörer, 2018).

Une grande partie du soutien à l'AfD, ainsi qu'à PEGIDA, provient de l'ex-RDA, où les différences entre l'est et l'ouest de l'Allemagne se sont accentuées en raison des crises. À l'instar des attaques racistes croissantes contre les immigrants, ce soutien est également influencé par les développements liés à la réunification. La transformation économique de l'Allemagne de l'Est, l'effet de cette transformation sur l'identité, la participation à l'appartenance nationale et les pratiques culturelles, et la faible interaction avec les immigrants par rapport à l'Allemagne de l'Ouest sont les raisons du soutien apporté à l'extrême droite (Abedi, 2017; Weisskircher, 2020). Par conséquent, la montée rapide de l'AfD en peu de temps a été imputée à la politique de Merkel envers les réfugiés et les demandeurs d'asile sous le gouvernement de coalition de CDU/CSU-SPD entre 2013 et 2017, qui a entraîné l'installation d'un grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile en RFA.

Après les élections, dans cette période, Merkel a de nouveau pris des mesures dans l'axe de l'ouverture démographique, de l'économie nationale, du développement et de l'intégration. Premièrement, en août 2019, le *Bundestag* a adopté une nouvelle loi pour remédier au manque de main-d'œuvre qualifiée en RFA. Cette loi visait à attirer des travailleurs qualifiés titulaires d'un diplôme universitaire ou d'une formation professionnelle officiellement reconnus en dehors de l'UE. Par la suite, la *Fachkräfteeinwanderungsgesetz* (Loi sur l'immigration qualifiée), entrée en vigueur en mars 2020, visait à accélérer le processus de recrutement en le rendant moins bureaucratique. Le gouvernement souhaitait attirer des travailleurs de la santé et des soins, mais aussi des spécialistes des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques. La loi exige que les travailleurs qualifiés aient appris l'allemand avant d'obtenir un permis de travail et gagnent leur vie en RFA (BAMF, 2020a). Au cours des quatre gouvernements de coalition, sous la chancellerie de Merkel, la CDU/CSU est devenue plus proactive en matière d'immigration et a pris un « virage pragmatique » (Schmidtke, 2017) dans ses politiques d'immigration.

3.10 Conclusion

La loi sur la citoyenneté de 1913 créée sous Wilhelm et son pur système de *jus sanguinis* sont restés en vigueur pendant quatre-vingt-six ans jusqu'à l'adoption de la nouvelle loi sur la citoyenneté en 1999. Nationalisée par la loi de 1913, la citoyenneté s'est séparée de la résidence et du cadre territorial et régional de l'État et a cristallisé la définition des citoyens comme une descendance ethnoculturelle par l'attribution de la citoyenneté uniquement aux allemands ethniques. La nationalité allemande basée sur le *Volk* empêchait la naturalisation des immigrants, et l'obtention de la nationalité allemande signifiait bien plus que le simple fait d'avoir un passeport allemand. Cette loi, qui a été préservée pendant les deux guerres mondiales, la division et la réunification de l'Allemagne, a assuré le maintien du statu quo du régime mono-ethnique en Allemagne. Les non-allemands étaient systématiquement séparés des allemands ethniques et des millions de résidents non-allemands du pays n'étaient pas considérés comme des citoyens. Par conséquent, pour contester ce régime, la lutte des immigrants pour la citoyenneté correspondait à

la ligne de fracture politique la plus centrale qui est la dimension ethnique de la politique allemande d'après-guerre.

Le rôle de l'activisme des travailleurs invités pour obtenir des droits civils et politiques afin qu'ils puissent être considérés comme des immigrants et des citoyens potentiels est devenu important dans l'émergence d'un nouveau discours sur l'ethnicité et la nationalité en RFA. Les membres de la diaspora de la Turquie se sont organisés en syndicats et ont adopté un projet de loi déclarant que l'Allemagne est un pays d'immigration. En plus, ils ont formé un groupe et informé les membres de la diaspora avec des rapports pour montrer qu'ils étaient privés de leurs droits politiques et sociaux, et ont réclamé ces droits. Ces revendications ont également été soutenues par les partis politiques. Alors qu'il était dans l'opposition, le SPD, qui était en contact avec les immigrants par le biais des syndicats, en vint de plus en plus à considérer l'Allemagne comme un pays d'immigration et à utiliser la rhétorique sur la naturalisation de nombreux étrangers résidents de longue durée. Le Parti vert nouvellement formé et émergent s'est nettement séparé de la rhétorique dominante contre les politiques de la coalition de CDU/CSU-FDP. Soulignant l'importance de la diversité ethnique, linguistique et culturelle, il a soutenu le droit des immigrants à voter et à se présenter aux élections. Comme ses membres n'avaient pas besoin de la nationalité allemande, le parti a depuis sa création permis aux immigrants d'occuper divers postes importants au sein du parti en tant que membres et directeurs, aux niveaux local et fédéral. L'émergence d'un nouveau discours sur l'ethnicité et la nationalité dans l'opposition a rendu le statu quo mono-ethnique intenable par les mêmes arguments, et la victoire du SPD et des Verts aux élections législatives de 1998 leur a donné la majorité hégémonique nécessaire pour changer les politiques d'ethnicité.

Le gouvernement de SPD-Verts avec hégémonie politique, reconstruisant la nationalité allemande, a adopté la nouvelle loi sur la citoyenneté au *Bundestag* en 1999, avec un vote favorable de deux contre un (182 contre 385). La nouvelle loi reconnaît, sous certaines conditions, la nationalité fondée sur la résidence territoriale et permet aux enfants nés de parents non allemands d'obtenir la nationalité allemande dès la naissance. Cette modification de la loi allemande sur la citoyenneté indique qu'il y a un changement de régime d'ethnicité et la

transition d'un régime mono-ethnique fondé sur la ségrégation et l'exclusion à un régime anti-ethnique fondé sur l'assimilation. Avec cette loi, il n'est guère surprenant que les immigrants naturalisés aient voté massivement pour le SPD et les Verts. Cependant, comme cette loi a été rédigée par la majorité hégémonique avec une motivation assimilationniste et un nationalisme anti-ethnique, elle interdisait la double citoyenneté et ceux qui voulaient acquérir la citoyenneté allemande devaient renoncer à leur citoyenneté d'origine. Cela a conduit de nombreuses personnes à ne pas renoncer à leur nationalité actuelle et à devenir citoyennes allemandes, même si elles remplissaient toutes les conditions.

Le consensus hégémonique basé sur l'assimilation qui a commencé sous le gouvernement de SPD-Verts s'est poursuivi avec des pratiques assimilationnistes sous la chancellerie de Merkel. En 2015 et au-delà, Merkel a été confrontée à l'un de ses plus grands défis politiques: la migration des réfugiés. Soulignant que la RFA peut gérer cette situation comme elle a surmonté d'autres difficultés, Merkel a accepté l'entrée de réfugiés syriens dans le pays. Cependant, après que le mouvement et le parti d'extrême droite aient gagné en popularité et que ses efforts pour poursuivre une politique commune avec les autres États membres de l'UE aient échoué, Merkel a changé de politique. Merkel a joué un rôle de premier plan dans les négociations de l'accord UE-Turquie sur les réfugiés pour sécuriser et protéger les côtes européennes, réduire le nombre de réfugiés entrant dans l'UE via la Grèce et gérer la migration irrégulière et des réfugiés. Après cet accord, une diminution a été observée dans le nombre de réfugiés venant en RFA. Cependant, lors des élections de 2017, il y a eu une forte baisse des taux de vote de la CDU/CSU, et cette baisse a amené l'AfD, le parti populiste d'extrême droite, à entrer au parlement en tant que troisième parti.

CHAPITRE 4: LE POSITIONNEMENT DE LA DIASPORA DE LA TURQUIE FACE AUX ATTENTATS RACISTES ET LES DISCUSSIONS SUR LE RACISME DANS LA VIE QUOTIDIENNE

Les années 1990 en Allemagne ont été caractérisées par d'importantes tensions sociopolitiques, largement imputables à la question de l'immigration et des relations entre la diaspora de la Turquie et la société allemande. Ce contexte s'inscrit dans le cadre de la réunification, un événement qui, loin d'unifier le pays, n'a fait qu'exacerber les clivages identitaires, en particulier dans l'ex-RDA. La crise économique, la montée de l'extrême droite et le développement des mouvements néonazis ont contribué à l'émergence d'un sentiment généralisé de peur de l'autre, intensifiant ainsi les divisions sociales. En conséquence, l'Allemagne s'est trouvée contrainte de redéfinir son identité nationale, alors que les élites politiques prônaient l'intégration et qu'une partie importante de la population exprimait des préoccupations croissantes à l'égard de l'immigration.

Dans ce contexte de recomposition nationale et de tensions identitaires, les violences d'extrême droite ont pris une ampleur sans précédent. Les attentats racistes, les meurtres, les menaces et les attaques islamophobes sont devenus des éléments marquants de l'actualité, préoccupant tant l'opinion publique allemande que les membres de la diaspora de la Turquie. Les attentats contre cette diaspora, initiés dès les années 1990, se sont poursuivis jusqu'à nos jours, suscitant à la fois un sentiment de vulnérabilité parmi les proches des victimes et une peur persistante d'être soi-même une future cible. Ce chapitre porte sur les attentats racistes, les menaces et les attaques islamophobes contre des membres de la diaspora de la Turquie, qui ont été les plus largement discutés et médiatisés.[27] Il commence par l'attentat de Mölln et l'attentat de Solingen dans les années 1990 et se poursuit avec l'attentat de Hanau en 2020, les meurtres en série du NSU (*Nationalsozialistische Untergrund*, en français: Parti national-socialiste souterrain) dans les années 2000 et son procès de 2013 à 2018. Il aborde ensuite trois questions importantes pour

[27] Étant donné que les attentats et les menaces racistes contre les membres de la diaspora inclus dans ce sous-chapitre sont ceux qui ont été le plus discutés en public et sur lesquels des contenus ont été produits, il est important de noter qu'il existe de nombreuses autres attaques et menaces racistes qui ne sont pas incluses dans ce sous-chapitre.

2018 et au-delà: (1) les lettres de menace signées « NSU 2.0 » qui ont commencé à être envoyées après le procès du NSU, (2) la démission de Mesut Özil de l'équipe nationale allemande en raison de ses expériences racistes, et (3) les attaques islamophobes et les rapports sur ces attaques. Il se termine par l'analyse des œuvres et productions culturelles en lien avec le thème des attentats racistes.

4.1 L'attentat de Mölln

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour analyser les dynamiques qui ont conduit à la fragmentation des pratiques commémoratives liées à l'attentat de Mölln. L'objectif est de comprendre comment une séquence d'événements, de décisions institutionnelles et d'initiatives personnelles a abouti à l'émergence de deux cérémonies distinctes: l'une orchestrée par les autorités locales et soutenue par les acteurs institutionnels turcs, et l'autre initiée par la famille Arslan, en collaboration avec des collectifs tels que *Reclaim* et le groupe de commémoration des incendies racistes de Mölln de 1992. Cette dualité cérémonielle ne relève pas d'un simple désaccord ponctuel; elle s'inscrit dans un processus plus large de conflit mémoriel, alimenté par des expériences répétées d'exclusion, de dynamique de pouvoir asymétriques, de silence institutionnel et de contestation symbolique croissante.

L'analyse met en évidence plusieurs éléments déclencheurs: l'absence récurrente d'invitations adressées à la famille Arslan, le sentiment croissant d'indifférence et de marginalisation ressenti lors des cérémonies officielles, l'incapacité de la municipalité à transmettre des messages de solidarité et le choix de lieux et de discours perçus comme dissonants avec la mémoire des victimes. En réaction à cette accumulation de frustrations, la famille, soutenue par des organisations de la diaspora engagées contre le racisme, a créé un espace de commémoration alternatif. Cette initiative visait à rendre visibles des voix marginalisées et à politiser la mémoire de l'attentat. Dans ce contexte, de nouvelles formes de solidarité ont émergé pour pallier le retrait ou l'insuffisance des institutions. L'implication croissante de la DİDF (*Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu*, en français: Fédération démocratique des associations de travailleurs) dans ces cérémonies alternatives et l'organisation du « Discours de Mölln en exil » dans d'autres

villes illustrent cette dynamique de politisation et de réappropriation mémorielle. Ces pratiques redéfinissent la commémoration, non plus comme simple devoir de mémoire, mais comme acte de résistance collective affirmant un droit à la mémoire fondé sur la justice sociale et la lutte contre le racisme structurel.

L'attentat de Mölln est entré dans l'histoire comme le premier incendie criminel raciste contre la diaspora de la Turquie après la réunification de la RFA et de la RDA. Il a constitué le premier maillon d'une série d'attentats racistes. Cet attentat raciste a eu lieu le 23 novembre 1992 à la maison d'une famille de membres de la diaspora dans la ville de Mölln, dans l'État de Schleswig-Holstein, près de Hambourg. Bahide Arslan, 51 ans, ses petits-enfants Yeliz Arslan, 10 ans, et Ayşe Yılmaz, 14 ans, ont été tuées dans l'incendie criminel, et İbrahim Arslan, 7 ans, a été grièvement blessé. Cet attentat à motivation politique a eu un grand impact au sein de la diaspora et est commémoré chaque année par des cérémonies. Lorsque l'on examine les nouvelles relatives à l'attentat de Mölln publiées sur les plateformes de contenu (journaux, revue, podcast et plus) du corpus de cette recherche, on constate que des questions telles que qui a diffusé quels messages lors des journées de commémoration, comment les cérémonies de commémoration ont été organisées, qui a participé à ces cérémonies et quels discours ont été prononcés occupent une place importante.

İbrahim Arslan, qui a participé à l'entrevue du podcast de COSMO Türkçe (en français: COSMO en turc) sur le trentième anniversaire de l'attentat de Mölln (COSMO Türkçe, 2022k), affirme qu'il existe deux cérémonies de commémoration de l'attentat de Mölln: l'une organisée par la municipalité de Mölln et l'autre par la famille Arslan et ses proches. Il ressort clairement de ses remarques que les deux cérémonies sont organisées séparément, avec des participants différents et n'ont rien en commun:

> Le 23 novembre, nous serons en famille devant la maison et nous ferons le point sur la situation en Allemagne. Nous racontons les expériences des victimes et nous essayons de montrer que les institutions ne permettent pas aux victimes d'organiser les commémorations qu'elles souhaitent. Le 23, la municipalité de Mölln organise sa propre cérémonie de commémoration et nous organisons la nôtre devant la maison. En d'autres termes, il y a deux commémorations le même jour et la municipalité nous

> invite à sa commémoration et nous l'invitons à notre commémoration. Nous ne participerons en aucune manière à leur événement, nous attendrons devant la maison et nous organiserons la commémoration devant la maison comme d'habitude. Nous essayons de montrer partout que ce n'est pas ce que veulent les victimes. Nous essayons de changer cela, nous pensons que les victimes doivent pouvoir organiser leurs propres commémorations et nous demandons que cette possibilité soit donnée aux victimes elles-mêmes (COSMO Türkçe, 2022k).[28]

En plus de ce podcast, l'article d'Avrupa Postası rapporte également l'organisation de deux événements commémoratifs distincts et les organisations qui y ont participé (Avrupa Postası, 2014). Dans l'article sur la commémoration du vingt-deuxième anniversaire de l'attentat de Mölln, on apprend qu'İbrahim Arslan et l'initiative *Reclaim* ont participé à l'organisation de la cérémonie commémorative intitulée « La lutte pour garder les souvenirs en vie », qui s'est déroulée devant la maison incendiée. Il est indiqué que le représentant du consulat général de Turquie et le maire de Mölln n'ont pas assisté à cet événement et que l'événement organisé par la municipalité de Mölln s'est tenu dans une mosquée affiliée à la DİTİB[29] (*Diyanet İşleri Türk-İslam Birliği*, en français: l'Union turco-islamique pour les affaires religieuses) sans la participation de la famille. L'article ajoute que İbrahim Arslan affirme que le consulat général de Hambourg, la communauté turque du Schleswig Holstein (*Türkische Gemeinde in Schleswig-Holstein e. V.*) et la municipalité de Mölln ont fait preuve d'indifférence et de manque de respect à son égard au cours de ce processus (Avrupa Postası, 2014). Cet article montre que la DİTİB a fourni un espace pour la commémoration officielle et le consulat général a participé à cet événement au nom de la Turquie, mais n'a pas assisté à l'autre événement organisé par la famille, auquel d'autres organisations officielles, telles que la municipalité de Mölln, n'ont pas participé. Cela montre qu'ils s'intéressent aux questions relatives à la diaspora, mais lorsqu'il s'agit d'une situation bilatérale, les relations officielles entre la Turquie et la RFA sont prioritaires et toute action susceptible de nuire à cette relation n'est pas permise.

[28] Toutes les citations de ce quatrième chapitre ont été traduites du turc, de l'anglais et/ou de l'allemand vers le français par l'auteure.

[29] La DİTİB a été fondée en 1984 en tant qu'organisation affiliée à la présidence des affaires religieuses en Turquie et regroupe aujourd'hui près d'un millier d'associations de mosquées sous un même toit.

De même, lors de l'anniversaire le plus récent de l'attentat, on observe que les institutions officielles ayant des liens avec la Turquie n'assistent qu'aux cérémonies commémoratives officielles. L'article d'Artı49 indique que parmi les participants à l'événement de commémoration du trentième anniversaire de l'attentat de Mölln organisé par la municipalité de Mölln le 23 novembre 2022 se trouvaient

> Ahmet Başar Şen, ambassadeur de Turquie à Berlin; Aydan Özoğuz, vice-présidente du *Bundestag* allemand; Claudia Roth, ministre d'État à la culture [ministre d'État à la Chancellerie - Commissaire fédéral à la culture et aux médias]; Ingo Schaeper, maire de Mölln; Abdülhadi Turus, vice-président de la YTB [*Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı*, en français: la Présidence des turcs à l'étranger et des communautés apparentées]; Emine Derya Kara, consul général de Hambourg, et de nombreux habitants de Mölln (Artı49, 2022m).

La présence d'un représentant de la YTB parmi les participants, en plus du consul général et de l'ambassadeur représentant la Turquie, montre le lien que la Turquie tente d'établir avec sa diaspora. La YTB est une institution publique créée en 2010 suite aux développements de la politique de la diaspora de la Turquie. Elle joue un rôle dans les relations politiques entre la Turquie et la RFA et entre la diaspora et la Turquie, et prend des initiatives envers les membres de la diaspora. La participation de la YTB à la commémoration officielle de l'attentat de Mölln, qui est étroitement liée à la diaspora, reflétait la politique actuelle de la Turquie à l'égard de la diaspora.

Dans l'article de Yeni Hayat (2022c) sur la commémoration du trentième anniversaire de l'attentat de Mölln organisée par la famille Arslan le 23 novembre 2022, il est indiqué qu'environ deux cents personnes ont assisté à l'événement et que de nombreuses personnes, groupes et représentants d'organisations sont venus non seulement de Mölln, mais aussi de Hambourg. Parmi eux se trouvaient des représentants de la DİDF de Hambourg (Yeni Hayat, 2022c). La DİDF, qui est active dans de nombreuses villes, a été fondée en 1980 par le regroupement de nombreuses associations de travailleurs. On constate que les membres de la diaspora se

mobilisent et font preuve de solidarité sur des questions qui les concernent, telles que les attentats racistes.

Outre les cérémonies de commémoration, le même article mentionne également un incident entre la municipalité de Mölln et la famille Arslan qui a récemment été révélé. Les lettres de condoléances et de solidarité envoyées à la famille Arslan après l'attentat ont été conservées par la municipalité de Mölln. Les lettres, qui ont été conservées et remises tardivement à la famille, ont fait l'objet de la commémoration. Les raisons de cet incident ont été discutées, certaines lettres ont été lues par leurs auteurs originaux et toutes les lettres ont été données au DOMiD (*Dokumentationszentrum und Museum über die Migration in Deutschland*, en français: Centre de documentation et musée sur la migration en Allemagne) (Yeni Hayat, 2022c). En dehors de cette nouvelle, seul le podcast de COSMO Türkçe (2022k) a abordé ces lettres. Dans ce podcast, il est expliqué que des centaines de lettres de condoléances, de solidarité et de soutien ont été adressées à la famille Arslan depuis l'Allemagne et le monde entier après l'attentat de Mölln. Ces lettres ont été envoyées à la municipalité de Mölln pour être remises à la famille Arslan, mais la municipalité de Mölln ne les a pas remises à la famille et ne l'a même pas informée de l'existence de ces lettres. Pendant vingt-sept ans, ces lettres ont été conservées dans les archives municipales. İbrahim Arslan a découvert cette information par hasard dans les archives municipales en 2019 et a demandé les lettres à la municipalité. En décembre 2019, ces lettres lui ont été remises et İbrahim Arslan les a récemment données aux archives de DOMiD, où ces lettres sont connues sous le nom de « lettres de Mölln » (COSMO Türkçe, 2022k). İbrahim Arslan interprète le fait que les lettres n'aient pas été remises à sa famille comme un comportement raciste de la part des autorités en RFA:

> Il existe une très grande organisation raciste en Allemagne. C'est pourquoi je ne crois pas aux erreurs, je crois aux attaques racistes délibérées. Ces lettres en sont la preuve. L'État allemand, la municipalité de Mölln, ne nous a pas remis ces lettres pendant vingt-sept ans, les a conservées dans ses archives. Pourquoi? Si cette solidarité nous était parvenue, nous aurions été en contact et en solidarité avec tous ceux qui nous ont écrit dans toute l'Allemagne, et nous aurions continué à marcher sur un chemin complètement différent de l'antiracisme il y a vingt-sept ans. Nous sommes aujourd'hui trente ans plus tard. Cette solidarité nous a été cachée. J'y vois aussi du

> racisme. Même là, il y a une organisation qui ne nous fournit pas cette solidarité (COSMO Türkçe, 2022k).

Le podcast de COSMO Türkçe (2022k) et un autre article de Yeni Hayat (2019d) mentionnent un autre incident qui a lieu entre la municipalité de Mölln et la famille Arslan à chaque commémoration depuis 2012: « Discours de Mölln » et « Discours de Mölln en exil ». İbrahim Arslan explique la genèse de ces dialogues comme suit:

> Le « Discours de Mölln en exil [*Möllner Rede im Exil*] » a été créé en 2013. Jusqu'en 2012, il faisait déjà partie de la commémoration officielle de la municipalité de Mölln et était appelé le « Discours de Mölln ». En 2012, lorsque nous avons invité l'orateur à notre commémoration, la municipalité de Mölln a supprimé l'événement de son programme. Nous avons pris le discours de Mölln en exil et depuis 2013, c'est le « Discours de Mölln en exil », parce que la municipalité de Mölln ne voulait pas du discours de Mölln à Mölln à cause de notre invitation d'orateur. Depuis 2013 jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire jusqu'en 2022, cet événement est organisé régulièrement (COSMO Türkçe, 2022k).

L'article de Yeni Hayat décrit comme suit le début du « Discours de Mölln en exil »:

> Lorsque les commémorations des victimes du massacre de Mölln ont été annulées par la municipalité de Mölln, les survivants de la famille Arslan et les antifascistes ont déclaré: « Nous, les survivants, ne sommes pas des figurants dans la pièce. Nous voulons une commémoration alternative ». Ils ont organisé le « Discours de Mölln en exil » dans une ville différente et avec des invités différents chaque année (Yeni Hayat, 2019d).

Le même article indique que l'invité du « Discours de Mölln en exil » organisé au musée d'histoire de Francfort en 2019 était İdil Baydar, membre de la diaspora et artiste de cabaret connue sous le nom de « Jilet Ayşe ». Baydar a expliqué sa participation à l'événement par la solidarité contre le racisme, bien qu'elle ait reçu des menaces de mort avant l'événement:

> Je vis à une époque qui systématise le racisme structurel. Le racisme n'est pas une idée, c'est un problème de système. (…) Je suis ici grâce à votre solidarité. C'est avec la solidarité que nous parviendrons à la paix. En solidarité avec les familles d'Arslan et de Yılmaz, ainsi qu'avec les familles des victimes des meurtres du NSU, nous nous

> battrons pour un monde sans racisme et sans ennemis de l'humanité (Yeni Hayat, 2019d).

L'accent mis sur la solidarité contre le racisme se retrouve également dans le discours d'İbrahim Arslan au même événement:

> On nous avait promis que les meurtres du NSU feraient l'objet d'une explication complète. Mais cette promesse n'a pas été tenue. [Walter] Lübcke[30] a été assassiné. Parce qu'il était solidaire des demandeurs d'asile et des migrants. Les peines légères prononcées pour les meurtres signifient que les auteurs de ces crimes sont encouragés. Les organes et institutions de l'État ne nous protègent pas. Ce n'est que par la solidarité que nous pourrons empêcher d'autres meurtres. Depuis douze ans, je construis un réseau de solidarité avec les proches des victimes contre le fascisme et le racisme. Les proches des victimes s'unissent contre le fascisme et le racisme (Yeni Hayat, 2019d).

Lors du même événement, l'éventail complet des attentats racistes a été inclus dans chaque discours et les messages de parents de membres de la diaspora victimes d'autres attentats racistes, tels que les meurtres du NSU, ont également été lus (Yeni Hayat, 2019d). Cela montre que le « Discours de Mölln en exil » est devenu un événement où l'on se souvient de tous les attentats racistes contre les membres de la diaspora et où l'on crée un environnement de solidarité contre ces attentats. Les efforts déployés par les institutions allemandes pour lutter contre les attentats racistes qui se poursuivent depuis Mölln jusqu'à aujourd'hui ne sont pas jugés suffisants par les membres de la diaspora et, en particulier, par les proches des victimes de ces attentats. Ces derniers ont donc entrepris d'établir des réseaux de solidarité et de prendre des initiatives institutionnelles pour créer une conscience collective contre le racisme. İbrahim Arslan, décrivant un de ces exemples, dit qu'ils ont publié des livres, réalisé des films et organisé des représentations théâtrales (Perspektif, 2022p). Avec son équipe, y compris sa famille, İbrahim Arslan exprime toutes ces activités contre le racisme de la manière suivante:

[30] Le 2 juin 2019, Walter Lübcke, CDU, gouverneur de Kassel, a été abattu d'une balle dans la tête par un extrémiste de droite alors qu'il était assis sur la terrasse de sa maison. Cet assassinat est considéré comme un tournant dans l'histoire politique allemande (Perspektif, 2020l).

> Notre plus grand travail dans ce domaine est le rassemblement des victimes et leur solidarité. Nous réalisons cette solidarité nous-mêmes, nous essayons de créer une organisation non pas par le biais d'une institution, mais par les efforts des victimes elles-mêmes. Cette organisation est distincte des institutions publiques, c'est une organisation qui nous est propre. Nous payons de notre poche, nous allons nous-mêmes, nous nous rencontrons nous-mêmes. Nous organisons le tout nous-mêmes. Notre plus grand effort est de maintenir la solidarité entre les victimes dans ce pays et de partager leurs expériences avec les autres. Nous recevons de très bons échos de la part des étudiants, qui sont très sensibles à notre démarche. Comme notre société s'intéresse aux auteurs de ces meurtres et de ces attentats, nous perdons de vue les victimes et je pense que cela ne devrait pas se produire. Si nous voulons être solidaires des victimes, si nous voulons prévenir les attentats racistes, nous devons voir le point de vue des victimes, les écouter et construire un monde nouveau à partir de leur point de vue (COSMO Türkçe, 2022k).

Dans une entrevue accordée à la revue Perspektif (2022q), Faruk Arslan, le père d'İbrahim Arslan, a déclaré qu'en dehors du « Groupe de commémoration des incendies racistes de Mölln de 1992 » et des avocats de ce groupe, la famille avait été seule dans sa lutte de trente ans contre le racisme et l'extrême droite et n'avait reçu aucun soutien de la part de l'État allemand ou turc. Arslan a indiqué que lors du trentième anniversaire de l'attentat de Mölln, en 2022, de nombreuses personnes se sont mobilisées pour les soutenir, et que l'un de ces soutiens a été la rencontre du président fédéral de la RFA, Frank-Walter Steinmeier, avec la famille, mais que ce soutien était attendu depuis longtemps. Partageant son point de vue sur cette question dans le podcast (COSMO Türkçe, 2022k), Faruk Arslan a expliqué que sa lutte contre le racisme inclut également la lutte contre les partis d'extrême droite au *Bundestag* allemand:

> Dans de tels incidents, les victimes doivent avant tout se battre et prendre position contre le racisme. Le racisme en Allemagne, les partis d'extrême droite au *Bundestag* et leurs membres sont comme un virus dangereux. Si nous ne luttons pas contre ce virus, si nous ne faisons rien, personne ne nous l'enlèvera (COSMO Türkçe, 2022k).

Lorsque nous examinons qui ou quelles organisations ont publié quel type de messages à l'occasion de l'anniversaire de l'attentat de Mölln, nous constatons que des messages émanant d'un large éventail de groupes ont été diffusés sur les plateformes de contenu. De nombreux messages abordent les causes et les conséquences des attentats racistes: l'absence d'intervention

contre l'extrême droite (Artı49, 2020f), les politiques des partis politiques (Yeni Hayat, 2017a; 2017b), la poursuite de ces politiques (Yeni Hayat, 2017a; 2017b), l'absence d'enquête adéquate sur les auteurs d'attentats racistes (Artı49, 2022l), l'autorisation pour que le racisme devienne partie intégrante de la vie quotidienne (Perspektif, 2020q). L'un de ces messages explique plus en détail comment les politiques des partis politiques déclenchent des attentats racistes. Dans le message du conseil d'administration de la DİDF en 2017 à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'attentat de Mölln, qui a été partagé comme une nouvelle dans Yeni Hayat (2017a), il est indiqué que l'atmosphère politique de ce jour-là était la cause de l'attentat, que cette politique en cours devrait être abandonnée dès que possible et que le racisme en politique était devenu clairement visible:

> Avec un recul de vingt-cinq ans, la conclusion la plus importante à tirer aujourd'hui est que tous les groupes politiques, en particulier les partis gouvernementaux et les médias, devraient immédiatement cesser d'organiser des campagnes contre les demandeurs d'asile, les migrants et les étrangers. Les massacres de Mölln puis de Solingen ont coïncidé avec une période où des débats et des lois hostiles étaient organisés contre des centaines de milliers de demandeurs d'asile qui avaient dû fuir la guerre en Yougoslavie, et où le droit d'asile était restreint. À cet égard, les attentats racistes ne sont pas une coïncidence (...) Depuis le massacre de Mölln, des opinions qui n'étaient auparavant exprimées que par des organisations néonazies marginales sont désormais plus répandues. La rhétorique hostile et les campagnes contre les demandeurs d'asile et les migrants peuvent désormais être menées plus librement. L'environnement politique est donc devenu plus dangereux qu'il y a vingt-cinq ans (Yeni Hayat, 2017a).

Dans les messages partagés à l'occasion de l'anniversaire de l'attentat de Mölln, un appel commun se dégage: s'unir, se mobiliser et lutter contre le racisme (Artı49, 2022k; 2022l; 2022n). Dans le message de la communauté turque de Berlin-Brandebourg à l'occasion du trentième anniversaire de l'attentat de Mölln, rapporté par Artı49, l'appel commun est exprimé comme « un appel à des efforts constants et accrus pour combattre les attitudes racistes et inhumaines à la fois dans la société et au sein des autorités » (Artı49, 2022l). Le message attribue la perte de confiance des membres de la diaspora dans la politique au « manque de volonté de la part des politiciens d'enquêter de manière approfondie sur les délits racistes » (Artı49, 2022l). L'appel met donc l'accent sur la lutte contre ceux qui n'enquêtent pas sur les délits racistes et sur la

résolution des délits racistes par la confrontation: « La confiance perdue ne peut être rétablie que si une enquête judiciaire approfondie est menée sur tous les meurtres et délits racistes. Il faut une confrontation plus large avec les attitudes racistes et d'extrême droite au sein des autorités et de la société. » (Artı49, 2022l)

L'un de ces appels ajoute à son message un détail que l'on ne retrouve pas dans les autres appels: « la lutte contre la turcophobie ». Dans l'article d'Artı49 (2022k) sur le message de Köksal Kuş, le président de l'UID (*Uluslararası Demokratlar Birliği*, en français: l'Union internationale des démocrates), à l'occasion du trentième anniversaire de l'attentat de Mölln, il souligne la nécessité de lutter contre la turcophobie au même titre que la lutte contre l'antisémitisme et l'islamophobie. L'UID est une organisation dont les activités sont soutenues et renforcées par l'AKP en Europe, notamment en RFA. Puisque l'UID rend visible l'image que l'AKP veut créer dans sa politique étrangère, le message de l'UID exprime la nécessité d'agir contre les attentats racistes contre la diaspora par le biais de la turcophobie:

> Kuş a souligné que la question de savoir si l'on a tiré suffisamment de leçons des massacres de Mölln et de Solingen, ainsi que de Rostock et de Dresde, de la terreur raciste du NSU, des attentats de Hanau et de Halle, fait toujours débat, et a rappelé que trente et un turcs ont perdu la vie dans des actes terroristes racistes visant des citoyens turcs en Allemagne en trente-six ans, de 1984 à aujourd'hui. Ces incidents, qui se sont répandus dans le centre de la société, conduisent à une augmentation de l'insécurité dans la communauté turque en Allemagne ainsi que dans d'autres communautés. La lutte contre la turcophobie est aussi importante que la lutte contre l'antisémitisme et l'islamophobie pour garantir notre paix commune (Artı49, 2022k).

4.2 L'attentat de Solingen

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour analyser la consolidation progressive d'un cadre commémoratif institutionnel autour de l'attentat de Solingen. Contrairement au cas de Mölln, ce processus n'a pas abouti à une fragmentation significative; au contraire, il a permis l'émergence d'un espace commémoratif relativement partagé. Néanmoins, les tensions sous-jacentes et les dynamiques d'exclusion persistent.

Le refus initial du chancelier Kohl d'assister aux funérailles a été perçu comme un désengagement symbolique de l'État fédéral et a suscité une vive indignation dans l'opinion publique. Cette réaction sociale a donné lieu à une demande collective de reconnaissance officielle. Dans ce contexte, Mevlüde Genç s'est exprimé publiquement, s'imposant comme une figure morale et réconciliatrice. Son engagement a joué un rôle central dans la facilitation d'un dialogue mémoriel entre les institutions et la société civile. Dans ce cadre, une cérémonie annuelle a été progressivement mise en place, facilitant ainsi la convergence de la famille, des autorités régionales et de diverses associations. Cela a contribué à la consolidation d'un cadre cérémoniel relativement consensuel.

Cette consolidation institutionnelle a également donné lieu à des formes de ritualisation de l'État, comme en témoigne la création de la « médaille Mevlüde Genç » décernée chaque année par l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Néanmoins, cette normalisation n'est pas sans controverse. Parallèlement au cadre officiel, des voix critiques - notamment au sein des communautés kurde, alévie et turque dissidente - dénoncent la récupération politique des commémorations et l'occultation des causes structurelles du racisme. Il est évident que ces critiques s'articulent avec une force particulière lors des visites de représentants turcs. Ces représentants ont tendance à raviver les divisions politiques internes à la diaspora et à réactiver des mémoires concurrentes.

Cette analyse nous permet de considérer Solingen non pas comme un simple contrepoint à Mölln, mais plutôt comme un paradigme de consolidation mémorielle caractérisé par des compromis symboliques et des exclusions silencieuses. L'unité commémorative ostensible s'explique par des conditions spécifiques, à savoir l'engagement public de la famille Genç, le rôle actif des autorités régionales et l'implication sélective de la diplomatie turque. Cette dynamique est sous-tendue par une tension persistante entre mémoire officielle et mémoire critique. Alors que le cadre institutionnel a tendance à atténuer les conflits, certains acteurs locaux et collectifs militants s'efforcent d'établir de nouveaux espaces narratifs, capables de dépasser les limites normatives des cérémonies établies.

L'attentat de Solingen a eu lieu le 29 mai 1993, six mois seulement après celui de Mölln. Dans la ville de Solingen, dans l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, près de Cologne, un attentat raciste a eu lieu contre la maison où vivait la famille Genç, membre de la diaspora. Saime Genç, 5 ans, Hülya Genç, 9 ans, Gülüstan Öztürk, 12 ans, Hatice Genç, 18 ans et Gürsün İnce, 28 ans ont été tuées dans l'incendie criminel. Bekir Genç, 15 ans, et Güldane İnce, 3 ans, ont été gravement blessés. Mevlüde Genç, l'un des aînés de la famille, qui a perdu deux filles, deux petites-filles et un neveu dans l'attentat, a survécu en sautant par la fenêtre et Durmuş Genç, le mari de Mevlüde Genç, a survécu parce qu'il travaillait de nuit au moment de l'attentat.

Cet attentat raciste contre des membres de la diaspora dans l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où vit environ un tiers de la diaspora de la Turquie en RFA, a eu de grandes répercussions sur l'ensemble de la société, en particulier sur les membres de la diaspora. Mevlüde Genç a partagé des messages de paix, de tolérance, d'amour et d'amitié de dans toutes les entrevues qu'elle a données, dans toutes les réunions et dans tous les événements auxquels elle a participé au lendemain de l'attentat (Perspektif, 2017a; 2022d; COSMO Türkçe, 2022b). Lorsque ces messages ont commencé à être entendus quelques années plus tard, Mevlüde Genç a commencé à être connue comme la « mère sage » et la « femme sage »[31] en public. Mevlüde Genç a reçu de nombreuses distinctions, dont la Médaille d'État pour services distingués de la République de Turquie en 1995, l'Ordre du Mérite de la RFA en 1996, et l'Ordre du Mérite de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie en 2015 et depuis 2019, la « Médaille Mevlüde Genç », qui porte son nom, est décernée par le gouvernement de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à des personnes ou à des organisations qui contribuent à la tolérance interculturelle, à la réconciliation interculturelle et à la coexistence pacifique des religions (Perspektif, 2022j). L'attentat de Solingen, dont on se souvient à nouveau avec les cérémonies de commémoration organisées chaque année, a fait l'objet d'une double commémoration en 2022 avec le décès de Mevlüde Genç le 30 octobre 2022 et a été largement couvert par la presse. Lorsque l'on examine les nouvelles relatives à l'attentat de Solingen et de Mevlüde Genç publiées sur les plateformes de contenus (journaux, revue, podcast et plus) du corpus de cette recherche, on constate que des questions telles que qui a diffusé quels messages

[31] Ces expressions se retrouvent également dans la plupart des contenus.

lors des journées de commémoration, comment les cérémonies de commémoration ont été organisées, qui a participé à ces cérémonies, quels discours ont été prononcés, quels messages ont été publiés après le décès de Mevlüde Genç, et comment sa cérémonie funéraire a été organisée occupent une place importante.

Dans le podcast de COSMO Türkçe (2022c), la journaliste Ayça Tolun, qui a suivi de près l'attentat de Solingen et le procès du NSU, mentionne trois caractéristiques qui distinguent l'attentat de Solingen de celui de Mölln: (1) alors que l'attentat de Mölln a été considéré comme un incident isolé, le second incident, l'attentat de Solingen, a été traumatisant, (2) l'intégration de la famille Genç dans la société avait déjà eu lieu, (3) les auteurs de l'attentat de Solingen étaient des voisins qui connaissaient la famille et vivaient dans le même quartier.

> Après la réunification des deux Allemagnes, au début des années quatre-vingt-dix, l'Allemagne de l'Est a connu une flambée massive de xénophobie, qui s'est rapidement transformée en racisme et en extrémisme de droite, avant d'apparaître dans les États de l'Ouest, où les agressions se sont multipliées. Il y a eu de nombreux attentats, petits et grands, à l'est comme à l'ouest, mais comme il n'y a pas eu de morts, ces attentats n'ont pas été pris très au sérieux et ont toujours été perçus comme des incidents isolés. Par conséquent, lorsque trois personnes ont perdu la vie dans l'attentat de Mölln, ce fut un grand choc, mais pas un traumatisme parce que le public, y compris le public turc, considérait qu'il s'agissait d'un incident isolé. La différence à Solingen est que l'attentat a eu lieu dans un quartier qui avait l'habitude de vivre avec des immigrants depuis de nombreuses années. La famille Genç, dont la maison a été incendiée, vivait dans un appartement familial, dans un bâtiment historique et l'appartement leur appartenait. Ils étaient acceptés dans le quartier, ils étaient une famille intégrée, comme on les appelait à l'époque et aujourd'hui. Jusqu'à la date de l'incident, la famille n'avait pas rencontré d'inimitié dont on puisse parler. Mais le tournant a été que ce sont les enfants du voisin qui ont commis l'incendie criminel, c'est le point le plus important, parce que c'était le signe qu'il ne s'agissait pas d'un incident isolé, que ce n'était pas l'œuvre de quelques extrémistes de droite ou de marginaux, mais au contraire, que la xénophobie et le racisme pouvaient se répandre même dans les quartiers les plus décents (COSMO Türkçe, 2022c).

Outre les trois caractéristiques qui distinguent l'attentat de Solingen de celui de Mölln, l'organisation de grandes manifestations immédiatement après l'attentat de Solingen, les veillées dans les rues par des jeunes de Solingen (COSMO Türkçe, 2022c; taz.gazete, 2018a), les

déclarations et les appels de Mevlüde Genç au public sur la base de l'unité et de la solidarité ont différencié le lieu de l'attentat de Solingen. Mevlüde Genç est également reconnue comme un personnage important et la plus grande source d'admiration, agissant comme un pont entre les membres de la diaspora et tous les membres de la société en RFA (COSMO Türkçe, 2022c). Il a fallu quelques années pour que les déclarations publiques de Mevlüde Genç soient valorisées et appréciées dans le monde politique allemand. Ces dernières années, les prix qui ont commencé à être décernés au nom de Mevlüde Genç et les discours de la chancelière de l'époque, Angela Merkel, du ministre-président de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Armin Laschet, et de l'ancien président fédéral, Christian Wulff, lors des cérémonies, ont fait de l'attentat de Solingen un élément important de la culture du souvenir.

On remarque également que les cérémonies de commémoration de l'attentat de Solingen ont été organisées différemment de celles de l'attentat de Mölln. Le contenu préparé sur les commémorations de l'attentat de Solingen montre que, contrairement aux commémorations de l'attentat de Mölln, la famille Genç a assisté à la cérémonie organisée par la municipalité de Solingen et que la famille Genç n'a pas organisé d'autre cérémonie (Perspektif, 2019f; 2022d; 2022e; Artı49, 2022d). La cérémonie, organisée depuis plusieurs années par la municipalité devant le « Mémorial de Solingen »[32] construit en mémoire des victimes de l'attentat (devant la maison incendiée lors de la commémoration de 2022), s'est déroulée en présence du maire, de la famille Genç, de représentants de la Turquie, de représentants des organisations religieuses de la ville et de représentants de diverses associations et organisations non-gouvernementales. Au cours de la cérémonie, des fleurs ont été déposées devant le mémorial, une minute de silence a été

[32] Il s'agit d'un mémorial aux victimes de l'attentat de Solingen, érigé à l'entrée du collège professionnel Mildred Scheel de la ville, composé de deux figures en fer et d'anneaux qui tirent une croix gammée des deux côtés et la brisent. Peu après l'attentat, l'atelier d'aide à la jeunesse de Solingen (*Jugendhilfe-Werkstatt Solingen e.V.*) a commencé à construire le mémorial au collège professionnel Mildred Scheel. À l'époque, bien que la famille Genç ait reçu la promesse d'ériger un mémorial au centre de la ville en mémoire des cinq personnes assassinées, l'idée d'ériger un mémorial au centre de la ville n'a pas été soutenue par la majorité du conseil municipal de Solingen et de l'administration de la ville. Le projet d'ériger un mémorial officiel n'a donc pas progressé et aucun espace n'a été alloué à ce mémorial. Avec le soutien du directeur du collège professionnel Mildred Scheel, où Hatice Genç, qui a été tuée dans l'attentat, était étudiante, le mémorial a été érigé sur le terrain de l'école. Grâce au soutien massif de la population de Solingen, le mémorial, qui a été construit comme prévu à l'origine, a été inauguré le jour du premier anniversaire de l'incendie criminel, en présence de plus de dix mille personnes. Au cours des années suivantes, le mémorial a été soutenu par le conseil municipal et l'administration de la ville et est devenu un élément important de la culture du souvenir (Yeni Hayat, 2020a).

observée devant le mémorial, des prières ont été prononcées pour les défunts, le Coran, livre religieux de l'Islam, a été récité et des discours ont été prononcés par le maire et des représentants de la Turquie (Perspektif, 2019f; 2022d; 2022e; Artı49, 2022d).

Certains contenus mentionnent des commémorations organisées par diverses associations. L'un de ces articles indique qu'à l'occasion du vingt-sixième anniversaire de l'attentat, l'ATİB (*Avrupa Türk İslam Kültür Dernekleri Birliği*, en français: Union des associations culturelles turco-islamiques en Europe) a organisé une commémoration à petite échelle devant la maison incendiée (Artı49, 2019a). Dans un autre article, à l'occasion du vingt-huitième anniversaire de l'attentat, plusieurs organisations de la société civile, dont la Maison du peuple turc de Francfort et la DİDF, ont organisé une « journée Hülya » autour de la place Hülya[33] à Francfort et ont souligné l'importance de la lutte contre le racisme et l'extrême-droite (Artı49, 2021b). Dans les deux autres articles, l'article d'Avrupa Postası (2021b) et l'article de taz.gazete (2018a), un lien est établi entre les premières cérémonies de commémoration et les cérémonies de commémoration organisées ces dernières années. Dans le bref historique des cérémonies de commémoration de l'attentat de Solingen, il est indiqué que la première commémoration a été organisée en tant qu'événement commun avec la participation de douze mille personnes après que « des incidents violents ont eu lieu entre des turcs de droite et de gauche, des activistes allemands de gauche et des policiers lors des manifestations organisées après l'attentat » (taz.gazete, 2018a).

Par la suite, le réseau « Appel de Solingen » a été fondé avec la participation de l'Association du peuple turc, qui comprenait des alévis, des kurdes et des turcs dissidents. Ce réseau a organisé des événements commémoratifs à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'attentat, mais n'a pas apprécié que le ministre des affaires étrangères de la Turquie Mevlüt Çavuşoğlu assiste à la cérémonie officielle organisée par la municipalité de Solingen, en raison de la possibilité qu'il utilise son discours à des fins de propagande électorale. En outre, la commémoration du premier

[33] La place Hülya (*Hülya-Platz*), porte le nom de Hülya Genç, l'une des victimes de l'attentat de Solingen. À l'initiative d'un citoyen, une réplique de la statue de l'Homme au marteau (*Hammering Man*) destiné à frapper une croix gammée avec un marteau a été érigée sur cette place.

anniversaire de l'attentat de Solingen a été organisée par l'association populaire turque de Solingen et de ses environs, l'initiative des démocrates de Solingen et la communauté culturelle alévie de Solingen et de ses environs. Une commémoration similaire a été organisée à l'occasion du vingt-huitième anniversaire, mais elle a suscité des protestations. Lors de la commémoration, qui était « organisée par des organisations démocratiques d'Allemagne et de Turquie » et à laquelle le président de l'association populaire turque de Solingen et de ses environs figurait parmi les orateurs, d'autres orateurs ont été « protestés par un groupe de la mosquée » et la commémoration a été interrompue par « un groupe de racistes, y compris des membres du consulat turc » (Avrupa Postası, 2021b).

Dans l'analyse du contenu des déclarations effectuées lors des journées de commémoration de l'attentat de Solingen, le point commun est l'idée que la rhétorique raciste a conduit à l'attentat, que le racisme est toujours présent et que les membres de la diaspora doivent le combattre ensemble. Dans l'article sur les déclarations faites à l'occasion du vingtième anniversaire de l'attentat, on voit les déclarations de Memet Kılıç, à l'époque député fédéral des Verts, et de Hakan Taş, à l'époque membre du Parlement de Berlin de Die Linke (Avrupa Postası, 2013). Kılıç affirme que l'attentat de Solingen a été causé par « les discours de plus en plus agressifs et exclusifs de la CDU, [le parti au pouvoir à l'époque], à l'encontre des immigrants », et souligne la nécessité de donner la priorité à une structure sociale multiculturelle et de faire en sorte que « les forces de sécurité, les médias et les politiques agissent ensemble contre le racisme » afin de combattre ces discours qui sont toujours d'actualité (Avrupa Postası, 2013). Taş souligne que la lutte contre le racisme vise à apporter des transformations fondamentales, telles que « la reconnaissance des dimensions sociales et institutionnelles du racisme », « l'abandon des accusations unilatérales contre les personnes d'origine immigrantes et les musulmans », et « la mise en œuvre d'une politique d'égalité des droits et de participation » (Avrupa Postası, 2013).

La même année, un article spécial sur le vingtième anniversaire de l'attentat reprenait les points de vue susmentionnés sur la CDU (Yeni Hayat, 2013b). L'article souligne que l'attentat de Solingen est survenu à la suite de campagnes discriminatoires menées par la CDU, d'autres partis et médias partageant les mêmes idées, ainsi qu'à la suite de modifications de la loi sur l'asile:

« Le massacre de Solingen est l'un des massacres qui semblait se profiler ». L'article indique ensuite qu'après l'attentat, les autorités n'ont pas tenté de répondre aux demandes publiques contre les organisations racistes, que les politiques racistes et discriminatoires se sont poursuivies, que le rôle des organisations racistes et des services de renseignement dans l'attentat n'a pas fait l'objet d'une enquête au cours du procès, ce qui a conduit aux meurtres du NSU dans les années suivantes. Il appelle à des manifestations et à des événements à Solingen et ailleurs en RFA le jour de la commémoration de l'attentat, auxquels participent de nombreuses organisations de migrants, y compris de nombreux représentants de la DİDF (Yeni Hayat, 2013b).

Les déclarations de la DİDF à l'occasion des vingt-cinquième et vingt-septième anniversaires de l'attentat de Solingen ont été rapportées par Yeni Hayat (Yeni Hayat, 2018e; 2020b). Les deux déclarations similaires faites par le conseil d'administration de la DİDF abordent les raisons de la persistance et de la montée du racisme et appellent au renforcement de la lutte contre le racisme. Elles attirent l'attention sur le fait que la demande « que de tels massacres ne se reproduisent plus jamais », formulée en RFA après l'attentat de Solingen, n'a pas été satisfaite en raison des politiques menées. Malgré la détérioration des conditions socio-économiques due aux politiques mises en œuvre par le gouvernement, elles mentionnent que le racisme est en hausse parce que les réfugiés et les migrants sont considérés comme la cause de cette situation et se terminent par un appel à lutter contre le racisme:

> Alors que vingt-sept ans se sont écoulés depuis le massacre de Solingen, les partis racistes-fascistes qui exploitent l'insécurité des travailleurs d'aujourd'hui et de demain en raison des problèmes sociaux et économiques croissants ont gagné en force dans de nombreux pays d'Europe. En Allemagne, un parti comme l'AfD est désormais représenté dans tous les parlements. Comme par le passé, les migrants et les réfugiés continuent d'être tenus pour responsables des problèmes qui se posent aujourd'hui. (...) La lutte contre le racisme ne peut réussir que si nous luttons contre le chômage, la pauvreté, la guerre et l'armement, les restrictions sociales. Pour cela, nous pouvons renforcer la lutte contre les racistes en nous opposant à toute politique qui divise les gens sur la base de leur identité religieuse et ethnique. Nous appelons tous les travailleurs à renforcer leur unité pour leur avenir, indépendamment de la langue, de la religion ou de la race, et à lutter pour la résolution des problèmes (Yeni Hayat, 2018e; 2020b).

Outre les commémorations et les déclarations, les excuses présentées par le gouvernement allemand à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'attentat de Solingen ont constitué une étape importante. Lorsque des manifestations contre le racisme ont eu lieu dans le pays après l'attentat, le chancelier fédéral de l'époque, Helmut Kohl a conservé la même attitude qu'après l'attentat de Mölln et n'a pas assisté aux funérailles des victimes. Par l'intermédiaire de son porte-parole, il a fait passer le message que le gouvernement « ne voulait pas en faire un tourisme de condoléances » (COSMO Türkçe, 2022c). Vingt-cinq ans plus tard, la chancelière de l'époque, Angela Merkel, a prononcé un discours d'excuses. La commémoration du vingt-cinquième anniversaire de l'attentat, qui a eu lieu à la chancellerie d'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à Düsseldorf, s'est déroulée en présence d'Angela Merkel, du ministre-président de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie de l'époque Armin Laschet, du ministre des affaires étrangères de la Turquie Mevlüt Çavuşoğlu, de Mevlüde Genç et de nombreux autres invités (Perspektif, 2018b).

Dans son discours, Angela Merkel a tout d'abord exprimé le choc causé par l'attentat de Solingen dans la société: « De tels actes de violence sont honteux et une honte pour notre pays ». Elle a souligné qu'elle apprécie les efforts de Mevlüde Genç pour une vie pacifique et une réconciliation au lieu d'un discours de haine et de sentiment de vengeance après l'attentat. Merkel a ensuite rappelé l'attentat de Mölln et les meurtres du NSU et a souligné qu'ils étaient honteux et que l'extrême droite se propage, mais que le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme n'ont pas leur place dans la société. Elle a ajouté qu'elle apprécie les manifestations contre l'extrême droite et qu'elle était peinée par certaines erreurs et négligences des autorités de sécurité allemandes dans le cadre de la lutte contre l'extrême droite. Enfin, elle a présenté ses excuses pour cette situation: « Moi et nous, en tant que gouvernement fédéral, ne pouvons que demander pardon. » (Perspektif, 2018b).

Lors de la même cérémonie de commémoration, Armin Laschet a déclaré que l'attentat de Solingen et les appels à la paix de Mevlüde Genç ne devaient pas être oubliés: « Vous êtes un exemple pour nous! Nous voulons que son nom reste à jamais gravé dans les mémoires. ». Il a ensuite annoncé que le gouvernement de l'État organiserait un prix au nom de Mevlüde Genç et

le remettrait à ceux qui ont œuvré en faveur de la paix entre les cultures (Perspektif, 2018b). Ce prix est destiné à être décerné chaque année à une personne ou une organisation qui a apporté une contribution exceptionnelle à la tolérance interculturelle, à la réconciliation interculturelle et à la coexistence pacifique des religions. La première « Médaille Mevlüde Genç », créée par le gouvernement de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, a été décernée l'année suivante, en 2019, lors d'une cérémonie. À l'instar de Merkel, l'ancien président fédéral Christian Wulff a également fait une déclaration importante lors de la cérémonie de remise du prix. Qualifiant Mevlüde Genç « d'héroïne », Wulff a délivré un message d'unité et de solidarité, exprimant son inquiétude face à la multiplication récente des attentats:

> De tels attentats sont contraires à notre culture et à notre personnalité. Mevlüde Genç est une héroïne. Malgré tous ces attentats, elle a déclaré qu'elle et sa famille étaient des personnes qui appartenaient à cette société et qui continuaient à y vivre. Elle a donné la meilleure réponse à ceux qui ont perpétré cet attentat en envoyant ces messages (Perspektif, 2019e).

L'attentat de Solingen a été commémoré à deux reprises en 2022, à l'occasion de l'anniversaire et du décès de Mevlüde Genç. Mevlüde Genç, qui a perdu cinq membres de sa famille dans l'attentat et qui a survécu à ce même attentat, était connue pour ses messages de paix, de tolérance, d'amour et d'amitié. Elle est décédée le 30 octobre 2022 à Solingen, où elle avait continué à vivre après l'attentat, et a été enterrée dans sa ville natale en Turquie, le village de Mercimek à Taşova, Amasya. La nouvelle du décès de Mevlüde Genç, connue en Allemagne sous le nom de « Friedensbotschafterin (en français: Ambassadrice de la paix) », a été couverte à la fois par la presse allemande et turque. Le chancelier fédéral Olaf Scholz, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier, le président de la république de Turquie Recep Tayyip Erdoğan, le ministre-président de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie Hendrik Wüst, le maire de Solingen Tim Kurzbach, le ministre fédéral de l'agriculture Cem Özdemir et de nombreuses personnalités politiques allemandes ont fait part de leurs condoléances (Artı49, 2022g; COSMO Türkçe, 2022c; Perspektif, 2022k; Turkish Minute, 2022). En outre, Emine Erdoğan, l'épouse de Recep Tayyip Erdoğan, Ali Mete, secrétaire général de la communauté islamique du *Milli Görüş* (en français: Vision nationale), et Gökay Sofuoğlu, coprésident de la communauté turque en

Allemagne, figurent parmi les personnes qui ont présenté ses condoléances à la famille Genç (Artı49, 2022h; COSMO Türkçe, 2022c; Perspektif, 2022k).

Deux jours après sa mort, une cérémonie funéraire a été organisée pour Mevlüde Genç devant la maison[34] de la famille Genç, entièrement détruite par le feu lors de l'attentat de Solingen, qui a ensuite été démolie et remplacée par un arbre planté à la mémoire des victimes (COSMO Türkçe, 2022e; 2022f; 2022g). Outre la famille Genç et ses proches, plus d'un millier de personnes venues de toute l'Allemagne, des personnalités politiques et des représentants d'organisations non gouvernementales ont assisté aux funérailles, au cours desquelles des discours ont été prononcés, des prières ont été offertes et récitées. Le secrétaire général de la communauté islamique du *Milli Görüş*, Ali Mete, le président du conseil islamique d'Allemagne, Burhan Kesici, et le président de la YTB, Abdullah Eren, ont assisté à la cérémonie (Perspektif, 2022k). En outre, le ministre-président de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Hendrik Wüst, le maire de Solingen, Tim Kurzbach, l'ambassadeur de Turquie à Berlin, Ahmet Başar Şen, et le président de la commission des affaires étrangères et le député de l'AKP, Akif Çağatay Kılıç ont assisté à la cérémonie et prononcé des discours (Perspektif, 2022k; 2022r). Les articles contiennent des extraits des discours de Wüst et de Kurzbach. Dans son discours lors de la cérémonie funéraire, Wüst a déclaré: « Nous n'oublierons jamais Mevlüde Genç, qui avait un grand cœur, et ce qu'elle a fait. Nous continuerons à nous souvenir d'elle avec la cérémonie de remise de prix que nous avons organisée en son nom », tandis que Kurzbach a déclaré: « Nous avons perdu une femme merveilleuse à qui nous devons tant. "Soyons amis!" était sa devise. Nous avons perdu une mère qui nous a tous pris dans ses bras » (COSMO Türkçe, 2022d; 2022h; Perspektif, 2022k).

[34] Comme les politiciens de l'époque ne permettaient pas que la maison soit transformée en musée, elle a été démolie, des arbres ont été plantés à sa place et une plaque commémorative des victimes de l'attentat a été placée devant la maison. Lors d'une entrevue réalisée pour la commémoration du vingt-neuvième anniversaire de l'attentat, Mevlüde Genç a déclaré que son plus grand regret était d'avoir permis la démolition de leur maison incendiée: « Je n'avais aucun soutien à l'époque. Si j'avais eu l'esprit que j'ai aujourd'hui, je ne me serais même pas fait enlever une pierre, mais notre douleur était grande. Nous l'avons fait démolir pour que nous ne puissions pas aller le voir, mais je le regrette beaucoup. Il aurait été bien mieux pour nous et pour les gens qu'il reste un musée, mais le temps a passé, il n'y a rien que nous puissions faire. Ils devraient allouer une heure dans les écoles et parler à nos jeunes de ces événements. La nouvelle génération ne sait pas ce qui s'est passé. Si ces événements sont enseignés dans les écoles, nos enfants seront plus proches les uns des autres. » (Perspektif, 2022d).

La participation de membres d'institutions représentant la Turquie, tels que l'ambassadeur, le président de la commission des affaires étrangères et le président de la YTB, à la cérémonie funéraire de Mevlüde Genç, illustre les multiples facettes des politiques de la diaspora de la Turquie. L'implication de la YTB dans les questions touchant les membres de la diaspora est une occasion de montrer qu'elle n'est pas indifférente à la question, et d'accroître leur visibilité. D'autres initiatives prises par la YTB en relation avec Mevlüde Genç vont également dans ce sens. L'une d'entre elles a été, peu avant la mort de Mevlüde Genç, avec le soutien du ministère de la culture et du tourisme de la république de Turquie, le tournage d'un documentaire intitulé « Bilge Ana Mevlüde Genç (en français: La mère sage Mevlüde Genç) » et la préparation du livre du documentaire portant le même nom. Le documentaire et le livre racontent la vie de Mevlüde Genç, les prix qu'elle a reçus et son testament, et comprennent plusieurs entrevues. En juin 2022, la première du documentaire et la présentation du livre ont eu lieu à Cologne avec la participation de Mevlüde Genç, de son mari Durmuş Genç, d'autres membres de la famille Genç, du président de la YTB Abdullah Eren, du consul général de Turquie à Cologne Turhan Kaya, du consul général à Münster Ahmet Davaz, de l'ancien maire de Cologne Fritz Schramma (Artı49, 2022e; 2022f; Merhaba, 2022d). Une autre initiative est l'annonce du prix qui sera décerné au nom de Mevlüde Genç. Selon la déclaration du président de la YTB, Abdullah Eren, après la cérémonie funéraire de Mevlüde Genç, les « Prix de l'humanité Mevlüde Genç » seront décernés chaque année à partir de 2023 afin de commémorer et honorer Mevlüde Genç (Artı49, 2022i).

4.3 L'attentat de Hanau

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour analyser l'émergence d'une mémoire indépendante de l'attentat de Hanau, façonnée par les proches des victimes en réponse à ce qu'ils perçoivent comme des défaillances institutionnelles. Comme dans de nombreuses situations de cette nature, les premières réponses officielles ont pris la forme de gestes symboliques de solidarité. Mais celles-ci ont rapidement été jugées insuffisantes par les familles endeuillées, qui ont dénoncé des manquements majeurs, à savoir une mauvaise gestion policière lors de l'attentat, une absence de reconnaissance des responsabilités et un manque de

transparence de la part des autorités. Cette méfiance initiale a ensuite déclenché un processus d'auto-organisation mémorielle sans précédent.

La création de l'Initiative du 19 février Hanau (*Initiative 19. Februar Hanau*) et de l'Initiative éducative de Ferhat Unvar (*Bildungsinitiative Ferhat Unvar*) a marqué un tournant à cet égard. Ces structures s'écartent des cadres commémoratifs conventionnels et jettent les bases d'une mémoire caractérisée par l'engagement critique, l'autonomie des proches et la recherche proactive de la justice. La création d'un espace commémoratif autonome dans le centre-ville de Hanau (140 m² contre l'oubli [*140qm gegen das Vergessen*]) a précipité l'évolution d'un nouveau paradigme de commémoration. Cette évolution se caractérise par l'organisation directe des commémorations par les familles elles-mêmes et par le rejet sans équivoque de toute récupération politique qui ne serait pas intrinsèquement liée à leurs revendications. Elle réoriente la commémoration vers le vécu des victimes et de leurs proches, tout en remettant en cause la légitimité exclusive des institutions à définir le cadre de la commémoration.

Ce processus d'autonomisation s'inscrit dans un processus plus large de convergence mémorielle. Il est évident que les familles de Hanau ont établi des liens avec d'autres groupes caractérisés par des actes de violence raciste, notamment ceux observés à Mölln et à Halle. Cette mise en réseau translocale, soutenue par des organisations de la diaspora telles que la DİDF et sa branche jeunesse, permet de renforcer la solidarité entre les communautés touchées et facilite la transformation du deuil en une force politique collective. À travers ces coalitions, les familles parviennent non seulement à rendre leurs luttes visibles à un public plus large, mais aussi à imposer un récit critique fermement ancré dans l'expérience vécue et la demande de reconnaissance publique.

La création d'une commission d'enquête parlementaire dans l'État de Hesse, obtenue grâce au plaidoyer persistant des familles, a constitué un moment charnière. Cependant, alors que cette initiative semblait initialement correspondre à leurs attentes, la déception engendrée par un rapport final jugé insatisfaisant a accentué la rupture. Le rapport a été rejeté par plusieurs groupes d'opposition, ainsi que par les familles elles-mêmes. L'incapacité de l'État à assumer pleinement

ses responsabilités a conduit à l'émergence d'une contre-mémoire, basée sur les récits des victimes et orientée vers la transformation sociale. Dans ce contexte particulier, la commémoration n'est pas simplement une question de souvenir des victimes; elle devient une pratique de lutte articulée autour de demandes spécifiques, y compris la reconnaissance des échecs institutionnels, la justice pour les victimes et la transformation structurelle de la société allemande. Ce modèle offre une nouvelle interprétation de la relation entre la mémoire, la justice et la participation civique, en plaçant les familles au cœur d'un processus commémoratif critique, actif et émancipateur.

L'attentat de Hanau est entré dans l'histoire récente le 19 février 2020, lorsque Tobias Rathjen[35] a pris pour cible des cafés à chicha et tué neuf personnes en dix minutes. Dans la ville de Hanau, dans l'État de Hesse, près de Francfort, Rathjen a tiré à l'arme lourde d'abord sur les personnes se trouvant à l'intérieur du bar à chicha, puis sur l'entrée d'un bar voisin et a tué trois personnes, Kaloyan Velkov, Fatih Saraçoğlu et Sedat Gürbüz. Il a ensuite conduit sa voiture vers l'autre café à chicha. Vili Viorel Păun a remarqué Rathjen et a commencé à le suivre. Păun a essayé à plusieurs reprises de contacter le centre d'appel d'urgence de la police, mais personne n'a répondu. Se rendant compte qu'il était suivi, Rathjen a tué Păun dans sa voiture. Il a ensuite tiré sur les personnes présentes dans le deuxième café à chicha et a tué cinq personnes: Mercedes Kierpacz, Gökhan Gültekin, Hamza Kurtović, Ferhat Unvar et Said Nesar Hashemi. Il est rentré chez lui, a tué sa mère et s'est ensuite suicidé. Environ cinq heures plus tard, la police a fait une descente dans la maison de Rathjen et l'a trouvé mort, ainsi que sa mère. Son père, qui se trouvait dans la même maison, a été retrouvé vivant et indemne. Au total, neuf personnes ont été tuées et sept ont été grièvement blessées dans l'attentat (Perspektif, 2021f; 2022f).

Cet attentat, décrit par les autorités comme un « un attentat terroriste raciste sans précédent » (Perspektif, 2021f), a eu un impact considérable sur l'ensemble de la communauté. Il a

[35] En 2013, Tobias Rathjen a obtenu son premier permis de port d'arme et, immédiatement après, il est devenu un tireur actif, en suivant une formation dans le club de tir dont il était membre. Même si Rathjen avait un trouble psychologique diagnostiqué, il est indiqué que les autorités qui autorisent la détention d'armes n'étaient pas au courant. En novembre 2019, Rathjen a déposé une plainte pénale auprès des tribunaux allemands. Environ deux semaines avant l'attentat de Hanau, il a publié sur son site web des articles et des vidéos contenant des théories du complot et des opinions racistes (Perspektif, 2021f).

particulièrement touché les propriétaires de cafés à chicha et les membres de la diaspora, puisque quatre des victimes étaient des membres de la diaspora de la Turquie. Lorsque l'on examine les nouvelles publiées au sujet de l'attentat de Hanau sur les plateformes de contenu (journaux, revue, podcast et plus) du corpus de cette recherche, on constate que le contenu est plus nombreux et plus diversifié que le contenu sur les autres attentats, et que le contenu porte principalement sur les manifestations, les commémorations organisées après l'attentat de Hanau et à l'occasion des anniversaires de l'attentat, les critiques de l'attentat, les questions sans réponse des familles des victimes de l'attentat, les initiatives lancées après l'attentat et le travail de la Commission d'enquête.

Dans l'entrevue du podcast de COSMO Türkçe (2022a), la journaliste Elmas Topçu souligne que l'attentat de Hanau a joué un rôle important dans la consolidation du discours de lutte contre l'extrême droite:

> Hanau, l'assassinat de Lübcke et Halle[36] sont proches l'un de l'autre, mais la politique, malgré l'organisation terroriste de NSU, ne considérait toujours pas l'extrême droite comme un danger à combattre. On peut dire qu'il y a eu une rupture avec Hanau. La politique a commencé à voir le danger plus clairement. La chancelière Angela Merkel a déclaré que le racisme est un poison et a pris position plus rapidement, plus ouvertement et plus clairement qu'elle ne l'avait fait dans le cas du NSU (COSMO Türkçe, 2022a).

Le discours sur la lutte contre l'extrême droite est devenu visible lors de la conférence de presse organisée par la chancelière de l'époque, Angela Merkel, immédiatement après l'attentat. Elle a commencé son discours en déclarant que, bien qu'il soit trop tôt pour faire une évaluation définitive, il y avait de nombreuses indications que l'attentat avait été commis avec une motivation d'extrême droite et raciste. Elle a ensuite lié son discours à la lutte contre l'extrême droite en mentionnant que le racisme est un poison et elle a conclu son discours en promettant que l'attentat ferait l'objet d'une enquête approfondie:

[36] L'attentat contre la synagogue de Halle a eu lieu le 9 novembre 2019 dans la ville de Halle, dans l'État de Saxe-Anhalt.

> Le racisme est un poison. La haine est un poison. Ce poison existe dans notre société, et il est coupable de bien trop de crimes déjà - des méfaits du NSU aux meurtres de Halle en passant par l'assassinat de Walter Lübcke. Le gouvernement fédéral et toutes les institutions de l'État défendent les droits et la dignité de chaque personne dans notre pays. Nous ne faisons pas de distinction entre les citoyens selon leur origine ou leur religion. Nous nous opposons de toutes nos forces et avec détermination à ceux qui tentent de diviser l'Allemagne. Tout sera fait pour clarifier le contexte de ces horribles meurtres jusque dans les moindres détails (Perspektif, 2020c).

Une rhétorique similaire et l'idée d'une lutte commune se retrouvent également dans d'autres démarches officielles. Le discours sur la lutte contre l'extrême droite a été inclus dans une déclaration commune préparée peu après l'attentat par le ministre de l'intérieur de la république de Turquie Süleyman Soylu et le ministre de l'intérieur de la RFA de l'époque Horst Seehofer. La déclaration commune souligne que cet attentat est le troisième attentat terroriste d'extrême droite perpétré en RFA en quelques mois sur la base d'une mentalité raciste et extrémiste. Dans la suite de la déclaration, il a été souligné que cette situation démontre clairement que la lutte contre l'extrémisme de droite et la xénophobie doit se poursuivre avec détermination (Perspektif, 2020h).

Lors des premières commémorations, le lendemain de l'attentat raciste, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté simultanément dans des dizaines de villes allemandes, dont Stuttgart, Hambourg, Mannheim, Cologne, Francfort, Nuremberg, Hanau, Wuppertal, Heidelberg et Duisbourg, ainsi que dans la capitale Berlin (Avrupa Postası, 2020; taz.gazete, 2020). Selon l'article de taz.gazete, à Berlin, « la plupart des migrants préfèrent assister à la manifestation sur la Hermannplatz plutôt qu'à la cérémonie officielle organisée au même moment à Brandenburger Tor » (taz.gazete, 2020). Lors de cette manifestation, des critiques ont été émises sur l'attitude du gouvernement à la suite des attentats:

> Dans les discours de diverses initiatives et organisations antiracistes, les réactions se multiplient contre le gouvernement qui a traité l'incident par le biais d'auteurs individuels. Ils s'indignent que la violence raciste se poursuive dans le pays et que

> l'État ait ignoré les souffrances et les demandes des victimes de cette violence pendant des décennies (taz.gazete, 2020).

Quelques jours plus tard, à Hanau, une marche de protestation nommée « contre le terrorisme et l'islamophobie » a été organisée par des associations de mosquée et soutenue par des églises, des synagogues, la municipalité de Hanau et diverses organisations non gouvernementales. L'ambassadeur de Turquie à Berlin Ali Kemal Aydın, le maire de Hanau Claus Kaminsky et des représentants des communautés chrétienne, musulmane et juive ont prononcé des discours lors de la marche. En outre, Zafer Sırakaya, député de l'AKP à Istanbul, Ünal Demirtaş, député du CHP à Zonguldak, Abdurrahman Tutdere, député du CHP à Adıyaman, et Abdullah Eren, président de la YTB ont participé à la marche (Bold Medya, 2020; Muhabirce, 2020b; Perspektif, 2020e).

Deux semaines après l'attentat, une cérémonie officielle a eu lieu à Hanau. Le président fédéral Frank-Walter Steinmeier, la chancelière Angela Merkel, le président du *Bundesrat* Dietmar Woidke, l'ancien président fédéral Christian Wulff, le ministre-président de Hesse Volker Bouffier, le ministre des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine Bisera Turkovic, le maire de Hanau Claus Kaminsky, le consul général de Turquie à Francfort Burak Karartı et d'autres invités ont assisté à la cérémonie. Lors de cette cérémonie, des discours ont été prononcés pour soutenir la déclaration de Merkel selon laquelle le racisme et la haine sont des poisons, qu'elle a faite en 2020 et répétée en 2021 (COSMO Türkçe, 2021c). Steinmeier a appelé les institutions allemandes à travailler ensemble contre la haine et le racisme, et Kaminsky a souligné que les paroles de Merkel étaient justes et que les racistes étaient minoritaires et impuissants (Perspektif, 2020i). Les appels au soutien des proches des victimes et à l'unité d'action ont également été le thème de la cérémonie officielle qui s'est déroulée sept mois après l'attentat. Steinmeier, Kaminsky, le ministre fédéral de l'intérieur Horst Seehofer et les familles des victimes ont assisté à la cérémonie. Dans son discours, Steinmeier a souligné que les racines de l'extrémisme de droite sont profondément ancrées dans la société, qu'il s'agit d'un problème grave et urgent et qu'il faut le combattre ensemble pour une société sans racisme, sans haine et sans violence. Lors

de la cérémonie, Kaminsky a demandé au ministre fédéral de l'intérieur, Horst Seehofer, de veiller à ce que l'attentat fasse l'objet d'une enquête approfondie (Perspektif, 2020p).

Dès les premières commémorations, « Say Their Names » est devenu le slogan des commémorations afin de s'assurer que les noms des personnes tuées dans l'attentat ne soient pas oubliés. Les initiatives mises en place après l'attentat reprennent également ce slogan. Dans l'entrevue du podcast de COSMO Türkçe, la journaliste Elmas Topçu explique que l'émergence du slogan est liée aux paroles de l'une des victimes de l'attentat:

> Ce slogan est basé sur les paroles de Ferhat Unvar, l'une des victimes de l'attentat. Il a dit qu'une personne ne meurt que lorsque son nom est oublié. Sur la base de ces paroles, leurs noms sont répétés, pour qu'ils ne soient pas oubliés, pour qu'ils soient gravés dans la mémoire collective, pour qu'une pression politique soit créée, pour qu'ils soient transmis aux générations futures (COSMO Türkçe, 2022a).

Après l'attentat, deux initiatives ont été mises en place pour poursuivre ce travail de mémoire, de souvenir et de lutte contre le racisme. La première est « l'Initiative du 19 février Hanau (*Initiative 19. Februar Hanau*) », fondée en mars, peu après l'attentat, dans le but de veiller à ce que les noms des personnes tuées ne tombent pas dans l'oubli. En mai, cette initiative, qui regroupe les familles et les proches des victimes, a ouvert à Hanau un centre de contact appelé « 140 m² contre l'oubli (*140qm gegen das Vergessen*) ». Elle s'efforce de soutenir les personnes touchées par le racisme à Hanau sur les plans juridique, psychologique et financier, de faire la lumière sur l'attentat, de lutter pour la poursuite des responsables, de faire entendre la demande d'éclaircissement et de conséquences politiques (COSMO Türkçe, 2021d; Perspektif, 2021f). En novembre, la deuxième initiative a été créée: Initiative éducative de Ferhat Unvar (*Bildungsinitiative Ferhat Unvar*). Serpil Temiz Unvar, la mère de Ferhat Unvar, l'une des victimes de l'attentat, a fondé cette initiative d'éducation antiraciste à Hanau. Outre le fait de se souvenir de l'attentat de Hanau, de le rappeler et de le transmettre à ceux qui ne le connaissent pas, le travail de l'initiative consiste à conseiller les enfants, les jeunes et leurs familles qui sont victimes de racisme, à fournir un accompagnement éducatif contre le racisme, à organiser des ateliers et des séminaires, à prendre des mesures concrètes et à réaliser des projets en intervenant

en cas de problèmes avec les enseignants (COSMO Türkçe, 2021i; Yeni Hayat, 2022a; Yeni Özgür Politika, 2020; 2021c).

L'ensemble des travaux réalisés par les deux initiatives a fait l'objet de cérémonies commémoratives. Le président fédéral Frank-Walter Steinmeier a salué la création des deux initiatives. Le maire de Hanau Claus Kaminsky a déclaré qu'il suit les initiatives depuis leur création et qu'il respecte leur lutte pour les droits, puis les a remerciées pour cette lutte (Yeni Hayat, 2021a; Yeni Özgür Politika, 2021b). Dans l'entrevue du podcast de COSMO Türkçe, la journaliste Elmas Topçu commente la signification politique des initiatives mises en place après l'attentat de Hanau de la manière suivante:

> L'attentat de Hanau, contrairement aux précédents, n'a pas effrayé et intimidé les proches des victimes. Au contraire, des commémorations et des manifestations ont été organisées à Hanau pendant plusieurs jours, qui se sont ensuite transformées en initiatives plus permanentes. Une culture du souvenir est donc en train d'émerger et, en même temps, contrairement aux victimes d'attentats racistes antérieurs, les victimes ne se sont pas repliées sur elles-mêmes. Elles ont commencé à exprimer haut et fort leurs revendications politiques. Elles sont plus organisées. La politique doit donc les prendre plus au sérieux (COSMO Türkçe, 2022a).

Les cérémonies de commémoration de Hanau se sont déroulées dans différentes villes, Hanau étant le centre principal, six mois après l'attaque en août 2020, un an plus tard en février 2021, et deux ans plus tard en février 2022. Bien qu'il soit indiqué dans le contenu que ces cérémonies ont été limitées ou annulées en raison des mesures du COVID-19, les organisateurs des cérémonies occupent une place plus importante dans le contenu. L'un des principaux organisateurs était l'Initiative du 19 février Hanau, qui comprend les familles et les proches des victimes de Hanau. Les cérémonies de commémoration organisées par cette initiative sont soutenues par près de cent quatre-vingts organisations et diffusées sur Internet et sur des écrans géants dans plusieurs quartiers de Francfort. Outre les familles et les proches des victimes de l'attentat de Hanau et les survivants blessés de l'attentat, les familles des victimes d'autres attentats tels que l'attentat de

Mölln et l'attentat contre la synagogue de Halle ont également pris part aux cérémonies et figuraient parmi les orateurs des cérémonies (Artı49, 2020c; Yeni Hayat, 2020d).

Une autre cérémonie de grande envergure a été organisée par la DİDF et la Jeunesse de la DİDF (*DIDF-Jugend*). Dans de nombreuses villes, comme Hanau, Stuttgart, Marburg, Hamburg, Krefeld, Hannover, Braunschweig, ces commémorations ont été organisées avec le soutien de nombreuses institutions et organisations. Parmi ces institutions et organisations figure le Stadtjugendring Stuttgart, le Parti de gauche, l'Union des services unis ver.di, la Confédération allemande des syndicats DGB, la Jeunesse de la DGB (*DGB Jugend*), la Jeunesse des Verts et la Jeunesse la ver.di (*ver.di Jugend*) (Artı49, 2020a; 2020b; Merhaba, 2022a; Yeni Hayat, 2021a). En plus de ces commémorations, les commémorations officielles ont été organisées avec la participation du président fédéral Frank-Walter Steinmeier, de la ministre fédérale de l'intérieur Nancy Faeser, du ministre-président de Hesse Volker Bouffier et du maire de Hanau Claus Kaminsky. Lors de ces cérémonies, les participants se sont engagés à ne pas oublier les victimes de l'attentat raciste et à lutter contre le racisme et l'extrême droite (Yeni Hayat, 2021a; Yeni Özgür Politika, 2021b; 2022c).

Les commémorations de l'attentat de Hanau se sont déroulées en présence d'un grand nombre de représentants de l'État turc, dont l'ambassadeur, des parlementaires et le vice-ministre des affaires étrangères. Les discours ont souligné la nécessité de lutter contre le racisme et, dans le cas de Hanau, de soutenir les demandes des familles des victimes, notamment en ce qui concerne la clarification de l'attentat (Artı49, 2020d; Avrupa Postası, 2021a). En plus, la YTB, qui a également joué un rôle actif dans les cérémonies de commémoration des attentats précédents et qui constitue un élément important de la politique de la diaspora, a pris plusieurs initiatives concernant l'attentat de Hanau. Tout d'abord, elle a publié une déclaration immédiatement après l'attentat, appelant au suivi du processus judiciaire et à l'unification des membres de la diaspora et des organisations de la société civile, et a participé à la première commémoration à grande échelle (Muhabirce, 2020a). Deuxièmement, une campagne de commémoration a été lancée en Turquie à l'occasion du premier anniversaire de l'attentat, et des plaques commémoratives décrivant l'attentat ont été apposées à Ankara et à Istanbul (Artı49, 2021a). Troisièmement, à

l'occasion du deuxième anniversaire de l'attentat, une bibliothèque a été construite au nom de Gökhan Gültekin, l'une des personnes tuées lors de l'attentat. À Tahir, dans le district d'Eleşkirt de la ville d'Ağrı, où la famille de Gökhan Gültekin a émigré et où se trouve la tombe de Gökhan Gültekin, une cérémonie de commémoration a eu lieu dans le cimetière et une cérémonie d'ouverture a été organisée dans la bibliothèque (Artı49, 2022b).

Dans le contenu, en dehors des cérémonies de commémoration, il est souvent rapporté que les familles et les proches des victimes, les survivants et les témoins de l'attentat se posent des questions sur l'attentat de Hanau et sur la période pendant et après l'attentat, et que ces questions restent sans réponse. Toutes ces questions peuvent être classées en trois catégories. La première catégorie concerne la période précédant l'attentat, la deuxième le moment de l'attentat et la troisième ce qui s'est passé après l'attentat. La première catégorie de questions peut être classée sous la question suivante: L'attentat aurait-il pu être évité? Cette question soulève de nombreuses interrogations sur le comportement de l'auteur avant l'attentat. Certaines de ces interrogations sont les suivantes: Comment l'auteur a-t-il obtenu et prolongé son permis de détention d'arme à feu malgré sa maladie psychologique connue? Pourquoi les multiples plaintes déposées par l'auteur auprès des tribunaux allemands en 2019, qui étaient pleines de rhétorique raciste et de théories du complot, ainsi que son propre site web qui contenait les mêmes contenus que ceux mentionnés dans ces plaintes, n'ont-ils pas été pris en compte par l'institution chargée de délivrer les permis de port d'armes, par la police et par le procureur général? Comment le manifeste de l'auteur, qu'il a publié sur son propre site web six jours avant l'attentat, et l'ensemble de son plan pour l'attentat ont-ils pu échapper à l'attention ou à l'intérêt des forces de sécurité? (COSMO Türkçe, 2020; 2021a; Perspektif, 2020m; 2021a; 2021e; Yeni Özgür Politika, 2021a; 2022a)

La deuxième catégorie de questions relatives au moment de l'attentat peut être classée sous la question suivante: La réponse à l'attentat aurait-elle pu être différente? Cette question comprend deux interrogations relatives au lieu de l'attentat et à l'intervention de la police. Pourquoi la porte de sortie de secours de l'un des bars à chicha où a eu lieu l'attentat a-t-elle été fermée à clé à la demande de la police? Pourquoi le centre d'appel d'urgence de la police était-il injoignable au moment de l'attentat? La troisième catégorie, liée à ce qui s'est passé après l'attentat, peut être

classée sous la question suivante: Le traitement des proches des personnes tuées dans l'attentat aurait-il pu être différent? Cette question est liée au fait que les proches n'ont pas reçu d'informations suffisantes et opportunes, qu'ils n'ont pas été consultés au sujet de l'autopsie des victimes, que les autopsies ont été réalisées sans leur consentement et que la remise des corps après l'autopsie n'a pas été effectuée correctement. Elle comprend deux sous-questions sur tout ce qui s'est passé immédiatement après l'attentat: (1) La police et le bureau du procureur auraient-ils pu mieux gérer leur approche et le processus d'information des familles des personnes tuées? (2) Le processus d'autopsie des personnes tuées aurait-il pu être plus ouvert? (Artı49, 2022a; COSMO Türkçe, 2020; 2021a; 2021b; Perspektif, 2021d; Yeni Özgür Politika, 2021a; 2022a)

En plus de ces questions, les familles ajoutent que deux autres questions restent sans réponse. La première question est la suivante: Pourquoi les policiers qui se sont rendus au domicile de l'auteur ont-ils encerclé la maison et attendu pendant cinq heures avant d'y entrer? Treize des policiers en service la nuit de l'attentat ont par la suite été licenciés pour suspicion d'extrémisme de droite, mais cette question reste sans réponse. La deuxième question est la suivante: Bien que le père de l'auteur ait menacé de mort les familles des victimes dans des pétitions adressées au bureau du procureur et en personne, pourquoi aucune mesure n'est-elle prise à son encontre et pourquoi est-il autorisé à continuer à vivre dans le même quartier que les familles? En plus des menaces, le père de l'auteur a demandé au bureau du procureur de récupérer les armes et l'équipement de l'auteur. Les familles se plaignent que leurs questions restent sans réponse et que les autorités n'ont pas pris les mesures juridiques adéquates après l'attentat (Artı49, 2022a; COSMO Türkçe, 2021b; Perspektif, 2021b; 2021c).

Afin de répondre à ces questions, restées sans réponse pendant plus d'un an, une commission d'enquête sur l'attentat de Hanau a été créée à l'Assemblée de l'État de Hesse en juillet 2021 grâce aux efforts de l'Initiative du 19 février Hanau, qui regroupe les familles et les proches des victimes. Marius Weiss du SPD a été élu président et Frank-Peter Kaufmann du Parti Vert a été élu vice-président de la Commission, qui comprend quinze députés de la CDU, des Verts, du SPD, du FDP et de Die Linke (Perspektif, 2021h; 2021i; Yeni Özgür Politika, 2021d). La

Commission a pour objectif de combler les lacunes de l'enquête et de déterminer si les institutions ont rempli leurs obligations pendant et après l'attentat:

> Dans un communiqué publié à l'issue de leur première réunion, Weiss a souligné que l'Assemblée de l'État de Hesse a pour mission d'enquêter sur d'éventuelles défaillances du gouvernement de l'État de Hesse et des autorités subordonnées, sur des problèmes dans le processus administratif et sur des lacunes dans les structures existantes (Perspektif, 2021i).

Lors des sessions de la Commission d'enquête, dont la première a eu lieu le 3 décembre, les familles présentes ont souligné les défaillances des institutions de sécurité avant et après l'attentat et ont demandé que les responsables soient punis. Toutes les familles ont déclaré que les institutions de sécurité ne les avaient nullement informées et qu'elles n'avaient pas pu trouver d'interlocuteur pendant des jours, même après l'attentat (Yeni Özgür Politika, 2021d; 2022b). Saadet Sönmez de Die Linke, membre de la Commission d'enquête, décrit comme suit les informations obtenues par la Commission au cours de ses travaux jusqu'en février 2022:

> Nous venons d'écouter les familles, nous avons écouté l'une des victimes, nous avons écouté l'un des experts. Les informations que nous avons reçues des familles sont que la nuit de l'incident, de très grosses erreurs ont été commises et que les familles n'ont pas reçu les soins, l'attention et surtout les informations nécessaires de la part de l'organisation policière et de la municipalité. Par exemple, en ce qui concerne l'autopsie, le rapport indique que des autopsies ont été pratiquées sans le consentement des familles, mais selon les familles, on ne leur a pas demandé leur avis et aucun consentement n'a été obtenu. La façon dont l'autopsie s'est déroulée a été un autre traumatisme pour les familles. Nous attendons toujours des excuses de la part des institutions responsables et du ministre de l'intérieur aux familles, car les familles sont très déçues (COSMO Türkçe, 2022a).

Alors que la Commission d'enquête poursuivait ses travaux, le 16 décembre 2021, le bureau du procureur général fédéral a décidé de ne pas poursuivre l'enquête sur l'attentat. Dans une déclaration écrite à ce sujet, il est indiqué que trois cents éléments de preuve ont été examinés et que plus de quatre cents témoins ont été entendus dans le cadre de l'enquête sur l'attentat, mais qu'il n'y avait pas suffisamment d'indices et de preuves pour démontrer que d'autres personnes étaient complices, instigatrices ou aidantes, ou que l'auteur de l'attentat avait un confident. Cette

déclaration indique qu'ils ont conclu que, hormis l'auteur, personne d'autre n'avait eu connaissance de l'attentat, n'y avait participé ou n'y avait prêté son concours (Yeni Özgür Politika, 2022a; 2022b).

Réagissant à la décision du bureau du procureur, les familles ont déclaré que le rôle du père de l'auteur et les lacunes dans le rôle joué par des institutions telles que l'organisation de la police et le bureau du procureur dans la prévention et l'élucidation de l'attentat n'avaient pas fait l'objet d'une enquête suffisante et qu'elles allaient intenter une action en justice. Parallèlement, au sein de la Commission d'enquête, créée après de longues luttes, les familles s'efforcent de clarifier tous les points laissés en suspens par le bureau du procureur. Bien que l'on pense que ce processus puisse prendre encore quelques années, l'objectif de cette Commission d'enquête est de s'assurer que les responsables de l'attentat soient publiquement reconnus et punis (Yeni Özgür Politika, 2022a; 2022b).

L'une des premières conclusions de l'enquête de la Commission a été publiée en juin 2022 sur l'encerclement par la police de la maison de l'auteur de l'attentat. Le rapport, préparé par l'agence de recherche indépendante Forensic Architecture, indique que la police n'a pas correctement encerclé le domicile de l'auteur de l'attentat ni pris les précautions nécessaires pendant une longue période après l'attentat. Il ajoute qu'en raison de cette vulnérabilité, l'auteur aurait eu la possibilité de s'échapper de son domicile et de blesser d'autres personnes (Perspektif, 2022f). Un autre résultat est que l'agence contredit l'affirmation de l'accusation concernant la fermeture de la porte de sortie de secours. L'étude de l'agence conclut que si la porte de sortie de secours de l'un des bars à chicha où l'attentat a eu lieu avait été ouverte, les meurtriers auraient eu suffisamment de temps pour quitter le bar et s'enfuir (Yeni Özgür Politika, 2022b). La même agence de recherche a décidé d'organiser une exposition sur ses conclusions et le combat des proches des victimes et des survivants pour faire la lumière sur l'attentat. L'exposition « Hanau 19 février 2020 - Trois ans de commémoration et d'éclairage », soutenue par la municipalité de Hanau et l'Initiative du 19 février Hanau, a été décidée pour être exposée à l'hôtel de ville du 19 janvier au 19 mars 2023 (Perspektif, 2022h).

4.4 Les meurtres en série du NSU et son procès

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour retracer les principales étapes qui ont conduit à l'émergence d'une critique publique et institutionnelle du traitement des meurtres du NSU (*Nationalsozialistische Untergrund*, en français: Parti national-socialiste souterrain). Ce processus est long, puisqu'il s'étend sur plusieurs années entre la série de meurtres commis par le groupe néonazi et la reconnaissance partielle de la responsabilité institutionnelle dans l'échec des enquêtes.

La phase initiale du processus s'est déroulée entre 2000 et 2007, période durant laquelle les meurtres ont été commis. Durant cette période, les autorités policières et judiciaires ont systématiquement interprété les assassinats comme étant liés à la criminalité organisée turque ou kurde, rejetant l'hypothèse d'un mobile raciste malgré les mises en garde des familles des victimes. Cette approche a pour effet d'orienter les enquêtes dans une mauvaise direction, phénomène renforcé par la couverture médiatique qui désigne les meurtres comme « les meurtres de Döner (*Dönermorde*) », terme à caractère stigmatisant et ethnicisant. Le traitement institutionnel et médiatique des crimes en tant que « crimes ethniques » contribue ainsi à l'invisibilisation de la nature raciste des meurtres, tout en marginalisant les voix des proches des victimes et en empêchant l'émergence d'un débat public sur la violence d'extrême droite.

L'enquête a pris un tournant décisif en novembre 2011, lorsque les membres du NSU, Uwe Böhnhardt et Uwe Mundlos, ont été retrouvés morts à Eisenach, révélant ainsi l'existence du groupe. Cette découverte a rendu la théorie des crimes communautaires indéfendable et a suscité une profonde réaction de la part de l'opinion publique. La couverture médiatique initiale révèle non seulement la dimension raciste des meurtres, mais aussi des dysfonctionnements institutionnels majeurs, notamment la destruction de documents par les services de renseignement et la mort suspecte de témoins clés. La révélation de ces faits a précipité une première vague de critiques publiques à l'égard de l'État. Dans ce contexte, des initiatives de la société civile ont vu le jour: l'*Initiative 6. April,* le collectif *Keupstraße ist überall* à Cologne et le projet *NSU-Komplex auflösen* de l'initiative *Tribunal*. L'objectif de ces actions était de rendre visible

l'ampleur du problème, de dénoncer ce qu'ils appellent le « racisme d'Etat », d'établir une mémoire alternative à celle promue par les récits officiels et d'exiger la reconnaissance des responsabilités institutionnelles.

Le procès du NSU, qui a débuté à Munich en 2013 et s'est achevé en 2018, a marqué une nouvelle étape cruciale dans le processus. Si le procès a abouti à des condamnations, il a également mis en lumière les limites du traitement judiciaire de l'affaire. De nombreuses familles de victimes et leurs représentants légaux ont critiqué l'accent mis par le tribunal sur la responsabilité individuelle de Beate Zschäpe et de quelques complices, empêchant ainsi une enquête approfondie sur les réseaux néonazis et les complicités institutionnelles. L'absence de poursuites à l'encontre d'agents de l'État, malgré les preuves irréfutables de la surveillance des cercles néonazis par les services de renseignement, a été une grande déception.

À l'approche de la fin du procès, les critiques se sont multipliées. Les promesses faites en 2012 par la chancelière Angela Merkel, garantissant une enquête approfondie sur les meurtres et la condamnation des accusés à la peine maximale, semblaient, aux yeux des familles et de nombreux observateurs, avoir été violées. Des juristes impliqués dans le procès du NSU, tels que Mehmet Daimagüler et Seda Başay Yıldız, ont publiquement dénoncé l'inaction de l'État et les obstacles à la clarification complète des faits. Par ailleurs, les années suivantes, marquées par le meurtre de Walter Lübcke et l'attentat de Halle, ont mis en évidence la persistance de la menace néonazie et l'inadéquation des réponses politiques et judiciaires.

Suite aux pressions croissantes exercées par divers acteurs, notamment les familles, la société civile et certains acteurs politiques, une commission d'enquête parlementaire a été créée en Bavière en 2022 afin de procéder à un examen approfondi des lacunes de l'enquête initiale. Cette évolution peut être interprétée comme une reconnaissance implicite du fait que les mécanismes institutionnels de déni et d'invisibilisation du racisme ont contribué aux échecs initiaux. Cependant, malgré cette reconnaissance tardive, les proches des victimes et les initiatives citoyennes insistent sur la nécessité de continuer à se mobiliser pour obtenir la pleine

reconnaissance des responsabilités institutionnelles et pour combattre les structures racistes toujours présentes au sein des institutions.

Le NSU a commis les meurtres de huit personnes de la diaspora de la Turquie, d'une personne de la diaspora de la Grèce et d'une policière, ainsi que deux attentats à la bombe à Cologne et quinze braquages de banques dans différentes villes de la RFA entre 2000 et 2007. Après que les meurtres soient restés longtemps dans l'ombre, l'existence de membres du NSU et leur rôle dans les meurtres ont été révélés par coïncidence le 4 novembre 2011. Jusqu'à ce que le NSU révèle sa véritable identité, les médias et la police enquêtant sur les meurtres ont suggéré que la mafia, les gangs de la drogue ou les familles des victimes étaient derrière les meurtres et que les meurtres ont été considérés comme des affaires judiciaires ordinaires, des querelles familiales ou des épreuves de force politiques entre les membres de la diaspora. Les meurtres du NSU ont été appelés « les meurtres de Döner (*Dönermorde*) ». La police a mené ses enquêtes parmi et autour des familles et des proches des victimes, a soumis les familles des victimes à toutes sortes d'insultes, de calomnies et de traitements suspects, et n'a pas examiné la possibilité d'un motif raciste derrière les meurtres, ce que les familles des victimes et les témoins oculaires des meurtres avaient dit dès le premier moment des meurtres. Le procès du NSU a débuté en 2013 et a duré cinq ans. Le procès dit du siècle s'est achevé en laissant de nombreuses questions sans réponse pour le public et les familles des victimes (Perspektif, 2018d; 2018e; 2020d; taz.gazete, 2018b).

Lorsque l'on examine les nouvelles publiées au sujet du NSU et de son procès sur les plateformes de contenu (journaux, revue, podcast et plus) du corpus de cette recherche, on constate que les articles sur le sujet sont nombreux et variés. Dans ces contenus, les meurtres du NSU, l'émergence de l'organisation du NSU, les initiatives mises en place par la suite, le déroulement du procès du NSU, la décision prise dans le procès du NSU, les critiques contre cette décision, les questions sans réponse et les développements après le procès du NSU occupent une place importante.

Le premier attentat à la bombe perpétré par l'organisation d'extrême droite NSU, dont les membres sont nés et ont grandi en Allemagne de l'Est, a eu lieu le 19 janvier 2001 dans un

supermarché tenu par une famille de la diaspora de l'Iran à Probsteigasse à Cologne. Cette bombe a gravement blessé la fille de la famille et la famille a tout perdu car le magasin a été complètement endommagé (Muhabirce, 2015). Le deuxième attentat a eu lieu le 9 juin 2004 dans la rue Keup (*Keupstraße*) du quartier de Mülheim à Cologne, connue sous le nom de « Petite Turquie », où se trouvent un grand nombre de commerçants appartenant à la diaspora de la Turquie. Une bombe à clous déposée devant un magasin de cette rue a blessé vingt-deux personnes, la plupart grièvement (COSMO Türkçe, 2016; Perspektif, 2021g). Dans tous les meurtres en série dont on sait qu'ils ont été commis par le NSU, les auteurs ont tué les victimes, âgées de 21 à 50 ans, qui étaient de petits commerçants, sur leur lieu de travail, à bout portant. Trois des victimes ont été tuées à Nuremberg, deux à Munich, une à Hambourg, une à Rostock, une à Dortmund, une à Kassel et une à Heilbronn. Toutes les victimes de la diaspora de la Turquie étaient des hommes travaillant dans le secteur des services. La victime de la diaspora de la Grèce, serrurier de profession, et une policière allemande ont été les autres victimes des auteurs. Les noms, professions, dates et lieux de meurtre des victimes sont les suivants: (1) le 9 septembre 2000 à Nuremberg, le fleuriste Enver Şimşek; (2) le 13 juin 2001 à Nuremberg, le tailleur Abdurrahim Özüdoğru; (3) le 27 juin 2001 à Hambourg, le marchand de légumes Süleyman Taşköprü; (4) le 29 août 2001 à Munich, le marchand de légumes Habil Kılıç; (5) le 25 février 2004 à Rostock, le vendeur de döner Mehmet Turgut; (6) le 9 juin 2005 à Nuremberg, le vendeur de döner İsmail Yaşar; (7) le 15 juin 2005 à Munich, le serrurier Theodoros Boulgarides; (8) le 4 avril 2006 à Dortmund, le propriétaire d'un kiosque Mehmet Kubaşık; (9) le 6 avril 2006 à Kassel, le propriétaire d'un cybercafé Halit Yozgat[37]; et (10) le 25 avril 2007 à Heilbronn, la policière Michèle Kiesewetter (Perspektif, 2018d; 2018e; 2019b; 2019d; 2019g; 2019h; 2019i; 2019j; 2019k; 2019l; 2020d; 2020g; taz.gazete, 2018b).

L'existence du NSU, qui planifiait et réalisait des meurtres racistes, des attentats et des braquages de banques, a été révélée le 4 novembre 2011. Deux des membres du NSU, Uwe Mundlos et Uwe Böhnhardt, ont été retrouvés morts dans la caravane où ils se cachaient après une

[37] Il a été révélé par la suite qu'un membre de l'Office fédéral de protection de la Constitution était présent dans le cybercafé au moment du meurtre. Cependant, la véritable raison de sa présence le jour et à l'heure du crime a été gardée secrète pendant le procès du NSU.

course-poursuite avec la police à la suite du braquage d'une banque à Eisenach, et on a prétendu qu'ils s'étaient suicidés. Peu après, la troisième et dernière membre du NSU, Beate Zschäpe, a mis le feu à la maison des trois à Zwickau et a envoyé un DVD intitulé « Paulchen Panther », qui contenait une confession vidéo des crimes du NSU avec des photos des personnes assassinées après les meurtres, à diverses institutions, associations et organisations médiatiques, y compris le consulat de Turquie, le Parti de gauche, le journal Bild et des associations de mosquées. Beate Zschäpe s'est ensuite rendue à la police. Un grand nombre de documents, de photographies et de vidéos liés aux meurtres du NSU, qui n'ont pas été endommagés par l'incendie, ont été retrouvés au domicile du trio. Il est ainsi apparu clairement que le trio avait fondé le NSU et commis les meurtres racistes. Les familles et les proches des victimes ont ainsi appris, après de nombreuses années, qui étaient les auteurs de ces meurtres, et les soupçons injustifiés qui pesaient sur les familles et les proches ont été dissipés. Les proches des victimes et l'opinion publique critique ont qualifié les attitudes et les comportements de la police de racisme structurel et institutionnel (Perspektif, 2018d; 2018e; 2020d; taz.gazete, 2018b).

Après que le NSU, qui a opéré dans la clandestinité pendant treize ans, a été identifié comme étant l'auteur des meurtres, des initiatives ont été mises en place afin de faire la lumière sur ces meurtres. L'une d'entre elles est « l'Initiative du 6 avril (*Initiative 6. April*) », une organisation de la société civile fondée en mémoire de Halit Yozgat. La deuxième initiative est « La Keupstraße est partout (*Keupstraße ist überall*) », qui a été fondée en novembre 2013 en solidarité avec le procès de la Keupstraße à Munich, ainsi que pour une campagne soutenue contre toutes les formes de racisme. Une autre initiative est « Le Tribunal ». Le projet de cette initiative intitulé « Démêler l'écheveau du NSU (*NSU-Komplex auflösen*) » a été le premier à rassembler des initiatives de toute la RFA et à organiser des événements communs (Perspektif, 2018d; 2018e; 2020d; taz.gazete, 2018b).

Le procès du NSU s'est ouvert le 6 mai 2013 devant le tribunal supérieur de Munich. Au cours du procès, sept cent soixante-cinq témoins et cinquante-six experts ont été entendus, plus de six cents dossiers et deux cent quatre-vingt mille documents et informations ont été collectés et analysés. Selon le bureau du procureur fédéral, le NSU était composé de trois personnes et quatre

personnes le soutenaient. Le bureau du procureur a porté plainte contre les quatre complices et a requis une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à douze ans. Il a été affirmé que d'autres complices faisaient l'objet d'une enquête, mais personne n'a été retrouvé. Beate Zschäpe et quatre complices ayant soutenu le trio ont été jugés (Perspektif, 2018d; 2018e; 2020d; Yeni Hayat, 2018h; 2018i; taz.gazete, 2018b).

Avant et pendant le procès, l'enquête sur les meurtres a connu de nombreux revers. L'un d'entre eux est que le 11 novembre 2011, une semaine après la révélation de l'existence du NSU, un employé de l'Office fédéral de protection de la Constitution (*Bundesamt für Verfassungsschutz*) a détruit des milliers de dossiers et de documents relatifs à l'organisation néonazie de Thuringe, y compris des données sur les informateurs, occultant ainsi les preuves sur le lien entre le NSU et l'Office de protection de la Constitution. Le deuxième revers est un rapport qui a été gardé secret. En juin 2012, Boris Rhein, alors ministre de l'intérieur de l'État de Hesse, a ordonné à l'Office de protection de la Constitution de Hesse d'examiner les dossiers relatifs au NSU, aux meurtres et aux activités de l'extrême droite en Hesse. Par la suite, l'Office de protection de la Constitution de Hesse a préparé un rapport basé sur les résultats de l'enquête sur le NSU. Toutefois, il a été décidé que ce rapport serait gardé secret pendant cent vingt ans. Après le meurtre de Walter Lübcke, la période de confidentialité du rapport a été réduite à 30 ans, mais le public n'a pas été autorisé à connaître l'existence du rapport et la décision de confidentialité jusqu'à ce que le degré de confidentialité du rapport soit abaissé sur l'insistance du parti de gauche au sein de la Commission d'enquête parlementaire du NSU de Hesse. Le troisième revers a été la mort suspecte de quatre personnes pendant le procès, dont trois devaient être entendues comme témoins dans le procès du NSU. Bien que l'on suppose que ces décès ne soient pas dus à une coïncidence, aucune enquête n'a été menée. En plus de ces revers, le tribunal n'a pas mentionné les conclusions des rapports des Commissions d'enquête dans son jugement. En d'autres termes, bien que les rapports des Commissions d'enquête du parlement fédéral et des parlements des États fédérés mentionnent le rôle et la négligence des services de renseignement et de sécurité de l'État, le tribunal ne les a pas mentionnés dans son jugement (COSMO Türkçe, 2018a; 2021e; Perspektif, 2017b; 2019c; Turkish Minute, 2017; Yeni Hayat, 2014; 2016a; 2018i; 2021c).

Les détails concernant le rapport de la Commission d'enquête du parlement fédéral sur l'échec des investigations concernant les meurtres du NSU méritent d'être soulignés:

> L'agence de renseignement allemande, le *Verfassungsschutz*, a systématiquement bloqué les enquêtes sur les meurtres pour protéger ses informateurs rémunérés - tous des néonazis qui non seulement n'ont pas fourni d'informations sur le NSU, mais ont utilisé l'argent des contribuables qu'ils recevaient pour financer des activités néonazies. (...) Bien que les procureurs allemands continuent d'affirmer que le NSU était un trio - Uwe Mundlos et Uwe Böhnhardt, tous deux décédés, et Beate Zschäpe, actuellement jugée à Munich - la Commission parlementaire estime que le groupe était beaucoup plus important: Il existe des preuves de l'existence de « plusieurs connaissances directes et indirectes du groupe terroriste de NSU dans les milieux néonazis locaux, régionaux et nationaux ». Le rapport indique que ce réseau de soutien n'a jamais fait l'objet d'une enquête appropriée, bien qu'il soit très clair « quels protagonistes et quels réseaux ont eu des contacts avec Böhnhardt, Mundlos et Zschäpe sur les lieux de leurs crimes » (Turkish Minute, 2017).

Lors de la 438ème audience du procès, qui a duré plus de cinq ans, le verdict annoncé le 11 juillet 2018 a condamné la principale accusée Beate Zschäpe à la prison à vie et quatre autres accusés qui ont aidé et encouragé le NSU à des peines de prison allant de deux ans et demi à dix ans. Toutefois, ce verdict n'a pas satisfait les proches des victimes, les avocats impliqués, les membres de la diaspora et de nombreux dirigeants politiques. Les peines d'emprisonnement demandées par le bureau du procureur fédéral pour les accusés, à l'exception de Zschäpe, ont été moins lourdes que prévu. En particulier, l'un des quatre accusés ayant aidé et encouragé l'organisation a été condamné à une peine de deux ans et demi ans d'emprisonnement, alors que le bureau du procureur fédéral avait requis douze ans d'emprisonnement à son encontre. Cette peine beaucoup plus légère a été accueillie par des applaudissements de la part des sympathisants présents dans l'audience (Perspektif, 2018d; 2018e; 2020d; Yeni Hayat, 2018h; 2018i; taz.gazete, 2018b). Seda Başay Yıldız, l'un des avocats impliqués dans le procès, a commenté cette situation comme suit:

> Je ne suis pas du tout satisfaite du verdict du procès du NSU. Je me suis battue pendant quatre cent trente-huit jours de procès, c'était très long, et lorsque le verdict a été annoncé le 438ème jour, j'ai été choquée, tout comme les familles qui ont écouté le verdict. Parce qu'il y a eu des applaudissements dans le public, les gens de droite ont applaudi le tribunal. En d'autres termes, si les gens de droite se lèvent et applaudissent le jugement, cela signifie que quelque chose n'a pas été fait

> correctement. C’est pourquoi nous avons eu beaucoup de mal à vivre cette expérience le dernier jour (COSMO Türkçe, 2021e).

Le procès, qui a duré cinq ans, a abouti à un verdict, mais n’a pas permis de faire la lumière sur le contexte des meurtres et les liens avec les services de renseignement, ni sur tous ceux qui ont aidé le trio NSU et sur la taille réelle de l’organisation. Le procès a donc laissé de nombreuses questions sans réponse. Certaines de ces questions sont les suivantes: Comment les auteurs ont-ils choisi leurs victimes? Quelle était l’étendue du réseau de soutien au trio NSU? Qui étaient les collaborateurs du trio NSU? Qui a aidé localement à commettre les meurtres? Les services de renseignement étaient-ils au courant de ces meurtres à l’avance, que savaient-ils? Quel était le lien entre les auteurs et les services de renseignement? Les services de renseignement ont-ils apporté un soutien passif ou actif aux meurtres? L’État aurait-il pu empêcher les meurtres? Pourquoi les forces de sécurité chargées de l’enquête sur les meurtres du NSU se sont-elles longtemps concentrées sur les inimitiés domestiques, le trafic de drogue, les relations mafieuses, et pourquoi les familles et les proches des victimes ont-ils été blâmés? Les questions sans réponse, les revers non résolus dans l’enquête sur les meurtres pendant le procès, les dossiers détruits et secrets, les morts suspectes de témoins et les peines clémentes prononcées à l’encontre des accusés ont ébranlé le sens de la justice et la confiance des proches des victimes dans l’État de droit et ont suscité une profonde déception. Les proches des victimes ont reproché à la chancelière de l’époque, Angela Merkel, de ne pas avoir tenu la promesse qu’elle avait faite à Berlin en 2012 de veiller à ce que les meurtres fassent l’objet d’une enquête approfondie et à ce que les accusés soient condamnés à la peine maximale. Des critiques similaires ont été formulées par des initiatives et des organisations non gouvernementales créées après que le NSU a été identifié comme étant l’auteur des meurtres. En même temps, ces initiatives ont annoncé que les aspects politiques et sociaux du procès se poursuivraient même après la fin du processus judiciaire (Artı49, 2017a; Avrupa Postası, 2016; COSMO Türkçe, 2018a; 2018b; 2018c; 2018d; 2018e; 2018f; 2021g; Perspektif, 2018d; 2018e; 2020d; Yeni Hayat, 2018h; 2018i; taz.gazete, 2018b). L’une d’entre elles, l’initiative NSU-Watch, a critiqué les points suivants et a insisté sur la poursuite des aspects politiques et sociaux du procès:

> Le tribunal veut à tout prix faire passer le message que le NSU est une histoire, que le terrorisme d'extrême droite a été éradiqué. Nous lui opposons les résultats des Commissions d'enquête et de nos propres investigations: Le NSU était et est toujours un réseau, pas un trio isolé. Les proches des victimes, le public et nous-mêmes n'aurons de cesse de connaître l'identité de tous ceux qui ont aidé le NSU et de les obliger à répondre de leurs actes. Nous exigeons que justice soit faite. Une fois de plus, nous avons dû constater ensemble à quel point les promesses de clarifier les faits peuvent être creuses et à quel point les espoirs placés dans ce procès ont été déçus. Nous devons clarifier les faits nous-mêmes et nous le ferons. Nous ne pourrons peut-être pas découvrir tout ce qui a conduit au complexe de NSU. Mais nous ferons tout notre possible pour combler les lacunes. Cela signifie pour nous que le procès ne sera pas clos ici (Yeni Özgür Politika, 2018b).

La DİDF a émis des critiques et des appels similaires. Dans sa déclaration sur le procès du NSU, la DİDF a souligné que les peines annoncées par le tribunal supérieur de Munich étaient inférieures aux attentes et que la décision de justice dissimulait le lien entre les organisations néonazies et les services de renseignement en RFA (Yeni Hayat, 2018g). Appelant à la solidarité, la DİDF a publié des déclarations et a organisé des manifestations et des marches au cours des années suivantes, à l'occasion des journées de commémoration de l'attentat de la rue Keup (*Keupstraße*) et des anniversaires de la découverte du NSU (Merhaba, 2021a; 2021c; Yeni Hayat, 2020c; 2021d).

Alors que les proches des victimes, les initiatives et les organisations non gouvernementales ont critiqué le processus de procès, les avocats impliqués dans le procès du NSU ont adopté une position similaire. Les avocats ont montré leur réaction au verdict à la fois dans leurs discours après le procès et dans le communiqué de presse qu'ils ont publié après que le tribunal supérieur de Munich a rendu son verdict écrit et motivé sur le procès du NSU le 21 avril 2020 (Avrupa Postası, 2018a; COSMO Türkçe, 2021; Perspektif, 2018f; 2019c; 2020a; 2020j; Turkish Minute, 2018a). Mehmet Daimagüler, l'un des avocats impliqués dans le procès du NSU, a souligné que le travail de découverte des complices du NSU n'avait pas été suffisamment effectué, que les institutions officielles avaient tenté de diriger le procès et que le lien entre les institutions officielles et les criminels n'avait pas été expliqué:

> Le NSU n'a été mis en lumière que dans la mesure où il ne posait pas de problème à l'État. Dès que la situation devenait gênante pour l'État, les voix étaient réduites au silence. Ici, la protection de la réputation de la RFA et des intérêts suprêmes de l'État vis-à-vis du monde entier n'est pas seulement contredite par les règles pénales, mais aussi par les promesses de la chancelière allemande de faire toute la lumière sur le NSU. (...) La thèse du « trio NSU » du bureau du procureur fédéral n'a pas de sens. Il faut reconnaître qu'il y a d'autres auteurs, et pas seulement ceux qui ont « aidé » les auteurs. Une autre question non résolue est celle du racisme institutionnel. Cette question importante n'a pas reçu l'attention qu'elle mérite. Ce qui est regrettable, ce n'est pas que ces questions n'aient pas été clarifiées, mais que l'État, représenté par le bureau du procureur fédéral, ait souvent tenté d'empêcher que des questions soient posées à ce sujet. (...) Si un crime a un lien politique, si des organes de l'État jouent un rôle non divulgué dans ces actes, alors il faut clarifier beaucoup plus de choses. Et c'est précisément ce qui n'a pas été réalisé au sein du procès. C'est pourquoi ce procès est malheureusement une occasion manquée. Je considère donc le procès et le verdict comme négatifs, et c'est une expérience très douloureuse pour mes clients (Perspektif, 2018f).

Seda Başay Yıldız, une autre avocate impliquée dans le procès du NSU, a déclaré ce qui suit à propos de l'issue du procès et de la lutte qu'ils mèneront par la suite: « Même si ce procès se termine légalement, il ne s'arrêtera pas là. Nous exigeons que les services de renseignement publient immédiatement les dossiers qu'ils ont gardés secrets. Nous ne croyons absolument pas ce que l'accusée principale Beate Zschäpe nous a dit. » (Yeni Özgür Politika, 2018a)

En plus, elle a critiqué les dossiers dissimulés dans le procès et les promesses d'Angela Merkel:

> La chancelière Merkel a promis de tout clarifier pour nos clients. Bien que nous ayons rappelé cette promesse et demandé les dossiers pour révéler la relation entre l'État et le NSU, nous n'avons pu obtenir aucun résultat. Même le tribunal n'a pas pu recevoir ces dossiers. Cela signifie que l'État allemand a lui aussi quelque chose à cacher, raison pour laquelle il a décidé de garder ces dossiers secrets pendant cent vingt ans. Bien sûr, ce sont de grands points d'interrogation (Perspektif, 2019c).

Dans ses déclarations après le meurtre du gouverneur de Kassel Walter Lübcke et l'attentat de Halle, l'avocate Seda Başay Yıldız a souligné que les noms impliqués dans le meurtre de Lübcke étaient également mentionnés dans le meurtre de Halit Yozgat à Kassel, l'un des meurtres du

NSU, mais que cela n'avait pas été clarifié lors du procès et avait conduit au meurtre de Lübcke et à l'attentat de Halle qui s'en est suivi:

> Nous avons toujours dit que l'organisation terroriste de NSU n'était pas une organisation composée de trois personnes. Il y avait de nombreuses personnes derrière elle. Il y avait de nombreux noms dans le dossier. Mais ni le bureau du procureur fédéral ni l'État n'ont enquêté sur ces faits. Le gouverneur de Kassel a été assassiné. Il y a des noms de personnes qui ont été mentionnés dans le meurtre de Halit Yozgat, mais qui n'ont pas été mis en exergue. L'assassinat de Halit Yozgat n'a pas été mis en évidence, et c'est ce que nous vivons aujourd'hui. Comme le meurtre [de Halit Yozgat] n'a pas été entièrement clarifié, nous avons vécu le meurtre du gouverneur (Perspektif, 2020a).

Après la fin du procès du NSU, les familles des victimes, les proches des victimes et les initiatives ont demandé la création d'une nouvelle commission d'enquête sur le NSU afin de faire la lumière sur les crimes et les liens de l'organisation du NSU et ont recueilli des signatures. En Bavière, l'État qui compte le plus grand nombre de meurtres commis par le NSU, la commission à mettre en place a été inscrite à l'ordre du jour du parlement. En mai 2022, l'Assemblée de l'État de Bavière a approuvé à l'unanimité la proposition de création d'une commission d'enquête, préparée grâce aux efforts conjoints des Verts et du SPD, avec la participation de tous les partis. Pendant un an et demi, la Commission devrait enquêter sur les éventuelles erreurs commises par les forces de l'ordre bavaroises, l'Office de protection de la Constitution, les ministères concernés et les décideurs politiques, ainsi que sur les questions qui sont restées en suspens jusqu'à présent (Artı49, 2020g; Merhaba, 2021b; 2022c; Perspektif, 2022b).

Quelques mois après la création de la Commission, le rapport sur la série de meurtres du NSU, qui avait été qualifié de confidentiel et devait à l'origine être gardé secret pendant 120 ans, puis réduit à 30 ans, a été divulgué au public. Le 28 octobre 2022, le portail de la liberté d'information *FragDenStaat* et le programme *ZDF Magazin Royale* ont publié ce rapport sur le site web « nsuakten.gratis ». Le rapport, composé de cent soixante-treize pages, annexes comprises, est intitulé « Rapport final sur l'examen des dossiers au LfV Hessen [l'Office régional de protection de la Constitution de Hesse] en 2012 » et est daté du 20 novembre 2014 (Perspektif, 2022i;

2022l; 2022m). Le journaliste Yücel Özdemir[38], qui a suivi de près le procès du NSU, a commenté la fuite de ce rapport au public comme suit:

> Le fait qu'un document aussi important ait soudainement été divulgué à la presse comme cela, bien sûr, nous a tous excités, nous demandant s'il y avait quelque chose de nouveau. Un total de cent soixante-treize pages, nous l'avons rapidement parcouru. En fait, en tant que personne ayant suivi de près le procès du NSU, j'ai dû demander: qu'y avait-il dans ce rapport pour qu'ils l'interdisent? Car il n'y a rien de nouveau dans ce que nous lisons (COSMO Türkçe, 2022i).

Cemal Bozoğlu, membre de la nouvelle Commission d'enquête sur le NSU de l'Assemblée de l'État de Bavière et député du parti Verts, pense que la divulgation de ce rapport est un développement positif car elle créera une pression sociale sur le procès du NSU et a évalué comme suit l'impact de ce rapport sur leur recherche:

> De notre point de vue, il y a quelques points importants dans le document. Le plus important d'entre eux est que le NSU ne consiste pas en quelques personnes, mais est formé par un groupe plus large de personnes, et que même le soi-disant trio NSU n'est qu'une cellule au sein du réseau général, et c'est un vrai constat. Nous souhaitons également faire connaître cette information dans le cadre de notre travail. Nous pensons qu'il ne s'agit pas de trois criminels et de quatre complices autour d'eux, comme l'a déterminé le bureau du procureur général, mais d'un réseau plus vaste. Le rapport préparé au nom de l'Office de protection de la Constitution contient des indices à ce sujet. Nous nous appuyons également sur ces informations dans le cadre de notre travail (COSMO Türkçe, 2022i; 2022j).

4.5 Lettres de menaces signées « NSU 2.0 »

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour analyser comment la persistance des menaces contre les membres de la diaspora qui s'opposent à l'extrême droite a révélé la profondeur des complicités institutionnelles et renforcé la critique du racisme structurel

[38] Le journal Evrensel avait l'opportunité d'assister au procès du NSU en tirant au sort les cinquante sièges alloués à la presse dans la salle d'audience. Ainsi, le journaliste Yücel Özdemir a été l'un des journalistes qui a eu l'occasion de suivre ce procès. C'est aussi un journaliste qui a suivi de près les meurtres commis par le NSU avant que l'organisation ne soit révélée. Özdemir, qui a suivi le procès du NSU pendant cinq ans, a rassemblé ses observations dans son livre « NSU Murders » (Artı49, 2020e; COSMO Türkçe, 2021h; Yeni Hayat, 2013a).

au sein des appareils d'État. Le processus a été initié en août 2018, peu après la conclusion du procès du NSU, lorsqu'une première lettre de menace signée « NSU 2.0 » a été envoyée à Seda Başay Yıldız, l'un des avocats qui avaient représenté les familles des victimes du NSU. La correspondance, qui comprenait des menaces racistes et des informations personnelles confidentielles, témoigne d'un accès illégal aux bases de données de la police. L'enquête a révélé que les données personnelles de Seda Başay Yıldız avaient été consultées à partir d'un poste de police de Francfort. Malgré l'ouverture d'enquêtes internes et la démission de plusieurs personnes au sein des forces de police, les menaces continuent de s'intensifier. D'autres personnalités de la diaspora ou des personnes engagées contre l'extrême droite, comme l'artiste İdil Baydar (« Jilet Ayşe »), les députés du Parti de gauche Sevim Dağdelen et Janine Wissler, et la chroniqueuse Hengameh Yaghoobifarah, ont également reçu des lettres de menaces similaires.

Cet épisode a été considéré comme un signal d'alarme important, soulignant la menace persistante posée par les néonazis et la possibilité que cette menace soit exacerbée par la complicité au sein des institutions chargées de la protection des citoyens. La récurrence de ces attaques, malgré la mise en œuvre de mesures disciplinaires, met en évidence deux questions importantes. D'une part, elle remet en cause l'existence de réseaux néonazis au sein des forces de police. Deuxièmement, elle met en évidence ce qui semble être une incapacité ou un manque de volonté de la part des institutions de démanteler de telles structures. La complicité institutionnelle semble plus profondément ancrée que le discours public ne le laissait entendre après la découverte du NSU. En réponse à ces événements, les réactions publiques se sont intensifiées, avec des condamnations du climat d'impunité et des appels à des réformes structurelles au sein des forces de police. Cette critique plus large du « racisme d'État » ne se limite plus à l'examen du passé du NSU, mais s'étend aux dysfonctionnements contemporains et à la persistance de structures extrémistes au sein de l'appareil policier. En outre, elle sert à renforcer les liens entre les mobilisations de la diaspora et les initiatives antiracistes allemandes, qui appellent collectivement à des actions spécifiques en réponse au problème de l'extrémisme de droite institutionnalisé.

Lors de la recherche de contenu lié au procès du NSU, des articles sur des lettres de menaces signées « NSU 2.0 »[39] ont été trouvés dans les plateformes de contenu (journaux, revue, podcast et plus) du corpus de cette recherche. Ces articles se concentrent davantage sur l'envoi des lettres de menace signées « NSU 2.0 », la plainte pénale qui s'en est suivie, l'enquête, le procès de « NSU 2.0 », la décision prise lors du procès et les critiques formulées à l'encontre du procès.

Peu après la fin du procès du NSU, le 2 août 2018, Seda Başay Yıldız, l'une des avocates impliquées dans le procès du NSU, a reçu une lettre de menace signée « NSU 2.0 » contenant des insultes et des menaces racistes. La lettre, qui a été faxée à son bureau de Francfort, contenait diverses insultes, le nom de la fille de l'avocate, alors âgée de deux ans, des déclarations au sujet de sa fille et une menace de mort à son encontre. Le fait que la lettre mentionne explicitement l'adresse de la maison de l'avocate, qui n'était connue de personne d'autre, et des informations sur sa fille distinguait cette menace des précédents messages de menace que l'avocate avait reçus. En réponse à la lettre de menace, qui contenait des informations aussi détaillées sur sa vie privée, l'avocate a déposé une plainte pénale auprès du bureau du procureur de Francfort et une enquête a été ouverte (Perspektif, 2020n; Yeni Hayat, 2018l; 2019b).

Au cours de l'enquête, une investigation a été menée par l'Office fédéral de police criminelle. Il s'est avéré que peu de temps avant l'envoi de la lettre, les données personnelles de l'avocate avaient été consultées sur l'ordinateur du commissariat du premier district de Francfort pour être interrogées sans raison officielle. Par la suite, le ministre de l'intérieur de l'État de Hesse a ouvert une enquête à l'encontre de quarante policiers en raison de leur implication dans des délits d'extrême droite, et les domiciles des policiers ayant eu accès à l'ordinateur lors de la vérification des références de l'avocate ont été perquisitionnés. Selon les informations obtenues lors de ces perquisitions, les policiers avaient envoyé des messages contenant des mots et des symboles racistes et des mots de passe d'extrême droite dans leur correspondance. En conséquence, cinq policiers au total ont été suspendus de leurs fonctions et le bureau du procureur de Francfort a ouvert une enquête à leur encontre pour « incitation publique présumée » et « utilisation de symboles anticonstitutionnels ». En même temps, le commissaire de police de l'État de Hesse,

[39] La signature « NSU 2.0 » fait référence à l'organisation d'extrême droite NSU (Perspektif, 2022o).

Udo Münch, a démissionné de son poste après qu'il a été découvert que les coordonnées des destinataires des lettres de menace avaient été obtenues à partir des ordinateurs de la police. Cependant, l'avocate a continué à recevoir des lettres de menace signées « NSU 2.0 » tout au long de 2018 et 2019. Les lettres de menaces ont d'abord été envoyées par fax, puis par courrier électronique en utilisant de faux noms (Yeni Hayat, 2018l; 2018m; 2019a; 2019b; 2021b; Bold Medya, 2021).

Le journaliste Yücel Özdemir, qui a suivi de près le procès du NSU, établit un lien entre l'envoi de lettres de menace signées « NSU 2.0 » et le verdict du procès du NSU:

> Si cette menace raciste n'avait pas été liée au NSU, mais avait été proférée par un groupe inconnu, elle n'aurait peut-être pas suscité autant de controverse. Cependant, cette menace, proférée directement au nom de « NSU 2.0 », montre que les peines prononcées dans le cadre du procès du NSU, qui s'est achevé le 12 juillet, ne les ont pas dissuadés, mais les ont même encouragés. Les accusés du procès du NSU ont été condamnés à des peines bien inférieures à celles qui étaient attendues, ce qui a permis de « clore » juridiquement le procès. En réalité, ce grand procès, au cours duquel des liens très concrets entre des racistes et les services de renseignement et de sécurité ont été révélés, ne sera pas clos aussi facilement. Tant que la mentalité raciste au sein des organisations policières n'aura pas été purgée, des cellules similaires continueront d'exister (Yeni Hayat, 2018m).

Au cours de l'enquête, outre l'avocate Seda Başay Yıldız, de nombreux politiciens, avocats, journalistes et procureurs, dont la présidente du groupe parlementaire de Die Linke au parlement de Hesse à l'époque Janine Wissler, la vice-présidente de Die Linke Martina Renner, la présidente du groupe de Die Linke à Berlin Anne Helm, l'artiste de cabaret connue sous le nom de « Jilet Ayşe » İdil Baydar, la co-présidente du groupe de Die Linke au Bundestag Amira Mohamed Ali, la vice-présidente de Die Linke au Bundestag Sevim Dağdelen, la députée des Verts Filiz Polat, l'animatrice du talk-show de la ZDF Maybrit Illner, la chroniqueuse du journal taz Hengameh Yaghoobifarah, l'avocat impliqué dans le procès du NSU Mehmet Daimagüler, ont reçu des lettres de menace signées « NSU 2.0 ». Il s'est avéré que toutes les informations personnelles ont été obtenues lors d'interrogatoires dans les commissariats de police de Francfort, Wiesbaden, Berlin et Hambourg. Par la suite, Alexander Horst M., un résident berlinois de 54

ans, a été arrêté lors d'une descente de police en tant qu'expéditeur de toutes les lettres de menace. Après l'acceptation de l'acte d'accusation préparé par le bureau du procureur fédéral contre le détenu, le procès s'est ouvert le 16 février 2022 à la Cour d'État de Francfort. Dans l'acte d'accusation, il est indiqué qu'Alexander Horst M. a appelé des commissariats de police, s'est présenté comme un policier autorisé et a demandé aux policiers les adresses et les informations privées des personnes qu'il menacerait, et que ces policiers sont entrés dans le système avec leurs propres mots de passe et ont fourni les informations privées demandées par M. au téléphone. Il est allégué qu'entre août 2018 et mars 2021, M. a envoyé quatre-vingt-une[40] lettres de menace à de nombreuses personnes connues par courrier électronique, fax et message texte, contenant des insultes racistes graves et des menaces de mort (Bold Medya, 2021; Perspektif, 2020o; 2022a; 2022b; 2022o).

Le 17 novembre 2022, la Cour d'État de Francfort a condamné Alexander Horst M. à cinq ans et dix mois de prison. L'accusé a également été reconnu coupable de diverses infractions telles que l'incitation du public à commettre des infractions, la menace, l'insulte, la tentative de coercition, l'utilisation de symboles anticonstitutionnels, la perturbation de la paix publique et l'incitation du public (Perspektif, 2022n; 2022o). L'avocate Seda Başay Yıldız a critiqué le verdict, déclarant qu'il n'était pas possible pour Alexander Horst M. d'accéder aux informations nécessaires par lui-même, qu'il n'y a pas eu d'enquête efficace sur l'interrogation détaillée de ses propres informations par le système policier et que les policiers licenciés n'ont pas été traduits en justice par les autorités allemandes:

> Nous pensons que le premier message de menace que j'ai reçu provenait en fait du policier qui avait vérifié mes coordonnées sur l'ordinateur du commissariat. Il était déjà connu pour ses opinions d'extrême droite. Au tribunal, ce policier aurait dû être sur le banc des accusés. Le bureau du procureur n'a pas voulu le faire, pour une raison ou une autre. (...) Des informations sur ma famille et mon adresse ont été recherchées sur un ordinateur du commissariat de police de Francfort en 2018. Après cela, des messages contenant des menaces de mort m'ont été envoyés. Cinq policiers ont été démis de leurs fonctions en 2018 en raison de leurs publications sur des

[40] L'acte d'accusation affirme qu'Alexander Horst M. a envoyé quatre-vingt-une lettres de menace signées « NSU 2.0 ». Selon la déclaration de mars 2021 du ministre de l'intérieur de l'État de Hesse, Peter Beuth, le nombre total de lettres de menace signées « NSU 2.0 » s'élevait à cent trente-trois (Bold Medya, 2021).

groupes de discussion d'extrême droite, mais à ce jour, aucun d'entre eux n'a été traduit en justice (Artı49, 2022j; Perspektif, 2022n).

4.6 La démission de Mesut Özil de l'équipe nationale allemande

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour analyser comment la démission de Mesut Özil de l'équipe nationale allemande a exposé les limites persistantes de l'intégration et la profondeur du racisme structurel en Allemagne. L'événement, qui s'est produit en juillet 2018, a été déclenché par son retrait de l'équipe, après des attaques racistes à la suite d'une photographie avec Erdoğan. Özil a exprimé la perception qu'en Allemagne, il est considéré comme un ressortissant allemand en cas de victoire, mais comme un immigrant en cas de défaite. Ceci met en évidence un modèle d'intégration basé sur l'assimilation et le manque de reconnaissance des identités plurielles.

Les réactions de l'opinion publique ont souligné les tensions existantes. Alors que des personnalités comme Heiko Maas et Cem Özdemir ont ouvertement condamné les préjugés raciaux, l'AfD a salué la décision d'Özil, confirmant une vision exclusive de l'identité nationale. Cette convergence de soutien, tant de l'extrême droite allemande que des partisans d'Erdoğan, démontre la capacité de ces deux idéologies à se coaliser, marginalisant ainsi les identités plurielles.

Dans ce contexte, la campagne virale mondiale #MeTwo, lancée par Ali Can, un jeune homme issu d'une famille kurde et alévie réfugiée en Allemagne, est devenue un moment clé. En facilitant l'articulation des expériences de discrimination de nombreux migrants, elle a élargi le discours sur le racisme structurel et a obtenu un soutien politique, y compris de la part du ministre des affaires étrangères. La démission d'Özil, qui a coïncidé avec l'émergence du hashtag #MeTwo, a marqué un changement dans le discours public, qui est passé d'une lecture individuelle des tensions raciales à une remise en question systémique du modèle d'intégration de l'Allemagne.

Lors de la recherche de contenu lié aux attentats racistes, des articles sur la démission de Mesut Özil de l'équipe nationale allemande en raison de ses expériences racistes ont été trouvés dans les plateformes de contenu (journaux, revue, podcast et plus) du corpus de cette recherche. Ces articles se concentrent davantage sur les raisons de la démission d'Özil, sur le fait que cette démission d'Özil est devenue en peu de temps le centre du débat sur le racisme dans l'opinion publique allemande, sur les critiques et le soutien à la démission d'Özil de la part de politiciens et de membres de la diaspora de la Turquie, sur la campagne virale mondiale lancée sur Twitter avec le hashtag #MeTwo, déclenchée par la démission d'Özil, et sur le soutien apporté à cette campagne.

Mesut Özil, qui jouait pour l'équipe nationale allemande depuis 2009 et qui est également membre de la diaspora de la Turquie, est connu pour sa performance lors de la Coupe du monde 2010 et sa contribution directe à la victoire de l'équipe nationale allemande lors de la Coupe du monde 2014. En 2018, Özil s'est retrouvé au centre du débat sur le racisme à la suite de deux événements. Premièrement, en mai 2018, lors de la visite du président de la république de Turquie Recep Tayyip Erdoğan à Londres, les joueurs de l'équipe nationale allemande de football Mesut Özil et İlkay Gündoğan, ont rencontré Erdoğan dans le cadre d'un événement à Londres, ont pris une photo ensemble et ont présenté leurs maillots à Erdoğan. Après cette photo, Mesut Özil et İlkay Gündoğan sont devenus la cible de critiques en RFA, allant jusqu'à une campagne de lynchage (Yeni Hayat, 2018d).

Özil a fait l'objet de nombreuses critiques de la part des politiques allemands. La CDU/CSU a critiqué la prise de photos comme étant « contraire aux valeurs de respect et de tolérance prônées par la Fédération allemande de football » et « incompatible avec les efforts d'intégration des turcs vivant en Allemagne », tandis que le SPD l'a décrite comme une « allégeance à un homme politique qui bafoue la liberté de la presse et limite les droits humains » (Yeni Hayat, 2018d). Outre ces critiques, Özil a reçu de nombreux commentaires racistes de la part de supporters de football allemands et de responsables du parti populiste AfD. L'un de ces commentaires a été fait par Beatrix von Storch, membre du conseil d'administration de l'AfD, à des journalistes avant la marche anti-étrangers et anti-islam de l'AfD à Berlin: « Özil a un passeport allemand, mais il

n'est pas allemand. Quiconque ne chante pas l'hymne national et pose pour une photo avec Erdoğan n'est pas allemand. Il est un modèle d'intégration ratée. » (Perspektif, 2018a). Les responsables de l'AfD ont même poussé leurs critiques un peu plus loin en demandant que Özil et Gündoğan soient exclus de l'équipe nationale allemande pour la Coupe du monde 2018 (Turkish Minute, 2018e; Yeni Hayat, 2018d).

Özil a également été critiqué par des membres de la diaspora de la Turquie. La vice-présidente de Die Linke au *Bundestag* Sevim Dağdelen a critiqué la rencontre d'Özil et de Gündoğan avec Erdoğan et a déclaré que « rencontrer le despote Erdoğan dans un hôtel de luxe à Londres, alors que les démocrates sont persécutés en Turquie, et le décrire comme « notre président » est une faute grave ». La DİDF a souligné que la rencontre a une fois de plus alimenté les préjugés contre les membres de la diaspora en RFA et que « Erdoğan, tout en envoyant le message qu'il est le protecteur des personnes d'origine de la Turquie, a en fait exploité la popularité des joueurs de football à ses propres fins politiques » (Yeni Hayat, 2018d).

Deuxièmement, après la Coupe du monde 2018, Özil a annoncé sur les médias sociaux qu'il quittait l'équipe nationale allemande en raison d'attaques racistes et discriminatoires à son encontre. Dans une série de messages sur Twitter le 22 juillet 2018, Özil a annoncé qu'il avait décidé de démissionner de l'équipe nationale en raison des attitudes racistes à son égard de la part de la Fédération allemande de football, du président de la Fédération, des supporters et des médias après l'élimination de la RFA en phase de groupes de la Coupe du monde 2018, malgré le fait qu'Özil ait créé le plus grand nombre d'occasions de but par match. Une partie de la déclaration d'Özil est la suivante:

> Le traitement que j'ai reçu de la part de la Fédération allemande de football et de beaucoup d'autres personnes fait que je ne veux plus porter le maillot de l'équipe nationale allemande. Je me sens indésirable et je pense que tout ce que j'ai accompli depuis mes débuts internationaux en 2009 a été oublié. (...) Aux yeux de Grindel[41] et de ses supporters, je suis allemand quand nous gagnons et immigrant quand nous perdons. (...) C'est avec le cœur lourd et après mûre réflexion qu'en raison des événements récents, je ne jouerai plus pour l'Allemagne alors que j'ai ce sentiment de

[41] Reinhard Grindel était le président de la Fédération allemande de football à l'époque.

> racisme et de manque de respect. J'avais l'habitude de porter le maillot allemand avec tant de fierté et d'enthousiasme, mais maintenant ce n'est plus le cas (Turkish Minute, 2018b).

Dans la même série de messages, il affirme que la photo qu'il a prise avec Erdoğan n'avait pas d'objectif politique:

> Je suis conscient que notre photo a suscité une énorme réaction dans les médias allemands, et bien que certaines personnes puissent m'accuser de mentir ou d'être trompeur, la photo que nous avons prise n'avait pas d'intentions politiques. Pour moi, prendre une photo avec le président Erdoğan n'avait rien à voir avec la politique ou les élections, il s'agissait pour moi de respecter la plus haute fonction du pays de ma famille. Je suis un joueur de football et non un politicien, et notre rencontre n'était pas une approbation de quelque politique que ce soit (Turkish Minute, 2018b; 2018e).

La démission d'Özil de l'équipe nationale a de nouveau suscité de nombreuses critiques, soutiens et controverses. L'un des commentaires a été formulé par la chancelière de l'époque, Angela Merkel. Elle a déclaré qu'elle n'aimait pas la façon dont le débat sur Mesut Özil se déroulait dans le pays et que le racisme dont Özil avait été victime devait être pris en compte:

> Il peut y avoir des opinions différentes sur la question de savoir si prendre une photo est une bonne ou une mauvaise chose. Cependant, je n'aime pas du tout la façon dont le débat a été organisé par la suite. Si une personne issue de l'immigration, qu'il s'agisse d'Özil ou de quelqu'un d'autre, dit « je ne suis pas traitée correctement dans cette société », cela devrait au moins être pris au sérieux et faire l'objet d'une discussion (Artı49, 2018c).

Cem Özdemir, du parti des Verts et membre de la diaspora, a déclaré que l'attitude de la Fédération allemande de football, qui a conduit à la démission d'Özil, encourage et promeut l'extrême droite:

> Sa photo avec Erdoğan reflète un côté de la médaille. De l'autre côté, il y a l'échec des dirigeants de la Fédération dans la gestion de la crise pendant et après la Coupe du monde. Les comportements honteux du président de la Fédération et du manager

> de l'équipe nationale ont fait le jeu de la propagande de droite (Avrupa Postası, 2018b).

Le commentaire de Cem Özdemir était clairement visible dans le discours des membres de l'AfD. Alice Weidel, coprésidente du groupe parlementaire de l'AfD, s'est réjouie de la démission d'Özil et a écrit sur les médias sociaux que « le départ d'Özil est la faillite de l'intégration des personnes issues de l'environnement culturel turco-musulman ». De même, Malte Kaufmann, député de l'AfD, a annoncé sa joie en déclarant que « c'est un bon jour pour l'Allemagne, Özil a quitté l'équipe nationale » (Yeni Hayat, 2018j).

Outre les membres de l'AfD, la démission d'Özil a également réjoui le président Recep Tayyip Erdoğan et certains membres de la diaspora de la Turquie. Dans un communiqué, Erdoğan a déclaré qu'Özil avait adopté une position « locale et nationaliste »:

> Cette déclaration d'Özil et son attitude sont totalement locales et nationalistes. Elles dépassent de loin toute forme d'appréciation. Je le félicite car une telle approche raciste basée sur la religion à l'encontre d'un jeune homme qui a tout donné pour l'équipe nationale allemande et a contribué à son succès n'est jamais acceptable (Turkish Minute, 2018c).

Les membres de la diaspora, heureux de la démission d'Özil, ont organisé une manifestation « Je suis Özil » à Berlin. Des centaines de personnes ont participé à cette manifestation organisée par l'association artistique et culturelle d'Hacivat. Tout au long de la manifestation, des slogans de soutien à Erdoğan et Özil ont été scandés et les nouvelles préparées par la presse allemande, en particulier le journal Bild, contre Erdoğan et Özil ont été protestées (Artı49, 2018b).

L'association des universitaires turcs allemands (*Deutsch Türkischer Akademiker Bund)* a également apporté son soutien:

> La déclaration écrite d'Özil selon laquelle « je suis allemand quand nous gagnons et immigrant quand nous perdons » révèle clairement la discrimination à laquelle les personnes d'origine turque sont exposées en Allemagne. Nous avons toujours soutenu Mesut Özil, qui a apporté une contribution significative au football allemand et qui a

> annoncé aujourd'hui qu'il quittait l'équipe nationale allemande en raison du racisme institutionnel auquel il a été exposé (Muhabirce, 2018).

Le contraste entre la démission d'Özil, qui a réjoui Erdoğan et certains membres de la diaspora, et le racisme en Turquie contre un autre footballeur, Deniz Naki, membre de la diaspora de la Turquie en RFA, a poussé le journaliste Yücel Özdemir à poser la question suivante:

> Pourquoi ceux qui soutiennent Özil aujourd'hui ont-ils gardé le silence sur ce qui est arrivé à Deniz Naki, le footballeur kurde qui a été lynché sur le terrain par des racistes turcs? La Fédération turque de football a non seulement infligé toutes sortes de sanctions, mais elle a également imposé à Deniz une interdiction à vie de jouer au football, ce qui est sans précédent (Yeni Hayat, 2018j).

Deniz Naki, qui a grandi en RFA dans une famille kurde de la diaspora de la Turquie et qui a joué au football en Turquie, a été lynché pour ses opinions politiques, banni du Championnat de Turquie de football (*Süper Lig*) par le conseil de discipline de la Fédération turque de football et a fait l'objet d'une tentative d'assassinat en RFA. Dans sa déclaration sur les médias sociaux, bien qu'il ait été attristé par les événements survenus concernant Özil, Naki a critiqué Özil et a rappelé les pressions qu'il subissait en Turquie:

> Vous avez déclaré avoir quitté l'équipe nationale allemande en raison des attaques fascistes dont vous étiez la cible. Alors pourquoi êtes-vous resté silencieux face aux attaques racistes et fascistes en Turquie contre moi, et contre d'autres footballeurs d'origine kurde ou appartenant à des minorités? Ceux qui vous considèrent comme des « nationalistes » et des « fils de la patrie » me considèrent comme un « terroriste ». Pourquoi ceux qui soutiennent votre turcité n'acceptent-ils pas ma kurdité? (...) Ces personnes fascistes et racistes qui m'attaquent vous accueilleront comme un nationaliste et un fils de la patrie lorsque vous irez en Turquie. Pensez alors à moi. Il n'y a pas de « ton fasciste, mon fasciste ». Le fascisme est le même partout (Turkish Minute, 2018d).

À la suite de la controverse sur le racisme de Mesut Özil, un jeune militant œuvrant contre la discrimination, le racisme et pour le dialogue interculturel a réalisé une œuvre qui est devenue virale dans le monde entier et a déclenché le débat sur le racisme. Ali Can, fils d'une famille kurde et alévie ayant une histoire de migration et d'asile en RFA, a lancé une campagne sur

Twitter avec le hashtag #MeTwo le 24 juillet 2018 après que Mesut Özil a démissionné de l'équipe nationale allemande en raison des attitudes racistes, du traitement et des critiques dont il a fait l'objet de la part du public et de Reinhard Grindel, le président de la Fédération allemande de football. Cette campagne a eu un impact important tant au niveau national qu'international. Ali Can a créé le hashtag pour attirer l'attention sur la double identité des migrants et pour offrir une plateforme de partage des expériences quotidiennes d'exclusion et de racisme en RFA. Depuis, des dizaines de milliers de personnes qui, elles-mêmes ou leurs familles, sont issues de l'immigration et qui ont été confrontées au racisme ont utilisé le hashtag pour partager leurs propres expériences de racisme ou de discrimination dans la vie quotidienne (COSMO Türkçe, 2018g; 2021f; Yeni Hayat, 2018k).

Les tweets montrent comment ceux qui, eux-mêmes ou leurs familles, sont issus de l'immigration sont discriminés dans les écoles, les administrations et bien d'autres domaines en RFA. Parmi ceux qui ont tweeté, on trouve des migrants qui jouissent d'un certain prestige social, ainsi que des membres de la diaspora de la Turquie qui jouent ou ont joué un rôle actif dans la politique (Perspektif, 2018c; Yeni Hayat, 2018k). L'un d'entre eux est Özcan Mutlu, ancien député du parti des Verts. Dans son tweet, il raconte que lorsqu'il était député et revenait d'Afrique du Sud avec la délégation du *Bundestag*, la police lui a demandé au contrôle des passeports à Francfort où il avait obtenu son passeport diplomatique et que les autres membres de la délégation en ont parlé à la police (Artı49, 2018a). Ces tweets ont été appréciés par le ministre fédéral des affaires étrangères de l'époque, Heiko Maas: « Si vous pensez que le racisme n'est plus un problème en Allemagne, je vous recommande de lire les tweets #MeTwo. Il est impressionnant et douloureux de voir combien de personnes s'expriment ici. Élevons nos voix avec eux contre le racisme à tout moment et en tout lieu. » (Artı49, 2018a)

4.7 Les attaques islamophobes

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour analyser la manière dont les attaques contre les mosquées ont mis en évidence l'islamophobie en tant que forme distincte de haine politique, tout en exposant les défaillances institutionnelles dans la protection

des communautés musulmanes en Allemagne. Depuis janvier 2017, l'islamophobie est reconnue comme une catégorie spécifique de crimes de haine à motivation politique; toutefois, cette reconnaissance a coïncidé avec une escalade de la violence, comme en témoigne l'augmentation des attaques contre les mosquées, en particulier pendant les campagnes politiques d'extrême droite. En réponse, des initiatives de la diaspora telles que le projet *Brandeilig* ont lancé une documentation au niveau fédéral sur ces attaques depuis 2018. Leurs rapports mettent en évidence deux points cruciaux: d'une part, l'augmentation des incidents, qui est corrélée à l'intensification de l'activisme d'extrême droite, et d'autre part, la faible capacité de l'État à protéger ces lieux de culte.

La réaction aux attentats a révélé un certain nombre de lacunes. Il est évident que les mosquées ciblées sont souvent laissées sans surveillance par les institutions officielles, la majorité du soutien émanant d'autres communautés musulmanes. Les enquêtes sont rarement fructueuses et le taux d'élucidation reste faible. De plus, les compagnies d'assurance refusent souvent de couvrir les dommages, ce qui exacerbe le sentiment d'insécurité des victimes. Cette série d'événements souligne les profondes lacunes de la réponse institutionnelle à l'islamophobie. L'augmentation des attaques et le manque de soutien efficace soulignent la nécessité d'une approche plus cohérente et adaptée pour renforcer la protection des communautés musulmanes et assurer une réponse appropriée à ces actes de haine.

Lors de la recherche de contenu lié aux attentats racistes, des articles sur les attaques islamophobes ont été trouvés dans les plateformes de contenu (journaux, revue, podcast et plus) du corpus de cette recherche. Ces articles se concentrent davantage sur les enregistrements et les rapports des attaques islamophobes, ainsi que le soutien apporté ou non à la suite des attaques.

La montée de l'islamophobie s'accompagne d'une augmentation de toutes les attaques anti-islamiques, en particulier contre les mosquées et les centres islamiques en RFA. À la suite de soixante-treize attaques enregistrées visant des mosquées entre la mi-2015 et la mi-2016, le ministère allemand de l'intérieur enregistre l'islamophobie comme une catégorie distincte de crimes de haine à motivation politique depuis janvier 2017. Selon les données du gouvernement,

en 2017, il y a eu neuf cent cinquante attaques à motivation islamophobe, dont quarante-neuf attaques visant des mosquées, tandis qu'en 2018, il y a eu neuf cent dix attaques islamophobes, dont quarante-trois attaques visant des mosquées. En 2019, huit cent quatre-vingt-quatre attaques au total ont été menées, dont cent quatre-vingt-quatre attaques contre des organisations et des bureaux de représentation musulmanes. Alors que le nombre de crimes commis contre des musulmans et des mosquées était de neuf cent un en 2020, il a été enregistré à six cent soixante-deux en 2021. Dans la grande majorité des crimes, les auteurs ont été déclarés comme étant des individus et des entités ayant des opinions d'extrême droite qui ont commis des crimes à motivation politique (Perspektif, 2020b; 2022s; Yeni Hayat, 2018c).

Outre les données du ministère de l'intérieur, il existe également des données de l'initiative Brandeilig (#brandeilig), qui rend compte des attaques de mosquées en RFA au niveau fédéral depuis 2018. Brandeilig est une initiative de l'association anti-discrimination *FAIR International e.V*. Elle a été lancée à la mi-2019 et comprend des membres de la diaspora de la Turquie. Les données de ces rapports diffèrent légèrement de celles du ministère de l'intérieur. Selon les données publiées par Brandeilig en 2018, cent vingt attaques contre des mosquées ont été enregistrées au cours de l'année. Celles-ci ont été catégorisées comme incendies criminels, vandalisme et dommages aux biens, et en outre, la même année, des actes criminels de menaces et d'insultes ont été fréquemment enregistrés à l'encontre des mosquées et de leurs membres. En 2019, ces attaques ont augmenté par rapport à l'année précédente, atteignant cent quarante et une, et en 2020, cent quarante-huit. L'initiative précise que les chiffres figurant dans ses propres registres sont inférieurs à la réalité, car toutes les mosquées ne signalent pas chaque attaque aux services de sécurité. Il a également été souligné que 45% de tous ces incidents étaient liés à l'extrémisme de droite (Perspektif, 2022c; 2022g). Le lien entre l'extrémisme de droite et les attaques de mosquées est décrit comme suit par la personne qui a participé à la préparation du rapport de l'initiative: « Nous constatons une augmentation des attaques de mosquées lorsque les populistes de droite font campagne sur les sentiments négatifs à l'égard des musulmans et lorsque les médias présentent l'islam et les musulmans sous un jour négatif. » (Perspektif, 2022g)

Dans le rapport, l'initiative a également abordé le fait qu'après ces attaques, les mosquées ont souvent été laissées à elles-mêmes, et ont reçu la solidarité et le soutien d'autres communautés musulmanes, que le taux d'élucidation des attaques est très faible et que les compagnies d'assurance ont rarement couvert les coûts des attaques (Perspektif, 2022c; 2022g). Cette question a été évoquée lors d'un entretien avec Ömer Oral, le responsable de la grande mosquée de Hagen de la communauté islamique du *Milli Görüş* (en français: Vision nationale), qui a été incendiée en 2019. Oral a déclaré n'avoir reçu un grand soutien que de la part des communautés musulmanes et a ajouté ce qui suit au sujet de la mosquée laissée à elle-même par les institutions officielles:

> Laissons tout de côté. Au moins une personne de la municipalité aurait dû venir nous voir pour exprimer ses regrets. Personne de la municipalité n'est venu. Pas une seule personne de la municipalité, de l'État ou de la politique fédérale ne s'est montrée solidaire avec nous. C'est une situation très triste (Perspektif, 2020k).

La DİTİB a publié une déclaration sur l'augmentation des attaques islamophobes dans de nombreux endroits, y compris les mosquées de la DİTİB:

> La police et les responsables politiques doivent prendre au sérieux les attaques contre les migrants, les musulmans, les lieux de culte et les institutions culturelles en Allemagne. Nous voulons que chacun se sente en sécurité et ne pas minimiser les incidents. Nous ne voulons pas vivre dans la peur. L'augmentation de ces incidents est extrêmement inquiétante et menaçante (Perspektif, 2020f).

Burhan Kesici, président du conseil islamique d'Allemagne, a également critiqué l'incapacité des dirigeants politiques à prendre des mesures contre les attaques islamophobes:

> Au vu des plus de quatre-vingts attaques contre des mosquées en Allemagne en 2018 et de l'islamophobie croissante, la déclaration du ministre de l'intérieur selon laquelle il n'y a pas de climat d'islamophobie en Allemagne semble cynique. La stigmatisation constante des musulmans, en particulier par les politiciens, a conduit à une détérioration de l'atmosphère dans le passé. Nous avons besoin d'un sentiment de

> sécurité et nous avons besoin que les autorités s'expriment et prennent des mesures contre l'islamophobie et le racisme anti-musulman croissants (Perspektif, 2019a).

4.8 Les œuvres culturelles sur le thème des attentats racistes

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour analyser la manière dont les œuvres culturelles ont émergé en réponse aux attentats racistes, jouant à la fois un rôle commémoratif, critique et mobilisateur et un outil de résistance, de revendication et d'auto-représentation pour les membres de la diaspora. Après la révélation publique de l'existence du NSU, des artistes, des écrivains, des réalisateurs et des musiciens de la diaspora ont commencé à produire des œuvres qui remettent en question la violence raciste et les défaillances institutionnelles. Il s'agit notamment de pièce de théâtre telle que *Die NSU-Monologe*, de films tels que *In the Fade (Aus dem Nichts)*, *Die Opfer – Vergesst mich nicht* et *Spuren – Die Opfer der NSU*, et de chansons telles que *Vom Bosphorus bis zum Rhein*, *Niemand wird vergessen / Hiç unutmadık, 60 Yılın Hatırına – Söyle Almanya – Gurbet* ou *Söyle Germany – Yolumuz Gurbete Düştü*. Elles font partie d'un effort collectif pour rendre les victimes visibles, dénoncer l'impunité et revendiquer une place à part entière dans la société allemande.

Ces productions ne se contentent pas de raconter les faits, elles adoptent le point de vue des proches des victimes, dénoncent les injustices commises à leur égard par les autorités et refusent de tomber dans l'oubli. Elles insistent sur une appartenance indéniable à l'Allemagne, tout en soulignant la nécessité de lutter contre l'exclusion et la persistance du racisme. En ce sens, on peut dire qu'elles prolongent une tradition d'expression artistique critique déjà établie dans le musique rap en langue turque qui est née et s'est développée dans les années 1990. Cette musique traitait de la marginalisation, de la discrimination et de la quête de reconnaissance. En outre, un certain nombre de ces œuvres ont dépassé les limites du cadre communautaire, atteignant un public plus large et incitant à un discours public sur des sujets tels que la justice, la mémoire et l'appartenance. Ce processus témoigne de la volonté des membres de la diaspora de s'impliquer

activement dans la construction d'une mémoire collective alternative, par le biais de l'art et de la culture, en tant que forme de lutte et de solidarité.

Les attentats de Mölln, Solingen et Hanau, les meurtres en série du NSU et le procès du NSU ont fait l'objet d'œuvres culturelles produites par des membres de la diaspora. Lorsque l'on examine les œuvres produites entre le début de 2010 et la fin de 2022 par les membres de la diaspora ou par l'équipe comprenant des membres de la diaspora et qui ont fait l'objet des plateformes de contenu du corpus de cette recherche, on constate qu'il y a une représentation théâtrale, trois films et quatre chansons. Alors que la représentation théâtrale et les films portent sur les meurtres en série et le procès du NSU, les chansons traitent de tous les sujets, y compris les attentats de Mölln, Solingen et Hanau, les meurtres en série et le procès du NSU.

Les monologues du NSU (*Die NSU-Monologe*) est une pièce de théâtre documentaire et littéraire qui donne un aperçu de la souffrance, des interrogatoires de police et de la lutte pour la vérité des familles de trois victimes des meurtres en série du NSU. La *Bühne für Menschenrechte* (Scène pour les droits humains) a écrit et mis en scène la pièce après de longs entretiens avec Elif Kubaşık, l'épouse de Mehmet Kubaşık, Adile Şimşek, l'épouse d'Enver Şimşek, et İsmail Yozgat, le père d'Halit Yozgat. Des acteurs tels que İdil Üner, Elisabeth Pleß, Vanida Karun, Aydın Işık ont joué la pièce en allemand et en turc, transmettant les histoires des familles de la même manière que celles-ci l'expliquent. Les monologues du NSU commencent par la vie des familles en Turquie et leur voyage en RFA, et racontent leur lutte de plusieurs années pour faire la lumière sur les meurtres, leur courage, leur volonté, leurs tentatives de se tenir au premier rang lors des funérailles, d'exiger le changement de nom d'une rue et de défendre la mémoire de leurs proches face à la vérité des autorités. La pièce a été jouée sur différentes scènes à Weimar, Hambourg, Nuremberg, avant et après le verdict du procès NSU, d'octobre 2017 à février 2019 (Avrupa Postası, 2019; Yeni Hayat, 2018b; 2018f).

Le premier film est « In the Fade (*Aus dem Nichts*) » écrit, réalisé et produit par Fatih Akın et sorti en 2017. Fatih Akın est un réalisateur, scénariste et producteur né et élevé en RFA, membre d'une famille de la diaspora de la Turquie et lauréat de nombreux prix, allant du prix du

Parlement européen à des prix décernés lors de festivals de cinéma nationaux et internationaux. Akın s'est fait un nom dans le monde du cinéma en remportant l'Ours d'or au Festival international du film de Berlin (*Berlinale*) pour son film « Head-On (*Gegen die Wand*) » (2004). Akın, qui a produit des films acclamés par la critique et reconnus internationalement, a remporté de nombreux prix, notamment le Golden Globe du meilleur film en langue étrangère pour son film « In the Fade (*Aus dem Nichts*) » (2017) et le prix du meilleur scénario au Festival de Cannes pour son film « The Edge of Heaven (*Auf der anderen Seite*) » (2007) (Yeni Hayat, 2018a; Yeni Özgür Politika, 2017).

Le film « In the Fade (*Aus dem Nichts*) » fait référence aux meurtres du NSU et critique les autorités allemandes chargées de la sécurité, le système judiciaire, l'ignorance de la douleur des familles des victimes et leur criminalisation. Le film raconte l'histoire d'une jeune femme allemande qui perd son mari et son fils, membres de la diaspora, dans un attentat à la bombe du NSU. L'incident au cours duquel Nuri, le mari de la protagoniste Katja Şekerci, et son fils Rocco ont perdu la vie est basé sur l'attentat de 2004 dans la rue Keup à Cologne, au cours duquel vingt-deux personnes ont été blessées par une bombe à clous placée sur un vélo devant un magasin. Le film est divisé en trois parties, « la famille », « la justice » et « la mer », et raconte l'histoire de Katja qui, après avoir perdu son mari Nuri et son enfant Rocco dans l'une des explosions racistes de Hambourg, abandonne tout espoir dans la lutte juridique et se lance dans sa propre quête de justice. Dans les détails, la similitude du comportement de la police dans le film avec la réalité et les membres du NSU retrouvés morts dans la caravane sont des références au procès du NSU qui se déroulait à Munich à l'époque et au processus de justice (Artı49, 2017b; Yeni Hayat, 2018a; Yeni Özgür Politika, 2017). Fatih Akın l'exprime également dans une entrevue. Il raconte qu'il a suivi le procès du NSU et qu'il a commencé à écrire un tel scénario par la suite: « Les juges sont restés silencieux. Au lieu de s'en prendre à l'organisation du NSU, ils essayaient de faire passer les familles des victimes pour des coupables. Je me suis mis en colère et j'ai écrit un tel scénario, qui a entraîné le chagrin et le deuil d'une mère. » (Yeni Özgür Politika, 2017)

Katja a un passé de toxicomane et Nuri a un passé de trafiquant de drogue. Après avoir purgé une peine de prison pour trafic de drogue, Nuri a abandonné ce métier, a étudié l'administration des affaires et a ouvert un bureau de traduction, de conseil fiscal et de voyage à Hambourg. Un jour, le 20 octobre 2016, Katja a laissé son fils Rocco avec son père Nuri, et alors qu'ils se trouvaient à l'intérieur du bureau, une bombe à clous placée sur un vélo laissé à l'extérieur du bureau a explosé et ils ont été tués dans l'attentat. À son retour au bureau, Katja a découvert que son mari et son enfant ont été assassinés. Elle a ensuite déclaré à la police qu'elle avait vu l'auteur de l'attentat en quittant le bureau, une personne qui laissait son vélo non attaché avec une boîte noire à l'extérieur du magasin. L'enquête de la police a cependant mis l'accent sur des motifs tels que la vengeance de trafiquants de drogue, une querelle mafieuse et un différend entre membres de la diaspora parce que Nuri était kurde et avait un passé de trafiquant de drogue (Akın, 2017).

Au cours de l'enquête, des témoins et Katja ont souligné qu'il s'agissait d'un attentat raciste, mais l'enquête n'a pas pris en compte cette possibilité. Par la suite, le père des tueurs a dénoncé les époux Möller à la police, et ces derniers, membres du NSU ayant des relations internationales, ont été arrêtés en tant que suspects de l'attentat. La quête de justice de Katja a donné lieu à des poursuites judiciaires contre le couple. Cependant, Katja et son avocat ont dû faire face à un rebondissement inattendu: le mari assassiné a été accusé de trafic d'héroïne. La famille de la victime est reconnue coupable à la fin du procès et les membres du NSU ont été libérés grâce au témoignage d'un des membres du parti grec d'extrême droite (Aube dorée). Après la libération du couple par le tribunal, Katja, qui est au bord du suicide, a décidé de faire justice à sa manière et de se venger. Elle a retrouvé la trace du couple et a découvert que le couple vivait dans une caravane au bord de la mer en Grèce avec l'aide de membres du parti grec d'extrême droite (Aube dorée). Elle a préparé une bombe à clous et l'a placée secrètement sous la caravane. Elle pensait faire exploser la bombe, mais a renoncé lorsqu'un oiseau s'est posé sur la caravane. Elle a décidé alors d'enlever la bombe et de rentrer à l'intérieur avec le sac contenant la bombe. Elle a fait exploser la bombe et s'est tué ainsi que le couple qui se trouvait là (Akın, 2017).

À propos de ce film, qui est différent du procès du NSU, Fatih Akın a expliqué la raison pour laquelle ce film a été réalisé en tant que film de fiction dans une entrevue accordée à COSMO Türkçe:

> Je suis le procès du NSU. La raison pour laquelle j'ai réalisé ce film sous forme de fiction est que la véritable histoire du NSU n'a pas encore été conclue. Avant d'écrire le film, j'ai ressenti de la colère, de la rage, de l'inaction lorsque les événements du NSU ont été rendus publics. Je me suis assis avec cette colère et j'ai écrit le scénario. Après avoir commencé à travailler, cette colère s'est dissipée. Cette colère a été canalisée vers d'autres endroits. Je me suis concentré sur la manière d'écrire le scénario et de capter le public (COSMO Türkçe, 2017).

Le deuxième film est « Spuren - Die Opfer der NSU (en français: Traces - Les victimes du NSU) », écrit et réalisé par Aysun Bademsoy en 2019. Aysun Bademsoy est membre de la diaspora de la Turquie et a grandi en RFA, où elle a immigré à un jeune âge. Spécialisée dans les films documentaires, Bademsoy a reçu de nombreux prix, notamment le prix du film documentaire du Festival international du film d'Innsbruck en 2007 et le prix du meilleur documentaire du Concours du film documentaire et du court métrage de Boston en 2012 (Yeni Hayat, 2019c).

« Spuren - Die Opfer der NSU » est un film documentaire sur le processus du NSU, centré sur les victimes du NSU et leurs familles. Avant de tourner le film, Bademsoy a assisté aux audiences du procès du NSU à Munich et a rencontré les épouses et les filles des victimes du NSU. Après la fin du procès du NSU, Bademsoy a commencé à retracer les cicatrices laissées par cette série de meurtres du NSU. Elle a soulevé la question de savoir si de telles blessures peuvent un jour être complètement guéries. Dans le film, Bademsoy a voulu donner une voix aux épouses et aux filles des victimes du NSU, qui ont été laissés à l'arrière-plan pendant le procès, qui ont été traitées comme des criminels et qui n'ont pas pu s'exprimer. Elle a visité leurs lieux de résidence en RFA et en Turquie, et les a filmées (Bademsoy, 2019; Yeni Hayat, 2019c). Bademsoy pense que ce qui distingue son film des autres œuvres est que les épouses et les filles des victimes du NSU sont au centre du film:

> J'ai constaté que les maris et les pères sont toujours présents dans la vie des familles, ce qui est très émouvant. J'ai lu tout ce qui a été publié sur le sujet et j'ai regardé les pièces de théâtre et les films. Dans mon documentaire, j'essaie de raconter ce que les épouses et les filles ont vécu, comment elles sont aujourd'hui, ce qu'elles ressentent. Je me demande si elles peuvent se réconcilier avec l'Allemagne malgré tout ce qui s'est passé (Yeni Hayat, 2019c).

Le troisième film est le documentaire de 2016 « Die Opfer - Vergesst mich nicht (en français: Victimes - Ne m'oubliez pas) », réalisé par Züli Aladağ, et qui a été adapté pour la télévision. Ce film est le deuxième d'une trilogie de films adaptés pour la télévision, « Mitten in Deutschland: NSU (en français: Au cœur de l'Allemagne: NSU) », qui met en scène les événements réels et les personnages des meurtres du NSU du point de vue des victimes et de leurs familles. Züli Aladağ est un réalisateur, scénariste et producteur. Il vient d'une famille de la diaspora de la Turquie et a grandi en RFA. Aladağ a remporté de nombreux prix, notamment le Prix de la caméra d'or, le Grimme-Preis et le Prix des médias GLAAD (Perspektif, 2019l; Yeni Hayat, 2016b).

Le film « Die Opfer - Vergesst mich nicht » se concentre sur la famille d'Enver Şimşek, la première victime des meurtres en série du NSU. L'histoire est racontée principalement du point de vue de la fille d'Enver Şimşek, Semiya Şimşek. Le scénario est basé sur le livre biographique « Schmerzliche Heimat: Deutschland und der Mord an meinem Vater (en français: Une patrie douloureuse: l'Allemagne et le meurtre de mon père) » de Semiya Şimşek et Peter Schwarz, publié en 2013. Ce livre raconte la vie d'Enver Şimşek, son assassinat et l'histoire de la famille Şimşek après le meurtre. Reprenant des motifs du livre, le film dépeint le meurtre d'Enver Şimşek, les enquêtes policières au cours desquelles la famille est rendue suspecte et coupable, et la découverte des meurtriers, avec des sentiments de deuil et ce que l'on fait face à la nouvelle situation et si elle peut être acceptée ou non (Perspektif, 2019l; Yeni Hayat, 2016b).

Le film commence par la dernière conversation d'Enver Şimşek avec sa fille Semiya avant son assassinat. Après avoir déposé sa fille à l'école, il remplit sa camionnette de fleurs pour les vendre et est ensuite assassiné par Mundlos et Böhnhardt. Semiya, 14 ans, apprend que son père a eu un accident. Lorsqu'elle arrive à l'hôpital pour voir son père, elle apprend qu'il a été abattu de

huit balles. La première question que lui pose la police est de savoir si elle parle allemand. Enver Şimşek est mort deux jours plus tard, le 11 septembre 2000 à Nuremberg. L'enquête de la police s'est principalement concentrée sur la famille et son environnement. La famille Şimşek est accusée de trafic de drogue et la famille est confrontée à des témoignages selon lesquels le meurtre était une vengeance. Après avoir réalisé que les trois décès suivants ont été commis avec la même arme, une nouvelle enquête est lancée et cette fois, les coupables sont recherchés parmi les membres de la diaspora. Au fil des ans, Semiya et sa famille ont essayé de reprendre leur vie quotidienne, mais cela a été très difficile pour sa mère. Face à l'augmentation du nombre de meurtres, un nouvel inspecteur, arrivé en 2006, a adopté une approche différente de l'enquête sur Şimşek, évoquant un motif d'extrême droite, et une nouvelle enquête a été lancée. Semiya a prononcé un discours à Kassel en mémoire de son père et des autres victimes et est devenue la voix des familles des victimes. Les enquêtes ont restées vaines. Pendant cinq années supplémentaires, la famille a vécu dans l'incertitude et a finalement appris, en 2011, la vérité sur les assassins (Aladağ, 2016).

Après la pièce de théâtre et les films, quatre chansons sont abordées. La première chanson est « Vom Bosphorus bis zum Rhein » d'Ozan Ata Canani avec le groupe de Krautrock munichois « Karaba », sortie en 2022. Ozan Ata Canani est un chanteur, auteur-compositeur et joueur de saz. Il chante des chansons aux mélodies anatoliennes et aux paroles allemandes et turques. Il est membre d'une famille de la diaspora de la Turquie et a grandi en RFA. Influencé par les conditions de travail et de vie qu'il a observées à l'époque et par les histoires qu'il a entendues, Canani est devenu l'un des premiers chanteurs de la diaspora à écrire des chansons en allemand sur des airs anatoliens (COSMO Türkçe, 2022m).

Canani a été fortement influencé par les mots de l'écrivain suisse Max Frisch « Nous avons demandé des travailleurs et des gens sont venus (*Wir riefen Arbeitskräfte, und es kamen Menschen*) ». En 1978, il a composé et chanté la chanson folklorique « Deutsche Freunde (en français: Amis allemands) » avec des airs anatoliens et des paroles allemandes. Dans cette chanson, qui lui a permis d'être invité dans de nombreuses émissions de la télévision allemande jusqu'au début des années 1980, les paroles suivantes se distinguent: « Les ouvriers ont été

appelés, nos amis allemands, mais les gens sont venus, nos amis allemands, pas des machines, mais des gens » et « Les enfants de ces gens vivent dans deux mondes. Je suis Ata et je vous demande: à quoi appartenons-nous maintenant? ». Cette chanson, oubliée après quelques émissions de télévision, a été ajoutée au projet d'album de compilation « Songs of Gastarbeiter » par İmran Ayata et Bülent Kullukcu en 2013, et a ainsi redevenue célèbre. Canani a repris sa vie musicale et a commencé à enregistrer des albums, à donner des concerts et à faire des tournées (COSMO Türkçe, 2022l).

L'une de ses nouvelles chansons est « Vom Bosphorus bis zum Rhein » qui contient des paroles allemandes et turques et qui se concentre sur les attentats racistes et l'appartenance. Dans la chanson, Canani énumère deux des attentats racistes. Il ajoute ensuite que ces attentats ne dissuadent pas les membres de la diaspora de quitter la RFA et qu'ils sont allemands. Enfin, il souligne que les membres de la diaspora sont une richesse culturelle pour la RFA. Les paroles de la chanson sont les suivantes:

> Du Bosphore au Rhin, le soleil brille partout. / Écoutez-nous, écoutez-nous, notre place est ici. Comprenez enfin, comprenez que nous sommes d'ici maintenant. / L'Allemagne est aussi notre patrie, nous faisons partie de l'Allemagne et nous sommes un enrichissement culturel pour l'Allemagne. / Je n'ai pas de place pour la dualité, comprenez-moi bien. Même si nous avons été incendiés à Solingen, nous sommes d'ici maintenant. Même si vous nous méprisez, même si nous rampons parfois, même si nous sommes abattus à Hanau, nous sommes d'ici maintenant. / Nous sommes quand même ici en Allemagne, nous faisons partie de l'Allemagne (Canani et Karaba, 2022; COSMO Türkçe, 2022n).

La deuxième chanson est « Niemand wird vergessen/Hiç unutmadık (en français: Personne n'est oublié/Nous n'avons jamais oublié) » de Microphone Mafia et Kutlu Yurtseven, le chanteur de Refpolk, sortie en 2015. Le groupe de musique rap Microphone Mafia a été formé en 1989 à Cologne par quatre amis d'école. Le groupe, qui chantait initialement en allemand, en italien, en turc, en anglais et en napolitain, est devenu de plus en plus politisé quelques années après sa formation. Au fil du temps, certains membres du groupe sont partis et le groupe a continué à faire

de la musique rap sous la forme d'un duo composé de Kutlu Yurtseven et Rossi Pennino (Yeni Hayat, 2020d).

La chanson « Niemand wird vergessen/Hiç unutmadık » a été interprétée par Yurtseven lors de la commémoration organisée environ six mois après l'attentat de Hanau (Yeni Hayat, 2020d). Cette chanson rap, dont les paroles sont en allemand et dont seule une partie du refrain est en turc, se concentre sur les attentats racistes. La partie rap de la chanson énumère de nombreux attentats racistes, y compris ceux contre les membres de la diaspora de la Turquie, une série de meurtres, des victimes et des commémorations. Dans le refrain, elle souligne que ces attaques ne sont pas oubliées, qu'elles ne seront pas oubliées et que la lutte contre ces attaques continue. De nombreuses paroles de la chanson sont les suivantes:

> Allemagne, pays froid, Mölln, haine à vif / Arslan, Yılmaz, victimes, incendie criminel / NSU, Keupstraße, Cologne, attentat / terreur bien planifiée, V-Mann Nazipack / erreurs pour la société / police en tête, victimes devenues coupables / se sentir coupable, impuissance, silence, honte / pas de 10ème victime, se lever, échanger / lutter pour la mémoire, faire du bruit, sortir / témoins principaux de ce qui s'est passé - tous / Rostock-Lichtenhagen, Hoyerswerda, Mölln, Solingen / on entend encore les cris résonner dans la nuit / des maisons qui brûlent, des gens qui courent / des incendiaires intellectuels qui dirigent les nazis / les victimes deviennent des bourreaux, les fascistes sont épargnés / de la chute du mur à la bombe à clous, c'est une tradition / Özüdoğru, Şimşek, Taşköprü, Yozgat / Boulgaridis, Kubaşık, Turgut, Burak / Yaşar, Arslan, Yılmaz, Genç / dans chacune des âmes une douleur qui brûle / Keupstraße, Probsteigasse, Terreur / commémoration autarcique, protestation autarcique / désormais ensemble en actes et en paroles / personne n'oubliera / [Refrain] nous n'avons jamais oublié, nous n'oublierons jamais / personne n'est oublié / nous n'avons jamais oublié, nous n'oublierons jamais / nous nous souvenons et nous nous battons / nous n'avons jamais oublié, nous n'oublierons jamais / personne n'est oublié / nous n'avons jamais oublié, nous n'oublierons jamais / nous sommes toujours des êtres humains / nous n'avons jamais oublié, nous n'oublierons jamais (Refpolk & Kutlu, 2015).

La troisième chanson est « 60 Yılın Hatırına - Söyle Almanya - Gurbet (en français: Au nom de 60 ans - Chante l'Allemagne - Pays étranger) », qui a été sortie en 2021 avec le soutien de YTB. La YTB poursuit la politique de la Turquie à l'égard de la diaspora en participant à des commémorations, en prenant des mesures et en faisant des déclarations sur des questions qui

touchent les membres de la diaspora. Le soutien à la préparation de cette chanson fait également partie de cette politique.

Pour commémorer le 60e anniversaire de la migration de main-d'œuvre de la Turquie vers la RFA, la chanson d'Özdemir Erdoğan « Gurbet (Pays étranger) », sortie en 1973, a été interprétée en turc par des musiciens de différentes régions d'Allemagne, pour la plupart membres de la diaspora. Une soixantaine d'artistes ont participé au projet, qui a duré environ dix mois. Erci E., connu pour son groupe de rap « Cartel » dans les années 1990, et le groupe de musique bavarois « Unterbiberger Hofmusik » ont également été impliqués au projet (Artı49, 2021c). La chanson d'Özdemir Erdoğan « Gurbet (Pays étranger) » aborde les thèmes de la migration, de l'expatriation, de la patrie et du retour:

> Les nuages! À qui puis-je raconter mes peines? / Nous avons été abattus par ceux que nous connaissions comme des amis. / Il y a aussi la blessure de l'expatriation, plus profonde que tout. / Dites-moi, y a-t-il des nouvelles de ma patrie / Ou ces pluies sont-elles les larmes de mon amant? / Mon intérieur brûle, chérie. / Ma blessure est très profonde. / Ah! Donnez-moi des nouvelles de cette chère bien-aimée. / Nuages, saluez ma bien-aimée. / Dites que le jour de nos retrouvailles est proche. / Si le destin nous a séparés. / Que puis-je faire seul à l'étranger? / Dites-moi s'il est possible de vivre loin de ma bien-aimée (Söyle Almanya, 2021).

Dans la chanson « 60 Yılın Hatırına - Söyle Almanya - Gurbet (en français: Au nom de 60 ans - Chante l'Allemagne - Pays étranger) », une seule partie diffère de la chanson « Gurbet (Pays étranger) » dont les paroles se trouvent ci-dessus. Il s'agit de la partie rap, chantée par les deux rappeurs Erci E. et Defkhan, qui est ajoutée à la chanson existante. Dans cette partie, les difficultés rencontrées par les membres de la diaspora et la lutte pour l'appartenance sont soulignées:

> Les rues d'Allemagne, la fin de la route n'est pas en vue. / Nous avons cessé d'être des Gastarbeiter, rendez-moi à moi. / Nous n'avons pas besoin de reculer. / J'ai grandi ici, c'est comme ça que ça s'est passé, ma trace reste ici. / Nous sommes venus pour l'argent et les affaires. / Nous attendons une lettre de la poste. / J'ai déterré la

> Mercedes du fond de la terre. / L'Allemagne est un calvaire, une patrie froide, ils nous ont chassés de toutes les tables (Söyle Almanya, 2021).

La quatrième chanson, similaire à la troisième, est sortie en 2022 avec le soutien de YTB pour attirer l'attention sur l'attentat de Hanau et commémorer les victimes de l'attentat. La chanson « Söyle Germany - Yolumuz Gurbete Düştü (en français: Chante l'Allemagne - Notre chemin est tombé dans l'expatriation) » a été interprétée en turc par quatre musiciens de la diaspora à l'occasion du deuxième anniversaire de l'attentat de Hanau (Artı49, 2022c). Il s'agit d'une chanson folklorique compilée par Ali Ekber Çiçek et sortie en 2000. La chanson, interprétée fidèlement à l'original et soutenue par la YTB, ne met pas l'accent sur les attentats racistes. Comme dans la chanson précédente, cette chanson se concentre également sur les thèmes de l'expatriation, de la migration, de la patrie et de la nostalgie. Il s'agit en fait d'un exemple de la manière dont les institutions de la Turquie considèrent les membres de la diaspora. Les paroles de la chanson sont les suivantes:

> Notre chemin est tombé dans l'expatriation. / Le cœur pleure tristement. / Le désir est entré entre nous. / Le cœur pleure tristement. / Le cœur pleure mal. / Le cœur pleure de chagrin. / Est-ce que c'est toi qui l'as fait? / Ton chagrin a brûlé mon cœur. / Si je meurs, tu ne le sauras pas. / Ce désir est cruel pour nous (YTB, 2022).

Dans la déclaration faite par la YTB, il est indiqué que les paroles de la chanson visent à mettre fin au racisme: « Avec les vers "Notre chemin est tombé dans l'expatriation, le cœur pleure tristement", les jeunes artistes, qui sont la voix de la communauté turque en Allemagne, s'adressent au monde entier et disent "ça suffit" en attirant l'attention sur le racisme et le terrorisme. » (Merhaba, 2022b)

CHAPITRE 5: LE POSITIONNEMENT DE LA DIASPORA DE LA TURQUIE DANS LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Dans la vie politique récente de la RFA, marquée par la montée de l'extrême droite, le mécontentement de la diaspora de la Turquie n'a cessé de croître. L'émergence de l'extrême droite sur la scène politique allemande a suscité des inquiétudes au sein de la diaspora, conduisant à une recherche d'alternatives politiques face à la montée des partis et mouvements populistes de droite. Les membres de la diaspora ont continué à soutenir d'autres partis politiques tels que l'Alliance 90/les Verts et le SPD, ou ont progressivement changé d'avis en faveur d'autres partis politiques tels que la CDU.

Le SPD a toujours entretenu des liens historiques avec la diaspora. Les membres de la diaspora ont trouvé dans les syndicats affiliés au SPD un défenseur de leurs droits et libertés, ce qui a contribué à renforcer leur désir de participer à la politique allemande et leur soutien au SPD. Les Verts ont renforcé leurs liens existants et gagné en popularité parmi les membres de la diaspora. Les thèmes politiques du parti, tels que les politiques environnementales, sociales et multiculturelles, qui contrastent avec la rhétorique populiste de l'extrême droite, ont trouvé un écho favorable au sein de cette communauté. La CDU, qui recevait traditionnellement moins de soutien de la part de la diaspora, a commencé à attirer davantage de votes de la part d'un plus grand nombre de membres de la diaspora. La diaspora perçoit la CDU comme une option politique plus centriste et plus stable, se détachant ainsi des tendances populistes et nationalistes de l'extrême droite. Cette diversification du soutien politique au sein de la diaspora reflète une réaction consciente à l'évolution du paysage politique allemand et à la montée des mouvements populistes de droite. Les membres de la diaspora ont exprimé leur mécontentement en utilisant leur droit de vote pour soutenir des partis qui défendent des valeurs d'inclusion, de diversité et de démocratie, s'éloignant ainsi des tendances extrémistes qui ont émergé au sein de la politique allemande contemporaine.

Le présent chapitre débute par un sous-chapitre qui se penche sur le système des partis politiques en Allemagne, en mettant l'accent sur le rôle joué par les partis d'extrême droite. Cette analyse

s'inscrit dans une démarche d'explication des dynamiques électorales qui se sont déroulées ces dernières décennies. Dans la continuité de cette analyse, le chapitre examine les résultats électoraux des trois dernières élections fédérales tenues en RFA: celles de 2013, marquées par l'émergence de l'AfD; celles de 2017, qui ont vu l'ascension de ce même parti; et enfin, celles de 2021, qui ont marqué la fin de l'ère Merkel sur la scène politique allemande.

5.1 Le système des partis politiques en Allemagne: trajectoire historique et montée de l'extrême droite

Ce sous-chapitre propose une analyse approfondie du système des partis politiques en Allemagne, en mettant particulièrement l'accent sur le rôle des formations d'extrême droite. Il débute par un examen des fondements institutionnels établis après la Seconde Guerre mondiale, notamment par la création du Conseil parlementaire et la rédaction de la Loi fondamentale, qui ont jeté les bases d'un système démocratique fédéral. Il s'intéresse ensuite à l'évolution du paysage politique allemand, en particulier à la résurgence progressive de l'extrême droite à travers des partis tels que les Republikaner, le NPD et la DVU, ainsi qu'aux conséquences socio-politiques de la réunification de l'Allemagne. Enfin, il explore la période plus récente, marquée par la montée de l'AfD et la consolidation de son influence, dans un contexte caractérisé par des transformations socio-économiques, des tensions identitaires croissantes et des débats sur les flux migratoires.

L'Allemagne est un État fédéral fondé sur un système parlementaire bicaméral. Dans ce système, le rôle du chancelier est essentiellement symbolique, avec des pouvoirs limités et une position neutre. Le système de représentation proportionnelle, associé à une structure multipartite, engendre une dynamique politique fondée sur la négociation et la coopération. Cette dynamique nécessite que les partis politiques s'engagent dans la formation d'alliances et le processus de compromis, ce qui aboutit souvent à la mise en place de gouvernements de coalition (Doorenspleet et Maleki, 2018; Kropp, 2010; Lijphart, 1984).

Afin de comprendre les principes fondamentaux et le cadre institutionnel de ce système, il est nécessaire de se plonger dans le contexte historique de sa création, caractérisé par les événements

survenus à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a été divisée en deux États distincts en 1949 par les puissances occupantes: la République fédérale d'Allemagne (RFA) à l'ouest et la République démocratique allemande (RDA) à l'est. En RFA, les élites politiques ont accordé une grande importance à la reconstruction de l'ordre constitutionnel et politique d'après-guerre. Dans le cadre de ce processus, un Conseil parlementaire a été créé, composé exclusivement de délégués des États de l'Ouest, principalement des experts juridiques et politiques, avec pour mission de rédiger une nouvelle constitution. Les États de l'Est ont été exclus de ce processus. Peu de temps après sa création, le Conseil s'est attelé à la rédaction de la constitution. Le projet de constitution qui en a résulté, et qui a été approuvé par la suite, était basé sur les principes du bicamérisme, du parlementarisme, d'un chancelier aux pouvoirs limités et du fédéralisme. En conséquence, des disparités considérables sont apparues entre la RDA et la RFA en ce qui concerne l'ordre constitutionnel et le système politique. Alors que les valeurs démocratiques et la structure fédérale sont établies en RFA, la RDA a développé son propre système socialiste (Baloge, 2024; Schmidt, 2021).

L'objectif fondamental de la constitution de la RFA est d'assurer la stabilité politique et économique du pays, ainsi que d'établir des conditions de vie égales et de protéger l'unité juridique et économique. Elle définit également la répartition des compétences législatives, fiscales, administratives et judiciaires entre l'État fédéral et les *Länder*, dessinant ainsi les contours du fédéralisme allemand. Cet objectif de cohésion et de solidarité a pris de l'ampleur lors du processus de réunification, notamment face aux difficultés économiques de la RDA, et s'est poursuivi dans les décennies suivantes à travers divers mécanismes de péréquation et de soutien. Depuis 1949, l'architecture du système fédéral est restée globalement stable, tout en étant consolidée par plusieurs réformes successives. Néanmoins, l'efficacité du système reste un sujet de discussion récurrent (Baloge, 2024; Fromont, 2007).

Depuis la promulgation de la Loi fondamentale en 1949, le système de partis allemand a subi une transformation substantielle. Dans les premières années de la RFA, le *Bundestag* était caractérisé par une fragmentation importante, avec un grand nombre de partis représentant un large éventail

d'idéologies. Toutefois, au fil du temps, cette diversité s'est transformée en un système plus consolidé, dans lequel la CDU/CSU, le SPD et le FDP sont devenus dominants, tandis que l'influence des autres partis diminuait. Cette transition est illustrée par le fait que, de 1961 à 1983, seuls ces trois partis étaient représentés au *Bundestag* (Baloge, 2024).

Dans ce processus, la CDU/CSU a conservé sa position de plus vieux parti dans l'histoire de la RFA, ayant dirigé le gouvernement dans plusieurs grandes coalitions interpartis avec le SPD, représentant des blocs politiques opposés. La CSU est particulièrement bien implantée en Bavière, où elle a toujours dirigé le gouvernement de l'État depuis 1957. Le succès de la CDU/CSU est largement attribué non seulement à sa stratégie politique, mais aussi à sa prétention à représenter des segments importants de la société (Baloge, 2024).

La CDU et le SPD se sont définis comme des partis du peuple (*Volksparteien*) qui englobent l'ensemble de la société et ne se limitent pas à des classes ou à des groupes sociaux (McGowan, 2014; Wiesendahl, 2011). Ces partis ont joué un rôle central dans la politique allemande pendant de nombreuses années, grâce à leur stratégie d'élargissement de leur base électorale. Cependant, ces dernières années, les deux partis ont connu un déclin marqué du nombre de militants. Plus précisément, le SPD a connu un déclin précipité de ses effectifs, passant de 790 000 membres en 1990 à 384 000 en 2021, une tendance reflétée par la CDU. Ce déclin est largement considéré comme une crise non seulement pour ces deux partis, mais aussi pour la santé générale de la démocratie partisane allemande. Cette transformation a été décrite comme un processus de métamorphose, qualifié de « partis populaires sans peuple » (Dalton et Jou, 2010; Matuschek et Güllner, 2011; Wiesendahl, 2011). Cette évolution a eu pour effet de rendre le système de partis allemand plus ouvert aux petits partis et aux différentes approches idéologiques. Néanmoins, cette évolution a également engendré un climat d'incertitude politique, avec des implications pour la stabilité du système de partis dans son ensemble.

Parallèlement à la transformation des partis politiques conventionnels et à l'émergence d'un paysage politique plus fragmenté, d'autres dynamiques ont commencé à émerger dans le sillage du système de partis établi. Parmi celles-ci, la résurgence progressive de l'extrême droite est un

phénomène particulièrement frappant. Après avoir été marginalisé pendant une période considérable, ce mouvement a entamé un processus de réorganisation et de redéfinition idéologique dans les années 1970, annonçant ainsi les profonds changements qui allaient caractériser son évolution dans l'Allemagne contemporaine.

Malgré une période d'apparente inactivité, l'extrême droite organisée ne doit pas être considérée comme éteinte. Une impulsion revitalisante était nécessaire pour reprendre ses activités et adopter une nouvelle image. À partir des années 1970, le néonazisme a commencé à réapparaître en RFA et la montée puis le déclin du NPD (en français: Parti national-démocrate d'Allemagne, en allemand: *Nationaldemokratische Partei Deutschlands*) dans les années 1960 ont représenté un processus de transformation significatif dans l'histoire de l'extrême droite en Allemagne. Cette transformation a marqué un un moment charnière où l'extrême droite a commencé à opérer de manière fragmentée, en employant des stratégies disparates plutôt qu'en aspirant à exercer une influence significative dans la sphère politique. Cette période est d'une importance cruciale pour comprendre la genèse des mouvements d'extrême droite contemporains en Allemagne.

La réorganisation de l'extrême droite a commencé en 1964 avec la création du NPD, qui a fusionné les vestiges de formations de droite antérieures telles que le DRP (en français: Parti impérial allemand, en allemand: *Deutsche Reichspartei*), le DP (en français: Parti allemand, en allemand: *Deutsche Partei*) et le GDP (en français: Parti pan-allemand, en allemand: *Gesamtdeutsche Partei*). Une part importante du NPD était composée d'anciens membres du parti nazi. La récession économique de la seconde moitié des années 1960 et la grande coalition entre la CDU/CSU et le SPD sont les deux principaux facteurs qui ont influencé la montée du parti. Ces facteurs externes ont permis au NPD de se présenter comme le « seul véritable parti d'opposition national » (McGowan, 2014: 147-172).

À la fin des années 1960, le NPD a remporté d'importants triomphes électoraux, en particulier lors des élections régionales, ce qui lui a permis d'être représenté dans sept des onze parlements régionaux de la RFA en 1968, y compris celui du Bade-Wurtemberg. Les résultats électoraux du parti ont atteint leur apogée lors des élections de l'État de Bade-Wurtemberg, accompagnés d'une

augmentation substantielle de sa capacité organisationnelle. Le nombre de membres du parti a considérablement augmenté, passant de 474 en 1964 à 28 000 en 1968, ce qui témoigne non seulement d'un soutien social croissant pour le NPD, mais aussi d'une expansion substantielle de sa capacité organisationnelle (McGowan, 2014: 147-172).

L'influence du NPD s'est étendue au-delà des succès électoraux, influençant profondément l'atmosphère sociale et politique en Allemagne. Anticipant un succès substantiel aux élections fédérales de 1969, le parti a élaboré des stratégies pour étendre son influence. Toutefois, ces attentes n'ont pas été satisfaites et le parti a ensuite connu un déclin de sa force au fil du temps. Néanmoins, cette période a marqué un tournant important dans la réorientation stratégique du mouvement d'extrême droite, qui a cherché à s'établir plus fermement dans le paysage social et politique en mettant en œuvre de nouvelles tactiques (McGowan, 2014).

Les élections fédérales de 1969 constituent un moment charnière dans l'histoire du NPD et marquent un tournant important dans la trajectoire du parti. Capitalisant sur ses réalisations au niveau des *Länder*, le parti a pris un élan considérable, se fixant pour objectif d'obtenir une place au parlement fédéral. Cependant, la performance électorale du NPD, qui n'a obtenu que 4,3 % des voix, n'a pas atteint le seuil de 5 % requis pour la représentation parlementaire. Ce résultat a constitué un revers important pour le parti, qui n'a pas atteint son objectif principal, à savoir éclipser le FDP en tant que troisième entité politique la plus importante du pays (McGowan, 2014: 147-172).

L'échec électoral a démontré que le NPD avait survécu grâce à une dynamique temporaire résultant de conditions économiques et politiques défavorables, mais qu'un succès durable serait difficile à obtenir. La formation d'un gouvernement de grande coalition a créé un vide au sein de l'aile droite traditionnelle, un espace que le NPD a cherché à occuper. Cependant, avec la dissolution de la grande coalition et l'amélioration du climat économique qui a suivi, les électeurs qui avaient auparavant voté pour le NPD sont revenus à la CDU et au SPD. En outre, la perception publique du NPD comme une organisation d'extrême droite a entravé la capacité du parti à élargir sa base d'électeurs. L'évolution de la CDU vers une position d'opposition, associée

à la montée en puissance de son discours nationaliste, a contribué au rétrécissement de la base électorale du NPD (McGowan, 2014).

Après l'échec de sa représentation au parlement fédéral en 1969, le NPD a entrepris un changement stratégique dans le but de sauvegarder son intégrité organisationnelle et d'éviter une désintégration interne. À cette fin, il a lancé une grande campagne intitulée « Résistance » vers la fin de l'année 1969. Cette campagne a rassemblé des factions disparates des mouvements nationalistes et d'extrême-droite, aboutissant à la création d'un front unifié sous la bannière *Aktion Widerstand* (en français: Action Résistance) en 1970. Un document intitulé « La Révolution conservatrice » est publié par le leader du NPD, Adolf von Thadden, dans lequel il appelle à la fois à un mouvement organisé de cadres et à un soulèvement radical, violent si nécessaire, pour préserver l'identité culturelle et biologique du peuple allemand (Lebourg, 2017).

L'*Aktion Widerstand*, une organisation active en RFA entre 1970 et 1971, a connu une baisse d'influence due au déclin général du NPD. La présence de conflits profonds et de crises de gouvernance au sein du parti a entraîné des divisions organisationnelles, conduisant à l'émergence de nouvelles factions et de petits groupes. En particulier, les partisans les plus radicaux de l'*Aktion Widerstand* ont fait sécession du NPD en 1972 pour créer un mouvement connu sous le nom d'*Aktion Neue Rechte* (en français: Action Nouvelle Droite). Parallèlement, la faction radicale du NPD a connu une période d'influence accrue, ce qui a conduit à un changement d'orientation idéologique du parti, qui s'est éloigné de l'extrême droite. Cette évolution du paysage idéologique du parti s'est ensuite traduite par un déclin de sa base électorale traditionnelle (Lebourg, 2017).

À partir du milieu des années 1970, l'influence déclinante du NPD a été remplacée par l'émergence de petits groupes indépendants d'extrême droite. Malgré leur inefficacité au niveau fédéral, ces groupes ont attiré l'attention en incitant à l'agitation sociale au niveau local. En particulier, les mouvements néonazis sont apparus comme une influence idéologique importante parmi les groupes de jeunes, contribuant à l'accélération de la radicalisation au sein de l'extrême droite. Cette période s'est caractérisée par une escalade des activités violentes et des initiatives

provocatrices, conduisant à une phase de visibilité et de radicalisation accrues dans le discours public. Cette période est largement considérée comme un tournant décisif dans l'histoire de l'extrême droite en Allemagne, offrant des perspectives critiques sur la genèse des mouvements d'extrême droite contemporains (McGowan, 2014: 147-172).

Au cours de cette période, les idéologies d'extrême droite ont commencé à se manifester non seulement dans les organisations politiques, mais aussi dans les domaines culturels et universitaires. Le mouvement *Neue Rechte* (en français: Nouvelle Droite) a gagné en influence dans les cercles intellectuels, cherchant à redéfinir les idées nationalistes dans un cadre moderne. L'approche distinctive du mouvement, qui s'écarte des structures conventionnelles des partis, implique une stratégie délibérée visant à exercer une influence idéologique et à élargir son audience. Pour ce faire, il a mis l'accent sur les thèmes de l'identité ethnique, de la culture nationale et de l'ordre social. Un aspect particulièrement remarquable de ce changement idéologique a été la défense par le mouvement de l'ethnopluralisme, un concept qui postule la coexistence de divers groupes ethniques et culturels au sein d'une seule entité politique tout en préservant leurs identités distinctes. Les critiques ont cependant perçu cette approche comme un voile de racisme, alléguant qu'elle servait à légitimer les politiques visant à empêcher l'hybridation sociale (McGowan, 2014: 147-172).

À la fin des années 1970, le mouvement d'extrême droite est marqué par une fragmentation prononcée, ce qui révèle d'importantes lacunes en matière de cohésion organisationnelle et idéologique. Ces mouvements d'extrême droite se caractérisent principalement par deux tendances. D'une part, les groupes néonazis cherchaient à exercer une influence par la violence et l'action radicale. D'autre part, des formations telles que la Nouvelle Droite ont opéré sur une base plus intellectuelle, visant à gagner l'acceptation sociale en modernisant leur discours politique. Cette diversité de stratégies a engendré un état d'incertitude quant à la trajectoire à long terme de l'extrême droite. Cette situation a entraîné une résurgence du soutien aux partis de centre-droit et de gauche. La CDU et le SPD, par exemple, ont efficacement contré la résurgence de l'extrême

droite en intégrant des politiques nationalistes et sociales dans leurs programmes respectifs (McGowan, 2014: 147-172).

Les années 1980 ont été marquées par une résurgence des mouvements d'extrême droite. L'émergence de partis tels que Republikaner (en français: Les Républicains), NPD et DVU (en français: Union populaire allemande, en allemand: *Deutsche Volksunion*) a marqué un changement dans le paysage idéologique, ouvrant la voie à une nouvelle vague de soutien à l'extrême droite. Fondé en 1983 à la suite d'un schisme au sein de la CSU, les Republikaner ont cherché à étendre leur attrait au-delà des limites de leur population d'origine. Tout en partageant des fondements idéologiques avec le NPD et la DVU, les Republikaner ont cherché à se différencier de ces partis afin d'éviter une image radicale. L'une des principales stratégies employées par les Republikaner a été d'interdire aux anciens membres du NPD et de la DVU de rejoindre leurs rangs. Cette mesure visait à donner des Republikaner l'image d'un parti politique conservateur et respectable. Le parti a gagné du soutien en abordant des questions telles que les flux de migrants, la réforme économique et le mécontentement social, obtenant 7,5 % des voix aux élections régionales de Berlin-Ouest en 1989. Parallèlement, lors des élections européennes de la même année, les partis d'extrême droite ont recueilli un total d'environ 2,7 millions de voix, un chiffre dix fois supérieur à leur part de voix précédente, les Republikaner obtenant 2 millions de voix. Toutefois, le parti a connu des divisions internes et des démissions, qui ont entravé sa croissance et conduit à son déclin ultérieur (Lebourg, 2017; McGowan, 2014: 147-172).

Au cours de cette période, la collaboration entre le NPD et la DVU s'est avérée décisive dans la résurgence de l'extrême droite. Lors des élections européennes de 1984, le NPD a obtenu 0,8 % des voix, son meilleur résultat depuis 1969. Lors des élections fédérales de 1987, il a encore augmenté sa part des voix pour atteindre 0,6 %, ce qui s'est accompagné d'une augmentation notable du nombre de ses membres. Bien que la DVU n'ait pas été créée à l'origine comme un parti politique mais plutôt comme une plate-forme destinée à promouvoir des programmes nationalistes, elle a connu une croissance rapide, devenant finalement le principal groupe d'extrême droite d'Allemagne avec une base de 12 000 membres en 1987 (McGowan, 2014: 147-172). Cette période a également été caractérisée par le succès électoral de la coalition entre la

DVU et le NPD, comme en témoigne le fait qu'ils ont atteint le seuil électoral de 5% aux élections de Brême en 1987, s'assurant ainsi une représentation au parlement de l'État. Cet événement a marqué une évolution significative dans le paysage politique de la RFA, car c'était la première fois depuis près de vingt ans que l'extrême droite obtenait une représentation au parlement dans l'un des onze États fédéraux de la RFA (McGowan, 2014: 147-172). Malgré ce succès initial, les performances électorales de l'extrême droite ne se sont pas traduites par des victoires électorales ultérieures lors des élections de 1988. Toutefois, il convient de noter que l'extrême droite a connu une poussée électorale sans précédent depuis le début des années 1970. Ces développements indiquent que les groupes d'extrême droite se réorganisent, élargissent leur base et augmentent leur visibilité publique.

Les années 1980 ont été marquées par une forte augmentation du nombre d'extrémistes de droite, comme en témoigne la prolifération des groupes d'extrême droite. À la fin de la décennie, le nombre de membres de ces groupes avait augmenté de façon exponentielle. En 1988, le nombre de membres de 71 groupes d'extrême droite atteignait 30 000, ce qui représentait le nombre le plus élevé de personnes rejoignant l'extrême droite organisée depuis les années 1970. Le néonazisme est devenu synonyme non seulement de mouvement idéologique, mais aussi de violence. Le nombre de crimes d'extrême droite est passé de 136 en 1974 à 2 047 en 1982, ce qui signifie une escalade du militantisme d'extrême droite. Parallèlement, la montée de l'extrême droite a coïncidé avec une période d'efforts accrus pour traiter le passé nazi en RFA, un phénomène désigné par les spécialistes sous le nom de « Hitler-Welle » (en français: vague hitlérienne). Les initiatives visant à traiter cet héritage se sont intensifiées dans les secteurs des médias, de l'éducation et de l'édition (McGowan, 2014: 147-172).

Les années 1970 et 1980 ont été une période de profonde transformation pour l'extrême droite. Malgré la mise en place de structures organisationnelles de plus en plus sophistiquées, ces groupes n'ont pas été en mesure de devenir une force politique durable, un phénomène qui peut être attribué à la prévalence de rivalités et de divisions internes. La fin des années 1980 a vu l'émergence de mouvements d'extrême droite en RDA, une évolution qui a été fortement influencée par les incertitudes politiques et économiques qui régnaient dans la région. Au cours

de cette période, les défis liés au processus de réunification et la présence de tensions sociales ont facilité l'établissement d'un fondement idéologique et la réorganisation ultérieure de l'extrême droite.

Le processus de réunification à la fin des années 1980 a entraîné une neutralisation significative du potentiel de l'extrême droite à devenir une force permanente en politique. Le chancelier de la RFA de l'époque, Helmut Kohl, a mobilisé efficacement l'enthousiasme national et le gouvernement dirigé par la CDU a obtenu un soutien populaire substantiel lors des élections fédérales de décembre 1990 grâce à son rôle d'architecte de la réunification. Ce processus a conduit à une réduction de l'attrait et de l'influence de l'extrême droite dans tout le pays. Ce déclin a été particulièrement évident lors des élections fédérales de 1990, lorsque les Republikaner n'ont obtenu que 2,1 % des voix, ce qui représente une baisse substantielle par rapport à leur force antérieure. Les facteurs qui ont contribué à la survie des Republikaner comprennent les conséquences sociales et économiques de la réunification, l'approfondissement de l'intégration européenne et la montée du PDS (en allemand: *Partei des Demokratischen Sozialismus*, en français: Parti du socialisme démocratique) dans les régions de l'Est (McGowan, 2014: 173-207).

L'euphorie initiale de la réunification a été nuancée par les défis économiques considérables liés à la restructuration des cinq *Länder* de l'ex-RDA et aux coûts associés pour la RFA. Ces difficultés économiques ont contribué à la montée du mécontentement social, tant en RDA qu'en RFA. Les coûts substantiels de la modernisation dans l'ex-RDA ont suscité des sentiments de colère dans les régions occidentales et de frustration dans les régions orientales, en particulier en ce qui concerne les niveaux élevés de chômage et l'incertitude économique omniprésente. Cet environnement a donné lieu à une montée temporaire de la rhétorique anti-système de l'extrême droite, en particulier en RDA. En témoignent les résultats des élections d'avril 1992 dans le Bade-Wurtemberg, où les Republikaner ont obtenu 10,9 % des voix et dans le Schleswig-Holstein de la même année, où la DVU a recueilli 6,3 % des suffrages. Toutefois, ces résultats ont été de courte durée. L'incapacité des partis d'extrême droite à devenir une force politique durable a été

attribuée à des conflits de leadership et à un manque d'orientation stratégique (Berdahl, 1999; McGowan, 2014: 173-207).

Au cours des années 1990, l'extrême droite a généralement obtenu des résultats médiocres dans les urnes. Cette affirmation est corroborée par les résultats des élections fédérales et européennes organisées entre 1990 et 1999, au cours desquelles le NPD, la DVU et les Republikaner n'ont pas réussi à dépasser le seuil des 5 %. Les Republikaner, qui avaient obtenu un soutien important lors des élections européennes de 1989 (7,1 % des voix) n'ont pas pu maintenir ce soutien lors des élections suivantes, tombant à 3,9 % en 1994 et à 1,7 % en 1999. Au début des années 2000, la DVU et les Republikaner ont collaboré pour tenter d'empêcher la fragmentation du vote d'extrême droite lors des élections, mais cette tentative s'est également révélée infructueuse. À l'inverse, le NPD a cherché à attirer l'attention en adoptant la rhétorique de la « lutte pour les rues, les esprits et les parlements », mais il s'est heurté à un déclin du nombre de ses membres et à une réduction substantielle de ses perspectives électorales en raison de dissensions internes et de l'évolution du parti vers des politiques plus radicales. En conséquence, les factions d'extrême droite sont restées largement inefficaces dans le paysage politique tout au long des années 1990 (McGowan, 2014: 173-207).

Malgré des revers électoraux, l'extrême droite a continué à représenter une menace pour la société. Le processus de réunification a donné lieu à une combinaison de défis économiques, politiques et sociaux, créant ainsi un environnement propice au renforcement de l'extrême droite. Les principaux facteurs contribuant à cette résurgence sont les taux de chômage élevés, en particulier dans l'ex-RDA, les changements sur le marché du travail, les effets de la mondialisation et l'érosion de l'identité nationale. Ces évolutions ont contribué à renforcer l'intérêt pour la rhétorique anti-systémique adoptée par les groupes d'extrême-droite. Cette période a également été marquée par une escalade de la violence de la part des groupes néonazis, une évolution qui a été aggravée par l'augmentation des migrations et l'incertitude économique. La dissolution de l'ancien régime de la RDA a facilité la structuration de ces groupes, la violence néonazie devenant une composante à part entière de la vie quotidienne dans la région. Néanmoins, cette radicalisation n'a pas permis à l'extrême droite d'exercer une influence durable

sur le système politique. À la fin des années 1990, si l'extrême droite a été marginalisée sur la scène politique, les actes de violence restent une menace omniprésente dans la société (Berdahl, 1999; McGowan, 2014: 173-207).

Au début des années 1990, une analyse statistique a montré que le mouvement néonazi de l'ex-RDA comptait environ 2 000 membres actifs, soit près du double du nombre observé en RFA. Au cours de cette période, le néonazisme est devenu une question politique importante dans le pays, attirant une attention considérable de la part du gouvernement. Les défis économiques et politiques posés par la réunification ont conduit à l'expansion des groupes néonazis militants de la RFA vers l'ex-RDA, précipitant une escalade substantielle de la violence d'extrême droite au début des années 1990. En 1991, le nombre de ces actes de violence motivés par l'extrême droite avait quintuplé par rapport à l'année précédente et les années 1991 et 1992 ont marqué la première grande vague du mouvement néonazi. Au cours de cette période, l'escalade de la violence contre les étrangers dans l'ex-RDA a amplifié l'impact du néonazisme. Les attaques dans l'ex-RDA ne se sont pas limitées à cette région, mais ont proliféré dans tout le pays. Parmi les incidents notables de violence contre la diaspora de la Turquie, on peut citer l'attentat de Mölln en 1992 et l'attentat de Solingen en 1993, suivis des meurtres en série perpétrés par le NSU (*Nationalsozialistische Untergrund*, en français: Parti national-socialiste souterrain) entre 2000 et 2007. Ces événements ont déclenché un profond tollé national, laissant une marque indélébile sur la société et la politique et ayant un impact profond sur la diaspora. Si la violence xénophobe était dirigée contre les nouvelles communautés immigrantes, elle a également servi à raviver les vieux préjugés antisémites, qui avaient été un élément clé de la propagande néonazie. Les attaques violentes et à grande échelle perpétrées durant cette période ont profondément ébranlé le pays et porté atteinte à sa réputation internationale (McGowan, 2014: 173-207).

L'escalade de la violence perpétrée par les groupes néonazis au début des années 1990 peut être attribuée aux inégalités juridiques et économiques exacerbées par le processus de réunification allemande. Dans les États qui constituaient la RDA, les défis liés à la réunification ont servi à renforcer un sentiment d'injustice omniprésent, contribuant ainsi à la prolifération des groupes d'extrême droite et à l'escalade de la violence, en particulier sous la forme d'attaques xénophobes

et racistes. Les inégalités ainsi engendrées après la réunification ont servi à renforcer le pouvoir du mouvement néonazi, provoquant ainsi de profonds troubles et divisions au sein de la société.

Après la réunification de l'Allemagne, une série de lois postérieures à 1990 ont été promulguées pour reconnaître les droits des personnes qui avaient été victimes du régime de la RDA. Plus précisément, les lois adoptées en 1992 et 1994 prévoyaient l'octroi d'une indemnisation aux personnes qui avaient été soumises à la répression par le régime du SED (en allemand: *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, en français: Parti socialiste unifié d'Allemagne). Cependant, ces dispositions légales n'englobaient pas la reconnaissance de la persécution politique. Au lieu de cela, elles abordaient la victimisation uniquement dans le contexte de l'intégration sociale. En outre, ces lois ne tenaient pas compte des préjudices psychologiques et moraux subis par les victimes. La première loi visait à offrir une réparation aux personnes qui avaient défié le régime, tenté de fuir vers la RFA ou été détenues arbitrairement. La deuxième loi a été conçue pour remédier à la violation des droits à l'éducation et à l'entrave à l'avancement professionnel. Cependant, les victimes cherchant à bénéficier de ces droits ont été confrontées à des fonctionnaires qui ignoraient l'impact psychologique de l'emprisonnement en RDA, les méthodes répressives employées par la Stasi et les tortures psychologiques auxquelles elles avaient été soumises. Par conséquent, le préjudice moral et psychologique subi par ces personnes a été ignoré, perpétuant l'idée que la réparation se limitait essentiellement à une compensation matérielle et que la quête de justice n'avait pas été pleinement réalisée (Arp et Goudin-Steinmann, 2020).

Parallèlement à ces développements, la Treuhand a été créée et a commencé ses activités le 1er mars 1990, jusqu'en 1994. L'institution était chargée de superviser la privatisation ou la restructuration industrielle d'environ 8 500 entreprises et la vente de 1,7 million d'hectares de terres agricoles et forestières dans l'ex-RDA. La majorité de ces entreprises ont été rachetées par des investisseurs de la RFA ou ont cessé leurs activités faute d'acheteurs. L'absence des syndicats, des gouvernements locaux et des nouveaux États dans le processus de prise de décision a entraîné un chômage généralisé, une augmentation des manifestations contre la Treuhand et une escalade des troubles sociaux. Les politiques de privatisation mises en œuvre par la Treuhand ont

entraîné un important transfert de capitaux vers la RFA, accélérant ainsi l'effondrement économique de l'ex-RDA. Une part importante des actifs industriels de l'ex-RDA (environ 80 %) et près des trois quarts de ses terrains et bâtiments ont été acquis par des investisseurs ouest-allemands. Le processus de privatisation devait générer des recettes de 600 milliards de Deutschemarks (DM), mais seulement 73 milliards de DM ont été générés, ce qui est nettement inférieur aux prévisions initiales. Ce manque à gagner a été aggravé par un déficit public de 270 milliards de DM, qui incluait les coûts de restructuration (Arp et Goudin-Steinmann, 2020).

L'unification monétaire, qui a pris effet le 1er juillet 1990, a gravement entravé l'économie de la RDA, ce qui a conduit à une impasse économique. Cette évolution fait suite à la décision du chancelier Helmut Kohl d'échanger le mark est-allemand contre le mark ouest-allemand à un taux de 1:1. Le taux de change a été fixé à 1:1 pour les salaires, les pensions, les loyers et l'épargne, et à 2:1 pour les prêts et les dettes des entreprises. La *Bundesbank* (la banque centrale de la RFA) préconisait un taux de change conforme aux principes économiques fondamentaux, tandis que Kohl s'en tenait au taux 1:1 pour des raisons politiques, à savoir pour éviter toute disparité perçue dans la valeur des citoyens est-allemands par rapport à leurs homologues de l'Ouest. En fin de compte, le raisonnement politique de Kohl l'a emporté, ce qui a entraîné une réévaluation de 300 % de l'économie est-allemande et une destruction complète de sa compétitivité. Ce déclin de la compétitivité, aggravé par l'incapacité des entreprises est-allemandes à rivaliser avec leurs homologues ouest-allemandes, a précipité un déclin rapide des exportations, un arrêt de la croissance économique et une forte augmentation du chômage (Arp et Goudin-Steinmann, 2020).

Entre 1989 et 1992, le nombre d'emplois en RDA a diminué de 50 %. Ce déclin a été précipité par la suppression des subventions de l'État, qui a entraîné une escalade des prix des denrées alimentaires et des loyers. En conséquence, le chômage en RDA est devenu non seulement un défi économique, mais aussi un traumatisme social. La perte d'un emploi a été perçue par beaucoup comme une perte d'identité, les personnes ayant perdu leur emploi étant souvent perçues comme des « citoyens de seconde classe ». Les problèmes liés aux emplois faiblement rémunérés et aux taux de chômage élevés en RDA ont persisté bien au-delà de la période de

réunification de l'Allemagne, continuant à exercer une influence significative sur le paysage socio-économique (Arp et Goudin-Steinmann, 2020; Berdahl, 1999; Berdahl, 2005).

Malgré les assurances optimistes d'Helmut Kohl selon lesquelles la réunification serait à la fois rapide et harmonieuse, la stagnation économique a suivi. À partir de 1990, le chômage en RDA a augmenté rapidement, atteignant 10 % de la population active en l'espace d'un an. L'afflux de cadres en provenance de la RFA a encore érodé la valeur de la main-d'œuvre est-allemande. La non-reconnaissance des diplômes est-allemands et l'imposition de pratiques de gestion occidentales ont contribué à la perception d'une forme de « colonisation » (Berdahl, 2005; Berstein et Milza, 2014). En réponse à l'effondrement industriel et démographique, la RFA a alloué des moyens financiers importants à l'ex-RDA, de l'ordre de 1,5 milliard d'euros pour la modernisation des infrastructures. Cependant, malgré ce processus de redistribution économique, les disparités entre l'ex-RDA et la RFA n'ont pas été totalement atténuées. Au début des années 2020, le pouvoir d'achat dans l'ex-RDA ne représentait que 75 % de celui de la RFA. Depuis 1991, l'ex-RDA a vu sa population diminuer de 2 millions d'habitants, tandis que la population de la RFA et de Berlin a augmenté de 4 millions d'habitants. Cette disparité économique persiste, comme en témoigne le fait que l'indice DAX30 ne comprend actuellement aucune grande entreprise ayant son siège dans l'ex-RDA (Baloge, 2024).

Le processus de réunification a constitué une profonde transformation qui a affecté non seulement la structure politique et économique, mais aussi la structure sociale. Malgré une aide économique substantielle, l'ex-RDA n'a pas réussi à atteindre le même niveau économique et social que la RFA. La persistance de ces inégalités économiques a servi à perpétuer les inégalités sociales, contribuant ainsi à la prédominance du clivage Est/Ouest comme facteur marquant de la politique allemande contemporaine (Lambertz-Pollan et Massol, 2020; Maseland, 2014).

Au lendemain des élections au *Bundestag* de 1990, le paysage politique de la RDA a connu une période de profonde transformation. L'émergence du PDS et, par la suite, de Die Linke a marqué un changement dans le paysage politique de l'ex-RDA. Parallèlement, en RFA, les Verts et le SPD ont accru leur influence en mettant en œuvre des politiques sociales-démocrates et

écologiques. Néanmoins, les inégalités économiques et les divisions sociales entre l'Est et l'Ouest ont continué à jouer un rôle central dans le façonnement de la politique, créant ainsi les conditions de l'émergence de nouveaux acteurs dans le paysage politique (Baloge, 2024).

Dans cette continuité, la dynamique politique et sociale de la réunification n'a pas seulement façonné le paysage politique immédiat; elle a également jeté les bases de tensions plus profondes, dont les effets se sont accentués au cours des décennies suivantes. En particulier, l'insatisfaction économique profondément ancrée et le sentiment omniprésent de marginalisation dans le milieu de l'ex-RDA ont créé un environnement propice à l'émergence de nouvelles forces politiques qui ont remis en question l'ordre existant. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la montée de l'extrême droite dans les années 2010, marquée par des bouleversements économiques, des problèmes de migration et une méfiance croissante à l'égard des élites politiques traditionnelles.

Au cours des années 2010, l'influence de l'extrême droite s'est nettement accrue, en particulier dans le contexte de la « crise des réfugiés » et de la récession économique. L'AfD a tiré parti de la récession économique et des taux de chômage élevés dans l'ex-RDA, consolidant ainsi une base de soutien substantielle. En 2017, l'AfD s'est fermement établie comme une force politique importante dans l'ex-RDA, alors que sa part de voix est restée comparativement plus faible en RDA. La montée de l'AfD, associée aux débats en cours sur l'immigration et l'identité culturelle, a servi à exacerber les divisions sociales existantes. L'émergence de PEGIDA (acronyme de *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes* en allemand et Les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident en français) a encore accentué cette polarité, renforçant ainsi l'influence de l'AfD dans l'ex-RDA (Decker, 2015; Kriesi et Pappas, 2015; Inglehart et Norris, 2017; Lees, 2018). L'émergence de l'AfD dans le paysage politique allemand est révélatrice d'une évolution plus large de l'environnement politique, précipitée par la formation de grandes coalitions, les crises mondiales et les disparités socio-économiques prononcées entre les régions de l'est et de l'ouest du pays. Parallèlement, les divisions internes de l'Union européenne et la montée en puissance des mouvements populistes ont servi à légitimer le discours de l'AfD.

La formation de l'AfD en 2013 a été une réponse à la crise financière qui a eu un impact significatif sur la monnaie européenne. Le fondement idéologique du parti est ancré dans l'euroscepticisme et les politiques économiques ordolibérales, qui se caractérisent par une position d'opposition à l'établissement d'une union monétaire européenne, une position qui a été stratégiquement mise à profit pour capitaliser sur la crise qui prévalait. Initialement, le parti est apparu comme une voix critique de l'euroscepticisme, mais les développements de 2015 à 2016 ont conduit à des changements significatifs dans son orientation idéologique. La « crise des réfugiés » de 2015 a permis au parti de gagner rapidement du pouvoir en utilisant une rhétorique anti-immigrants et populiste. La politique d'Angela Merkel consistant à admettre plus d'un million de réfugiés, identifiée par le discours « Wir schaffen das! » (Nous pouvons le faire!), a suscité une vive controverse dans le pays. L'AfD a réussi à attirer des électeurs conservateurs et anti-immigration en s'opposant à cette politique migratoire de Merkel et en adoptant un discours populiste et nativiste pour se différencier des partis conservateurs de droite traditionnels. Le parti a obtenu un soutien en centrant son discours sur des questions telles que l'immigration, l'opposition à l'Union européenne et la préservation de l'identité allemande. Le parti affirme que l'Union européenne représente une menace pour la souveraineté nationale de l'Allemagne et a interprété des événements tels que le Brexit comme un moyen de promouvoir cet objectif. La faction radicale du parti a plaidé pour la sortie de l'Allemagne de l'Union européenne, une position qui a suscité beaucoup d'attention (Baloge, 2024; Colliot-Thélène, 2018, Die Bundesregierung, 2015b; Kriesi ve Pappas, 2015; Inglehart ve Norris, 2017; Lees, 2018; Verreault, 2023).

Le remplacement du leader fondateur du parti, Bernd Lucke, par Frauke Petry et Jörg Meuthen en 2015 est largement considéré comme le début de la transition de l'AfD vers une position idéologique radicale. Des personnalités telles que Björn Höcke et André Poggenburg ont encore renforcé la faction nationaliste-conservatrice au sein du parti. Höcke, figure éminente de l'État de Thuringe, est connu pour sa rhétorique ouvertement raciste et révisionniste, qui a été identifiée comme un élément clé de la réorientation idéologique du parti. Ce changement idéologique a

permis à l'AfD de devenir un acteur isolé mais influent du système politique allemand, avec une forte présence locale dans l'ex-RDA (Baloge, 2024).

Les événements survenus entre 2015 et 2016 ont exercé une profonde influence sur l'agenda politique de l'AfD. L'attaque d'un marché de Noël à Berlin en 2016 et l'agression sexuelle de masse à Cologne la même année ont été présentées par l'AfD comme une conséquence des politiques migratoires de Merkel. La couverture médiatique de ces événements a servi à renforcer les perceptions négatives des réfugiés, permettant ainsi à l'AfD de diffuser plus efficacement sa rhétorique (Bosen, 2020; Boutelet, 2016; Courrier international, 2016). Le parti s'est positionné comme le principal porte-parole d'un problème social en faisant des déclarations ciblant l'islam et les immigrants musulmans, consolidant ainsi sa base. La montée de l'AfD a été influencée par une combinaison de facteurs économiques et de préoccupations culturelles et identitaires. Le parti a cherché à mobiliser les électeurs en utilisant une rhétorique axée sur la dégénérescence culturelle et le prétendu danger posé à la nation allemande, en affirmant que les immigrants constituaient une menace pour l'intégrité culturelle de la nation et en cherchant ainsi à sauvegarder l'identité allemande (Doerr, 2021; Dudášová, 2017; Verreault, 2023).

La radicalisation du parti a permis à l'AfD de devenir le premier parti d'extrême droite à siéger au *Bundestag* depuis 1949 et le troisième parti aux élections fédérales de 2017, avec 12,6 % des voix (Schwörer, 2018; Weinachter, 2017). Une part importante de ce vote provient de l'ex-RDA, où l'AfD a recueilli 22 % des voix. Les disparités historiques entre l'Est et l'Ouest du pays sont accentuées en temps de crise, comme en témoigne l'émergence de PEGIDA. Le parti a trouvé un électorat particulièrement important dans l'ex-RDA, où des facteurs tels que la stagnation économique, les taux de chômage élevés, le fossé social avec l'Ouest et le manque de représentation politique ont renforcé la rhétorique populiste de l'AfD. Le processus de transformation économique de l'ex-RDA, l'impact de cette transformation sur l'identité, l'appartenance nationale et les pratiques culturelles, l'interaction plus limitée avec les immigrants par rapport à la RFA et le fort attachement à l'identité nationale sont cités parmi les principales raisons de l'orientation vers l'extrême droite (Abedi, 2017; Decker, 2015; Weisskircher, 2020). Dans ce contexte, l'ascension rapide de l'AfD peut être directement attribuée à la politique de

Merkel à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile pendant le gouvernement de coalition CDU/CSU-SPD entre 2013 et 2017, qui a entraîné l'installation d'un nombre important de réfugiés en RFA. Par la suite, lors des élections régionales de 2019 en Thuringe, en Saxe et dans le Brandebourg, le parti a obtenu plus de 20 % des voix, se positionnant ainsi comme une force dominante dans ces régions. À l'inverse, dans les États de la RFA, la part de voix du parti a fluctué entre 5 % et 13 %, ce qui indique un impact plus limité dans ces régions (Baloge, 2024).

L'émergence de l'AfD a eu un impact considérable sur le paysage politique allemand, en particulier en ce qui concerne l'équilibre des pouvoirs entre les partis du centre établis. Alors que des partis importants tels que la CDU et le SPD se sont efforcés d'adopter une position unifiée contre l'AfD, les dissensions internes au sein de la CDU, notamment en ce qui concerne les politiques d'immigration et ses relations avec l'AfD, sont devenues un point de discorde. La présence de l'AfD au parlement a entraîné une escalade de la polarisation politique, obligeant les autres partis à recalibrer leurs politiques. L'AfD s'est stratégiquement positionnée comme une alternative aux partis traditionnels de droite et de gauche, comblant ainsi le vide à droite de la CDU/CSU. La convergence progressive de la CDU/CSU et du SPD, phénomène imputable à la longue période des grandes coalitions, a entraîné une migration des électeurs conservateurs vers l'AfD. Parallèlement, la perte d'électeurs de gauche par le SPD a contribué au renforcement de Die Linke et des Verts (Baloge, 2024).

L'AfD a attiré une attention considérable dans le discours académique en raison de son emploi de stratégies qui ont été caractérisées comme impliquant la polarisation, la scandalisation et l'émotionnalisation (Ruhose, 2019). Ces stratégies impliquent le recours fréquent à des discours provocateurs au parlement. En se positionnant au premier plan des débats avec ses positions radicales, l'AfD a effectivement réussi à rester à l'ordre du jour en provoquant les autres partis. Les provocations perpétrées par l'AfD génèrent invariablement des controverses dans le pays, renforçant ainsi le cordon sanitaire établi par les autres partis politiques (Atzpodien, 2022). Au niveau régional, l'AfD a établi un bloc d'opposition redoutable dans plusieurs États et s'apprête à exercer une influence significative sur les gouvernements locaux.

5.2 Les élections fédérales allemandes de 2013

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour analyser comment les élections fédérales allemandes de 2013 ont représenté un moment charnière dans la mobilisation politique des membres de la diaspora de la Turquie et comment cette dynamique a redéfini à la fois leurs stratégies politiques et celles des partis traditionnels. Ces élections démontrent comment la diaspora a évolué pour devenir un acteur politique recherché, organisé et diversifié. La mobilisation autour du vote a non seulement permis de renforcer sa visibilité politique, mais a également contribué à remodeler les stratégies des partis allemands dans un contexte de transformation démographique et sociétale.

Au cours de la période précédant les élections, un certain nombre d'indices suggèrent une escalade des efforts de mobilisation électorale au sein de la diaspora. Il est évident que les déclarations publiques d'organisations telles que la communauté alévie de Berlin, le TGD (*Türkische Gemeinde in Deutschland*, en français: la communauté turque en Allemagne) et l'UID (*Uluslararası Demokratlar Birliği*, en français: l'Union internationale des démocrates) ont placé des questions telles que l'accès à la double citoyenneté, les droits de vote locaux et la reconnaissance de la violence raciste, y compris les meurtres du NSU, au cœur des demandes de la diaspora. Cette séquence témoigne d'une prise de conscience politique croissante et d'un effort coordonné pour donner une voix aux préoccupations des membres de la diaspora dans le discours public allemand.

L'initiative « Se rendre à l'urne – Participer à l'élection (*Sandığa Git – Seçime Katıl*) », lancée par une quarantaine d'organisations diasporiques, représente un moment clé dans ce processus. Un éventail diversifié d'organisations, comprenant des entités étroitement affiliées à l'AKP, telles que l'UID, ainsi que celles adoptant une position plus critique, ont convergé pour lancer un appel commun à la participation électorale. Cette mobilisation n'impliquait pas un soutien sans équivoque à un parti politique spécifique; elle reflétait plutôt une aspiration collective à renforcer l'influence politique des membres de la diaspora dans l'arène politique nationale.

L'émergence du parti BIG (*Bündnis für Innovation und Gerechtigkeit*, en français: Alliance pour l'innovation et la justice), qui cherche à exploiter cette énergie au sein de sa propre structure, met toutefois en évidence les limites de la mobilisation, comme en témoignent la critique d'une instrumentalisation potentielle par l'AKP, tandis que certains acteurs de la diaspora estiment que cette initiative pourrait diviser le vote et saper les intérêts communs en raison de son positionnement ambigu et de ses liens présumés avec le parti. Parallèlement, les divisions politiques internes persistent, certains acteurs alignés sur la Turquie plaidant pour un vote en faveur du SPD, tandis que d'autres gravitent autour de la CDU, en fonction de priorités divergentes telles que les droits religieux, les politiques sociales ou le conservatisme économique.

Le processus de désignation des candidats confirme également l'importance croissante accordée à l'électorat de la diaspora: pour la première fois, des partis tels que les Verts et le Parti de gauche ont désigné un nombre significatif de candidats membres de la diaspora (onze chacun), suivis par le SPD (dix candidats). Cette évolution est illustrée par l'inclusion de deux candidats de la diaspora, une stratégie que la CDU, traditionnellement plus réticente, a également adoptée.

En ce qui concerne les résultats, l'élection de onze députés issus de la diaspora, représentant tous les partis (contrairement aux quatre élus en 2009), permet de souligner l'impact de cette mobilisation et confirme la visibilité politique accrue de la diaspora. Les élus en question étaient affiliés à différents partis politiques, dont le SPD, les Verts, le Parti de gauche et la CDU. Ce phénomène peut être interprété de plusieurs manières. Premièrement, il suggère une diversification des choix politiques au sein de la diaspora. Deuxièmement, il démontre qu'un certain nombre de partis différents ont réussi à capter les aspirations de l'électorat. Ce phénomène apparaît clairement dans les chiffres du scrutin. En outre, malgré leur soutien apparent à un parti populiste de droite tel que l'AKP, leur comportement en Allemagne s'est avéré divergent. Certains partisans de l'AKP ont opté pour le SPD, citant sa position sur les libertés religieuses comme le principal facteur de leur décision. Une proportion significative a opté pour les Verts, motivés par leur engagement social ostensible. À l'inverse, une autre proportion a exprimé son soutien à la CDU, reconnaissant l'efficacité de sa gestion économique.

Ce sous-chapitre vise à apporter une compréhension approfondie de divers sujets liés aux périodes pré- et post-électorales des élections fédérales du 22 septembre 2013 dans le contexte de la diaspora de la Turquie. Il propose d'abord une exploration de la dynamique électorale, en soulignant les initiatives pré-électorales de diverses organisations formées par des membres de la diaspora pour encourager les électeurs de la diaspora à se rendre aux urnes. Il analyse ensuite la participation du nouveau parti BIG, qui a des liens avec l'AKP et les organisations affiliées à l'AKP en RFA, aux élections, tout en examinant en détail les efforts des organisations d'extension de l'AKP en RFA pour mobiliser les électeurs de diaspora. L'analyse se penche également sur les candidats de la diaspora, représentant divers partis, évaluant leurs élections en tant que députés au *Bundestag* et analysant les répercussions politiques qui en découlent. Elle porte enfin sur le soutien politique des électeurs membres de la diaspora à divers partis, accordant une attention particulière au soutien des partisans de l'AKP.

Le nombre total d'électeurs éligibles pour les élections fédérales du 22 septembre 2013 en RFA était de 61,8 millions, la proportion d'électeurs de la diaspora de la Turquie par rapport au nombre total d'électeurs variant de 1% à 1,5% (Perspektif, 2013b). Dans le numéro de septembre/octobre 2013 de la revue Perspektif, il est expliqué que même si la proportion d'électeurs de la diaspora peut sembler faible à première vue, elle ne doit pas être sous-estimée, comme le montre l'importance des votes de la diaspora dans la détermination du premier ministre lors des élections de 2002:

> À cet égard, il convient de rappeler les élections législatives de 2002: le vainqueur de ces élections était le SPD dirigé par l'ancien chancelier Gerhard Schröder, qui ne l'avait emporté qu'avec 6 000 voix d'avance. Les chercheurs spécialisés dans les élections s'accordent à dire qu'en 2002, le vote des personnes d'origine turque a été un facteur déterminant. Si les électeurs d'origine turque n'avaient pas, par tradition et en raison de leur loyauté envers leurs syndicats, donné la majorité de leurs voix au SPD, la CDU aurait remporté les élections cette année-là et le chancelier serait issu de ce parti (Perspektif, 2013c: 15).[42]

[42] Toutes les citations de ce cinquième chapitre ont été traduites du turc, de l'anglais et/ou de l'allemand vers le français par l'auteure.

Lors des élections fédérales de 2013, des efforts ont été déployés pour accroître la participation de la diaspora en raison de l'impact potentiel de leurs votes sur le résultat. Cela ressort clairement du contenu du corpus de cette recherche, qui révèle les tendances suivantes. Avant les élections fédérales de 2013, l'initiative « Se rendre à l'urne - Participer à l'élection (*Sandığa Git – Seçime Katıl*) » a été lancée par près de quarante organisations de la société civile représentant diverses opinions politiques au sein de la communauté de la diaspora. L'initiative a appelé les électeurs de la diaspora à se rendre aux urnes et a mené des campagnes. L'UID et l'IGMG (*İslam Toplumu Milli Görüş*, en français: la communauté islamique de la vision nationale) faisaient également partie de cette initiative et ont mené des activités liées aux élections (Avrupa Postası, 2013b; 2013g; Muhabirce, 2013a). L'UID, organisation de la société civile soutenue et renforcée par l'AKP en Europe, en particulier en RFA, a appelé les membres de la diaspora à voter et a préparé une liste de dix points à exiger des partis politiques pendant la campagne électorale. Les demandes portent sur la lutte contre l'islamophobie, l'antiracisme, la lutte contre la discrimination, la reconnaissance du statut officiel des institutions islamiques et la double nationalité. L'accent est mis sur la suppression de l'exigence linguistique dans le cadre du regroupement familial et sur l'adhésion de la Turquie à l'UE (Union européenne) (Avrupa Postası, 2013b; 2013c; 2013g).

En plus, des appels au vote et aux élections ont été lancés tant en RFA qu'à l'étranger. En RFA, ces appels ont été lancés dans le cadre d'événements organisés, tandis qu'à l'étranger, des brochures ont été distribuées aux personnes voyageant de la Turquie vers la RFA à la frontière de *Kapıkule*. Lors de cette campagne électorale, l'UID a souligné qu'elle n'appelait pas à soutenir un parti en particulier et a insisté sur le fait que les votes des membres de la diaspora détermineraient le résultat de l'élection, étant donné que la différence de voix entre le parti au pouvoir et le parti d'opposition n'est pas significative. L'appel de l'AKP à voter aux élections allemandes par le biais de l'UID est lié au changement apporté au droit de vote extra-territoriaux aux élections de la Turquie. Avec la loi de 2012, l'AKP a permis aux citoyens turcs vivant à l'étranger et inscrits dans le registre des électeurs étrangers de voter dans les bureaux de représentation à l'étranger. Les membres de la diaspora ayant la citoyenneté de la Turquie ont voté depuis l'étranger pour la première fois lors des élections présidentielles de 2014. À

l'exception de ceux qui ont voté aux postes de douane en Turquie, les membres de la diaspora qui n'ont pas voté pour la Turquie avant ce changement sont encouragés à voter lors des élections de 2014 en tant qu'étape préliminaire, et à augmenter la participation aux élections de 2013 en RFA.

De même, l'IGMG a appelé les membres de la diaspora à voter lors de la campagne électorale en cours. Dans une déclaration du secrétaire général de l'IGMG, Oğuz Üçüncü, il a noté que l'accent mis par l'IGMG sur la migration et l'intégration a réduit le nombre de partis pour lesquels voter (Avrupa Postası, 2013g; Perspektif, 2013a). Bien que l'IGMG ait déclaré qu'elle n'appelait pas à soutenir un parti politique dans sa campagne électorale, dans sa déclaration, Üçüncü affirme clairement que ceux qui ont voté pour l'AKP lors des élections en Turquie peuvent voter pour les Verts en RFA: « Quelqu'un qui a voté pour l'AKP en Turquie peut facilement voter pour un parti social-démocrate ici, et peut préférer les Verts. Le facteur décisif est leur attitude et leur approche à notre égard. Il s'agit de hiérarchiser nos priorités et de résoudre les problèmes. » (Avrupa Postası, 2013b; 2013g).

Outre les appels à participer aux élections, des déclarations ont été faites à ce sujet par deux communautés différentes opérant en RFA et par un parti de l'opposition en Turquie avant les élections fédérales de 2013. La communauté alévie de Berlin a abordé des questions telles que la double nationalité pour les membres de la diaspora, le droit de participer aux élections locales et les meurtres en série du NSU dans sa déclaration préélectorale. Il est souligné que si les citoyens des pays membres de l'UE ont le droit à la double nationalité et le droit de participer aux élections locales en RFA, les membres de la diaspora sont privés de ces droits. Il est demandé que des changements soient apportés aux lois sur les élections et la citoyenneté afin de garantir que les membres de la diaspora aient les mêmes droits de vivre et de prendre des décisions. En outre, il est demandé de rétablir la confiance qui a été mise à mal par les erreurs commises par les unités de sécurité lors de l'enquête sur les meurtres du NSU (Avrupa Postası, 2013e). La TGD a publié un communiqué de presse concernant le programme de visite de divers représentants de partis politiques avant les élections fédérales. Des représentants du Parti de gauche, de la CDU, des Verts et du SPD ont effectué des visites consécutives à la TGD (Avrupa Postası, 2013d). Les partis ont spécifiquement choisi cette communauté pour transmettre des messages aux électeurs

de la diaspora. Le parti d'opposition en Turquie, le CHP, a appelé les membres de la diaspora à soutenir le SPD, qu'il considère comme un « parti frère », lors des prochaines élections fédérales. Le vice-président du CHP, Gürsel Tekin, a souligné que « les immigrants ne peuvent obtenir leurs droits que par le biais de gouvernements sociaux-démocrates », faisant référence aux membres de la diaspora qui vivent en RFA depuis longtemps mais qui n'ont pas le droit de voter ou de se présenter à des élections. Ensuite, en compagnie d'Ali Kılıç, coordinateur du CHP pour les organisations d'outre-mer, il s'est rendu à Berlin dans le but de démontrer le soutien du CHP au SPD (Avrupa Postası, 2013f).

Avant les élections fédérales de 2013, des efforts ont été déployés concernant les droits de vote et de candidature des membres de la diaspora. En ce qui concerne l'utilisation du droit de vote, les appels et explications susmentionnés ont été faits concernant l'importance des votes des membres de la diaspora, leur participation aux élections et les questions à prendre en compte lors du choix d'un parti. En ce qui concerne l'utilisation du droit d'être élu, les membres de la diaspora ont participé aux élections en tant que fondateurs de nouveaux partis et candidats à des sièges parlementaires au sein de partis politiques existants.

Dans les contenus relatifs aux élections de 2013, il est souvent fait mention du BIG Partei, un nouveau parti qui a participé aux élections générales en RFA et dont la direction et les candidats sont principalement constitués de membres de la diaspora de la Turquie. Le parti a été fondé à Cologne en 2010 par la fusion de trois associations régionales d'électeurs de Bonn, Cologne et Gelsenkirchen. L'une de ces associations, l'Alliance de Bonn pour la paix et la justice, fondée par Haluk Yıldız en 2009, a remporté deux sièges aux élections locales de Bonn la même année. Peu après avoir reçu le statut de parti, le parti BIG a obtenu 0,18% du total des voix (13 849 voix) lors des élections régionales de 2010 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. L'année suivante, lors des élections du parlement du *Land* de Berlin en 2011, le parti a obtenu 0,5% du total des voix (8 008 voix). Les dirigeants du parti ont qualifié ces résultats électoraux de « prometteurs » et de « réussis » (Yeni Hayat, 2010; 2011; Muhabirce, 2013b). On estime qu'une grande partie des votes du parti provient des membres de la diaspora, car avant les élections, le parti a mené une campagne intensive dans les quartiers à forte concentration de membres de la diaspora, en

utilisant des affiches électorales et des annonces en turc et en allemand (Yeni Hayat, 2010; 2011; Muhabirce, 2013b).

Le parti et ses dirigeants ont des liens avec l'UID, dont l'AKP soutient et renforce les activités en Europe, en particulier en Allemagne. Certains des présidents du parti et des membres du conseil d'État de différentes régions telles que Hambourg, Brême, Bade-Wurtemberg et Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont été membres de l'UID ou ont occupé des postes administratifs tels que la présidence et le secrétariat général (Avrupa Postası, 2013a; 2020). Les membres du parti ont maintenu leur lien de longue date avec l'UID en appelant à soutenir le parti lors des élections. L'un de ces appels a été le communiqué de presse publié par l'UID avant les élections du *Land* de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, dans lequel l'UID demandait explicitement de voter pour ce parti (Muhabirce, 2013b; Yeni Hayat, 2010). Le parti entretient également des relations directes avec l'AKP. Nevzat Yalçıntaş, l'un des fondateurs de l'AKP, a participé aux réunions électorales du parti à Berlin (Yeni Hayat, 2011). Cependant, dans le compte-rendu de l'entretien avec Ismet Mısırlıoğlu, vice-président du parti BIG et chef de sa branche berlinoise, publié dans le journal Avrupa Postası (2013g), il nie l'affirmation selon laquelle le parti est soutenu par l'AKP, en déclarant: « Une telle attribution est faite parce que la plupart de nos candidats sont proches d'une ligne conservatrice » (Avrupa Postası, 2013g).

Le parti BIG prétend défendre les droits et les intérêts des membres de la diaspora en utilisant des expressions telles que « la voix des immigrants » et « la réaction aux injustices dont ils sont victimes en RFA » (Avrupa Postası, 2020; Yeni Hayat, 2010). Dans l'entretien avec Ismet Mısırlıoğlu, publié dans un article d'Avrupa Postası (2013g), il a été déclaré que les politiques du parti BIG recoupent celles de la CDU sur les questions familiales et celles des Verts sur les questions environnementales, et qu'elles sont pluralistes. Il souligne la similitude du parti avec les partis de gauche en raison de sa structure multiculturelle et note que ses votes proviennent des sociaux-démocrates et des Verts. Il souhaite envoyer un message aux partis politiques, en particulier aux sociaux-démocrates, concernant les droits des immigrants lors de ces élections (Avrupa Postası, 2013g). De même, le candidat du parti en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Mümin Uluç, déclare que le parti embrasse tout le monde et vise à obtenir un bon résultat lors des

élections. Il appelle tout le monde, y compris les membres de la diaspora, à voter pour le parti qui, selon eux, les représentera le mieux (Muhabirce, 2013b). Un article de Yeni Hayat (2010) affirme que les politiques de ce parti sont source de division pour les électeurs de différentes ethnies et croyances vivant en RFA, et qu'elles sont préjudiciables aux immigrants musulmans. Il ajoute que lors des élections régionales de 2013, de nombreux députés de la diaspora de la Turquie élus au sein du Parti de gauche, des Verts et du SPD ont exprimé leur opposition à la création de partis tels que le BIG et à leur participation aux élections, qui, selon eux, iraient à l'encontre des intérêts des électeurs de la diaspora (Yeni Hayat, 2010).

Après la création récente du parti BIG, jetons un coup d'œil sur les candidats des partis politiques existants qui ont participé aux élections de 2013. Selon l'article d'Avrupa Postası (2013h), sur un total de 4 451 candidats désignés par les partis participants, environ cent étaient d'origine immigrants. Le groupe le plus important parmi les députés d'origine immigrants, y compris les candidats des petits partis et des indépendants, était constitué de membres de la diaspora de la Turquie. Lors de cette élection, plus de soixante membres de la diaspora se sont présentés, et il était certain que sept des plus de trente candidats désignés par les partis qui pouvaient franchir le seuil électoral entreraient au parlement fédéral (Avrupa Postası, 2013h).

Les partis qui ont désigné le plus grand nombre de membres de la diaspora de la Turquie sont les Verts et le Parti de gauche, avec onze candidats. Ils étaient suivis par le SPD avec dix candidats. La CDU, qui était au pouvoir à l'époque, avait deux candidats, tandis que le FDP avait un candidat. Le parti BIG a participé aux élections avec six candidats directs issus de quatre États différents. Les autres candidats étaient issus de petits partis ayant moins de chances d'entrer au *Bundestag* ou de candidats indépendants. Selon les sondages d'opinion, les candidats de la diaspora susceptibles d'être élus au *Bundestag* sont classés comme suit: Aydan Özoğuz et Metin Hakverdi du SPD; Cem Özdemir, Ekin Deligöz et Özcan Mutlu des Verts; Sevim Dağdelen du Parti de gauche et Cemile Giousouf de la CDU. Quatre des sept candidats, Aydan Özoğuz[43], Cem

[43] Aydan Özoğuz est une politicienne qui travaille sur les politiques migratoires et qui se présente pour la deuxième fois aux élections fédérales en tant que candidate de Hambourg. Elle est également connue pour être le premier membre de la diaspora de la Turquie à occuper le poste de vice-présidente du SPD à Hambourg (Avrupa Postası, 2013h).

Özdemir[44], Ekin Deligöz[45] et Sevim Dağdelen[46], ont réussi à entrer au *Bundestag*, certains étant déjà députés à l'époque (Avrupa Postası, 2013h; Yeni Hayat, 2013). Si l'on considère les résultats des élections, onze membres de la diaspora ont été élus au *Bundestag*, y compris tous les candidats susceptibles d'être élus. Les députés élus sont les suivants: Mahmut Özdemir, Gülistan Yüksel, Aydan Özoğuz, Metin Hakverdi, Cansel Kızıltepe du SPD; Cem Özdemir, Özcan Mutlu, Ekin Deligöz des Verts; Cemile Giousouf de la CDU; Sevim Dağdelen et Azize Tank du Parti de gauche (Muhabirce, 2013c). Lors des élections fédérales de 2009, quatre membres de la diaspora ont été élus au *Bundestag*. L'augmentation de ce nombre à onze lors des élections de 2013 constitue une réussite significative. Par ailleurs, le fait que ces députés proviennent de partis différents démontre à la fois que les membres de la diaspora accordent la priorité à des questions diverses et que certains partis sont plus ouverts à l'inclusion de membres de la diaspora dans leurs rangs. Bien que le SPD maintienne ses liens traditionnels avec les membres de la diaspora, le fait que les Verts et le Parti de gauche aient désigné le plus grand nombre de membres de la diaspora comme candidats indique que leurs programmes sont plus appréciés dans divers domaines et que ces partis sont privilégiés en raison des opportunités qu'ils offrent aux membres de la diaspora pour devenir candidats. Lors de cette élection, la désignation de deux membres de la CDU en tant que candidats, dont l'un a été élu député, témoigne du début d'une reconnaissance par la CDU des membres de la diaspora en tant que titulaires du même statut que les autres membres du parti, éligibles au poste de député. Cela suggère également un changement d'opinion au sein de la diaspora à l'égard de la CDU, les membres commençant à se porter candidats pour ce parti.

---

[44] Cem Özdemir, le premier membre de la diaspora de la Turquie élu au *Bundestag* en 1994, a été élu co-président des Verts en 2008 et a été candidat aux élections de 2013, se classant à la deuxième place dans le Bade-Wurtemberg (Avrupa Postası, 2013h).

[45] Ekin Deligöz, qui a été élue quatre fois au *Bundestag* depuis 1998, était vice-présidente du groupe parlementaire fédéral des Verts. Lors des élections de 2013, elle s'est présentée pour la cinquième fois en tant que candidate du parti des Verts dans l'État de Bavière (Avrupa Postası, 2013h).

[46] Sevim Dağdelen est une politicienne qui travaille sur les politiques d'intégration et d'immigration et qui est porte-parole des relations internationales du Parti de gauche. Elle a été membre du Parti de gauche au *Bundestag* pendant deux mandats et a annoncé sa candidature pour la troisième fois en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Avrupa Postası, 2013h).

Outre la diversité des partis politiques pour lesquels les membres de la diaspora se présentent en tant que candidats parlementaires, il existe également une diversité dans les partis soutenus par les électeurs de la diaspora. Bien qu'il n'y ait pas de contenu concernant le parti pour lequel les membres de la diaspora ont voté lors des élections de 2013, des détails sur les partis qu'ils ont soutenus peuvent être trouvés dans les entretiens menés avant les élections. L'un de ces contenus se concentre sur la préférence des membres de la diaspora qui soutiennent l'AKP lors de ces élections.

Dans un contenu contenant des entrevues sur le parti que les partisans de l'AKP aux élections de la Turquie soutiendront aux élections fédérales en RFA de 2013, on constate qu'il y a plusieurs préférences. Ceux qui appuient le SPD le choisissent en raison de sa défense de leurs droits et de leurs libertés religieuses, tandis que ceux qui soutiennent la CDU la choisissent pour sa gestion efficace de l'économie. Quant à ceux qui appuient les Verts, ils les choisissent en raison de leur engagement en faveur de politiques sociales (Avrupa Postası, 2013b; 2013g). En ce qui concerne les élections en RFA, on constate que les préférences des électeurs de l'AKP sont diversifiées et particulièrement concentrées sur les partis de gauche. Comme mentionné dans ce contenu, bien que le nombre de partisans de la CDU parmi les personnes interrogées soit faible, les sondages d'opinion publique montrent une augmentation du soutien des membres de la diaspora à la CDU (Avrupa Postası, 2013b; 2013g). La raison de cette augmentation du soutien à la CDU n'est pas explicitement mentionnée dans le texte. Toutefois, elle peut être attribuée aux politiques d'Angela Merkel, à ses relations avec la Turquie et Erdoğan, à la décision de la CDU de nommer des membres de la diaspora comme candidats parlementaires et à la présence de personnalités comme Thilo Sarrazin au sein du SPD. Bien que le SPD ait des liens de longue date avec des membres de la diaspora, la présence de personnalités telles que Thilo Sarrazin, qui a publié en 2010 un livre « *Deutschland schafft sich ab: Wie wir unser Land aufs Spiel setzen* (en français: L'Allemagne se suicide: comment nous mettons notre pays en danger) » affirmant que l'intégration des immigrants musulmans en RFA n'avait pas réussi, a incité les membres de la diaspora à réévaluer leurs liens avec le SPD.

5.3 Les élections fédérales allemandes de 2017

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour analyser comment les élections fédérales allemandes de 2017 ont constitué une séquence critique dans la redéfinition des relations entre la diaspora de la Turquie, les partis allemands et les acteurs politiques turcs. Ces élections se sont déroulées dans un contexte de polarisation politique intensifiée, caractérisé par des tensions croissantes entre l'Allemagne et la Turquie, la montée de l'AfD et les suites du référendum constitutionnel de 2017 en Turquie. Tout au long de cette séquence, il est évident que les modalités de la mobilisation diasporique se sont transformées. On observe également une instrumentalisation croissante de la diaspora par le gouvernement turc, ainsi qu'un repositionnement stratégique des partis allemands.

Le moment charnière initial de cette période a été l'escalade des tensions diplomatiques entre l'Allemagne et la Turquie au cours de la période précédant les élections. L'échange d'accusations mutuelles qui s'en est suivi et qui a culminé avec l'interdiction des campagnes de l'AKP en Allemagne et les déclarations ultérieures d'Erdoğan accusant le gouvernement allemand de « pratiques nazies » ont engendré un environnement nettement plus tendu. Cette escalade ne s'est pas limitée aux relations bilatérales; elle a eu un impact direct sur les membres de la diaspora, qui se sont retrouvés pris entre deux sphères politiques opposées. L'appel explicite d'Erdoğan aux électeurs de la diaspora de ne pas soutenir le SPD, les Verts ou la CDU – collectivement qualifiés d'« ennemis de la Turquie » – et de voter pour des partis considérés comme « pro-Turquie », quelle que soit leur taille, a représenté un moment sans précédent d'ingérence explicite dans un processus électoral étranger. Cette démarche a montré que le gouvernement turc avait l'intention d'exercer son influence non seulement sur les allégeances symboliques de sa diaspora, mais aussi sur l'équilibre politique intérieur de l'Allemagne.

Suite au discours d'Erdoğan, une série de réactions a été provoquée au sein de la diaspora. Certaines organisations affiliées à l'AKP, dont l'UID, ont adopté un discours similaire à celui du gouvernement turc, critiquant la position allemande à l'égard de la Turquie. A l'inverse, des voix dissidentes se sont élevées, dénonçant les tentatives de manipulation du processus politique et

affirmant l'autonomie politique des citoyens de la diaspora. Il a été avancé que la déclaration d'Erdoğan a servi à renforcer le discours raciste et a fourni une base d'argumentation aux groupes d'extrême droite tels que l'AfD. En revanche, des personnalités politiques de la diaspora, dont Cem Özdemir, ont plaidé en faveur d'un engagement électoral axé sur les préoccupations intérieures de l'Allemagne, mettant en garde contre l'influence des factions politiques turques dans le discours public allemand. Cette dynamique a ainsi révélé une tension croissante entre l'appartenance diasporique et la citoyenneté politique nationale.

Parallèlement, le processus de retraçage de ces événements a permis d'établir une corrélation avec la genèse de l'ADD (*Allianz Deutscher Demokraten*, en français: l'Alliance des démocrates allemands), un parti politique fondé par des membres de la diaspora qui affichent une affinité prononcée pour l'AKP. Ce dernier a utilisé la rhétorique et l'image d'Erdoğan pour mobiliser son électorat, notamment en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Cependant, les déclarations d'Erdoğan ont également donné lieu à une fragmentation au sein de la communauté, avec des différences marquées entre l'ADD, qui prônait une mobilisation électorale active, et le parti BIG, qui appelait au boycott. Ce clivage interne a été exacerbé par des débats controversés, notamment autour de la législation allemande relative au génocide arménien. La polarisation croissante au sein de la diaspora a abouti à des tensions violentes, comme l'a montré l'attaque d'un stand électoral du Parti de gauche par des partisans de l'AKP et du MHP.

En termes de paysage électoral, les partis politiques allemands ont dû naviguer dans cet environnement tendu. Alors que la CDU a adopté une position stricte à l'égard de la Turquie, le SPD s'est efforcé de maintenir une position équilibrée, en insistant sur le respect des droits fondamentaux sans rompre totalement le dialogue. À l'inverse, les Verts ont ouvertement désavoué l'autoritarisme croissant d'Erdoğan, tout en soulignant leur attachement historique aux communautés de migrants. Ces positions reflètent des stratégies qui ont été développées dans le but de capter le vote de la diaspora, dans un contexte où ce vote devient à la fois plus contesté et plus polarisé.

Parallèlement, de nouvelles initiatives de mobilisation ont vu le jour. Certaines campagnes citoyennes, notamment celles menées par des cercles ou des collectifs alévis et kurdes engagés dans la lutte contre le racisme, ont prôné une participation active et critique au processus électoral, indépendamment de toute consigne reçue de la Turquie. Dans ce contexte particulier, des organisations comme le DİDF (*Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu*, en français: Fédération démocratique des associations de travailleurs) ont appelé à voter pour le Parti de gauche, tandis que d'autres ont axé leur campagne sur la nécessité de faire barrage à l'AfD. Ce consensus, s'il n'efface pas les divisions internes au sein de la diaspora, démontre une capacité d'unification face à une menace politique commune.

L'analyse des candidatures à ces élections a corroboré une tendance amorcée en 2013. Il est clair que les partis allemands tendent à intégrer des profils plus hétérogènes. Le SPD, les Verts et le Parti de gauche ont à nouveau présenté un nombre important de candidats issus de la diaspora, illustrant une volonté de représenter davantage cette composante de l'électorat. Les résultats des élections montrent que quatorze candidats de la diaspora ont été élus au Bundestag, principalement par le SPD (six sièges), les Verts (cinq sièges) et le Parti de gauche (trois sièges). En revanche, aucun candidat de la CDU ou du FDP n'a été élu. Cette répartition permet de souligner deux points essentiels. D'une part, elle met en évidence les préférences des électeurs et, d'autre part, elle montre les différentes structures d'opportunités proposées par les partis respectifs. Les partis de gauche semblent plus ouverts et plus attractifs pour les membres des minorités ethniques et religieuses.

Cette tendance est confirmée par une étude conjointe menée par les universités de Duisbourg-Essen et de Cologne, qui révèle que parmi les électeurs, qui ont une expérience migratoire de la Turquie ou dont la famille a une telle expérience, 35 % ont voté pour le SPD, 16 % pour le Parti de gauche et 13 % pour les Verts, contre seulement 20 % pour la CDU et aucun soutien déclaré pour l'AfD. L'analyse démontre en outre que les divisions religieuses et ethniques contribuent également à la structuration de ces choix politiques. Les alévis, qui sont majoritairement laïques et orientés à gauche, ont tendance à soutenir le SPD, le Parti de gauche et

les Verts. À l'inverse, les kurdes affichent une préférence pour le Parti de gauche et la CDU, ce qui reflète une dynamique plus stratégique ou communautaire.

Les élections de 2017 ont marqué une période de tensions accrues et de réalignement stratégique. La diaspora de la Turquie pourrait être conceptualisée à la fois comme une cible d'influences concurrentes, un acteur politique de plus en plus structuré et un espace caractérisé par des divisions internes. La montée de l'AfD, avec sa rhétorique ouvertement anti-diversité, a exacerbé cette atmosphère de peur qui prévaut, ravivant ainsi les souvenirs collectifs de violence raciste, tels que ceux associés au NSU, qui ont précédemment influencé les mobilisations de la diaspora. Dans ce contexte, le processus électoral est devenu un révélateur des dynamiques sous-jacentes, où les questions de souveraineté, les stratégies de reconnaissance et les luttes pour la légitimité politique se croisent dans un contexte transnational.

Ce sous-chapitre vise à apporter une compréhension approfondie de divers sujets liés aux périodes pré- et post-électorales des élections fédérales du 24 septembre 2017 dans le contexte de la diaspora de la Turquie. Il analyse d'abord des événements sans précédent produits dans l'histoire des relations bilatérales germano-turques, tout en examinant en détail les interventions du président Recep Tayyip Erdoğan pendant les élections pour mobiliser les électeurs de la diaspora. Il présente ensuite une analyse de ceux qui soutiennent que les interventions d'Erdoğan sont similaires à celles de l'AfD et y contribuent. La réflexion porte ensuite sur les initiatives pré-électorales des députés de la diaspora et de diverses organisations formées par des membres de la diaspora pour encourager les électeurs de la diaspora à se rendre aux urnes en raison des préoccupations soulevées par la montée de l'AfD. En se concentrant sur la participation du nouveau parti ADD créé par des membres de la diaspora, cette analyse explore la dynamique électorale et passe ensuite à l'élection de candidats de la diaspora représentant divers partis en tant que membres du *Bundestag*, en analysant les répercussions politiques qui en résultent. Il examine enfin la recherche sur le soutien politique des électeurs de la diaspora à divers partis, en accordant une attention particulière aux différences entre les membres de la diaspora.

Les élections fédérales de 2017 en RFA se sont distinguées des précédentes en raison des tensions dans les relations turco-allemandes avant le scrutin. Environ 2% de l'électorat total, soit environ 1,2 million de membres de la diaspora de la Turquie (Perspektif, 2017b), étaient au centre des déclarations de la Turquie. La montée de l'AfD a suscité des inquiétudes parmi les électeurs de la diaspora. L'utilisation de la photo d'Erdoğan sur des affiches par l'ADD, le nouveau parti créé par des membres de la diaspora, a été l'une des principales raisons de cette différence. Toutes ces différences, comme dans la politique turque et allemande, occupent également une place importante dans les contenus du corpus de cette recherche.

Avant les élections de 2017, des événements sans précédent se sont produits dans l'histoire des relations bilatérales germano-turques. À cette époque, une douzaine de journalistes et de militants des droits humains allemands, dont Deniz Yücel, Meşale Tolu et Peter Steudtner, ont été arrêtés sur la base d'accusations d'espionnage ou de terrorisme. Les détenus qui ont été maintenus en détention ont été incarcérés (Turkish Minute, 2017c; 2017d; 2017i). Au cours de la même période, le gouvernement turc a accusé la RFA de protéger les auteurs de la tentative de coup d'État de 2016 en raison de la réponse positive de la RFA aux demandes d'asile des responsables de la tentative de coup d'État et de son refus d'expulser les réfugiés (Turkish Minute, 2017c; 2017d; 2017i). À la suite de ces développements, le ministère allemand des affaires étrangères s'est dit préoccupé par la détention de militants des droits humains et de journalistes. Des politiciens allemands ont fait des déclarations indiquant qu'ils avaient l'intention de modifier la politique de la RFA à l'égard de la Turquie et de revoir les négociations entre la Turquie et l'Union européenne (UE). Martin Schulz, ancien dirigeant du SPD et candidat à la chancellerie allemande en 2017, a soutenu cette idée en déclarant que s'il devenait chancelier, il prendrait des mesures pour mettre fin au processus d'adhésion de la Turquie à l'UE (Turkish Minute, 2017c; 2017d; 2017i).

Par la suite, en raison de l'interdiction des activités des dirigeants non européens avant les élections, le rassemblement et les discours prévus par Erdoğan lors du sommet du G-20 en RFA les 7 et 8 juillet n'ont pas été autorisés. Lors d'une conférence de presse, Martin Schäfer, porte-parole du ministère allemand des affaires étrangères, a précisé que l'interdiction concernait

également les discours devant être prononcés dans les consulats turcs et leur diffusion sous forme de messages vidéo et il a averti la Turquie de ne pas violer l'interdiction de quelque manière que ce soit (Turkish Minute, 2017a; 2017b). À la suite de cet avertissement, Martin Schulz a demandé l'interdiction du rassemblement politique prévu par Erdoğan en RFA. Le ministre allemand des affaires étrangères, Sigmar Gabriel, a indiqué qu'il n'approuvait pas le projet de rassemblement d'Erdoğan et a laissé entendre que la chancelière Angela Merkel partageait son point de vue (Turkish Minute, 2017a). Ensuite, la déclaration de l'ancienne chancelière Angela Merkel, selon laquelle l'accord d'union douanière signé entre la Turquie et l'UE ne devrait pas être élargi tant que les tensions avec la Turquie n'auront pas diminué, a encore tendu les relations entre la RFA et la Turquie à l'époque (Turkish Minute, 2017c; 2017d; 2017f; 2017i).

Erdoğan a tenu la stratégie de la RFA pour responsable de la tension entre les deux pays, déclarant que la RFA a porté ses propres crises internes à ce niveau et est devenue un pays qui n'est pas en harmonie avec l'UE (Turkish Minute, 2017e). En réponse à la déclaration de Merkel, il a fait la déclaration suivante concernant les partis pour lesquels les membres de la diaspora de la Turquie qui voteront aux élections de 2017 ne devraient pas voter:

> Pour les élections qui se tiendront en Allemagne dans 25 à 30 jours, le SPD et la CDU se sont mis dans la tête que "plus nous battons la Turquie, plus nous obtiendrons de voix à l'intérieur du pays". Je lance un appel à tous nos compatriotes en RFA. Ne commettez pas l'erreur de voter pour des partis tels que le SPD, la CDU ou les Verts. Jamais. Ce sont tous des ennemis de la Turquie. Votez plutôt pour des partis qui ne sont pas hostiles à la Turquie. Peu importe qu'ils soient le premier ou le deuxième parti, donnez-leur ce soutien. Il s'agit maintenant d'une lutte pour l'honneur de mes citoyens turcs vivant en Allemagne (taz.gazete, 2017a; Turkish Minute, 2017e).

Il a poursuivi son appel aux membres de la diaspora à ne pas voter pour les trois partis au pouvoir et dans l'opposition de la politique allemande: le SPD, la CDU et les Verts. Il a critiqué l'ancienne chancelière, Angela Merkel, et l'ancien ministre des affaires étrangères, Sigmar Gabriel, et a réitéré ses recommandations concernant les partis pour lesquels les membres de la diaspora devraient voter, ainsi que ceux pour lesquels ils ne devraient pas voter:

> Ils ont fermé les portes de l'Allemagne au président turc. [La chancelière Angela] Merkel en fait également partie. Ils n'ont aucun rapport avec la démocratie. Aujourd'hui, leur ministre des affaires étrangères [le ministre allemand des affaires étrangères, Sigmar Gabriel] s'en prend à moi. Qui êtes-vous? Je ne suis pas votre interlocuteur. Ne votez jamais pour des partis ennemis de la Turquie. Choisissez plutôt des partis favorables à la Turquie, quelle que soit leur taille. Ne vous inquiétez pas si les partis sont petits. Faisons en sorte qu'ils soient plus grands. Il s'agit d'une lutte honorable pour tous nos citoyens vivant en Allemagne. Je leur recommande de s'engager dans cette noble lutte en exerçant leurs droits démocratiques (taz.gazete, 2017a; Turkish Minute, 2017f; 2017g).

Les déclarations d'Erdoğan ont suscité des réactions de la part de Merkel, de Gabriel et de Schulz. Gabriel a déclaré que l'ingérence d'Erdoğan dans la campagne électorale allemande montrait qu'il voulait monter les gens les uns contre les autres en RFA et l'a décrite comme « une attaque sans précédent contre la souveraineté allemande » (taz.gazete, 2017a; Turkish Minute, 2017g). Merkel a déclaré que la RFA ne tolérerait aucune ingérence dans les prochaines élections allemandes: « Tous les citoyens allemands, y compris ceux d'origine turque, ont le droit de voter librement. Aucune ingérence ne sera tolérée. » (Yeni Hayat, 2017b). Schulz a tweeté: « Erdogan a perdu tout sens des proportions. Néanmoins, nous sommes aux côtés de tous ceux qui luttent pour une Turquie libre et démocratique. » (Turkish Minute, 2017f).

Trois personnes appartenant à la diaspora de la Turquie et occupant des postes dans trois partis pour lesquels Erdoğan a recommandé de ne pas voter, ont commenté les appels électoraux d'Erdoğan. La première d'entre eux, Cem Özdemir, ancien co-président des Verts et candidat parlementaire, a déclaré que l'appel d'Erdoğan peu avant les élections était surprenant. Il a ensuite ajouté qu'Erdoğan n'avait pas appelé à ne pas voter pour l'AfD, affirmant que les politiques de l'AfD étaient similaires à celles d'Erdoğan:

> En Turquie, toute personne qui s'oppose à l'oppression et à la corruption, qui est favorable à la démocratie et qui ne soutient pas Erdoğan, est considérée comme un traître et un ennemi. (…) Il est intéressant de noter que l'AfD ne figure pas sur la liste d'Erdoğan, ce qui montre le lien entre leurs idéologies (Yeni Hayat, 2017b).

Une autre politicienne, Cemile Giosouf, membre de la CDU, se demande également pourquoi l'AfD n'est pas au centre de l'attention d'Erdoğan et pour quel parti les membres de la diaspora vont voter:

> Ils [les membres de la diaspora] ne devraient pas voter à la CDU, au SPD, aux Verts. Il faudrait demander au président [Erdoğan] à qui ils devraient donner leurs voix? À l'AfD? En Allemagne, nous avons la liberté de choisir nos représentants et les ressortissants étrangers sont libres de voter, tout comme les personnes d'origine allemande (taz.gazete, 2017a).

Le troisième politicien, Özcan Mutlu, député des Verts, a exprimé son malaise face à l'ingérence d'Erdoğan dans la politique allemande et à sa caractérisation des trois partis comme des « ennemis »:

> Je trouve irritant qu'Erdoğan, qui accuse constamment les autres de s'immiscer dans la politique intérieure de la Turquie, donne maintenant des recommandations de vote et s'immisce dans la politique intérieure de l'Allemagne. Je pense qu'il est exagéré de prétendre que ceux qui défendent la démocratie en Turquie sont des 'ennemis de la Turquie' (taz.gazete, 2017a).

Au cours de la même période, diverses organisations ont fait des déclarations aux membres de la diaspora avant les élections. Ces organisations comprennent des communautés religieuses telles que DİTİB (*Diyanet İşleri Türk-İslam Birliği*, en français: l'union turco-islamique pour les affaires religieuses), ZMD (*Zentralrat der Muslime in Deutschland e.V.*, en français: le conseil central des musulmans d'Allemagne), IGMG (*İslam Toplumu Milli Görüş*, en français: la communauté islamique de la vision nationale), qui s'adressent à la communauté musulmane en Allemagne, dont la plupart sont membres de la diaspora de la Turquie, et des organisations communautaires telles que TBB (*Berlin-Brandenburg Türkiye Toplumu*, en français: la communauté de la Turquie de Berlin-Brandebourg), formée par des membres de la diaspora. Ces organisations ont partagé le même point de vue dans leurs déclarations, encourageant les membres de la diaspora à participer aux élections tout en empêchant le renforcement de l'extrême droite (Muhabirce, 2017d; 2017f; 2017k; Perspektif, 2017b; 2017d). Par exemple, la campagne

« *Meine Stimme zählt* (en français: Mon vote compte) » menée par le ZMD a souligné que chaque vote inutilisé profiterait aux partis de droite et populistes, ce qui pourrait dangereusement diviser la RFA. De même, l'IGMG a mené des campagnes encourageant toutes les personnes ayant le droit de vote à se rendre aux urnes, en affirmant que chaque voix non utilisée renforce la droite (Perspektif, 2017b; 2017d). Comme les communautés islamiques, les organisations communautaires ont également mené des campagnes similaires. La TBB a distribué des cartes postales électorales dans le cadre de sa campagne « *Hacivat ile Karagöz yine yollarda* (en français: Hacivat et Karagöz sont de nouveau sur la route) », soulignant l'importance de voter aux élections et le danger que représentent des partis comme l'AfD. La campagne visait à réduire la représentation des partis qui prônent des sentiments anti-immigrants, anti-réfugiés et anti-islam, tels que l'AfD, en encourageant les membres de la diaspora à participer aux élections (Muhabirce, 2017d).

Outre les organisations, certains candidats parlementaires ont également appelé les membres de la diaspora à participer aux élections afin d'empêcher l'élection de partis populistes de droite. L'un de ces candidats est Gönül Eğlence, l'ancienne présidente des Verts à Essen et candidate pour la circonscription d'Essen (Muhabirce, 2017f). La candidate parlementaire, qui a appelé les membres de la diaspora à participer à l'élection, a déclaré qu'elle faisait référence à l'AfD en ajoutant le slogan « *Cesaret, korkudan daha güçlüdür* (en français: Le courage est plus fort que la peur) » à son affiche électorale et a critiqué Erdoğan avec les mots suivants:

> Si Recep Tayyip Erdoğan avait pris en compte les problèmes des membres de la diaspora vivant en Allemagne et voulait faire des politiques les concernant, et s'il avait voulu les soutenir, il n'aurait pas ignoré l'environnement d'extrême droite grandissant, en particulier en Allemagne, et n'aurait pas lancé un tel appel. Si Erdoğan veut vraiment ce qu'il y a de mieux pour son peuple, son appel aurait dû être de participer aux élections et de ne pas voter pour des politiciens qui promeuvent le racisme (Muhabirce, 2017f).

Une autre candidate, Cemile Giousouf, membre de la CDU et responsable des politiques d'intégration au sein du groupe parlementaire des partis de l'Union, a fondé son appel électoral sur la nécessité d'empêcher l'AfD d'entrer au *Bundestag*:

> L'un des aspects importants de ces élections est d'empêcher le parti qui se nourrit du populisme de droite, de la xénophobie et de l'islamophobie en garantissant une participation élevée! Chaque voix compte contre ce parti, qui considère la diversité de notre pays comme une menace et se rapproche de plus en plus de la droite. N'oubliez pas que ce pays est aussi votre patrie, alors utilisez votre vote pour dire stop à la montée du parti de droite. Ne soutenez pas ceux qui vous considèrent comme un danger, acquise ou une cible facile (Muhabirce, 2017k).

Tout comme les déclarations des membres du *Bundestag* concernant l'AfD, une similitude entre les politiques de l'AfD et d'Erdoğan est également évidente dans un autre exemple du corpus. Dans ce contenu, tous les partis sont examinés individuellement et la similitude entre les politiques de l'AfD et d'Erdoğan est soulignée (taz.gazete, 2017d). La raison en est que, bien qu'Erdoğan ait indiqué les partis pour lesquels il ne fallait pas voter lors des élections, il n'a pas clairement précisé pour quel parti il fallait voter. L'article examine le lien entre la politique anti-immigrants de l'AfD et l'influence d'Erdoğan sur les membres de la diaspora pendant les élections. Il note que même si les deux partis semblent diverger sur certains points, ils se complètent sur ces questions. Même si la politique de l'AfD est caractérisée par la xénophobie, ce qui diffère des politiques d'Erdoğan, ce dernier est lié au parti par sa direction des membres de la diaspora lors de ces élections: « L'AfD était contre les immigrants et Erdogan avait besoin de quelqu'un pour utiliser les immigrants comme monnaie d'échange. Même sur les points qui les différencient, ils se complètent. » (taz.gazete, 2017d). Dans un autre contenu, il est souligné que le programme du nouveau parti créé par des membres de la diaspora, ADD (*Allianz Deutscher Demokraten*, en français: l'Alliance des démocrates allemands), a des points communs avec l'AfD (taz.gazete, 2017b). Ces points communs sont les suivants: étant donné que le mariage et la famille constituent le fondement de la société, l'intégration de la dimension de genre et les études féminines ne devraient pas être financées par l'État; les caractéristiques de la politique éducative proposée comprennent la gratuité de l'enseignement à domicile et le soutien aux écoles privées;

en outre, il est suggéré de mettre fin au financement obligatoire des chaînes de télévision et des radios appartenant à l'État par des redevances publiques (taz.gazete, 2017b).

À l'approche des élections fédérales, les déclarations d'Erdoğan indiquant aux électeurs de la diaspora pour quels partis voter ou non font partie de la politique de la diaspora. Cette politique, conçue pour mobiliser les électeurs de la diaspora de la Turquie en tant qu'outil de pression politique, a été mentionnée dans la déclaration d'Erdoğan avant les élections: « Il s'agit d'une lutte honorable pour tous nos citoyens vivant en Allemagne. » (taz.gazete, 2017a; Turkish Minute, 2017g). Le reflet pré-électoral d'une politique globale et multidimensionnelle de la diaspora est le suivant: une rhétorique fréquente critiquant la RFA, des appels répétés à ne pas voter pour les partis déclarés par Erdoğan comme « ennemis de la Turquie », la création du parti ADD par des membres de la diaspora qui sont proches de l'AKP, une campagne menée dans plusieurs villes de Rhénanie-du-Nord-Westphalie par le parti ADD avec des affiches présentant la photo d'Erdoğan et, par la suite, les déclarations d'Erdoğan soutenant le parti. Par conséquent, le contenu lié à la période pré-électorale a été davantage mis en avant dans le corpus de recherche pour les élections de 2017. Le contenu fait fréquemment référence au parti ADD, un nouveau parti politique en RFA qui a été fondé par des membres de la diaspora en 2016 et qui a participé aux élections générales.

Suite à l'approbation de la loi sur le génocide arménien par le *Bundestag* et dans un contexte de tensions entre la RFA et la Turquie, Remzi Aru, Ramazan Akbaş et Halil Ertem ont créé l'ADD en réponse à cette loi (taz.gazete, 2017b; Yeni Hayat, 2016). Depuis sa création, le parti a été confronté à plusieurs interdictions et restrictions, qu'il a finalement réussi à surmonter. En raison de sa similitude avec l'AfD, le procès intenté par Ralf Höcker au nom de l'AfD a entraîné l'interdiction du nom et du logo du parti. En plus, aucune banque n'a autorisé le parti à ouvrir un compte bancaire (Muhabirce, 2016; 2017c).

Le parti vise à obtenir les votes de ceux qui suivront l'appel d'Erdoğan, de ceux qui n'envisagent pas de voter pour un autre parti et de ceux qui ne préfèrent pas l'AKP mais qui ne sont pas à l'aise avec l'approbation de la loi sur le génocide arménien (taz.gazete, 2017b). Remzi Aru, le

dirigeant du parti, a déclaré que le parti visait à opérer dans toute la RFA et qu'il disposait d'un potentiel de vote de 5 à 15 millions de personnes au niveau national (Yeni Hayat, 2016). En outre, Aru a indiqué que le parti conservateur ADD a été créé parce que les membres du parti de gauche n'ont pas réussi à représenter les membres de la diaspora dans l'arène politique:

> Le processus de notre parti est quelque peu similaire à l'histoire politique de la Turquie. La communauté turque est présente en Allemagne depuis plus de cinquante ans. Pendant cette période, il y a parfois eu des représentants élus de gauche, mais ils n'ont pas réussi à représenter la communauté vivant ici. Aujourd'hui, nous, les conservateurs, entrons en scène. Nous venons d'horizons différents et espérons avoir plus de succès (Muhabirce, 2017h).

Le parti a participé pour la première fois aux élections du *Land* de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et a obtenu 0,15% du total des voix (12 688). Lors de la même élection, le parti BIG a augmenté ses voix et a obtenu 0,21% du total des voix (17 421) (Perspektif, 2017a; Yeni Hayat, 2017c). On observe que le total des voix des deux partis créés par des membres de la diaspora ayant des liens étroits avec l'AKP a atteint 30 000 dans le *Land* de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Il est important d'interpréter le total des voix obtenues par les deux partis en examinant les résultats des élections fédérales de 2017. Le parti BIG n'a pas participé aux élections fédérales de 2017, et ADD n'a participé aux élections qu'avec 15 candidats au parlement pour lesquels il a recueilli des signatures, uniquement dans le *Land* de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Le nombre total de voix qu'il a obtenues est de 41 178 (Muhabirce, 2017m; Yeni Hayat, 2017d). Si l'on considère qu'il y a environ 200 000 électeurs de la diaspora en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Perspektif, 2017a; Yeni Hayat, 2017d), le fait qu'un parti nouvellement créé ait pu augmenter le nombre de ses voix et recueillir les voix que le parti BIG n'a pas obtenues, rend les voix d'ADD significatives. Cette situation peut s'expliquer par la proximité de l'ADD avec l'AKP, la déclaration d'Erdoğan de voter pour des partis pro-Turquie, l'utilisation de cette déclaration par l'ADD dans sa campagne électorale et, par la suite, les paroles de soutien direct d'Erdoğan à l'égard du parti.

Ayant été influencé par les déclarations d'Erdoğan ciblant les électeurs de la diaspora à voter pour des partis favorables à la Turquie avant les élections, l'ADD a fait campagne avec le slogan « Restez avec les amis de la Turquie, votez pour eux, aidez-les à accroître leur pouvoir », et ces activités électorales ont été très visibles dans plusieurs villes de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Un exemple de ces activités électorales est celui des affiches électorales comportant une photo d'Erdoğan et ses expressions, accrochées dans les rues de Duisbourg, l'une des villes où les membres de la diaspora vivent beaucoup (Muhabirce, 2017g). Un autre exemple est celui des dirigeants du parti qui ont fait campagne en Rhénanie-du-Nord-Westphalie en diffusant la chanson de campagne de l'AKP « *Dombra* » et les déclarations d'Erdoğan depuis leurs voitures de campagne électorale, tout en distribuant des affiches électorales pour solliciter des votes (Muhabirce, 2017j). Après ces activités électorales, Erdoğan s'est dit satisfait l'utilisation de son nom, de sa photo et de ses paroles et a exprimé son soutien au parti:

> Je pense que la majorité des personnes qui ont créé ce parti sont de notre famille. Ils ont peut-être utilisé mon nom en pensant qu'il s'agissait d'un facteur d'unification parmi les turcs de la région. Si ma photo peut contribuer à leur force, j'en serai heureux. J'espère qu'ils participeront aux élections dans toute l'Allemagne (Turkish Minute, 2017h).

Le parti BIG, connu pour sa proximité avec l'AKP, a décidé de ne pas participer aux élections fédérales de 2017 plusieurs mois avant les élections, car il n'était pas en mesure de s'y préparer et voulait éviter de diviser les votes de l'ADD (Muhabirce, 2017b; 2017i). Quelques mois après cette décision, lorsque Erdoğan a prononcé un discours à la diaspora sur les partis pour lesquels il ne fallait pas voter, le parti a soutenu cet appel et est également allé plus loin en appelant les électeurs de la diaspora à boycotter l'élection (Muhabirce, 2017i). Dans leur annonce partagée sur les médias sociaux, le chef du parti, Haluk Yıldız, a expliqué les raisons de leur boycott comme suit:

> Nous ne voulons pas soutenir ou être l'instrument d'une campagne électorale antidémocratique basée sur l'hostilité envers la Turquie et un populisme excessif, qui vise à gagner des voix et à diviser la société. En boycottant les élections, nous disons stop à cette politique qui incite depuis des années les différents groupes vivant ici à se dresser les uns contre les autres. Malgré notre présence depuis 7 ans, nos appels et

> nos efforts constants à l'unité, nous rejetons le soutien de structures qui divisent nos votes et donc notre pouvoir. En tant que parti BIG, notre objectif est 2019. D'ici là, nous ferons le travail nécessaire pour atteindre l'unité politique. Nous augmenterons le taux de participation actuel, qui est inférieur à 30% (400 000 votes), et nous nous efforcerons de consolider les votes des électeurs d'origine turque qui sont dispersés dans différents partis politiques au sein du parti BIG. Nous atteindrons une masse et une base plus larges en formant nos organisations et en augmentant le nombre de nos organisations et nous rendrons notre électorat politiquement conscient (Muhabirce, 2017e).

Outre ces raisons, les électeurs de la diaspora sont encouragés à voter en écrivant « *Wahlboykott* (en français: Boycott des élections) » sur leur bulletin de vote et à exprimer leur volonté électorale par des votes nuls qui ne profiteront pas aux partis politiques, puisque les votes des électeurs de la diaspora pour les partis qui ne peuvent pas passer le seuil seront distribués à d'autres partis en tant que sièges (Muhabirce, 2017e; 2017i). Au cours de la réunion où l'appel au boycott du parti BIG a été critiqué, Uğur Karadağ, membre du conseil d'administration de l'ADD, a souligné la nécessité de se rendre aux urnes pour les partis qui sont contre la Turquie:

> Nous invitons tous les électeurs d'origine turque ayant le droit de vote à se rendre aux urnes. Ils y sont allés ou n'y sont pas allés dans le passé, mais ils doivent absolument se rendre aux urnes pour cette élection. Plus nous obtiendrons de voix, plus nous répondrons à ceux qui mènent une politique anti-Turquie (Muhabirce, 2017h).

Bien qu'il ait été envisagé que l'ADD fusionne avec le parti BIG en raison de leur fondation par des membres de la diaspora proches de l'AKP, des divergences sont apparues entre les deux partis sur la question de savoir s'il fallait participer aux élections ou les boycotter, de sorte que la fusion n'a pas eu lieu. Avant les élections étatiques et fédérales, le parti BIG a fait des propositions de fusion au parti ADD lors des discussions sur l'unité entre les deux partis, mais n'a pas reçu de réponse positive (Muhabirce, 2017a; 2018a; Yeni Hayat, 2017a). Dans sa déclaration, l'ADD a indiqué qu'il y avait initialement un point de vue positif sur la fusion, mais qu'elle a été abandonnée en raison de la position du parti BIG:

> La proposition de réunion a été acceptée car la direction d'ADD et ses membres étaient favorables à la question, et la première réunion s'est tenue à Hambourg, suivie d'une seconde à Offenbach. Nous avons rempli notre obligation légale de consulter

> nos membres et avons déclaré que nous donnerions une réponse définitive. Haluk Yıldız [le président fondateur du parti BIG] a tenté de faire pression sur nous pour que nous prenions une décision hâtive en déclarant qu'elle n'était pas nécessaire. Malheureusement, le parti BIG s'est lancé dans une campagne négative intense et a semé la confusion parmi nos électeurs en boycottant les élections avant que les résultats de la réunion ne soient clairs et sans donner à nos membres la possibilité d'exprimer leur opinion (Muhabirce, 2018b).

Après les élections de 2017, il semble que la question de cette fusion se poursuive. Cette fois, l'ADD a demandé à discuter des conditions d'une fusion avec le parti BIG avec la médiation de l'UID, dont l'AKP soutient et renforce les activités en Europe, en particulier en Allemagne, mais n'a pas reçu de réponse positive:

> En tant qu'ADD, nous avons proposé de nous asseoir à nouveau à la table des négociations avec l'aide de la médiation de l'UETD [le nom d'UID avant 2018] et de résoudre les problèmes ensemble avec l'aide d'arbitres. Malheureusement, notre proposition est restée sans réponse. Nous n'avons pas non plus reçu de réponse à la lettre que nous avons envoyée le 3 mars 2018 au nom de notre parti. Compte tenu de tous ces événements, en tant que direction et membres, nous ne soutenons plus l'idée de fusionner avec le parti BIG et les invitons à s'engager dans la vraie politique. Nous ne pouvons plus considérer une organisation qui évite les élections comme un parti politique (Muhabirce, 2018b).

L'implication des membres de la diaspora dans l'environnement politique façonné par les préoccupations liées à la montée de l'extrême droite, le parti nouvellement créé, les déclarations des dirigeants politiques et les relations turco-allemandes a été discutée dans les contenus liés aux élections de 2017 du corpus de cette recherche. Ces contenus comprennent les appels à la participation et au soutien des élections lancés par les membres de la diaspora avant les élections, leurs réflexions sur les partis à soutenir lors des élections et les résultats des enquêtes. L'un de ces contenus est une enquête menée par le journal Artı 49 sur les préférences des électeurs de la diaspora (Artı49, 2017a). Parmi les participants (1 219 personnes), 30% ne se sentent proches d'aucun parti, tandis que 29% soutiennent le SPD, 14% le Parti de gauche, 8% les Verts, 7% la CDU, 5% le parti BIG et 5% l'ADD. Dans l'enquête, 54% des participants ont estimé que Merkel avait réussi, tandis que 58% des membres de la diaspora ont estimé que le co-président des Verts, Cem Özdemir, n'avait pas réussi, et 39% ont estimé que l'ancienne dirigeante de l'AfD, Frauke

Petry, n'avait pas réussi (Artı49, 2017a). Il convient de noter que les électeurs de la diaspora ont été moins satisfaits de Cem Özdemir que de Frauke Petry de l'AfD. Cette situation peut s'expliquer par le leadership d'Özdemir sur des questions telles que la loi sur le génocide arménien adoptée par le *Bundestag*, qui a également eu un impact sur la fondation de l'ADD. Bien que trois membres de la diaspora des Verts et cinq membres de la diaspora du SPD aient soutenu ce projet de loi, la proéminence d'Özdemir dans l'opinion publique a contribué à la formation de cette perception.

Le deuxième contenu comprend les appels à la participation et au soutien des élections lancés par les membres de la diaspora à Cologne (Yeni Hayat, 2017c). Lors du rassemblement électoral organisé par le Parti de gauche à Cologne, on a observé que la DİDF a tenu un stand et distribué des tracts turcs appelant à participer aux élections et à voter pour le Parti de gauche. Les électeurs de la diaspora qui ont visité ce stand ont utilisé l'expression « Nous irons voter avec obstination. » en réponse à la rhétorique d'Erdoğan. Au cours de la même période, un autre stand électoral mis en place par le Parti de Gauche a été attaqué par des partisans de l'AKP et du MHP, qui ont affirmé que le parti est « anti-turc » et que ses députés « insultaient la Turquie en s'en prenant à Erdoğan ». Il a été rapporté que certaines personnes ont visité le stand la semaine suivante et ont exprimé leurs regrets pour les attaques. Ces visiteurs ont déclaré qu'ils voteraient en fonction de leur niveau de vie et du parti qui, selon eux, l'améliorera le plus, et que les déclarations d'Erdoğan ne les feraient pas changer d'avis. L'un d'entre eux, en particulier, ajoute que la déclaration d'Erdoğan profite également aux racistes et qu'il faut augmenter le taux de participation aux élections pour empêcher les racistes d'entrer au parlement (Yeni Hayat, 2017c). Ce contenu démontre la diversité des pratiques électorales de la diaspora et la manière dont cette diversité se reflète dans leur organisation, les appels électoraux et les idées liées aux élections. Parmi les électeurs de la diaspora, il y a ceux qui prennent en compte les commentaires électoraux d'Erdoğan et agissent en conséquence, ainsi que ceux qui ne les prennent pas en compte et pensent qu'ils servent à renforcer l'extrême droite.

Le troisième contenu examine la tendance des électeurs de la diaspora à transférer leurs préférences de parti du SPD à la CDU, sur la base des recherches menées par la Fondation

turco-allemande pour l'éducation et la recherche scientifique (en turc: *Türk – Alman Eğitim ve Bilimsel Araştırmalar Vakfı*) (taz.gazete, 2017e). En 2013, le SPD bénéficiait d'un soutien de 54% parmi les électeurs de la diaspora, mais avant les élections de 2017, il est tombé à 45%, tandis que la CDU est passée de 9% à 12% au cours de la même période. La raison en est associée à la position cohérente de la CDU à l'égard de la Turquie et au fait qu'il n'est plus tabou pour les membres conservateurs de la diaspora de voter pour la CDU, comme le soulignent Serap Güler, secrétaire d'État à l'intégration en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et Gönül Eğlence, candidate des Verts au parlement d'Essen (taz.gazete, 2017e). Nous pensons que le soutien croissant à la CDU est dû aux politiques mises en œuvre par Angela Merkel, à ses relations avec la Turquie et Erdoğan, et à la décision de la CDU de nommer des membres de la diaspora comme candidats parlementaires.

Dans les contenus liés à la situation électorale post-2017, nous rencontrons le succès des membres de la diaspora aux élections, les réflexions sur l'AfD, qui s'est qualifiée pour entrer au *Bundestag*, et les résultats de l'enquête sur les préférences des membres de la diaspora aux élections. Selon les résultats des élections, quatorze des quatre-vingt-douze candidats de la diaspora ont été élus au *Bundestag*. Les candidats de la CDU et du FDP n'ont pas réussi à entrer au *Bundestag*, tandis que six candidats du SPD, cinq des Verts et trois du Parti de gauche sont devenus membres du *Bundestag*. Aydan Özoğuz, Metin Hakverdi, Cansel Kızıltepe, Gülistan Yüksel, Mahmut Özdemir et Elvan Korkmaz ont été élus députés du SPD. Cem Özdemir, Ekin Deligöz, Danyal Bayaz, Filiz Polat, et Canan Bayram ont été élus députés des Verts. Sevim Dağdelen, Evrim Sommer et Gökay Akbulut ont été élus députés du Parti de gauche. Cinq des quatorze députés, dont Aydan Özoğuz (SPD), Metin Hakverdi (SPD), Cem Özdemir (Verts), Ekin Deligöz (Verts) et Sevim Dağdelen (Parti de gauche), avaient déjà été élus au *Bundestag* lors des élections de 2013 (Artı49, 2017b; Turkish Minute, 2017i). Le nombre de députés de la diaspora de la Turquie est ainsi passé de onze à quatorze. Cette augmentation est un résultat significatif. Le fait que ces députés appartiennent à différents partis démontre à la fois que les membres de la diaspora accordent des priorités différentes et que certains partis sont plus ouverts à la présence de membres de la diaspora dans leurs rangs. Bien que le SPD maintienne ses liens traditionnels avec les membres de la diaspora dans cette élection, le fait que les Verts et le Parti de gauche

aient désigné le plus grand nombre de membres de la diaspora indique que leurs programmes sont plus appréciés dans divers domaines et qu'ils sont préférés en raison des opportunités qu'ils offrent aux candidats.

L'entrée de l'AfD au *Bundestag* lors des élections de 2017 a suscité l'inquiétude de tous les députés de la diaspora. Certains députés soulignent même la relation entre la création du parti ADD et l'élection de l'AfD. Le député du SPD Mahmut Özdemir est l'un d'entre eux. Dans sa déclaration post-électorale, Özdemir a souligné que l'ADD avait renforcé l'AfD:

> Nous ne tolérerons pas d'attitudes négatives de la part de partis comme l'AfD. Certains partis politiques ont utilisé des photos du président Erdoğan dans leur campagne électorale. Cette pratique est irrespectueuse et devrait être évitée. Il est peu probable que de telles campagnes proviennent de la Turquie. Les politiciens et les personnalités publiques ont cherché un type de leader et ont utilisé la politique turque pour façonner leur propre image. À mon avis, ce n'est pas la politique turque qui a nui à la situation politique, mais plutôt ceux qui ont utilisé la politique turque, en particulier des partis comme ADD, pour nuire à la situation politique ici en exploitant le président turc. Les dommages qu'ils ont causés sont évidents, car ils ont conduit au renforcement des partis racistes et xénophobes (Muhabirce, 2017l).

Dans le cadre d'une recherche conjointe menée par l'université de Duisbourg-Essen et l'université de Cologne, le comportement électoral, les tendances, la participation et les préférences des électeurs qui ont une expérience migratoire de la Turquie ou de la Russie, ou dont la famille en a une, et qui ont voté lors des élections de 2017 ont été analysés à l'aide d'un échantillon d'environ cinq cents personnes. L'échantillon d'électeurs ayant une expérience migratoire de la Turquie, ou dont les familles en ont une, était composé de 21% d'alévis s'identifiant comme tels et de 11% de kurdes s'identifiant comme tels. Selon les résultats de l'enquête menée auprès de cet échantillon, lors des élections de 2017, 35% des électeurs ont voté pour le SPD, 20% pour la CDU, 16% pour le Parti de gauche, 13% pour les Verts, 4% pour le FDP et 2% pour l'ADD, et personne n'a déclaré avoir voté pour l'AfD (Perspektif, 2018; Yeni Hayat, 2018). Il a été observé que les préférences des électeurs qui se sont identifiés comme alévis ou kurdes étaient différentes de celles du tableau général (Merhaba, 2021c). Selon les données, les partis préférés des électeurs qui s'identifient comme alévis sont, dans l'ordre, le SPD

avec 41%, le Parti de gauche avec 22%, les Verts avec 20%, la CDU avec 13% et le FDP avec 1%. Les partis préférés des électeurs qui s'identifient comme kurdes sont, dans l'ordre, le Parti de gauche avec 37%, la CDU avec 30%, le SPD avec 9%, les Verts avec 7% et le FDP avec 3% (Merhaba, 2021c).

Tableau 5.1 — Répartition en pourcentage des votes par parti parmi les électeurs ayant une expérience migratoire de la Turquie, ou dont les familles en ont une, lors de l'élection de 2017

Répartition des votes par parti lors de l'élection de 2017	**Tous les électeurs ayant une expérience migratoire de la Turquie**	**Alévis**	**Kurdes**	**Autres (non-alévis et non-kurdes)**
SPD	35	41	9	36
CDU/CSU	20	13	30	20
Parti de gauche	16	22	37	12
Verts	13	20	7	12
FDP	4	1	3	6
AfD	0	0	0	0
Autre	12	3	14	14

Dans ce tableau (Tableau 5.1), il convient de noter le soutien des alévis au SPD et leur éloignement de la CDU, ainsi que le soutien des kurdes au Parti de gauche et leur éloignement du SPD. Les raisons de ces différences de préférences du parti n'ont pas été abordées dans les résultats de la recherche. Toutefois, il est possible de faire un commentaire sur ces différentes préférences parmi les membres de la diaspora. La préférence des électeurs alévis pour des partis tels que le SPD, le Parti de gauche et les Verts, et leur éloignement de la CDU peuvent être considérées comme le reflet de leurs tendances plus laïques et plus à gauche. Le plus grand soutien au Parti de gauche parmi les électeurs kurdes peut être attribué à la position généralement inclusive du parti à l'égard des différents groupes ethniques. Le soutien des kurdes aux partis

politiques peut être influencé par les partis dans lesquels ils se trouvent, avec une tendance à soutenir le Parti de gauche plutôt que le SPD. Ces différences s'expliquent par la diversité ethnique et religieuse des membres de la diaspora, ainsi que par les liens culturels, ethniques et sociaux des électeurs, leurs expériences et les propositions politiques des partis. Des facteurs tels que la possibilité de trouver une place au sein des partis et leur inclination politique peuvent différencier leur soutien accordé aux partis et modifier leur proximité avec eux. En outre, les différentes préférences politiques des électeurs peuvent être considérées comme une dynamique importante qui reflète la diversité de la base électorale de la diaspora.

Pour observer l'impact des tensions dans les relations entre la Turquie et la RFA sur les préférences de vote avant les élections de 2017, il convient d'examiner les résultats d'une autre recherche menée en 2016. Dans une déclaration faite avant les élections de 2017, le chercheur Yaşar Aydın a déclaré:

> Nous constatons que les turcs en Allemagne préfèrent majoritairement le SPD. Selon les recherches, 70% des turcs soutiennent le SPD, suivi par les Verts avec 13,4%, le Parti de gauche avec 9,6% et la CDU/CSU avec 6,1%. Toutefois, il est important de noter que ces chiffres ont été collectés en 2016. Le principal facteur qui a déclenché la crise entre la Turquie et l'Allemagne a été le projet de loi sur l'Arménie approuvé en Allemagne en 2016. Depuis l'escalade des tensions entre les deux pays, il est possible que les partis pour lesquels les turcs votent aient changé (Perspektif, 2017c).

Il est un fait que les électeurs de la diaspora ont majoritairement voté pour le SPD et les Verts dans le passé. Toutefois, ces dernières années, en raison de la rhétorique et des attitudes anti-Erdoğan et anti-Turquie de ces partis, il semble que le soutien accordé à ces partis par les électeurs ait diminué. Les développements qui ont conduit à cette situation ont été mentionnés précédemment comme étant ceux qui se sont produits avant les élections de 2017. Certains événements sans précédent dans l'histoire des relations bilatérales germano-turques, en particulier la réponse positive de la RFA aux demandes d'asile des responsables de la tentative de coup d'État en Turquie en 2016, y ont contribué. La même année, l'approbation par le *Bundestag* de la loi sur le génocide arménien, la campagne du « non » menée en Allemagne lors du référendum sur l'amendement constitutionnel du 16 avril 2017 en Turquie et l'interdiction faite

aux responsables politiques de l'AKP d'assister à des événements en RFA avant le référendum ont provoqué des tensions entre les deux pays.

5.4 Les élections fédérales allemandes de 2021

Dans ce sous-chapitre, la méthode de traçage du processus est mobilisée pour analyser comment la perspective d'un renforcement de l'AfD lors des élections fédérales de 2021 a suscité une mobilisation défensive sans précédent au sein de la diaspora de la Turquie. Alors que la montée de l'AfD avait déjà éveillé des inquiétudes lors des élections précédentes, cette élection a marqué un tournant important. La diaspora s'est organisée plus explicitement pour empêcher ce parti d'entrer ou de rester au *Bundestag*. Néanmoins, cette mobilisation ne s'est pas traduite par un soutien unanime à un parti politique spécifique. Si le rejet de l'AfD a été un point de convergence important, les appels à la participation électorale se sont diversifiés, certains acteurs de la diaspora encourageant les individus à voter pour différents partis en fonction de leurs propres priorités politiques et identitaires. Cette élection représente donc à la fois une opposition commune à un adversaire perçu comme une menace et la diversité des stratégies et des orientations politiques au sein de la diaspora.

Dans la période précédant l'élection, on a observé une escalade des déclarations publiques, des appels à la participation électorale et des messages de mise en garde à l'égard de l'AfD. Ces appels ont été lancés par toute une série d'acteurs de la diaspora, y compris des personnalités politiques, des associations et des chefs religieux, ainsi que des journalistes communautaires. Afin de contrer la montée en puissance de l'AfD, diverses organisations, dont DİTİB, IGMG, ATİB (*Avrupa Türk İslam Kültür Dernekleri Birliği*, en français: Union des associations culturelles turco-islamiques en Europe) et TGB (*Türkische Gemeinde zu Berlin e.V.*, en français: la communauté turque de Berlin e.V.), ont adopté une stratégie unifiée. Des personnalités politiques notables de la diaspora, dont Nezahat Baradari (SPD) et Serap Güler (CDU), se sont impliquées dans ces initiatives, soulignant l'importance de voter pour entraver la progression des idéologies d'extrême droite.

La campagne de 2021 s'est distinguée par une innovation notable. Pour la première fois, l'AfD a tenté de s'adresser directement aux électeurs de la diaspora. Marcel Goldhammer, candidat de l'AfD à Berlin-Neukölln, a exposé une photographie de Mustafa Kemal Atatürk à côté de la sienne sur des affiches électorales multilingues, accompagnée du slogan: « Atatürk voterait aussi pour l'AfD ». Cette stratégie paradoxale, conçue pour attirer une population régulièrement stigmatisée par ce parti, a brouillé les lignes traditionnelles entre la xénophobie et la quête opportuniste des votes de la diaspora. Il a été avancé que cette démarche a agi comme un catalyseur, accentuant la polarisation de la diaspora, tout en consolidant un front commun contre l'AfD. L'examen des entretiens préélectoraux a révélé un large consensus sur le fait que, même si les préférences partisanes variaient, l'objectif commun était d'empêcher la progression de l'AfD. De nombreuses personnes ont souligné que la nature mécanique de l'abstention tendait à favoriser l'extrême droite dans un système proportionnel. Elles ont décrit le vote comme un acte de résistance démocratique et une obligation morale, même pour ceux qui n'avaient pas le droit de voter eux-mêmes, mais qui encourageaient leurs proches à le faire.

Cette dynamique de rejet de l'AfD n'a pas effacé la diversité interne de la diaspora. Une partie de l'électorat kurde a exprimé sa préférence pour les partis qui soutiennent les droits des kurdes et des femmes. D'autres électeurs ont opté pour le SPD, les Verts ou la CDU, en fonction de leurs priorités individuelles, qui incluent des considérations telles que les droits religieux, les politiques sociales ou la stabilité économique. Parallèlement, l'UID, étroitement associée à l'AKP, a mené sa propre campagne, utilisant des lettres et des questionnaires pour faire appel aux partis allemands, tout en s'abstenant de donner des instructions de vote explicites. Cette stratégie reflète une volonté d'influencer l'agenda électoral tout en préservant une certaine autonomie par rapport au champ politique allemand. Les élections de 2021 ont ainsi révélé une double dynamique: d'une part, la consolidation d'une conscience politique collective centrée sur le rejet de l'AfD; d'autre part, la pluralisation des stratégies électorales, en fonction des appartenances politiques, idéologiques et identitaires.

Cette période électorale a marqué une avancée significative en termes de représentation: dix-neuf députés issus de la diaspora de la Turquie ont été élus, contre quatorze en 2017. La majorité de

ces sièges est détenue par le SPD, suivi par les Verts, le Parti de gauche et, dans une moindre mesure, la CDU. Cette progression témoigne de l'aboutissement d'un long processus d'engagement politique qui a commencé dès les premiers jours de la formation de la diaspora, par l'intermédiaire des syndicats affiliés au SPD, de la Confédération allemande des syndicats (DGB) et des forums politiques non parlementaires accessibles aux non-citoyens. Il a été démontré que ces espaces ont favorisé une socialisation politique durable, consolidant les liens historiques entre le SPD et la diaspora. Les Verts ont également réussi à capter une partie de l'électorat, notamment grâce à leurs positions sur les questions environnementales, la diversité et les politiques anti-discriminatoires. À l'inverse, la CDU a étendu son attrait en projetant une image de stabilité modérée. La nomination de personnalités telles que Cem Özdemir et Aydan Özoğuz symbolise cette dynamique d'inclusion institutionnelle. Les élections de 2021 ont permis de renforcer la position de la diaspora en tant qu'entité politique reconnue au sein de l'arène politique allemande, consolidant ainsi son rôle de porte-voix des revendications pluralistes et affirmant sa volonté de participer activement.

Ce sous-chapitre vise à apporter une compréhension approfondie de divers sujets liés aux périodes pré- et post-électorales des élections fédérales du 26 septembre 2021 dans le contexte de la diaspora de la Turquie. Il explore tout d'abord les préoccupations des membres de la diaspora concernant la réélection de l'AfD et réfléchit aux efforts déployés par les députés et les organisations membres de la diaspora pour empêcher sa réélection. Il analyse ensuite comment la diversité parmi les membres de la diaspora, malgré l'accent mis sur l'AfD, se reflète dans les activités menées avant les élections et les attentes électorales. Il porte enfin sur l'élection du SPD en tant que premier parti, qui a permis à un plus grand nombre de membres de la diaspora de devenir membres du *Bundestag* par rapport aux élections précédentes et à de nombreux membres de la diaspora d'occuper des postes pour la première fois au sein du nouveau gouvernement de coalition SPD-Verts-FDP.

Avant les élections de 2021, les campagnes, les entretiens et les travaux liés aux élections menés par les membres de la diaspora indiquent une stagnation politique par rapport aux élections précédentes. Néanmoins, en raison de l'impact des élections de 2017 parmi les membres de la

diaspora, l'accent est mis sur le fait de ne pas vouloir que l'AfD soit réélue. Au cours de la même période, on observe que l'AfD tente de trouver un terrain d'entente pour obtenir les votes des électeurs de la diaspora. En commençant par le travail de l'AfD, Marcel Goldhammer, le candidat de l'AfD à Neukölln, un quartier de Berlin connu pour son importante population turcophone, a tenté de recueillir des votes de la diaspora avec une affiche électorale qui plaçait une photo d'Atatürk à côté de sa propre photo et qui disait « Atatürk voterait aussi pour l'AfD » en deux langues (COSMO Türkçe, 2021b; Yeni Özgür Politika, 2021c). La présence de l'AfD au *Bundestag* depuis les élections de 2017 et ses efforts pour recueillir les votes des membres de la diaspora avant les élections de 2021 ont conduit à une position commune contre l'AfD parmi les membres de la diaspora.

Les entretiens menés avec des membres de la diaspora avant les élections de 2021 ont permis de discuter de leur point de vue sur la politique allemande, de leurs attentes à l'égard des partis politiques et des politiciens, de leurs préférences en matière de vote et des facteurs qui déterminent leurs choix lors des élections générales (Artı49, 2021c; Perspektif, 2021a; 2021b). Un point notable de ces entretiens est que si chaque individu a des attentes différentes vis-à-vis des politiciens et des partis politiques, ils sont tous d'accord sur un point: l'AfD ne devrait pas être élue au parlement. La principale motivation des électeurs de la diaspora pour aller voter est de s'opposer à l'élection de l'AfD au parlement. Dans les entretiens, cette motivation est soulignée par les mots suivants: « Je me rendrai certainement aux urnes pour empêcher l'AfD de franchir le seuil. », « Voter est très important. Si nous ne nous rendons pas aux urnes, l'AfD en profitera. », « Je dois penser de manière pragmatique parce que l'AfD sera au parlement. », « Il est certain que je me rendrai aux urnes lors des prochaines élections pour empêcher l'AfD de franchir le seuil. », « Je choisirai le moindre des deux maux pour empêcher l'AfD. » (Perspektif, 2021a).

Une perspective similaire peut également être observée dans les appels à participer aux élections par les représentants des organisations de la diaspora opérant en Allemagne (Muhabirce, 2021a; Perspektif, 2021c; 2021d). Dans chaque appel fait par la DİTİB, l'IGMG, l'ATİB et la TGB, ils ont exprimé leur inquiétude quant au succès d'un parti raciste comme l'AfD à s'installer de

manière permanente au *Bundestag* ou dans les parlements des États. Lors de ces appels avant les élections, il a été souligné que si le taux de participation est faible, chaque voix non utilisée contribuera à l'AfD, bénéficiera à l'AfD ou fera en sorte que la part de voix de l'AfD gagne en valeur. En particulier, dans ces appels, lorsqu'il s'agit d'exhorter les membres de la diaspora à voter, il est souligné que le vote des membres de la diaspora sert un objectif collectif et constitue une responsabilité qui doit être assumée, en tenant compte même des membres de la diaspora qui n'ont pas le droit de vote (Perspektif, 2021c; 2021d).

Un autre appel à « se rendre aux urnes » a été lancé par Nezahat Baradari, députée fédérale du SPD et candidate aux élections de 2021, et Serap Güler, secrétaire d'État à l'intégration en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW) et candidate de la CDU aux élections de 2021 (Artı49, 2021b). Dans cet appel, Baradari a déclaré qu'ils ne forment certainement pas de coalition avec l'AfD lorsqu'ils évalueront les possibilités de coalition après les élections: « Nezahat Baradari a déclaré qu'il était difficile de dire quoi que ce soit de définitif sur la formation d'une coalition avant l'élection, mais ce qui est certain, c'est qu'ils n'envisageaient pas de coalition avec le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). » (Artı49, 2021b).

Des sujets similaires se retrouvent également dans les travaux réalisés du point de vue des travailleurs et des ouvriers. Avant les élections, les organisations de la diaspora telles que l'ATİF (*Almanya Türkiyeli İşçiler Federasyonu*, en français: la fédération des travailleurs de Turquie en Allemagne) et l'AGİF (*Almanya Göçmen İşçiler Federasyonu*, en français: la fédération des travailleurs migrants en Allemagne) ont mis l'accent sur la fermeture des partis racistes et fascistes dans leurs campagnes électorales. En ce qui concerne ces campagnes électorales, l'ATİF a organisé des activités de campagne sous le titre « Élections générales en Allemagne à l'occasion du 60ème anniversaire de la migration » (Merhaba, 2021a), tandis que l'AGİF a organisé une table ronde intitulée « Elections allemandes et politiques d'immigration des partis » à l'association culturelle de la jeunesse ouvrière affiliée à l'AGİF à Neu-Ulm, dans le sud de la RFA, avec la participation de politiciens des Verts et du Parti de gauche en tant que panélistes (Merhaba, 2021b). Pendant la campagne électorale, l'ATİF a soutenu les candidats du Parti marxiste-léniniste d'Allemagne (MLPD) et de l'Alliance internationaliste (Internationalistischen

Bündnis) (Merhaba, 2021e; Yeni Özgür Politika, 2021d). L'ATİF a tenu des stands avec le MLPD dans différentes villes de la RFA, organisé des réunions d'information, des panels et des rassemblements, et a également pris la parole lors de ces événements (Merhaba, 2021e; 2021f).

Dans les entretiens, les appels et les campagnes liés aux élections, bien que l'accent soit mis davantage sur l'AfD, la diversité des membres de la diaspora se reflète dans leurs activités et leurs attentes préélectorales. Les déclarations et les appels lancés par les membres de la diaspora qui s'identifient comme kurdes en vue de l'élection sont l'un des reflets de cette diversité. Avant les élections, La KON-MED (*Konföderation der Gemeinschaften Kurdistans in Deutschland e.V.*, en français: la confédération des communautés du Kurdistan en Allemagne), qui se présente comme l'organisation la plus importante et la plus représentative des kurdes en Allemagne, a partagé avec le public le programme, les priorités des kurdes vivant en Allemagne et leurs attentes à l'égard du prochain gouvernement (Yeni Özgür Politika, 2021b). Ils ont demandé à chaque parti quelles étaient leurs propositions concrètes et s'ils voyaient la nécessité d'agir sur les questions qui les préoccupent. Le programme et les attentes énumérés comprennent les droits sociaux, les droits des femmes, l'intégration, l'interdiction du PKK et la criminalisation des activistes kurdes (Yeni Özgür Politika, 2021b). Sans orienter les électeurs kurdes vers un parti en particulier, ils ont été invités à garder à l'esprit les attentes énumérées lors de leur vote: « Votons pour le parti qui ne considère pas la lutte pour la liberté du peuple kurde comme "terroriste", qui légitime et soutient le mouvement kurde, qui inclut les droits des femmes dans son programme et qui intègre le bien-être et les intérêts de la société dans son programme. » (Yeni Özgür Politika, 2021e).

Le deuxième reflet de cette diversité est que lors des élections de 2021, l'un des candidats à la chancellerie, Armin Laschet de la CDU, s'est distingué parmi les préférences des membres de la diaspora (Artı49, 2021a; Bold Medya, 2021a; 2021b). Au cours de ses seize années de mandat, Merkel a été surnommée « Mère Merkel » par les membres de la diaspora et est devenue l'un des chanceliers les plus appréciés (COSMO Türkçe, 2021c). Lorsque des commentaires ont été faits sur les futurs candidats à la chancellerie après le mandat de Merkel, Laschet était plus populaire parmi les membres de la diaspora que les autres candidats. En Rhénanie-du-Nord-Westphalie,

l'État le plus peuplé d'Allemagne où l'on trouve également une forte concentration de membres de la diaspora, Laschet est connu pour ses fonctions de ministre de l'intégration puis de ministre-président. En ce qui concerne son image, le contenu met l'accent sur sa « proximité avec les politiques modérées et inclusives de Merkel, qui positionnent son parti au centre-droit et attirent les électeurs des autres partis » (Bold Medya, 2021a). Il souligne également son « plaidoyer en faveur d'une politique modérée, inclusive et de centre-droit, son approche chaleureuse à l'égard des immigrants et son soutien à la ligne politique de Merkel jusqu'à présent » (Bold Medya, 2021b). Il est indiqué qu'il est reconnu comme une « personnalité politique qui soutient particulièrement les immigrants en raison de ses politiques compatibles et rationnelles » (Artı49, 2021a; Bold Medya, 2021a). En outre, la presse allemande et certains politiciens qualifient souvent Laschet d'« Armin des turcs » (Bold Medya, 2021a). Toutefois, cette appellation a été critiquée par Cem Özdemir, membre du parti vert et de la diaspora: « Il a déclaré: "Je rejette cette appellation" et a soutenu que de tels surnoms désobligeants, utilisées malicieusement par la droite, ne devraient pas être utilisés par les démocrates » (Bold Medya, 2021a).

Bien que critiqué pour son appellation, plusieurs raisons expliquant la popularité de Laschet parmi les membres de la diaspora sont visibles dans les contenus: « Laschet a soutenu la politique de la "porte ouverte" de Merkel après la crise des réfugiés en 2015 », « Laschet a entretenu des relations étroites avec les organisations de migrants et leurs représentants », « ces dernières années, Laschet s'est efforcé de limiter les répercussions [sur les membres de la diaspora] des tensions et de la polarisation qui se sont produites dans la politique intérieure de la Turquie, et les a invités à ne pas transporter ces tensions sur le sol allemand », « lors des tensions politiques, Laschet a souligné l'importance de la Turquie pour l'Allemagne en tant que pays et a plaidé pour le maintien du dialogue entre les deux pays malgré toutes les différences et pour la résolution des problèmes par ce biais » et « Laschet s'est opposé à l'adhésion totale de la Turquie à l'UE, mais a déclaré que l'arrêt du processus d'adhésion ne ferait que renforcer Erdoğan » (Bold Medya, 2021a). On observe que Laschet a reçu le soutien des membres de la diaspora lors des élections de 2021. Quarante-huit membres de la diaspora, dont des scientifiques, des représentants syndicaux et sectoriels de diverses opinions politiques, y compris ceux qui sont retournés en

Turquie, ont formé un groupe de soutien. Ce groupe a soutenu la campagne électorale de Laschet en organisant des réunions dans dix-sept villes au total et en diffusant des émissions sur les chaînes de télévision de la diaspora avant les élections (Artı49, 2021a). L'objectif de la campagne de soutien de ce groupe est que tous les membres de la diaspora soutiennent Laschet, ce qui serait bénéfique à la fois pour les membres de la diaspora et pour les relations entre la Turquie et la RFA (Artı49, 2021a). Le professeur Faruk Şen, porte-parole de l'initiative, s'est exprimé à ce sujet:

> Je connais bien l'époque où Laschet était ministre de l'intégration. Nous avons travaillé ensemble dans mon ancienne institution. C'est un politicien rationnel à tous égards. Il serait bénéfique pour l'Allemagne, pour les immigrants vivant dans le pays et pour les relations germano-turques d'avoir un tel leader comme prochain chancelier après Merkel (Artı49, 2021a).

Le troisième reflet de cette diversité est la campagne électorale des milieux affiliés à l'AKP avant les élections de 2021. Contrairement à la période précédant les élections de 2017, Erdoğan n'a fait aucune déclaration concernant les prochaines élections en raison de la baisse de tension dans les relations turco-allemandes. L'UID, organisation de la société civile soutenue et renforcée par l'AKP en Europe et en particulier en RFA, a mentionné dans ses déclarations qu'elle avait mené plusieurs projets différents avant ces élections (Muhabirce, 2021b). L'un de ces projets consiste à envoyer des lettres et des courriels contenant des questions aux partis politiques participant aux élections. Les questions concernent à la fois les membres de la diaspora et des sujets pertinents pour la RFA. Leur deuxième projet est d'assister aux réunions avec les représentants des partis et de rencontrer les candidats au *Bundestag* dans les régions et les États où l'UID dispose des succursales. Le dernier projet vise à augmenter le taux de participation des membres de la diaspora aux élections en distribuant ou partageant du matériel d'information. Par exemple, des brochures d'information ont été distribuées aux membres de la diaspora au poste frontière de *Kapıkule* et dans les succursales de l'UID en RFA et des contenus tels que des infographies et des affiches numériques ont été partagées sur les médias sociaux (Muhabirce, 2021b).

D’autres ont suivi une voie différente de l’appel général de l’UID à participer aux élections. Les partis ADD et BIG, qui sont associés à l’AKP, n’ont pas rempli les conditions d’éligibilité pour participer aux élections de 2021, comme l’a déclaré l’Office fédéral des élections. Puisqu’ils n’ont pas participé aux élections, ADD et BIG ont appelé à voter pour le parti « Die Gerechtigkeitspartei – Team Todenhöfer », fondé par l’ancien député de la CDU Jürgen Todenhöfer (Yeni Hayat, 2021b). Todenhöfer est connu pour son soutien aux moudjahidines en Afghanistan dans les années 1980 et pour avoir critiqué le gouvernement de coalition SPD-FDP pour son soutien aux groupes de gauche dans le monde. Lors des élections de 2021, deux raisons principales ont motivé leur soutien à Todenhöfer: (1) sa réaction au poème lu par l’humoriste allemand Jan Böhmermann à propos d’Erdoğan, qui a suscité une vive controverse et (2) son opposition à l’approbation de la loi sur le génocide arménien par le *Bundestag* en 2016 (Yeni Hayat, 2021b).

Le parti BIG a ouvertement appelé sur son compte de médias sociaux à voter pour l’équipe Todenhöfer, dont les candidats parlementaires à ces élections comprennent des membres de la diaspora. La déclaration officielle du parti, publiée sur son compte Facebook, annonce que « La direction du parti BIG soutient officiellement l’équipe Todenhöfer lors des prochaines élections fédérales allemandes en septembre. Le bureau exécutif fédéral du parti a pris cette décision historique après avoir consulté ses membres. » (Yeni Hayat, 2021b). Haluk Yıldız, le président fondateur du parti BIG, a évalué la décision comme suit:

> Le parti Team Todenhöfer peut atteindre un public plus large grâce à la popularité de Jürgen Todenhöfer, et a donc de grandes chances de réussir dans cette élection. En tant que parti BIG, nous avons décidé de recommander à nos électeurs de choisir le parti Team Todenhöfer le 26 septembre. Nous voulons une voix politique plus forte pour la justice en Allemagne. Nous donnons la priorité à l’unité pour la justice (Yeni Hayat, 2021b).

Après avoir examiné la situation avant les élections, nous nous penchons maintenant sur la situation après les élections. Lors des élections de 2021, il y avait 60,4 millions d’électeurs éligibles. Le nombre total d’électeurs a diminué au cours des années précédant l’élection, mais la

proportion d'électeurs issus de l'immigration, que ce soit eux-mêmes ou des membres de leur famille, a augmenté (Merhaba, 2021c; Perspektif, 2021e). Selon le micro-recensement de 2019, environ 12% (7,4 millions) des électeurs ayant le droit de vote pour les élections fédérales étaient issus de l'immigration. La proportion d'électeurs issus de l'immigration a légèrement augmenté à chaque élection: avant les élections fédérales de 2013, ce taux était de 9,4%, tandis qu'il est passé à 10,2% lors des élections fédérales de 2017 (Merhaba, 2021c; Perspektif, 2021e; Yeni Hayat, 2021a). Selon diverses sources, environ 900 000 électeurs de la diaspora de la Turquie ont le droit de voter aux élections (Merhaba, 2021c).

Selon les sondages d'opinion sur les élections de 2021, le SPD est devenu de justesse le premier parti, suivi par la CDU/CSU, et les Verts sont arrivés en troisième position (Avrupa Postası, 2021a). Cette tendance s'est également reflétée dans les résultats des élections. Les commentaires sur les résultats des élections fournissent une analyse basée sur les parts de voix des partis. Dans certains de ces commentaires, il est indiqué que lors des élections où environ 60,4 millions d'électeurs, soit environ 76,6%, se sont rendus aux urnes, le SPD a considérablement augmenté ses voix par rapport aux élections de 2017, avec une part de 25.7%. Lors de ces élections, la CDU a subi une défaite historique après un gouvernement de seize ans avec Merkel, ne recevant que 24,1% des voix avec la CSU et se plaçant clairement derrière le SPD (Avrupa Postası, 2021c; 2021d; Bold Medya, 2021c; Muhabirce, 2021c). Le vainqueur de l'élection est le parti des Verts, qui a obtenu le meilleur résultat de son histoire avec 14,8% des voix, aux côtés du SPD (Avrupa Postası, 2021c; Yeni Hayat, 2021d). Le FDP a augmenté sa part de voix avec 11,5%, tandis que le Parti de gauche a obtenu 4,9% et l'AfD 10,3%, tous deux perdant des voix. Toutefois, bien qu'il soit tombé en dessous du seuil électoral, le Parti de gauche a réussi à entrer au parlement grâce à ses candidats qui ont remporté les élections directement dans trois régions (Avrupa Postası, 2021b; COSMO Türkçe, 2021d; Merhaba, 2021f; Özgürüz, 2021). L'un des nouveaux membres de la diaspora a associé les résultats des élections à la politique de la Turquie dans ses commentaires post-électoraux. Le journaliste Can Dündar[47], qui vit en RFA depuis 2016 et fait

[47] Can Dündar s'est réfugié en RFA en 2016 pour échapper à des poursuites judiciaires après avoir été reconnu coupable d'espionnage pour avoir publié un article sur les livraisons d'armes de la Turquie aux rebelles syriens en 2015. Il a été condamné à vingt-sept ans de prison pour soutien au terrorisme et espionnage militaire ou politique.

l'objet d'un mandat d'arrêt en Turquie, a commenté les élections de 2021. Dans son message sur les médias sociaux évaluant la victoire électorale du SPD, Dündar a écrit: « Siège du SPD: Après 16 ans de gouvernement Merkel, les sociaux-démocrates allemands ont dit: "C'est notre tour". Il est passionnant d'assister à ce changement. Espérons qu'il en sera de même dans notre pays. » (Bold Medya, 2021c). Ce commentaire fait référence à la situation politique intérieure de la Turquie. Dündar souhaite voir un changement du gouvernement Erdoğan, notamment pour les élections de 2023.

Lors des élections de 2021, le nombre d'élus issus de l'immigration a augmenté en raison de l'accroissement de la part de voix du SPD. Selon une étude de *Mediendienst Integration*[48], qui recueille des données sur la migration et l'intégration, 26% de la population du pays est issue de l'immigration (c'est-à-dire qu'elle a connu une histoire migratoire dans son propre passé ou dans celui de sa famille), ce qui est sous-représenté au *Bundestag*, mais augmente progressivement (Muhabirce, 2021d; Perspektif, 2021e; 2021g). Au sein du *Bundestag*, qui compte 736 membres, 83 membres étaient issus de l'immigration lors des élections de 2021. Lors des élections de 2017, sur les 709 membres élus au *Bundestag*, 58 étaient issus de l'immigration, soit 8,2% du total (COSMO Türkçe, 2021f; Merhaba, 2021c; Perspektif, 2021e). Ce chiffre est passé à 11,3% lors des élections de 2021, ce qui représente une augmentation de 3%. Lors des élections de 2021, environ 23% des députés issus de l'immigration étaient membres de la diaspora de la Turquie, ce qui signifie qu'un député sur quatre est membre de la diaspora.

L'étude se concentre également sur la proportion de députés issus de l'immigration au sein des partis politiques. Selon l'étude, le SPD compte 35 députés issus de l'immigration, les Verts 16, le Parti de gauche 11, la CDU/CSU 9, l'AfD 6 et le FDP 5 (Muhabirce, 2021d; Perspektif, 2021g). Le Parti de gauche a la plus forte proportion de députés issus de l'immigration, avec environ 28% aux élections de 2021, comme c'était le cas avec 18,8% aux élections de 2017. Le SPD a augmenté sa proportion de 9,8% en 2017 à 17% pour les élections de 2021. Les Verts a vu sa

[48] Le « *Mediendienst Integration* (en français: le service de presse sur l'intégration) » est une plateforme d'information pour les journalistes et les professionnels des médias sur la migration, l'intégration et l'asile en RFA et au-delà. C'est un projet du « *Rat für Migration e.V.* (en français: le conseil pour la migration) », une association nationale de chercheurs sur les migrations en RFA qui prône un débat plus nuancé sur les migrations et l'intégration.

proportion diminuer de 14,9% à 13,6%, tandis que le FDP a vu sa proportion diminuer de 6,3% à 5,4%, et l'AfD de 8,7% à 7,2%. Malgré une légère augmentation du nombre de députés issus de l'immigration au sein de la CDU/CSU, ce groupe parlementaire conserve la plus faible proportion de députés issus de l'immigration par rapport aux autres partis: cette proportion est passée de 2,9 % en 2017 à 4,6 % lors des élections de 2021 (Merhaba, 2021c; Muhabirce, 2021d; Perspektif, 2021g).

Si l'on examine les résultats des élections fédérales de 2021 du point de vue de la diaspora, les partis politiques qui ont désigné des membres de la diaspora de la Turquie ont été classés comme suit, du parti ayant le plus de candidats au parti en ayant le moins: Le Parti de gauche avec 25 candidats, le SPD avec 17 candidats, les Verts avec 9 candidats, le FDP avec 3 candidats et la CDU avec 2 candidats. À ces candidats s'ajoutent des candidats indépendants ou des candidats de partis plus petits qui ont moins de chances d'entrer au *Bundestag* (Artı49, 2021d; Merhaba, 2021c; Yeni Hayat, 2021c). Pour ces élections, pour la première fois dans l'histoire, le plus grand nombre de membres de la diaspora se sont portés candidats. Avant les élections, on s'attendait à ce qu'un grand nombre de politiciens de la diaspora, entre quinze et quarante, soient élus au *Bundestag*, la majorité d'entre eux étant élus au sein du SPD (Artı49, 2021d; Yeni Hayat, 2021c). Parmi ces candidats, la diversité ethnique et religieuse était également mentionnée dans les contenus (Artı49, 2021d; Merhaba, 2021c; Yeni Hayat, 2021c; Yeni Özgür Politika, 2021a). Selon les résultats des élections, dix-neuf candidats de la diaspora sur cent ont été élus membres du *Bundestag* dans différentes régions. Dix candidats du SPD, cinq des Verts, trois du Parti de gauche et un de la CDU ont été élus députés. Selon les sondages d'opinion, il semblait probable que treize de ces dix-neuf députés seraient élus au *Bundestag*. Parmi eux, six étaient issus du SPD, trois des Verts, trois du Parti de gauche et un de la CDU (Artı49, 2021e; Avrupa Postası, 2021b; Merhaba, 2021d; Muhabirce, 2021d; Perspektif, 2021f).

Si l'on considère la répartition des députés sélectionnés et de leurs partis, les personnes suivantes ont été élues: Aydan Özoğuz, Hakan Demir, Metin Hakverdi, Macit Karaahmetoğlu, Derya Türk-Nachbaur, Mahmut Özdemir, Cansel Kızıltepe, Gülistan Yüksel, Nezahat Baradari et Mehmet Ali Takış du SPD; Cem Özdemir, Ekin Deligöz, Canan Bayram, Filiz Polat et Melis

Sekmen des Verts; Ateş Gürpınar, Sevim Dağdelen et Gökay Akbulut du Parti de Gauche; et Serap Güler de la CDU (Artı49, 2021e; Avrupa Postası, 2021b; Merhaba, 2021d; Muhabirce, 2021d; Perspektif, 2021f). Onze députés sur dix-neuf, dont Aydan Özoğuz (SPD), Metin Hakverdi (SPD), Cansel Kızıltepe (SPD), Gülistan Yüksel (SPD), Mahmut Özdemir (SPD), Cem Özdemir (Verts), Ekin Deligöz (Verts), Filiz Polat (Verts), Canan Bayram (Verts), Sevim Dağdelen (Parti de gauche) et Gökay Akbulut (Parti de gauche), ont également été élus députés au *Bundestag* lors des élections de 2017. L'augmentation du nombre de députés de la diaspora de la Turquie, qui est passé de quatorze lors des élections de 2017 à dix-neuf lors des élections de 2021, est une réalisation significative. Il convient de noter que les liens de longue date du SPD avec la diaspora se sont poursuivis lors de ces élections et que le SPD étant le parti qui a reçu le plus de voix, un nombre beaucoup plus important de candidats de la diaspora ont été élus au *Bundestag* par rapport aux élections de 2017. Il est à noter que le nombre de députés de la diaspora pour les Verts et le Parti de gauche est resté le même que lors des précédentes élections de 2017.

Canan Bayram, députée des Verts qui a remporté sa circonscription à Berlin en augmentant ses votes, a critiqué son parti pour ne pas avoir inclus suffisamment de candidats d'origine immigrants sur ses listes de candidats. Elle a noté que bien que le nombre de députés d'origine immigrants ait augmenté de 3% dans les résultats des élections de 2021, et que le nombre de députés d'origine immigrants soit plus élevé dans le SPD et le Parti de gauche, il y a eu une légère diminution du nombre de députés d'origine immigrants chez les Verts. Elle a ajouté que bien qu'elle et les autres députés soient directement élus, le fait que cette diminution soit le cas montre que les candidats issus de l'immigration soulignent une préoccupation au sein des Verts (COSMO Türkçe, 2021e).

Un nouveau succès vient s'ajouter à celui de l'élection de nombreux membres de la diaspora de la Turquie au *Bundestag* lors des élections de 2021. Dans le nouveau gouvernement de coalition SPD-Verts-FDP dirigé par Olaf Scholz du SPD, pour la première fois, un membre de la diaspora a été nommé ministre et trois secrétaire d'État parlementaire au sein du cabinet, et pour la première fois, un membre de la diaspora a été élu vice-président du *Bundestag*. Cem Özdemir

(Verts) a été nommé ministre de l'alimentation et de l'agriculture, tandis qu'Ekin Deligöz (Verts) a été nommée secrétaire d'État parlementaire au ministre de la famille, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse, Cansel Kızıltepe (SPD) secrétaire d'État parlementaire au ministre du logement, du développement urbain et de la construction et Mahmut Özdemir (SPD) secrétaire d'État parlementaire au ministère de l'intérieur et de la patrie (COSMO Türkçe, 2021a; Merhaba, 2021h; Yeni Hayat 2021e; 2021f). Aydan Özoğuz (SPD) a été nommée vice-présidente du *Bundestag*, devenant ainsi le premier membre de la diaspora à occuper ce poste (COSMO Türkçe, 2021a; 2021f; Merhaba, 2021g; Perspektif, 2021h). En 2013, Özoğuz a été le premier membre de la diaspora à être nommé délégué du gouvernement fédéral à la migration, aux réfugiés et à l'intégration. Suite à son élection en tant que vice-présidente après les élections de 2021, elle a exprimé sa joie en déclarant: « Avec cette élection, j'ai montré que les personnes issues de l'immigration peuvent accéder à n'importe quel poste. » Özoğuz a déclaré avoir reçu les félicitations de nombreux jeunes députés issus de l'immigration, y compris ceux du SPD et d'autres groupes de partis. Elle a toutefois précisé que l'AfD n'avait pas soutenu son élection à la vice-présidence et n'avait pas voté pour elle (Merhaba, 2021g; Perspektif, 2021h).

Outre Özoğuz, Cem Özdemir a également reçu des messages de félicitations de la part de nombreux membres connus de la diaspora après avoir été nommé ministre de l'alimentation et de l'agriculture. L'un de ces messages a été envoyé par Memet Kılıç, président du Conseil allemand des immigrants:

> Je pense que la nomination de Cem Özdemir en tant que ministre a une signification à la fois symbolique et pratique. Symboliquement, cet événement donnera beaucoup de courage aux enfants d'immigrants. Ils se diront qu'il est possible de venir dans ce pays en tant qu'enfant d'immigrants et même de devenir ministre. Les générations futures auront davantage confiance en elles et se sentiront plus proches de ce pays. L'importance réelle est que la présence d'un ministre d'origine immigrant au sein du cabinet permettra d'aborder ces questions avec plus de sensibilité. Je pense que cela permettra également à Cem Özdemir d'intervenir plus facilement sur des questions importantes (Artı49, 2021f).

L’un des autres messages de félicitations a été envoyé par Ali Ertan Toprak, président de la communauté kurde d’Allemagne:

> La communauté kurde d’Allemagne a accueilli cette nouvelle avec joie. Nous félicitons Cem Özdemir et lui souhaitons beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions. Nous sommes convaincus que Cem Özdemir s’acquittera de cette tâche avec succès. Özdemir est un politicien allemand depuis environ 25 ans et il a gagné le respect de toutes les couches de la société allemande. Cem Özdemir est connu pour ses positions démocratiques et son soutien aux droits humains, ce qui est particulièrement important pour les personnes venant de la Turquie. Nous soutiendrons sans aucun doute Cem Özdemir et sommes certains qu’il apportera une contribution fructueuse au gouvernement. Nous espérons que son rôle aura un impact important sur la formation d’une Turquie libre et démocratique (Artı49, 2021f).

Les messages de félicitations reçus par Cem Özdemir reflètent la diversité de la diaspora et sa capacité à séduire tout le monde en tant que politicien prospère. À l’instar du succès d’Özdemir, la représentation des membres de la diaspora en politique augmente d’une élection à l’autre. Cette réalisation marque le point de concrétisation du désir de la diaspora de participer à la vie politique, qui a commencé dès les premières années de la formation de la diaspora par l’intermédiaire des syndicats affiliés au SPD, de la Confédération allemande des syndicats (*Le Deutscher Gewerkschaftsbund*, DGB) et des forums politiques non parlementaires où la citoyenneté n’est pas requise pour voter. En particulier au cours de la période sur laquelle porte cette recherche, depuis les élections de 2013, nous constatons que les membres de la diaspora ont augmenté le nombre de parlementaires élus au *Bundestag* à chaque élection et que les partis auxquels ils appartiennent sont arrivés au pouvoir lors des élections de 2021, et qu'ils ont atteint différents postes et rangs.

CONCLUSION

Notre recherche examine la manière par laquelle la diaspora de la Turquie en RFA se positionne et agit dans le paysage politique allemand, en mettant l'accent sur la période de début 2010 à fin 2022. Elle explore les dynamiques socio-politiques qui influencent les stratégies de mobilisation et d'engagement de cette communauté. Elle analyse les impacts des attentats racistes, de l'attentat de Mölln en 1992 aux récents événements tels que l'attentat de Hanau en 2020, ainsi que les autres incidents racistes et les réponses culturelles associées. En parallèle, notre recherche retrace le changement de politiques de nationalité et de citoyenneté en RFA et leur influence sur la diaspora de la Turquie. Elle étudie également la réaction de la diaspora face à la montée de l'extrême droite en RFA, en observant comment le soutien politique a évolué au fil des élections fédérales et comment ces changements reflètent une adaptation aux dynamiques politiques locales.

Nos hypothèses étaient les suivantes: d'abord, la diaspora de la Turquie en RFA se trouve au cœur des dynamiques de populisme de droite, influencées par des facteurs internes et externes, notamment les interventions de l'AKP et les réalités politiques locales. Ensuite, cette diaspora est caractérisée par une diversité interne significative, ce qui influe sur ses comportements politiques et ses stratégies de mobilisation. Enfin, la diaspora se construit à travers divers processus de mobilisation sociale et politique, influencés par sa complexité interne ainsi que par des facteurs locaux et transnationaux, pour atteindre des objectifs collectifs.

Ces hypothèses ont guidé notre analyse et ont été vérifiées à travers l'examen approfondi des dynamiques politiques et sociales au sein de la diaspora de la Turquie en RFA. Les résultats obtenus fournissent des éclaircissements essentiels sur la manière dont cette communauté répond aux défis posés par les attentats et incidents racistes, les changements dans les politiques de nationalité et de citoyenneté, et la montée de l'extrême droite, tout en révélant des nuances dans ses stratégies de mobilisation et d'engagement politique.

La méthode de traçage du processus utilisée dans cette recherche fournit un cadre analytique solide pour comprendre les dynamiques politiques, sociales et mémorielles de la diaspora de la Turquie en RFA. Son choix s'explique par sa capacité à analyser les processus de subjectivation politique, de production de mémoire collective et d'interaction avec les structures institutionnelles dans une perspective à la fois multicouche, historiquement située et façonnée par des dynamiques relationnelles entre les acteurs. Elle permet également de retracer de manière holistique les points de rupture, les transformations et les mécanismes de causalité qui sous-tendent ces processus.

La recherche a permis de retracer les dynamiques institutionnelles, les projets législatifs, les luttes de mémoire et les questions politico-géopolitiques qui ont façonné les régimes de nationalité et de citoyenneté en RFA. Le traçage du processus a joué un rôle déterminant dans l'interprétation de ces relations complexes, révélant à la fois des séquences historiques et des chaînes de causalité. Cette méthode a permis d'analyser comment les institutions construisent le nationalisme et la citoyenneté, comment les clôtures sociales sont configurées et comment elles influencent la trajectoire de la diaspora.

Elle a également permis de tester les hypothèses formulées pour chaque cas étudié, en rendant visible la logique interne, la temporalité et les tournants décisifs des trajectoires. Au-delà de la description des cas, elle a facilité l'identification des mécanismes de causalité explicatifs. En comparant les séquences, elle a offert une lecture transversale des interactions entre les choix stratégiques des acteurs et les réponses – ou les silences – des institutions. L'analyse a ainsi porté sur la manière dont la diaspora construit ses modes de mobilisation et de positionnement. Ces réponses peuvent être attribuées à deux facteurs distincts: premièrement, des pressions externes telles que la montée de l'extrême droite en RFA et les interventions politiques de la Turquie; deuxièmement, des dynamiques internes telles que la diversité des ethnicités, des idéologies et des motifs de migration. Les appels électoraux, les coalitions contre l'AfD, les pratiques critiques de mémoire et les formes d'auto-organisation apparaissent donc comme les résultats de

mécanismes causaux spécifiques, révélateurs de leurs conditions sociales et politiques d'émergence, de stabilisation ou de reconfiguration.

Dans l'analyse des attentats et des pratiques commémoratives, cette méthode s'est révélée particulièrement fructueuse pour comprendre comment les négligences institutionnelles et les pratiques d'exclusion symboliques ont donné lieu à des formes alternatives de mémoire. À Mölln et Hanau, les crises de représentation et les exclusions symboliques observées lors des cérémonies officielles de commémoration ont conduit les familles des victimes et les organisations solidaires à créer leurs propres espaces de mémoire. Ces espaces ne se sont pas limités au deuil ou à l'hommage, mais sont devenus des lieux de critique politique et de subjectivation collective. En revanche, à Solingen, les dynamiques de reconnaissance institutionnelle et de compromis symbolique ont prédominé, donnant lieu à une forme de commémoration plus intégrée. Cette configuration comparative a permis de rendre visibles, grâce au traçage du processus, non seulement les résultats divergents, mais aussi les dynamiques sociales et institutionnelles qui les ont produits.

Dans des cas plus complexes ayant un lien direct avec l'État, tels que le NSU et le NSU 2.0, cette méthode a permis d'éclairer les retards dans la reconnaissance publique et la quête de justice, ainsi que les acteurs et les moments critiques qui ont contribué à une prise de conscience progressive. L'explication ethnicisée des meurtres, la marginalisation des familles et la rhétorique stigmatisante des médias ont créé un terreau propice à l'émergence de politiques critiques de la mémoire. L'analyse a facilité la compréhension de la désignation progressive du racisme institutionnel et de ses limites, révélant ainsi la nature structurelle de la rupture engendrée par cette violence. Cette rupture affecte non seulement les victimes directes, mais aussi les fondements mêmes des institutions.

D'autres cas, comme la démission de Mesut Özil de l'équipe nationale allemande, la persistance des attaques islamophobes ou les productions artistiques contre le racisme, ont illustré la manière dont les dynamiques discriminatoires sont également reproduites dans les pratiques quotidiennes. Ces exemples illustrent que les traumatismes collectifs ne se limitent pas aux victimes

immédiates mais s'inscrivent dans des luttes plus larges pour l'appartenance, la reconnaissance et la représentation sociale. Dans ce contexte, la méthode de traçage du processus permet d'observer l'apparition de formes de résistance à une micro-échelle, qu'elles soient culturelles, sportives ou communautaires, et leur potentiel de traduction en positions politiques plus larges.

Dans le champ électoral, la méthode de traçage du processus a permis d'observer la manière dont les dynamiques de subjectivation politique ont évolué au sein de la diaspora, à la croisée des clivages internes et des interventions externes. Les appels au vote lancés en 2013 ont été transformés en 2017 sous l'influence croissante de la Turquie, et ont culminé en 2021 avec la formation de fronts communs contre l'AfD. Cette opposition partagée a montré que des coalitions temporaires mais stratégiques peuvent émerger. L'ascension de l'AfD et la progression du populisme de droite ont alimenté un sentiment de rejet parmi les membres de la diaspora, les incitant à explorer des orientations politiques alternatives. Cela s'est traduit par un soutien croissant aux Verts et au SPD, tandis que, plus récemment, la CDU a connu un regain d'intérêt.

L'analyse des trois élections fédérales tenues en 2013, 2017 et 2021 a permis de comprendre les changements dans les préférences électorales et la réaction de la diaspora aux développements dans le paysage politique allemand. Le processus examiné révèle une diaspora de plus en plus organisée, adepte du positionnement stratégique et de l'intervention active dans le discours public. Elle s'est imposée comme un acteur politique à part entière, alliant réactivité et participation dans un contexte marqué par des tensions transnationales.

La méthode a facilité la validation empirique des trois hypothèses de la recherche. Premièrement, la diaspora évolue dans un espace politique traversé par une double pression populiste, à la fois due à la montée de l'extrême droite en RFA et aux interventions politiques de la Turquie. Deuxièmement, la diaspora est une entité hétérogène, marquée par des clivages ethniques, idéologiques, religieux, culturels, linguistiques et liés aux motifs migratoires, ce qui se manifeste tant dans les pratiques commémoratives que dans les comportements électoraux. Troisièmement, loin d'être un sujet passif, la diaspora participe activement à la construction d'un espace politique par la production culturelle, la représentation institutionnelle et les luttes pour la mémoire. La

méthode de traçage du processus a ainsi permis de retracer, pour chacune de ces hypothèses, les chaînes d'événements, les moments de rupture et les mécanismes de causalité sous-jacents, jouant à la fois un rôle explicatif et de validation empirique dans l'analyse.

La méthode de traçage du processus a permis à cette recherche d'analyser conjointement les choix stratégiques des acteurs individuels et collectifs au niveau micro, ainsi que l'influence des structures institutionnelles, du contexte idéologique et de la dynamique historique sur ces choix au niveau macro. Elle a ainsi fourni un cadre analytique plus complet et plus approfondi pour comprendre les formes de subjectivation politique et sociale de la diaspora de la Turquie en RFA. La transformation d'initiatives commémoratives individuelles en pratiques de mémoire collective et l'articulation de certaines stratégies électorales diasporiques avec des expériences antérieures d'exclusion ont été élucidées par une lecture causale des processus. Les motifs récurrents identifiés dans les différents cas ont été examinés afin d'établir des liens entre des événements spécifiques et des logiques structurelles et des continuités historiques. Par conséquent, les mécanismes sous-jacents de ces processus sociaux et politiques ont été analysés en profondeur, qu'il s'agisse des pratiques mémorielles, des comportements électoraux, de la lutte contre le racisme ou des formes de représentation culturelle. Dans ce contexte, le traçage du processus s'est imposé non seulement comme une méthode, mais aussi comme un outil analytique indispensable pour comprendre la complexité sociale et politique de la diaspora.

Pour comprendre les dynamiques politiques et sociales actuelles au sein de la diaspora, il est crucial de se pencher sur le cadre historique des politiques de nationalité et de citoyenneté en RFA. La manière dont la RFA a défini et redéfini la nationalité et la citoyenneté au fil des siècles a eu un impact significatif sur l'intégration et l'identité des communautés immigrées. L'analyse du développement historique de la nationalité et de la citoyenneté allemandes permet de mieux comprendre les contextes et les défis auxquels sont confrontées les diasporas, y compris celle de la Turquie.

Avant 1913, l'Allemagne était constituée d'une mosaïque de royaumes et principautés, et le concept de nation était largement ethnoculturel, influencé par le mouvement romantique et le

mouvement de réforme prussien (Brubaker, 1992: 1-17). La loi prussienne de 1842 et *l'Allgemeines Landrecht für die Preußischen Staaten* ont formalisé les critères d'appartenance à l'État, bien avant l'unification allemande en 1871 (Nathans, 2004: 59-75; Brubaker, 1992: 57-61). La loi sur la citoyenneté allemande de 1913, créée sous Wilhelm II, a établi un système de *jus sanguinis* rigide, définissant la citoyenneté principalement sur la base de la descendance ethnique et excluant les immigrants de la naturalisation. Ce système a perduré à travers les guerres mondiales, la division et la réunification de l'Allemagne, jusqu'à la réforme de 1999, consolidant une vision ethnoculturelle de la citoyenneté (Brubaker, 1992: 115-119; Nathans, 2004: 217).

La Loi fondamentale de 1949 a introduit une citoyenneté inclusive, interdisant la privation de citoyenneté et rétablissant celle perdue sous le régime nazi (Göktürk et al., 2007: 156). Cependant, l'intégration des membres de la diaspora est restée limitée jusqu'aux années 1960 et 1970, lorsque l'activisme des travailleurs invités a contribué à faire évoluer le discours sur l'ethnicité et la nationalité en RFA. Les membres de la diaspora se sont organisés en syndicats et ont formulé des revendications pour des droits civils et politiques, affirmant que l'Allemagne devait être reconnue comme un pays d'immigration. Ils ont formé des groupes pour sensibiliser les membres de la diaspora à leur manque de droits politiques et sociaux, et ont milité activement pour ces droits. Le SPD et les Verts ont joué un rôle important dans ce changement, soutenant les réformes et la reconnaissance des droits des immigrants. Le SPD, alors dans l'opposition, a soutenu ces revendications et a progressivement reconnu l'Allemagne comme un pays d'immigration. Les Verts ont également plaidé pour une reconnaissance accrue des droits des immigrants, y compris le droit de vote et de se présenter aux élections. Cette tendance a conduit à un changement significatif dans le discours sur l'ethnicité et a contribué à la réforme de la loi sur la citoyenneté (Aktürk, 2012: 83-85; Kaya, 2013).

Depuis la réunification en 1990, le système des partis politiques en RFA a connu plusieurs transformations majeures. La question de l'intégration des anciens territoires est-allemands a dominé le débat politique, influençant profondément le système des partis. La première phase après 1990 a continué le modèle de multipartisme bipolaire, visant à maintenir l'unité politique et

économique, tandis que la seconde phase, amorcée après les élections de 2005, a vu une diminution du soutien aux grands partis traditionnels (CDU/CSU et SPD) et une montée en puissance des partis d'extrême droite comme l'AfD. La réunification a révélé les tensions raciales et xénophobes exacerbées par la montée de l'extrême droite et les débats sur l'identité nationale (Abedi, 2017; Brubaker, 1992; Fulbrook, 1999; Lang et al., 2017). Les années 1990 ont vu des attaques racistes renforcer les politiques restrictives et un discours ethnocentrique (Kaya, 2013; Aktürk, 2012: 96). En 1994, le Conseil pour la migration a plaidé pour une réforme, signalant un changement dans la perception des immigrants et une nécessité d'adaptation des politiques aux nouvelles réalités sociopolitiques (Aktürk, 2012: 90-92).

En 1998, le SPD et les Verts ont remporté les élections législatives, permettant la mise en œuvre d'une nouvelle loi sur la citoyenneté en 1999. La loi a introduit des éléments de *jus soli*, permettant aux enfants nés de parents non allemands d'obtenir la nationalité allemande dès la naissance. Cette modification marque une transition d'un régime mono-ethnique fondé sur la ségrégation à un régime anti-ethnique fondé sur l'assimilation. Cependant, malgré cette avancée, la loi interdisait la double citoyenneté, exigeant des immigrants qu'ils renoncent à leur nationalité d'origine pour devenir citoyens allemands, ce qui a conduit à une résistance et à des cas de non-renonciation à la nationalité d'origine (Aktürk, 2012: 90-92).

Sous la chancellerie d'Angela Merkel, les politiques d'immigration ont continué sur la voie de l'assimilation. La « crise des réfugiés » en 2015 a représenté un défi majeur. Merkel a initialement ouvert les frontières à un million de réfugiés syriens, mais face à la montée de l'extrême droite et aux tensions au sein de l'UE, elle a négocié l'accord UE-Turquie pour limiter le nombre de réfugiés entrant en Europe. Cet accord a conduit à une diminution des arrivées en RFA, mais a également entraîné la montée de l'AfD (Merkel, 2015; Kaya, 2013). Cette montée de l'AfD s'inscrit dans un contexte plus large de crise de représentation politique et de débats sur l'identité nationale allemande. L'AfD, fondé en 2013 initialement comme une réaction à la monnaie unique européenne, a capitalisé sur la crise migratoire pour gagner du soutien, atteignant 12,6% des voix aux élections fédérales de 2017. Son succès a été particulièrement marqué dans l'ex-RDA, où le manque d'immigration historique et un fort sentiment d'identité nationale ont

renforcé son attractivité. Les membres de la diaspora, en réponse à ces changements politiques et à la montée des mouvements populistes d'extrême droite, ont exprimé leur mécontentement en soutenant des partis qui défendent des valeurs d'inclusion, de diversité et de démocratie. Cette diversification du soutien politique reflète une réaction consciente aux transformations du paysage politique allemand et aux tensions entre intégration et exclusion dans la construction de l'identité nationale allemande. Les luttes et l'activisme des travailleurs invités ont joué un rôle central dans le changement de la loi sur la citoyenneté, qui illustre la transition d'un régime ethnoculturel rigide à un système plus inclusif mais toujours axé sur l'assimilation. Cela souligne les tensions persistantes entre l'intégration et l'exclusion dans la construction de l'identité nationale allemande (Aktürk, 2012; Brubaker, 1992; Göktürk et al., 2007; Inglehart et Norris, 2017; Kriesi et Pappas, 2015; Lees, 2018; Schwörer, 2018).

Simultanément à ces changements politiques en RFA, la Turquie, sous l'influence croissante de l'AKP et d'Erdoğan, a modifié ses politiques envers ses citoyens vivant à l'étranger. L'arrivée de l'AKP au pouvoir a marqué un tournant dans la manière dont la Turquie aborde ses relations avec la diaspora. La Turquie a intensifié ses efforts diplomatiques pour mobiliser et soutenir ses ressortissants à l'étranger, renforçant ainsi ses liens avec eux. Cette démarche traduit une volonté de réaffirmer son influence et de soutenir ses citoyens, tout en s'adaptant aux réalités changeantes de la politique mondiale.

Depuis l'émergence de la diaspora de la Turquie dans les années 1960, la relation entre la Turquie et ses citoyens à l'étranger est devenue cruciale pour les deux pays. Initialement, la Turquie se concentrait sur les aspects économiques, comme les transferts de fonds. Cependant, à partir des années 1980, elle a élargi ses politiques pour inclure la préservation des identités ethnoculturelles et le soutien aux associations et mosquées. La loi de 1982 a marqué un tournant en permettant la double citoyenneté et en institutionnalisant les responsabilités de l'État envers ses citoyens de l'étranger (Akgönül, 2017; Aydın, 2014; Kaya, 2024; Ünver, 2013). Les années 1990 ont vu une accentuation des efforts pour intégrer les membres de la diaspora en RFA, les encourageant à acquérir la citoyenneté allemande et à participer à la vie politique. Deux institutions ont été créées pour soutenir cette population: le Comité consultatif pour les citoyens turcs vivant à

l'étranger et le Haut comité pour les citoyens turcs vivant à l'étranger, visant à améliorer leur représentation et l'organisation associative (Adar, 2019; Aydın, 2014).

Avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002, la politique envers la diaspora est devenue plus proactive, avec un accent particulier sur la RFA, où se trouve la plus grande communauté de la Turquie. L'AKP a introduit des initiatives telles que l'UID en 2004 et la YTB en 2010 pour coordonner le lobbying et renforcer les liens avec cette diaspora. Ces initiatives visaient à mobiliser la diaspora, tout en exerçant une influence sur les politiques locales et en consolidant l'influence d'Erdoğan à l'international (Aydın, 2014; 2016; Adamson, 2019; UID, 2018; YTB, 2019; 2021; 2022; 2023). La DİTİB a également vu ses capacités renforcées pour soutenir les mosquées en RFA, bien que cette politique ait suscité des controverses après la tentative de coup d'État de 2016 (Diyanet İşleri Başkanlığı, 2016; Deutsche Welle, 2017; 2023). Au cours de la période analysée dans notre recherche, la YTB, l'UID et la DİTİB ont joué des rôles distincts mais complémentaires dans la mobilisation de la diaspora, avec un objectif commun de contrer la montée de l'extrême droite et d'encourager la participation électorale. La YTB a organisé divers événements et fourni un soutien matériel et symbolique, renforçant ainsi les liens entre la Turquie et sa diaspora tout en soutenant les initiatives politiques en accord avec les intérêts du gouvernement turc. De son côté, l'UID s'est focalisée sur la mobilisation locale et la pression sur les autorités allemandes, en promouvant des politiques favorables à la diaspora et en luttant contre la discrimination. La DİTİB, quant à elle, a joué un rôle dans les commémorations des attentats racistes, utilisant ces événements pour promouvoir une image de solidarité face au racisme tout en naviguant avec soin dans des enjeux diplomatiques complexes. Ces organisations ont donc contribué à structurer le soutien politique de la diaspora, influençant ainsi les dynamiques électorales et les perceptions politiques en RFA.

Les rassemblements organisés par Erdoğan en RFA, souvent coordonnés par l'UID, ont mobilisé la diaspora pour soutenir les objectifs de l'AKP et influencer la politique allemande. En 2012, l'extension du droit de vote aux citoyens de la Turquie vivant à l'étranger a considérablement augmenté leur participation aux élections en Turquie, avec un soutien marqué pour l'AKP et Erdoğan (Adar, 2019; Aydın, 2014; Burgess, 2020). Ce soutien est attribué à la valorisation des

politiques de l'AKP, un sentiment de fierté nationale sous Erdoğan, et la crainte de perdre des acquis socio-politiques sous un autre gouvernement (Adar, 2019; Aydın, 2014; Bolinger, 2015).

En parallèle à l'arrivée au pouvoir de l'AKP et à ses efforts pour mobiliser la diaspora de la Turquie, cette communauté se trouvait confrontée à une série croissante d'incidents de violence raciste. Ces événements ont non seulement intensifié le sentiment d'insécurité au sein de la diaspora, mais ont également révélé des lacunes importantes dans la réponse institutionnelle allemande face à ces crises. En réponse, l'urgence pour les organisations et les membres de la diaspora de renforcer leur soutien et leur mobilisation est devenue encore plus cruciale, soulignant la nécessité d'une solidarité accrue et d'une action concertée face à la montée de la violence raciste et à ses conséquences sur la communauté.

Les attentats racistes en RFA ont laissé une empreinte indélébile sur la société et la politique du pays, marquant des épisodes de violence qui ont profondément affecté la diaspora de la Turquie. Les événements majeurs, tels que l'attentat de Mölln en 1992, l'attentat de Solingen en 1993, les meurtres en série du NSU entre 2000 et 2007, et l'attentat de Hanau en 2020, ont révélé des lacunes profondes dans la gestion des crises, les enquêtes policières et les réponses institutionnelles face à la violence raciste.

L'attentat de Mölln, survenu le 23 novembre 1992, fut le premier incendie criminel raciste contre la diaspora après la réunification allemande, tuant trois personnes et marquant le début d'une série d'attaques racistes en RFA. Les commémorations de cet attentat ont toujours joué un rôle essentiel pour la diaspora, favorisant la solidarité et la lutte contre le racisme. Depuis 2012, une divergence importante a émergé entre la municipalité de Mölln et la famille Arslan concernant les cérémonies commémoratives. La décision de la municipalité de retirer l'événement officiel en réponse à une invitation controversée a conduit à la création du « Discours de Mölln en exil », devenu un symbole de la résistance et de la volonté de commémorer les victimes malgré les obstacles institutionnels. Cet événement est désormais organisé chaque année dans une ville différente, reflétant la protestation contre le manque de reconnaissance des autorités locales. Les cérémonies indépendantes soulignent des tensions entre la famille des victimes et les institutions

officielles, mettant en lumière des critiques concernant la rétention de lettres de condoléances et un soutien institutionnel insuffisant (Artı49, 2022l; 2022k; COSMO Türkçe, 2022k; Yeni Hayat, 2019d).

Les commémorations de l'attentat de Mölln ont souvent été l'occasion pour les membres de la diaspora de se rassembler et d'affirmer une unité collective contre le racisme. À l'occasion du vingt-deuxième anniversaire, İbrahim Arslan, survivant de l'attentat, et l'initiative Reclaim ont organisé une cérémonie indépendante pour souligner l'engagement communautaire dans la préservation de la mémoire des victimes. Le trentième anniversaire, célébré le 23 novembre 2022, a attiré plusieurs centaines de personnes, dont des représentants de la DİDF (*Demokratik İşçi Dernekleri Federasyonu*, en français: Fédération démocratique des associations de travailleurs) et d'autres organisations de Mölln et Hambourg, illustrant une solidarité étendue contre les attentats racistes et mettant en avant des discours sur les attaques racistes en général. Les critiques se sont dirigées vers l'insuffisance des réponses institutionnelles aux délits racistes, appelant à une action plus vigoureuse contre le racisme. İbrahim Arslan a également conduit des initiatives culturelles pour sensibiliser contre le racisme (Avrupa Postası, 2014; COSMO Türkçe, 2022k; Perspektif, 2022p; Yeni Hayat, 2019d; 2022c).

Parallèlement, la DİTİB a orchestré une commémoration officielle en collaboration avec le consulat, mais sans la participation de la famille des victimes. Pour le trentième anniversaire, la municipalité de Mölln organisa une cérémonie officielle soutenue par des institutions telles que la YTB, mettant en lumière l'engagement des institutions officielles envers la diaspora. Cependant, les cérémonies officielles ont été séparées des commémorations organisées par les familles et les associations locales, comme la DİDF, qui ont inclus des messages de solidarité contre tous les attentats racistes. Les institutions comme la YTB et la DİTİB ont ainsi soutenu les événements officiels, reflétant l'intérêt de la Turquie pour les questions de la diaspora, mais ont été absentes des cérémonies indépendantes, en raison de leur orientation vers des objectifs diplomatiques et politiques plus larges (Artı49, 2022m; Avrupa Postası, 2014; Yeni Hayat, 2017a). Les commémorations de Mölln ont révélé des tensions persistantes entre la diaspora et les

institutions, mais aussi une volonté résiliente de maintenir vivante la mémoire des victimes malgré ces obstacles.

L'attentat de Solingen, le 29 mai 1993, a coûté la vie à cinq membres de la famille Genç et a mis en évidence la présence inquiétante du racisme dans des quartiers apparemment intégrés. La réaction de la société allemande a inclus des efforts significatifs pour promouvoir la réconciliation et la tolérance interculturelle, avec Mevlüde Genç, survivante de l'attentat, devenant une figure emblématique de la paix. Le gouvernement a créé la « Médaille Mevlüde Genç » en son honneur, et les commémorations ont inclus des critiques de la gestion des politiques racistes et des discours de haine. Angela Merkel a présenté des excuses publiques, marquant une réponse plus coordonnée et visible aux actes de haine (Artı49, 2022j; Perspektif, 2022a; Yeni Hayat, 2019c).

Contrairement aux commémorations de Mölln, les cérémonies pour Solingen ont été marquées par une participation plus homogène de la famille Genç et des autorités. La famille a assisté à la cérémonie officielle organisée par la municipalité, sans organiser de cérémonie séparée (Perspektif, 2019f; 2022d; 2022e; Artı49, 2022d). En plus des cérémonies officielles, des associations communautaires comme l'ATİB (*Avrupa Türk İslam Kültür Dernekleri Birliği*, en français: Union des associations culturelles turco-islamiques en Europe), la Maison du peuple turc de Francfort, et la DİDF ont organisé des événements soulignant la lutte contre le racisme. Ces cérémonies ont rappelé l'importance de la lutte contre le racisme et l'extrême droite (Artı49, 2019a; 2021b). Les déclarations et les cérémonies associées ont exprimé une volonté collective de renforcer cette lutte, en condamnant les politiques de l'État et en exigeant une action soutenue contre le racisme (Yeni Hayat, 2018e; 2020b).

À l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'attentat de Solingen, le gouvernement allemand a présenté des excuses publiques, marquant un changement par rapport à l'attitude de Helmut Kohl. Angela Merkel, entourée de personnalités telles que Armin Laschet et Mevlüt Çavuşoğlu, a participé à la commémoration à Düsseldorf. Laschet a annoncé la création de la « Médaille Mevlüde Genç », attribuée chaque année à ceux qui favorisent la tolérance

interculturelle (COSMO Türkçe, 2022c; Perspektif, 2018b). Ce changement du discours allemand reflète les changements dans la politique de citoyenneté allemande, soulignant un processus de réconciliation progressive des mémoires dans le tissu politique et social, malgré les tensions avec les organisations de la société civile concernant la politisation des commémorations.

Parallèlement, la cérémonie funéraire de Mevlüde Genç a attiré plus d'un millier de personnes, avec des discours poignants de personnalités comme Hendrik Wüst et Tim Kurzbach. La participation de représentants turcs, y compris l'ambassadeur de Turquie et des membres de la YTB, a illustré l'engagement de la Turquie envers sa diaspora (COSMO Türkçe, 2022d; 2022e; 2022f; 2022g; 2022h; Perspektif, 2022k; 2022r). Les cérémonies ont montré une plus grande cohérence et une participation plus homogène des familles des victimes, des autorités locales et des institutions turques, bien que des tensions demeurent quant à la politisation des commémorations.

Les meurtres en série du NSU, commis entre 2000 et 2007, ont exposé des défaillances graves dans les enquêtes policières, révélant une négligence notable de la dimension raciste des crimes. L'existence du NSU n'a été dévoilée qu'en 2011, après la découverte des membres du groupe dans une caravane. Un DVD confessionnel a révélé l'étendue de leurs crimes, dissipant les soupçons injustement portés sur les familles des victimes. Cette révélation a mis en lumière le racisme structurel et institutionnel au sein des forces de l'ordre (Perspektif, 2018d; 2018e; 2020d; taz.gazete, 2018b).

Le procès du NSU, débuté en 2013, a mis en évidence des dysfonctionnements importants, tels que la destruction de dossiers par les services de renseignement et la mort suspecte de témoins clés. Les condamnations finales ont été perçues comme insuffisantes par les familles des victimes, et des critiques ont pointé le manque d'enquête approfondie sur les liens entre le NSU et les services de renseignement. Les initiatives comme « l'Initiative du 6 avril », « La Keupstraße est partout », « Le Tribunal » et son projet « Démêler l'écheveau du NSU » continuent de réclamer des réponses et des réformes structurelles pour prévenir de futurs actes de violence (Artı49, 2022n; Avrupa Postası, 2019; Bold Medya, 2021; Perspektif, 2018d; 2018e;

2020d; taz.gazete, 2018b; Yeni Hayat, 2018f). En plus, la DİDF a critiqué le verdict du procès du NSU, jugeant les peines insuffisantes et la connexion entre les néonazis et les services de renseignement minimisée. Elle a également organisé des manifestations pour commémorer les attentats et mettre en lumière les problèmes liés au racisme (Merhaba, 2021a; 2021c; Yeni Hayat, 2018g; 2020c; 2021d).

Les lettres de menaces signées « NSU 2.0 » ont émergé après le procès du NSU, révélant une continuité troublante de l'extrémisme au sein des forces de sécurité. Ces menaces, adressées notamment à Seda Başay Yıldız, avocate impliquée dans le procès, ont conduit à des enquêtes sur les liens entre les menaces et des policiers d'extrême droite. Les réactions ont inclus des critiques sur l'inefficacité de l'enquête et la gestion des données privées, mettant en lumière la persistance du racisme et de l'extrémisme au sein des institutions (Bold Medya, 2021; Perspektif, 2020n; Yeni Hayat, 2018l). Cette situation a accentué la perception que les leçons du procès du NSU étaient insuffisantes pour prévenir de futurs actes de violence, soulignant ainsi les lacunes persistantes dans la lutte contre le racisme.

La révélation des crimes du NSU a conduit à une prise de conscience accrue des défaillances systémiques dans la lutte contre le racisme et la violence d'extrême droite en RFA. Le procès a mis en évidence la nécessité d'une plus grande transparence et d'une meilleure coordination entre les agences et les institutions, ainsi qu'une prise en charge plus efficace des victimes et de leurs familles (Perspektif, 2018d; 2018e; 2020d; taz.gazete, 2018b). Ces leçons semblaient insuffisantes pour prévenir de futurs actes de violence. En février 2020, l'attentat de Hanau a de nouveau mis en lumière des failles critiques dans la sécurité publique et le soutien aux victimes. L'attaque, perpétrée par un individu aux motivations d'extrême droite, a entraîné la mort de neuf personnes, principalement issues de la diaspora. Cet attentat a révélé des insuffisances notables dans la gestion des crises et le soutien post-attentat, malgré les améliorations attendues après les tragédies antérieures (Perspektif, 2020b; Perspektif, 2022s).

La réponse immédiate à Hanau a été marquée par une mobilisation massive, contrastant avec la lenteur perçue dans le traitement des attentats antérieurs. Le discours sur la lutte contre l'extrême

droite et le racisme a été largement amplifié. Angela Merkel a immédiatement qualifié l'attentat de motivation extrémiste et a promis une enquête exhaustive. En réponse, les ministres de l'intérieur de Turquie et d'Allemagne ont publié une déclaration conjointe soulignant l'importance de l'unité et de la détermination dans la lutte contre le racisme. Des manifestations massives ont eu lieu dans plusieurs villes, reflétant une large critique de la réponse gouvernementale. À Hanau, une marche de protestation a rassemblé diverses communautés et personnalités politiques. Deux semaines après l'attentat, une cérémonie officielle a eu lieu, avec des discours de hauts responsables politiques, réaffirmant l'engagement contre le racisme et la haine (Avrupa Postası, 2020; COSMO Türkçe, 2021c; Perspektif, 2020h; 2020i; taz.gazete, 2020).

En parallèle, deux initiatives importantes ont vu le jour: « l'Initiative du 19 février Hanau » et son centre de contact « 140 m² contre l'oubli », ainsi que l'« Initiative éducative de Ferhat Unvar ». Ces initiatives jouent un rôle crucial en offrant un soutien juridique, psychologique et financier aux victimes et à leurs familles, tout en fournissant un accompagnement éducatif pour lutter contre le racisme. Elles exercent également une pression continue pour garantir une enquête approfondie et des réformes politiques. Le président fédéral de l'époque, Frank-Walter Steinmeier, et le maire de Hanau, Claus Kaminsky, ont salué ces initiatives, appelant à une mobilisation continue contre le racisme (COSMO Türkçe, 2021d; 2021i; Perspektif, 2021f; Yeni Hayat, 2021a; 2022a; Yeni Özgür Politika, 2020; 2021b; 2021c).

Les cérémonies de commémoration de l'attentat de Hanau ont eu lieu à plusieurs reprises à Hanau et dans d'autres villes: six mois, un an et deux ans après l'attentat. L'Initiative du 19 février Hanau, soutenue par près de cent quatre-vingts organisations, a organisé des événements avec des diffusions en ligne et des projections en plein air à Francfort. D'autres cérémonies importantes ont été organisées par la DİDF et la Jeunesse de la DİDF dans plusieurs villes, avec le soutien de nombreuses institutions et organisations. Ces événements ont inclus la participation des familles de victimes d'autres attentats, comme celui de Mölln, illustrant ainsi la solidarité continue entre les communautés touchées. Les cérémonies officielles ont également vu la présence de personnalités politiques telles que Frank-Walter Steinmeier, Claus Kaminsky, Nancy

Faeser, Volker Bouffier, qui ont réaffirmé leur engagement contre le racisme et l'extrême droite. De plus, des représentants de l'État turc, dont l'ambassadeur, des parlementaires et le vice-ministre des affaires étrangères, ont participé aux commémorations, soulignant leur soutien à la lutte contre le racisme et leur désir de clarifier les circonstances de l'attentat. La YTB a également organisé plusieurs initiatives, incluant des déclarations publiques, des plaques commémoratives en Turquie et la construction d'une bibliothèque en mémoire d'une des victimes. Cette implication montre une approche coordonnée avec les autorités turques pour aborder les questions de racisme et de violence, et soutenir les victimes et leurs familles (Artı49, 2020a; 2020b; 2020c; 2020d; 2021a; 2022b; Avrupa Postası, 2021a; Merhaba, 2022a; Yeni Hayat, 2020d; 2021a; Yeni Özgür Politika, 2021b; 2022c). Les manifestations, les marches de protestation et les initiatives créées après l'attentat soulignent l'engagement des communautés et des associations à honorer la mémoire des victimes tout en combattant activement le racisme. Ces efforts s'inscrivent dans un débat plus large sur le racisme et l'intégration en RFA, où des événements récents ont continué à influencer la perception et les discussions sur ces enjeux.

En 2018, la démission de Mesut Özil de l'équipe nationale allemande a provoqué un débat intense sur le racisme et l'intégration en RFA. Özil a cité les attaques racistes dont il a été victime et le manque de respect de la Fédération allemande de football comme raisons de sa décision. Sa démission a suscité diverses réactions de la part des responsables politiques et des médias. En réponse, la campagne #MeTwo a émergé pour mettre en lumière les expériences de racisme vécues par les personnes issues de l'immigration. Cette campagne a eu un large impact, donnant une voix à de nombreux migrants et membres de la diaspora qui ont partagé leurs témoignages sur les discriminations rencontrées dans différents aspects de la vie publique. Le ministre fédéral des affaires étrangères de l'époque, Heiko Maas, a soutenu cette initiative et appelé à une mobilisation continue contre le racisme (Artı49, 2018c; Avrupa Postası, 2018b; Turkish Minute, 2018b; Yeni Hayat, 2018d). Cela a marqué une étape importante dans la prise de conscience publique et la demande d'une action plus résolue contre les préjugés raciaux en RFA.

Depuis 2017, les attaques islamophobes, en particulier celles visant les mosquées, sont devenues une catégorie de crimes de haine en forte augmentation. Les statistiques montrent une tendance

inquiétante à la hausse, exacerbée par un manque de soutien institutionnel et une sous-déclaration des incidents. Les organisations telles que la DİTİB ont appelé à des mesures plus fermes de la part des autorités, mettant en lumière les insuffisances dans la prise en charge des victimes après les attaques et l'insuffisance des politiques contre l'islamophobie. Ce constat met en évidence des lacunes importantes dans la réponse des institutions face à cette forme croissante de haine (Brandeilig, 2022c; Perspektif, 2020b; 2020f). L'augmentation de ces attaques illustre l'urgence d'une réforme systémique pour renforcer la sécurité des communautés ciblées.

Les œuvres culturelles jouent également un rôle dans la lutte contre le racisme en apportant une perspective critique et artistique. En réponse aux attentats racistes, des pièces de théâtre comme « Die NSU-Monologe » et des films tels que « In the Fade (Aus dem Nichts) », « Die Opfer - Vergesst mich nicht » et « Spuren - Die Opfer der NSU » ont été créés. Ces œuvres, accompagnées de chansons telles que « Vom Bosphorus bis zum Rhein », « Niemand wird vergessen / Hiç unutmadık », « Söyle Germany - Yolumuz Gurbete Düştü (en français: Chante l'Allemagne - Notre chemin est tombé dans l'expatriation) » et « 60 Yılın Hatırına - Söyle Almanya - Gurbet (en français: Au nom de 60 ans - Chante l'Allemagne - Pays étranger) », mettent en lumière les souffrances des victimes, les défaillances institutionnelles et les luttes pour la justice et la reconnaissance. Elles contribuent à une réflexion plus large sur la violence raciste et les défis persistants auxquels la diaspora est confrontée (Aladağ, 2016; Akın, 2017; Avrupa Postası, 2019, Bademsoy, 2019; Canani et Karaba, 2022; COSMO Türkçe, 2022n; Perspektif, 2019l; Söyle Almanya, 2021; Yeni Hayat, 2016b; 2018a; 2018b; 2018f; 2019c; 2020d; Yeni Özgür Politika, 2017). Ces œuvres culturelles, à la fois expressions artistiques et outils de critique sociale, sont essentielles pour la mémoire collective et la promotion de la justice sociale.

Notre recherche se penche également comment la diaspora a réagi aux changements politiques en RFA à travers les élections fédérales de 2013, 2017 et 2021. Cette analyse met en lumière les dynamiques pré-électorales, la mobilisation des électeurs de la diaspora, la montée de nouveaux partis politiques, et la participation des candidats de la diaspora au *Bundestag*. En explorant ces aspects, nous pouvons comprendre comment la diaspora a adapté ses stratégies politiques pour influencer le paysage politique allemand et comment ces changements reflètent une réponse aux

dynamiques locales et aux tensions croissantes. Cette perspective offre un éclairage précieux sur les interactions entre la diaspora et la politique allemande dans un contexte marqué par des défis politiques et sociaux importants.

Les élections fédérales de 2013 ont montré une mobilisation accrue des électeurs de la diaspora, avec une participation significative de nouveaux candidats et une augmentation notable du nombre de députés de la diaspora au *Bundestag*. Avant les élections fédérales du 22 septembre 2013, plusieurs initiatives ont été lancées pour encourager les électeurs de la diaspora de la Turquie à voter. L'initiative « Se rendre à l'urne - Participer à l'élection (Sandığa Git – Seçime Katıl) », soutenue par près de quarante organisations de la société civile, a mené des campagnes pour promouvoir la participation électorale. Parmi les acteurs clés, l'UID et l'IGMG (*İslam Toplumu Milli Görüş*, en français: la communauté islamique de la vision nationale) ont mobilisé les membres de la diaspora pour soutenir des politiques favorables à leurs intérêts, telles que la lutte contre l'islamophobie, l'amélioration des droits des immigrants, et la reconnaissance officielle des institutions islamiques. L'IGMG, bien qu'officiellement non affiliée à un parti, a suggéré que les électeurs soutenant l'AKP pourraient également soutenir les Verts en fonction de leurs priorités (Avrupa Postası, 2013b; 2013c; 2013g; Muhabirce, 2013a).

Les déclarations des communautés et partis politiques avant les élections ont également mis en avant les droits des membres de la diaspora. La communauté alévie de Berlin a plaidé pour des réformes, notamment la double nationalité et le droit de vote local. La TGD (*Türkische Gemeinde in Deutschland*, en français: la communauté turque en Allemagne) a noté un intérêt croissant des partis politiques pour la diaspora en publiant des communiqués sur les visites de représentants politiques du Parti de gauche, de la CDU, des Verts et du SPD. Le CHP, le parti d'opposition en Turquie, a encouragé les membres de la diaspora à soutenir le SPD pour obtenir davantage de droits (Avrupa Postası, 2013d; 2013e; 2013f).

Le BIG Partei (*Bündnis für Innovation und Gerechtigkeit*, en français: Alliance pour l'innovation et la justice), un nouveau parti fondé par des membres de la diaspora de la Turquie, a participé aux élections de 2013 avec six candidats directs de quatre États différents. Créé à Cologne en

2010, le BIG a mis l'accent sur la justice sociale et l'innovation (Yeni Hayat, 2010; 2011). Bien qu'il ait obtenu seulement 0,18% des voix lors des élections régionales de 2010 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le parti a continué à promouvoir ses causes, surtout les droits des immigrants. Les liens perçus entre le BIG et l'UID ou l'AKP ont été notés, bien que le BIG ait nié tout soutien formel de l'AKP, attribuant cette perception à ses positions conservatrices (Avrupa Postası, 2013a; 2013g; Muhabirce, 2013b; Yeni Hayat, 2010; 2011). En plus, le BIG a été décrit par vice-président du parti comme partageant des similitudes avec la CDU sur les questions familiales et les Verts sur les questions environnementales (Avrupa Postası, 2013g). Cependant, les élections régionales de 2013 ont révélé une opposition parmi les députés de la diaspora au sein du Parti de gauche, des Verts et du SPD face à la création de nouveaux partis comme le BIG, illustrant un clivage sur les intérêts de la diaspora (Yeni Hayat, 2010).

Lors des élections fédérales de 2013, plus de soixante membres de la diaspora se sont présentés comme candidats. Les partis les plus actifs étaient les Verts, le Parti de gauche et le SPD, suivis par la CDU et le FDP. Les résultats des élections ont permis d'élire onze députés, ce qui représente une augmentation notable par rapport aux quatre députés élus lors des élections de 2009. Ce résultat reflète une amélioration perceptible de la représentation des membres de la diaspora au *Bundestag* (Avrupa Postası, 2013h; Muhabirce, 2013c; Yeni Hayat, 2013). Le SPD garde toujours ses liens traditionnels avec les membres de la diaspora. La prééminence des membres de la diaspora parmi les candidats des Verts et du Parti de gauche a révélé une préférence pour ces partis en raison de leurs programmes et des opportunités qu'ils offrent aux membres de la diaspora pour devenir candidats, tandis que la CDU a commencé à reconnaître la diaspora en désignant des candidats, marquant un potentiel changement dans leur perception et leur engagement envers la diaspora.

Le soutien des électeurs de la diaspora a varié entre les partis. Ceux qui soutenaient l'AKP en Turquie ont montré une préférence pour le SPD pour ses positions sur les droits religieux, la CDU pour sa gestion économique, et les Verts pour leurs politiques sociales (Avrupa Postası, 2013b; 2013g). La présence de figures controversées comme Thilo Sarrazin au SPD a poussé certains membres de la diaspora à reconsidérer leur soutien, entraînant une hausse du soutien

pour la CDU malgré sa politique plus conservatrice en matière d'immigration (Avrupa Postası, 2013b; 2013g).

Les élections fédérales allemandes de 2017 ont été marquées par un climat de tensions diplomatiques entre la RFA et la Turquie. L'intervention de Recep Tayyip Erdoğan a amplifié ces tensions, avec des appels directs à la diaspora pour qu'elle se détourne des partis traditionnels allemands. Cette intervention, couplée à la montée inquiétante de l'AfD, a intensifié les débats sur l'influence étrangère dans le processus électoral. Face à ces défis, des initiatives au sein de la diaspora ont cherché à mobiliser les électeurs pour contrer l'ascension de l'extrême droite et encourager une participation électorale significative.

Les élections fédérales allemandes du 24 septembre 2017 ont mis en lumière l'influence croissante des relations germano-turques et le rôle stratégique des électeurs de la diaspora de la Turquie. Cette période a été marquée par des tensions accrues entre la RFA et la Turquie, exacerbées par les arrestations de journalistes et militants des droits humains allemands en Turquie, ainsi que par les accusations de la Turquie selon lesquelles la RFA soutiendrait les auteurs de la tentative de coup d'État de 2016 (Turkish Minute, 2017c; 2017d; 2017i).

En raison de l'interdiction de son rassemblement politique en RFA avant les élections, Erdoğan a exercé une influence significative sur les électeurs de la diaspora en les encourageant à ne pas soutenir les partis allemands traditionnels tels que le SPD, la CDU et les Verts, qu'il identifie comme des « ennemis » de la Turquie. À la place, il a encouragé le soutien pour des partis plus favorables à la Turquie, ce qui a soulevé des préoccupations quant à l'ingérence étrangère dans le processus électoral allemand. Cette ingérence a été fermement critiquée par des figures politiques allemandes telles que Merkel, Gabriel et Schulz, qui ont dénoncé ces interventions comme une atteinte à la souveraineté allemande (taz.gazete, 2017a; Turkish Minute, 2017a; 2017b; 2017c; 2017d; 2017e; 2017f; 2017g; 2017i).

En réponse à ces tensions, plusieurs personnalités de la diaspora issues de partis visés par Erdoğan ont réagi publiquement. Cem Özdemir, ancien coprésident des Verts, a exprimé sa

surprise face aux appels d'Erdoğan, en soulignant que ce dernier n'a pas critiqué l'AfD, dont les politiques sont comparables à celles d'Erdoğan. Cemile Giosouf, membre de la CDU, a également questionné l'absence de l'AfD dans les critiques d'Erdoğan et la manière dont cela pourrait influencer les choix des électeurs. Özcan Mutlu, député des Verts, a exprimé son malaise face à l'ingérence d'Erdoğan dans la politique allemande et à la désignation des partis comme « ennemis » (taz.gazete, 2017a; Turkish Minute, 2017g; Yeni Hayat, 2017b).

Dans ce contexte, des organisations comme la DİTİB, l'IGMG et la TBB (*Berlin-Brandenburg Türkiye Toplumu*, en français: la communauté de la Turquie de Berlin-Brandebourg), ainsi que des candidats de la diaspora, tels que Gönül Eğlence et Cemile Giousouf, ont lancé des campagnes pour encourager la participation électorale afin de contrer la montée de l'extrême droite, en particulier l'AfD. Des initiatives telles que « Mon vote compte » visaient à mobiliser les membres de la diaspora pour empêcher l'ascension des partis populistes (Muhabirce, 2017d; 2017f; 2017k; Perspektif, 2017b; 2017d).

L'ADD (*Allianz Deutscher Demokraten*, en français: l'Alliance des démocrates allemands) a été fondé en 2016 par des membres de la diaspora en réponse à la loi allemande sur le génocide arménien. Bien qu'ayant rencontré des obstacles significatifs, l'ADD a bénéficié du soutien d'Erdoğan et a utilisé sa photo et sa rhétorique dans ses campagnes pour mobiliser les électeurs de la diaspora. Ce parti a été critiqué en raison de ses similitudes avec les positions de l'AfD, notamment sur l'intégration et le financement des médias publics (Muhabirce, 2016; 2017c; 2017g; 2017h; Perspektif, 2017a; taz.gazete, 2017b; Yeni Hayat, 2016; 2017c). Contrairement à l'ADD, le parti BIG, également proche de l'AKP, a choisi de boycotter les élections fédérales de 2017 pour se concentrer sur les prochaines élections. Cette décision visait à éviter que les votes des électeurs de la diaspora, ayant soutenu des partis ne franchissant pas le seuil électoral, ne soient redistribués à d'autres partis (Muhabirce, 2017a; 2017b; 2017e; 2017i; 2018a; 2018b; Yeni Hayat, 2017a).

Les comportements électoraux des membres de la diaspora ont montré une grande diversité. Certains ont suivi les recommandations d'Erdoğan, tandis que d'autres ont choisi leurs partis en

fonction de préférences personnelles. Des électeurs ont exprimé leur opposition aux politiques perçues comme anti-turques, comme celles du Parti de gauche, tout en soulignant l'importance d'augmenter le taux de participation pour contrer l'extrême droite (Artı49, 2017a; Yeni Hayat, 2017c).

Entre 2013 et 2017, les préférences politiques des électeurs de la diaspora ont évolué. Le soutien au SPD a diminué, tandis que la CDU a gagné en popularité. Ce changement est attribué aux positions des partis allemands sur la Turquie et à la réaction des membres de la diaspora face aux politiques anti-turques des partis traditionnels. La montée du soutien pour la CDU est en partie liée aux politiques d'Angela Merkel et à la décision de la CDU de nommer des membres de la diaspora comme candidats parlementaires. Selon Serap Güler, secrétaire d'État à l'intégration en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et Gönül Eğlence, candidate des Verts, la constance de la CDU sur les questions liées à la Turquie et la normalisation de son soutien parmi les conservateurs de la diaspora sont des éléments clés (taz.gazete, 2017e).

Lors des élections fédérales de 2017, quatorze des quatre-vingt-douze candidats de la diaspora ont été élus au *Bundestag*, marquant une augmentation par rapport aux onze élus en 2013. Les députés élus proviennent principalement du SPD, des Verts et du Parti de gauche, tandis que ceux de la CDU et du FDP ont échoué. Cette répartition révèle une diversité de priorités parmi les membres de la diaspora et une ouverture plus marquée de certains partis à leur inclusion. L'entrée de l'AfD au *Bundestag* a suscité des inquiétudes parmi les députés de la diaspora, en particulier à la lumière des critiques adressées à des partis comme l'ADD pour avoir prétendument exacerbé les sentiments d'extrême droite en tirant parti des questions politiques turques. Par exemple, Mahmut Özdemir (SPD) a dénoncé l'ADD pour avoir contribué à la montée de l'AfD en utilisant des images d'Erdoğan (Artı49, 2017b; Muhabirce, 2017l; Turkish Minute, 2017i).

Une étude conjointe des universités de Duisbourg-Essen et de Cologne a révélé que parmi les électeurs ayant une expérience migratoire de Turquie, 35% ont voté pour le SPD, 20% pour la CDU, 16% pour le Parti de gauche, 13% pour les Verts, 4% pour le FDP, et 2% pour l'ADD, avec aucune voix pour l'AfD. Les préférences varient selon l'identité ethnique: les alévis privilégient

le SPD et se détournent de la CDU, tandis que les kurdes favorisent le Parti de gauche et évitent le SPD (Merhaba, 2021c; Perspektif, 2018; Yeni Hayat, 2018). Ces divergences reflètent la diversité des motivations politiques au sein de la diaspora, influencées par les identités ethniques, religieuses et les expériences politiques des électeurs.

Les élections fédérales de 2021 marquent un tournant dans l'histoire de la diaspora. Il y a eu une augmentation notable du nombre de députés et une nomination significative de membres de la diaspora au sein du gouvernement nouvellement constitué. Ce changement reflète une reconnaissance croissante de la diversité dans la politique allemande et souligne le rôle de plus en plus important de la diaspora dans le processus électoral.

Avant les élections fédérales du 26 septembre 2021, la diaspora de la Turquie a intensifié ses efforts pour empêcher la réélection de l'AfD. De nombreuses campagnes ont été organisées pour mobiliser les électeurs contre ce parti d'extrême droite, reflétant un consensus clair parmi les membres de la diaspora pour éviter sa victoire. L'AfD a tenté d'attirer les électeurs de la diaspora en utilisant des stratégies controversées, telles que l'affichage d'images d'Atatürk sur ses affiches électorales, mais ces tentatives ont suscité une réaction défavorable (Artı49, 2021c; COSMO Türkçe, 2021b; Perspektif, 2021a; 2021b; Yeni Özgür Politika, 2021c).

Les activités préélectorales de la diaspora ont révélé une grande diversité d'opinions et d'attentes. Les organisations telles que l'ATİF (*Almanya Türkiyeli İşçiler Federasyonu*, en français: la fédération des travailleurs de Turquie en Allemagne) et l'AGİF (*Almanya Göçmen İşçiler Federasyonu*, en français: la fédération des travailleurs migrants en Allemagne) ont promu des politiques inclusives et soutenu des candidats de gauche (Merhaba, 2021a; 2021b; 2021e; 2021f; Yeni Özgür Politika, 2021d), tandis que la KON-MED (*Konföderation der Gemeinschaften Kurdistans in Deutschland e.V.*, en français: la confédération des communautés du Kurdistan en Allemagne) a mis en avant des préoccupations spécifiques comme les droits sociaux et l'intégration (Yeni Özgür Politika, 2021b; 2021e). Armin Laschet, de la CDU, a bénéficié d'un soutien notable grâce à son image favorable aux immigrants et ses politiques modérées, bien que son surnom de « Armin des turcs » ait suscité des critiques (Artı49, 2021a; Bold Medya, 2021a;

2021b). En parallèle, les partis ADD et BIG, affiliés à l'AKP, ont soutenu l'équipe Todenhöfer, malgré leur propre incapacité à participer aux élections. Ce soutien était motivé par la réaction de Todenhöfer au poème de Jan Böhmermann sur Erdoğan et son opposition à la loi allemande sur le génocide arménien (Yeni Hayat, 2021b).

Les résultats des élections de 2021 ont révélé des changements importants dans le paysage politique allemand. Le SPD a remporté les élections avec 25,7% des voix, surpassant la CDU/CSU, qui a enregistré une défaite historique avec 24,1%. Les Verts ont obtenu un résultat historique de 14,8%, et le FDP a vu son soutien augmenter à 11,5%. Le Parti de Gauche, malgré une diminution globale, est entré au *Bundestag* grâce à des victoires régionales, tandis que l'AfD a connu une légère baisse à 10,3% (Avrupa Postası, 2021b; 2021c; 2021d; Bold Medya, 2021c; COSMO Türkçe, 2021d; Merhaba, 2021f; Muhabirce, 2021c; Özgürüz, 2021; Yeni Hayat, 2021d).

L'élection de 2021 a marqué une avancée notable importante pour la diaspora, avec une augmentation significative du nombre de députés issus de l'immigration, passant de 58 à 83, ce qui représente désormais 11,3% des sièges, dont 23% sont occupés par des membres de la diaspora de la Turquie. Pour la première fois, le nombre de candidats de la diaspora a été particulièrement élevé: 25 pour le Parti de gauche, 17 pour le SPD, 9 pour les Verts, 3 pour le FDP et 2 pour la CDU. Dix-neuf candidats de la diaspora ont été élus, dont dix du SPD, cinq des Verts, trois du Parti de gauche et un de la CDU. Cette augmentation du nombre de députés de la diaspora de la Turquie, de quatorze en 2017 à dix-neuf en 2021, est une réalisation significative (Artı49, 2021d; 2021e; Avrupa Postası, 2021b; COSMO Türkçe, 2021f; Merhaba, 2021c; 2021d; Muhabirce, 2021d; Perspektif, 2021e; 2021f; 2021g; Yeni Hayat, 2021c; Yeni Özgür Politika, 2021a).

Les nouvelles nominations dans le gouvernement de coalition SPD-Verts-FDP ont également été marquantes. Cem Özdemir des Verts a été nommé ministre de l'alimentation et de l'agriculture, devenant ainsi le premier membre de la diaspora à occuper un poste ministériel. De plus, trois membres de la diaspora ont été désignés secrétaires d'État parlementaires: Ekin Deligöz des Verts

pour le ministre de la famille, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse, Cansel Kızıltepe du SPD pour le ministre du logement, du développement urbain et de la construction et Mahmut Özdemir du SPD pour le ministère de l'intérieur et de la patrie. Enfin, Aydan Özoğuz du SPD a été nommée vice-présidente du Bundestag, devenant la première personne de la diaspora à occuper ce poste. Ces nominations ont été largement saluées par la diaspora (Artı49, 2021f; COSMO Türkçe, 2021a; Merhaba, 2021g; 2021h; Perspektif, 2021h; Yeni Hayat 2021e; 2021f).

La représentation politique des membres de la diaspora a connu une croissance continue au fil des élections, illustrant leur désir croissant de participer activement à la vie politique allemande. Dès les débuts de leur présence en RFA, la diaspora s'est investie à travers les syndicats affiliés au SPD, comme le DGB, et divers forums politiques non parlementaires pour faire entendre sa voix. Depuis 2013, le nombre de parlementaires issus de la diaspora au *Bundestag* a augmenté de manière significative, atteignant des postes importants lors des élections de 2021.

Le SPD a toujours maintenu des liens solides avec la diaspora, consolidant ainsi son soutien et son désir de participation politique. Les Verts ont également gagné en popularité pour leurs positions sur les questions environnementales et multiculturelles, offrant une alternative aux discours populistes de l'extrême droite. La CDU, traditionnellement moins soutenue par la diaspora, a réussi à attirer davantage de votes en se présentant comme une option centriste et stable. Cette diversification du soutien politique au sein de la diaspora reflète une réponse consciente aux changements du paysage politique allemand et à la montée des mouvements populistes. Les membres de la diaspora continuent de soutenir des partis qui défendent les valeurs d'inclusion, de diversité et de démocratie, tout en se distançant des tendances extrémistes.

Dans le cadre de cette thèse, notre objectif initial était de mener une étude comparative approfondie sur les positionnements politiques des membres de la diaspora de la Turquie en RFA et en Turquie. Nous avions formulé l'hypothèse que leur comportement politique était influencé par deux phénomènes de populisme de droite: d'une part, le populisme d'extrême droite en RFA, et d'autre part, le soutien au populisme incarné par Erdoğan en Turquie. Nous envisagions d'examiner comment ces deux influences se manifestaient dans un double positionnement

politique, avec un soutien accru à l'AKP en Turquie et une préférence marquée pour les partis de centre-gauche et de gauche en RFA. Cependant, en raison de contraintes pratiques et pour garantir la faisabilité de la thèse dans le délai imparti, nous avons décidé de concentrer notre recherche uniquement sur le contexte allemand. Cette restriction a permis de maintenir la thèse dans des limites gérables, mais elle a également limité notre capacité à explorer pleinement les interactions complexes entre les influences politiques turques et allemandes sur la diaspora.

Suite à cette recherche, plusieurs pistes se présentent pour approfondir la compréhension des dynamiques politiques au sein de la diaspora de la Turquie en RFA. Il serait pertinent d'adopter une approche longitudinale afin d'observer le changement des attitudes politiques et de l'engagement de la diaspora au fil du temps. Cette perspective permettrait d'analyser comment les changements politiques, économiques et sociaux en RFA et en Turquie influencent les comportements et les perceptions des membres de la diaspora sur une période prolongée. Parallèlement, la recherche pourrait être enrichie par l'intégration de méthodes qualitatives complémentaires, incluant la réalisation d'entretiens approfondis sur place en RFA et la participation directe aux activités des organisations diasporiques, afin d'obtenir des perspectives plus nuancées et personnelles.

Notre recherche a également ouvert de nouvelles pistes de réflexion. Nous nous interrogeons désormais sur la manière dont les dynamiques politiques observées au sein de la diaspora de la Turquie se comparent à celles d'autres diasporas à travers le monde. Par exemple, comment les stratégies politiques et les réponses au populisme dans la diaspora de la Turquie se comparent-elles à celles des diasporas indiennes ou roumaines? Une telle comparaison pourrait révéler des similitudes et des différences importantes dans les mécanismes de mobilisation collective et les réactions face aux dynamiques populistes, enrichissant ainsi notre compréhension des processus de mobilisation diasporique à l'échelle mondiale.

Ce qui nous a le plus surpris au cours de cette recherche est le manque relatif d'attention académique accordée à la position politique et à l'implication des membres de la diaspora de la Turquie en RFA. Malgré leur engagement politique et la présence de nombreuses organisations,

cette dimension reste largement sous-explorée dans la littérature. Nous nous attendions à trouver une riche documentation sur ces sujets, mais avons constaté la rareté des études consacrées à l'impact politique et aux activités des organisations diasporiques en RFA. De plus, nous avons découvert que la diversité interne de la diaspora, ainsi que les variations dans les objectifs et les influences des organisations, étaient souvent négligées. Cette diversité, comprenant des différences ethniques, religieuses, idéologiques, culturelles, linguistiques et historiques, joue un rôle crucial dans l'interaction de la diaspora avec le paysage politique local et international. Notre recherche s'efforce donc de combler cette lacune en fournissant une analyse détaillée des dynamiques politiques et des structures organisationnelles au sein de cette communauté.

Les aspects les plus simples de cette recherche ont été l'accès aux études académiques existantes et aux publications spécialisées telles que celles de Brubaker, d'Aktürk et de Nathans, qui ont constitué une base solide pour notre analyse. Cependant, nous avons rencontré plusieurs défis imprévus, notamment des difficultés à obtenir des données suffisamment détaillées pour répondre pleinement à nos questions de recherche. Certains sites et sources, bien qu'intéressants, manquaient de profondeur, et l'accès à certaines archives, telles que des enregistrements de balados, s'est avéré problématique. La recherche de contenu pertinent a été compliquée par la qualité variable des ressources disponibles, nécessitant des efforts considérables pour extraire les informations nécessaires. Ces obstacles ont nécessité des ajustements dans notre approche et ont parfois ralenti notre avancement, mais ils ont aussi renforcé notre capacité à résoudre des problèmes et à adapter nos méthodes.

Notre recherche apporte des contributions notables à plusieurs domaines de la sociologie, avec une attention particulière à la sociologie historique, la sociologie des migrations et des diasporas, la sociologie politique, et la sociologie de la mobilisation sociale.

En sociologie historique, notre recherche contribue à la compréhension des dynamiques institutionnelles qui façonnent les régimes de nationalité et de citoyenneté en RFA. Nous avons utilisé la méthode de traçage du processus pour examiner comment les projets de lois, les luttes mémorielles, et les enjeux politiques influencent le développement du nationalisme et des critères

de citoyenneté en RFA. Cette approche a permis de mettre en lumière les relations de pouvoir et les configurations sociales associées.

En sociologie des migrations et des diasporas, notre recherche enrichit la compréhension des processus de mobilisation et d'engagement au sein de la diaspora de la Turquie en RFA, en intégrant le concept de diaspora comme une « catégorie de pratique » (Brubaker, 2005) et en examinant les processus de mobilisation sociale (Sökefeld, 2006). Nous avons mis en lumière comment la diversité interne de cette communauté, ainsi que les réalités politiques locales et les pressions externes, influencent ses comportements politiques. Notre étude a révélé comment la diaspora navigue entre les influences du nationalisme et du populisme tout en développant des stratégies collectives pour faire face aux défis politiques et sociaux.

En sociologie politique, nous apportons une perspective unique sur l'impact du populisme de droite sur les communautés migrantes. En examinant comment la diaspora de la Turquie en RFA réagit aux dynamiques populistes et à l'interventionnisme turc et en utilisant la conceptualisation de Jan-Werner Müller du populisme comme une menace pour les systèmes démocratiques (Müller, 2016) et en analysant les interactions complexes entre le populisme et le nationalisme (Brubaker, 2020), notre recherche révèle les stratégies politiques employées par la diaspora pour faire face aux défis posés par l'extrême droite.

En sociologie de la mobilisation sociale, notre recherche approfondit les mécanismes de mobilisation au sein de la diaspora de la Turquie en analysant les clivages internes et les processus de mobilisation collective à travers les théories des mouvements sociaux (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001; McAdam et al., 1996; Tarrow, 2005). Nous avons examiné comment les opportunités politiques, les structures de mobilisation et les processus de cadrage influencent les stratégies collectives de la diaspora en réponse aux discriminations et aux tensions politiques, enrichissant ainsi la compréhension des dynamiques de mobilisation dans des contextes diasporiques complexes.

Les résultats de notre recherche intéresseront un certain nombre de groupes de lecteurs et d'interlocuteurs engagés dans la recherche dans les domaines de la sociologie historique, de la migration et des diasporas, de la sociologie politique et de la mobilisation sociale. Ceux qui travaillent dans le domaine de la sociologie historique trouveront dans notre étude des indications précieuses sur la dynamique institutionnelle entourant les régimes de nationalité et de citoyenneté en RFA. Ceux qui s'intéressent à la sociologie des migrations et des diasporas trouveront notre exploration approfondie de la diaspora de la Turquie en RFA particulièrement bénéfique. En particulier, notre étude met en lumière la manière dont la diversité interne et les influences externes façonnent les comportements politiques et les stratégies de mobilisation de cette communauté. Ceux qui s'intéressent à la sociologie politique trouveront notre perspective sur l'impact du populisme de droite sur les communautés de migrants, ainsi que notre analyse des interactions entre le populisme et le nationalisme, d'un intérêt particulier. Enfin, ceux qui s'intéressent à la sociologie de la mobilisation sociale trouveront un intérêt à notre examen des mécanismes de mobilisation collective au sein de la diaspora de la Turquie, enrichi par les théories des mouvements sociaux. En outre, notre recherche peut également profiter aux politiciens, aux dirigeants d'organisations associatives et aux activistes, qui pourront en tirer des leçons pratiques pour développer des stratégies d'intégration et de mobilisation adaptées aux défis contemporains des communautés diasporiques.

BIBLIOGRAPHIE

Abadan-Unat, N., Çıdam, V., Çınar, D., Kadirbeyoğlu, Z., Kaynak, S., Özay, B., & Taş, S. (2014). *The voting behaviour of Euro-Turks and Turkey's presidential elections of 2014*. Friedrich-Ebert-Stiftung.

Abedi, A. (2017). We are not in Bonn anymore: The impact of German unification on party systems at the federal and land levels. *German Politics*, *26*(4), 457–479.

Adamson, F., & Demetriou, M. (2007). Remapping the boundaries of "state" and "national identity": Incorporating diasporas into IR theorizing. *European Journal of International Relations*, *13*(4), 489–526.

Adamson, F. (2012). Constructing the diaspora: Diaspora identity politics and transnational social movements. Dans P. Mandaville & T. Lyons (dir.), *Politics from afar: Transnational diasporas and networks.* Columbia University Press.

Adamson, F. (2013). Mechanisms of diaspora mobilization and the transnationalization of civil war. Dans J. Checkel (dir.), *Transnational dynamics of civil war.* Cambridge University Press.

Adamson, F. (2016). The growing importance of diaspora politics. *Current History*, *115*(784), 291– 297.

Adamson, F. (2019). Sending states and the making of intra-diasporic politics: Turkey and its diasporas in Europe, *International Migration Review*, *53*(1), 210-236.

Adamson, F. (2020). Non-state authoritarianism and diaspora politics. *Global Networks*, *20*(1), 150-169.

Adar, S. (2019). *Rethinking political attitudes of migrants from Turkey and their Germany-born children: Beyond loyalty and democratic culture*. SWP Research Paper 7. Stiftung Wissenschaft und Politik.

Akgönül, S. (2017). Turks as a minority: The effects of minority status on electoral behaviour. Dans B. Başer, & A. E. Öztürk (dir.), *Authoritarian politics in Turkey: Elections, resistance and the AKP*. I.B. Tauris: 120–140.

Akgündüz, A. (2008). *Labour migration from Turkey to Western Europe, 1960-1974: A multidisciplinary analysis*. Ashgate Publishing.

Aksel, D. (2013). Kins, distant workers, diasporas: Constructing Turkey's national members abroad. *Turkish Studies*, 15, 195-219.

Aktürk, Ş. (2010). The Turkish minority in German politics: Trends, diversification of representation, and policy implications, *Insight Turkey*, *12*(1), 65–80.

Aktürk, Ş. (2012). *Regimes of ethnicity and nationhood in Germany, Russia, and Turkey*. Cambridge University Press.

Alternative für Deutschland (AfD). (2017, August 27). *Manifesto for Germany*. Récupéré de https://www.afd.de/wp-content/uploads/sites/111/2017/04/2017-04-12_afd-grundsatzprogramm-englisch_web.pdf

Anthias, F. (1998). Evaluating 'diaspora': Beyond ethnicity?'. *Sociology*, *32*(3), 557–80.

Armstrong, J. (1976). Mobilized and proletarian diasporas. *American Political Science Review*, *70*(2), 393–408.

Arp, A., & Goudin-Steinmann, É. (2020). *La RDA après la RDA: des Allemands de l'Est racontent*. Nouveau Monde éditions.

Arpac, Ö., & Bird, G. (2009). Turkey and the IMF: A case study in the political economy of policy implementation. *Review of International Organizations*, *4*(2), 135–157.

Arzheimer, K., & Carter, E. (2006). Political opportunity structures and right-wing extremist party success. *European Journal of Political Research*, *45*(3), 419–443.

Ashkenasi, A. (1990). The Turkish minority in Germany and Berlin. *Immigrants and Minorities*, *9*(3), 303-16.

Atzpodien, D. S. (2022). Party competition in migration debates: The influence of the AfD on party positions in German state parliaments. *German Politics*, *31*(3), 381–398.

Ayata, B. (2011). Kurdish transnational politics and Turkey's changing Kurdish policy: The journey of Kurdish broadcasting from Europe to Turkey. *Journal of Contemporary European Studies*, *19*(4), 523–533.

Aydın, Y. (2014). *The new Turkish diaspora policy: Its aims, their limits and the challenges for associations of people of Turkish origin and decision-makers in Germany*. SWP Research Paper 10. Stiftung Wissenschaft und Politik.

Aydın, Y. (2016). Turkish diaspora policy: Transnationalism or long-distance nationalism?. Dans I. Sirkeci & B. Pusch (dir.), *Turkish migration policy*. Transnational Press London: 169-181.

Balci, B. (2017). La nouvelle Turquie d'Erdoğan, entre islamisme et nationalisme. Dans A. Dieckhoff, & P. Portier (dir.), *L'Enjeu mondial. Religion et politique*. Presses de Sciences Po: 141–151.

Balci, B. (2021). Islam et politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fethullah Gülen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdoğan. *Revue internationale de politique comparée*, *28*(1-2), 135-156.

Baloge, M. (2024). *La politique en Allemagne*. La Découverte.

BAMF (2015). *Migrationsbericht 2014*. Récupéré de https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/DE/Forschung/Migrationsberichte/migrationsbericht-2014.pdf?__blob=publicationFile&v=16

BAMF (2016). *Migrationsbericht 2015*. Récupéré de https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/DE/Forschung/Migrationsberichte/migrationsbericht-2015.pdf?__blob=publicationFile&v=15

BAMF (2019). *Migrationsbericht 2016/2017*. Récupéré de https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/DE/Forschung/Migrationsberichte/migrationsbericht-2016-2017.pdf;jsessionid=F7D2F8455F40C3CBB625424CEDE7051B.internet282?__blob=publicationFile&v=20

BAMF (2020a). *Fachkräfteeinwanderungsgesetz*. Récupéré de https://www.bamf.de/SharedDocs/Meldungen/DE/2020/20200301-am-fachkraefteeinwanderungsgesetz.html?nn=282388

BAMF (2020b). *Migrationsbericht 2018*. Récupéré de https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/DE/Forschung/Migrationsberichte/migrationsbericht-2018.pdf;jsessionid=925322EB042634672CD6FEE520FD9923.intranet261?__blob=publicationFile&v=16

BAMF (2020c). *Migrationsbericht 2019*. Récupéré de https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Forschung/Migrationsberichte/migrationsbericht-2019.pdf;jsessionid=7CAB4898B192703A0D4479F8348F7B72.internet281?__blob=publicationFile&v=6

Banque mondiale, Indicateurs de la Banque mondiale, croissance annuelle, (annuel %). Récupéré de https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?end=2018&locations=TR&start=1961&view=chart

Basch, L., Schiller, N. G., & Blanc, C. S. (1994). *Nations unbound: Transnational projects, postcolonial predicaments and deterritorialized nation-states*. Gordon and Breach.

Başer, B., & Öztürk, A. E. (dir.). (2017). *Authoritarian politics in Turkey: Elections, resistance and the AKP*. I.B. Tauris.

Bauböck, R. (2005). Expansive citizenship: Voting beyond territory and membership. *PS: Political Science & Politics*, *38*(4), 683–87.

Bauböck, R., & Faist, T. (dir.). (2010). *Diaspora and transnationalism: Concepts, theories and methods*, IMISCOE Research, Amsterdam University Press.

Beach, D. & Pedersen, R. B. (2013). *Process-tracing methods: Foundations and guidelines*. University of Michigan Press.

Bennett, A. (2008). Process tracing: A Bayesian perspective. Dans J. Box-Steffensmeier, H. E. Brady & D. Collier (dir.), *The Oxford handbook of political methodology*. Oxford University Press: 217–270.

Bennett, A. & Checkel, J. (2015). *Process tracing: From metaphor to analytic tool*. Cambridge University Press.

Berdahl, D. (1999). *Where the world ended: Re-unification and identity in the German borderland*. University of California Press.

Berdahl, D. (2005). The spirit of capitalism and the boundaries of citizenship in post-wall Germany, *Comparative Studies in Society and History*, *47*(2), 235–251.

Berstein, S., & Milza, P. (2014). *L'Allemagne de 1870 à nos jours*. Armand Colin.

Block, Laura (2012). *Policy frames on spousal migration in Germany. Regulating membership, regulating the family*. Springer VS.

Bolinger, M. (2015, août 15). *Tension in Berlin over Turkey*. Deutsche Welle. Récupéré de http://www.dw.com/en/as-conflict-in-turkey-grows-so-do-tensions-in-berlin/a-18650955.

Bosen, R. (2020, 31 décembre). *New year's eve in Cologne: 5 years after the mass assaults.* Deutsche Welle. Récupéré de https://www.dw.com/en/new-years-eve-in-cologne-5-years-after-the-mass-assaults/a-56073007

Boswell, C., & Hough, D. (2008). Politicizing migration: Opportunity or liability for the centre-right in Germany?, *Journal of European Public Policy*, *15*(3), 331–348.

Boutelet, C. (2016, 13 janvier). *Agressions du Nouvel An : à Cologne, «ce ne sera plus jamais comme avant»*. Le Monde. Récupéré de https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/01/13/agressions-du-nouvel-an-a-cologne-ce-ne-sera-plus-jamais-comme-avant_4846335_3214.html

Brah, A. (1996). *Cartographies of diaspora: Contesting identities*. Routledge.

Brinkerhoff, J. (dir.). (2008). *Diasporas and development: Exploring the potential*. Lynn Rienner Publishers.

Brubaker, R. (1992). *Citizenship and nationhood in France and Germany*. Harvard University Press.

Brubaker, R. (1996). *Nationalism reframed: Nationhood and the national question in the New Europe*. Cambridge University Press.

Brubaker, R. (2005). The "diaspora" diaspora. *Ethnic and Racial Studies*, *28*(1), 1–19.

Brubaker, R. (2020). Populism and nationalism. *Nations and Nationalism*, *26*(1), 44–66.

BSB (2007). *IMF gözetiminde on uzun yıl, 1998-2008: Farklı hükümetler, tek siyaset*. Yordam Kitap.

BSB (2008). *2008 Kavşağında Türkiye: Siyaset, iktisat ve toplum*. Yordam Kitap.

BSB (2015). *AKP'li yıllarda emeğin durumu*. Yordam Kitap.

Bundeswahlleiter (2013). *Bundestagswahl 2013*. Récupéré de https://www.bundeswahlleiter.de/bundestagswahlen/2013/ergebnisse/bund-99.html

Burgess, K. (2020). Mobilizing diaspora in Turkey and the Dominican Republic. Dans K. Burgess, *Courting migrants: How states make diasporas and diasporas make states*. Oxford University Press: 91-120.

Castles, S., & Miller, M. J. (1998). *The age of migration: International population movements in the modern world*. Palgrave.

Castles, S. (2006). Guestworkers in Europe: A resurrection?. *International Migration Review*, *40*(4), 741-766.

Chapin, W. D. (1996). The Turkish diaspora in Germany. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, *5*(2), 275-301.

Clifford, J. (1994). Diasporas. *Cultural Anthropology*, *9*(3), 302-338.

Cohen, R. (1997). *Global diasporas: An introduction*. Routledge.

Collier, D., Brady, H. E., & Seawright, J. (2010). Sources of leverage in causal inference: Toward an alternative view of methodology. Dans H. E. Brady & D. Collier (dir.), *Rethinking social inquiry: Diverse tools, shared standards*. Lanham: Rowman and Littlefield: 161–199.

Colliot-Thélène, C. (2018). Populism as a conceptual problem. Dans G. Fitzi, J. Mackert et S. T. Bryan (dir.), *Populism and the crisis of democracy: Volume 1: Concepts and theory*. Routledge.

Collyer, M. (2006). Transnational political participation of Algerians in France: Extra-territorial civil society versus transnational governmentality. *Political Geography*, *25*(7), 836-849.

Collyer, M. (2013). *Emigration nations: Policies and ideologies of emigrant engagement*. Palgrave Macmillan.

Collyer, M. (2014). A geography of extra-territorial citizenship: Explanations of external voting. *Migration Studies*, *2*(1), 55–72.

Conseil de l'Union européenne (2015a, 20 juillet). *Résultats de la session du Conseil, 3405e session du Conseil, Justice et affaires intérieures, 11097/15*. Récupéré de https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-11097-2015-INIT/fr/pdf

Conseil de l'Union européenne (2015b, 20 juillet). *Le Conseil décide de relocaliser 40 000 réfugiés depuis la Grèce et l'Italie*. Récupéré de https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2015/09/14/jha-relocation-refugees/

Conseil de l'Union européenne (2016, 18 mars). *Déclaration UE-Turquie, 18 mars 2016*. Récupéré de https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/03/18/eu-turkey-statement/

Cooke, P. (2005). *Representing East Germany since unification. From colonization to nostalgia*. Berg.

Courrier International (2016, 22 décembre). *Vu d'Allemagne. Après l'attentat de Berlin, la politique migratoire mise en cause*. Récupéré de https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/vu-dallemagne-apres-lattentat-de-berlin-la-politique-migratoire-mise-en-cause

Çömlekçi, M. F., & Bozkanat, E. (2019). Alternatif diasporanın sosyal medya iletişimi: "New Wave in Berlin" Facebook grubu örneği. *Gümüşhane Üniversitesi İletişim Fakültesi Elektronik Dergisi*, *7*(2), 932-952.

Dalton, R. J., & Jou, W. (2010). Is there a single German party system?. *German Politics and Society*, *28*(2), 34–52.

Davutoğlu, A. (2012, 12 mai). La conférence au YTB.

De Cleen, B., & Stavrakakis, Y. (2017). Distinctions and articulations: A discourse theoretical framework for the study of populism and nationalism. *Javnost - The Public*, *24*(4): 301–319.

Decker, F. (2015). AfD and Pegida: Understanding Germany's new populist right. Dans Friedrich-Ebert-Foundation (dir.), *Understanding Pegida in context*. Friedrich-Ebert-Foundation: 15-16.

Délano, A. (2011). *Mexico and its diaspora in the United States: Policies of emigration since 1848*. Cambridge University Press.

Délano, A., & Gamlen, A. (2014). Comparing and theorizing state–diaspora relations. *Political Geography*, *41*(juillet), 43–53.

Dennis, M., & Kolinsky, E. (dir.). (2004). *United and divided: Germany since 1990*. Berghahn Books.

Der Spiegel (2011, 28 février). *Erdogan urges Turks not to assimilate: 'You are part of Germany, but also part of our great Turkey'*. Récupéré de https://www.spiegel.de/international/europe/erdogan-urges-turks-not-to-assimilate-you-are-part-of-germany-but-also-part-of-our-great-turkey-a-748070.html

Deutsche Welle (2008, 2 février). *Turkish integration*. Récupéré de https://www.dw.com/en/german-chancellor-rejects-turkish-view-on-integration/a-3121091

Deutsche Welle (2014, 21 mai). *Erdogan's lobby*. Récupéré de https://www.dw.com/en/the-lobby-behind-turkeys-prime-minister/a-17652516

Deutsche Welle (2015, 25 août). *Deutschland setzt Dublin-Verfahren für Syrer aus*. Récupéré de https://www.dw.com/de/deutschland-setzt-dublin-verfahren-für-syrer-aus/a-18671298

Deutsche Welle (2017, 10 février). *Türkiye casuslukla suçlanan imamlarını geri çekiyor*. Récupéré de https://www.dw.com/tr/türkiye-casuslukla-suçlanan-imamlarını-geri-çekiyor/a-37495525

Deutsche Welle (2019, 7 février). *Almanya'ya iltica başvurularında Türkler Kürtleri geçti*. Récupéré de https://www.dw.com/tr/almanyaya-iltica-başvurularında-türkler-kürtleri-geçti/a-47402058

Deutsche Welle (2023, 14 décembre). *Germany to halt admission of Turkey-trained imams*. Récupéré de https://www.dw.com/en/germany-to-halt-admission-of-turkey-trained-imams/a-67722838

Die Bundeskanzlerin (2015a, 18 juin). *Enorme Herausforderungen für Europa*. Récupéré de https://www.bundeskanzler.de/bk-de/aktuelles/enorme-herausforderungen-fuer-europa-446552

Die Bundeskanzlerin (2015b, 7 octobre). *Rede von Bundeskanzlerin Merkel am 7. Oktober 2015 vor dem Europäischen Parlament*. Récupéré de https://www.bundeskanzler.de/bk-de/aktuelles/rede-von-bundeskanzlerin-merkel-am-7-oktober-2015-vor-dem-europaeischen-parlament-475792

Die Bundesregierung (2015a, 18 juin). *Regierungserklärung von Bundeskanzlerin Dr. Angela Merkel*. Récupéré de https://www.bundesregierung.de/breg-de/service/bulletin/regierungserklaerung-von-bundeskanzlerin-dr-angela-merkel-798952

Die Bundesregierung (2015b, 31 août). *Sommerpressekonferenz vor Bundeskanzlerin Merkel*. Récupéré de https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/pressekonferenzen/sommerpressekonferenz-von-bundeskanzlerin-merkel-848300

Die Bundesregierung (2015c, 3 septembre). *Dublin-Abkommen gilt für alle EU-Staaten*. Récupéré de https://www.bundesregierung.de/breg-de/suche/dublin-abkommen-gilt-fuer-alle-eu-staaten-435116

Die Bundesregierung (2015d, 3 septembre). *Merkel würdigt Schweizer Flüchtlingspolitik*. Récupéré de https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/merkel-wuerdigt-schweizer-fluechtlingspolitik-604834

Die Bundesregierung (2015e, 7 septembre). *Bundesregierung legt Gesamtkonzept vor*. Récupéré de https://www.bundesregierung.de/breg-de/suche/bundesregierung-legt-gesamtkonzept-vor-419712

Die Bundesregierung (2015f, 11 septembre). *"Wir brauchen eine faire Lastenverteilung"*. Récupéré de https://www.bundesregierung.de/breg-de/themen/deutsche-einheit/-wir-brauchen-eine-faire-lastenverteilung--419726

Die Bundesregierung (2016, 8 juillet). *Integrationsgesetz setzt auf Fördern und Fordern*. Récupéré de https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/integrationsgesetz-setzt-auf-foerdern-und-fordern-411666

DİTİB (2023, 15 décembre). *DİTİB imam eğitimini bir üst seviyeye taşıyarak yeni bir dönem başlatıyor*. Récupéré de https://www.ditib.de/detail2.php?id=1435&lang=en

Diyanet İşleri Başkanlığı (2016). *Faaliyet raporu 2015*. Récupéré de https://stratejigelistirme.diyanet.gov.tr/sayfa/22/Faaliyet-Raporlari

Doerr, N. (2021). The visual politics of the alternative for Germany (AfD): Anti-Islam, ethno-nationalism, and gendered images. *Social Sciences*, *10*(1), 20, 1–15.

Doorenspleet, R., & Maleki, A. (2018). Understanding patterns of democracy: Reconsidering societal divisions and bringing societal culture back in. Dans M. Jakala, D. Kuzu, & M. Qvortrup (dir.), *Consociationalism and power-sharing in Europe*. Springer: 11–34.

Dostal, J. M. (2015). The Pegida Movement and German political culture: Is right-wing populism here to stay?. *The Political Quarterly*, *86*(4), 523–531.

Dudášová, M. (2017). Alternative for Germany—more than a fleeting phenomenon. *Society and Economy*, *39*(3), 429–449.

Dufoix, S. (2008). *Diasporas*. University of California Press.

Dufoix, S. (2012). *La Dispersion: Une histoire des usages du mot diaspora*. Amsterdam.

Dufour, F. G. (2001). *Patriotisme constitutionnel et nationalisme : Sur Jürgen Habermas*. Liber.

Dufour, F. G. (2019). *Sociologie du nationalisme. Relations, Cognition, Comparaisons et Processus*. Presses de l'Université du Québec.

Esen, B., & Gumuscu, S. (2016). Rising competitive authoritarianism in Turkey. *Third World Quarterly*, *37*(9), 1581–1606.

Esen, B., & Gumuscu, S. (2017a). A small yes for presidentialism: The Turkish constitutional referendum of April 2017. *South European Society and Politics*, *22*(3), 303–326.

Esen, B., & Gumuscu, S. (2017b). Turkey: How the coup failed. *Journal of Democracy*, *28*(1), 59–73.

Falleti, T. G., & Mahoney, J. (2015). The comparative sequential method. Dans J. Mahoney & K. Thelen (dir.), *Advances in comparative-historical analysis*. Cambridge University Press: 211–239.

Ferguson, J., & Gupta, A. (2002). Spatializing states: Toward an ethnography of neoliberal governmentality. *American Ethnologist*, *29*(4), 981-1002.

Fitzgerald, D. (2006). Rethinking emigrant citizenship. *New York University Law Review*, *81*(1), 90–116.

Fitzi, G. (2018). Populism: An ideal-typical assessment. Dans G. Fitzi, J. Mackert & S. T. Bryan (dir.), *Populism and the crisis of democracy: Volume 1: Concepts and theory*. London: Routledge.

Fitzi, G., Mackert, J., & Bryan, S. T. (2018). *Populism and the crisis of democracy: Volume 1: Concepts and theory*. Routledge.

Frankfurter Allgemeine Zeitung (1991, 20 juin). *Frau Funcke kündigt ihren Rücktritt an: Enttäuscht von den Parteien und der Bundesregierung*.

Fromont, M. (2007). La réforme du fédéralisme allemand de 2006. *Revue française de droit constitutionnel*, *70*(2), 227-248.

Fulbrook, M. (1999). *German national identity after the Holocaust*. Polity.

Funk, N. (2016). A spectre in Germany: Refugees, a ‘welcome culture’ and an ‘integration politics’, *Journal of Global Ethics*, *12*(3), 289–299.

Gamlen, A. (2006). *Diaspora engagement policies: What are they, and what kinds of states use them?*. Working Paper 32, Centre on Migration, Policy and Society. University of Oxford.

Gamlen, A. (2008). The emigration state and the modern geopolitical imagination. *Political Geography*, *27*(8), 840–56.

Gamlen, A. (2011). Diasporas. Dans A. Betts (dir.), *Global migration governance*. Oxford University Press: 266–286.

Gamlen, A., Cummings M., Vaaler P. M. & Rossouw L. (2013). *Explaining the rise of diaspora institutions*. Working Paper 78. International Migration Institute, University of Oxford.

Gilroy, P. (1993). *The Black Atlantic: Modernity and double consciousness.* Harvard University Press.

Gilroy, P. (1994). Diaspora. *Paragraph*, *17*(1), 207–12.

Goldstone, J. (dir.). (2003). *States, parties, and social movements*. Cambridge University Press.

Göktürk, D., Gramling, D., & Kaes, A. (dir.). (2007). *Germany in transit: nation and migration, 1955-2005*. University of California Press.

Grabow, K. (2000). *Abschied von der Massenpartei: Die Entwicklung der Organisationsmuster von SPD und CDU seit der deutschen Vereinigung*. Deutscher Universitäts-Verlag.

Green, S. (2000). Beyond ethnoculturalism? German citizenship in the new millennium, *German Politics*, *9*(3), 105–124.

Green, S. (2013). Societal transformation and programmatic change in the CDU, *German Politics*, *22*(1-2), 46–63.

Gülhan, S. (2011). Devlet müteahhitlerinden gayrimenkul geliştiricilerine, Türkiye’de kentsel rant ve bir meta olarak konut üreticiliği. *Birikim*, *270*, 27–33.

Habermas, J. (1992, 11 décembre). Die zweite Lebenslüge der Bundesrepublik. *Die Zeit*.

Habermas, J. (1997, 30 janvier au 5 février). Il faut nous ancrer à la France. *L’évènement du jeudi*.

Hägel, P., & Peretz, P. (2005). States and transnational actors: Who’s influencing whom? A case study in Jewish diaspora politics during the Cold War. *European Journal of International Relations*, *11*(4), 467–93.

Hall, S. (1990). Cultural identity and diaspora. Dans J. Rutherford (dir.), *Identity: Community, Culture, Difference*. Lawrence and Wishart.

Hall, P. (2006). Systematic process analysis: When and how to use it. *European Management Review*, *3*, 24–31.

Herbert, U. (2003). *Geschichte der Ausländerpolitik in Deutschland*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung.

Helms, L., Van Esch, F., & Crawford, B. (2019). Merkel III: From committed pragmatist to 'conviction leader'?, *German Politics*, *28*(3), 350–370.

Hoffman, M., Makovsky, A., & Werz, M. (2020). *The Turkish diaspora in Europe: Integration, migration, and politics,* Center for American Progress.

Hollifield, J. (2012). Migration and international relations. Dans M. R. Rosenblum & D. J. Tichenor (dir.), *The Oxford handbook of the politics of international migration*. Oxford University Press.

Holston, J. (dir.). (1999). *Cities and citizenship*. Duke University Press.

Holston, J., & Appadurai, A. (1999). Introduction: Cities and citizenship. Dans J. Holston (dir.), *Cities and citizenship*. Duke University Press: 1–18.

Hornsteiner, M., & Saalfeld, T. (2014). Parties and the party system. Dans S. Padgett, W. E. Paterson & R. Zohlnhöfer (dir.), *Developments in German politics 4*, Macmillan Education UK.

Inglehart, R., & Norris, P. (2017). Trump and the populist authoritarian parties: The silent revolution in reverse. *Perspectives on politics*, *15*(2), 443–454.

Insel, A. (2017). *La nouvelle Turquie d'Erdogan: Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*. La Découverte.

Insel, A. (2018). Rupture et continuité dans la politique autoritaire d'Erdogan. Dans B. Badie & D. Vidal (dir.), *Le retour des populismes: L' état du monde 2019*. La Découverte: 189–195.

Insel, A. (2020). La Turquie au temps de l'Erdoğanisme. *Historiens et Géographes*, *450*, 50-54.

Isin, E., & Wood, P. (1999). *Citizenship and identity*. Sage.

Isin, E. (2000). Introduction: Democracy, citizenship and the city. Dans E. Isin (dir.), *Democracy, citizenship and the global city*. Routledge: 1–21.

Isin, E., & Turner, B. S. (2002). *Handbook of citizenship studies*. Sage.

ISSAT (2006). *Turkey and the IMF: Macroeconomic policy, patterns of growth and persistent fragilities*. Third World Network.

Janning, J., & Möller, A. (2016). *Leading from the centre: Germany's new role in Europe*. European Council on Foreign Relations.

Joppke, C. (1999). *Immigration and the nation-state: The United States, Germany, and Great Britain*. Oxford University Press.

Journal officiel de l'Union européenne (2015, 24 septembre). *Décision (UE) 2015/1601 du Conseil du 22 septembre 2015 instituant des mesures provisoires en matière de protection internationale au profit de l'Italie et de la Grèce*. Récupéré de https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32015D1601&from=EN

Kaldor, M. (2013). *New and old wars: Organised violence in a global era*, troisième édition. Polity Press.

Kapur, D. (2010). *Diaspora, development, and democracy: The domestic impact of international migration from India*. Princeton University Press.

Karagöl, E. T. (2013). The Turkish economy during the Justice and Development Party decade. *Insight Turkey*, *15*(4), 115–29.

Kastoryano, R. (2002). *Negotiating identities: States and immigrants in France and Germany*. Princeton University Press.

Kastoryano, R. (2016). Quand ses diasporas bousculent la Turquie. Dans C. Halpern (dir.) Identité(s) : L'individu, le groupe, la société. Éditions Sciences Humaines: 325–332.

Kaya, A. (2013). Introduction: (Re)Considering the last fifty years of migration and current immigration policies in Germany. *German Politics and Society*, *31*(2), 1–12.

Kaya, A. (2024). From 'guest-workers' to 'Muslims': Representations of Turkish-origin migrants in Europe. Dans A. Arkılıç, & B. Şenay (dir.), *Routledge handbook of Turkey's diasporas*. Routledge: 34–47.

Klopp, B. (2002). *German multiculturalism: Immigrant integration and the transformation of citizenship*. Praeger.

Kriesi, H., & Pappas, T. S. (dir.). (2015). *European populism in the shadow of the Great Recession*. ECPR Press.

Kropp, S. (2010). The ubiquity and strategic complexity of grand coalition in the German federal system. *German Politics*, *19*(3-4), 286–311.

Krumm, T. (2018). *Germany's Turkish voters – What do we know?*. Turkish-German University.

Kühn, H. (1979). *Stand und Weiterentwicklung der Integration der ausländischen Arbeitnehmer und ihrer Familien in der Bundesrepublik Deutschland: Memorandum des Beauftragten der Bundesregierung*. Bundesminister für Arbeit u. Sozialordnung.

Lafleur, J.-M. (2011). Why do states enfranchise citizens abroad? Comparative insights from Mexico, Italy and Belgium. *Global Networks*, *11*(4), 481–501.

Lambertz-Pollan, R., & Massol, J. (2020). Les nouveaux Länder: une transformation économique inachevée–entre héritage, ruptures et renouveau. *Allemagne d'aujourd'hui*, *232*(2), 73-102.

Lang, S., Mushaben, J. M., & Wendler, F. (2017). German unification as a catalyst for change: Linking political transformation at the domestic and international levels. *German Politics*, *26*(4), 443–456.

Lange, M. (2012). *Comparative historical methods*. SAGE Publications.

Lebourg, N. (2017). *Les extrêmes droites allemandes et françaises en miroir*. Fondation Jean-Jaurès.

Lees, C. (2018). The 'Alternative for Germany': The rise of right-wing populism at the heart of Europe, *Politics*, *38*(3), 295–310.

Levitt, P. (1998). Social remittances: Migration driven local-level forms of cultural diffusion. *International Migration Review*, *32*(4), 926–48.

Levitt, P., & de la Dehesa, R. (2003). Transnational migration and the redefinition of the state: Variations and explanations. *Ethnic and Racial Studies*, *26*(4), 587–611.

Levitzky, S., & Ziblatt, D. (2019). Subvertir la démocratie. *La mort des démocraties*. Calmann-Lévy: 99-135.

Lijphart, A. (1984). *Democracies: Patterns of majoritarian and consensus government in twenty-one countries*. Yale University Press.

Maier, C. S. (1988). *The unmasterable past: History, Holocaust, and German national identity*. Harvard University Press.

Mahoney, J. (2003). Strategies of causal assessment in comparative historical analysis. Dans J. Mahoney & D. Rueschemeyer (dir.), *Comparative historical analysis in the social sciences*. Cambridge University Press: 337–372.

Mahoney, J. (2010). *Colonialism and postcolonial development: Spanish America in comparative perspective*. Cambridge University Press.

Mahoney, J. (2012). The logic of process tracing tests in the social sciences. *Sociological Methods and Research*, *41*, 566–90.

Mahoney, J., & Rueschemeyer, D. (2003a). Comparative historical analysis: Achievements and agendas. Dans J. Mahoney & D. Rueschemeyer (dir.), *Comparative historical analysis in the social sciences*. Cambridge University Press: 3–38.

Mahoney, J., & Rueschemeyer, D. (dir.). (2003b). *Comparative historical analysis in the social sciences*. Cambridge University Press.

Mahoney, J., & Thelen, K. (dir.). (2015). *Advances in comparative-historical analysis*. Cambridge University Press.

Marshall, T. H. (1950). *Citizenship and social class*. Cambridge University Press.

Maseland, R. (2014). Does Germany have an East–West problem? Regional growth patterns in Germany since reunification. *Regional Studies*, *48*(7), 1161–1175.

Massicard, E. (2022). Ruling for the people or ruling the people? Governing the third sector in Turkey. Dans A. Dieckhoff, C. Jaffrelot, & E. Massicard (dir.), *Contemporary populists in power*. Palgrave Macmillan: 193–209.

Matuschek, P., & Güllner, M. (2011). Volksparteien ohne Volk: Der Niedergang von Union und SPD auf dem Wählermarkt. *Die Parteien nach der Bundestagswahl 2009*, 221–235.

McAdam, D., McCarthy, J., & Zald, M. (1996). Introduction: Opportunities, mobilizing structures, and framing processes – toward a synthetic, comparative perspective on social movements. Dans *Comparative perspectives of social movements: Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Cambridge University Press.

McAdam, D., Tarrow, S., & Tilly, C. (2001). *Dynamics of contention.* Cambridge University Press.

McAdam, D., & Tarrow, S. (2010). Ballots and barricades: On the reciprocal relationship between elections and social movements. *Perspectives on Politics*, *8*(2), 529–542.

McGowan, L. (2014). *The radical right in Germany: 1870 to the present*. Routledge.

McKeown, T. J. (1999). Case studies and the statistical worldview: Review of King, Keohane, and Verba's Designing social inquiry. *International Organization*, *53*, 161–190.

Milliyet (2003, 25 mai). *Milli Görüş'le gurur duyuyorum*. Récupéré de https://www.milliyet.com.tr/siyaset/milli-gorusle-gurur-duyuyorum-5178071

Mudde, C. (2007). *Populist radical right parties in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.

Mudde, C., & Kaltwasser, C. R. (2018). Qu'est-ce que le populisme?. Dans *Brève introduction au populisme*. Éditions de L'Aube: 13–36.

Musch, E. (2012). Consultation structures in German immigrant integration politics: The national integration summit and the German Islam conference, *German Politics*, *21*(1), 73–90.

Mushaben, J. M. (1993). *Identity without a hinterland? Continuity and change in national consciousness in the German Democratic Republic, 1949–1989*. Washington: American Institute for Contemporary German Studies.

Mushaben, J. M. (2010). Rethinking citizenship and identity: 'What it means to be German' since the fall of the wall, *German Politics*, *19*(1), 72–88.

Mushaben, J. M. (2017a). *Becoming Madam Chancellor: Angela Merkel and the Berlin Republic*. Cambridge University Press.

Mushaben, J. M. (2017b). Wir schaffen das! Angela Merkel and the European refugee crisis, *German Politics*, *26*(4), 516–533.

Mügge, L. (2013). Ideologies of nationhood in sending-state transnationalism: Comparing Surinam and Turkey. *Ethnicities*, *13*(3), 338-358.

Müller, J.-W. (2007). *Constitutional patriotism*. Princeton University Press.

Müller, J.-W. (2016). *What is populism?*. University of Pennsylvania Press.

Müller, J.-W. (2017). Que font les populistes, les populistes au pouvoir. Dans *Qu'est-ce que le populisme?*. Exraits.

Nathans, E. (2004). *The politics of citizenship in Germany: Ethnicity, utility and nationalism*. Berg Press.

Neuendorf, K. A., & Kumar, A. (2015). Content analysis. Dans G. Mazzoleni (dir.), *The international encyclopedia of political communication*. Wiley.

Okumuş, M. O. (2020). *How Berlin attracts the Turkish "New Wave": Comparison of economic and socio-cultural pull factors for highly skilled immigrants*, Working Paper, no. 142. Berlin: Hochschule für Wirtschaft und Recht Berlin, Institute for International Political Economy (IPE).

Østergaard-Nielsen, E. (2001). Diaspora in world politics. Dans D. Josselin, W. Wallace (dir.), *Non-state actors in world politics*. Palgrave Macmillan.

Østergaard-Nielsen, E. (2003). *Transnational politics: Turks and Kurds in Germany*. Routledge.

Ögelman, N., Money, J., & Martin, P. L. (2002). Immigrant cohesion and political access in influencing host country foreign policy. *SAIS Review*, *22*(2), 145–165.

Özbudun, E. (2013). *Party politics and social cleavages in Turkey*. Lynn Rienner Publishers.

Öztürk, A. E. (2019). An alternative reading of religion and authoritarianism: The new logic between religion and state in the AKP's New Turkey. *Southeast European and Black Sea Studies*, *19*(1), 79–98.

Patton, D. F. (2020). Party-political responses to the Alternative for Germany in comparative perspective. *German Politics and Society*, *38*(1), 77–104.

Pautz, H. (2005). The politics of identity in Germany: The Leitkultur debate. *Race & Class*, *46*(4), 39–52.

Pautz, H. (2020). Germany. Dans D. Albertazzi & D. Vampa (dir.), *Populism and new patterns of political competition in Western Europe*. Routledge: 112-130.

Räthzel, N. (1991). Germany: One race, one nation?, *Race & Class*, *32*(3), 29–48.

Reisenauer, E., & Gerdes, J. (2012). From return-oriented to integration-related transnationalisation: Turkish migrants in Germany. *Revue européenne des migrations internationales*, *28*(1), 107–128.

Resmi Gazete (1987). *Seçimlerin temel hükümleri ve seçmen kütükleri hakkında kanunun bazı maddelerinin değiştirilmesi*. Récupéré de https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/TBMM/d21/c012/tbmm21012058ss0156.pdf?TSPD_101_R0=08ffcef486ab2000334571d575960ebea2589c0ce486054c88c39f937af6c353ed1753ea5f06ca6c083eb40d591430000bc0c32448e263d359d6daa2755608abfd4ccc3306f4a85d6236a9614c8a636d31e9f03145097959c04399e5f9a597ac

Resmi Gazete (2008). *Seçimlerin temel hükümleri ve seçmen kütükleri hakkında kanunun bazı maddelerinin değiştirilmesi*. Récupéré de www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2008/03/20080322M1-3.htm

Resmi Gazete (2012). *Seçimlerin temel hükümleri ve seçmen kütükleri hakkında kanun ile bazı kanunlarda değişiklik yapılmasına dair kanun*. Récupéré de https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2012/05/20120518-3..htm

Rist, C. R. (1978). Guestworkers in Germany: Public policies as the legitimation of marginality. *Ethnic and Racial Studies*, *2*(4), 401–415.

Rucht, D. (2018). Right-wing populism in context: A historical and systematic perspective. Dans G. Fitzi, J. Mackert & B. S. Turner (dir.), *Populism and the crisis of democracy, Volume 2: Politics, social Movements and extremism*. Routledge: 67–84.

Ruhose, F. (2019). *Die AfD im Deutschen Bundestag*. Springer Fachmedien Wiesbaden.

Rushdie, S. (1992). *Imaginary homelands: Essays and criticism 1981-1991*. Granta Books.

Rygiel, K., Baban, F., & Ilcan, S. (2016). The Syrian refugee crisis: The EU-Turkey 'deal' and temporary protection, *Global Social Policy*, *16*(3), 315–320.

Saalfeld, T. (2002). The German party system: Continuity and change. *German Politics*, *11*(3), 99-130.

Safran, W. (1991). Diasporas in modern societies: Myths of homeland and return. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, *1*(1), 83–99.

Saideman, S. (2001). *The ties that divide: Ethnic politics, foreign policy and international conflict*. Columbia University Press.

Sartori, G. (1976). *Parties and party systems: A framework for analysis*. Cambridge University Press.

Sağnıç, Ş. G. (2015). Contributor or barrier: Role of the Kurdish diaspora in Turkey's European Union accession process. Dans G. Şeker, A. Tilbe, M. Ökmen, P. Y. Hepgül, D. Eroğlu & I. Sirkeci (dir.), *Turkish Migration Conference: Selected Proceedings.* Transnational Press London.

Schmidt, M. G. (2021). *Das politische System Deutschlands: Institutionen, Willensbildung und Politikfelder*. CH Beck.

Schmidtke, O. (2017). Reinventing the nation: Germany's post-unification drive towards becoming a 'country of immigration', *German Politics*, *26*(4), 498–515.

Schönwälder, K. (1996). Migration, refugees and ethnic plurality as issues of public and political debates in (West) Germany. Dans M. Fulbrook & D. Cesarani (dir.), *Citizenship, nationality and migration in Europe*. Routledge: 159-178.

Schönwälder, K. (2004). Why Germany's guestworkers were largely Europeans: The selective principles of post-war labour recruitment policy. *Ethnic and Racial Studies*, *27*(2), 248–265.

Schwörer, J. (2018). Alternative für Deutschland: From the street to the Parliament?. Dans M. Caiani & O. Císař (dir.), *Radical Right Movement Parties in Europe*. Routledge.

Shain, Y. (2002). The role of diasporas in conflict perpetuation or resolution. *SAIS Review*, *22*(2), 115–144.

Shain, Y. & Aharon, B. (2003). Diasporas and international relations theory, *International Organization*, *57*(3): 449–479.

Sheffer, G. (1986). A new field of study: Modern diasporas in international politics. Dans G. Sheffer (dir.), *Modern diasporas in international politics*. St Martin's Press.

Sheffer, G. (2003). *Diaspora politics: At home abroad*. Cambridge University Press.

Statistisches Bundesamt–DESTATIS (2020). *Migration and integration*. Récupéré de https://www.destatis.de/EN/Themes/Society-Environment/Population/Migration-Integration/_node.html;jsessionid=5C62A78713643464009924DA912D86F7.internet741

Şen, F. (2003). The historical situation of Turkish migrants in Germany. *Historical Studies in Ethnicity, Migration and Diaspora*, *22*(2/3), 208–227.

Sökefeld, M. (2006). Mobilising in transnational space: A social movement approach to the formation of diaspora. *Global Networks*, *6*(3), 265–284.

Tarrow, S. (1996). States and opportunities: The political structuring of social movements. Dans D. McAdam, J. McCarthy & M. Zald (dir.), *Comparative perspectives on social movements: Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Cambridge: Cambridge University Press.

Tarrow, S. (2005). *The new transnational activism*. Cambridge University Press.

Tarrow, S. (2011). Threats, opportunities, and regimes. Dans *Power in movement: Social movements and contentious politics*. Cambridge University Press.

taz.gazete (2017). *taz.gazete hakkında*. Récupéré de https://gazete.taz.de/tr/about/index.html

TBMM (2003). *Yurtdışında yaşayan vatandaşlarımızın sorunlarının araştırılarak alınması gereken önlemlerin belirlenmesi amacıyla kurulan (10/8,48) esas numaralı Meclis Araştırma Komisyonu raporu*. Récupéré de https://www5.tbmm.gov.tr/sirasayi/donem22/yil01/ss335.pdf

TBMM (2010). *Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı teşkilat ve görevleri hakkında kanun tasarısı*. Récupéré de https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/TBMM/d23/c064/tbmm23064076ss0485.pdf

Thelen, K., & Mahoney, J. (2015). Comparative-historical analysis in contemporary political science. Dans J. Mahoney & K. Thelen (dir.), *Advances in comparative-historical analysis*. Cambridge University Press: 3–36.

Thibos, C. (2017). Imputing diaspora: An examination of Turkish political rhetoric in Germany. *Diaspora*, *19*(2/3), 170–194.

Tilly, C. (1997). Contentious politics and social change. *African Studies*, *56*(1), 51–65.

Tilly, C. (2004). Contentious choices. *Theory and Society*, *Special Issue: Current Routes to the Study of Contentious Politics and Social Change*, *33*(3/4), 473–481.

Tölölyan, K. (1996). Rethinking diaspora(s): Stateless power in the transnational moment. *Diaspora*, *5*(1), 3–36.

Triadafilopoulos, T. & Schönwälder, K. (2006). How the Federal Republic became an immigration country: Norms, politics and the failure of West Germany's guest worker system. *German Politics and Society*, *24*(3), 1–19.

Triadafilopoulos, T. (2012). *Becoming multicultural: Immigration and the politics of membership in Canada and Germany*. UBC Press.

Tsourapas, G. (2015). Why do states develop multi-tier emigrant policies? Evidence from Egypt. *Journal of Ethnic & Migration Studies*, *41*(13), 2192–2214.

Tsourapas, G. (2018). Labor migrants as political leverage: Migration interdependence and coercion in the Mediterranean. *International Studies Quarterly*, *62*(2), 383–395.

Tuncer, E. (2002). *Osmanlı'dan günümüze seçimler, 1877–1999*. TESAV.

Turkish Minute (2016). *Who are we*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/who-are-we/

Türkiye Cumhuriyeti Dışişleri Bakanlığı (2011). *Dışişleri Bakanı Sn. Ahmet Davutoğlu'nun IV. Büyükelçiler Konferansı açış konuşması, 23 Aralık 2011* Récupéré de http://www.mfa.gov.tr/disisleri-bakani-sn_-ahmet-davutoglu_nun-iv_-buyukelciler-konferansi-acis-konusmasi_-23-aralik-2011.tr.mfa

UID (2018). *Hakkımızda*. Récupéré de https://www.u-id.org/hakkimizda/

Ünver, O. C. (2013). Changing diaspora politics of Turkey and public diplomacy. *Turkish Policy Quarterly*, *12*(1), 181–189.

Van Bruinessen, M. (1998). Shifting national and ethnic identities: The Kurds in Turkey and the European diaspora. *Journal of Muslim Minority Affairs*, *18*(1), 39–52.

Van Hear, N. (1998) *New diasporas: The mass exodus, dispersal and regrouping of migrant communities*. University College London Press.

Van Hear, N. & Cohen R. (2017). Diasporas in conflict: Distance, contiguity and spheres of engagement. *Oxford Development Studies*, *45*(2), 171–84.

Vela, J. H. (2017, September 24). German far right will 'hunt' Merkel from new perch in parliament, *POLITICO*. Récupéré de https://www.politico.eu/article/alexander-gauland-angela-merkel-afd-germany-far-right-leader-we-will-hunt-merkel/

Verreault, A. (2023). La place du genre dans les discours et les politiques de l'Alternative für Deutschland. Dans F. G. Dufour, & E. Peker (dir.), *Populisme et sciences sociales : Perspectives québécoises, canadiennes et transatlantiques*. Les Presses de l'Université d'Ottawa: 285—302.

Vertovec, S. (1997). Three meanings of “diaspora”, exemplified among South Asian religions. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, *6*(3), 277–299.

Waldinger, R. (2017). *The cross-border connection: Immigrants, emigrants, and their homelands*. Harvard University Press.

Waterbury, M. (2010a). *Between state and nation: Diaspora politics and Kin-state nationalism in Hungary*. Palgrave Macmillan.

Waterbury, M. (2010b). Bridging the divide: Towards a comparative framework for understanding kin state and migrant-sending state diaspora policies. Dans R. Bauböck & T. Faist (dir.), *Diaspora and transnationalism: Concepts, theories and methods*. Amsterdam University Press.

WDR (2017). *Türkei unzensiert - Wir über uns | Sansürsüz Türkiye*. Récupéré de https://www1.wdr.de/nachrichten/tuerkei-unzensiert/tuerkei-unzensiert-124.html

Weinachter, M. (2017). L’entrée de l’AfD au Bundestag, un choc et un défi. *Allemagne d'aujourd'hui*, *222*(4), 167–176.

Weisskircher, M. & Berntzen, L. E. (2018). Remaining on the streets. Anti-Islamic PEGIDA mobilization and its relationship to far-right party politics. Dans M. Caiani & O. Císař (dir.), *Radical right movement parties in Europe*. Routledge.

Wiesendahl, E. (2011). *Volksparteien: Aufstieg, Krise, Zukunft*. Verlag Barbara Budrich.

Weisskircher, M. (2020). The strength of far-right AfD in Eastern Germany: The East-West divide and the multiple causes behind “populism”. *The Political Quarterly*, *91*(3), 614–622.

Wüst, A. M. (2004). Naturalised citizens as voters: Behaviour and impact. *German Politics*, *13*(2), 341–359.

Yavuz, M. H., & Balci, B. (dir.). (2018). *Turkey's July 15th coup: What happened and why*. University of Utah Press.

YTB (2021). *Faaliyet raporu 2021*. Récupéré de https://ytb.gov.tr/kurumsal/planlar-ve-raporlar#

YTB (2022). *Faaliyet raporu 2022*. Récupéré de https://ytb.gov.tr/kurumsal/planlar-ve-raporlar#

YTB (2023). *Faaliyet raporu 2023*. Récupéré de https://ytb.gov.tr/kurumsal/planlar-ve-raporlar#

Yeldan, E. (2015, 16 septembre). FED’i Beklerken. *Cumhuriyet*. Récupéré de https://yeldane.files.wordpress.com/2014/09/yeldan521_16eyl15.pdf

Yılmaz, H. (1997). Democratization from above in response to the international context: Turkey, 1945–1950. *New Perspectives on Turkey*, *17*, 1–38.

Yılmaz, I., & Bashirov G. (2018). The AKP after 15 years: Emergence of Erdoganism in Turkey. *Third World Quarterly*, *39*(9), 1812–1830.

YSK (1950, 14 mai). *1950-1977 yılları arasında yapılan milletvekili genel seçimleri*. Récupéré de https://www.ysk.gov.tr/tr/1950-1977-yillari-arasi-milletvekili-genel-secimleri/3007

YSK (1983, 6 novembre). *1983-2007 yılları arasında yapılan milletvekili genel seçimleri*. Récupéré de https://www.ysk.gov.tr/tr/1983-2007-yillari-arasi-milletvekili-genel-secimleri/3008

YSK (2002, 3 novembre). *22. dönem milletvekili genel seçimi*. Récupéré de https://www.ysk.gov.tr/tr/03-kasim-2002-xxii-donem-milletvekili-genel-secimi/3009

YSK (2007, 22 juillet). *23. dönem milletvekili genel seçimi*. Récupéré de https://www.ysk.gov.tr/tr/22-temmuz-2007-xxiii-donem-milletvekili-genel-secimi/5001

YSK (2011, 12 juin). *24. dönem milletvekili genel seçimi*. Récupéré de https://www.ysk.gov.tr/tr/12-haziran-2011-xxiv-donem-milletvekili-genel-secimi/4929

YSK (2014, 10 août). *12. Cumhurbaşkanı seçimi*. Récupéré de https://ysk.gov.tr/tr/onikinci-cumhurbaskani-secimi/3456

YSK (2015, 7 juin). *25. dönem milletvekili genel seçimi*. Récupéré de https://ysk.gov.tr/tr/7-haziran-2015--25-donem-milletvekili-genel-secimi/3304

YSK (2015, 1 novembre). *26. dönem milletvekili genel seçimi*. Récupéré de https://ysk.gov.tr/tr/1-kasim-2015--26-donem-milletvekili-genel-secimi/3413

YSK (2017, 16 avril). *16 Nisan 2017 anayasa değişikliği halkoylaması*. Récupéré de https://ysk.gov.tr/tr/16-nisan-2017-anayasa-degisikligi-halkoylamasi/5002

YSK (2018, 24 juin). *Cumhurbaşkanı seçimi ve 27. dönem milletvekili genel seçimi*. Récupéré de https://ysk.gov.tr/tr/24-haziran-2018-secimleri/77536

YTB (2019). *Cumhurbaşkanı Erdoğan: "Yurt dışında yaşayan her bir kardeşimiz Türk milletinin temsilcisidir."* Récupéré de https://www.ytb.gov.tr/haberler/cumhurbaskani-erdogan-yurt-disinda-yasayan-her-bir-kardesimiz-turk-milletinin-temsilcisidir

Akın, F. (réalis.). (2017). *Aus dem Nichts* [Film]. Bombero International et Warner Bros. Film Productions Germany.

Aladağ, Z. (réalis.). (2016). *Die Opfer - Vergesst mich nicht* [Film]. Das Erste.

Artı49 (2017a, 30 juillet). *'Merkel bize verdiği sözleri tutmadı'*. Récupéré de https://www.arti49.com/merkel-bize-verdigi-sozleri-tutmadi-882052h.htm

Artı49 (2017b, 22 novembre). *Fatih Akın'ın 'Solgun'u ayakta alkışlandı*. Récupéré de https://www.arti49.com/fatih-akinin-solgunu-ayakta-alkislandi-1002081h.htm

Artı49 (2018a, 28 juillet). *#MeTwo akımı hızlı yayılıyor*. Récupéré de https://www.arti49.com/metwo-akimi-hizli-yayiliyor-1247228h.htm

Artı49 (2018b, 29 juillet). *Almanya'da 'Ben Özil'im' gösterisi*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanyada-ben-ozilim-gosterisi-1248120h.htm

Artı49 (2018c, 27 août). *Merkel: Özil tartışması hoşuma gitmedi*. Récupéré de https://www.arti49.com/merkel-ozil-tartismasi-hosuma-gitmedi-1272538h.htm

Artı49 (2019a, 29 mai). *Tek 'suçları' Alman olmamaktı*. Récupéré de https://www.arti49.com/tek-suclari-alman-olmamakti-1665442h.htm

Artı49 (2020a, 12 août). *Hanau'daki ırkçı terörün üstünden 6 ay geçti: "Affetmeyeceğiz, unutmayacağız"*. Récupéré de https://www.arti49.com/hanaudaki-irkci-terorun-ustunden-6-ay-gecti-affetmeyecegiz-unutmayacagiz-2345912h.htm

Artı49 (2020b, 20 août). *Almanya'da birçok kentte eşzamanlı eylem: Hanau katliamı unutulmadı!*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanyada-bircok-kentte-eszamanli-eylem-hanau-katliami-unutulmadi-2346029h.htm

Artı49 (2020c, 22 août). *Hanau'daki 19 Şubat katliamı lanetlendi: Polise ve siyasete ağır eleştiriler*. Récupéré de https://www.arti49.com/hanaudaki-19-subat-katliami-lanetlendi-polise-ve-siyasete-agir-elestiriler-2346061h.htm

Artı49 (2020d, 24 septembre). *Türkiye'nin Berlin Büyükelçisi Aydın, Hanau kurbanlarının yakınlarıyla buluştu*. Récupéré de

https://www.arti49.com/turkiyenin-berlin-buyukelcisi-aydin-hanau-kurbanlarinin-yakinlariyla-bulustu-2346543h.htm

Artı49 (2020e, 25 septembre). *Almanya'daki ırkçı terörün Türkçe belgesi: Gazeteci Yücel Özdemir NSU cinayetlerini kitaplaştırdı*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanyadaki-irkci-terorun-turkce-belgesi-gazeteci-yucel-ozdemir-nsu-cinayetlerini-k-2346553h.htm

Artı49 (2020f, 23 novembre). *Dr. Cebel Küçükkaraca: "Almanya'da ırkçılıkla yeterince mücadele edilmiyor"*. Récupéré de https://www.arti49.com/dr-cebel-kucukkaraca-almanyada-irkcilikla-yeterince-mucadele-edilmiyor-2347514h.htm

Artı49 (2020g, 3 décembre). *NSU'ya ait bilgileri silmek istiyorlar: Yeni bir "dosya imha" skandalı mı?*. Récupéré de https://www.arti49.com/nsuya-ait-bilgileri-silmek-istiyorlar-yeni-bir-dosya-imha-skandali-mi-2347675h.htm

Artı49 (2021a, 19 février). *YTB, Hanau saldırısının kurbanlarını Ankara ve İstanbul'da anıyor*. Récupéré de https://www.arti49.com/ytb-hanau-saldirisinin-kurbanlarini-ankara-ve-istanbulda-aniyor-2349992h.htm

Artı49 (2021b, 30 mai). *Solingen katliamında hayatını kaybedenler Frankfurt'ta anıldı*. Récupéré de https://www.arti49.com/solingen-katliaminda-hayatini-kaybedenler-frankfurtta-anildi-2353823h.htm

Artı49 (2021c, 6 novembre). *Almanya'ya Türk işçi göçünün 60. yılı için yorumlanan "Gurbet" şarkısı büyük ilgi gördü*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanyaya-turk-isci-gocunun-60-yili-icin-yorumlanan-gurbet-sarkisi-buyuk-ilgi-gordu-2359660h.htm

Artı49 (2022a, 16 février). *Hanau saldırısı düzenleyen adamın babasından skandal sözler: Asıl kurban oğlum*. Récupéré de https://www.arti49.com/hanau-saldirisi-duzenleyen-adamin-babasindan-skandal-sozler-asil-kurban-oglum-2363707h.htm

Artı49 (2022b, 17 février). *Hanau'daki ırkçı terör saldırısında öldürülen Gökhan Gültekin'in adı Türkiye'de yaşatıldı*. Récupéré de https://www.arti49.com/hanaudaki-irkci-teror-saldirisinda-oldurulen-gokhan-gultekinin-adi-turkiyede-yasati-2363758h.htm

Artı49 (2022c, 20 février). *Hanau'daki ırkçı saldırıda hayatını kaybedenleri anmak için türkü söylediler*. Récupéré de

https://www.arti49.com/hanaudaki-saldirida-yasamini-yitirenler-anisina-turku-seslendirildi-2363871h.htm

Artı49 (2022d, 29 mai). *Solingen faciası anıldı... Failler yaşamlarını Almanya'da sürdürüyor!*. Récupéré de https://www.arti49.com/solingen-faciasi-anildi-failler-yasamlarini-almanyada-surduruyor-2367384h.htm

Artı49 (2022e, 17 juin). *Almanya'da kundaklanan evde ailesinden 5 kişiyi kaybeden 'Mevlüde ana' için kitap hazırlandı*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanyada-kundaklanan-evde-ailesinden-5-kisiyi-kaybeden-mevlude-ana-icin-kitap-hazi-2368057h.htm

Artı49 (2022f, 18 juin). *"Bilge Ana - Mevlüde Genç" belgeselinin galası Almanya'da yapıldı*. Récupéré de https://www.arti49.com/bilge-ana-mevlude-genc-belgeselinin-galasi-almanyada-yapildi-2368085h.htm

Artı49 (2022g, 31 octobre). *Almanya Cumhurbaşkanı Steinmeier'dan Bilge Ana için taziye mesajı*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanya-cumhurbaskani-steinmeierdan-bilge-ana-icin-taziye-mesaji-2372533h.htm

Artı49 (2022h, 31 octobre). *Emine Erdoğan'dan Mevlüde Genç için başsağlığı mesajı*. Récupéré de https://www.arti49.com/emine-erdogandan-mevlude-genc-icin-bassagligi-mesaji-2372542h.htm

Artı49 (2022i, 3 novembre). *YTB, 2023'ten itibaren her yıl "Mevlüde Genç İnsanlık Ödülleri" verecek*. Récupéré de https://www.arti49.com/ytb-2023ten-itibaren-her-yil-mevlude-genc-insanlik-odulleri-verecek-2372630h.htm

Artı49 (2022j, 17 novembre). *Alman polisi içindeki "Neonazi skandalının örtbas edilmesine" tepki*. Récupéré de https://www.arti49.com/alman-polisi-icindeki-neonazi-skandalinin-ortbas-edilmesine-tepki-2373075h.htm

Artı49 (2022k, 21 novembre). *Almanya'nın utanç günlerinden biri: 'Mölln Katliamı'*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanyanin-utanc-gunlerinden-biri-molln-katliami-2373219h.htm

Artı49 (2022l, 22 novembre). *TBB, 30 yıl önce Mölln'de meydana gelen ırkçı kundaklama saldırısının kurbanlarını anıyor*. Récupéré de https://www.arti49.com/tbb-30-yil-once-mollnde-meydana-gelen-irkci-kundaklama-saldirisinin-kurbanlarini-an-2373244h.htm

Artı49 (2022m, 24 novembre). *Mölln faciasının 30. yıl dönümünde anma töreni düzenlendi*. Récupéré de https://www.arti49.com/molln-faciasinin-30-yil-donumunde-anma-toreni-duzenlendi-2373286h.htm

Artı49 (2022n, 25 novembre). *Schleswig-Holstein Türk Toplumu 30 yıl önce Mölln'de meydana gelen ırkçı kundaklama saldırısının kurbanlarını anıyor*. Récupéré de https://www.arti49.com/schleswig-holstein-turk-toplumu-30-yil-once-mollnde-meydana-gelen-irkci-kundaklama-2373344h.htm

Avrupa Postası (2013, 28 mai). *Solingen Katliamı'nın 20.yılı: Irkçılığın gölgesi hala peşimizde*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/solingen-katliaminin-20yili-irkciligin-golgesi-hala-pesimizde

Avrupa Postası (2014, 24 novembre). *Mölln: Arslan ailesi Başkonsolos ve Belediye Başkanı'nı törende istemedi*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/molln-arslan-ailesi-baskonsolos-ve-belediye-baskanini-torende-istemedi

Avrupa Postası (2016, 22 février). *NSU kurbanının kardeşi: 'Katillerin devlet içindeki destekçileri açığa çıkarılsın'*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/nsu-kurbaninin-kardesi-katillerin-devlet-icindeki-destekcileri-aciga-cikarilsin

Avrupa Postası (2018a, 18 juillet). *Avukatlar: NSU kararı devlete güvenilmeyeceğini gösterdi*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/avukatlar-nsu-karari-devlete-guvenilmeyecegini-gosterdi

Avrupa Postası (2018b, 23 juillet). *Özil'in milli takımdan istifası ırkçılık tartışmasını başlattı*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/ozilin-milli-takimdan-istifasi-irkcilik-tartismasini-baslatti

Avrupa Postası (2019, 6 février). *Irkçı cinayetleri anlatan "NSU Monologları" duygulandırdı*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/irkci-cinayetleri-anlatan-nsu-monologlari-duygulandirdi

Avrupa Postası (2020, 20 février). *Almanya'da on binler Hanau katliamını protesto etti*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/almanyada-on-binler-hanau-katliamini-protesto-etti

Avrupa Postası (2021a, 20 février). *Hanau'da solcular sokakta, Türk yetkili camide konuştu*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/hanauda-solcular-sokakta-turk-yetkili-camide-konustu

Avrupa Postası (2021b, 30 mai). *Solingen katliamının 28. yılı anma törenine gölge düştü*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/solingen-katliaminin-28-yili-anma-torenine-golge-dustu

Bademsoy, A. (réalis.). (2019). *Spuren - Die Opfer der NSU* [Film]. Heino Deckert.

Bold Medya (2020, 24 février). *Almanya Hanau'da binlerce kişi ırkçılığa karşı yürüdü*. Récupéré de https://boldmedya.com/2020/02/24/almanya-hanauda-binlerce-kisi-irkciliga-karsi-yurudu/

Bold Medya (2021, 4 mai). *Almanya'da aşırı sağcıların işlediği suçlar 20 yılın zirvesinde!*. Récupéré de https://boldmedya.com/2021/05/04/almanyada-asiri-sagcilarin-isledigi-suclar-20-yilin-zirvesinde/

Canani, O. A. & Karaba (2022). *Vom Bosphorus bis zum Rhein* [Chanson]. Fun in the church. Récupéré de https://www.youtube.com/watch?v=ULnhaxyC3rI

COSMO Türkçe (2016, 5 novembre). *Almanya'da 8'i Türk 10 kişiyi öldürmek, çok sayıda bankayı soymak ve Köln Keupstraße / Keup Caddesi'ne çivili bomba saldırısı düzenlemekle suçlanan aşırı sağcı NSU örgütü tam beş yıl önce bugün gün ışığına çıkarılmıştı* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/1349023688449978/

COSMO Türkçe (2017, 23 novembre). *Yönetmen Fatih Akın ile yeni filmi üzerine söyleşi* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/1761837450501931/

COSMO Türkçe (2018a, 9 juillet). *NSU - Adaleti beklerken* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/2033277180024622/

COSMO Türkçe (2018b, 10 juillet). *NSU - Adaleti beklerken* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/2035161913169482/

COSMO Türkçe (2018c, 11 juillet). *Ayşe Yozgat* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/2036868372998836/

COSMO Türkçe (2018d, 11 juillet). *NSU davasında karar açıklandı* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/2036321639720176/

COSMO Türkçe (2018e, 11 juillet). *NSU - Adaleti beklerken* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/2034589513226722/?idorvanity=212279448791080

COSMO Türkçe (2018f, 12 juillet). *Abdülkerim Şimşek* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/2037710286247978/

COSMO Türkçe (2018g, 31 juillet). *#MeTwo* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/2069428966409443/

COSMO Türkçe (2020, 27 août). *Hanau* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/360617031613704/

COSMO Türkçe (2021a, 18 février). *Ferhat Unvar'in annesi Serpil Temiz Unvar* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/434204944485718/

COSMO Türkçe (2021b, 19 février). *Banu Güven'in yorumu: Hanau saldırısı* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/259322005709231/

COSMO Türkçe (2021c, 19 février). *Merkel'in Hanau katliamı konuşması* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/1136877096766129/

COSMO Türkçe (2021d, 21 février). *Wir klagen an!* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/432386764652510/

COSMO Türkçe (2021e, 2 juillet). *Avukat Seda Başay Yıldız'a cesaret ödülü* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/Cosmoturkce/videos/avukat-seda-ba%C5%9Fay-y%C4%B1ld%C4%B1za-cesaret-%C3%B6d%C3%BCl%C3%BC/618107289103576/

COSMO Türkçe (2021f, 23 septembre). *Ali Can ile #wAlman kampanyası üzerine söyleşi* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/196679695764621/

COSMO Türkçe (2021g, 3 novembre). *Semiya Şimşek ile söyleşi* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/211717274299178/

COSMO Türkçe (2021h, 6 novembre). *NSU kurbanlarının ailelerine verilen söz tutulmadı* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/411586480594660/

COSMO Türkçe (2021, 16 novembre). *NSU-Avukatı Aziz Sarıyar ile söyleşi* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/422051006056156/

COSMO Türkçe (2021i, 19 novembre). *"Irkçı kesim azınlıkta, biz çoğunluktayız. Ve hergün çoğalıyoruz"* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/1030852227487844/

COSMO Türkçe (2022a, 16 février). *Hanau katliamının perde arkası* [Épisode de balado audio]. Récupéré de https://open.spotify.com/episode/5iRYYw1HNvHjZJrAHtjrs6?si=Ks2JBwAyTKmHDcdGNwBg3A&nd=1

COSMO Türkçe (2022b, 30 octobre). *Mevlüde Genç yaşama veda etti* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/1530175384115390/

COSMO Türkçe (2022c, 31 octobre). *Solingen katliamı: Anadolu bilgesi Mevlüde Genç'in anısına* [Épisode de balado audio]. Récupéré de https://open.spotify.com/episode/7t4eEDHVqgkPPuBMUtvCB0?si=oWYHcZkCT2aM-mY-AvS3kw&nd=1

COSMO Türkçe (2022d, 1 novembre). *Almanya, Mevlüde Genç'i uğurladı* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/3363418270539964/

COSMO Türkçe (2022e, 1 novembre). *Almanya Mevlüde Genç'e veda ediyor. Hoşgörü sembolü Mevlüde Genç son yolculuğuna uğurlanıyor* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/1323546661749808/

COSMO Türkçe (2022f, 1 novembre). *Solingen'de Mevlüde Genç için cenaze töreni. Bini aşkın kişi koca yürekli Mevlüde anne ile, bu bilge ve büyük insanla son bir kez vedalaşıyor* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/1331482034261028/

COSMO Türkçe (2022g, 1 novembre). *Solingen: Mevlüde Genç'in cenaze töreni* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/797427774855678/

COSMO Türkçe (2022h, 1 novembre). *Solingen'de Mevlüde Genç için tören* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/647759943651505/

COSMO Türkçe (2022i, 7 novembre). *Almanya'da NSU ifşası: Gizli belgelerde ne var?* [Épisode de balado audio]. Récupéré de https://open.spotify.com/episode/0IVXIRb3jNlu784nopH6X9

COSMO Türkçe (2022j, 7 novembre). *Bozoğlu: NSU bilgilerinin sızması olumlu bir gelişme* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/408635241332980/

COSMO Türkçe (2022k, 22 novembre). *Dinmeyen acı: Mölln katliamının üzerinden 30 yıl geçti* [Épisode de balado audio]. Récupéré de https://open.spotify.com/episode/1fuc9Oah8Bca0cmAmcocDw?si=1ggsPDmjQ5ScqB9RDxKocw&nd=1

COSMO Türkçe (2022l, 23 novembre). *Ozan Ata Canani - Almanya'nın göç tarihine eşlik eden sanatçı* [Épisode de balado audio]. Récupéré de https://open.spotify.com/episode/2P7zU0Vd0O0xfEEprZI32u

COSMO Türkçe (2022m, 24 novembre). *Ozan Ata Canani ile söyleşi* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/ozan-ata-canani-ile-s%C3%B6yle%C5%9Fi/528111195855299

COSMO Türkçe (2022n, 24 novembre). *Ozan Ata Canani: "Bosporus"* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/663950558526714/

Merhaba (2021a, 23 septembre). *DİDF: NSU davası bizim için hiç kapanmayacak*. Récupéré de https://www.merhaba.info/didf-nsu-davasi-bizim-icin-hic-kapanmayacak/

Merhaba (2021b, 3 novembre). *Yeşiller, Neonazi NSU örgütü hakkında araştırma komisyonu kurulması için çalışma başlattı*. Récupéré de https://www.merhaba.info/yesiller-neonazi-nsu-orgutu-hakkinda-arastirma-komisyonu-kurulmasi-icin-calisma-baslatti/

Merhaba (2021c, 4 novembre). *"Irkçı cinayetler açığa çıkarılmalı, hesap sorulmalı"*. Récupéré de https://www.merhaba.info/irkci-cinayetler-aciga-cikarilmali-hesap-sorulmali/

Merhaba (2022a, 18 février). *DİDF: Hanau katliamını unutmayacağız, unutturmayacağız*. Récupéré de https://www.merhaba.info/didf-hanau-katliamini-unutmayacagiz-unutturmayacagiz/

Merhaba (2022b, 9 mars). *Almanya'da genç sanatçılar "Yolumuz Gurbete Düştü" şarkısıyla ırkçılığa seslendi*. *Récupéré de* https://www.merhaba.info/almanyada-genc-sanatcilar-yolumuz-gurbete-dustu-sarkisiyla-irkciliga-seslendi/

Merhaba (2022c, 20 mai). *Bavyera'da NSU Meclis Araştırma Komisyonu kuruldu*. Récupéré de https://www.merhaba.info/bavyerada-nsu-meclis-arastirma-komisyonu-kuruldu/

Merhaba (2022d, 9 juillet). *Mevlüde Ana'nın hayatı kitap oldu*. Récupéré de https://www.merhaba.info/mevlude-ananin-hayati-kitap-oldu/

Muhabirce (2015, 22 août). *KRV NSU Komisyonu'ndan açıklama*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/krv-nsu-komisyonundan-aciklama/

Muhabirce (2018, 23 juillet). *"Mesut Özil'in yanındayız"*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/mesut-ozilin-yanindayiz/

Muhabirce (2020a, 21 février). *Abdullah Eren: "YTB olarak konuyu yakından takip ediyoruz"*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/abdullah-eren-ytb-olarak-konuyu-yakindan-takip-ediyoruz/

Muhabirce (2020b, 23 février). *Onbinler #Hanau'da yürüdü #Yeter - #EsReicht*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/onbinler-hanauda-yurudu-yeter-esreicht/

Perspektif (2017a, 29 mai). *Barış ve huzur çağrılarına adanmış bir hayat: Mevlüde Genç*. Récupéré de https://perspektif.eu/2017/05/29/baris-ve-huzur-cagrilarina-adanmis-bir-hayat-mevluede-genc/

Perspektif (2017b, 1 novembre). *NSU: Kanıtları aranan "gerçekler"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2017/11/01/nsu-kanitlari-aranan-gercekler/

Perspektif (2018a, 28 mai). *Almanya | AfD'den yabancı ve İslam karşıtı yürüyüş*. Récupéré de https://perspektif.eu/2018/05/28/almanya-afdden-yabanci-ve-islam-karsiti-yuruyus/

Perspektif (2018b, 29 mai). *Almanya | Başbakan Merkel Solingen faciasının 25. yılında özür diledi*. Récupéré de https://perspektif.eu/2018/05/29/almanya-basbakan-merkel-solingen-faciasinin-25-yilinda-ozur-diledi/

Perspektif (2018c, 2 août). *Almanya | "Öğretmen doktorluğu unutsun dedi, bugün başhekim oldum"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2018/08/02/almanya-ogretmen-doktorlugu-unutsun-dedi-bugun-bashekim-oldum/

Perspektif (2018d, 1 septembre). *NSU kronolojisi: Örgütün açığa çıkışı ve sonrasındaki skandallar*. Récupéré de https://perspektif.eu/2018/09/01/nsunun-aciga-cikisi-ve-sonrasindaki-skandallar/

Perspektif (2018e, 1 septembre). *NSU: Irkçı infazları destekleyen neonaziler hâlâ aramızda*. Récupéré de https://perspektif.eu/2018/09/01/nsu-irkci-infazlari-destekleyen-neonaziler-hala-aramizda/

Perspektif (2018f, 1 septembre). *"NSU davası kaçırılan bir fırsatın anı defteri"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2018/09/01/nsu-davasi-kacirilan-bir-firsatin-ani-defteri/

Perspektif (2019a, 22 mars). *"Almanya'da Müslümanlar endişeli"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/03/22/almanyada-muslumanlar-endiseli/

Perspektif (2019b, 4 avril). *Mehmet Kubaşık: NSU terör örgütünün 8. kurbanı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/04/04/mehmet-kubasik-nsu-teror-orgutunun-8-kurbani/

Perspektif (2019c, 5 avril). *"Almanya hukuk devleti olduğunu NSU davasında göstermedi"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/04/05/almanya-hukuk-devleti-oldugunu-nsu-davasinda-gostermedi/

Perspektif (2019d, 6 avril). *Halit Yozgat: NSU terör örgütünün 9. kurbanı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/04/06/halit-yozgat-nsu-teror-orgutunun-9-kurbani/

Perspektif (2019e, 29 mai). *Eski Almanya Cumhurbaşkanı Wulff: "Mevlüde Genç bir kahramandır"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/05/29/eski-almanya-cumhurbaskani-wulff-mevlude-genc-bir-kahramandir/

Perspektif (2019f, 30 mai). *"Solingen faciası Almanya'daki ne ilk ne de son saldırı"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/05/30/solingen-faciasi-almanyadaki-ne-ilk-ne-de-son-saldiri/

Perspektif (2019g, 9 juin). *İsmail Yaşar: NSU terör örgütünün 6. kurbanı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/06/09/ismail-yasar-nsu-teror-orgutunun-6-kurbani/

Perspektif (2019h, 13 juin). *Abdurrahim Özüdoğru: NSU terör örgütünün 2. kurbanı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/06/13/abdurrahim-ozudogru-nsu-teror-orgutunun-2-kurbani/

Perspektif (2019i, 15 juin). *Theodoros Boulgarides: NSU terörünün 7. kurbanı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/06/15/theodoros-boulgarides-nsu-terorunun-7-kurbani/

Perspektif (2019j, 27 juin). *Süleyman Taşköprü: NSU terör örgütünün 3. kurbanı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/06/27/suleyman-taskopru-nsu-teror-orgutunun-3-kurbani/

Perspektif (2019k, 29 août). *Habil Kılıç: NSU terör örgütünün 4. kurbanı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/08/29/habil-kilic-nsu-teror-orgutunun-4-kurbani/

Perspektif (2019l, 9 septembre). *Enver Şimşek: NSU cinayet serisinin ilk kurbanı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2019/09/09/enver-simsek-nsu-cinayet-serisinin-ilk-kurbani/

Perspektif (2020a, 24 janvier). *Seda Başay Yıldız: "Devletin öğrenilmesini istemediği bazı şeyler var"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/01/24/seda-basay-yildiz-devletin-ogrenilmesini-istemedigi-bazi-seyler-var/

Perspektif (2020b, 12 février). *Almanya'da geçen yıl her iki günde bir İslamofobik saldırı düzenlendi*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/02/12/almanyada-gecen-yil-her-iki-gunde-bir-islamofobik-saldiri-duzenlendi/

Perspektif (2020c, 20 février). *Merkel'den Hanau yorumu: "Irkçılık bir zehir ve bu zehir bizim toplumumuzda mevcut"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/02/20/merkelden-hanau-yorumu-irkcilik-bir-zehir-ve-bu-zehir-bizim-toplumumuzda-mevcut/

Perspektif (2020d, 22 février). *Irkçı terör Almanya'da çok can aldı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/02/22/irkci-teror-almanyada-cok-can-aldi/

Perspektif (2020e, 23 février). *Almanya'nın Hanau kentinde ırkçılık ve teröre karşı yürüyüş Düzenlendi*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/02/23/almanyanin-hanau-kentinde-irkcilik-ve-terore-karsi-yuruyus-duzenlendi/

Perspektif (2020f, 24 février). *DİTİB Genel Sekreteri'nin evinin önünde mermi kovanları bulundu*. Récupéré de

https://perspektif.eu/2020/02/24/ditib-genel-sekreterinin-evinin-onunde-mermi-kovanlari-bulundu/

Perspektif (2020g, 25 février). *Mehmet Turgut: NSU terör örgütünün beşinci kurbanı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/02/25/mehmet-turgut-nsu-teror-orgutunun-5-kurbani/

Perspektif (2020h, 3 mars). *Türkiye ve Almanya İçişleri Bakanlıklarından Hanau bildirisi*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/03/03/turkiye-ve-almanya-icisleri-bakanliklarindan-hanau-bildirisi/

Perspektif (2020i, 5 mars). *"Hanau saldırısı hepimize yapılan bir saldırıydı"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/03/05/hanau-saldirisi-hepimize-yapilan-bir-saldiriydi/

Perspektif (2020j, 7 mai). *"NSU kararı hukuk devletinin iflas abidesi"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/05/07/nsu-karari-hukuk-devletinin-iflas-abidesi/

Perspektif (2020k, 25 mai). *"Camimiz kundaklandıktan sonra siyasetten dayanışma görmedik"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/05/25/hagen-ulu-cami-saldirisi-siyasetten-dayanisma-gormedik/

Perspektif (2020l, 2 juin). *Walter Lübcke cinayeti: Almanya siyasetinde bir dönüm noktası*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/06/02/walter-lubcke-cinayeti-almanya-siyasetinde-bir-donum-noktasi/

Perspektif (2020m, 3 juin). *Hanau saldırısı: "Geceleri kafamdaki sorular yüzünden uyuyamıyorum"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/06/03/hanau-saldirisi-geceleri-kafamdaki-sorular-yuzunden-uyuyamiyorum/

Perspektif (2020n, 16 juillet). *Alman polis teşkilatında aşırı sağcı şebeke ve "NSU 2.0"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/07/16/alman-polis-teskilatinda-asiri-sagci-sebeke-ve-nsu-2-0/

Perspektif (2020o, 4 septembre). *NSU 2.0 avukat Seda Başay-Yıldız'ın yeni adresine ulaştı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/09/04/nsu-2-0-avukat-seda-basay-yildizin-yeni-adresine-ulasti/

Perspektif (2020p, 23 septembre). *Almanya Cumhurbaşkanı Steinmeier, Hanau saldırısı kurbanlarının yakınlarıyla buluştu*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/09/23/almanya-cumhurbaskani-steinmeier-hanau-saldirisi-kurbanlarinin-yakinlariyla-bulustu/

Perspektif (2020q, 23 novembre). *Irkçı motifli kundaklama: Mölln saldırısında neler oldu?*. Récupéré de https://perspektif.eu/2020/11/23/irkci-motifli-kundaklama-molln-saldirisinda-neler-oldu/

Perspektif (2021a, 1 février). *Armin Kurtović: "Hamza'yı morgda gördüğüm anı asla unutamayacağım"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/02/01/armin-kurtovic-hamzayi-morgda-gordugum-ani-asla-unutamayacagim/

Perspektif (2021b, 1 février). *Bilal Piter Minnemann: "Ölenlerin mezarına toprak attığımızda gerçeği anladık"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/02/01/bilal-piter-minnemann-olenlerin-mezarina-toprak-attigimizda-gercegi-anladik/

Perspektif (2021c, 1 février). *Çetin Gültekin: "Kardeşimin yasını tutma fırsatını vermediler bana"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/02/01/cetin-gultekin-kardesimin-yasini-tutma-firsatini-vermediler-bana/

Perspektif (2021d, 1 février). *Filip Goman: "Her gün kızımın öldürüldüğü yeri görüyoruz"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/02/01/filip-goman-her-gun-kizimin-oldurulduguyeri-goruyoruz/

Perspektif (2021e, 1 février). *Hayrettin Saraçoğlu: "Kardeşim kara bir zihniyete kurban gitti"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/02/01/hayrettin-saracoglu-kardesim-kara-bir-zihniyete-kurban-gitti/

Perspektif (2021f, 19 février). *Hanau saldırısının kronolojisi: Irkçı cinayetler nasıl gerçekleşti?*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/02/19/hanau-saldirisinin-kronolojisi-irkci-cinayetler-nasil-gerceklesti/#_ftn13

Perspektif (2021g, 9 juin). *Keupstrasse patlamasında neler oldu?*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/06/09/keupstrasse-patlamasinda-neler-oldu/

Perspektif (2021h, 7 juillet). *Hanau saldırısı hakkında araştırma komisyonu kuruluyor*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/07/07/hanau-saldirisi-hakkinda-arastirma-komisyonu-kuruluyor/

Perspektif (2021i, 15 juillet). *Hanau terör saldırısı için kurulan komisyon çalışmalarına başladı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/07/15/hanau-teror-saldirisi-icin-kurulan-komisyon-calismalarina-basladi/

Perspektif (2022a, 23 février). *Avukat Seda Başay Yıldız "NSU 2.0" tehdit mektupları davasında konuştu*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/02/23/avukat-seda-basay-yildiz-nsu-2-0-tehdit-mektuplari-davasinda-konustunsu-2-0-imzali-tehdit-mektuplari-gonderen-zanli-yargilaniyor/

Perspektif (2022b, 20 mai). *Bavyera'da yeni bir NSU araştırma komisyonu kuruldu*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/05/20/bavyerada-yeni-bir-nsu-arastirma-komisyonu-kuruldu/

Perspektif (2022c, 25 mai). *#brandeilig: "Almanya'da cami saldırıları yeterince aydınlatılmıyor"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/05/25/brandeilig-almanyada-cami-saldirilari-yeterince-aydinlatilmiyor/

Perspektif (2022d, 27 mai). *Genç ailesi Solingen faciasının üzerinden geçen 29 yılı anlatıyor*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/05/27/genc-ailesi-solingen-faciasinin-uzerinden-gecen-29-yili-anlatiyor/

Perspektif (2022e, 29 mai). *Solingen faciasında yaşamını yitirenler anıldı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/05/29/solingen-faciasinda-yasamini-yitirenler-anildi/

Perspektif (2022f, 3 juin). *"Saldırgan evinden kaçabilir ve başkalarına zarar verebilirdi"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/06/03/saldirgan-evinden-kacabilir-ve-baskalarina-zarar-verebilirdi/

Perspektif (2022g, 7 juin). *Almanya'da cami saldırılarına dair kapsamlı rapor "Tehlike gerçek"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/06/07/almanyada-cami-saldirilarina-dair-kapsamli-rapor-tehlike-gercek/

Perspektif (2022h, 20 octobre). *Hanau sergisi Ocak ayında ziyarete açılıyor*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/10/20/hanau-sergisi-ocak-ayinda-ziyarete-aciliyor/

Perspektif (2022i, 29 octobre). *Almanya'da "gizli" ibareli NSU dosyaları kamuoyuna sızdırıldı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/10/29/almanya-da-gizli-ibareli-nsu-dosyalarinin-yayimlandigi-iddiasi/

Perspektif (2022j, 30 octobre). *Solingen'in cesur kadını Mevlüde Genç hayatını kaybetti*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/10/30/solingenin-cesur-kadini-mevlude-genc-hayatini-kaybetti/

Perspektif (2022k, 2 novembre). *Mevlüde Genç son yolculuğuna uğurlandı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/11/02/mevlude-genc-son-yolculuguna-ugurlandi/

Perspektif (2022l, 2 novembre). *“NSU dosyaları”nın sızdırılması nedeniyle suç duyurusu*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/11/02/nsu-dosyalarinin-sizdirilmasi-nedeniyle-suc-duyurusu/

Perspektif (2022m, 4 novembre). *“NSU ve aşırı sağ olayların saklanmak istendiğine inanıyorum”*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/11/04/nsu-ve-asiri-sag-olaylarin-saklanmak-istendigine-inaniyorum/

Perspektif (2022n, 17 novembre). *NSU 2.0 davası sona erdi: “Etkili bir soruşturma yapılmadı”*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/11/17/nsu-2-0-davasi-sona-erdi-etkili-bir-sorusturma-yapilmadi/

Perspektif (2022o, 18 novembre). *NSU 2.0 davası: “Tüm sorular açıklığa kavuşturulmadı”*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/11/18/nsu-2-0-davasi-tum-sorular-acikliga-kavusturulmadi/

Perspektif (2022p, 22 novembre). *Irkçı Mölln saldırısının üzerinden 30 yıl geçti*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/11/22/irkci-molln-saldirisinin-uzerinden-30-yil-gecti/

Perspektif (2022q, 23 novembre). *Mölln’ün 30. yılı: “Irkçılığa çözüm üretilmeden mücadelemiz bitmeyecek”*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/11/23/mollnun-30-yili-irkciliga-cozum-uretilmeden-mucadelemiz-bitmeyecek/

Perspektif (2022r, 24 novembre). *Mevlüde Genç’in ardından: “Burada” kalmak ve “oraya” defnedilmek*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/11/24/mevlude-gencin-ardindan-burada-kalmak-ve-oraya-defnedilmek/

Perspektif (2022s, 2 décembre). *2021 yılında Müslümanlara ve camilere yönelik 662 saldırı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2022/12/02/2021-yilinda-muslumanlara-ve-camilere-yonelik-662-saldiri/

Refpolk & Kutlu (2015). Niemand Wird Vergessen / Hiç unutmadık [Chanson]. Dans *Klippe*. Springstoff. Récupéré de https://www.youtube.com/watch?v=FopN3nFv4B0

Söyle Almanya (2021). *60 yılın hatırına - Söyle Almanya - Gurbet* [Chanson]. *Söyle Almanya*. Récupéré de https://www.youtube.com/watch?v=Hg6VLYphZ_8

taz.gazete (2018a, 29 mai). *Solingen anmasında siyasetin yeri*. Récupéré de https://gazete.taz.de/tr/article/index.html%3Farticle=!5509672.html

taz.gazete (2018b, 10 juillet). *Cevapsız sorular ve geride kalanlar*. Récupéré de https://gazete.taz.de/tr/article/index.html%3Farticle=!5521494&searchterm=konrad+.html

taz.gazete (2020, 21 février). *Önce sessizlik, sonra öfke*. Récupéré de https://gazete.taz.de/tr/article/index.html%3Farticle=!5665413.html

Turkish Minute (2017, 30 juin). *German Parliament's NSU murder report shows no light shed on murders*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2017/06/30/german-parliaments-nsu-murder-report-shows-no-light-shed-on-murders/

Turkish Minute (2018a, 11 juillet). *Neo-Nazi NSU member sentenced to life in prison for murder of 8 Turks*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2018/07/11/neo-nazi-nsu-member-sentenced-to-life-in-prison-for-murder-of-8-turks/

Turkish Minute (2018b, 23 juillet). *German footballer Özil quits national team citing discrimination*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2018/07/23/german-footballer-ozil-quits-national-team-citing-discrimination/

Turkish Minute (2018c, 24 juillet). *Erdoğan praises German star Özil's decision to quit national team*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2018/07/24/erdogan-praises-german-star-ozils-decision-to-quit-national-team/

Turkish Minute (2018d, 26 juillet). *German-Kurdish footballer Naki lambastes Özil, recalls racism in Turkey*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2018/07/26/german-kurdish-footballer-naki-lambastes-ozil-recalls-racism-in-turkey/

Turkish Minute (2018e, 19 août). *German football boss admits to mistakes with Özil*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2018/08/19/german-football-boss-admits-to-mistakes-with-ozil/

Turkish Minute (2022, 31 octobre). *German chancellor offers condolences for Turkish woman who lost family members in 1993 arson*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2022/10/31/condolences-for-turkish-woman-who-lost-family-members-in-1993-arson/

Yeni Hayat (2013a, 13 mai). *Evrensel, NSU davasında yerini iki Alman gazetesiyle paylaşıyor*. Récupéré de https://yenihayat.de/evrensel-nsu-davasinda-yerini-iki-alman-gazetesiyle-paylasiyor/

Yeni Hayat (2013b, 28 mai). *Unutmayacağız, susmayacağız!*. Récupéré de https://yenihayat.de/unutmayacagiz-susmayacagiz/

Yeni Hayat (2014, 28 avril). *Bir baba adalet arıyor*. Récupéré de https://yenihayat.de/bir-baba-adalet-ariyor/

Yeni Hayat (2016a, 6 mars). *NSU'da 4 tanık neden öl(dürül)dü?*. Récupéré de https://yenihayat.de/2016/03/06/nsuda-4-tanik-neden-oeldueruеldue/

Yeni Hayat (2016b, 19 avril). *Almanya'nın göbeğinde: NSU*. Récupéré de https://yenihayat.de/almanyanin-goebeginde-nsu/

Yeni Hayat (2017a, 23 novembre). *DİDF: 25. yılında Mölln katliamından çıkarılacak çok ders var*. Récupéré de https://yenihayat.de/didf-25-yilinda-moelln-katliamindan-cikarilacak-cok-ders-var/

Yeni Hayat (2017b, 23 novembre). *25. yılında Mölln Katliamı: İlkti, sonuncu olmadı*. Récupéré de https://yenihayat.de/25-yilinda-moelln-katliami-ilkti-sonuncu-olmadi/

Yeni Hayat (2018a, 18 janvier). *"Aus dem Nichts": Yarına mesajlar*. Récupéré de https://yenihayat.de/aus-dem-nichts-yarina-mesajlar-2/

Yeni Hayat (2018b, 1 février). *NSU Monologları Hamburg Üniversitesi'nde sahnelendi*. Récupéré de https://yenihayat.de/nsu-monologlari-hamburg-ueniversitesinde-sahnelendi/

Yeni Hayat (2018c, 15 mars). *Camilere yönelik saldırılar arttı*. Récupéré de https://yenihayat.de/camilere-yoenelik-saldirilar-artti/

Yeni Hayat (2018d, 23 mai). *Her hareketi bize faul*. Récupéré de https://yenihayat.de/her-hareketi-bize-faul/

Yeni Hayat (2018e, 28 mai). *DİDF: Solingen katliamının 25. yılında ırkçılara karşı mücadeleyi güçlendirelim*. Récupéré de https://yenihayat.de/didf-solingen-katliaminin-25-yilinda-irkcilara-karsi-muecadeleyi-gueclendirelim/

Yeni Hayat (2018f, 28 mai). *NSU Monologe Nürnberg'teydi*. Récupéré de https://yenihayat.de/nsu-monologe-nuernbergteydi/

Yeni Hayat (2018g, 12 juillet). *DİDF: Irkçı cinayetlerle yüzleşilemedi*. Récupéré de https://yenihayat.de/didf-irkci-cinayetlerle-yuezlesilemedi/

Yeni Hayat (2018h, 12 juillet). *NSU Davasında ağır suçlara cezalar hafif kaldı*. Récupéré de https://yenihayat.de/nsu-davasinda-agir-suclara-cezalar-hafif-kaldi/

Yeni Hayat (2018i, 13 juillet). *NSU Davası: Son söz daha söylenmedi*. Récupéré de https://yenihayat.de/nsu-davasi-son-soez-daha-soeylenmedi/

Yeni Hayat (2018j, 27 juillet). *Neden bu kadar ‚Mesut'sunuz?*. Récupéré de https://yenihayat.de/neden-bu-kadar-mesutsunuz/

Yeni Hayat (2018k, 1 septembre). *#metwo okullardaki ırkçılığı da gösteriyor*. Récupéré de https://yenihayat.de/2018/09/01/metwo-okullardaki-irkciligi-da-goesteriyor/

Yeni Hayat (2018l, 20 décembre). *NSU Davası müdahil avukatına polisten ırkçı tehdit*. Récupéré de https://yenihayat.de/nsu-davasi-muedahil-avukatina-polisten-irkci-tehdit/

Yeni Hayat (2018m, 21 décembre). *Alman emniyetindeki ırkçılar*. Récupéré de https://yenihayat.de/alman-emniyetindeki-irkcilar/

Yeni Hayat (2019a, 14 janvier). *Almanya'da NSU Davası avukatına ikinci tehdit mektubu*. Récupéré de https://yenihayat.de/almanyada-nsu-davasi-avukatina-ikinci-tehdit-mektubu/

Yeni Hayat (2019b, 1 février). *Frankfurt'da ırkçılık protesto edildi*. Récupéré de https://yenihayat.de/frankfurtda-irkcilik-protesto-edildi/

Yeni Hayat (2019c, 13 septembre). *Kurbanlara ses vermek*. Récupéré de https://yenihayat.de/kurbanlara-ses-vermek/

Yeni Hayat (2019d, 23 novembre). *Faşizme ve ırkçılığa karşı NO PASARAN!*. Récupéré de https://yenihayat.de/fasizme-ve-irkciliga-karsi-no-pasaran/

Yeni Hayat (2020a, 29 mai). *Katliamın 27. yılında: Solingen Anıtı'nın halkaları*. Récupéré de https://yenihayat.de/katliamin-27-yilinda-solingen-anitinin-halkalari/

Yeni Hayat (2020b, 29 mai). *DİDF: Solingen katliamının 27. yılında ırkçı cinayetler sürüyor*. Récupéré de https://yenihayat.de/didf-solingen-katliaminin-27-yilinda-irkci-cinayetler-suerueyor/

Yeni Hayat (2020c, 9 juin). *NSU'nun bombalı saldırısı 16. yılında Keupstr.'de lanetlendi*. Récupéré de https://yenihayat.de/nsunun-bombali-saldirisi-16-yilinda-keupstr-de-lanetlendi/

Yeni Hayat (2020d, 24 août). *Hanau'da anma etkinliği yapıldı*. Récupéré de https://yenihayat.de/hanauda-anma-etkinligi-yapildi/

Yeni Hayat (2021a, 26 février). *Her yer Hanau*. Récupéré de https://yenihayat.de/her-yer-hanau/

Yeni Hayat (2021b, 12 mars). *‚NSU 2.0' üzerindeki sır perdesi*. Récupéré de https://yenihayat.de/nsu-2-0-uezerindeki-sir-perdesi/

Yeni Hayat (2021c, 19 août). *NSU davasında temyiz başvuruları reddedildi, karar kesinleşti*. Récupéré de https://yenihayat.de/nsu-davasida-temyiz-basvurulari-reddedildi-karar-kesinlesti/

Yeni Hayat (2021d, 12 novembre). *10. yılında NSU cinayetleri: Pek çok kentte eylemler yapıldı*. Récupéré de https://yenihayat.de/10-yilinda-nsu-cinayetleri-pek-cok-kentte-eylemler-yapildi/

Yeni Hayat (2022a, 4 février). *Serpil Unvar: Bu yolda bizimle yürümeye hazır mısınız?*. Récupéré de https://yenihayat.de/serpil-unvar-bu-yolda-bizimle-yueruemeye-hazir-misiniz/

Yeni Hayat (2022b, 16 février). *'NSU 2.0' davası başladı*. Récupéré de https://yenihayat.de/nsu-2-0-davasi-basladi/

Yeni Hayat (2022c, 30 novembre). *Mölln'de ırkçı kundaklamanın 30. yıldönümünde anma*. Récupéré de https://yenihayat.de/moellnde-irkci-kundaklamanin-30-yildoenuemuende-anma/

Yeni Özgür Politika (2017, 28 mai). *Aus dem Nichts*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-aus-dem-nichts-84232

Yeni Özgür Politika (2018a, 12 juillet). *İhale Zschäpe'ye kaldı*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-ihale-zschapeye-kaldi-111687

Yeni Özgür Politika (2018b, 16 juillet). *NSU-Watch'tan NSU kararına tepki*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-nsu-watchtan-nsu-kararina-tepki-111830

Yeni Özgür Politika (2020, 16 novembre). *'Oğlumu anlayamadım başka çocuklara kucak açıyorum'*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-oglumu-anlayamadim-baska-cocuklara-kucak-aciyorum-7028

Yeni Özgür Politika (2021a, 16 février). *Hanau Katliamı'nda sorular cevapsız*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-hanau-katliami-nda-sorular-cevapsiz-10404

Yeni Özgür Politika (2021b, 19 février). *Hanau kurbanları anılıyor*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-hanau-kurbanlari-aniliyor-10526

Yeni Özgür Politika (2021c, 16 novembre). *Ferhat umut olsun*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-ferhat-umut-olsun-156294

Yeni Özgür Politika (2021d, 3 décembre). *Hanau Katliamı: Polis niye geç geldi?*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-hanau-katliami-polis-niye-gec-geldi-156929

Yeni Özgür Politika (2022a, 18 février). *Almanya'da adalet yok*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-almanyada-adalet-yok-159756

Yeni Özgür Politika (2022b, 18 février). *Hanau'da cevap bekleyen sorular*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-hanauda-cevap-bekleyen-sorular-159758

Yeni Özgür Politika (2022c, 20 février). *Hanau'da katledilenler unutulmadı*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-hanau-da-katledilenler-unutulmadi-159822

YTB (2022). *60 yılın hatırına - Söyle Almanya - Gurbet* [Chanson]. Récupéré de https://www.youtube.com/watch?v=jLjwf82Z4u8

Artı49 (2017a, 5 août). *Almanya'da Türkler kime oy verecek?*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanyada-turkler-kime-oy-verecek-888078h.htm

Artı49 (2017b, 24 septembre). *Seçimin kaybedeni Almanya'daki Türkler oldu*. Récupéré de https://www.arti49.com/secimin-kaybedeni-almanyadaki-turkler-oldu-937965h.htm

Artı49 (2021a, 26 août). "*Almanya'da yaşayan Türkler Laschet'i destekliyor"*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanyada-yasayan-turkler-lascheti-destekliyor-2356869h.htm

Artı49 (2021b, 16 septembre). *Almanya'da seçimler öncesi Türklere 'sandığa gidin' çağrısı*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanyada-secimler-oncesi-turklere-sandiga-gidin-cagrisi-2357603h.htm

Artı49 (2021c, 20 septembre). *Almanya'da Türkler, 26 Eylül'de yapılacak federal seçimleri yakından takip ediyor*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanyada-turkler-26-eylulde-yapilacak-federal-secimleri-yakindan-takip-ediyor-2357713h.htm

Artı49 (2021d, 25 septembre). *Almanya tarihinde bir ilk gerçekleşiyor: 64 Türk kökenli aday 20'si Federal Meclis'e girebilir*. Récupéré de https://www.arti49.com/almanya-tarihinde-bir-ilk-gerceklesiyor-64-turk-kokenli-aday-20si-federal-meclise-g-2357959h.htm

Artı49 (2021e, 7 octobre). *SPD'li Takis Mehmet Ali: Yalnızca Yeşillerle koalisyonu çok isterdim*. Récupéré de https://www.arti49.com/spdli-takis-mehmet-ali-yalnizca-yesillerle-koalisyonu-cok-isterdim-2358419h.htm

Artı49 (2021f, 2 décembre). *Almanya'da hem Türkler hem de Kürtler ona destek verdi... Cem Özdemir kimdir?* [Vidéo]. Récupéré de https://www.youtube.com/watch?v=9Fi1oeXE82w

Avrupa Postası (2013a, 11 mars). *BIG Partisi seçim hazırlıklarına Hamburg'dan başladı*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/big-partisi-secim-hazirliklarina-hamburgdan-basladi

Avrupa Postası (2013b, 1 août). *Yaklaşan 22 Eylül Almanya seçimleri ve beklentiler*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/yaklasan-22-eylul-almanya-secimleri-ve-beklentiler

Avrupa Postası (2013c, 26 août). *UETD, Kapıkule'de Almanya'daki seçim için çağrı yaptı*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/uetd-kapikulede-almanyadaki-secim-icin-cagri-yapti

Avrupa Postası (2013d, 29 août). *Almanya'da seçimler yaklaşırken TGD'ye politikacı ziyaretleri sürüyor*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/almanyada-secimler-yaklasirken-tgdye-politikaci-ziyaretleri-suruyor

Avrupa Postası (2013e, 9 septembre). *Alevilerden 22 Eylül Almanya federal seçimlerine ilişkin açıklama*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/alevilerden-22-eylul-almanya-federal-secimlerine-iliskin-aciklama

Avrupa Postası (2013f, 17 septembre). *CHP'den Almanya seçimleri için 'kardeş parti SPD'ye destek çağrısı*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/chpden-almanya-secimleri-icin-kardes-parti-spdye-destek-cagrisi

Avrupa Postası (2013g, 18 septembre). *22 Eylül Almanya seçimleri: AKP tabanı kime oy verecek?*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/22-eylul-almanya-secimleri-akp-tabani-kime-oy-verecek

Avrupa Postası (2013h, 21 septembre). *Almanya'da Türkiye kökenli adaylar seçim yarışında*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/almanya-da-turkiye-kokenli-adaylar-secim-yarisinda

Avrupa Postası (2020, 30 décembre). *Almanya'da Türk Partisi olarak bilinen BIG Partisi*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/almanyada-turk-partisi-olarak-bilinen-big-partisi

Avrupa Postası (2021a, 25 septembre). *Almanya'da seçim*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/almanyada-secim

Avrupa Postası (2021b, 27 septembre). *Almanya'da 19 Türkiye kökenli aday milletvekili seçildi*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/almanyada-19-turkiye-kokenli-aday-milletvekili-secildi

Avrupa Postası (2021c, 27 septembre). *Almanya'da seçimlerin kazananı SPD ve Yeşiller oldu*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/almanyada-secimlerin-kazanani-spd-ve-yesiller-oldu

Avrupa Postası (2021d, 28 septembre). *Almanya seçimleri üzerine bir değerlendirme çabası*. Récupéré de https://www.avrupa-postasi.com/almanya-secimleri-uzerine-bir-degerlendirme-cabasi

Bold Medya (2021a, 15 janvier). *Almanya'da Merkel'den sonra gelecek isim seçiliyor: Adayların Türkiye'ye karşı bakışı nasıl?*. Récupéré de https://www.boldmedya.com/2021/01/15/almanyada-angela-merkelden-sonra-gelecek-kisi-seciliyor-adaylarin-turkiyeye-karsi-bakisi-nasil/

Bold Medya (2021b, 13 septembre). *Almanya'da anketlerde önde giden SPD: Türkiye'de demokrasideki sorunları görmezden gelemeyiz*. Récupéré de https://www.boldmedya.com/2021/09/13/almanyada-anketlerde-onde-giden-spd-turkiyede-demokrasideki-sorunlari-gormezden-gelemeyiz/

Bold Medya (2021c, 26 septembre). *Almanya'da 16 yıl sonra iktidar değişiyor*. Récupéré de https://www.boldmedya.com/2021/09/26/almanyada-16-yil-sonra-iktidar-degisiyor/

COSMO Türkçe (2021a, 15 juillet). *Göçmen kökenliler neden yeterince söz sahibi değil?* [Épisode de balado audio]. Récupéré de https://podcasts.google.com/feed/aHR0cHM6Ly93d3cxLndkci5kZS9tZWRpYXRoZWsvYXVkaW8vY29zbW8vdHVlcmtpc2NoL3R1ZXJrY2UtMTAwLnBvZGNhc3Q/episode/L2Nvc21vX3Rya2VfMjAyMjA3MTVfYmYxOTMxMzIubXAz?sa=X&ved=0CAUQkfYCahcKEwio39Gvtpn-AhUAAAAAHQAAAAAQBQ

COSMO Türkçe (2021b, 24 septembre). *Seçim öncesi Berlin'de atmosfer* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/4442982809101311/

COSMO Türkçe (2021c, 24 septembre). *Tuncay Özdamar yorumladı: Merkel'in vedası* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/648472432801478/

COSMO Türkçe (2021d, 10 octobre). *Alman solu neden parçalanıyor?* [Épisode de balado audio]. Récupéré de https://podcasts.google.com/feed/aHR0cHM6Ly93d3cxLndkci5kZS9tZWRpYXRoZWsvYXVkaW8vY29zbW8vdHVlcmtpc2NoL3R1ZXJrY2UtMTAwLnBvZGNhc3Q/episode/L2Nvc21vX3Rya2VfMjAyMjEwMTBfMTMyYTYwZDEubXAz?sa=X&ved=0CAUQkfYCahcKEwio39Gvtpn-AhUAAAAAHQAAAAAQBQ

COSMO Türkçe (2021e, 27 octobre). *Almanya'yı nasıl bir iktidar bekliyor?* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/4485794808201482/

COSMO Türkçe (2021f, 29 octobre). *Banu Güven - Federal Meclis ve Türkiye* [Vidéo]. Récupéré de https://www.facebook.com/cosmoturkce/videos/419399389900777/

Merhaba (2021a, 19 septembre). *Seçim çalışmalarını geniş bölgede devam ettiriyorlar*. Récupéré de https://www.merhaba.info/secim-calismalarini-genis-boelgede-devam-ettiriyorlar/

Merhaba (2021b, 21 septembre). *AGİF'ten seçim paneli*. Récupéré de https://www.merhaba.info/agiften-secim-paneli/

Merhaba (2021c, 25 septembre). *Almanya seçimlerinde Türkiye kökenlilerin önemi*. Récupéré de https://www.merhaba.info/almanya-secimlerinde-turkiye-kokenlilerin-onemi/

Merhaba (2021d, 27 septembre). *18 Türkiyeli aday milletvekili seçildi*. Récupéré de https://www.merhaba.info/18-turkiyeli-aday-milletvekili-secildi/

Merhaba (2021e, 4 octobre). *Almanya genel seçimlerinin değerlendirilmesi | Erhan Aktürk*. Récupéré de https://www.merhaba.info/almanya-genel-secimlerinin-degerlendirilmesi-erhan-akturk/

Merhaba (2021f, 5 octobre). *Almanya seçimleri ve görevler | Hüseyin Şenol*. Récupéré de https://www.merhaba.info/almanya-secimleri-ve-gorevler-huseyin-senol/

Merhaba (2021g, 28 octobre). *Bundestag'a ilk Türkiyeli Meclis Başkanvekili*. Récupéré de https://www.merhaba.info/bundestaga-ilk-turkiyeli-meclis-baskanvekili/

Merhaba (2021h, 8 décembre). *Olaf Scholz Almanya'nın yeni başbakanı oldu: Yeni kabine yemin ederek göreve başladı*. Récupéré de https://www.merhaba.info/olaf-scholz-almanyanin-yeni-basbakani-oldu-yeni-kabine-yemin-ederek-goreve-basladi/

Muhabirce (2013a, 26 juillet). *Duisburg'ta örgütlenmeli*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/duisburgta-orgutlenmeli/

Muhabirce (2013b, 16 septembre). *Niçin BİG?*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/nicin-big/

Muhabirce (2013c, 23 septembre). *Her yer CDU-Her yer Merkel*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/her-yer-cdu-her-yer-merkel/

Muhabirce (2016, 7 octobre). *Almanya'da Türklerin kurduğu parti*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/almanyada-turklerin-kurdugu-parti/

Muhabirce (2017a, 6 mai). *Almanya'da 11 Türk vekil bizim sayemizde meclise girdi*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/almanyada-11-turk-vekil-bizim-sayemizde-meclise-girdi/

Muhabirce (2017b, 21 juin). *BIG: Eylül'de seçimlere katılmayacağız*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/big-eylulde-secimlere-katilmayacagiz/

Muhabirce (2017c, 9 juillet). *ADD'ye destek gerekiyor*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/addye-destek-gerekiyor/

Muhabirce (2017d, 22 juillet). *Berlin'de Hacivat Karagözlü seçime katılım çağrısı*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/berlinde-hacivat-karagozlu-secime-katilim-cagrisi/

Muhabirce (2017e, 20 août). *Almanya'da seçimleri 'Boykot Edin' çağrısı yaptı*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/almanyada-secimleri-boykot-edin-cagrisi-yapti/

Muhabirce (2017f, 22 août). *Gönül Eğlence: Essen'de Türk aday*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/gonul-eglence-essende-turk-aday/

Muhabirce (2017g, 7 septembre). *Cumhurbaşkanı Erdoğan Almanya'da seçim afişlerinde*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/cumhurbaskani-erdogan-almanyada-secim-afislerinde/

Muhabirce (2017h, 10 septembre). *Alman Demokratlar Birliği'nden aracılık teklifi*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/alman-demokratlar-birliginden-aracilik-teklifi/

Muhabirce (2017i, 16 septembre). *BIG: Ak Parti ile kardeş partiyiz*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/big-ak-parti-ile-kardes-partiyiz/

Muhabirce (2017j, 17 septembre). *Almanya'da Türk usulü seçim turu*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/almanyada-turk-usulu-secim-turu/

Muhabirce (2017k, 20 septembre). *Cemile Giousouf: Çantada keklik görenleri desteklemeyin*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/cemile-giousouf-cantada-keklik-gorenleri-desteklemeyin/

Muhabirce (2017l, 24 septembre). *Mahmut Özdemir: AfD'nin güçlenmesi endişe verici*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/mahmut-ozdemir-afdnin-guclenmesi-endise-verici/

Muhabirce (2017m, 7 octobre). *AfD'nin yükselişi bizim de sorunumuz olmalı*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/afdnin-yukselisi-bizim-de-sorunumuz-olmali/

Muhabirce (2018a, 9 avril). '*ADD'ye beş kez birleşme teklifi yaptık*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/addye-bes-kez-birlesme-teklifi-yaptik/

Muhabirce (2018b, 11 avril). 'BIG Partisi ile birleşmeye sıcak bakmıyoruz'. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/big-partisi-ile-birlesmeye-sicak-bakmiyoruz/

Muhabirce (2021a, 15 août). *Berlin Türk Cemaati, Almanya'da seçime katılım çağrısı yaptı*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/berlin-turk-cemaati-almanyada-secime-katilim-cagrisi-yapti/

Muhabirce (2021b, 20 septembre). *UID - Federal Parlamento seçimleriyle ilgili çalışmalarını anlattı*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/uid-federal-parlamento-secimleriyle-ilgili-calismalarini-anlatti/

Muhabirce (2021c, 27 septembre). *Almanya'da CDU, Merkel sonrasında tarihi bir yenilgiye uğradı*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/almanyada-cdu-merkel-sonrasinda-tarihi-bir-yenilgiye-ugradi/

Muhabirce (2021d, 1 octobre). *Almanya'da Federal Meclis'e 18 Türk kökenli milletvekili seçildi*. Récupéré de https://muhabirce.com/muhabirce/almanyada-federal-meclise-18-turk-kokenli-milletvekili-secildi/

Özgürüz (2021, 27 septembre). *Almanya seçimleri: Tarihi yenilgi ve tarihi zaferi!* [Vidéo]. Récupéré de https://www.youtube.com/watch?v=Jzjw-3pyWJw

Perspektif (2013a). Almanya ve Avusturya'da yaklaşan seçimler. *Seçimlere Katıl - Geleceğin Yönünü Belirle*, *224*, 38-39. Récupéré de https://ebooks.igmg.org/ipages/flipbook/perspektif-224

Perspektif (2013b). Hangi partiyi seçmeli - Karar vermek hiç kolay değil. *Seçimlere Katıl - Geleceğin Yönünü Belirle*, *224*, 24-29. Récupéré de https://ebooks.igmg.org/ipages/flipbook/perspektif-224

Perspektif (2013c). Seçim 2013 - Seçimlere katılmak için birçok sebep var. *Seçimlere Katıl - Geleceğin Yönünü Belirle*, *224*, 14-23. Récupéré de https://ebooks.igmg.org/ipages/flipbook/perspektif-224

Perspektif (2017a, 1 juin). *Türkler Alman siyasetine ilgisiz mi?*. Récupéré de https://perspektif.eu/2017/06/01/almanya-tuerkler-alman-siyasetine-ilgisiz-mi/

Perspektif (2017b, 31 août). *Türkiye kökenli seçmen kime oy verecek?*. Récupéré de https://perspektif.eu/2017/08/31/tuerkiye-koekenli-secmen-kime-oy-verecek/

Perspektif (2017c, 21 septembre). *Yaşar Aydın: "AfD'nin meclise girmesinden en çok Türkler zarar görecek"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2017/09/21/yasar-aydin-afd-meclis/

Perspektif (2017d, 23 septembre). *Türkler Almanya'daki seçimler hakkında ne düşünüyor?*. Récupéré de https://perspektif.eu/2017/09/23/tuerkler-almanyadaki-secim-hakkinda-ne-duesuenueyor-2/

Perspektif (2018, 8 mars). *Almanya | Türkiye kökenliler son seçimde kime oy verdi?*. Récupéré de https://perspektif.eu/2018/03/08/turkiye-kokenliler-son-secimde-kime-oy-verdi/

Perspektif (2021a, 1 juillet). *Türkiye kökenli seçmenler: "AfD'ye engel olmak için ehvenişer olanı seçeceğim"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/07/01/turkiye-kokenli-secmenler-afdye-engel-olmak-icin-ehveniser-olani-sececegim/

Perspektif (2021b, 20 septembre). *Türkiye kökenliler 26 Eylül'de yapılacak federal seçimleri yakından takip ediyor*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/09/20/turkiye-kokenliler-26-eylulde-yapilacak-federal-secimleri-yakindan-takip-ediyor/

Perspektif (2021c, 21 septembre). *"Kullanılmayan her oy ırkçı partilerin işine yarayacak"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/09/21/almanyadaki-turk-kurumlar-kullanilmayan-her-oy-irkci-partilerin-isine-yarayacak/

Perspektif (2021d, 22 septembre). *Bekir Altaş ile Almanya'da seçimler: "Gidip oyunuzu kullanın!"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/09/22/bekir-altas-ile-almanyada-secimler-gidip-oyunuzu-kullanin/

Perspektif (2021e, 23 septembre). *Almanya'da seçimler: Göçmen kökenliler kimi seçiyor?*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/09/23/almanyada-secimler-gocmen-kokenliler-kimi-seciyor/

Perspektif (2021f, 27 septembre). *Almanya'da 18 Türkiye kökenli aday milletvekili seçildi*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/09/27/almanyada-18-turkiye-kokenli-aday-milletvekili-secildi/

Perspektif (2021g, 29 septembre). *Almanya'da göçmen kökenli milletvekillerinin sayısı arttı*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/09/29/almanyada-gocmen-kokenli-milletvekillerinin-sayisi-artti/

Perspektif (2021h, 27 octobre). *"Göçmen kökenlilerin her makama gelebileceklerini göstermiş oldum"*. Récupéré de https://perspektif.eu/2021/10/27/gocmen-kokenlilerin-her-makama-gelebileceklerini-gostermis-oldum/

taz.gazete (2017a, 18 août). *„Türkiye düşmanlarına oy vermeyin"*. Récupéré de https://gazete.taz.de/tr/article/index.html%3Farticle=!5440272.html

taz.gazete (2017b, 30 août). *Reis tavsiye etti*. Récupéré de https://gazete.taz.de/tr/article/index.html%3Farticle=!5443802.html

taz.gazete (2017c, 6 septembre). *Erdoğan'ın tuzağına düşmek*. Récupéré de https://gazete.taz.de/tr/article/index.html%3Farticle=!5445851.html

taz.gazete (2017d, 17 septembre). *Almanya seçimlerinde reis faktörü*. Récupéré de https://gazete.taz.de/tr/article/index.html%3Farticle=!5447379.html

taz.gazete (2017e, 21 septembre). *Hayal kırıklıklarının gölgesinde seçimler*. Récupéré de https://gazete.taz.de/tr/article/index.html%3Farticle=!5449582.html

Turkish Minute (2017a, 3 juillet). *Germany warns Erdoğan not to give speech at Turkish consulate*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2017/07/03/germany-warns-erdogan-not-to-give-speech-at-turkish-consulate/

Turkish Minute (2017b, 5 juillet). *Erdoğan says Germany committing suicide by not letting him to speak to Turks*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2017/07/05/erdogan-says-germany-committing-suicide-by-not-letting-him-to-speak-to-turks/

Turkish Minute (2017c, 20 juillet). *Turkey to Germany: You should think more rationally*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2017/07/20/turkey-to-germany-you-should-think-more-rationally/

Turkish Minute (2017d, 23 juillet). *Erdoğan accuses German officials of using Turkey for elections*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2017/07/23/erdogan-accuses-german-officials-of-using-turkey-for-elections/

Turkish Minute (2017e, 18 août). *German FM slams Erdoğan's interference in German elections, calls it 'attack on sovereignty'*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2017/08/18/german-fm-slams-erdogans-interference-in-german-elections-calls-it-attack-on-sovereignty/

Turkish Minute (2017f, 20 août). *Erdoğan reiterates call on Turks in Germany not to vote for 'anti-Turkey' parties*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2017/08/20/erdogan-reiterates-call-on-turks-in-germany-not-to-vote-for-anti-turkey-parties/

Turkish Minute (2017g, 8 septembre). *Erdoğan endorses ADD ahead of German elections*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2017/09/08/erdogan-endorses-add-ahead-of-german-elections/

Turkish Minute (2017h, 18 septembre). *Erdoğan's 'Dombra' echoes in German cities ahead of elections*. Récupéré de https://www.turkishminute.com/2017/09/18/erdogans-dombra-echoes-in-german-cities-ahead-of-elections/

Turkish Minute (2017i, 26 septembre). *Erdoğan says Germany will fail to form a government*. Récupéré de

https://www.turkishminute.com/2017/09/26/erdogan-says-germany-will-fail-to-form-a-government/

Yeni Hayat (2010, 31 mai). *Almanya'da Türk-İslam Partisi mi?*. Récupéré de https://yenihayat.de/almanyada-turk-islam-partisi-mi-2/

Yeni Hayat (2011, 1 octobre). *'Süper seçim yılı'nın ardından*. Récupéré de https://yenihayat.de/almanyada-turk-islam-partisi-mi-2/

Yeni Hayat (2013, 28 août). *Genel seçimlere doğru*. Récupéré de https://yenihayat.de/genel-secimlere-dogru/

Yeni Hayat (2016, 10 juillet). *Yeniden ‚Türk Partisi' hayali!*. Récupéré de https://yenihayat.de/yeniden-tuerk-partisi-hayali-2/

Yeni Hayat (2017a, 26 mai). *AKP uzantıları bölme peşinde*. Récupéré de https://yenihayat.de/akp-uzantilari-boelme-pesinde-2/

Yeni Hayat (2017b, 19 août). *Türkiye'den hiçbir müdahaleye müsamaha etmeyeceğiz*. Récupéré de https://yenihayat.de/tuerkiyeden-hicbir-muedahaleye-muesamaha-etmeyecegiz/

Yeni Hayat (2017c, 17 septembre). *Türkiye kökenli seçmenler ne diyor?*. Récupéré de https://yenihayat.de/tuerkiye-koekenli-secmenler-ne-diyor/

Yeni Hayat (2017d, 29 septembre). *Seçim sonuçları ve Türkiye kökenliler*. Récupéré de https://yenihayat.de/secim-sonuclari-ve-tuerkiye-koekenliler-2/

Yeni Hayat (2018, 6 mars). *Türkiye kökenliler sola, Rusya kökenliler sağa oy verdi*. Récupéré de https://yenihayat.de/tuerkiye-koekenliler-sola-rusya-koekenliler-saga-oy-verdi-2/

Yeni Hayat (2021a, 3 septembre). *Göçmenler seçimlere ne kadar ilgili?*. Récupéré de https://yenihayat.de/goecmenler-secimlere-ne-kadar-ilgili/

Yeni Hayat (2021b, 16 septembre). *İslamcılar Almanya'da 'tek adamı' destekliyor*. Récupéré de https://yenihayat.de/islamcilar-almanyada-tek-adami-destekliyor/

Yeni Hayat (2021c, 17 septembre). *Türkiye kökenli milletvekili sayısının artması bekleniyor*. Récupéré de https://yenihayat.de/tuerkiye-koekenli-milletvekili-sayisinin-artmasi-bekleniyor/

Yeni Hayat (2021d, 1 octobre). *Seçim sonuçlarını neyi gösteriyor?*. Récupéré de https://yenihayat.de/secim-sonuclarini-neyi-goesteriyor/

Yeni Hayat (2021e, 26 novembre). *Cem Özdemir Almanya'nın yeni tarım bakanı oldu*. Récupéré de https://yenihayat.de/cem-oezdemir-almanyanin-yeni-tarim-bakani-oldu/

Yeni Hayat (2021f, 9 décembre). *Yeni hükümette Türkiye kökenli bir bakan üç müsteşar var*. Récupéré de https://yenihayat.de/yeni-huekuemette-tuerkiye-koekenli-bir-bakan-uec-muestesar-var/

Yeni Özgür Politika (2021a, 5 février). *Mart'ta 3 eyalette seçim*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-martta-3-eyalette-secim-9987

Yeni Özgür Politika (2021b, 24 mars). *Almanya'daki Kürtler, partilerden ne bekliyor?*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-almanyadaki-kurtler-partilerden-ne-bekliyor-11680

Yeni Özgür Politika (2021c, 26 août). *Alman faşistlerden Atatürk'lü seçim afişi*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-alman-fasistlerden-ataturklu-secim-afisi-153354

Yeni Özgür Politika (2021d, 10 septembre). *Enternasyonalist Liste adayı: Zeki Ateş*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-enternasyonalist-liste-adayi-zeki-ates-153921

Yeni Özgür Politika (2021e, 14 septembre). *Almanya seçime giderken… Bundestag'ın Kürtçesi*. Récupéré de https://www.ozgurpolitika.com/haberi-almanya-secime-giderken-bundestagin-kurtcesi-154033